L'Histoire du Développement de l'Afrique

Un Manuel pour une Nouvelle Génération d'Étudiants et d'Enseignants Africains

Édité par

Ewout Frankema, Ellen Hillbom, Ushehwedu Kufakurinani,
et Felix Meier zu Selhausen

AEHN
AFRICAN ECONOMIC HISTORY NETWORK

L'HISTOIRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Un Manuel pour une Nouvelle Génération d'Étudiants et d'Enseignants Africains

L'Histoire du Développement de l'Afrique est publiée par le African Economic History Network (AEHN). Cet ouvrage vise à rassembler des experts dans les domaines de l'histoire africaine, de l'économie et des études sur le développement africain autour d'un manuel en libre accès. Il est destiné aux enseignants et aux étudiants de premier cycle des universités africaines, ainsi qu'à un public intéressé. Les chapitres décrivent et expliquent, en français simple, divers aspects des trajectoires historiques du développement africain. Tous les chapitres comprennent une liste de lectures suggérées, des sources de données et des questions d'étude destinées à évaluer la compréhension des étudiants. En proposant cet ouvrage dans un environnement open source (CC BY), l'AEHN cherche à faciliter une diffusion plus large des connaissances générées au sein de son réseau universitaire et à soutenir le renforcement des capacités d'une nouvelle génération d'historiens africains et de praticiens du développement.

Ewout Frankema est professeur et président du groupe d'histoire économique et environnementale de l'université de Wageningen.

Ellen Hillbom est professeur d'histoire économique au département d'histoire économique de l'université de Lund.

Ushehwedu Kufakurinani est maître de conférences en développement international (géographie) de l'université du Sussex.

Felix Meier zu Selhausen est maître de conférences au département d'histoire économique et sociale de l'université d'Utrecht.

Le African Economic History Network (AEHN) est une initiative universitaire visant à favoriser la communication, la collaboration, la recherche et l'enseignement parmi les chercheurs qui étudient le développement à long terme de l'Afrique subsaharienne, de l'époque précoloniale à nos jours. Fondé en 2011, l'AEHN organise une conférence annuelle, publie une série de documents de travail sur l'histoire économique africaine, un manuel intitulé *The History of African Development*, ainsi qu'un blog universitaire et un bulletin d'information bimestriel.

Web: https://www.aehnetwork.org/textbook/

ISBN: 978-91-8104-788-2

DOI: https://doi.org/10.37852/oblu.347

Première édition française publiée en 2025.

Utilisation de l'IA: cette traduction a été réalisée à l'aide des outils d'intelligence artificielle suivants: DeepL Translate et Claude. Le contenu a été soigneusement révisé et adapté par des humains afin d'en garantir l'exactitude et le contexte culturel. Le travail final représente la contribution créative originale des auteurs humains, qui assument l'entière responsabilité de l'ensemble du contenu.

Traduction par IA et mise en page du livre: Saga Hillbom.

Relecture de la traduction française: Denis Cogneau.

© African Economic History Network, 2025.

Licence CC-BY-NC-ND. Aucune partie de cette publication ne peut être utilisée à des fins commerciales ou modifiée. Lorsque vous partagez cette publication, vous devez citer son auteur original.

Image de couverture: Marché Mushin, Lagos, par Kaizenify (2017), tirée de Wikipédia.

L'Histoire du Développement de l'Afrique

Un Manuel pour une Nouvelle Génération d'Étudiants et d'Enseignants Africains

Édité par

Ewout Frankema (Université de Wageningen)

Ellen Hillbom (Université de Lund)

Ushehwedu Kufakurinani (Université du Sussex)

Felix Meier zu Selhausen (Université d'Utrecht)

Contents

Introduction.....6

Ewout Frankema, Ellen Hillbom Ushehwedu Kufakurinani et Felix Meier zu Selhausen

1. Qu'est-ce que le 'Développement'?.....12

Ewout Frankema

2. Systèmes de production en Afrique précoloniale.....29

Erik Green

3. La traite des esclaves en dehors de l'Afrique.....43

Klas Rönnbäck

4. Commerce des produits de base et développement: Théorie, histoire, avenir.....61

Alexander Moradi

5. Le partage de l'Afrique.....92

Jutta Bolt

6. La santé dans l'histoire de l'Afrique.....113

Shane Doyle

7. Démographie Africaine: Combien de gens font trop de gens?.....137

Ellen Hillbom

8. L'essor de l'éducation en Afrique.....156

Sarah Ferber, Johan Fourie et Felix Meier zu Selhausen

9. Inégalités de revenus en Afrique coloniale: Méthodes et histoire.....179

Federico Tadei

10. Production et commerce des textiles.....195

Katharine Frederick

11. Des Cauris aux Téléphones Portables: Les Systèmes Monétaires Africains depuis 1800...214

Leigh Gardner

12. La fiscalité en Afrique depuis l'époque coloniale.....231

Abel Gwaindepi

13. Villes en croissance: L'urbanisation en Afrique.....250

Felix Meier zu Selhaus

14. Les mouvements nationaux dans l'Afrique coloniale.....270

Kofi Takyi Asante

15. Démocratie et développement en Afrique depuis les années 1960.....287

Joan Ricart-Huguet

16. Who's got the power? L'électrification de l'Afrique.....307

Hanaan Marwah

17. Les ressources naturelles: Une bénédiction ou une malédiction?.....329

Ashley Eva Millar et Malan Rietveld

18. La pauvreté en Afrique depuis l'indépendance.....343

Mark Nyandoro et Tinotenda Dube

19. Commerce intrarégional et intégration économique africaine.....362

Natina Yaduma, Wasiq N. Khan

20. Les décennies perdues de l'Afrique, 1974-1994.....382

Rebecca Simson

Introduction

Ewout Frankema
Université de Wageningen

Ellen Hillbom
Université de Lund

Ushehwedu Kufakurinani
Université de Warwick

Felix Meier zu Selhausen
Université de Wageningen

1. Nous sommes tous des Africains

L'Afrique est le berceau de l'humanité. Au cours du 20e siècle, les scientifiques ont trouvé des preuves solides que l'évolution de l'être humain moderne (*l'homo sapiens*) est née en Afrique, il y a environ 500 000 à 200 000 ans. Depuis l'Afrique, nos ancêtres ont migré à travers le monde entier: d'abord vers l'Asie et l'Europe, puis vers l'Australie, l'Amérique et de nombreuses petites îles des océans. Depuis l'époque de cet exode, les sociétés à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Afrique ont connu des voies de développement très différentes: certaines sont devenues des agriculteurs sédentaires, d'autres sont restées ou sont devenues des tribus de chasseurs et de cueilleurs. Des nations puissantes sur le plan économique, politique et militaire ont vu le jour. L'industrialisation a révolutionné les sociétés à partir du 18e siècle, d'abord en Europe, puis dans de nombreuses autres parties du monde. Certaines sociétés sont devenues riches, tandis que d'autres sont restées dans la pauvreté. Tous ces changements se sont produits de différentes manières et à différents moments, en fonction de diverses circonstances historiques. Pour comprendre où nous en sommes aujourd'hui, nous devons savoir d'où nous venons et ce qui a influencé leurs différentes trajectoires de développement. C'est ce qui rend l'étude de l'histoire si précieuse pour le développement intellectuel.

Aujourd'hui, l'Afrique peut s'enorgueillir d'avoir une population énergique, dont le nombre augmente rapidement. On estime que d'ici 2050, environ un quart de la population mondiale vivra sur le continent africain, qui est le deuxième plus grand en termes de superficie, derrière l'Asie. Tous ces gens veulent profiter au mieux de leur vie et de celle de leurs enfants. L'Afrique abrite un grand nombre d'animaux, de plantes et d'arbres qui ne se trouvent nulle part ailleurs dans le monde. Le continent possède de vastes étendues de terres fertiles dans différentes zones climatiques, parmi les plus grands lacs d'eau douce du monde, et certains des gisements de minéraux les plus riches de la planète. Mais si l'Afrique dispose de tant de ressources et de tant de personnes désireuses de les exploiter, pourquoi tant d'Africains restent-ils pauvres? Pourquoi les économies africaines sont-elles moins productives que la plupart des économies occidentales ou asiatiques? Et pourquoi la richesse et le pouvoir *au sein des* pays africains sont-ils si inégalement répartis entre les différents

groupes de population? Pour étudier ces questions extrêmement importantes, il faut commencer à réfléchir de manière plus systématique aux trajectoires de développement spécifiques des sociétés, des politiques et des économies africaines.

Ce manuel a pour but d'introduire les étudiants à un large éventail de thèmes et de concepts qui traitent de l'*histoire du développement africain*. Il cherche à créer des passerelles entre l'étude de l'histoire économique, sociale et politique et le développement humain à long terme en Afrique. Le principe fondamental de l'ouvrage est que la compréhension des *moteurs du changement historique* est la clé pour *expliquer le développement à long terme*, et que dans ce processus de changement historique, il existe d'importants 'modèles généraux' à découvrir dans les structures économiques, politiques et sociales des sociétés africaines et non africaines. Une meilleure compréhension de ces modèles aidera une nouvelle génération d'étudiants africains à s'engager dans les grandes questions de développement de leur époque.

Le manuel est utilisé dans le monde entier. Cependant, plus de la moitié des chapitres téléchargés proviennent de pays africains, où le livre est utilisé dans les cours des universités de Stellenbosch (Afrique du Sud), du Zimbabwe, du Malawi, du Ghana, de l'African School of Economics (Bénin), de l'université Mountains of the Moon (Ouganda), de l'American University of Nigeria, parmi beaucoup d'autres.

2. Une histoire complexe

L'histoire du développement de l'Afrique est, comme nous l'avons dit plus haut, une histoire complexe. Si le problème de la pauvreté, par exemple, était facile à résoudre, tous les Africains seraient riches aujourd'hui et il n'y aurait guère de raison d'étudier le développement économique. Si tous les pays africains étaient gouvernés par des administrations très efficaces, il y aurait moins de raisons d'étudier le développement politique. Le fait que la pauvreté et la coercition aient été un facteur constant dans l'histoire de l'humanité, alors que les gens ont fait de grands efforts pour les réduire dans toutes les régions du monde, indique que la richesse et le pouvoir sont des phénomènes complexes. L'histoire est une étude de la complexité.

La raison pour laquelle nous devons étudier l'histoire du développement est qu'elle comprend de nombreux facteurs différents qui s'influencent et se connectent les uns aux autres. Pour comprendre le développement, il faut donc non seulement comprendre les facteurs pertinents (croissance économique, éducation, santé, bonne gouvernance, sécurité alimentaire), mais aussi leur *interaction* spécifique. Comprendre la 'causalité' dans les processus de développement socio-économique ou politique à long terme implique une conception de base de ce que l'on entend par 'conditions suffisantes' et 'conditions nécessaires'. La meilleure façon de commencer à explorer la complexité est de la décomposer en éléments compréhensibles. C'est ce que les chapitres de ce livre tentent de faire. Décomposer un processus de développement à long terme extrêmement compliqué dans une très grande région du monde (l'Afrique). Le défi qui se pose à l'étudiant qui lit ces textes est de reconnecter ces pièces et de commencer à construire sa propre compréhension du développement africain et, ce faisant, d'accroître la richesse intellectuelle de l'Afrique.

3. Sources et méthodes de l'histoire économique africaine

L'histoire économique de l'Afrique est non seulement complexe, mais ses sources et ses méthodes d'analyse le sont tout autant. Lorsque les sources écrites n'étaient pas disponibles pour l'Afrique précoloniale, des preuves archéologiques et d'autres sources ont été utilisées. Ces sources comprennent des preuves linguistiques, par exemple dans l'histoire des migrations bantoues. L'art rupestre a également fourni des informations importantes sur le mode de vie (économique) de l'Afrique dans le passé. Certains chercheurs se sont approprié l'anthropométrie et la paléobiologie en combinaison avec l'archéologie pour reconstruire l'ancien passé (économique) de l'Afrique. Cependant, dans certaines régions, des preuves écrites ont survécu et permettent de reconstituer certains aspects du passé précolonial de l'Afrique. Ces preuves proviennent des rencontres que les Africains ont eues avec le monde extérieur. Par exemple, les sources écrites des premières rencontres de l'Afrique avec les commerçants européens et arabes fournissent des informations importantes sur le passé économique de l'Afrique. C'est à partir de ces sources que les chercheurs ont pu reconstruire et explorer, quantitativement et qualitativement, l'histoire des traites négrières, de l'esclavage, du commerce légitime et des organisations économiques précoloniales de l'Afrique.

En ce qui concerne le passé plus récent de l'Afrique, les archives des gouvernements coloniaux et des missionnaires chrétiens représentent des sources essentielles pour les chercheurs qui étudient l'ère coloniale de l'Afrique. Les preuves écrites produites par les institutions coloniales et les individus ont fourni des informations importantes sur les prélèvements fiscaux coloniaux, les niveaux de vie, la démographie, le commerce extérieur, l'éducation, etc. Les archives coloniales ont été critiquées pour leurs propres préjugés liés à la race et à la classe sociale. Dans d'autres cas, il a été possible d'accéder à des sources produites par des Africains qui ont contribué à contrebalancer les récits coloniaux potentiellement eurocentriques. Les archives coloniales ont produit des preuves comprenant des statistiques et des textes narratifs qui ont permis de construire des histoires économiques qualitatives et quantitatives. Plus récemment, les volumes de données disponibles ainsi que l'expansion de la technologie informatique ont permis la création de vastes ensembles de données qui reconstruisent le passé de l'Afrique. Les chapitres de ce manuel en ligne reflètent l'évolution des méthodes d'écriture et de recherche de l'histoire économique africaine.

4. Notre approche

Nous avons choisi de combiner trois approches pour enseigner l'histoire et le développement. Tout d'abord, nous adoptons une *approche historique* parce que le développement des États, des économies et des sociétés ne peut être bien compris que dans une perspective à long terme. Les personnes, les familles, les communautés ou les pays ne naissent pas d'un jour à l'autre, ni ne s'enrichissent ou ne deviennent puissants en une fraction de seconde. Les sociétés qui se sont enrichies y sont parvenues après des siècles de changement et les niveaux actuels d'inégalité mondiale sont le résultat d'un processus historique à long terme de divergence socio-économique et politique.

Deuxièmement, nous adoptons une *approche comparative*. Les comparaisons sont précieuses car elles nous aident à identifier les similitudes et les différences qui constituent la base des leçons à tirer de l'histoire. L'une de ces leçons, par exemple, est que les sociétés qui parviennent à diversifier leurs exportations sont moins vulnérables aux variations soudaines des prix des matières premières sur le marché mondial. L'histoire de l'Afrique est pleine de leçons qui peuvent être utilisées pour informer les politiques économiques actuelles. Des comparaisons peuvent être faites à différents niveaux. Certains chapitres placent les pays africains dans le contexte de l'evolution économique mondiale. D'autres comparent le développement à l'intérieur de l'Afrique ou font les deux. Les comparaisons sont essentielles pour développer un cadre spatial et temporel plus large dans lequel explorer les déterminants du développement.

Troisièmement, nous adoptons une *approche thématique*. Chaque chapitre du livre aborde un thème spécifique lié à la question globale du développement à long terme de l'Afrique. Il peut s'agir d'un thème historique, comme la traite des esclaves africains, la partition de l'Afrique ou

l'histoire coloniale de l'Afrique, mais aussi d'un thème plus contemporain, par exemple les causes et les conséquences de la croissance démographique africaine, l'essor de l'éducation de masse en Afrique et les grandes avancées vers la démocratisation ou la croissance explosive des villes africaines.

Les chapitres utilisent des découpages temporels importants, que nous appelons démarcations temporelles. Le découpage le plus courant est triple: l'ère précoloniale, l'ère coloniale et l'ère postcoloniale. Ces distinctions temporelles sont très grossières et ne s'appliquent pas de la même manière à toutes les sociétés africaines. Alors que l'on pourrait affirmer que la période coloniale dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest, comme le Sénégal, a commencé vers le milieu du 19e siècle, dans d'autres parties de l'Afrique centrale, nous situerions ce 'début' quelque part au début du 20e siècle. La périodisation est également critiquable parce qu'elle donne l'impression d'une rupture nette dans la trajectoire de développement alors qu'en réalité, ces ruptures ne peuvent souvent pas être clairement rattachées à un moment précis dans le temps. Par exemple, alors que de nombreux Africains célèbrent le jour de l'indépendance politique formelle, qui a été obtenue dans la majorité des pays autour de 1960, l'indépendance économique peut n'avoir été obtenue qu'aujourd'hui. L'indépendance formelle ne signifie pas non plus que les influences politiques extérieures sont devenues sans importance.

Nous avons néanmoins de bonnes raisons de structurer l'analyse du développement de l'Afrique en une période avant, pendant et après la domination coloniale européenne. Tout d'abord, la plupart des pays africains actuels sont le résultat de frontières territoriales tracées pendant l'ère coloniale. Ces frontières n'ont pas été établies du jour au lendemain, mais elles constituent une réalité politique importante à l'heure actuelle. Deuxièmement, l'ère de l'indépendance a fini par modifier les fondements de la gouvernance des sociétés africaines, puisque presque tous les pays africains ont été dirigés par des politiciens africains locaux qui ont remplacé les fonctionnaires européens.

La délimitation géographique de cet ouvrage pose également un défi majeur. Tout au long de cet ouvrage, nous parlerons du développement en Afrique, suggérant ainsi qu'il existe des modèles communs à une grande entité géographique uniforme. En réalité, nous savons que l'Afrique est un continent extrêmement diversifié, avec des structures sociales, politiques et économiques très différentes. Comment justifier l'expression 'développement africain' si l'expérience historique du développement a été si variée? C'est une question difficile. Une façon de faire face à ce facteur de complication est que la plupart des chapitres se concentrent sur l'Afrique subsaharienne, à l'exclusion de l'Afrique du Nord. Une deuxième façon de faire face à la diversité est d'essayer d'indiquer, dans la mesure du possible, les régions auxquelles s'appliquent certains 'modèles généraux de développement' et celles qui constituent l'exception.

5. Les auteurs

Les auteurs de cet ouvrage viennent de différents endroits du monde. Il s'agit d'universitaires africains et non africains qui possèdent une expertise en matière de développement socio-économique, démographique ou politique à long terme de l'Afrique. Nous nous engageons à diffuser nos connaissances et à communiquer les résultats de nos recherches académiques à un public plus large. *Le* manuel *Histoire du développement africain* est le résultat d'un projet collectif qui rassemble notre expertise dans un manuel unique et librement accessible.

Les chapitres de ce livre traitent tous d'un sujet spécifique et sont rédigés par un auteur possédant une expertise particulière. Certains points de vue des auteurs sont ouverts au débat et il n'y a rien de mal à cela. En fait, sans discussion, la science ne progresserait pas beaucoup. C'est pourquoi nous encourageons les étudiants non seulement à lire ces textes (en tant que consommateurs), mais aussi à en discuter (en tant qu'utilisateurs critiques). Les chapitres sont rédigés de telle manière qu'ils peuvent être utilisés dans des cours qui traitent, ou touchent, à l'histoire africaine, aux études sur le développement africain ou à l'économie et à la politique. Nous avons veillé à limiter la longueur des chapitres (environ 5 000 mots) et à utiliser de nombreux tableaux, cartes, graphiques et images pour enrichir la lecture. Chaque chapitre contient une brève liste de lectures suggérées et se termine par cinq questions de discussion, qui peuvent être utilisées pour tester votre compréhension du contenu de la lecture.

Les auteurs ont tous contribué volontairement à cet ouvrage parce que nous sommes convaincus de la valeur ajoutée de l'étude de l'histoire pour mieux comprendre les questions de développement actuelles. Nous pensons également qu'un plus grand nombre de personnes ayant une meilleure compréhension des questions de développement augmente les chances de créer un monde meilleur, un monde avec moins de pauvreté, moins d'inégalités et un monde gouverné par des dirigeants sages qui donnent la priorité aux intérêts sociaux plutôt qu'aux intérêts privés.
.

Qu'est-ce que le 'Développement'

Ewout Frankema
Université de Wageningen

1. Définir le 'développement'

Avant de pouvoir discuter du 'développement de l'Afrique', il faut d'abord savoir ce que signifie le mot 'développement'. Malheureusement, il n'existe pas de définition unique et universellement acceptée du 'développement'. Le développement est un concept abstrait, dont la signification est bien plus difficile à saisir que celle de quelque chose de tangible comme un vélo, une paire de chaussures ou votre professeur. Si vous demandez à cinq personnes ce que signifie le mot 'développement', il est probable que vous obtiendrez cinq réponses très différentes. Une chose est claire cependant: le mot 'développement' fait référence à une sorte de *processus de changement qui se produit au fil du temps*.

Pour être plus précis sur la manière dont nous utilisons le terme 'développement' dans ce manuel, nous faisons une distinction entre le 'développement*humain'* et d'autres catégories de développement telles que le 'développement*politique'*, le 'développement*économique'*, le 'développement*social'* ou le 'développement*culture'*. Bien que toutes ces catégories soient liées, le terme 'développement*humain'* met l'accent sur les aspects du développement qui revêtent une importance directe pour les personnes. Cet accent apparaît dans la définition suivante proposée par les Nations Unies:

> *L'objectif fondamental du développement humain est d'élargir l'éventail des choix des individus afin de rendre le développement plus démocratique et plus participatif*. (ONU, 2011).

Le lauréat du prix Nobel Amartya Sen a défini le développement de la même manière. Selon Sen, le développement peut être considéré comme "*un processus d'expansion des libertés dont jouissent les gens"* (2000, 3). Le développement dépend donc de la capacité des personnes à faire des choix dans leur vie personnelle et sociale. Le processus d'élargissement des libertés des personnes nécessite l'élimination de nombreux types d'obstacles matériels et immatériels à la liberté, tels que la pauvreté, l'insécurité ou un gouvernement non responsable, mais aussi l'absence d'une bonne infrastructure compliquant la mobilité physique ou le manque d'accès à l'eau potable, à la nourriture ou à l'électricité. Dans la conception du développement de Sen, la *liberté* dont jouissent les gens de décider du cours de leur propre vie est essentielle. Les développements économiques

ou politiques sont également importants, mais principalement parce qu'ils créent des conditions particulières pour atteindre l'objectif supérieur de la liberté humaine.

Bien que l'accent mis sur la liberté de choix des personnes nous donne une idée plus précise de la manière de définir le 'développement', de nombreuses questions subsistent quant à la signification du *développement en tant que liberté*. Tout d'abord, lorsque nous parlons de 'liberté', il est important de savoir à qui cela s'applique. Peu de gens pensent en effet que l'idéal de la liberté humaine doit être poursuivi en toutes circonstances. Par exemple, les parents limiteront la 'liberté' de leurs enfants jusqu'à ce qu'ils aient atteint un certain degré de maturité. S'ils ne protègent pas leurs enfants en limitant leur liberté, il y a de fortes chances que les enfants ne survivent pas. En outre, ce qui constitue la liberté d'une personne, d'une famille ou d'une communauté implique souvent une réduction de la liberté d'autres personnes. Si je m'accorde la liberté de manger tout ce qu'il y a sur la table, il ne restera rien pour les membres de ma famille. Et qu'en est-il de la 'liberté' des êtres humains par rapport aux autres créatures vivantes, telles que les plantes et les animaux? En effet, la liberté et la non-liberté vont de pair: si nous convenons que tout le monde a un droit fondamental à des soins médicaux gratuits, nous affirmons en même temps que les médecins ont le devoir de nous aider.

L'idée que la liberté humaine est presque toujours répartie de manière inégale entre les membres d'un groupe ou d'une société, quel qu'il soit, est mieux traduite par un autre terme abstrait: 'l'action humaine'. L'agence humaine fait référence à la capacité des humains à agir. Cette capacité est largement limitée par des forces naturelles, dont beaucoup ne peuvent être contrôlées ou manipulées par l'homme. Mais l'action peut également être limitée par des structures ou des institutions économiques, sociales ou politiques (règles, voir l'explication ci-dessous), qui échappent au contrôle de l'individu. L'inégalité entre les hommes et les femmes est un exemple important de ce dernier type de restrictions imposées par l'homme. Dans une situation d'inégalité entre les sexes, l'action des femmes est restreinte au profit de celle des hommes. Il existe de nombreuses sociétés dans le monde d'aujourd'hui où l'inégalité entre les sexes est soutenue par des normes culturelles, des valeurs, des instituts religieux ou même par le droit national. Par conséquent, si nous nous soucions du développement humain et si nous convenons qu'il s'agit d'étendre les libertés dont jouissent tous les individus, la poursuite de l'égalité des sexes en soutenant l'action des femmes est très importante.

2. Les institutions

Les organisations telles que les États, les familles, les écoles et les clubs sportifs créent des règles qui coordonnent et répartissent les droits et les devoirs de leurs membres. Les États peuvent offrir un enseignement primaire gratuit aux citoyens, mais les obliger à conserver une partie de leurs revenus ultérieurs sous forme d'impôts pour financer ces écoles. Ces règles font l'objet d'une

discussion publique et d'un débat politique. Même entre deux familles villageoises voisines, il peut exister des règles très différentes sur la manière dont leurs membres répartissent le travail domestique et les ressources partagées.

Nous appelons 'institutions' les règles qui régissent le comportement des individus. Les institutions comprennent des règles formelles telles que des lois écrites sur papier, mais aussi des règles informelles, des codes de conduite adoptés par de nombreuses personnes mais qui ne sont pas officiellement inclus dans le droit codifié. Les institutions qui régissent le comportement des gens s'inspirent de différentes conceptions de ce que les gens considèrent comme 'normal' ou 'approprié' et de ce qu'ils considèrent comme 'ab-normal' ou 'inapproprié'. En termes plus simples, nous pouvons définir les institutions comme les 'règles du jeu': sans ces règles, il est impossible pour les gens de vivre ensemble en paix et en harmonie.

Mais pour les personnes qui vivent ensemble, il n'est pas seulement important d'avoir des règles. Il est tout aussi important de disposer de mécanismes de contrôle et d'application de ces règles. Les règles ne peuvent fonctionner dans la pratique que si les personnes qui les enfreignent sont corrigées. Par exemple, dans un match de football, l'arbitre a le pouvoir de corriger le comportement des joueurs et de s'assurer que le match se déroule dans des conditions équitables. L'arbitre ne peut pas changer les règles du jeu, il peut seulement s'assurer qu'elles sont appliquées lorsque le match est joué. Les gens ne peuvent commencer à faire confiance aux institutions que si l'abus des règles est limité. Si les gens sont convaincus que les règles seront respectées, ils se sentent plus en sécurité et sont plus enclins à investir dans leurs entreprises ou à payer des impôts à leur gouvernement. En effet, si les autorités de l'État s'engagent à faire respecter les institutions et à garantir l'État de droit, cela implique également qu'elles luttent contre la corruption et qu'elles punissent les personnes qui abusent du pouvoir politique à des fins personnelles.

Il n'existe aucune société dans le monde où les institutions, y compris les systèmes de contrôle, sont mises en place de manière parfaite. Les lois nationales ou les codes sociaux favorisent toujours certains intérêts au détriment d'autres. Mais si les sociétés et les hommes politiques doivent équilibrer les droits et les devoirs des personnes, il serait utile de classer les différents aspects de la liberté humaine par ordre d'importance. Cette tâche est plus difficile qu'il n'y paraît. Comment classer, par exemple, des besoins aussi fondamentaux que l'accès à l'eau, l'accès à la nourriture, la protection contre la violence, l'accès aux soins de santé, l'accès à l'électricité, l'éducation publique gratuite, la représentation politique ou l'accès à l'internet? Pouvons-nous faire une liste? Et même si nous étions capables de nous mettre d'accord sur les priorités, serions-nous également capables de nous mettre d'accord sur les meilleurs moyens d'atteindre ces priorités? Le gouvernement doit-il prendre l'argent de la famille Y pour le donner à la famille X? Ou faut-il protéger la propriété

privée au détriment de l'inégalité économique? En effet, tout classement des priorités de développement s'appuie sur les notions 'd'égalité' et 'd'inégalité'.

3. Développement humain et 'piège de la pauvreté'

La pauvreté est considérée comme l'un des principaux obstacles au développement humain, car les pauvres n'ont qu'un accès limité à un large éventail de produits et de services de base. Le manque d'accès à l'éducation, aux soins de santé ou à l'internet réduit leurs chances d'améliorer *durablement* leurs conditions de vie. L'impossibilité d'échapper à la pauvreté est appelée 'piège de la pauvreté'. Le piège de la pauvreté peut fonctionner aussi bien au *niveau microéconomique* de la famille qu'au *niveau macroéconomique* d'un pays ou d'une région. Pour comprendre comment fonctionne ce piège, on peut considérer que la santé est importante pour gagner un revenu. Mais en même temps, le revenu est un moyen important d'accéder à l'assainissement, aux médicaments et aux soins de santé. Nous appelons cette relation entre la santé et le revenu une relation 'réciproque'.

La réciprocité est essentielle pour comprendre comment les gens peuvent se retrouver piégés dans une situation de pauvreté. Pour réduire la pauvreté, il faut augmenter les revenus des pauvres et, simultanément, améliorer structurellement leur accès à des services importants pour éviter qu'ils ne retombent dans la pauvreté. Cette réciprocité est la principale raison pour laquelle la croissance économique est une *condition nécessaire* au développement humain (et à la réduction de la pauvreté), mais pas une *condition suffisante*.

Les scientifiques et les organisations internationales ont mis au point des indices composites pour mesurer le développement humain au niveau national. Le plus célèbre de ces indicateurs est *l'indice de développement humain* (IDH) élaboré par les Nations unies. Cet indice ne tient pas seulement compte des niveaux moyens de revenus, mais aussi de l'accès à l'éducation et des conditions de santé humaine. L'indice de développement humain offre donc une image plus large du développement humain que les seuls niveaux de revenus.

De nombreux pays africains se classent au bas de l'IDH non seulement en raison de leurs faibles niveaux de revenus, mais aussi en raison de l'accès limité des pauvres à l'éducation et aux soins de santé. Le tableau 1 présente les dix pays les mieux classés et les moins bien classés en termes d'IDH en 2020. Le tableau montre que les dix pays les plus pauvres de l'IDH se trouvent tous en Afrique. Mais il y a aussi de bonnes nouvelles. Au cours des deux dernières décennies, de nombreux pays africains ont réalisé des progrès significatifs dans les trois domaines de l'IDH, c'est-à-dire que les niveaux de revenus moyens ont augmenté, l'accès à l'éducation s'est élargi et

l'espérance de vie s'est allongée, malgré les épidémies de VIH/SIDA et la récente crise du Covid-19. Ces évolutions n'ont toutefois pas entraîné une diminution des inégalités. Dans de nombreux pays africains, l'inégalité des revenus est restée très élevée. En d'autres termes, les conditions permettant de faire des choix libres se sont améliorées pour certains Africains, mais certainement pas pour tous.

Tableau 1: Les 10 premiers et les 10 derniers pays de l'indice de développement humain des Nations Unies en 2020

Rang	Pays	IDH	Rang	Pays	IDH
1	Norvège	0.957	180	Erythrée	0.459
2	Irlande	0.955	181	Mozambique	0.456
3	Suisse	0.955	182	Burkina Faso	0.452
4	Hong Kong, Chine	0.949	183	Sierra Leone	0.452
5	Islande	0.949	184	Mali	0.434
6	Allemagne	0.947	185	Burundi	0.433
7	Suède	0.945	186	Sud Soudan	0.433
8	Australie	0.944	187	Tchad	0.398
9	Pays-Bas	0.944	188	République centrafricaine	0.397
10	Danemark	0.940	189	Niger	0.394

Source: Nations Unies (2020).

L'une des raisons pour lesquelles les pays africains obtiennent de faibles scores sur l'IDH est que de nombreux États africains ne parviennent toujours pas à soutenir la fourniture de services publics de base tels que les soins de santé, les infrastructures et l'éducation. Si les États veulent améliorer l'accès des citoyens aux services publics, ils ont besoin de systèmes fiscaux solides (pour financer les services publics) et de bureaucraties efficaces (pour coordonner ces investissements). Ce n'est là qu'un exemple de l'importance cruciale de 'bonnes institutions' pour le développement humain. Cependant, les États africains n'agissent pas toujours dans l'intérêt des pauvres.

Le piège de la pauvreté n'est pas seulement dû à un manque de richesse matérielle, mais aussi à un manque d'opportunités d'accroître la richesse intellectuelle (immatérielle). Il y a d'énormes avantages à savoir lire et écrire (alphabétisation) et à savoir compter et calculer (numératie). L'éducation augmente également les chances de trouver un emploi offrant un revenu décent. Dans pratiquement toutes les sociétés, il existe un lien étroit entre le niveau de revenu et l'éducation. En effet, la question de la pauvreté en Afrique ne concerne pas seulement les niveaux de revenus, mais aussi l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à bien d'autres conditions qui aident les gens à échapper au piège de la pauvreté et à améliorer leur situation.

Les agriculteurs souffrent souvent de pauvreté parce que leurs cultures ne génèrent pas de revenus suffisants.

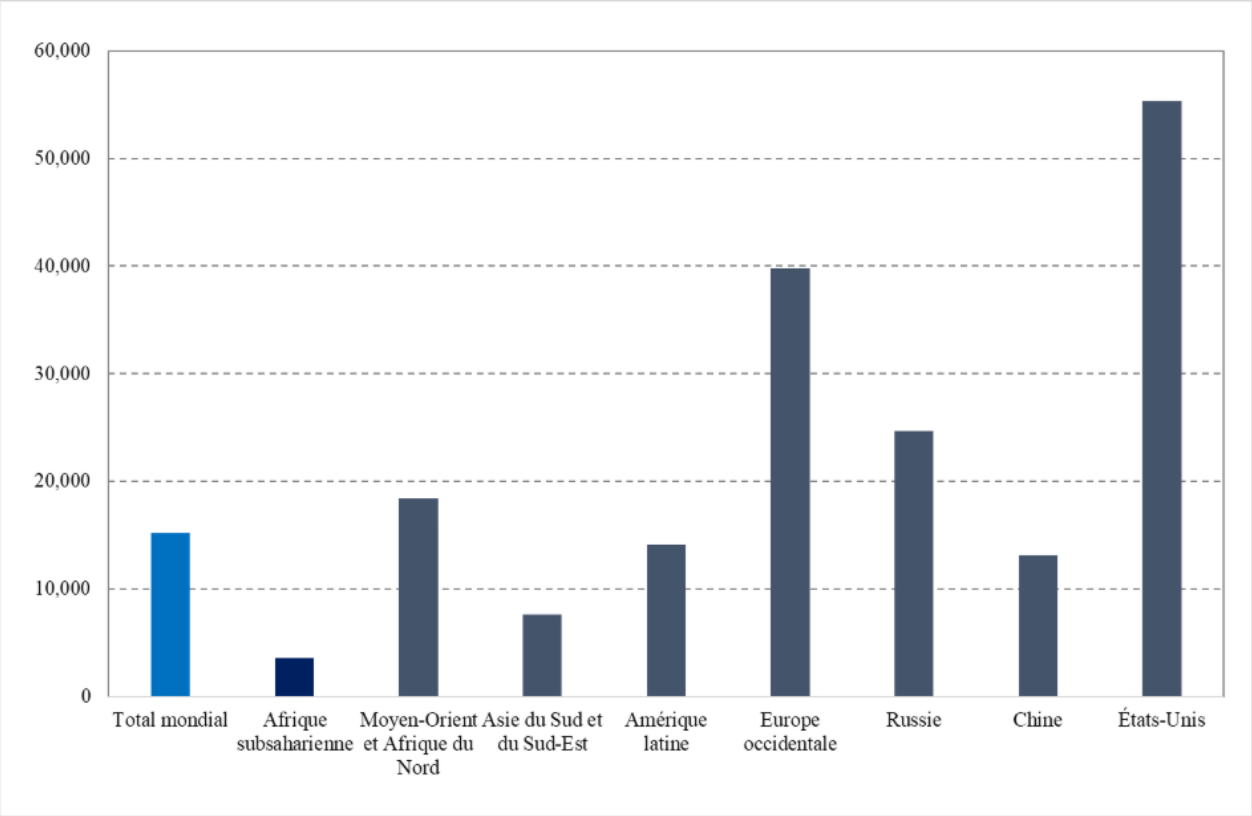
4. Croissance économique en Afrique

L'augmentation des revenus étant l'une des clés de la réduction de la pauvreté, il est important d'examiner comment les revenus moyens des populations africaines ont évolué à long terme. Les économistes étudient la richesse relative des pays à l'aide de ce que l'on appelle les comptes du revenu national. Le 'revenu national' désigne la valeur totale de tous les revenus gagnés, ou la valeur totale de toutes les marchandises et de tous les services produits, dans un pays donné et au cours d'une période donnée (généralement une année civile). Pour estimer les niveaux de revenu moyen, le revenu national est divisé par la population totale pour obtenir le 'revenu moyen par habitant'. Dans la littérature académique et les rapports des médias, le revenu national est communément appelé PIB (Produit Intérieur Brut). Le *revenu national* gagné dans une société est plus ou moins égal à la valeur totale de la *production nationale*.

Dans la figure 1, nous comparons les chiffres du *PIB par habitant* de l'Afrique subsaharienne en 2018 avec ceux d'autres régions du monde. Ces données de PIB sont exprimées en dollars américains avec une valeur constante, c'est-à-dire des dollars américains évalués aux niveaux de

prix de 2011. La figure 1 montre que l'Afrique subsaharienne est la région la plus pauvre du monde. L'Afrique est beaucoup plus pauvre que l'Europe occidentale ou les États-Unis, où les revenus annuels moyens dépassent souvent 40 000 dollars. Mais si l'on compare les revenus africains aux niveaux moyens du PIB par habitant de l'Asie et de l'Amérique latine, on constate qu'ils sont à la traîne. Les revenus moyens en Afrique sub-saharienne sont d'environ $3,500. Pourtant, il y a quelques raisons de penser que l'Afrique est plus riche que ne le suggère la figure 1. Les comptes de revenus nationaux tendent à inclure les revenus issus des transactions de marché, c'est-à-dire la valeur des biens et des services qui reçoivent un prix sur le marché et dont l'échange est enregistré par les bureaux nationaux de statistiques. Une grande partie de l'activité économique qui se déroule au sein des ménages, de l'exploitation agricole ou de la communauté villageoise n'implique pas de transactions sur le marché. Ces activités, qui sont au cœur de la vie de nombreux Africains (et en particulier des Africains pauvres), ont tendance à être exclues des statistiques officielles et si nous les incluions, le PIB serait plus élevé. Toutefois, si l'Africain moyen est peut-être plus riche que ne le suggère ce graphique, il ne fait aucun doute que l'Afrique reste la région du monde qui compte le plus grand nombre de pauvres. Selon les estimations de la Banque mondiale, environ 40 pour cent des Africains vivent avec moins de 1,90$ par jour. C'est ce que l'on appelle l'extrême pauvreté, que l'on retrouve dans pratiquement tous les pays au sud du Sahara.

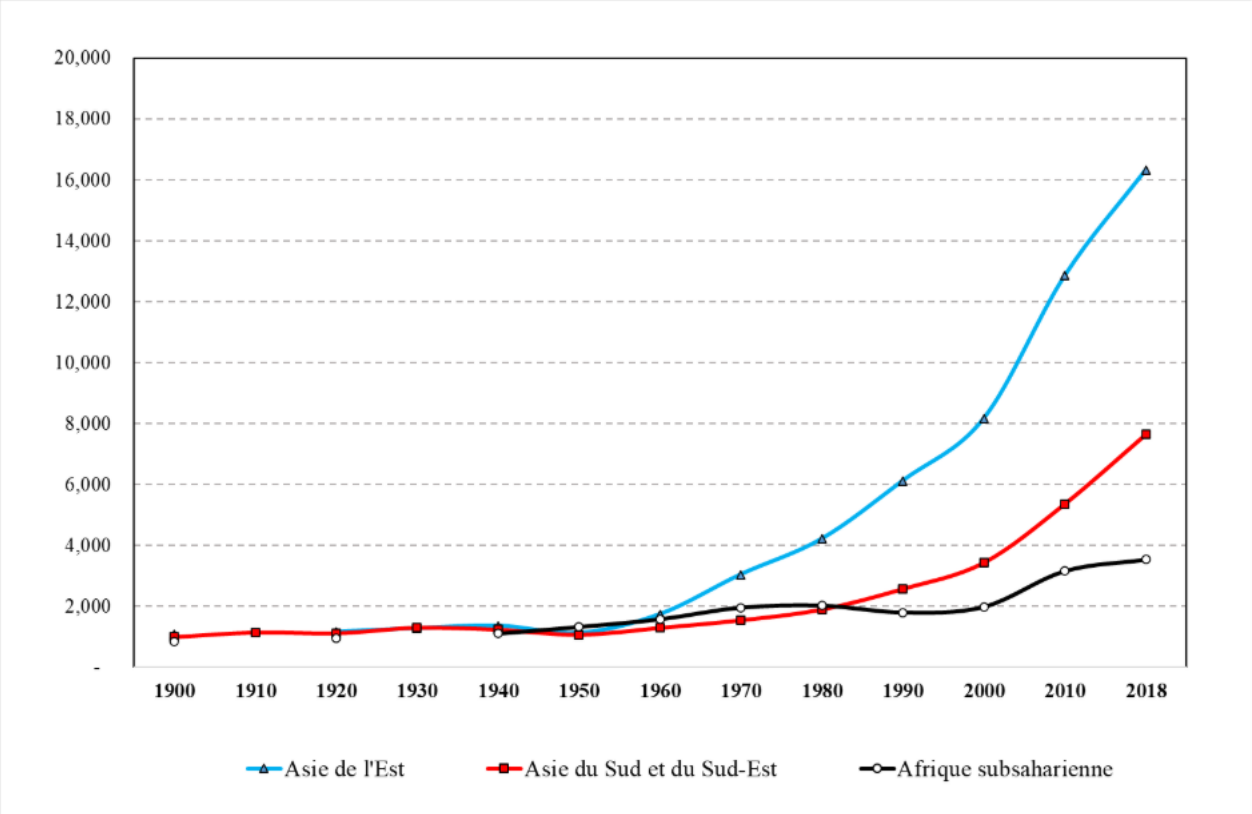
Figure 1: PIB par habitant par région du monde, 2018 (en dollars de 2011)



Source: Maddison Project Database, v. 2020.

Le fait que l'Africain moyen soit aujourd'hui plus pauvre que le citoyen moyen du monde ne signifie pas qu'il en a toujours été ainsi. Une grande partie de l'écart entre l'Afrique et les autres régions en développement est apparue au cours des trois dernières décennies du 20e siècle. La figure 2 montre l'évolution du PIB par habitant en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et du Sud-Est et en Asie de l'Est de 1900 à 2018. Jusqu'en 1960 environ, les niveaux de revenus de l'Afrique et de l'Asie étaient comparables, soit environ 1500 dollars par personne et par an, exprimés en dollars, aux niveaux de prix de 2011. En effet, les petits exploitants agricoles ou les citadins d'Afrique n'étaient pas nécessairement plus pauvres que leurs collègues d'Inde ou de Chine. Le Japon était le seul pays asiatique à être considérablement plus riche en 1960. Dans les années 1980, l'économie chinoise a également commencé à croître à des taux très élevés. Aujourd'hui, le Chinois moyen est considérablement plus riche que l'Africain moyen. Surtout après 1980, les économies africaines ont également perdu beaucoup de terrain par rapport aux économies de l'Asie du Sud et du Sud-Est, qui comprend de grands pays comme l'Inde et l'Indonésie.

Figure 2: PIB par habitant (USD) de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud et du Sud-Est, 1900-2018



Source: Maddison Project Database, v. 2020.

Pourquoi les revenus des Africains n'ont-ils pas augmenté de la même manière que ceux des Asiatiques? Il n'existe pas de réponse simple à cette question importante. Comme nous l'avons indiqué dans l'introduction de ce manuel, nous ne pouvons même pas commencer à réfléchir à une réponse sans examiner différents épisodes de l'histoire de l'Afrique. De nombreuses économies africaines ont stagné, voire se sont effondrées, entre 1975 et 2000. Sur les 52 pays africains pour lesquels des données existent, 29 ont connu des taux de croissance négatifs au cours du dernier quart du 20e siècle, ce qui signifie que dans plus de la moitié des pays africains, l'économie s'est contractée.

Les causes profondes de cet effondrement économique remontent plus loin dans l'histoire. Ce que nous savons avec certitude, c'est que les causes de l'effondrement de la croissance en Afrique sont multiples et interdépendantes. Pour donner un exemple de 'multi-causalité': de nombreuses économies africaines souffraient de la baisse des prix du marché mondial de leurs produits d'exportation depuis le début des années 1970. Les prix du café, du coton, du cacao et des minéraux, comme le minerai de cuivre, ont fortement chuté par rapport aux prix des produits manufacturés importés. Dans le même temps, les gouvernements africains ont accumulé d'énormes dettes sur des prêts qu'ils n'étaient pas en mesure de rembourser. La crise de la dette africaine a donc été renforcée par la baisse des recettes d'exportation et des recettes douanières.

Cette période a également été marquée par une augmentation du nombre de conflits violents dans la région. Différents groupes ethniques ou sociaux luttaient pour l'influence politique ou l'accès à des ressources économiques précieuses telles que les diamants (Sierra Leone), le pétrole (Soudan), les terres (Rwanda) ou le coltan (République démocratique du Congo). En temps de guerre, l'économie subit des pertes et, dans certains cas, les conflits militaires peuvent même entraîner des famines, comme ce fut le cas en Éthiopie au milieu des années 1980 et en Somalie et au Soudan plus récemment. Toutes les économies africaines n'ont cependant pas été durement touchées. Les pays producteurs de pétrole, comme la Guinée équatoriale et le Gabon, ont bénéficié de la hausse des prix mondiaux du pétrole et les économies du Botswana et de Maurice ont connu une croissance économique rapide au cours des dernières décennies du 20e siècle.

Si l'on examine de plus près les déterminants de la croissance économique africaine dans la deuxième partie du 20e siècle, on constate qu'au moins deux facteurs distinguent une grande partie de l'Afrique des autres régions en développement. Le premier est que la productivité du travail dans l'agriculture, qui est (encore) le secteur le plus important dans la plupart des économies africaines, n'a pas augmenté de la même manière que dans de grandes parties de l'Asie ou de l'Amérique latine. De nombreux pays africains sont devenus des importateurs nets de denrées alimentaires après 1970, alors que de nombreux pays asiatiques ont atteint l'autosuffisance en

matière de production alimentaire ou sont même devenus d'importants exportateurs nets de cultures vivrières. L'Afrique n'a pas profité de ce que l'on appelle la 'révolution verte', en ne mettant pas en œuvre une série de progrès technologiques dans la production d'aliments de base tels que le blé, le riz et le maïs.

Le deuxième facteur est que l'Afrique a connu un processus de changement structurel plutôt lent. Le changement structurel fait référence à la transformation des processus de production, qui passent d'activités à faible valeur ajoutée à des activités à forte valeur ajoutée. Le développement des industries manufacturières est un élément crucial du changement structurel. Les industries manufacturières ont tendance à produire plus par travailleur que les industries agricoles et ont donc le potentiel d'augmenter les niveaux de revenus moyens. Une grande partie de la croissance économique en Asie est due à une industrialisation rapide. Des pays comme le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie et le Viêt Nam produisent une vaste gamme de produits manufacturés qu'ils vendent dans le monde entier, en particulier aux consommateurs aisés d'Europe et d'Amérique du Nord, mais aussi, de plus en plus, aux classes moyennes émergentes d'Afrique. Ces produits sont des textiles, des chaussures, des appareils électroniques, des voitures, des jouets, des meubles et bien d'autres choses encore.

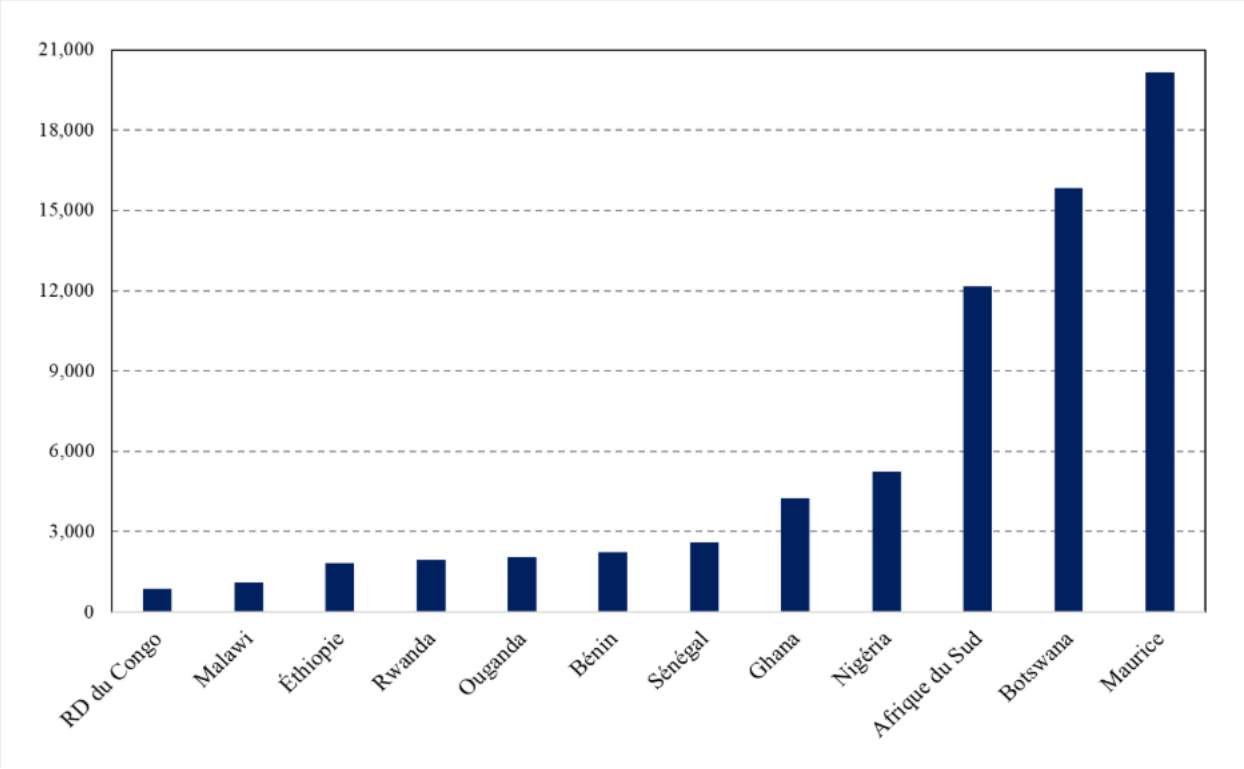
À l'exception du Japon, la plupart des pays asiatiques ont connu un changement structurel de leur économie au cours de la seconde moitié du 20e siècle et ce processus est toujours en cours. En Amérique latine également, les pays en voie d'industrialisation tels que le Brésil, le Chili et le Mexique sont parvenus à augmenter les niveaux de productivité de la main-d'œuvre sur la base d'un changement structurel. Le résultat est que dans des pays comme la Chine et le Brésil, le nombre de personnes extrêmement pauvres (celles qui vivent avec 1,90$ par jour) a rapidement diminué. Les changements structurels rendent également les économies plus stables, car ils impliquent une *diversification des* activités productives: un éventail plus large d'activités économiques répartit les possibilités de croissance de l'emploi et réduit le risque d'un effondrement total de l'économie.

5. Le développement économique actuel de l'Afrique

Derrière les grandes généralités sur le développement économique de l'Afrique dans une perspective globale, il y a eu une énorme variation des expériences de croissance *au sein de l'Afrique*. En effet, l'Afrique se compose de plus de 50 pays, qui ont connu des phases de croissance et de contraction différentes au fil du temps. Cette variation intra-africaine se reflète dans le PIB par habitant présenté dans la figure 3. La figure 3 montre une sélection de pays africains dont les

niveaux de revenus sont inférieurs et supérieurs à 3 000 dollars. Parmi les pays à faible revenu figurent la RDC (Congo), le Malawi, l'Éthiopie, le Rwanda, l'Ouganda et le Bénin. À l'extrémité supérieure de la distribution des revenus, on trouve des pays comme l'Afrique du Sud, le Botswana et l'île Maurice. Le Sénégal, le Ghana et le Nigeria se situent entre les deux. Une des explications de ces écarts importants de PIB par habitant est que certains pays africains à revenu élevé disposent d'importantes réserves de ressources minérales comme le pétrole, l'or ou les diamants. Mais la richesse en ressources minérales n'explique pas tout. Le Nigeria est également un grand pays exportateur de pétrole, mais son niveau de revenu moyen est bien inférieur à celui de l'île Maurice, qui n'exporte ni pétrole ni métaux précieux.

Figure 3: PIB par habitant dans une sélection de pays africains, 2018



Source: Maddison Project Database, v. 2020.

Malgré les écarts de revenus importants, la majorité des économies africaines ont connu une période de croissance économique rapide entre 1995 et 2015. Ces dernières années, cependant, la croissance s'est à nouveau ralentie, notamment en raison de la chute des prix du marché mondial pour les produits d'exportation africains (y compris le pétrole) et de la pandémie de Covid-19. Certains pays comme l'Éthiopie et le Rwanda ont enregistré des taux de croissance annuels compris entre 5 et 10 pour cent, ce qui correspond aux taux de croissance enregistrés en Asie et en Amérique latine au cours des dernières décennies. Ces taux de croissance sont également beaucoup plus élevés que dans les économies avancées d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Ces taux de

croissance du PIB ont conduit à des taux élevés de croissance du PIB *par habitant*, étant donné que les taux de croissance de la population étaient inférieurs à 2 pour cent par an. Cependant, nous devons garder à l'esprit que ces pays ont connu une croissance à partir de niveaux initiaux très bas et sont toujours considérés comme très pauvres selon les normes mondiales.

Il est difficile de savoir dans quelle mesure les Africains les plus pauvres ont bénéficié de la reprise de la croissance et si ces taux pourront être maintenus dans les décennies à venir. La croissance économique africaine n'a pas été tirée par un développement rapide des industries manufacturières comme en Asie et en Amérique latine. La récente vague de croissance est principalement due à l'augmentation des exportations de cultures commerciales tropicales (thé, tabac, cacao, café, huile de palme, etc.) et de ressources minérales telles que les minerais métalliques, le pétrole et l'or. Dans certains pays, les fruits de ces recettes commerciales croissantes ont directement profité aux agriculteurs ou aux travailleurs salariés. Dans d'autres cas, les bénéfices ont disparu dans les poches de quelques familles méga-riches ou d'entreprises étrangères qui ont réussi à monopoliser les secteurs les plus rentables de l'économie, comme le secteur pétrolier.

L'un des principaux inconvénients du PIB par habitant en tant que mesure du bien-être est qu'il ne montre pas comment le revenu est réparti entre les personnes. Les figures 1 à 3 présentent les revenus *moyens*. Ces moyennes ne représentent pas les revenus réels de la plupart des gens, car les revenus ne sont pas répartis de manière égale. Les personnes les plus pauvres gagnent peut-être à peine 1,5 dollar par jour, ce qui représente environ 500 dollars par an. C'est pourquoi il est important de ne pas se concentrer uniquement sur la croissance économique, mais aussi sur le concept plus large de développement économique, y compris la répartition des revenus.

6. De la croissance économique au développement économique

La croissance économique est une condition essentielle du développement économique et, à terme, du développement humain. Mais quelle est la différence entre la croissance économique et le développement économique? La première chose à retenir est que la croissance économique fait partie d'un processus de développement économique, mais que ce dernier englobe un éventail plus large de changements dans l'économie. Le développement économique est une croissance économique qui s'accompagne de changements structurels et de diversification. La diversification signifie que l'éventail des activités productives s'élargit. La diversification entraîne une augmentation du nombre d'emplois et s'accompagne généralement d'une augmentation de la productivité du travail. La productivité du travail désigne le niveau de production (rendement) par travailleur. Si la main-d'œuvre devient plus productive, ses revenus augmenteront.

Idéalement, le développement économique comprend un processus d'expansion économique qui est durable dans le temps (une amélioration permanente des niveaux de revenus) et qui permet une large participation (il est inclusif). Contrairement à la croissance économique, le développement économique englobe la possibilité de réduire la pauvreté de manière structurelle.

Pour comprendre comment la croissance économique peut contribuer au développement économique, il est utile de faire une distinction entre la croissance *extensive* et la croissance *intensive*. La croissance extensive est la croissance économique résultant de l'ajout de ressources supplémentaires (intrants) au système de production. Il peut s'agir d'heures de travail supplémentaires, de matières premières supplémentaires, de terres supplémentaires ou de machines, d'équipements de transport ou d'infrastructures (biens d'équipement). La croissance intensive est le résultat d'une production plus efficace. L'efficacité signifie que l'on peut produire davantage avec les mêmes (ou même moins) de ressources qu'auparavant. La croissance intensive est donc alimentée par la croissance de la productivité. Pour augmenter la productivité, les travailleurs doivent être mieux formés et les systèmes de production doivent intégrer de meilleures technologies.

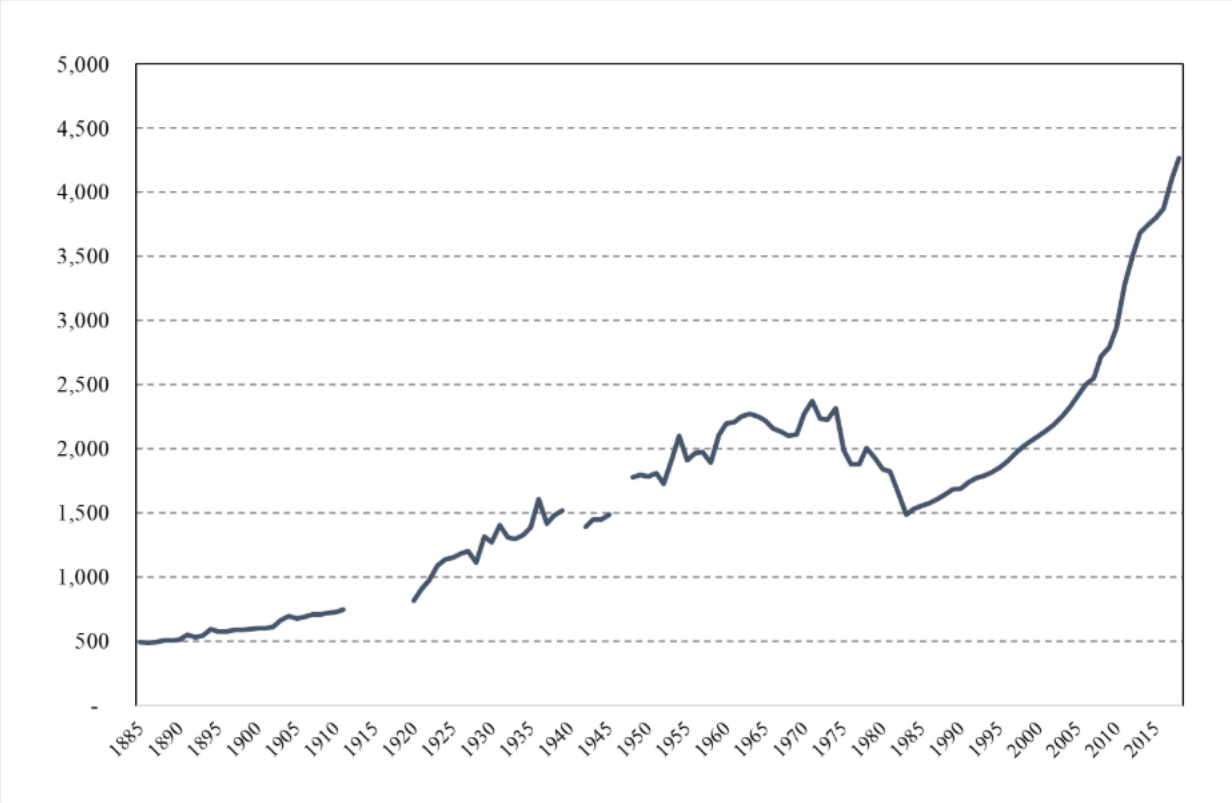
Un exemple simple de croissance de la productivité est le suivant: supposons que vous deviez transporter 10 lourds sacs de riz d'un village à l'autre sur une distance de 10 kilomètres. Vous marchez chaque jour dans les deux sens avec un sac. Au bout de 10 jours, vous avez terminé le travail. La technologie automobile (moteur à combustion, axes, métal, etc.) vous permettra de déplacer les sacs de manière beaucoup plus efficace. Vous pouvez faire l'aller-retour en moins d'une heure, au lieu de marcher pendant dix jours! Cependant, pour que la voiture transporte les sacs de riz, il faut un chauffeur formé à la conduite de la voiture et un investisseur qui possède une voiture à louer. En effet, la combinaison d'investissements en capital, en compétences humaines, en connaissances et en technologies est essentielle pour parvenir à une croissance intensive. Ce sont les principaux déterminants de ce que le prix Nobel Simon Kuznets a appelé la 'croissance économique moderne'. La croissance économique moderne entraîne une augmentation soutenue du PIB par habitant, une réduction durable des taux de pauvreté et une transformation structurelle de l'économie parce que les gens deviennent plus productifs.

L'histoire de l'Afrique a connu plusieurs phases de croissance économique et, dans certains endroits et à certaines périodes, même une forte croissance économique. Cependant, la plupart de cette croissance a été une croissance extensive. La croissance africaine a surtout été alimentée par la vente de ressources naturelles, voire de personnes sous la forme d'esclaves. Le développement économique est resté à la traîne. Sans croissance de la productivité et sans changement structurel,

les phases de croissance extensive seront toujours suivies de phases de stagnation ou de déclin. La figure 4 montre la tendance à long terme du PIB par habitant au Ghana - également connu sous le nom de Gold Coast à l'époque coloniale. On constate une augmentation très rapide entre 1900 et 1930. Au cours de ces années, l'économie de la Gold Coast a connu un boom du cacao. De nombreux planteurs de cacao et des personnes travaillant sur les chemins de fer et dans les ports en ont profité. Les recettes d'exportation et les salaires ont augmenté. Le gouvernement colonial perçoit de plus en plus d'impôts et réinvestit une partie de cet argent dans les chemins de fer et les écoles publiques. La Gold Coast est rapidement devenue l'un des pays les plus riches d'Afrique subsaharienne.

Cependant, avec l'effondrement des prix du cacao sur le marché mondial dans les années 1930 et à nouveau dans les années 1970, il est devenu évident que ces gains étaient en grande partie temporaires. L'économie ghanéenne dépendait du cacao et ne s'était pas suffisamment diversifiée dans d'autres activités économiques. Lorsqu'une économie dépend aussi fortement des prix du marché mondial, les niveaux de revenus peuvent être très volatils. Les recettes publiques du Ghana ont souffert de la baisse des droits de douane et de l'endettement croissant de l'État. L'intégration du Ghana dans l'économie mondiale (mondialisation) a donc eu un impact important sur la vie de ses citoyens, pour le meilleur et pour le pire. La seule façon pour les sociétés de renforcer leur position dans l'économie mondiale est de passer d'une croissance extensive à une croissance intensive. Le Ghana diversifie actuellement ses exportations de cacao vers l'or, le pétrole et les bois tropicaux, ce qui n'est pas en soi une mauvaise stratégie. Cependant, tous ces produits d'exportation restent des produits de base basés sur des ressources naturelles. Ces exportations ne peuvent constituer la base d'une croissance économique durable à l'avenir que si l'argent gagné grâce à ces exportations est réinvesti dans la santé, l'éducation, les infrastructures et les activités économiques qui créent plus d'emplois et augmentent la productivité de la main-d'œuvre.

Figure 4: PIB par habitant au Ghana, 1885-2018



Sources: Broadberry et Gardner (2021) (1885-1950); Maddison Project Database, v. 2020 (1950-2018).

7. Conclusion

La question centrale de ce chapitre était: qu'est-ce que le développement? Nous avons vu que le terme 'développement' n'est pas si facile à définir et qu'il est sujet à différents types d'interprétation. Dans la définition du 'développement humain', l'idée d'*étendre les libertés dont jouissent les personnes* est cruciale. Mais la liberté humaine n'est pas seulement un but en soi, c'est aussi souvent un moyen d'en obtenir davantage. Si les gens ne sont pas en mesure d'utiliser leurs talents, d'acquérir des compétences et des connaissances ou de récolter les fruits de leur esprit d'entreprise, la croissance économique ne peut être soutenue à long terme. La liberté n'est pas donnée, elle est à la fois garantie et limitée par des règles. Nous avons appelé ces règles des institutions et fait une distinction entre les institutions formelles (par exemple les lois) et les institutions informelles (par exemple le comportement social). Les autorités politiques conçoivent de nombreuses règles du jeu formelles dans l'économie et sont également responsables du contrôle et du maintien de l'État de droit. Pour renforcer la liberté des individus de prendre leurs propres décisions économiques, il est nécessaire que les gouvernements offrent un degré minimal de sécurité aux individus et que, à leur tour, les individus aient un degré minimal de confiance dans la

manière dont leurs dirigeants garantissent la sécurité. Ce n'est que dans ces conditions que les gens sont susceptibles de faire des investissements susceptibles d'améliorer leur bien-être à long terme. Ce n'est pas le lieu de discuter plus avant des différentes institutions nécessaires pour parvenir à une croissance intensive, mais dans d'autres chapitres de ce manuel, nous aborderons le rôle des institutions de manière plus détaillée.

Questions d'étude

1. Le développement humain diffère du développement économique ou du développement politique. Pouvez-vous décrire les différences les plus importantes?
2. Quels sont, selon vous, les éléments les plus importants de la liberté humaine? Pouvez-vous également expliquer comment certains de ces éléments impliquent des aspects de restriction de liberté?
3. Que sont les *institutions* et pourquoi sont-elles importantes? Pouvez-vous penser à des institutions typiques de l'Afrique, de votre pays ou de votre famille?
4. Pouvez-vous citer deux différences entre les trajectoires à long terme de la croissance économique en Afrique et en Asie?
5. La croissance économique est souvent considérée comme une *condition nécessaire* au 'développement', mais pas comme une *condition suffisante*. Pouvez-vous expliquer ce que vous entendez par là?

Exercice de discussion

Divisez la classe en sous-groupes de 3 à 5 élèves. Chaque groupe discute de ce qu'il considère comme les trois principaux obstacles à la liberté humaine dans son pays et les classe par ordre d'importance. Un élève par groupe sera chargé de présenter la liste et d'offrir une brève discussion sur les arguments en faveur de leurs choix.

Lectures suggérées

Broadberry, Stephen, and Leigh Gardner (2021). "Economic growth in Sub-Saharan Africa, 18852008: Evidence from eight countries." *Explorations in Economic History*, 101424.

Frankema, Ewout (2014). "Africa and the Green Revolution. A Global Historical Perspective." *NJAS - Wageningen Journal of Life Sciences* 70-71: 17-24.

Gilbert, Erik and Jonathan T. Reynolds (2012). *Africa in World History. From Prehistory to the present*. Boston: Pearson.

Hayami, Yujiro and Yoshihisa Godo (2005). *Development Economics. From the Poverty to the Wealth of Nations*. Oxford: Oxford University Press

Kuznets, Simon (1973). "Modern Economic Growth: Findings and Reflections." *The American Economic Review* 63(3): 247-258.

Maddison Project Database 2020: https://www.rug.nl/ggdc/historicaldevelopment/maddison/releases/maddison-project-database-2020

Sen, Amartya (2000). *Development as Freedom*. New York: Anchor Books.

United Nations (2020), *Human Development Indicators 2020*. http://hdr.undp.org.ezproxy.library.wur.nl/en/content/human-development-index-hdi

A propos de l'auteur

Ewout Frankema est président du groupe d'histoire rurale et environnementale de l'université de Wageningen, rédacteur en chef du *Journal of Global History* et chercheur au Centre for Economic Policy Research (CEPR) du Royaume-Uni. Son programme de recherche se concentre sur une meilleure compréhension du développement économique comparatif à long terme des régions en développement (Afrique, Amérique latine, Asie) et sur les origines historiques et la nature de l'inégalité mondiale actuelle. Il a donné des cours d'histoire, d'économie et d'études sur le développement à l'université de Groningue, à l'université d'Utrecht et à l'université de Wageningen, et a été invité à donner des conférences dans des universités au Bénin, en Uruguay, en Ouganda, en Espagne, en Suède et au Royaume-Uni.

Systèmes de production en Afrique précoloniale

Erik Green
Université de Lund

1. Introduction

Comment les Africains organisaient-ils la production pour assurer leur subsistance ou produire occasionnellement un surplus dans l'Afrique précoloniale? Dans ce chapitre, nous nous pencherons sur cette vaste question. Il montrera que les Africains étaient innovants et capables de s'adapter à des circonstances changeantes. Dans le même temps, la possibilité de mettre en place des systèmes susceptibles de générer une production excédentaire durable a été, la plupart du temps et dans la plupart des endroits, entravée par les dotations en facteurs (c'est-à-dire l'offre relative de terre, de main-d'œuvre et de capital), la géographie et l'environnement pathologique.

Les habitants de l'Afrique précoloniale pratiquaient la chasse, la cueillette, l'agriculture, l'exploitation minière et des activités manufacturières rudimentaires. L'agriculture concernait la plupart des gens, c'est pourquoi le chapitre s'intéresse principalement aux activités agricoles. Le chapitre explique que les agriculteurs de l'époque étaient confrontés à deux grands défis: un environnement hostile et la rareté de la main-d'œuvre. Dans de nombreuses régions, les conditions environnementales étaient défavorables à la production. Et presque toutes les régions souffraient d'une pénurie de main-d'œuvre. Nous verrons cependant qu'il existait de nombreux systèmes de production différents dans l'Afrique précoloniale, afin de répondre à la diversité des conditions auxquelles les populations étaient confrontées.

Les systèmes de production devaient être flexibles pour s'adapter aux conditions existantes. Les Africains précoloniaux ont pu marquer la nature de leur empreinte. Comme le dit un proverbe malawite : 'Ce sont les hommes qui font le monde: la brousse a des blessures et des cicatrices'. Ils n'étaient toutefois pas en mesure de *transformer la* nature à grande échelle, car le développement économique n'était pas encore très avancé à l'époque précoloniale. En l'absence de machines modernes telles que les tracteurs et d'intrants modernes tels que les engrais chimiques et les pesticides, ils étaient dans une large mesure à la merci de la terre et des conditions météorologiques. Des changements mineurs et temporaires dans les conditions pouvaient avoir de graves conséquences sur les moyens de subsistance des populations; par exemple, un retard de deux semaines dans les pluies pouvait réduire d'un tiers le rendement des récoltes.

Un chapitre aussi concis ne peut pas rendre compte avec précision de toutes les différences spatiales et temporelles des activités économiques dans l'Afrique précoloniale. L'objectif de ce chapitre est

de mettre l'accent sur certaines des principales différences entre les systèmes de production et sur les facteurs clés qui peuvent expliquer pourquoi les systèmes se sont développés comme ils l'ont fait. Il commence par souligner les facteurs qui ont affecté la production et la façon dont elle était organisée. Il aborde ensuite les activités économiques dans les différentes zones écologiques de l'Afrique. Une section est ensuite consacrée à la spécialisation, à l'adaptation et aux crises.

2. Les conditions de production dans l'Afrique précoloniale

L'examen de la géographie du continent permet de comprendre d'autres facteurs qui ont affecté la production. La carte 1 montre les cinq principales régions écologiques de l'Afrique. Il s'agit de la forêt tropicale humide, de la savane, des hauts plateaux, des déserts et des zones tempérées. Les deux dernières produisaient très peu à l'époque précoloniale. Les déserts sont immenses mais ont toujours été très peu peuplés. Les zones tempérées ne comprennent que la pointe sud de l'Afrique et, à l'époque précoloniale, elles n'étaient peuplées que d'un petit nombre de pasteurs et de chasseurs-cueilleurs. Le reste de ce chapitre traite donc des trois premières régions - forêts, savanes et hauts plateaux - car ce sont celles qui sont les plus pertinentes pour notre étude de la production. Mais avant cela, il convient de résumer très brièvement certaines des conditions générales affectant les activités économiques dans l'Afrique précoloniale.

Les chercheurs n'ont pas été en mesure d'identifier de manière concluante les origines et la diffusion de la production alimentaire en Afrique, mais l'origine de la production alimentaire en Afrique de l'Ouest n'est pas très éloignée de celle du Proche-Orient. La production d'aliments à l'aide d'outils en fer se serait répandue en Afrique grâce à la migration des Bantous qui a commencé vers 1000 av. La densité de population était faible dans la plupart des régions et à la plupart des époques de l'Afrique précoloniale. Comme les gens étaient très dispersés, la terre était abondante, mais la main-d'œuvre était rare. Les conflits fonciers étaient rares et il n'y avait pas d'incitations économiques à accorder aux populations des droits de propriété sur les terres. Dans ces vastes paysages africains, les pasteurs pouvaient se déplacer librement à la recherche de pâturages sans entrer en conflit avec les communautés agricoles sédentaires. L'abondance des terres permettait aux agriculteurs d'utiliser des méthodes d'agriculture extensive. Cela signifie qu'ils n'utilisaient pas beaucoup d'intrants pour maintenir la terre fertile. Lorsque les terres étaient épuisées ou qu'ils voulaient augmenter les rendements, ils ouvraient un nouveau champ.

Ce n'est donc pas l'insuffisance des terres qui a freiné la production, mais celle de la main-d'œuvre. Il fallait beaucoup de jeunes gens forts pour travailler la terre et ouvrir de nouveaux champs. En l'absence d'une main-d'œuvre nombreuse, les agriculteurs étaient limités dans l'utilisation de l'agriculture extensive. La culture itinérante et la rotation des terres (au lieu de la rotation des cultures) étaient courantes. La main-d'œuvre était précieuse et les institutions régulant son utilisation (famille, systèmes de parenté, esclavage) ont joué un rôle crucial dans l'histoire

économique précoloniale de l'Afrique.

L'environnement africain était à bien des égards plus hostile que celui des autres continents. Les deux facteurs qui limitaient l'exploitation des ressources naturelles étaient les sols généralement minces, les maladies animales et les parasites des cultures. La qualité des sols variait évidemment d'une région à l'autre, mais nous n'avons aucune raison de supposer qu'elle était globalement faible. Le problème était que dans la plupart des régions de l'Afrique précoloniale, les éléments nutritifs du sol étaient concentrés dans la couche arable. Cela signifie que le bon sol était vulnérable à l'érosion et que sa fertilité était gravement diminuée lorsque la terre était exposée au vent et aux fortes pluies. Un autre problème était que la minceur de la couche arable rendait l'agriculture à la charrue inefficace, car le fait de retourner le sol à l'aide d'une charrue faisait remonter les sols les moins fertiles à la surface. C'est l'une des raisons pour lesquelles la charrue n'a été utilisée que dans quelques régions de l'Afrique précoloniale. En résumé, les agriculteurs ont dû travailler avec des terres d'assez bonne qualité dans la plupart des régions, mais avec des sols fragiles et difficiles à exploiter.

L'autre facteur limitant, les maladies et les parasites, restreignait les possibilités d'élevage et de culture. La maladie du sommeil (trypanosomiase) et la peste bovine empêchaient effectivement l'élevage du bétail dans de nombreux endroits, et les essaims de criquets pouvaient dévaster les cultures. Les maladies animales pouvaient anéantir les troupeaux, de sorte que la perte de bétail constituait une menace constante pour la croissance des sociétés pastorales et agro-pastorales. Ces maladies affectaient également les sociétés agricoles en limitant la production agricole, car là où la maladie était endémique, les agriculteurs ne pouvaient pas élever de bétail et n'avaient donc pas de fumier à utiliser comme engrais pour leurs cultures. Un autre facteur limitait la production agricole - un facteur que les agriculteurs de l'époque ne pouvaient pas connaître. Si vous regardez une carte du monde, vous verrez que, géographiquement, le continent africain est aligné sur les longitudes plutôt que sur les latitudes. C'est un fait botanique que les espèces ont tendance à se répandre avec plus de succès le long des latitudes que le long des longitudes. En d'autres termes, si vous voyagez à l'est ou à l'ouest, vous verrez une plus grande variété d'espèces végétales que si vous voyagez au nord ou au sud. Cela signifie que le répertoire des cultures domestiques - en d'autres termes, la gamme des différentes cultures destinées à l'homme et à l'animal - était relativement pauvre en Afrique. Il y avait donc une limite au nombre de nouvelles cultures que les agriculteurs pouvaient introduire pour améliorer la productivité.

Comme nous le verrons dans les trois sections suivantes, les différentes régions écologiques offraient des conditions de production spécifiques. Cela permet d'expliquer la grande diversité des systèmes de production qui existaient en Afrique précoloniale. Comme nous l'avons noté plus haut, les Africains n'étaient pas des victimes passives de leur situation. Au contraire, l'action des Africains est essentielle pour comprendre comment les systèmes de production se sont développés et ont évolué dans l'Afrique précoloniale.

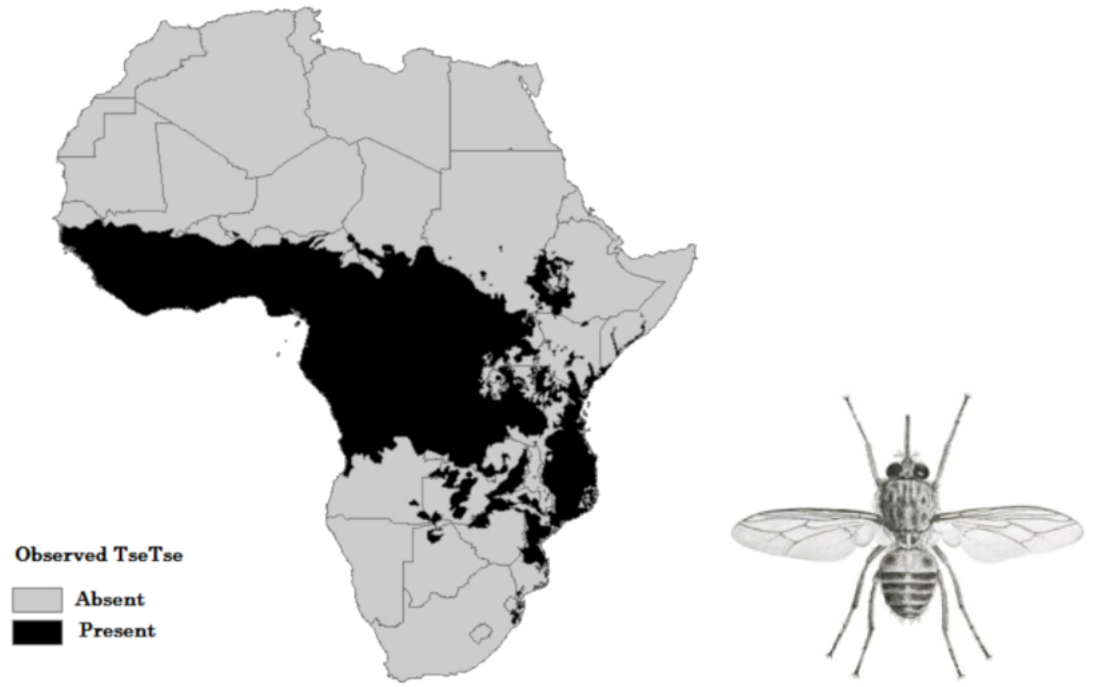
Les zones forestières tropicales

L'agriculture et l'exploitation minière ont été les deux activités productives les plus importantes dans les zones forestières tropicales au cours de notre période. En l'an 1000, au début de notre période, l'Afrique de l'Ouest était le principal fournisseur d'or de l'Europe occidentale. Il s'agit toutefois d'un cas exceptionnel. La principale activité économique de la région forestière était l'agriculture.

La forêt était à la fois une bénédiction et une malédiction. Les terres forestières, récemment défrichées à l'aide de haches en fer et de bâtons de creusage, étaient très fertiles. On y cultivait des palmiers à huile, des ignames et des bananes plantains. Ces cultures, qui permettaient d'économiser de la main-d'œuvre et donnaient de bons rendements, étaient adaptées aux économies des zones forestières, où la main-d'œuvre est rare. Mais la forêt limitait l'accès des populations aux pâturages et empêchait le développement de l'agriculture itinérante, faute de bœufs pour tirer la charrue. La forêt a également limité le commerce sur de longues distances, les marchandises devant être transportées par des porteurs humains en l'absence de bêtes de somme.

La forêt abritait des moustiques et des mouches tsé-tsé, en particulier le long des rivières et des ruisseaux. La carte 2 montre la prévalence de la mouche tsé-tsé en Afrique. Elle était présente dans l'ouest, le centre et certaines parties de l'est d'Arica. La présence des mouches tsé-tsé signifiait évidemment que les gens étaient infectés par la maladie du sommeil, ce qui aggravait la pénurie de main-d'œuvre. Le paludisme était probablement le plus meurtrier, mais la maladie du sommeil était plus répandue. Bien que la mouche tsé-tsé soit porteuse d'une trypanosomiase mortelle pour l'homme, ce sont ses effets sur le bétail qui ont eu le plus d'impact sur les économies précoloniales. Les mouches tsé-tsé sont également porteuses du parasite de la trypanosomiase animale (également connu sous le nom de nagana) qui est mortel pour les bovins et les chevaux. La présence des mouches tsé-tsé a empêché le développement de systèmes pastoraux ou agro-pastoraux dans les zones forestières. En l'absence de bétail, les charrues – l'une des principales technologies permettant d'économiser de la main-d'œuvre à l'ère préindustrielle - ont pu être introduites. L'absence de bétail a également entravé le commerce sur de longues distances, les porteurs humains devant être utilisés pour transporter les marchandises. C'est l'une des raisons pour lesquelles le commerce transsaharien a favorisé les économies de l'Afrique de l'Ouest, car il s'agissait de la seule voie de transport sans tsé-tsé et les chameaux pouvaient être utilisés comme porteurs.

Figure 1: Distribution des tsé-tsé, 1973



Remarque: Traduction anglais/français: observed Tse Tse/tsé tsé observée, absent/absente, present/présente.
Source: Alsan, M. (2012). The Effect of the TseTse Fly on African Development. Manuscrit non publié, l'Université de Harvard, p. 41.

Malgré ces problèmes, les gens se sont installés dans ces régions, probablement attirés en grande partie par la fertilité du sol, qui permet d'économiser de la main-d'œuvre. Les terres forestières récemment défrichées étaient très fertiles et se prêtaient à des cultures peu exigeantes en main-d'œuvre, ce qui permettait à de nombreux agriculteurs des régions forestières de produire un surplus pour le marché. Le défrichement des terres forestières nécessitait toutefois d'importants investissements initiaux pour les rendre utilisables à des fins de plantation. L'occupation des zones forestières était une tâche lourde qui nécessitait une main-d'œuvre nombreuse et solide. On estime qu'en Afrique de l'Est, le défrichement d'une surface forestière suffisante pour subvenir aux besoins d'une famille nécessite jusqu'á 150 jours-hommes de travail. Les défricheurs étaient généralement de jeunes hommes qui travaillaient en groupe et se partageaient les terres. Les pénuries de main-d'œuvre peuvent entraîner des conflits sociaux.

Les pénuries chroniques de main-d'œuvre ont rendu la concurrence pour la main-d'œuvre courante, de sorte que les institutions qui réglementaient l'accès à la main-d'œuvre étaient d'une importance cruciale. La famille était la principale source de main-d'œuvre pour les agriculteurs et le statut social était étroitement lié au nombre d'enfants qu'un ménage avait la chance d'avoir. Les hommes se livraient une concurrence acharnée pour attirer les femmes et les tensions naissaient de l'inégalité d'accès à ces dernières. Toutes les sociétés des zones forestières observaient la coutume de la richesse de la mariée, selon laquelle la famille du mari versait une compensation à la famille

de la mariée pour la perte de sa fertilité et de son travail. Les mariages forcés, les enlèvements de femmes et la polygamie (le fait d'avoir plus d'une femme) étaient assez courants.

L'organisation sociale idéale dans la région forestière était un grand ménage complexe dirigé par un 'grand homme' entouré de ses femmes, de ses fils mariés et célibataires, de ses jeunes frères, de ses parents pauvres, d'autres personnes à charge et de nombreux enfants. Le travail était réparti de diverses manières entre les hommes et les femmes, en fonction de la tâche à accomplir. La part des femmes dans le travail agricole était variable. Les travaux lourds de défrichage étaient généralement réservés aux hommes, les plantations et le désherbage aux femmes, et les activités les plus intenses, comme la récolte, aux deux. Les enfants étaient utilisés dès que possible pour les travaux domestiques et agricoles.

La savane

Les terres de la savane étaient généralement moins fertiles que celles des zones forestières. Mais l'environnement étant moins hostile, les économies agricoles, agropastorales et pastorales avaient plus de chances de se développer, du moins en Afrique australe. Les agriculteurs de la savane cultivaient principalement des céréales telles que le millet et le sorgho. Le millet était le plus répandu dans les régions de savane plus sèches de l'Afrique de l'Ouest et le sorgho était le plus répandu en Afrique australe. Dans les régions de savane précoloniales, la population était très inégalement répartie. Des îlots d'agriculture intensive étaient isolés au milieu d'immenses zones de pâturages et de terres peu peuplées. Il n'est donc pas surprenant que la plupart des zones densément peuplées se trouvent sur les rives des lacs, dans les vallées fluviales ou le long de la côte.

C'est dans la région des Grands Lacs, en Afrique centrale, que la concentration de population a été la plus forte. Dans cette région, l'agriculture était moins intensive en main-d'œuvre que dans les zones forestières. Sur les rives des lacs, il n'était pas nécessaire de défricher régulièrement pour ouvrir de nouvelles zones de culture. On y cultivait l'igname, le sorgho et les bananes. Les bananes étaient importantes pour la survie des sociétés agricoles de cette région. Une bananeraie pouvait durer 50 ans et produire de la nourriture pour plusieurs personnes. Dans certaines zones, les agriculteurs ont délibérément établi des bosquets en fertilisant le sol avec de l'herbe et du fumier provenant des zones de pâturage.

Comme les habitants des zones forestières, les habitants des savanes étaient constamment menacés par des maladies endémiques telles que la malaria. À la fin du 19e siècle, les médecins coloniaux estimaient que jusqu'à 20 pour cent des jeunes enfants vivant près des rives du lac Nyasa (aujourd'hui connu sous le nom de lac Malawi) mouraient du paludisme. La lèpre était fréquente, surtout dans les zones humides, et la variole constituait une menace dans toute la savane. Les femmes de ces sociétés agro-pastorales de la savane jouaient un rôle plus important dans les travaux agricoles que les femmes des zones forestières. Les hommes étaient principalement chargés de défricher les terres et de s'occuper du bétail, tandis que les femmes s'occupaient de toutes les autres

tâches.

En raison de cette division du travail, les hommes se livraient une concurrence acharnée pour attirer les femmes, et la richesse de la mariée était, tout comme dans la région forestière, la stratégie commune pour réguler la concurrence. Les ménages polygames étaient assez courants. Plus l'homme était riche, plus il pouvait épouser de femmes. Parfois, un homme pauvre qui n'avait pas les moyens de payer la dot pouvait quand même se marier en travaillant pour son beau-père, mais il ne pouvait pas emmener sa femme dans son propre village ni avoir le contrôle sur ses enfants. Tout comme dans la région forestière, les jeunes hommes avaient souvent recours à la capture de femmes lors de raids mineurs sur les sociétés voisines. Bien que les femmes soient précieuses et que leur travail soit essentiel à la survie de ces sociétés, leur statut est peu élevé. Les femmes n'avaient souvent pas accès à la terre et, dans le cas improbable d'un divorce, elles perdaient leurs droits sur les enfants.

Les hauts plateaux

Les hauts plateaux ne constituent pas une région écologique spécifique, mais se trouvent dans diverses régions d'Afrique. Les plus connus sont les hauts plateaux du nord de la Tanzanie, du centre du Kenya et de l'Éthiopie. Nous aborderons les hauts plateaux séparément car l'organisation socio-économique de ces régions était très différente de celle des zones forestières et de la savane. Les hautes terres bien arrosées ont permis aux Africains de développer des systèmes d'agriculture intensive. Ces systèmes peuvent être comparés aux systèmes agricoles extensifs des zones forestières et de la savane, où les agriculteurs n'utilisaient qu'un minimum d'intrants et se déplaçaient simplement lorsque le sol s'épuisait.

Ici, sur les hauts plateaux, au lieu d'étendre les frontières de leurs terres, les agriculteurs ont travaillé à l'amélioration des terres qu'ils possédaient. Ils ont trouvé des méthodes pour empêcher la terre cultivée de se détériorer avec le temps. Parmi ces méthodes, citons le terrassement, la fumure, le paillage et, dans certains endroits, l'irrigation. La culture en terrasses était nécessaire pour exploiter les terres situées sur les pentes des collines. La pente était découpée en une série de niveaux plats en retrait, comme des marches. Pour que la terre reste productive, les agriculteurs la protégeaient de l'érosion en recouvrant la couche arable d'une couche de copeaux d'écorce, ou paillis. Ils augmentaient la fertilité de la terre en y enfouissant du fumier animal, qui ajoutait au sol des éléments nutritifs tels que l'azote. Enfin, quelques agriculteurs des hauts plateaux ont tiré un avantage supplémentaire des nombreux ruisseaux et rivières: ils ont construit des sillons d'irrigation pour acheminer l'eau jusqu'à leurs terres, garantissant ainsi un bon arrosage tout au long de l'année.

L'agriculture intensive a permis à la population de croître. Ainsi, contrairement à la plupart des autres régions de l'Afrique précoloniale, les hauts plateaux étaient assez densément peuplés. Pour les habitants des hauts plateaux, c'est la terre et non la main-d'œuvre qui était la ressource la plus

rare. Les hommes et les femmes travaillaient généralement ensemble dans les champs, pour les semailles et les récoltes. Les hommes étaient généralement chargés des travaux les plus lourds, tels que le labourage et la construction des terrasses. Lorsqu'il avait besoin d'une main-d'œuvre supplémentaire pendant la haute saison agricole, pour des travaux tels que le défrichage et la récolte, un agriculteur pouvait organiser une équipe de travail composée d'hommes de son village. Une fois le travail terminé, ils étaient invités à un festin où l'on servait de la viande et de la bière. Les femmes jouaient un rôle central dans les groupes de travail, car elles étaient chargées de préparer les repas et de brasser la bière. Les ménages qui n'étaient pas en mesure de fournir un bon repas et de la bière en abondance avaient peu de chances d'obtenir l'aide de nombreux villageois.

Le signe de richesse le plus répandu n'était en fait pas la taille des terres d'un agriculteur, mais le contrôle et la propriété des murs de terrasse, des canaux d'irrigation et d'autres dispositifs de conservation des terres. Les agriculteurs les plus riches et les plus aisés employaient des travailleurs ruraux salariés, non pas pour aider à l'agriculture, mais pour entretenir la terre et en améliorer la qualité.

Les hauts plateaux éthiopiens méritent une mention spéciale, car cette région se distinguait du reste de l'Afrique précoloniale par l'utilisation de charrues à bœufs. En Éthiopie, la couche arable était généralement plus profonde que dans d'autres régions d'Afrique, ce qui rendait l'utilisation de charrues avantageuse. La plus grande expansion de l'agriculture à la charrue en Éthiopie a eu lieu entre le 16e et le début du 20e siècle. La charrue ayant accru l'efficacité agricole, les agriculteurs éthiopiens ont pu produire un surplus, dépassant leurs besoins de subsistance. Cela a stimulé l'économie du pays et a permis de développer un système politique centralisé.

Les hauts plateaux éthiopiens, probablement au 19e siècle.
Source: British Library (WD1313)

Alors que les habitants des autres hauts plateaux se disputaient le contrôle de la conservation et des ressources en eau, les conflits sociaux sur les hauts plateaux éthiopiens portaient sur les bœufs. Et les bœufs étaient une importante source de richesse. Les gens accédaient aux bœufs et les contrôlaient grâce à des arrangements institutionnels complexes de coopération sociale, de contrats de location et d'échange de main-d'œuvre. Il n'y avait pas assez de terres pour élever suffisamment de bétail sur les hauts plateaux. Pour acquérir des bœufs, les fermiers des hauts plateaux éthiopiens dépendaient d'échanges réguliers avec les basses terres environnantes.

Le bref résumé ci-dessus peut donner l'impression que les systèmes de production de l'Afrique précoloniale étaient statiques. Ce n'est pas le cas. Le changement économique le plus important de notre période, avec des effets notables à long terme, a été l'introduction et la diffusion de nouvelles cultures. L'introduction du riz, de l'igname asiatique et de la banane plantain ont été des changements importants. Nous ne connaissons pas la date d'introduction de ces cultures, mais elle a probablement eu lieu avant le 16e siècle et par le biais du commerce de l'océan Indien. Le manioc et le maïs sont arrivés sur le continent africain en provenance des Amériques. Les spécialistes ont qualifié l'introduction du maïs de révolution agricole en Afrique. Nous ne savons pas exactement quand le maïs a été introduit en Afrique, mais des sources historiques suggèrent qu'il a été apporté par des missionnaires et des commerçants d'Amérique latine en Afrique de l'Ouest au 16e siècle. Cette culture s'est répandue lentement. Ce n'est qu'à la fin du 16e siècle qu'elle est devenue une culture de base importante en Afrique subsaharienne. L'introduction et la diffusion du maïs ont

augmenté la capacité de production des agriculteurs africains, car les rendements à l'hectare étaient bien supérieurs à ceux de cultures comme le mil et le sorgho. L'inconvénient est que le maïs est plus vulnérable aux environnements inadaptés et aux intempéries. La production de maïs dans l'Afrique précoloniale a probablement fluctué davantage que la production d'autres cultures, en d'autres termes, elle a varié davantage et était moins fiable.

L'introduction et la diffusion du maïs ont affecté les régions écologiques de différentes manières. Dans les zones forestières d'Afrique de l'Ouest, il a rapidement été intégré comme culture principale et a incité les agriculteurs à créer des systèmes de jachère complexes aux 16e et 17e siècles. Dans ces systèmes, la terre était laissée au repos entre les cultures, ou plantée d'une autre culture, pour lui permettre de retrouver sa fertilité. Le maïs a fourni aux habitants de la région forestière les hydrates de carbone dont ils avaient tant besoin et a ainsi favorisé la croissance démographique. Sur les hauts plateaux éthiopiens, cependant, les agriculteurs n'ont pas adopté le maïs de cette manière, mais l'ont traité comme une culture de jardin tout au long de la période précoloniale. Les plantes déjà cultivées sur ces hauts plateaux répondaient à la demande de nutriments de la population et il n'y avait donc aucune raison d'investir dans la culture risquée d'une nouvelle plante comme le maïs à grande échelle. Ce sont surtout les femmes, et non les hommes, qui contrôlaient la production de maïs sur les hauts plateaux et la culture était semée sur un sol ouvert par la houe et non par la charrue.

Bien que l'agriculture de subsistance ait joué un rôle majeur dans l'Afrique précoloniale, elle n'était pas la seule activité économique et les Africains ne produisaient pas pour le marché. Le commerce et la spécialisation économique étaient des stratégies importantes pour générer de la richesse dans les différentes sociétés africaines.

3. Spécialisation, adaptation et crises

Deux facteurs interdépendants sont importants pour comprendre le développement économique au fil des siècles. Le premier est la capacité des sociétés à s'adapter à des circonstances changeantes. L'autre est leur incapacité à éviter les crises récurrentes telles que les maladies, les sécheresses et les famines.

Examinons tout d'abord l'Afrique de l'Ouest. Les sociétés ouest-africaines précoloniales étaient plus spécialisées que les sociétés du reste de l'Afrique, et leur spécialisation semble s'être accrue au fil du temps. Le commerce et l'utilisation d'esclaves étaient beaucoup plus développés en Afrique de l'Ouest, tant dans la forêt que dans la savane. Le commerce de l'or a d'abord dominé, puis le commerce du cuivre et du sel a pris de l'importance. Ces biens précieux étaient utilisés pour le commerce à longue distance à travers le désert du Sahara. Dans les régions forestières, l'extraction de l'or s'est développée dans des endroits spécifiques. La production indigène d'or

était bien établie au 13e siècle et l'or était échangé avec les marchands islamiques de la côte est-africaine. Ce commerce a été perturbé par l'arrivée des Portugais au 16e siècle. Les Portugais voulaient obtenir le monopole du commerce de l'or avec les Africains et ont donc fait la guerre aux marchands islamiques de la côte. Ces guerres, associées à l'essor de la traite atlantique des esclaves et à la propagation des maladies en provenance d'Europe, ont entraîné une baisse drastique de la production d'or. À la fin du 17e siècle, l'extraction et le commerce de l'or n'étaient plus que des activités marginales dans la région.

Plus au sud, l'extraction de l'or est restée une source importante de richesse. Des estimations datant de 1800, par exemple, suggèrent que le Grand Zimbabwe était devenu le plus grand fournisseur d'or au monde. Cependant, l'extraction de l'or n'a pas beaucoup changé la vie des gens ordinaires dans l'Afrique précoloniale. Elle ne leur offrait pas beaucoup de possibilités d'emploi et les excédents étaient généralement contrôlés par les personnes au pouvoir, l'élite politique.

Un autre type de spécialisation en Afrique de l'Ouest a été le développement de centres commerciaux. De nouveaux centres sont devenus importants et les plus anciens ont perdu de leur importance au fur et à mesure que les types de commerce et les marchandises échangées évoluaient. Le Hausaland, par exemple, était un centre régional de premier plan au 16e siècle. Le Hausaland était un ensemble d'États situés entre le fleuve Niger et le lac Tchad, dans l'actuel Nigeria. Il s'est renforcé grâce à son engagement fructueux dans le commerce de l'or. Mais lorsque le commerce de l'or a perdu de son importance au 17e siècle, le Hausaland a été remplacé en tant que centre commercial majeur par le royaume du Dahomey, dans la région connue aujourd'hui sous le nom de Bénin. Ce royaume était devenu un acteur clé dans le commerce croissant des personnes en tant que marchandises - en d'autres termes, le commerce des esclaves. Il est devenu de plus en plus riche en profitant de la traite transatlantique des esclaves au 17e siècle.

Les villes d'Afrique australe et orientale étaient rarement des centres de commerce et d'échange. On peut se demander pourquoi les centres commerciaux étaient plus nombreux en Afrique de l'Ouest. Deux réponses sont possibles. Peut-être les habitants de l'Afrique de l'Ouest pouvaient-ils produire un surplus beaucoup plus important, ce qui a stimulé le commerce et la spécialisation. Ou peut-être que la plus grande densité de population de l'Afrique de l'Ouest a réduit le coût des échanges, ce qui a encouragé la spécialisation. Quelle qu'en soit la raison, il est clair qu'il existait une différence significative entre les sociétés et les systèmes d'Afrique de l'Ouest et ceux du reste de l'Afrique subsaharienne.

La plupart des échanges commerciaux de l'Afrique précoloniale ne se faisaient pas avec des pays situés au-delà du continent, mais consistaient en des échanges locaux. Le commerce local était généralement très organisé. Les jours de marché tournaient entre les différents villages et, dans certains cas, les marchés étaient organisés sur des terrains neutres entre les villages. Les échanges au sein des régions étaient soutenus par des monnaies régionales, telles que les petits coquillages

importés ou les tissus produits localement.

Malgré l'expansion du commerce et de la spécialisation, aucune société de l'Afrique précoloniale n'a réussi à échapper aux pièges des crises récurrentes. D'après ce que nous savons des régions de forêt et de savane, il est probable que la faim était courante et que des famines se produisaient assez régulièrement. Dans la région forestière, il semble qu'un tiers des bébés soient morts au cours de leur première année de vie et qu'une proportion encore plus importante soit morte au cours des quatre années suivantes en raison de la malaria et du manque généralisé de lait d'origine animale.

Les crises ont souvent eu de graves répercussions sur les populations. Au Cap-Vert, par exemple, trois grandes famines bien documentées survenues entre 1773 et 1866 ont tué environ 40 pour cent de la population. Les populations désespérées ont réagi à ces crises majeures par les seuls moyens dont elles disposaient. Dans l'histoire de l'Afrique australe, on trouve des exemples de personnes vivant de l'herbe et, en Afrique de l'Ouest, de personnes se vendant comme esclaves. La diversification plutôt que la spécialisation était la stratégie la plus importante pour faire face aux crises de la faim et aux famines. Les gens cultivaient une variété de produits et essayaient, dans la mesure du possible, d'exploiter une variété d'environnements. La culture de plantes résistantes à la sécheresse, comme le manioc, est restée une stratégie importante malgré la diffusion du maïs, et les gens ont investi dans le bétail même en cas de pénurie de pâturages.

4. L'Afrique précoloniale: entre développement et stagnation

L'objectif de ce chapitre était de fournir un très bref résumé de la variété des activités économiques de l'Afrique précoloniale.

Les trois principales zones écologiques - forêt, savane et hauts plateaux - ont toutes connu des périodes de croissance économique et d'intensification des échanges. De nouvelles divisions du travail ont été introduites. Les populations ont planté de nouvelles cultures et adopté ou créé de nouvelles technologies. Des systèmes complexes de règles et de coutumes ont vu le jour pour réguler la coopération sociale et améliorer la production. L'Afrique précoloniale se développe. Dans le même temps, des crises récurrentes telles que la sécheresse et la famine ont fait que les périodes de développement ont rarement été maintenues sur de longues périodes. Les obstacles étaient trop importants pour permettre aux Africains, à leur stade de développement économique et technologique, d'évoluer vers une richesse durable. L'Afrique précoloniale était confrontée à des défis économiques et écologiques plus importants que de nombreuses régions du reste du monde. Le continent a donc commencé à prendre du retard alors que le reste du monde devenait de plus en plus riche à partir du 17e siècle.

Questions d'étude

1. L'Afrique est généralement divisée en cinq grandes régions écologiques. Nommez-les et expliquez pourquoi les sociétés pastorales et agro-pastorales se sont développées dans la savane mais pas dans la région forestière.
2. Le mariage était une pratique importante qui existait dans la plupart des régions de l'Afrique précoloniale. Expliquez pourquoi cette pratique était si répandue.
3. L'introduction du maïs a marqué un changement majeur dans l'Afrique précoloniale. Comment et quand le maïs est-il arrivé en Afrique ? Quels sont les principaux avantages et inconvénients du maïs par rapport aux cultures africaines indigènes comme le sorgho et le millet?
4. Expliquez pourquoi le maïs est rapidement devenu une culture de base importante en Afrique de l'Ouest et non sur les hauts plateaux éthiopiens.
5. Le commerce et la spécialisation étaient plus importants en Afrique de l'Ouest précoloniale que dans le reste de l'Afrique subsaharienne. Le chapitre fournit deux explications à ces différences régionales. Résumez les deux explications et discutez de celle qui vous semble la plus juste.

Lectures suggérées

Alsan, Marcella (2015). The Effect of the TseTse Fly on African Development. *American Economic Review* 105(1): 382-410.

Austin, Gareth (2008). Resources, Techniques and Strategies South of Sahara: Revising the

Factor Endowment Perspective on African Economic Development, 1500–2000. *Economic History Review* 61(3): 587-624.

Davidson, Basil (1995). *Africa in History*. New York: Simon & Schuster.

Iliffe, John (1995). *Africa: The History of a Continent*. Cambridge: Cambridge University Press.

A propos de l'auteur

Erik Green est professeur d'histoire économique. Ses recherches portent sur les questions liées aux changements agraires, aux relations de travail en milieu rural, aux inégalités et aux changements structurels à long terme en Afrique, du 16e siècle à nos jours.

La traite des esclaves en dehors de l'Afrique

Klas Rönnbäck
Université de Göteborg

1. Introduction

L'institution de l'esclavage est ancienne et nous voyons encore aujourd'hui des traces de l'esclavage et des héritages de l'esclavage historique. Parmi ces derniers, on peut citer les importantes populations de descendants d'Africains dans les Caraïbes, aux États-Unis et au Brésil, ou les descendants d'Asiatiques en Afrique du Sud. Les premières traces d'esclavage humain proviennent du Moyen-Orient et remontent à plusieurs milliers d'années. Au cours des millénaires suivants, l'institution de l'esclavage a connu des hauts et des bas dans les sociétés du monde entier. L'esclavage a eu un impact très important sur le continent africain, notamment parce que de nombreuses sociétés du monde entier ont acquis la totalité ou la plupart de leurs esclaves en Afrique.

Parallèlement, l'esclavage domestique était une caractéristique commune à plusieurs sociétés africaines. L'esclavage en Afrique s'est transformé dans une large mesure à la suite de la croissance majeure et de l'abolition finale de la traite extérieure des esclaves, entre le 16e et le 19e siècle environ. L'ampleur de la traite extérieure des esclaves en Afrique a fait l'objet de vives controverses. Des chiffres de l'ordre de plusieurs dizaines - voire centaines - de millions ont parfois été avancés. Il est aujourd'hui généralement admis que nombre de ces affirmations ont été largement exagérées. L'impact des traites négrières extérieures sur la démographie et le développement économique de l'Afrique n'en a pas moins été considérable.

Le présent chapitre aborde tout d'abord les traites transsaharienne, de la mer Rouge et de l'océan Indien. La section 3 est consacrée à la traite transatlantique. La section 4 décrit qui étaient les marchands d'esclaves. La section 5 met en lumière les principales conséquences des traites négrières externes sur le développement des sociétés africaines. Enfin, le chapitre traite de l'abolition des traites négrières et de ses conséquences pour le continent africain.

2. Les traites transsaharienne, de la mer Rouge et de l'océan Indien

Par le passé, les traites d'esclaves au nord et à l'est de l'Afrique n'ont pas fait l'objet d'autant d'attention que la traite des esclaves vers les Amériques. Un commerce d'esclaves entre l'Afrique et le Moyen-Orient a probablement existé dès l'Antiquité, mais il était peut-être d'une ampleur

relativement faible et a donc laissé peu de traces par rapport aux grandes diasporas de personnes d'origine africaine que l'on trouve dans les Amériques.

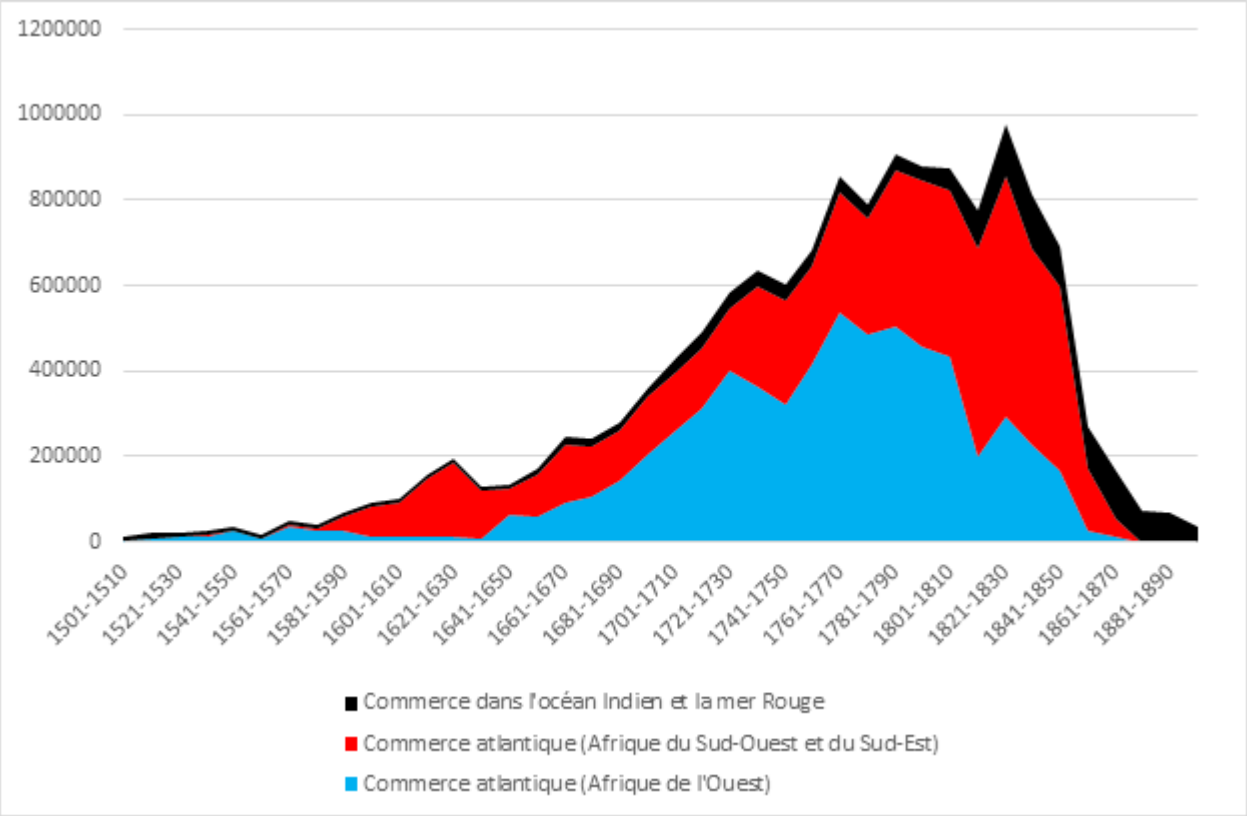
L'expansion militariste des califats musulmans au Moyen-Orient et en Afrique du Nord à partir du 7e siècle, et plus tard de l'Empire ottoman (un empire qui, à partir du 14e siècle, s'est étendu de l'actuelle Turquie pour contrôler à son apogée une grande partie des Balkans, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord), a créé un grand nombre de prisonniers de guerre. Ces prisonniers de guerre étaient souvent réduits en esclavage. Les esclaves importés dans les califats et l'Empire ottoman provenaient au départ de nombreuses régions du monde, notamment des Balkans, d'Asie centrale et d'Afrique subsaharienne. Les esclaves étaient exploités à des fins très diverses, notamment pour le service militaire et le travail manuel ou qualifié pour les hommes, et pour les travaux ménagers ou le concubinage pour les femmes. Le commerce des esclaves africains a commencé à se développer à la suite de la conquête islamique de l'Afrique du Nord à partir du 9e siècle. Si beaucoup de ces esclaves sont probablement restés en Afrique du Nord, certains d'entre eux ont pu faire l'objet d'un trafic ailleurs, notamment au Moyen-Orient. Lorsque l'expansion de l'Empire ottoman s'est lentement arrêtée au 17e siècle, les prisonniers de guerre ont été moins nombreux. La demande de main-d'œuvre forcée dans l'empire n'en est pas moins restée forte. Cela a stimulé l'achat d'esclaves, en particulier en Afrique subsaharienne.

L'ampleur de la traite transsaharienne, de la traite de la mer Rouge et de la traite de l'océan Indien n'est pas encore bien connue. Des estimation très variées ont été proposée, est les chiffres pour la période 650-1400 ne peuvent être qu'approximatifs. Toutefois, des chercheurs ont suggéré qu'il pourrait s'agir de quelques millions de personnes au total pendant cette période. Les chiffres ont probablement augmenté lors de la conquête musulmane de l'Afrique du Nord à partir du 9e siècle environ, avant de diminuer à nouveau au cours des siècles suivants. On en sait certainement plus sur les traites d'esclaves à partir du 16e siècle, mais les chercheurs n'ont pas encore une idée très claire de l'ampleur des traites transsahariennes, de la mer Rouge et de l'océan Indien. Les estimations les plus fiables des principaux spécialistes de la question suggèrent qu'environ 5 millions de personnes ont été victimes de la traite en Afrique subsaharienne entre le 16e et le 19e siècles. La grande majorité de ces esclaves - environ deux tiers du total - ont été acheminés sur la route transsaharienne et ont probablement été achetés dans une large mesure par des acheteurs d'esclaves en Afrique du Nord. Ces esclaves seraient donc en réalité restés sur le continent africain. Il a donc été avancé que seule une petite partie de ce commerce devrait être qualifiée 'd'externe' au continent africain.

La figure 1 montre comment l'ampleur du commerce sur ces routes, ainsi que le commerce atlantique, a évolué au fil du temps. Dans cette figure, la traite atlantique des esclaves en provenance d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique du Sud-Ouest/Sud-Est est présentée séparément, car elle a connu des évolutions très différentes au fil du temps. Au total, la traite des esclaves a augmenté jusqu'au début du 19e siècle. Au cours des dernières décennies du 18e siècle, le commerce

avait augmenté pour atteindre environ 900 000 personnes expédiées d'Afrique par décennie, soit près de 90 000 personnes par an. Dans l'ensemble, la traite a atteint son apogée dans les années 1820, lorsque près d'un million de personnes ont été transportées sous la contrainte hors d'Afrique. La figure montre également que les traites de l'océan Indien et de la mer Rouge étaient beaucoup moins importantes que la traite atlantique. En outre, la traite dans l'océan Indien a été la plus intense au cours du 19e siècle: peut-être pas moins de deux tiers de tous les esclaves ayant fait l'objet d'un trafic dans l'océan Indien l'ont été au cours du 19e siècle.'

Figure 1: Ampleur de la traite extérieure des esclaves en Afrique (nombre de personnes victimes de la traite par décennie), 1500-1900



Sources: Les estimations des traites négrières de la mer Rouge et de l'océan Indien sont basées sur Lovejoy (2000); Manning (2010); Toledano (2011); Ware (2011) et Manning (2014); la traite négrière dans l'Atlantique est basée sur la Transatlantic Slave Trade Database, en ligne sur le site web slavevoyages.org.

3. La traite atlantique des esclaves

La colonisation européenne du continent américain après 1492 a ramené l'esclavage au centre de l'économie moderne, du 16e au 18e siècle. Les vastes ressources naturelles disponibles dans le "Nouveau Monde" ont créé une forte demande européenne de main-d'œuvre pour travailler dans les plantations et les mines. De nombreuses populations indigènes des Amériques avaient été

presque entièrement anéanties par les conquêtes militaires et les germes mortels des colonisateurs européens. À l'époque, trop peu d'Européens étaient suffisamment désespérés pour accepter les conditions offertes par les propriétaires terriens et autres employeurs potentiels et émigrer volontairement vers le "Nouveau Monde" afin de satisfaire la demande, en particulier dans les régions où la demande de main-d'œuvre était la plus forte, à savoir les zones tropicales et subtropicales des Amériques.

La solution privilégiée par les colonisateurs européens a été l'achat d'esclaves. Au cours de l'histoire, la plupart des sociétés ont interdit l'asservissement de leur propre population et n'ont autorisé que l'asservissement des "autres". C'était également le cas en Europe au début de la période moderne. Bien qu'il y ait eu un petit nombre de criminels condamnés à être transportés dans une colonie lointaine, et un nombre un peu plus important de 'serviteurs sous contrat' transportés vers les Amériques, aucun Européen n'a été réduit en esclavage à l'époque. Il s'agissait plutôt de trouver des 'autres' susceptibles d'être réduits en esclavage et transportés vers les Amériques.

De nombreux Européens ont découvert que les esclaves pouvaient souvent être achetés en Afrique, et les idées racistes - très répandues en Europe à l'époque - ont justifié le traitement inhumain des Africains réduits en esclavage. Le discours général et très ignorant de l'Europe de l'époque voulait que les Africains en général soient paresseux et primitifs. En particulier, le fait que les Européens considéraient les Africains comme des paresseux - un stéréotype raciste qui a survécu jusqu'au 20e siècle - allait devenir important, car de nombreuses personnes en sont venues à penser que la seule façon de faire travailler les Africains était de les contraindre. Certains allaient même jusqu'à affirmer que cette coercition était vertueuse selon leur interprétation de la doctrine chrétienne, la paresse étant considérée comme un péché mortel.

C'est ainsi qu'est né le plus grand mouvement de population contraint de l'histoire, de l'Afrique à l'Amérique en passant par l'océan Atlantique. L'ampleur de la traite atlantique des esclaves est aujourd'hui bien connue, grâce aux nombreuses recherches universitaires menées au cours des dernières décennies. Toutes les recherches ont été regroupées dans une base de données en ligne appelée *Trans-Atlantic Slave Trade Database* (en abrégé TSTD), dont les données sont disponibles gratuitement (via le site web slavevoyages.org). Au total, on estime aujourd'hui que plus de 30 000 navires ont transporté quelque 12,5 millions d'êtres humains hors d'Afrique pendant toute la durée de la traite atlantique des esclaves, du 16e au 19e siècle. La plupart des esclaves ont été transportés vers le Brésil ou les îles des Caraïbes, comme le montre la figure 2. Cette traite a donné naissance à certaines des sociétés esclavagistes les plus intenses de l'histoire (en termes de proportion de la population asservie), dans les Caraïbes, au Brésil et dans les États du sud de ce que l'on a appelé les États-Unis.

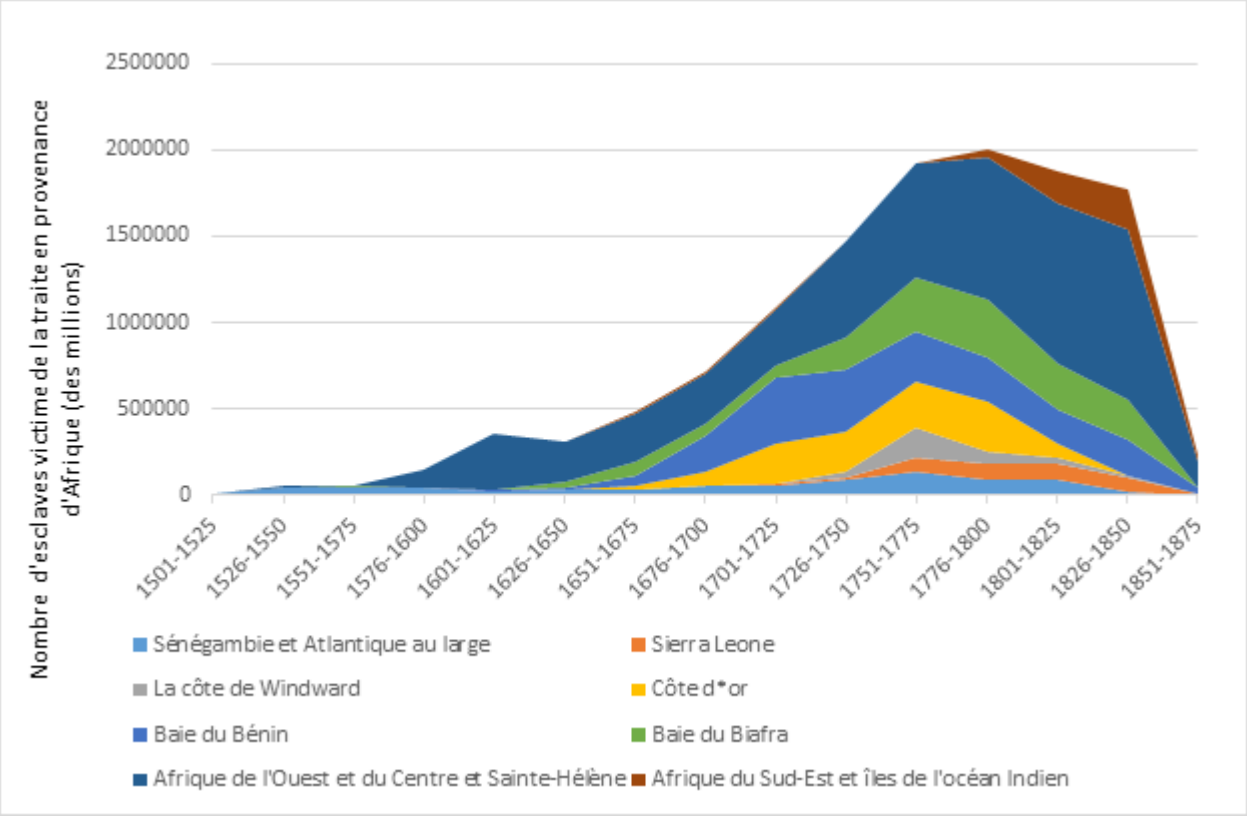
Figure 2: Orientations de la traite transatlantique des esclaves, 1501-1866 (nombre de personnes victimes de la traite)

Source: Statista (consulté le 2020-05-07).

Le nombre d'esclaves victimes de la traite et la région d'Afrique d'où provenaient les esclaves transportés à travers l'Atlantique ont évolué au fil du temps. La figure 3 montre le nombre d'esclaves africains exportés vers les Amériques par région d'embarquement en Afrique au cours de la période 1500-1875. Les premiers esclaves sont arrivés aux Amériques dès les premières années du 16e siècle. Au cours de ce siècle, le commerce est resté relativement modeste, comparé à ce qu'il est devenu par la suite. Pratiquement tous les esclaves étaient alors expédiés soit de la région de la Sénégambie, soit d'Afrique centrale et occidentale. Au cours du 17e siècle, la traite atlantique a pris de l'ampleur et des esclaves ont commencé à être exportés de plusieurs autres régions, dont la Gold Coast, le Golfe du Bénin et le Golfe du Biafra. C'est au cours du 18e siècle que la traite atlantique des esclaves a pris une ampleur considérable. Plus de la moitié de tous les Africains transportés à travers l'Atlantique, soit environ 6,5 millions de personnes, ont été échangés au cours du 18e siècle. Comme nous le verrons dans la section 5 ci-dessous, la traite atlantique des esclaves a commencé à être abolie au 19e siècle. Néanmoins, on estime que près de 4 millions d'Africains ont encore été transportés vers les Amériques au cours de ce siècle, soit avant l'abolition de la traite, soit illégalement après l'abolition de la traite par les nations européennes.

La traite était en grande partie concentrée dans un petit nombre de ports en Afrique. Trois ports en particulier - Ouidah, Bonny et Luanda - ont été les ports d'embarquement de plus de 2 millions d'esclaves transportés par l'Atlantique.

Figure 3: Ampleur de la traite atlantique des esclaves, par région d'embarquement des Africains, 1500-1875



Source: Transatlantic Slave Trade Database, en ligne sur le site web slavevoyages.org.

La traite des êtres humains à travers l'Atlantique était l'un des volets de ce que l'on a longtemps appelé le 'commerce triangulaire', en raison des schémas géographiques supposés de ce commerce. Tout d'abord, des produits manufacturés européens et asiatiques tels que des textiles, de l'alcool ou des armes à feu étaient exportés d'Europe vers l'Afrique et échangés contre des esclaves. Ensuite, les esclaves étaient transportés de l'autre côté de l'Atlantique et échangés contre des produits coloniaux produits dans les mines ou les plantations des Amériques, tels que le sucre, le tabac, le café et le coton. Enfin, les produits coloniaux étaient exportés vers l'Europe pour y être raffinés et consommés. Les principaux moteurs de ce 'commerce triangulaire' étaient donc, d'une part, la demande croissante de ces types de produits coloniaux en Europe et, d'autre part, les marchands et planteurs européens désireux de tirer profit de la satisfaction de cette demande. La plupart des esclaves ont fini par travailler dans des plantations de canne à sucre au Brésil et dans les Caraïbes. Selon les estimations du TSTD, 44 pour cent de tous les esclaves ayant fait l'objet d'un trafic transatlantique étaient destinés au Brésil et 38 pour cent aux Caraïbes, tandis que les 18

pour cent restants étaient principalement destinés aux Amériques espagnoles ou à l'Amérique du Nord continentale.

Nous savons aujourd'hui que la notion de "commerce triangulaire" est une simplification quelque peu trompeuse. Les courants et les vents océaniques ont plutôt créé deux systèmes commerciaux bien distincts: l'un dans l'Atlantique Nord et l'autre dans l'Atlantique Sud. Le commerce dans l'Atlantique Nord était largement dominé par les marchands d'esclaves anglais et transportait principalement des esclaves d'Afrique de l'Ouest vers les Caraïbes ou l'Amérique du Nord. Bien que tous les navires de ce système commercial n'aient certainement pas suivi une route 'triangulaire', il est peut-être approprié de parler d'un tel modèle de commerce à un niveau agrégé. La traite des esclaves dans l'Atlantique Sud était, en revanche, presque entièrement dominée par les marchands d'esclaves portugais et brésiliens. Ceux-ci transportaient les esclaves principalement de l'Afrique centrale et occidentale vers le Brésil. Dans une large mesure, ce commerce n'était pas 'triangulaire', mais plutôt bilatéral.

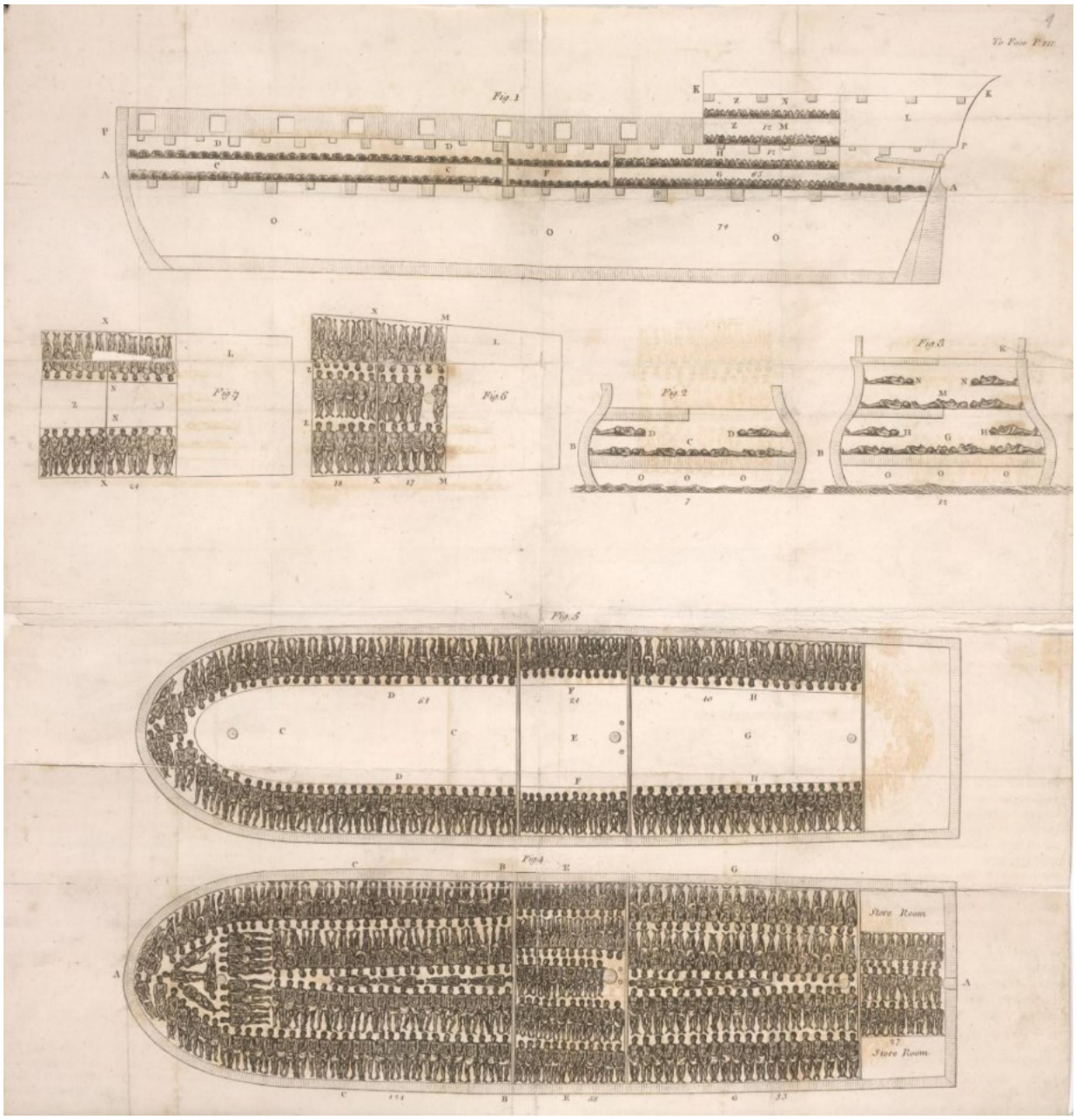
Le transport des Africains à travers l'Atlantique a été appelé "le passage du milieu". Les horreurs du passage du milieu ont été largement soulignées tant dans la littérature scientifique que dans la culture populaire. De nombreux esclaves ont été embarqués de force sur les petits navires négriers, ce qui a entraîné une énorme surpopulation dans les cales à esclaves. La célèbre photo des esclaves transportés à bord du navire négrier *Brookes* (figure 4) en est un exemple.

Si l'illustration de la figure 4 laisse supposer que les conditions de vie à bord du *Brookes* étaient horribles, la réalité était encore pire. L'image montre la situation après l'adoption en Grande-Bretagne de certaines lois limitant le nombre d'esclaves qu'un négrier pouvait transporter afin de réduire la surpopulation, dans l'espoir de réduire le taux de mortalité des esclaves transportés à travers l'Atlantique. On sait, grâce à des sources primaires, que le même navire, le *Brookes,* avait déjà transporté, lors de voyages précédents, près de deux fois plus d'esclaves à travers l'Atlantique que ce qui est indiqué sur la figure.

En moyenne, les navires mettaient environ deux mois pour aller de la côte africaine à leur destination dans les Amériques. On estime qu'en moyenne, environ 12 pour cent des personnes contraintes d'embarquer sur un navire n'ont jamais atteint la destination prévue, mais sont mortes à bord de maladies épidémiques ou d'accidents. Les souffrances étaient d'autant plus grandes que les esclaves étaient souvent confinés sous le pont pendant presque toute la durée du voyage, et qu'il n'était pas rare qu'ils soient enchaînés les uns aux autres. Il n'est donc pas étonnant que les esclaves se soient souvent rebellés pendant le passage du milieu. Par exemple, 96 esclaves embarqués sur le navire *Little George* pour la côte guinéenne se sont rebellés quelques jours après que le navire eut quitté la côte africaine. Les esclaves ont réussi à emprisonner les marchands d'esclaves et à prendre le contrôle du navire, qu'ils ont ensuite ramené et abandonné sur la rivière Sierra Leone. Il est peut-être plus courant que les esclaves se soient mutinés alors que les navires négriers étaient

encore à l'ancre dans les ports africains ou sur le point de partir.

Figure 4: Illustration contemporaine du navire négrier Brookes



Source: © British Library Board, cote 522.f.23 volume 2, dépliant.

4. Qui étaient les marchands d'esclaves?

La traite atlantique des esclaves était organisée par des marchands d'esclaves de diverses nations européennes, dont les plus importantes étaient la Grande-Bretagne, la France, les Pays-Bas,

l'Espagne, le Portugal et le Danemark. Les deux principales nations pratiquant la traite des esclaves en Europe étaient, comme indiqué plus haut et comme le montre le tableau 1, la Grande-Bretagne et le Portugal (ce dernier principalement par l'intermédiaire de marchands de la colonie portugaise du Brésil). La traite des esclaves vers le Moyen-Orient et l'océan Indien était en revanche principalement pratiquée par les Arabes.

Bien que plusieurs nations européennes aient tenté de le faire très tôt, elles n'ont pas été en mesure de le faire sur la majeure partie du continent avant les progrès de la médecine et de la technologie militaire au 19e siècle. Les marchands d'esclaves européens se sont donc limités pour la plupart à établir des points d'ancrage mineurs sous la forme de stations commerciales ou de forts le long des côtes africaines, souvent avec l'accord des dirigeants africains locaux. Les agents africains ont donc souvent participé à la traite des esclaves, en tant que vendeurs d'esclaves aux acheteurs arabes ou européens. Cette situation a donné lieu à un vaste débat sur les raisons pour lesquelles ces personnes ont participé à un tel commerce. Il existe relativement peu de sources permettant de faire la lumière sur ce sujet, car peu de ces agents ont laissé des sources révélant leurs intentions. Nous pouvons être sûrs que les motivations variaient selon les personnes impliquées dans ce commerce. Il est également impossible de comprendre cette question sans reconnaître que de nombreuses sociétés africaines étaient des sociétés stratifiées, avec des différences substantielles en termes de richesse, de statut et de pouvoir entre les élites et la majorité de la population.

Tableau 1: Nombre d'esclaves transportés à travers l'Atlantique, par pavillon du navire négrier

	Espagne	Portugal/ Brésil	Grande-Bretagne	ÉTATS-UNIS	France	Autres
1501-1600	119,962	154,191	1,922	0	0	1,365
1601-1700	146,270	1,011,192	428,262	4,151	38,435	247,322
1701-1800	10,654	2,213,003	2,545,297	189,304	1,139,013	397,348
1801-1900	748,639	2,469,879	283,959	111,871	203,890	19,342
Total	**1,061,525**	**5,848,265**	**3,259,440**	**305,326**	**1,381,404**	**665,377**

Source: Slave Voyages, Transatlantic Slave Trade Database.

Il est clair que certains dirigeants africains refusaient catégoriquement de participer à la traite. Dans le même temps, certains souverains et marchands ont choisi de participer à la traite, apparemment sans se soucier du sort des esclaves. L'institution de l'esclavage existait dans de nombreuses sociétés africaines bien avant que le commerce extérieur des esclaves ne prenne son essor au 15e siècle. Grâce à cette institution, certains membres des élites de ces sociétés pouvaient avoir accès à des marchandises étrangères - dans une large mesure des produits de luxe, notamment des textiles et de l'alcool - qui leur permettaient d'améliorer leur statut. Un rare exemple d'agent ayant laissé un journal intime est le chef et trafiquant d'esclaves Antera Duke d'Old Calabar, dans l'actuel Nigeria. Les entrées du journal suggèrent que les motivations de Duke étaient en grande partie de

ce type. Certains souverains pouvaient également penser qu'il y avait peu d'options pour participer à la traite, car un cycle armes contre esclaves s'est développé dans le sillage de la traite des esclaves (voir plus loin). La vente d'esclaves constituait donc un moyen essentiel d'obtenir des armes à feu pour défendre sa propre population.

Il existait clairement des conventions pour déterminer qui pouvait être réduit en esclavage en Afrique, tout comme ailleurs dans le monde. Plusieurs sociétés africaines semblent donc avoir adhéré à des idées similaires à celles de nombreuses autres sociétés, selon lesquelles seuls les 'autres' pouvaient être réduits en esclavage. À l'époque, il n'y avait pas d'idée panafricaine, de sorte que les gens ne se percevaient pas eux-mêmes ou les autres comme des Africains, mais comme appartenant à un certain nombre d'ethnies et de nationalités différentes. Dans un tel contexte, la perception qu'il était légitime d'asservir les 'autres' signifiait que les Africains d'une autre ethnie ou nationalité, en pratique très souvent des prisonniers de guerre, étaient réduits en esclavage. Une autre catégorie de personnes pouvant être réduites en esclavage dans plusieurs sociétés africaines était celle des personnes ayant commis des crimes, à l'instar de la transportation des condamnés qui avait lieu dans de nombreuses autres sociétés à travers le monde à cette époque.

5. Les conséquences des traites négrières pour l'Afrique subsaharienne

Les conséquences des traites négrières externes sur les sociétés africaines ont été très variables dans le temps et dans l'espace. Bien que les esclaves aient été transportés depuis plusieurs siècles, voire millénaires, à partir des côtes africaines, l'essentiel de la traite - en termes de nombre d'esclaves transportés - s'est déroulé au cours des 18e et 19e siècles en particulier. C'est donc au cours de ces deux siècles que l'on peut s'attendre à ce que l'impact sur les sociétés africaines ait été le plus important.

Encadré 1: L'histoire d'Ottobah Cugano

Pour les personnes qui ont été victimes de la traite des esclaves, il s'agit bien sûr d'une énorme tragédie. Relativement peu de ces victimes ont été en mesure de produire des témoignages de leurs souffrances qui ont survécu jusqu'à ce jour. Quelques individus ont toutefois réussi à le faire. C'est le cas d'Ottobah Cugoano, qui a été réduit en esclavage sur la Côte d'Or (dans l'actuel Ghana) à l'âge de 13 ans, puis transporté dans les Caraïbes. Cugoano a finalement été libéré et est devenu un érudit et un militant abolitionniste. En 1787, il a publié son ouvrage intitulé Thoughts and Sentiments on the Evil and Wicked Traffic of the Slavery (Réflexions et sentiments sur le trafic diabolique et malfaisant de l'esclavage). Dans ce livre, Cugoano revient sur l'esclavage dont il a été victime alors qu'il était enfant :

> *J'ai été enlevé très tôt de mon pays natal, avec environ dix-huit ou vingt autres garçons et*

filles, alors que nous jouions dans un champ. Nous vivions à quelques jours de la côte où nous avions été enlevés [...] nous avons continué à voyager et, le soir, nous sommes arrivés dans une ville où j'ai vu plusieurs Blancs, ce qui m'a fait craindre qu'ils ne me mangent, conformément à la notion que nous avions en tant qu'enfants dans les régions intérieures du pays. [...] les horreurs que je vis et ressentis bientôt ne peuvent pas être bien décrites ; je vis beaucoup de mes misérables compatriotes enchaînés deux à deux, certains menottés, et d'autres avec les mains attachées derrière eux. [...] On me conduisit bientôt dans une prison, pour trois jours, où j'entendis les gémissements et les cris de beaucoup, et où je vis quelques-uns de mes compagnons de captivité. Mais lorsqu'un navire arriva pour nous conduire au bateau, ce fut une scène des plus horribles ; on n'entendait que le cliquetis des chaînes, le claquement des fouets, les gémissements et les cris de nos compagnons d'infortune. Certains ne bougeaient pas du sol, alors qu'ils étaient fouettés et battus de la manière la plus horrible.

Le moment, la manière et l'endroit où les gens ont été réduits en esclavage diffèrent certainement d'un individu à l'autre. Les horreurs vécues une fois qu'ils ont été réduits en esclavage étaient cependant, pour tous, très certainement comparables à ce que Cugoano décrit ici.

Sur le plan sociétal, les traites négrières ont eu plusieurs conséquences. Une première conséquence, peut-être la plus évidente, pour les sociétés africaines a été la perte de population. Au cours des 18e et 19e siècles, environ 13 millions de personnes ont ainsi été transportées loin des côtes africaines. On ne sait pas combien d'autres personnes sont mortes lorsqu'elles ont été forcées de marcher vers les côtes africaines (ou lorsqu'elles attendaient d'être vendues), mais des preuves anecdotiques provenant de certains cas spécifiques suggèrent que ce chiffre pourrait également se chiffrer en millions. Il n'existe pas de chiffres fiables sur le nombre de personnes ayant vécu en Afrique, ni sur les taux de croissance démographique des sociétés africaines à l'époque. On a cependant estimé qu'il y avait probablement entre 60 et 70 millions de personnes vivant sur l'ensemble du continent africain au début du 18e siècle. Certains chercheurs ont donc suggéré que la perte annuelle de population due à la traite des esclaves pourrait avoir dépassé les taux de croissance démographique - entraînant une perte nette de population pour de nombreuses sociétés africaines - au moins pendant les 18e et 19e siècles, les deux siècles les plus intenses de la traite externe des esclaves.

Comme la majorité des esclaves achetés étaient des personnes dans la force de l'âge, les sociétés africaines ont été soumises à une pression supplémentaire. Les différentes traites négrières ont toutefois eu des effets démographiques différents selon les régions du continent africain. Vers l'ouest, dans le cadre de la traite atlantique, la demande portait principalement sur de jeunes esclaves mâles qui pouvaient être contraints à travailler dans les plantations et les mines des Amériques. On estime ainsi qu'environ deux tiers des esclaves transportés à travers l'Atlantique étaient des hommes ou de jeunes garçons (un quart de tous les esclaves transportés à travers l'Atlantique étaient en fait des enfants). À l'est, dans les trafics de la mer Rouge et de l'océan Indien, il y avait en revanche une demande relativement importante de jeunes femmes, destinées à être exploitées comme domestiques ou comme concubines dans les *harems*. Cela a eu

d'importantes conséquences démographiques pour ces sociétés africaines, en faussant les rapports de masculinité. Lorsque les femmes sont les principales victimes de la traite dans une région, le nombre de personnes susceptibles de porter un enfant est réduit, ce qui freine la croissance de la population. Les rapports de masculinité faussés par le fait que les hommes étaient principalement victimes de la traite auraient pu, dans d'autres endroits, contribuer à un modèle de polygamie, étant donné qu'il restait moins d'hommes que de femmes dans ces sociétés.

Les effets potentiellement les plus dévastateurs de la traite externe des esclaves proviennent des spirales de violence interne qu'elle a déclenchées ou renforcées. La grande majorité des esclaves exportés étaient à l'origine des prisonniers de guerre. Les historiens ont certainement débattu du sens de la causalité. Les guerres ont-elles été menées avant tout pour acquérir des prisonniers susceptibles d'être vendus comme esclaves, ou ont-elles été menées avant tout pour d'autres raisons, les esclaves étant plus ou moins un effet secondaire? Il est souvent très difficile de déterminer le sens de la causalité, étant donné la rareté des sources historiques qui subsistent à ce sujet. En outre, le processus pourrait très bien avoir été dialectique (facteurs s'influençant mutuellement) plutôt qu'unidirectionnel (un facteur en causant un autre). Ce que l'on peut conclure, cependant, c'est que les traites négrières externes ont au moins renforcé les spirales de violence dans plusieurs parties du continent africain. Dans l'actuel Ghana, par exemple, des guerres récurrentes ont opposé plusieurs entités politiques de la région côtière pendant la majeure partie des années de la fin du 17e siècle et du début du 18e siècle.

Ces spirales de violence ont également conduit à la consolidation de plusieurs 'États prédateurs' (États promouvant les intérêts d'une petite élite, au détriment de leur propre population ou d'autres populations) en Afrique subsaharienne. Dans le sillage de la traite des esclaves, plusieurs nouveaux États - généralement très militarisés - ont vu le jour, par exemple en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale occidentale. Leur croissance en termes de territoire et de puissance a été en grande partie associée à la traite atlantique des esclaves. Les conquêtes militaires ont conduit à l'expansion géographique, mais aussi à la capture d'un grand nombre de prisonniers de guerre. Ces prisonniers pouvaient ensuite être vendus comme esclaves, en échange d'armes à feu et d'autres biens, aux marchands d'esclaves. Ces biens, à leur tour, augmentaient la force militaire et la puissance des États prédateurs et permettaient ainsi de nouvelles conquêtes militaires. Ce schéma a été qualifié de cycle commercial 'armes contre esclaves'. L'empire Djolof, les Ashanti, les Oyo et les Dahomey en Afrique de l'Ouest, ainsi que les Lozi, les Lunda et les Luba en Afrique centrale et occidentale, sont autant d'exemples d'entités politiques qui ont été décrites comme ayant eu de tels États prédateurs à l'époque.

De nombreux exemples historiques nous montrent que les guerres, en règle générale, retardent le développement économique. Elles entraînent des pertes considérables en vies humaines, principalement dans les couches les plus jeunes d'une société. Les guerres entraînent également la destruction de capitaux et d'infrastructures, ce qui nécessite de lourds investissements pour

reconstruire ce qui a été détruit pendant la guerre. Si les gens s'attendent à ce que des guerres se reproduisent à l'avenir, elles ont également un impact négatif sur leur volonté d'investir dans le capital, car tout investissement court le risque d'être détruit. À long terme, les guerres peuvent également avoir un impact négatif sur le niveau de confiance au sein d'une société ou entre différentes sociétés, entravant ainsi, par exemple, le développement d'activités commerciales pacifiques. Tous ces effets ont probablement affecté les sociétés africaines, car la traite des esclaves a accru le niveau de violence sur le continent, même si certains d'entre eux ont pu être plus graves que d'autres.

En général, les sociétés africaines ont résisté de diverses manières à l'asservissement de leurs propres populations. La plupart des sociétés avaient ainsi des conventions sociales interdisant complètement ou au moins limitant l'asservissement de leur propre population. Afin de maintenir leur contrôle sur les populations, les dirigeants avaient également intérêt à défendre leurs sujets contre l'asservissement par des étrangers. L'asservissement était donc un risque pour les peuples vivant dans des États faibles, incapables de défendre leur population contre les esclavagistes étrangers, et en particulier pour les peuples vivant à la frontière ou à proximité des zones frontalières entre différents États. De nombreuses personnes tentaient donc de se défendre contre l'esclavage, de diverses manières.

Les chercheurs ont noté que les villes et villages fortifiés, qui contribuaient à protéger la population des raids d'esclaves, étaient courants dans toutes les régions où les raids d'esclaves constituaient une menace. La relocalisation des villages était une autre option utilisée dans plusieurs cas. Dans certains cas, la relocalisation signifiait simplement migrer vers des régions considérées comme moins menacées par les raids d'esclaves. Cela signifiait également la concentration de la population dans des villages ou des villes plus grands, car les gens cherchaient la sécurité en vivant ensemble en plus grand nombre. La relocalisation a aussi parfois consisté à tirer parti d'emplacements géographiques spécifiques, de sorte que les villages, par exemple, pouvaient être situés dans des endroits plus inaccessibles, notamment en se réfugiant dans des régions vallonnées ou montagneuses - comme les Gourounsi (dans l'actuelle République centrafricaine) ou les Kabré au Togo - ou dans des zones fluviales ou marécageuses. Une autre option consiste à construire des villages sur pilotis dans les lacs, comme à Ganvié et dans d'autres villes de l'actuel Bénin, ou à Nzulezo au Ghana. La résistance à l'esclavage a parfois pris la forme de la construction d'abris souterrains, qui se sont parfois transformés en véritables forteresses, comme dans certaines régions du califat de Sokoto. Dans certains cas, documentés par exemple chez les Balanta de Guinée-Bissau, les sociétés africaines ont également mobilisé des contre-offensives contre les pilleurs d'esclaves, ce qui leur a donné une réputation de résistance à l'esclavage. Bien que nombre de ces stratégies défensives aient pu être nécessaires compte tenu du risque élevé d'asservissement, elles ont eu un coût pour les sociétés africaines qui les ont mises en œuvre. L'édification de fortifications ou la construction d'abris pouvait par exemple nécessiter des investissements considérables, en pratique sous la forme de main-d'œuvre à investir dans la construction. Le déplacement vers des

zones géographiquement plus sûres - y compris des zones montagneuses ou marécageuses - pouvait signifier le déplacement vers des terres plus marginales, avec pour conséquence une moindre productivité de l'agriculture.

Toutefois, certains agents africains ont également tiré profit de la traite des esclaves, à la fois directement et indirectement. Certains membres des élites qui participaient à la traite et vendaient d'autres personnes comme esclaves pouvaient certainement tirer des avantages économiques et sociaux de la traite en ayant accès à des marchandises étrangères, y compris de nombreux biens de consommation de haut niveau, en échange des esclaves qu'ils vendaient. Les forts établis par les sociétés européennes de traite des esclaves dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest, comme Gorée au Sénégal ou Elmina et Cape Coast Castle au Ghana, pouvaient également créer une certaine demande de main-d'œuvre locale, y compris d'artisans et de journaliers, dans de petites enclaves autour des forts. Les salaires versés n'étaient certainement pas élevés pour des travailleurs journaliers tels que les canotiers, mais ils pouvaient au moins assurer la subsistance de ceux qui étaient employés. La traite des esclaves a également créé une certaine demande de fournitures. Il s'agit surtout de denrées alimentaires destinées à nourrir les esclaves pendant le passage du milieu, ce qui a sans doute contribué à la commercialisation de certaines sociétés de l'Afrique de l'Ouest côtière. Des recherches récentes ont toutefois montré que cette demande devait être plutôt marginale par rapport à la production possible dans la région à l'époque, et à la demande déjà présente dans les centres urbains. De plus, comme de nombreux négriers apportaient d'Europe la plupart des fournitures nécessaires, au lieu de devoir compter sur les possibilités d'achat en Afrique, la demande de produits agricoles a été limitée.

6. L'abolition de la traite des esclaves

À la fin du 18e siècle, un mouvement abolitionniste a commencé à se développer, principalement dans certaines parties de l'Europe. Dans certains milieux, l'esclavage dans son ensemble commence à être remis en question. La hausse du prix des esclaves en Afrique, probablement due à l'augmentation considérable du nombre d'esclaves exportés au cours du siècle, a également entraîné une augmentation des coûts pour les acheteurs en Amérique, rendant ainsi l'institution moins rentable qu'elle ne l'avait été auparavant. Les luttes politiques menées dans les métropoles européennes - principalement en Grande-Bretagne - et dans les Amériques ont finalement conduit à l'interdiction de la traite atlantique des esclaves dans l'un ou l'autre pays.

Les premières grandes nations esclavagistes à abolir la traite atlantique pour tous leurs ressortissants ont été la Grande-Bretagne et les États-Unis. Tous deux ont aboli la traite en 1807. Bien qu'une partie du commerce se soit poursuivie illégalement malgré l'interdiction, celle-ci a eu d'importantes répercussions sur le commerce des esclaves dans l'Atlantique Nord, car la demande en provenance des Amériques s'est considérablement tarie. Les exportations d'esclaves en

provenance des régions d'Afrique où les négriers de ces deux nations dominaient auparavant, telles que la Winward Coast et la Côte de l'Or, ont donc connu une baisse drastique du nombre d'esclaves transportés dans les années qui ont suivi. D'autres pays européens, comme la France, imposeront quelques années plus tard une interdiction similaire sur la traite atlantique des esclaves, réduisant ainsi la demande d'esclaves en Sénégambie, par exemple. Dans certaines régions, notamment en Afrique centrale et occidentale, la traite atlantique se poursuivra toutefois sans relâche pendant plusieurs décennies. Les marchands brésiliens (indépendants du Portugal au 19e siècle) et les marchands de la colonie espagnole de Cuba ont continué à faire le commerce des esclaves jusque dans les années 1840 et 1850, et ce n'est que sous la pression politique de la Grande-Bretagne que ces nations ont elles aussi commencé à abolir le commerce des esclaves.

Quant aux trafics d'esclaves de la mer Rouge et de l'océan Indien, ils se sont également poursuivis sans relâche pendant une grande partie du 19e siècle. L'esclavage a certes été officiellement aboli dans l'Empire ottoman en 1847, dans le cadre du processus de modernisation de la société ottomane (*tanzimat*) au cours du 19e siècle. Pendant longtemps, cependant, peu de mesures ont été prises pour faire appliquer la loi, de sorte que le commerce a pu se poursuivre en pratique pendant plusieurs décennies encore. Ce n'est qu'à la fin du 19e siècle que le commerce d'esclaves vers l'Empire ottoman semble avoir réellement commencé à diminuer.

L'abolition des traites extérieures n'a pas mis fin à l'esclavage en Afrique. Au contraire, elle a entraîné une transformation de l'esclavage en Afrique subsaharienne. Bien que l'esclavage domestique ait existé dans de nombreuses régions d'Afrique avant même le début de la traite des esclaves, l'institution n'a pas toujours été très intensive. L'augmentation de la demande dans les Amériques s'est accompagnée d'une hausse des prix payés pour les esclaves en Afrique, ce qui a empêché la demande intérieure d'esclaves de se développer. Cela a empêché la demande intérieure d'esclaves de croître en Afrique, car les possibilités d'exploitation rentable de la main-d'œuvre esclave étaient limitées lorsque le prix d'achat des esclaves était élevé. En Afrique, de vastes réseaux - géographiquement étendus - approvisionnant les trafics d'esclaves extérieurs se sont toutefois développés au fil des siècles pour répondre à la demande croissante d'esclaves de l'extérieur. Ces réseaux n'ont pas disparu avec l'abolition de la traite atlantique, mais ont continué à acquérir et à fournir des esclaves en divers endroits du continent. Après l'abolition de la traite atlantique, la demande extérieure a diminué dans toutes les régions d'Afrique de l'Ouest, tandis que l'offre s'est maintenue. En conséquence, les prix des esclaves en Afrique de l'Ouest ont commencé à baisser. L'une des principales conséquences de ce phénomène est qu'il est devenu économiquement possible pour les agents locaux en Afrique d'acheter les esclaves et de les exploiter comme main-d'œuvre dans les plantations établies localement.

Paradoxalement, l'abolition de la traite internationale des esclaves a entraîné une expansion des systèmes esclavagistes en Afrique même. Les économies de plantation, basées sur le travail des esclaves, connaissent une croissance substantielle dans plusieurs parties du continent africain, par

exemple dans le califat de Sokoto en Afrique de l'Ouest, ou sur l'île de Zanzibar au large de la côte est de l'Afrique. La production de ces plantations, ainsi que d'autres produits, était en grande partie exportée, principalement vers les économies industrielles naissantes d'Europe. Ce commerce a fini par être qualifié de 'commerce légitime', car les Européens - après l'abolition de la traite atlantique des esclaves - en sont venus à considérer le commerce des esclaves comme 'illégitime', et ignoraient (ou fermaient les yeux sur) les conditions dans lesquelles de nombreux produits de ce 'commerce légitime' avaient été fabriqués.

7. Conclusion

Les traites d'esclaves en provenance d'Afrique ont eu une importance historique majeure, non seulement pour le continent africain, mais aussi pour le monde entier. Il est difficile d'imaginer comment les continents américains se seraient développés sans tous les travailleurs esclaves venus d'Afrique. Les descendants de ces esclaves constituent encore aujourd'hui une part importante - voire, dans certains cas, la grande majorité - de la population de ces pays. De même, il est difficile d'imaginer que l'Europe aurait pu s'industrialiser au même rythme aux 18e et 19e siècles sans l'accès à toutes les matières premières, comme le coton, produites par tous ces esclaves. Pendant ce temps, les activités des marchands d'esclaves ont été dévastatrices pour le continent africain et ses populations. Des recherches récentes ont suggéré que les pays africains auraient connu en moyenne un taux de croissance économique beaucoup plus élevé, et auraient donc été beaucoup plus riches aujourd'hui qu'ils ne le sont actuellement, s'il n'y avait pas eu de traite des esclaves et les conséquences négatives associées à cette traite. Bien que plus de 200 ans se soient écoulés depuis son abolition initiale, la traite internationale des esclaves continue donc de nous concerner aujourd'hui.

Questions d'étude

1. Quels ont été les principaux facteurs à l'origine du développement et de la croissance de la traite des esclaves à partir de l'Afrique ?
2. Quelle a été l'ampleur des traites d'esclaves au départ de l'Afrique et comment a-t-elle évolué dans le temps ?
3. Quelle a été l'ampleur des traites transatlantiques, de la mer Rouge et de l'océan Indien, respectivement ?
4. Quelles ont été les principales conséquences, suggérées dans le texte, des traites négrières externes pour les sociétés africaines ?
5. Quel a été l'impact de l'abolition des traites négrières externes sur les sociétés africaines?

Exercice de discussion

Divisez la classe en sous-groupes de trois à cinq élèves. Laissez chaque groupe discuter de ce qu'il pense être les conséquences les plus importantes des traites négrières externes pour les sociétés africaines en général, et comment et dans quelle mesure la traite négrière a eu un impact sur le pays dans lequel il vit.

Lectures suggérées

Diouf, Sylviane (2003). *Fighting the Slave Trade: West African Strategies.* Athens: Ohio University Press.

Eltis, David and Stanley Engerman (2011). *The Cambridge World History of Slavery. Volume 3: AD 1420 – AD 1804*. Cambridge: Cambridge University Press.

Eltis, David, Stanley Engerman, Seymour Drescher and David Richardson (2017). *The Cambridge World History of Slavery. Volume 4: AD 1804 – AD 2016*. Cambridge: Cambridge University Press.

Heywood, Linda (2009). "Slavery and Its Transformation in the Kingdom of Kongo: 1491-1800", *Journal of African History* 50(1): 1-22.

Lovejoy, Paul (2000). *Transformations in Slavery. A History of Slavery in Africa*. Cambridge: Cambridge University Press.

Malik, Adeel and Vanessa Bouaroudj (2021). "The Predicament of Establishing Persistence: Slavery and Human Capital in Africa", *Journal of Historical Political Economy* 1(3): 411-446.

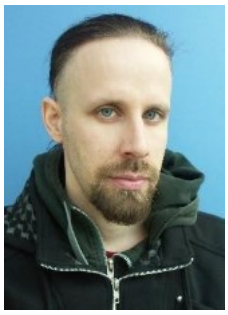
Manning, Patrick (1990): *Slavery and African life: Occidental, oriental and African slave trades*. Cambridge: Cambridge University Press.

Nunn, Nathan and Leonard Wantchekon (2011). "The Slave Trade and the Origins of Mistrust in Africa", *American Economic Review* 101: 3221-3252.

Rönnbäck, Klas (2016): *Labour and Living Standards in Pre-Colonial West Africa: The Case of the Gold Coast.* London: Routledge

Stilwell, Sean (2014): *Slavery and Slaving in African History*. Cambridge: Cambridge University Press.

A propos de l'auteur



Klas Rönnbäck est professeur d'histoire économique au département d'économie et de société de l'université de Göteborg. Il a publié des recherches sur l'histoire économique de l'Afrique et de l'Atlantique dans de nombreuses revues. Il a notamment publié *Labor and Living Standards in Pre-Colonial West Africa: The Case of the Gold Coast* (Routledge, 2016) et *Capital and Colonialism: The Return on British Investments in Africa 1869-1969* (coécrit avec Oskar Broberg, Palgrave Macmillan, 2019).

Commerce des produits de base et développement: Théorie, histoire, avenir

Alexander Moradi
Université libre de Bozen-Bolzano

1. Introduction

La plupart des biens et services que nous consommons ne sont pas produits par nous-mêmes. Nous dépendons d'autres personnes pour obtenir ces biens. Nous faisons du commerce. C'est d'autant plus vrai que l'économie est complexe et avancée. Tout comme les personnes, les pays font aussi du commerce. C'est ce qu'on appelle le commerce international. Pourquoi le commerce des produits de base est-il si important? Le libre-échange favorise-t-il le développement économique? Les modèles commerciaux historiques ont-ils une incidence sur notre vie actuelle? Quels sont les risques du commerce international? Quels enseignements l'histoire nous apporte-t-elle en ce qui concerne le récent essor du commerce des produits de base en Afrique? Telles sont les questions que nous abordons dans ce chapitre sur le commerce. Nous examinons tout d'abord les avantages du commerce sous l'angle de la théorie commerciale. Nous décrivons ensuite l'évolution du commerce en Afrique depuis les premiers temps jusqu'à aujourd'hui. Enfin, nous discutons des leçons à tirer de l'histoire du commerce en ce qui concerne les bonnes performances récentes des pays africains.

2. Théorie du commerce

Pourquoi les gens font-ils du commerce? Parce que le commerce *volontaire* doit *nécessairement* améliorer la situation de l'acheteur et du vendeur. Considérons deux individus, Saba et Bakari, et un bien qu'ils apprécient tous deux : un poulet (cela pourrait être n'importe quel autre bien, mais supposons que Saba et Bakari aiment manger du poulet). Nous pouvons déterminer la *valeur que* Saba et Bakari *accordent à* un poulet en leur posant la question suivante: 'Combien êtes-vous *prêts à payer* pour un poulet?'

Saba : "Je suis prête à payer jusqu'à 10 000 shillings pour un poulet".
Bakari: "J'adore manger du poulet. Je suis prêt à payer jusqu'à 20 000 shillings pour un poulet".

Leurs réponses nous renseignent sur la valeur qu'ils accordent au poulet. Tous deux auraient *intérêt* à acheter un poulet à un prix inférieur à celui qu'ils sont prêts à payer. Par exemple, si Bakari paie

10 000 shillings pour un poulet, il *y gagne* parce qu'il paie 10 000 shillings de moins que ce qu'il serait prêt à payer (soit 20 000 shillings).

Supposons maintenant que Saba possède un poulet. Saba doit-elle manger le poulet elle-même ou le vendre à Bakari? Cela dépend du prix que Bakari lui paie.

a) Elle *gardera* le poulet pour tout prix inférieur à 10 000 shillings, car ce prix est inférieur à la valeur qu'elle attribue au poulet.
b) Elle *vendra* le poulet pour tout prix supérieur à 10 000 shillings.

Comme Bakari est prêt à payer jusqu'à 20 000 shillings et que ce montant est supérieur à la valeur du poulet pour Saba, *l'échange génère des gains*. Indépendamment du prix réel qu'ils négocient, le gain total (gain total = gain du vendeur + gain de l'acheteur) dans tout échange s'élèvera à 10 000 shillings.

Ce n'est qu'un exemple, mais il met en évidence un principe de base du commerce. Les biens échangés ont une valeur pour l'acheteur et le vendeur. Les vendeurs ne produiraient ou ne vendraient jamais rien s'ils n'obtenaient pas 'quelque chose de mieux' en retour. Le bien sera transféré à l'acheteur, parce que l'acheteur y *attache* plus de *valeur* que le vendeur. Il s'ensuit également que le commerce est une *situation gagnant-gagnant*: l'acheteur et le vendeur y gagnent tous les deux. Si nous observons des échanges volontaires, l'alternative de l'absence d'échanges doit être pire.

Avantages comparatifs

Le commerce et la croissance économique vont de pair. Cependant, il y a des raisons de penser que le commerce favorise le développement. Le commerce peut renforcer la spécialisation. Adam Smith, célèbre penseur du 17e siècle, a décrit comment la division du travail, par le biais de la spécialisation, peut accroître la productivité: il est possible de produire davantage sans augmenter la quantité de travail ou de capital. David Ricardo, économiste du 19e siècle, a montré que les pays peuvent tirer profit du commerce, même si un pays dispose d'un *avantage absolu* dans tous les domaines. Par 'avantage absolu', on entend qu'un pays est meilleur (utilise moins de ressources/intrants) dans la production d'un produit. La théorie de l'avantage comparatif de Ricardo reste un argument très important en faveur du libre-échange international.

L'économiste David Ricardo 1772-1823.

Nous pouvons mieux comprendre l'argument en examinant un cas simple et hypothétique : Deux pays ne produisent que deux marchandises en utilisant *un seul* facteur de production, la main-d'œuvre. Supposons que le Malawi et le Brésil produisent du tabac et des textiles. Le Brésil peut produire une unité de tabac en une heure et une unité de textile en deux heures. Supposons que le Malawi soit moins efficace. Le Malawi doit employer plus de main-d'œuvre: deux heures pour produire une unité de tabac et dix heures pour produire une unité de textile. Le tableau 1 présente les coûts de production hypothétiques du tabac et des textiles au Brésil et au Malawi.

Tableau 1: Heures de travail pour produire une unité de tabac/textile

	Coûts du travail		Coûts d'opportunité de la production d'une unité de	
	Tabac	Textile	Tabac	Textile
Brésil	1 heures	2 heures	½ textile	**2 tabac**
Malawi	2 heures	10 heures	**1/5 textile**	5 tabac

Le commerce génère-t-il des gains? On pourrait penser que la réponse est 'non', car le Brésil a besoin de moins de main-d'œuvre que le Malawi pour produire du tabac *et des* textiles. Mais c'est faux.

La production d'un bien a un coût. Aucun pays ne dispose de ressources illimitées. La même heure de travail utilisée pour la production de tabac ne peut pas être utilisée pour la production de textiles. En gardant cette idée à l'esprit, nous pouvons maintenant exprimer les coûts de production en termes de renoncement à la production de l'autre bien. C'est ce que les économistes appellent les *coûts d'opportunité*.

- Le Brésil doit renoncer à 2 unités de tabac pour produire 1 unité de textile. En effet, après deux heures de travail, le Brésil a produit *soit* 2 unités de tabac*, soit* 1 unité de textile. Cela signifie que deux unités de tabac 'coûtent' une unité de textile, ou que chaque unité de tabac coûte au Brésil une demi-unité de textile.
- Le Malawi peut produire du tabac relativement moins cher que le Brésil. Le Malawi peut produire une unité de tabac au coût de 1/5 (0,2) de textile. En revanche, si le Brésil produisait cette unité de tabac, il devrait renoncer à une demi-unité de textile, de sorte que le coût brésilien d'une unité de tabac est de 1/2 (0,5) textile. Le Malawi dispose d'un *avantage comparatif* dans la production de tabac. Le Malawi doit renoncer à moins d'unités de textiles que le Brésil. Le Brésil dispose quant à lui d'un *avantage comparatif* dans la production de textiles.

Les deux pays tireraient profit des échanges. Le Brésil devrait se spécialiser dans la production de textiles et le Malawi dans la production de tabac. Les pays devraient ensuite échanger leurs produits excédentaires contre l'autre bien qu'ils ne produisent pas.

Les avantages comparatifs affectent également les prix des biens concernés. Avec le commerce, le prix du marché se situe entre les coûts d'opportunité des deux pays. Dans l'exemple ci-dessus, le prix des textiles sur le marché mondial se situera entre 2 et 5 tabacs. Les Malawiens paieront moins cher leurs textiles en les achetant sur le marché mondial que s'ils les produisaient eux-mêmes. Les Brésiliens paieront le tabac moins cher que si les deux pays produisaient eux-mêmes les deux biens. Sans augmentation des intrants (plus de travail/capital) ni changement technologique, les partenaires commerciaux bénéficient d'une répartition internationale plus efficace des ressources.

Il est important de comprendre le concept *d'avantage comparatif*. Tout d'abord, il explique la structure des échanges. On affirme souvent que l'Afrique possède un *avantage comparatif* dans les produits agricoles tels que le cacao, le café, le coton ou les arachides.

- Cela ne signifie PAS que les pays africains sont les seuls producteurs possibles de ces produits. Les États-Unis, par exemple, peuvent produire du coton, des arachides et du tabac (et les produisent d'ailleurs plus efficacement).

- Cela ne signifie PAS que les pays africains sont incapables de produire des biens manufacturés sophistiqués tels que des voitures ou des téléphones portables.

Par *avantage comparatif*, nous entendons que les pays africains peuvent produire des produits agricoles à des coûts d'opportunité inférieurs à ceux d'autres pays. Au lieu de produire *un seul* téléphone portable, les pays africains peuvent utiliser la même quantité de ressources, produire des produits agricoles et les échanger sur le marché mondial contre *plus d'un* téléphone portable.

Autres façons dont le commerce peut influencer le développement

Les chercheurs ont identifié d'autres moyens par lesquels le commerce peut stimuler le développement économique. Tout d'abord, le commerce attire les investissements directs étrangers (IDE). Les IDE sont des flux d'investissements physiques provenant de particuliers ou d'entreprises à l'étranger. Par investissement physique, on entend les capitaux tels que les outils, les machines et les usines (et non l'achat d'obligations ou d'actions). Les IDE augmentent le stock de capital d'un pays. L'accumulation de capital est nécessaire, car les travailleurs dotés de plus de capital peuvent produire plus de biens.

Deuxièmement, le commerce peut favoriser le progrès technologique, qui est le moteur ultime de la croissance économique. Le progrès technologique signifie que l'on peut produire davantage avec la même quantité de facteurs de production. Les deux facteurs de production auxquels les économistes pensent sont le capital et le travail. Le commerce peut générer du progrès technologique. Par exemple, l'ouverture au commerce peut permettre à des entreprises étrangères très efficaces de choisir d'implanter leur production dans un pays en développement. Ces entreprises étrangères embauchent et forment des travailleurs. Lorsque ces personnes formées quittent le pays et prennent un emploi dans une entreprise nationale, elles emportent avec elles leurs connaissances et leurs compétences et peuvent les appliquer dans leur nouvelle entreprise.

Troisièmement, le commerce international peut introduire ou intensifier la concurrence. Il est évident que la concurrence est bénéfique pour les consommateurs, car elle fait baisser les prix. Mais qu'en est-il des producteurs? Pour survivre, les entreprises nationales doivent améliorer leurs processus de production, réduire leurs coûts, améliorer la qualité et innover. La concurrence les incite à le faire. Il est largement prouvé que les entreprises qui s'engagent dans le commerce international sont plus efficaces et plus innovantes. Rappelez-vous l'exemple du commerce Saba-Bakari ci-dessus. Si Bakari doit payer un prix inférieur pour le poulet, il en retirera un gain plus important ; avec l'argent économisé, il pourra acheter autre chose. Saba, quant à elle, devra rendre la production de poulets plus efficace si elle veut obtenir un gain plus important. Par exemple, elle

peut utiliser une autre race de poulet qui donne plus de viande ou qui a un meilleur goût, augmenter la taille de son exploitation ou chercher des moyens moins coûteux de nourrir les poulets. Si Saba ne peut pas s'aligner sur le prix du marché sans faire de perte, elle cessera son activité. Mais elle sera alors 'libérée' de la production inefficace de poulets et pourra réorienter ses ressources et son énergie vers une autre activité plus rentable. Cela peut être douloureux à court terme, mais l'orientation des ressources vers les activités les plus rentables est essentielle dans une économie efficace qui ne gaspille pas les ressources.

Gains statiques et dynamiques du commerce

Jusqu'à présent, nous avons dressé un tableau très positif du commerce international. Cependant, les avantages du commerce peuvent être limités. De nombreux gains du commerce sont *statiques*. Par '*statiques'*, nous entendons des gains 'uniques': Le revenu et la consommation n'augmentent qu'une seule fois. Une fois ces gains réalisés, il n'y aura pas d'autres gains à l'avenir. Par exemple, la concurrence internationale qui brise un monopole d'État et réduit le prix à la consommation est un tel gain statique. Une fois le prix abaissé, il ne peut y avoir d'autres gains pour les consommateurs ou les producteurs nationaux. Il en va de même pour les avantages comparatifs dans l'agriculture. Après l'ouverture au commerce et la spécialisation dans le produit pour lequel le pays dispose d'un avantage comparatif, les possibilités de consommation augmentent, mais il se peut qu'il n'y ait pas d'autres gains.

Il est important de considérer les gains *dynamiques*. Par 'dynamique', nous entendons les gains du commerce qui se multiplient au fil du temps. Les gains dynamiques peuvent *soutenir la* croissance économique. Si les pays en développement se spécialisent dans leur avantage comparatif *actuel*, tel que l'agriculture, ils ne progresseront pas vers l'industrie manufacturière, telle que la production textile. Est-ce une mauvaise chose? Ce *n'est pas* mauvais si l'on ne considère que les gains statiques. En se spécialisant dans l'agriculture et en commerçant sur le marché mondial, les pays africains recevront plus de textiles en échange de leurs produits agricoles que s'ils produisaient eux-mêmes des textiles. Se spécialiser dans les avantages comparatifs *actuels pourrait* toutefois être une mauvaise chose si l'on considère les gains *dynamiques*. Il est souvent avancé que la spécialisation dans l'agriculture n'apporte pas de gains dynamiques, alors que la spécialisation dans l'industrie manufacturière en apporte.

Pourquoi n'y a-t-il pas de gains dynamiques dans l'agriculture? La raison en est que les possibilités de gains de productivité sont limitées dans l'agriculture. Par exemple, le Ghana s'est spécialisé dans la production de cacao. Le Ghana est devenu le premier producteur mondial en 1911 et l'est resté jusqu'en 1977. Or, les techniques agricoles et les rendements n'ont guère évolué entre 1930 et 2000. Par conséquent, le cultivateur de cacao moyen a produit à peu près la même quantité de cacao

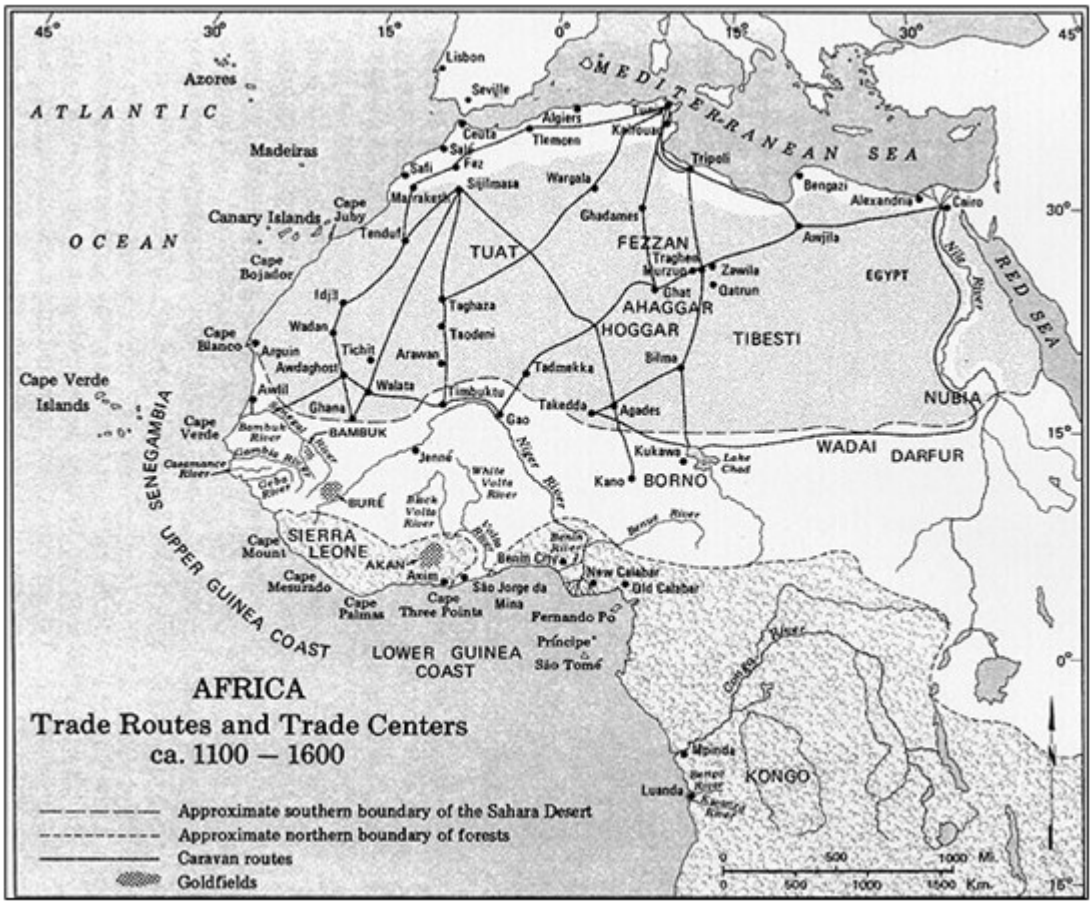
en 1930 qu'en 2000. Les producteurs de cacao ne gagneraient un revenu plus élevé que s'ils recevaient un meilleur prix pour le cacao sur le marché mondial. En revanche, l'industrie manufacturière permet des gains de productivité au fil du temps: avec la même quantité de capital et de travail, il est possible de produire davantage de biens chaque année. Les gains de productivité peuvent compenser les augmentations du coût de la main-d'œuvre. Les travailleurs peuvent gagner de plus en plus d'argent au fil du temps.

En outre, les activités économiques sont liées entre elles. Certains secteurs influencent positivement d'autres secteurs de l'économie. Par exemple, une grande industrie automobile crée une demande d'acier, qui pourrait se développer grâce à l'existence d'une industrie automobile. Les ingénieurs (et les hommes d'affaires) formés dans l'industrie automobile peuvent utiliser l'ensemble de leurs compétences dans l'industrie de fabrication d'outils. Les coûts sont souvent réduits lorsque les industries s'installent au même endroit. Par conséquent, la création d'une industrie créera ou attirera d'autres industries. Ces liens sont souvent associés à l'industrie manufacturière. Ces liens existent rarement dans l'agriculture. Les compétences et les intrants utilisés pour produire des exportations agricoles ne profitent pas à d'autres secteurs. Nous allons maintenant aborder l'histoire du commerce en Afrique. Nous reviendrons plus tard sur la théorie du commerce.

3. Le commerce transsaharien

Depuis au moins 2 500 ans, il existe un commerce entre l'Afrique subsaharienne, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Ce commerce est appelé 'commerce transsaharien', car il nécessitait la traversée du Sahara. Comme le montre la carte 1, le Sahara sépare les économies méditerranéennes des économies du bassin du Niger. Le Sahara est le plus grand désert du monde. Il s'étend sur environ 2 000 km du nord au sud. Le désert est constitué de sable et de pierres. Les températures sont très élevées le jour et très froides la nuit. Il n'y a pas d'eau, sauf dans les quelques oasis. Le Sahara est donc très difficile à traverser.

Carte 1: Routes commerciales en Afrique de l'Ouest, 1100-1600



Source: Phillips (1985, p. 115).

Le commerce n'était possible que grâce au chameau. Un chameau pouvait transporter jusqu'à 450 kg de marchandises, parcourir une distance d'environ 40 km par jour et survivre sans nourriture ni eau jusqu'à 10 jours. Les caravanes étaient composées de centaines, voire de milliers de chameaux, se déplaçant d'oasis en oasis jusqu'à ce qu'ils atteignent les marchés de la région du Sahel. La photo ci-dessous montre comment les marchandises sont encore aujourd'hui transportées à dos de chameau le long des anciennes routes caravanières.

Train de chameaux d'Agadez à Bilma dans le Niger d'aujourd'hui.

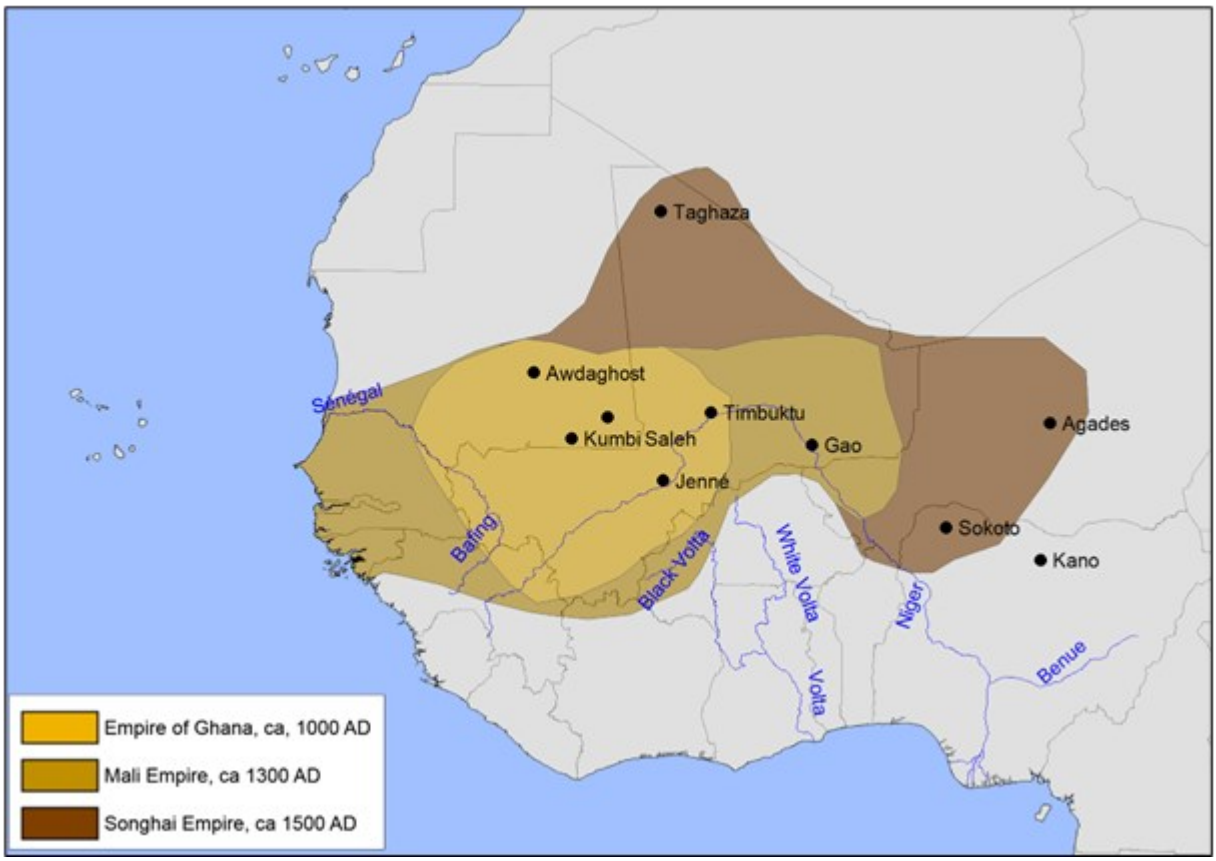
Le commerce transsaharien a connu son apogée entre 700 et 1600. La poussière d'or était le principal produit d'exportation des économies ouest-africaines concernées. L'Europe occidentale et l'Afrique du Nord utilisaient l'or pour la frappe de monnaie, mais ne disposaient pas de gisements d'or et l'importaient donc. On estime que les deux tiers de tout l'or circulant dans la région méditerranéenne au Moyen Âge ont été importés à travers le Sahara. Sur la carte 1, les zones de production d'or sont représentées par des zones ombrées et appelées 'Goldfields'. Ces régions sont situées dans les actuels Ghana et Guinée. Parmi les autres exportations figuraient les esclaves (dont le nombre total est estimé à 12 millions entre 700 et 1900) et des produits tels que l'ivoire et les plumes/œufs d'autruche.

Le commerce transsaharien ne permettait pas seulement aux Africains de vendre et d'exporter leurs marchandises, mais aussi d'importer des produits étrangers en échange de produits d'exportation ouest-africains. Le sel était l'un des principaux produits d'importation. Les principaux gisements sont situés en Afrique du Nord, à Idjil, Taodeni et Taghaza, comme le montre la carte 1. Le sel améliore le goût des aliments. Parmi les autres produits d'importation figurent les dattes (provenant des oasis), les outils en fer, les objets en cuivre et en laiton, les perles, les tissus, le papier et les livres. Les importations comme les exportations concernaient des produits de luxe, c'est-à-dire des marchandises dont le rapport valeur/poids était élevé. Le commerce d'articles en vrac n'était pas rentable en raison des coûts de transport élevés, malgré l'utilisation du chameau.

Le commerce a donné naissance à de puissants empires africains qui contrôlaient et taxaient le commerce. La carte 2 montre que le royaume du Ghana (qui n'a rien à voir avec le Ghana actuel) occupait le territoire de transit du commerce transsaharien couvrant les régions du Sénégal, de

l'ouest du Mali et du sud de la Mauritanie. Le royaume est mentionné pour la première fois en 800 après J.-C. et a duré jusqu'en 1240 après J.-C., date à laquelle il a été incorporé à l'Empire du Mali. Vers 1350, l'empire du Mali s'étendait du Sénégal au Mali. L'empire Songhaï (1430-1591) était encore plus vaste et s'étendait de l'actuel Niger jusqu'aux régions de savane de l'Afrique de l'Ouest. Sa capitale était Gao, et Tombouctou était un important centre d'étude et d'apprentissage de l'islam. Avec le commerce, une nouvelle religion – l'islam – s'est répandue dans la région du Sahel.

Carte 2: Empires transsahariens du Ghana, du Mali et du Songhaï



Remarque: Traduction anglais/français: Empire of Ghana/Empire du Ghana; Mali Empire/Empire du Mali; Songhai Empire/Empire du Songaï.

Au 15e siècle, les voyages portugais ont ouvert une nouvelle route commerciale. La route maritime était moins chère que la route transsaharienne. En 1471, par exemple, les Portugais ont ouvert une station commerciale 'Elmina' sur la 'Côte de l'Or' (près du 'Cap des Trois Points' sur la carte 1). Cependant, le véritable coup porté au commerce de l'or transsaharien a été porté après la découverte des Amériques par les Européens. L'or était importé d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud à bien meilleur marché et en grandes quantités. Par conséquent, le commerce de l'or transsaharien a décliné.

D'autres routes commerciales existaient également. Par exemple, l'Afrique de l'Ouest entretenait des liens commerciaux avec l'Afrique de l'Est. En témoignent, par exemple, les cauris, utilisés comme monnaie d'échange, provenant de l'océan Indien et apparus dans les villes sahéliennes dès l'an 900 de notre ère. L'Afrique de l'Est avait également des contacts avec des commerçants du Moyen-Orient et de l'Indonésie. La langue swahili est une réminiscence des commerçants arabes et perses.

4. Le commerce légitime

La découverte des Amériques et des navires européens a donné naissance à la *traite transatlantique des esclaves*. Les produits européens, tels que les armes à feu, le cuivre et les tissus, étaient échangés contre des esclaves. À l'époque, les esclaves étaient le principal produit d'exportation de l'Afrique. On estime à 12 millions le nombre d'Africains qui ont traversé l'océan Atlantique vers les Amériques pour travailler comme ouvriers, principalement dans les plantations et les mines. Il s'agit d'un élément très important du commerce qui a causé une immense misère humaine, réduit les populations africaines et perturbé le développement. Il est traité en détail dans un autre chapitre de ce manuel.

En 1807, la Grande-Bretagne a aboli la traite des esclaves, c'est-à-dire qu'elle l'a déclarée illégale. Toutes les nations commerçantes européennes n'ont pas suivi le mouvement. Néanmoins, le commerce transatlantique des esclaves a considérablement diminué, car la marine britannique patrouillait en mer, infligeait des amendes aux navires négriers et libérait les esclaves. L'abolition de la traite transatlantique des esclaves n'a pas signifié un embargo commercial. La traite des esclaves a été remplacée par ce que l'on appelle le 'commerce légitime'. Le commerce légitime comprenait le commerce de toutes les marchandises, à l'exception des esclaves. N'oublions pas que le commerce est source de gains.

Le commerce s'est en effet déplacé vers les exportations agricoles, en particulier vers l'huile de palme, les arachides et la gomme arabique (de l'acacia). Cette évolution a eu des répercussions sur les sociétés d'Afrique de l'Ouest. Les marges bénéficiaires étaient plus faibles. Les élites africaines ont probablement été perdantes, car elles étaient moins en mesure de participer à la production des petits exploitants ou de la taxer efficacement.

5. La révolution des transports

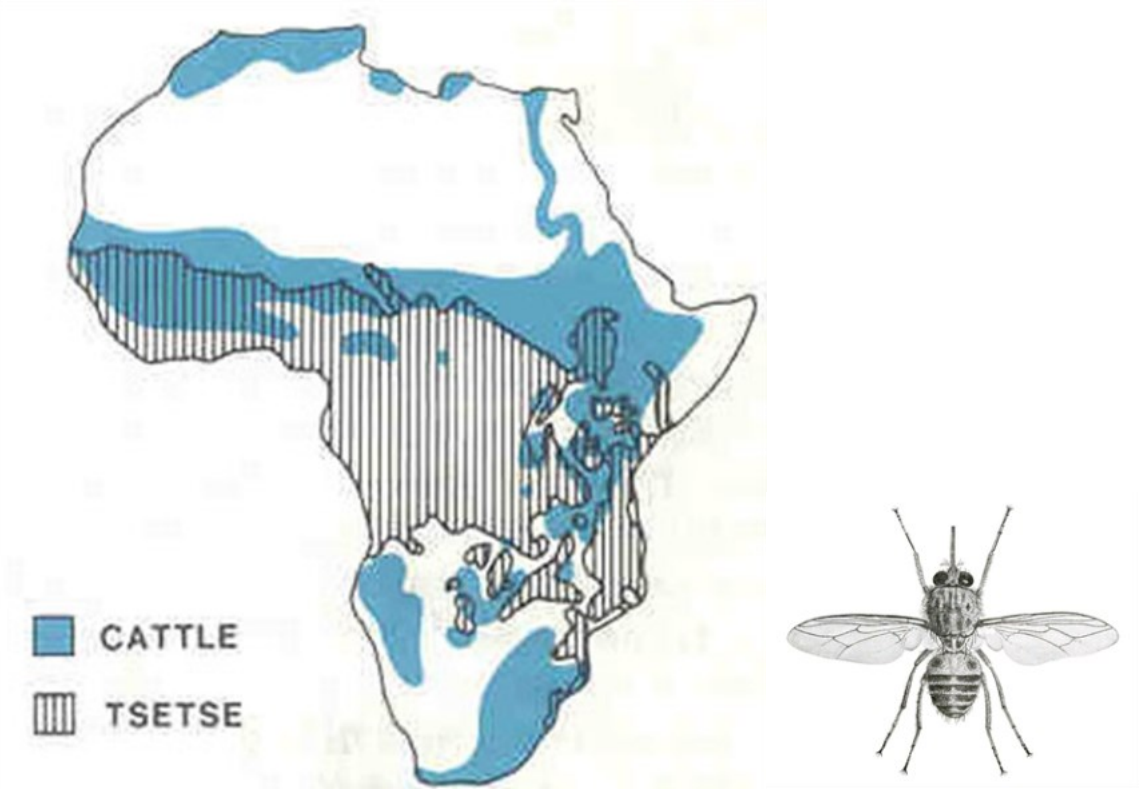
Les coûts de transport ont une grande influence sur le commerce. Pourquoi les coûts de transport freinent-ils les échanges? Les coûts de transport créent un écart de prix entre l'acheteur et le vendeur et peuvent réduire à néant les bénéfices du commerce. Prenons à nouveau l'exemple de Saba et Bakari. Si le transport du poulet de la ferme de Saba à la maison de Bakari coûte 10 001 shillings, il n'y aura pas de gains commerciaux et donc pas d'échanges. En effet, l'acheteur ou le vendeur doit payer les frais de transport. Si Saba paie les frais de transport de 10 001 shillings et qu'elle évalue elle-même le poulet à 10 000 shillings, elle demandera un prix d'au moins 20 001 shillings. Cependant, Bakari n'est pas disposé à payer ce prix. Si Bakari paie le transport, le prix maximum qu'il serait prêt à offrir à Saba est de 9 999 shillings (la volonté de Bakari de payer 20 000 shillings moins les frais de transport de 10 001 shillings). Vous pouvez voir ce qui se passe lorsque les coûts de transport tombent en dessous de 10 000 shillings: Nous observons des échanges entre Saba et Bakari. À chaque baisse supplémentaire, les gains tirés du commerce augmentent. Il convient de noter que la réduction des coûts de transport peut bénéficier à la fois aux producteurs et aux consommateurs.

Évolution des technologies de transport sur le lac Victoria. Pirogue (à gauche). Bateau à vapeur (à droite) à Kisumu, vers 1910.

Les premiers échanges commerciaux ont été freinés par des coûts de transport extrêmement élevés. La géographie y est pour quelque chose. En règle générale, le transport par voie d'eau est le moyen de transport le moins cher. Or, l'Afrique manque de voies navigables et interconnectées. Des pirogues étaient utilisées le long de certains fleuves, comme le Niger, et sur le lac Victoria (à quelque 700 km de la mer). Les coûts de transport ont été considérablement réduits à la fin du 19e siècle grâce aux grands navires et aux bateaux à vapeur modernes. Cependant, les navires à vapeur ne pouvaient pas naviguer sur les fleuves africains en raison des rapides fréquents et des faibles niveaux d'eau pendant la saison sèche. Les animaux de trait, tels que les chevaux, les bœufs et les ânes, constituent la deuxième meilleure option de transport pour le trafic intérieur. Cependant, en

raison de la présence de la trypanosomiase animale, les animaux de trait et les troupeaux de bétail ne peuvent être utilisés dans de grandes parties de l'Afrique. La trypanosomiase est une maladie parasitaire transmise par la mouche tsé-tsé. Les animaux de trait infectés par la trypanosomiase sont susceptibles de mourir. La carte 3 montre l'absence de bétail dans les zones infestées par la mouche tsé-tsé.

Carte 3: Principales zones de production bovine et zones infestées par la mouche tsé-tsé en Afrique



Remarque: traduction anglais/français : cattle/bovine; tsetse/tsé-tsé.

Le chargement par la tête était donc le principal mode de transport. Ce mode de transport était extrêmement coûteux. Une grande partie de la cargaison consistait en provisions pour le voyage lui-même. Seules les marchandises de faible poids et de grande valeur étaient transportées dans l'arrière-pays. Le commerce des esclaves était bon marché, car les esclaves pouvaient être transportés à pied. La photo ci-dessous montre une caravane transportant de l'ivoire de grande valeur depuis l'Ouganda jusqu'à la côte, à quelque 1 000 km de distance. Les objets volumineux n'étaient transportés que sur de très courtes distances.

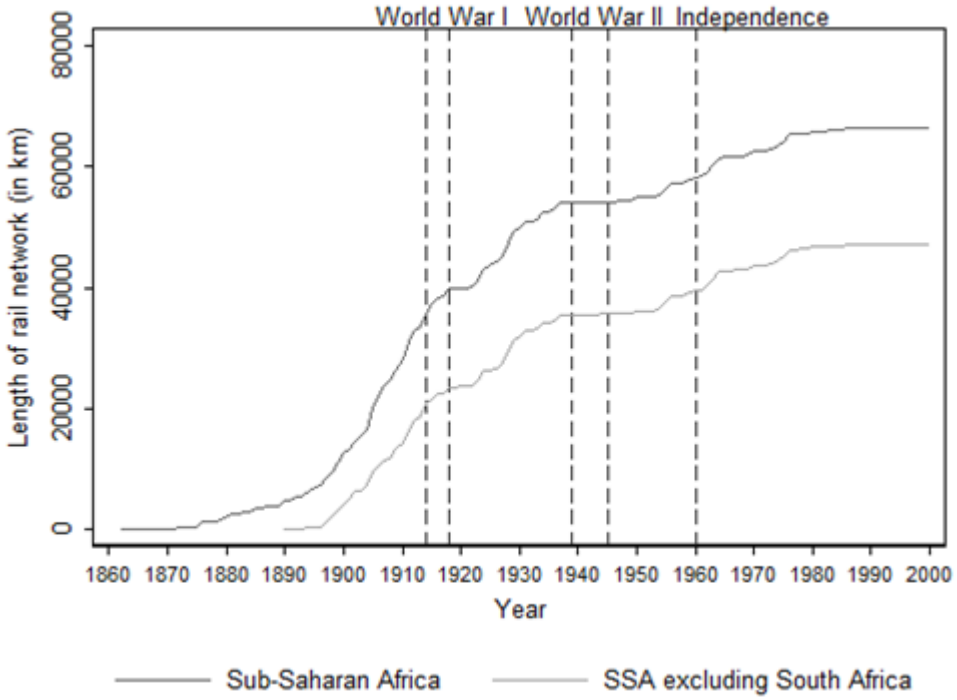
Commerce de l'ivoire en Ouganda en 1899. Une caravane en route vers la côte.

Une nouvelle technologie a entraîné une révolution dans les transports: Les chemins de fer. Le premier chemin de fer a été construit en 1862 en Afrique du Sud pour faciliter l'exportation de l'or et des diamants. À partir de 1883, des chemins de fer ont été construits dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne. La figure 1 illustre l'expansion de la couverture ferroviaire. La phase allant jusqu'à 1914 a été la plus dynamique: Plus de 21 000 km de rails ont été construits. La vitesse s'est ralentie au cours des cinq années qui ont suivi la Première Guerre mondiale (qui s'est achevée en 1918), mais elle a été rattrapée dans l'entre-deux-guerres. En 1937, le réseau ferroviaire atteignait une longueur de 35 000 km. L'année 1937 marque la fin de la dynamique: 75 pour cent du réseau ferroviaire actuel (environ 47 000 km) a été mis en place à cette date. Récemment, le rail a connu un retour en force grâce aux investissements chinois. Les routes motorisées ont vu le jour dans les années 1930. Au début, les routes étaient souvent des routes de desserte, dirigeant le trafic vers le chemin de fer. Plus tard, dans les années 1950 et 1960, les routes motorisées sont devenues la technologie de transport dominante.

Les administrations coloniales ont investi massivement dans les infrastructures physiques (les dépenses en matière d'éducation et de santé étaient en revanche négligeables et généralement laissées aux missionnaires chrétiens). Ces investissements n'étaient pas désintéressés (les choix économiques et politiques sont rarement désintéressés). Comme vous pouvez le voir sur la carte 4,

les chemins de fer mènent à un terminus dans le port maritime. L'objectif des chemins de fer était d'ouvrir l'arrière-pays au commerce. Les administrations coloniales y sont parvenues.

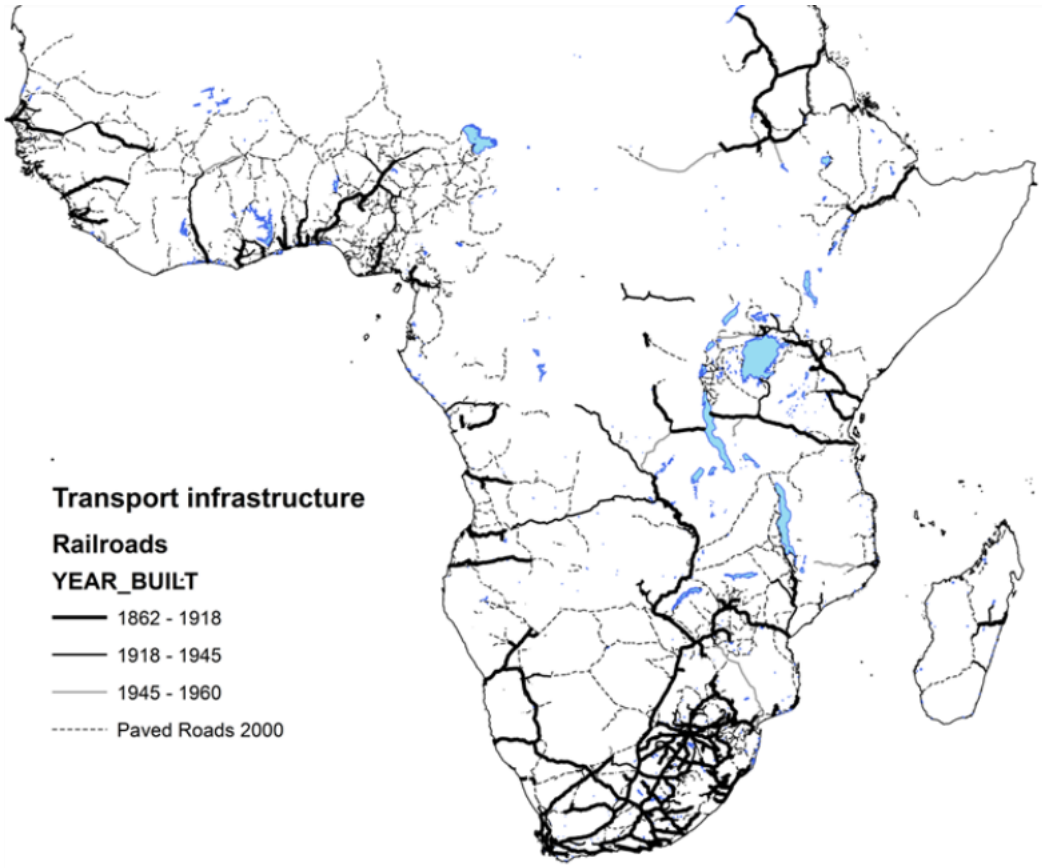
Figure 1: Construction de chemins de fer, 1860-2000



Source: Données de Mitchell (2007).

Remarque: Traduction anglais/français: World War I/Première Guerre Mondiale; World War II/Seconde Guerre Mondiale; length of rail network (in km)/ longueur du réseau ferroviaire (en km); year/année; sub-Saharan Africa/Afrique subsaharienne; SSA excluding South Africa/Afrique subsaharienne sans Afrique du Sud.

Carte 4: Chemins de fer et routes en Afrique subsaharienne, 1862-1960



Remarque: Aucune donnée routière n'est disponible pour le Tchad, la Guinée équatoriale, la Gambie et la Somalie. Par conséquent, les territoires de ces pays apparaissent en blanc même s'il peut y avoir des routes pavées. Traduction anglais/français: transport infrastructure/infrastructures de transport; railroads/chemains de fer; paved roads/routes pavée.

Les coûts de transport des technologies de transport pré-modernes étaient extrêmement élevés, ce qui rendait la production d'exportation non rentable. Par exemple, la production d'arachides en Gambie et au Sénégal n'était rentable qu'à proximité du fleuve Gambie qui se jette dans la mer. Au Ghana, la production de cacao n'était rentable que jusqu'à une distance de 50 km de la côte. Au Kenya, la culture du café n'aurait été rentable que jusqu'à 300 km de la côte (sans atteindre les sols fertiles des hauts plateaux kenyans).

Le tableau 2 montre la réduction massive des coûts de transport grâce au chemin de fer. Au Ghana, les transporteurs acheminaient une tonne de marchandises sur un kilomètre au prix de 5 shillings. En revanche, le chemin de fer facturait 0,8 shilling. Le chemin de fer a donc fourni le même service pour seulement 16 pour cent des coûts. Au Nigeria, les transporteurs étaient moins bien payés et les coûts de chargement en tête de ligne étaient donc moins élevés. Pourtant, le chemin de fer n'a facturé que 7,6 pour cent du prix du chargement. Au Kenya, le transport était particulièrement

onéreux avant l'arrivée du chemin de fer. Les coûts de portage élevés s'expliquent en partie par les groupes de guerriers masaïs en maraude à l'époque. Les caravanes avaient besoin d'un grand nombre de gardes armés pour assurer leur protection. Les porteurs demandaient probablement aussi un salaire plus élevé pour être persuadés d'entreprendre le dangereux voyage à travers le Kenya.

Tableau 2: Coûts de transport: Portage comparé au chemin de fer (en shillings par milliers de tonnes)

Pays	Portage	Chemin de fer	Ratio
Ghana (1902)	5	0.8	16%
Kenya (1902)	11	0.09	0.8%
Malawi (1900)	3		
Nigéria (1910)	2.5	0.19	7.6%
Sierra Leone (1910)	2.5	0.27	10.8%
Tanzanie (1896)	3.5		

Source: Jedwab, Kerby and Moradi (2014).

Il est à noter que les coûts du chemin de fer ont continué à diminuer au fil du temps. Le chemin de fer a contribué à l'expansion des exportations africaines. La culture du cacao au Ghana est devenue rentable jusqu'à 250 km de la côte. Il existe de nombreux autres exemples: La production d'arachides au Nigeria, le coton en Ouganda, le blé et le café au Kenya, les produits minéraux tels que le cuivre en Zambie et le minerai de fer en Sierra Leone.

6. Le commerce sous le régime colonial

Dans l'introduction, nous avons dit que le commerce ne peut être mauvais s'il est volontaire. Dans certaines régions d'Afrique, le commerce sous le régime colonial *n'était pas* volontaire. Le pire exemple est celui de l'État libre du Congo, le territoire qui correspond au territoire de l'actuelle République démocratique du Congo. Les villageois devaient livrer une certaine quantité de caoutchouc, qui était ensuite exportée. Le non-respect de ce quota était passible de la peine de mort. De très nombreuses personnes ont été tuées. De très nombreuses personnes ont également été mutilées. Les soldats ont reçu l'ordre d'apporter la main comme preuve de l'exécution de la punition et une balle a été tirée. Les soldats ont commencé à couper les mains. En outre, 35 pour cent de la population était soumise au travail forcé, c'est-à-dire qu'elle était réduite à l'état d'esclave. Les colonisateurs ont également eu recours à des méthodes plus subtiles: les taxes sur les huttes. Les ménages devaient payer une taxe en pièces de monnaie. Ces pièces devaient d'abord être gagnées, par exemple en travaillant comme ouvrier ou en produisant et en vendant des

marchandises pour le marché. Dans l'ensemble, la production et le commerce d'exportation étaient toutefois volontaires.

Il existait également des restrictions commerciales qui favorisaient le colonisateur. Par exemple, les sociétés commerciales du colonisateur bénéficiaient d'un traitement de faveur, les exportations devaient être expédiées vers le colonisateur ou les exportateurs devaient expédier les marchandises uniquement par l'intermédiaire des agences maritimes du colonisateur. Le tableau 3 présente les valeurs d'exportation de certains pays. Les valeurs des exportations sont exprimées en dollars américains constants de 2000. L'utilisation de 'valeurs constantes' élimine les effets de l'inflation, car tous les biens sont évalués en fonction des prix en vigueur en 2000. Cette méthode est utile car elle permet de comparer les chiffres de différentes années. Par exemple, un dollar US gagné en 1883, exprimé en dollars US constants de 2000, permettrait d'acheter les mêmes biens qu'un dollar US gagné en 2000.

Tableau 3: Valeurs des exportations 1883-2000 (en millions de dollars constants de 2000)

Pays		1883	1913	1960	2000
Anciennement britannique					
	Gambie	18.5	55.8		202.0
	Ghana	33.3	460.0	1,996.6	2,429.1
	Nigéria	146.0	575.0	2,257.4	24,820.5
	Kenya-Ouganda	5.5	125.5	2,105.5	3,399.4
	Malawi	0.0	19.2		446.4
	Sierra Leone	40.7	116.7		115.0
	Tanzanie	5.5	68.0		1,526.9
	Zambie	0.0	17.4	2,244.4	877.6
	Zimbabwe	1.8	34.8		2,659.7
Ancienne Afrique de l'Ouest française		4.0	73.9	535.7	2,049.7
Autres					
	Rép. dém. du Congo	40.7	203.9	3,773.9	963.8
	Angola	37.0	97.6		8,182.0

Sources: Meier (1975), p. 442 et World Development Indicators (World Bank, 2014). Aucune donnée d'exportation n'est disponible pour la Guinée, le Mali et la Mauritanie en 1960. Pour calculer les exportations de l'ancienne Afrique de l'Ouest française en 1960, nous avons supposé que ces trois pays exportaient 77 pour cent, ce qui était à peu près le cas entre 1986 et 2005. Prix déflatés par l'indice des prix à la consommation des États-Unis.

Le tableau 3 montre que le commerce s'est développé massivement sous le régime colonial. En 1883, les exportations du Kenya et de l'Ouganda ne représentaient que 5,5 millions de dollars américains. En 1913, les exportations ont été multipliées par 23. En 1960, les exportations ont été multipliées par dix. Par la suite, la croissance des exportations s'est ralentie. En 2000, les exportations ont dépassé le niveau de 1960, mais de 61 pour cent seulement. La plupart des pays africains présentent des schémas similaires jusqu'en 1960. Des pays comme la Zambie et la Sierra Leone ont des volumes d'exportation encore plus faibles en 2000 qu'en 1960. Le Nigeria et l'Angola sont de grandes exceptions. La force de leurs exportations en 2000 est principalement due au pétrole brut.

Tableau 4: Principales exportations d'une sélection de pays africains, 1900-1990 (pourcentage de la valeur totale des exportations)

	1900	1930	1960	1990
Gambie		Arachides: 99%	Arachides: 27% Huile d'arachide: 13%	Arachides: 20% Huile d'arachide: 14%
Ghana	Caoutchouc: 37% Huile de palme: 27% Noyaux de palmier: 11% L'or: 10%	Cacao: 78% L'or: 12%	Cacao: 60% Bois: 15% L'or: 10%	Cacao: 29% Aluminium: 18% L'or: 13% Bois: 11% Diamants: 10%
Kenya		Café: 50% Sisal: 15% Maize: 10%	Café: 33% Sisal: 12% Thé: 12%	Thé: 19% Café: 14% Huile: 13%
Malawi	Tabac: 75%	Tabac: 73% Coton: 11%	Tabac: 77% Thé: 13%	Tabac: 68% Thé: 11%
Nigéria	Noyaux de palmier: 46% Huile de palme: 21%	Noyaux de palmier: 25% Huile de palme: 22% Arachides: 15% Cacao: 12%	Arachides: 27% Cacao: 23% Noyaux de palmier: 16% Huile de palme: 10%	Pétrole: 96%
Sierra Leone	Noyaux de palmier: 47%	Noyaux de palmier: 64%	Diamants: 54% Minerai de fer: 16%	Titane: 52% Aluminium: 19% Diamants: 15%
Ouganda		Coton: 71%	Coton: 40% Café: 34%	Café: 74%
Zambie		Zinc: 27%		Cuivre: 88%
Zimbabwe		Amiante: 18% Minerai de fer: 13% Tabac: 10%		Tabac: 24%

Sources: Produits de base représentant 10 pour cent ou plus des exportations totales. Les chiffres de 1990 sont tirés de Deaton (1999). Les autres chiffres sont tirés de 1960 Blue Books et FAOSTAT. Le Nigeria avant 1930 fait référence au Nigeria du Sud.

Qu'est-ce que les pays africains ont exporté? Des produits de base! Cela correspond aux avantages comparatifs de l'Afrique. La main-d'œuvre africaine était qualifiée en ce qui concerne les

techniques agricoles, les cultures dans des environnements climatiques et écologiques complexes. En revanche, la main-d'œuvre africaine n'était pas qualifiée en ce qui concerne l'industrie manufacturière. L'Afrique disposait de terres en abondance. Mais l'Afrique avait peu de capital. Il était donc *relativement* moins cher de produire des produits agricoles. Et c'est ce que les pays africains ont fait. Le tableau 4 présente les principales exportations d'une sélection de pays africains entre l'époque coloniale et 1990.

Le type de produit de base peut varier d'un pays à l'autre et dans le temps, en raison des différences de sol, de climat, d'altitude et de prix sur le marché mondial. Par exemple, le Sénégal s'est spécialisé dans les arachides, le Ghana (voir tableau 4) et la Côte d'Ivoire dans le cacao, le Kenya dans le café (voir tableau 4), le Malawi dans le tabac (voir tableau 4) et le Mozambique dans le maïs.

La spécialisation de l'agriculture est-elle mauvaise pour le développement à long terme?

- Non, car les avantages comparatifs de l'Afrique se trouvent dans l'agriculture. Au lieu de produire des biens de consommation, les Africains peuvent produire des produits agricoles et les échanger contre une plus grande quantité de biens de consommation importés.

- Peut-être oui, si l'on considère les gains dynamiques du commerce. En se spécialisant dans l'agriculture, la main-d'œuvre africaine n'a pas acquis les compétences nécessaires pour transformer l'avantage comparatif en industrie manufacturière. Voir la section 2 de ce chapitre.

Le tableau 4 montre un autre aspect de la spécialisation en Afrique: la forte dépendance à l'égard d'un très petit nombre de produits de base. En 1930, en Gambie, les arachides représentaient 99 pour cent des recettes d'exportation. Au Ghana, le cacao était la principale source de recettes d'exportation, avec 78 pour cent en 1930. Au Malawi, 75 pour cent des recettes d'exportation provenaient du tabac. Cette situation n'a pas changé en un siècle.

7. Les politiques commerciales après l'indépendance et la crise économique des années 1980

Après l'indépendance, les gouvernements africains étaient libres de choisir leur politique commerciale et leurs partenaires commerciaux. Les années 1960 ont été une période d'optimisme. On croyait fermement qu'un pays pouvait être transformé grâce à des politiques de développement - que les administrations coloniales n'ont pas suivies. Les politiques commerciales faisaient partie

de la panoplie des politiques de développement. Presque tous les gouvernements africains suivaient une politique de substitution des importations. Les politiques de substitution des importations visaient à remplacer les biens étrangers (=importations) par des biens produits localement. Cet objectif peut être atteint en utilisant des quotas, qui n'autorisent qu'une petite quantité d'importations, ou des droits de douane, qui rendent les importations plus chères et donc moins souhaitables pour les consommateurs nationaux. L'espoir était qu'en conséquence, les industries nationales se développeraient.

Dans un premier temps, les biens de consommation ont été remplacés. En réduisant la facture commerciale des biens de consommation et en maintenant les recettes d'exportation inchangées, on peut utiliser davantage de devises (dollars américains) pour importer des biens d'équipement. Les biens d'équipement sont les machines, les usines et les biens intermédiaires. Cela conduirait à l'industrialisation, ce qui augmenterait la production et les revenus. Les gouvernements africains ont également lourdement taxé les exportations agricoles. Pour ce faire, ils utilisaient des offices de commercialisation parapublics. Les agriculteurs devaient vendre leur récolte aux offices de commercialisation. Seuls les offices de commercialisation étaient autorisés à vendre (ou 'commercialiser') sur le marché mondial. Les agriculteurs n'avaient donc pas d'autre choix que de vendre leur production aux offices de commercialisation. Les offices de commercialisation payaient cependant les producteurs à un prix bien inférieur au prix du marché mondial. En vendant la marchandise au prix plus élevé du marché mondial, les gouvernements africains ont réalisé un bénéfice (aux dépens des agriculteurs). Ce bénéfice devait ensuite servir à financer l'industrialisation.

Malheureusement, ces politiques n'ont pas atteint leur objectif.

- Les industries manufacturières ne se sont pas développées. Dans les années 1990, la part des produits manufacturés dans les exportations totales était minime. En Gambie, par exemple, la part des exportations de produits manufacturés était de 0,6 pour cent. Les chiffres pour les autres pays sont les suivants. Ghana: 3,2 pour cent, Malawi: 4,9 pour cent, Nigeria: 0,9 pour cent, Sierra Leone: 2,6 pour cent, Ouganda: 0,8 pour cent, Zambie: 4 pour cent. Le Kenya (21,1 pour cent) et le Zimbabwe (34,4 pour cent) sont des exceptions avec des parts très élevées d'exportations de produits manufacturés (bien que ces parts aient été élevées dans les années 1960 également).

- La dépendance à l'égard des produits de base est restée forte (voir tableau 4). Il convient de noter que les changements observés dans le tableau 4 ne sont pas dus à la politique commerciale. Les changements dans les produits de base se sont principalement produits

en raison de la découverte de ressources minérales ou de changements dans les prix du marché mondial. Par exemple, le principal produit d'exportation de la Sierra Leone était le palmiste jusqu'à la fin des années 1930, lorsque des diamants, du minerai de fer et de l'ilménite ont été découverts. Ce n'est que 20 ans plus tard, en 1960, que la Sierra Leone s'est transformée en une économie exportant principalement des ressources minérales. Il en va de même pour le pétrole brut au Nigeria, découvert dans le delta du Niger à la fin des années 1950. Au Kenya, le café était le principal produit d'exportation, mais avec la baisse des prix du café dans les années 1980, le Kenya est passé au thé. La faiblesse des prix du coton a poussé l'Ouganda à se tourner vers le café.

- La part de l'Afrique dans le commerce mondial est passée de 4 pour cent dans les années 1950 à moins de 2 pour cent en 2000. Cela s'explique en partie par le fait que les produits de base ont perdu de leur importance dans le commerce mondial. Cependant, les pays africains ont même perdu des parts de marché au profit de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud-Est. En ce qui concerne les arachides décortiquées, par exemple, la part de marché combinée de l'Afrique est passée de 93 pour cent en 1960 à 2 pour cent en 2000. La part de marché de l'huile de palme est passée de 60 pour cent en 1960 à 14 pour cent en 2000. Le café est passé de 18 pour cent en 1960 à 12 pour cent en 2000. La part de marché du cacao est passée de 76 pour cent en 1960 à 71 pour cent en 2000. Le cuivre est passé de 23 pour cent à 4 pour cent. Les augmentations des parts de marché sont modestes en comparaison. Le coton a légèrement augmenté, passant de 10 à 14 pour cent. Le tabac est passé de 12 pour cent à 17 pour cent, et le thé de 6 pour cent à 23 pour cent (principalement à cause du Kenya qui représente à lui seul 20 pour cent de la production mondiale).

Pourquoi la substitution des importations a-t-elle échoué? Certains spécialistes affirment que ces politiques étaient vouées à l'échec parce qu'elles ne modifiaient pas les avantages comparatifs. Les produits manufacturés africains sont restés relativement plus chers à produire que les produits agricoles.

Il y a bien d'autres raisons:

- Les restrictions sur les importations de machines, d'équipements et de matières premières augmentent les coûts de ces intrants pour toutes les entreprises nationales. Les exportateurs potentiels ne peuvent pas vendre leurs produits sur les marchés mondiaux à des prix et à une qualité compétitifs.

- N’oubliez pas non plus que le but du commerce est d’échanger quelque chose que vous appréciez moins (par exemple un poulet) contre quelque chose que vous appréciez plus (par exemple de l’argent qui vous permet d’acheter quelque chose de mieux qu’un poulet, comme un téléphone portable).
    - Lorsque l’on restreint l'importation de biens de consommation, leur prix augmente. Les exportateurs perdent toute incitation à fournir des biens d’exportation.
    - Lorsque l’on baisse le prix pour les exportateurs, ceux-ci perdent toute incitation à produire des biens d’exportation. Par exemple, en 1984, les producteurs de cacao ghanéens ont reçu 20 pour cent du prix du marché mondial. En 1991, les producteurs de café ougandais ont reçu environ 30 pour cent du prix du marché mondial. Au lieu d’augmenter les recettes publiques, l’abaissement des prix à la production à ces niveaux a réduit la production agricole. Les gouvernements ont tué la poule aux œufs d’or.

- L’industrialisation menée par l’État est problématique si elle encourage la mauvaise gestion.
    - De nombreuses politiques ont permis aux élites politiques et économiques africaines de s’enrichir. Par exemple, le taux de change a souvent été manipulé. Le taux de change est le prix auquel la monnaie nationale peut être échangée contre la monnaie d'un autre pays, comme le dollar américain. La manipulation prenait la forme de firmes sélectionnées par l’État qui importaient en utilisant un taux de change ‘officiel’. Ce taux officiel était beaucoup plus bas que le taux de change du marché. L’objectif était de réduire les coûts d’importation pour des entreprises sélectionnées jugées importantes pour l'industrialisation. Cependant, une pratique fréquente consistait à gagner de l’argent en réclamant au gouvernement des ‘dollars à prix réduit’ et en les échangeant au taux de change beaucoup plus élevé proposé sur le marché noir.
    - Les industries d’État sont sujettes à l’inefficacité. Les entreprises d’État peuvent employer un grand nombre de salariés et leur verser des salaires élevés, sans pour autant produire quelque chose de valable. L’entreprise survivra parce que l’État paie pour les pertes.

Par conséquent, une grande partie des recettes publiques est gaspillée au lieu d’être utilisée à des fins productives.

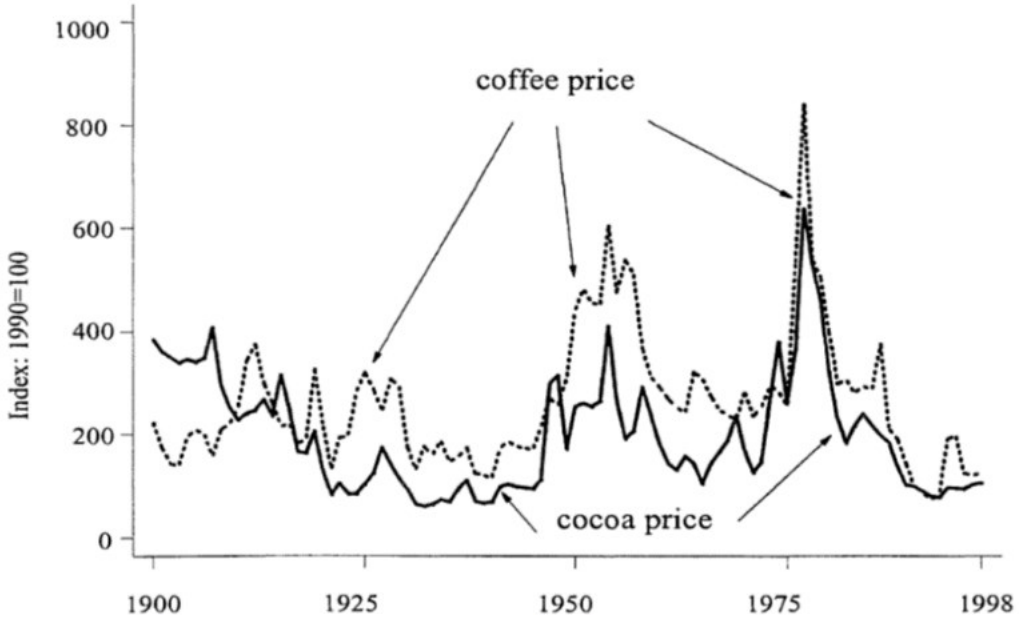
L’expansion du commerce est ce qui importe pour le développement économique. Si les exportations diminuent, les importations doivent également diminuer à un moment donné. En effet, les pays ne peuvent pas enregistrer des déficits commerciaux indéfiniment. Un déficit commercial signifie que la valeur des importations est supérieure à celle des exportations. Les pays étrangers

(ou le marché international des capitaux) ne seraient pas disposés à financer éternellement ce déficit commercial. Les déficits commerciaux persistants ont contribué à la crise économique qui a frappé de nombreux pays africains dans les années 1980. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont contribué à 'restructurer l'économie'. De nombreuses restrictions commerciales ont été levées.

8. Prix du marché mondial et termes de l'échange

Les prix sont importants, car ils déterminent la manière dont les gains du commerce sont répartis entre les vendeurs et les acheteurs. Au prix du poulet de 10 000 shillings, Bakari gagne plus qu'au prix de 19 999 shillings. Dans le commerce international, les marchandises sont échangées sur le marché mondial. Les prix du marché mondial sont donc pertinents.

Figure 2: Prix réels du café et du cacao 1900-1998



Source: Deaton (1999).
Remarque: Traduction anglais/français: coffee price/prix du café; cocoa price/prix du cacao.

Comment les prix du marché mondial ont-ils évolué à long terme? La figure 2 montre l'évolution des prix du café et du cacao sur un siècle. Les prix sont comparés au prix de l'année 1990, qui est fixé à 100. Par exemple, lorsque vous voyez un prix du cacao de 150, cela signifie que le prix est de 150 par rapport à 100 en 1990, ou que le prix est 1,5 fois plus élevé qu'en 1990. Un prix du cacao de 75 se lit comme 75 pour cent du niveau par rapport à 1990 ou 25 pour cent de moins qu'en 1990. Un prix du cacao de 400 - comme ce fut le cas en 1907 et en 1954 - signifie que les prix

étaient 4,0 fois plus élevés qu'en 1990. Cela signifie qu'un cultivateur de cacao pouvait acheter quatre fois plus avec les revenus de son exploitation de cacao en 1907 et 1954 qu'en 1990.

La figure 2 permet de comprendre deux choses

- Il y a eu des hauts et des bas importants entre 1900 et 1998. La volatilité des prix est un problème:
  - Une production qui était rentable au prix de l'année précédente peut être déficitaire l'année suivante. Cette volatilité est un problème pour les producteurs. Il est très difficile, voire impossible, de prévoir les prix. Par exemple, les gelées ont réduit la récolte de café du Brésil en 1976. Le Brésil étant le plus grand producteur de café au monde, l'offre sur le marché mondial a été sérieusement réduite, ce qui a fait grimper le prix du café sur le marché mondial. Les producteurs de café africains (enfin, les offices de commercialisation des gouvernements africains) ont eu de la chance en 1976, car ils ont bénéficié de prix plus élevés sur le marché mondial.
  - En raison de la forte dépendance à l'égard d'un ou deux produits de base (voir tableau 4), la volatilité des prix menace la stabilité macroéconomique d'un pays. Les recettes publiques fluctuent chaque année. Les dépenses peuvent devoir être ajustées (ou financées par la dette). La baisse des prix et des revenus pour les exportateurs se traduit par une diminution des revenus consacrés à d'autres secteurs de l'économie, tels que les biens non échangeables, la scolarisation, la santé, etc.

- Deuxièmement, il semble y avoir une tendance à la baisse à long terme. Ainsi, en plus d'une grande volatilité, les prix du café et du cacao sur le marché mondial ont eu tendance à baisser au fil du temps. Cela signifie que les producteurs de café et de cacao gagneraient moins d'argent, à moins qu'ils ne soient en mesure d'augmenter leurs rendements. Cependant, les agriculteurs africains n'ont généralement pas été en mesure d'augmenter les rendements de manière significative. Au Ghana, par exemple, les rendements par hectare en 2000 étaient très similaires à ceux de 1930.

Nous avons discuté des prix du marché mondial pour les biens d'exportation. Dans le commerce international, les prix du marché mondial pour les biens importés sont également importants. C'est là que le concept de termes de l'échange (TOT) devient utile.

Pour mieux comprendre les termes de l'échange, commençons par un exemple. Prenons un pays qui n'exporte que du café et n'importe que des machines. C'est une mauvaise nouvelle pour ce pays

si le prix du café sur le marché mondial reste le même alors que le prix des machines sur le marché mondial double. Dans ce cas, la situation de TOT s'est aggravée:

- Le pays doit maintenant exporter deux fois plus de café pour importer la même quantité de machines qu'auparavant.

- Si le pays ne peut pas augmenter sa production de café, ce qui est probablement le cas, il doit réduire ses importations de moitié.

- Si le pays continue à exporter la même quantité de café et à importer la même quantité de machines, sa balance commerciale sera déficitaire. Il importe plus de biens qu'il n'en exporte. Le déficit commercial peut être financé par des dettes - remboursées si la quantité de café exportée double à l'avenir ou si les TOT tournent à l'avantage du pays.

Il est évident que dans le monde réel, d'autres produits sont échangés que le café et les machines. TOT tient compte de la complexité des biens exportés et importés en utilisant les indices des prix à l'exportation et à l'importation. L'indice des prix à l'exportation reflète les prix de tous les biens qu'un pays exporte (comme le café dans notre exemple). L'indice des prix à l'importation reflète les prix de tous les biens qu'un pays importe (comme les machines dans notre exemple).

Les termes de l'échange sont alors définis comme le rapport entre l'indice des prix à l'exportation et l'indice des prix à l'importation. Comme dans l'exemple du café et des machines, les TOT mesurent la quantité de biens importés qu'un pays peut acheter par unité de biens exportés.

L'évolution des TOT a des conséquences considérables sur le bien-être. Les TOT ont baissé entre 1900 et 2000. Alors, qui détermine ou qu'est-ce qui fait varier les TOT? Il n'y a pas de génie maléfique derrière la modification des TOT. L'offre et la demande sur le marché mondial déterminent les prix du marché mondial. Tout ce qui modifie l'offre et la demande mondiales de biens échangés aura une incidence sur les coûts totaux de production. Toutefois, certaines forces tendent à éroder les TOT au détriment des pays africains:

- L'offre: Les concurrents - les producteurs de produits tropicaux d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est - entrent sur le marché des produits de base. Cela augmente l'offre. Le prix des produits tropicaux a tendance à baisser.

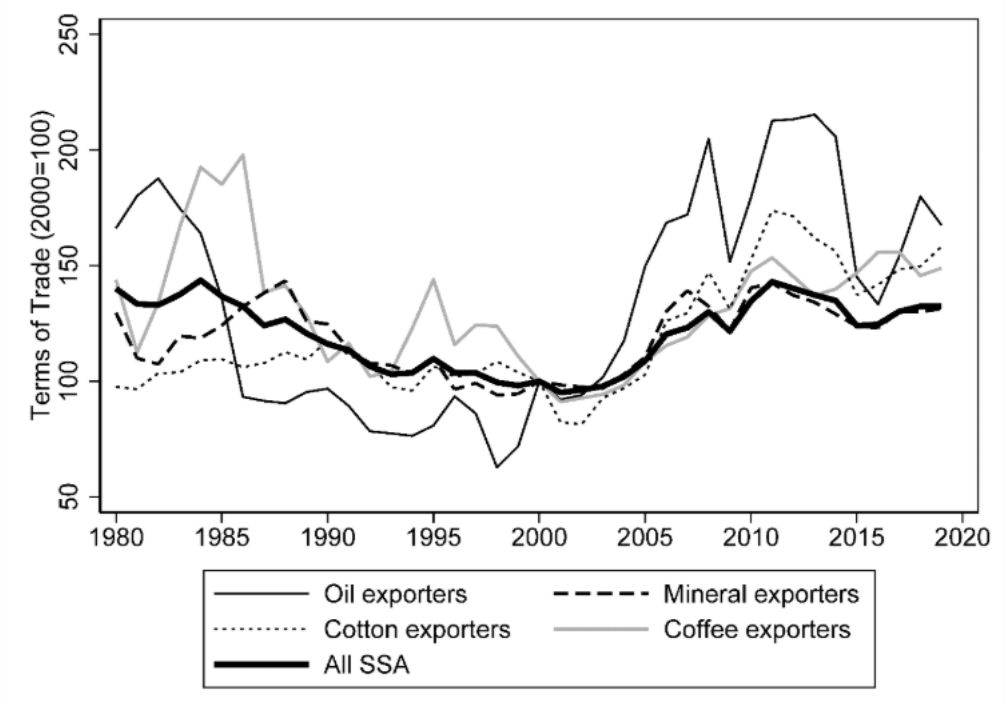
- La demande: À mesure que les gens s'enrichissent, ils consomment moins de produits de base et consacrent une plus grande partie de leurs revenus à l'achat de produits

manufacturés et de services. L'auteur de ce texte, par exemple, est un buveur de café passionné. Un calcul approximatif suggère une consommation annuelle d'environ 10 kg, ce qui correspond à la consommation moyenne des principaux buveurs de café scandinaves (Finlande: 12 kg, Norvège: 10 kg). Une augmentation de salaire ne servirait pas à augmenter la consommation de café, mais à acheter un robot de nettoyage produit par un fabricant sud-coréen. Cet exemple met en évidence les tendances générales de la consommation dans les pays riches.

- Certains produits de base exportés par les pays en développement ont été remplacés par des produits synthétiques (ou chimiques). Le caoutchouc naturel en est un excellent exemple. Le caoutchouc naturel est un produit tropical extrait de l'hévéa. Le caoutchouc est utilisé pour les pneus de voitures ou de bicyclettes et d'autres composants des voitures et de nombreuses autres machines. En 1900, les prix du caoutchouc étaient très élevés et l'Afrique fournissait environ la moitié de l'offre mondiale. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les chimistes ont mis au point un nouveau caoutchouc synthétique, fabriqué à partir de pétrole; il est moins cher et convient mieux à certains usages. Aujourd'hui, le caoutchouc naturel est toujours utilisé, mais moins que si le caoutchouc synthétique n'existait pas.

Comment s'est déroulée l'évolution récente des TOT? La figure 3 montre les termes de l'échange des pays africains au cours des 40 dernières années. Vous pouvez constater que les termes de l'échange se sont détériorés entre 1980 et 2000. Toutefois, dans les années 2000, nous avons observé un retournement des termes de l'échange. En 2011, les termes de l'échange ont atteint le même niveau qu'en 1980 avant que la crise économique majeure ne ramène les pays africains à leur niveau d'avant l'indépendance. Depuis lors, les TOT sont restés à des niveaux relativement élevés.

Figure 3: Termes de l'échange 1980-2020 (2000=100)



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale (2022).
Remarque: Traduction anglais/francais: terms of trade/termes de l'échange; oil exporters/exportateurs de pétrole; mineral exporteurs/exportateurs de minerais; cotton exporteurs/exportateurs de coton; coffee exporters/exportateurs de café; all SSA/toute l'Afrique subsaharienne. Les exportateurs de pétrole sont l'Angola, le Cameroun, le Congo (Brazzaville), le Gabon et le Nigeria. Les exportateurs de minerais sont le Botswana, le Congo (Kinshasa), la Guinée, la Mauritanie, le Niger, la Zambie et le Zimbabwe. Les exportateurs de coton sont le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Soudan, le Tchad et le Togo. Les exportateurs de café sont le Burundi, l'Éthiopie, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda.

Quelle est la cause de l'amélioration de l'AOT depuis environ 2000? C'est principalement la Chine, et en partie l'Inde. La croissance phénoménale de la Chine a un double effet:

- La Chine produit des biens manufacturés tels que des textiles, des téléphones portables, des réfrigérateurs et des motocyclettes à des prix nettement inférieurs à ceux des autres pays. La production et les exportations bon marché de la Chine ont donc réduit l'indice des prix à l'importation des pays africains. Les produits chinois sont présents dans la vie quotidienne aux quatre coins de l'Afrique. Les consommateurs africains en profitent.

- La Chine achète des produits de base sur le marché mondial. La Chine étant un très grand pays, l'augmentation de la demande se répercute sur les prix. Jusqu'à présent, l'augmentation de la demande n'a pas été compensée par des changements importants au

niveau de l'offre. Par conséquent, les prix des produits d'exportation africains ont augmenté.

9. Perspectives d'avenir

Au cours des 20 dernières années, de nombreuses personnes sont devenues optimistes en pensant qu'enfin 'l'Afrique se relève'. L'histoire économique du commerce incite à la prudence. Les performances récentes sont alimentées par une demande accrue d'exportations primaires africaines. Les termes de l'échange se sont améliorés. Cette évolution est-elle durable? L'histoire a connu de nombreux cycles de prix, mais aucune tendance à la hausse sur le long terme. Les gouvernements africains ont souvent profité des périodes où les prix du marché mondial étaient élevés pour dépenser massivement et de manière inefficace, gaspillant ainsi les recettes. Nous ne devons pas être trop optimistes. Les prix peuvent baisser à l'avenir.

Toutefois, cette fois-ci, la situation pourrait être différente. La demande actuelle est alimentée par une très grande économie, la Chine. Selon toute vraisemblance, la demande chinoise est sur le point de se maintenir plus longtemps. Imaginez ce qui se passerait si les deux milliards de consommateurs chinois et indiens commençaient à manger du chocolat comme les Européens (5,7 kg par habitant et par an). La demande augmentera. Les prix augmenteront. Les producteurs de cacao africains y gagneront. Cela représente aujourd'hui une opportunité de réaliser un bond en avant. Les recettes publiques devraient augmenter. En ce qui concerne le commerce, les schémas commerciaux ne changeront que si les avantages comparatifs changent.

Questions à étudier

1. Échange de poulets entre Saba et Bakari
   a) Est-il judicieux que Bakari veuille tromper Saba en insistant sur le fait qu'il serait prêt à ne payer que 3 000 shillings? Que se passerait-il? Le résultat rendrait-il Bakari heureux? Pourquoi Bakari perdrait-il?
   b) Le prix d'un poulet au marché voisin est de 8 000 shillings. Cela signifie que le prix est inférieur à ce que Saba serait prête à payer pour un poulet (10 000 shillings). Voudrait-elle vendre son poulet au prix de 8 000 shilling? Ou *achèterait-elle* un poulet à ce prix? Sa situation s'améliore-t-elle?

[Pour rendre l'exercice plus amusant, vous pouvez jouer une pièce de théâtre. Un élève joue le rôle de l'acheteur (Bakari) et l'autre celui du vendeur (Saba). Assurez-vous que Saba et Bakari

connaissent leur consentement à payer. Calculez les gains du commerce pour a) Saba, b) Bakari et c) les deux (gain total = gain de Saba + gain de Bakari).]

2. Quels étaient les obstacles au commerce dans l'histoire de l'Afrique? Qu'est-ce qui entrave le commerce de nos jours?
3. Si 1 shilling en 1900 vaut environ 6,5 USD en 2006, quel est le salaire journalier d'un porteur nigérian en 1900 en termes d'aujourd'hui? Supposez qu'un porteur puisse porter 30 kg sur 12 miles par jour. Pensez-vous que ce travail soit intéressant à ce niveau de rémunération?

   Conseil: calculez d'abord le nombre de jours nécessaires à un porteur pour transporter une tonne (=1000 kg) sur un kilomètre. Vous pouvez ensuite supposer que, pour ce travail, le porteur est payé le coût de la charge de tête indiqué dans le tableau 2. En 1900, le métier de porteur n'était pas une activité/profession attrayante. Cela signifie qu'en 1900, de nombreux Africains avaient de meilleures opportunités que le portage.
4. Quelles politiques commerciales les pays africains ont-ils suivies après leur indépendance? Pourquoi cela a-t-il nui au commerce?
5. Quelle est la structure générale du commerce en Afrique subsaharienne? Quand cette structure est-elle apparue? S'agit-il d'un problème?

Lectures suggérées

Deaton, A. (1999). Commodity Prices and Growth in Africa. *Journal of Economic Perspectives, 13*(3), 23-40.

Frankema, E., Williamson, J. G. and Frankema, E. (2018). An Economic Rationale for the West African Scramble? The Commercial Transition and the Commodity Price Boom of 1835-1885. *Journal of Economic History* 78(1): 231-267.

Jedwab, R., Kerby, E. and Moradi, A. (2014). History, Path Dependence and Development: Evidence from Colonial Railroads, Settlers and Cities in Kenya. CSAE Working Paper 4, University of Oxford.

Kaplinsky, R. (2006). Revisiting the Revisited Terms of Trade: Will China Make a Difference? *World Development, 34*(6), 981-995.

Reader, J. (1998). Africa: A Biography of the Continent. London: Penguin Books. Ch. 26: Implications of trade, Ch. 38: Africa Transformed.

Ross, E. (2011). A Historical Geography of the Trans-Sahara Trade. In G. Krätli & G. Lydon (Eds.), *The Trans-Saharan Book Trade: Manuscript Culture, Arabic Literacy, and Intellectual History in Muslim Africa* (pp. 1-35). Leiden: Brill.

McMillan, M., Rodrik, D. and Verduzco-Gallo, Í. (2014). Globalization, Structural Change, and Productivity Growth, with an Update on Africa. *World Development, 63*, 11-32.

Wood, A., and Mayer, J. (2001). Africa's export structure in a comparative perspective. *Cambridge Journal of Economics, 25*(3), 369-394.

A propos de l'auteur

Alexander Moradi est économiste et historien de l'économie à l'université libre de Bozen-Bolzano (Italie). Ses recherches portent principalement sur des sujets liés au développement économique de l'Afrique sur le long terme. https://alexandermoradi.org/

Le partage de l'Afrique

Jutta Bolt
Université de Groningue

1. Introduction

Au cours de la première phase de la période coloniale, entre 1880 et 1914 environ, le continent africain a été divisé en plus de 50 colonies. Le processus de découpage du continent et de création de nouvelles entités politiques a eu d'importantes conséquences à long terme. Tout d'abord, les puissances européennes ont mis en place un appareil bureaucratique centralisé à grande échelle et établi de nouvelles règles et lois pour gouverner leurs territoires coloniaux. En outre, elles ont établi un contrôle des frontières géographiques beaucoup plus ferme que ce qui existait auparavant dans la région.

La création de nouvelles entités géographiques a déterminé quels États et sociétés précédemment indépendants allaient désormais vivre à l'intérieur des mêmes frontières géographiques. Elle a également déterminé quelles sociétés restaient indivises et lesquelles étaient traversées par des frontières internationales. Enfin, elle a déterminé la *taille des* nouvelles entités. Parfois, des régions et des peuples très vastes et très diversifiés ont été incorporés dans une grande colonie, comme le Nigeria. Dans d'autres cas, de très petites colonies ont été créées, comme la Gambie. Pour comprendre pourquoi l'Afrique a été colonisée à l'époque où elle l'a été et comment les colonies ont été créées, nous devons comprendre le processus de partition.

Avant l'établissement d'un contrôle formel après 1880, des liens commerciaux avaient relié l'Afrique et l'Europe dès le 15e siècle, lorsque les Portugais ont débarqué sur la côte de l'Afrique de l'Ouest. Ces contacts se sont intensifiés avec l'essor de la traite des esclaves, qui a connu son apogée entre les années 1700 et le milieu des années 1800. Pour faciliter le commerce, les Européens ont établi divers postes de traite et forts côtiers, principalement le long de la côte ouest-africaine, mais aussi en Afrique du Nord et en Afrique australe. Au fil du temps, certains de ces postes sont devenus des proto-colonies, c'est-à-dire des entités ressemblant à des colonies. La colonie du Cap, en Afrique australe, par exemple, est passée sous contrôle colonial dès le milieu du 17e siècle. En outre, de petites administrations coloniales ont été établies au cours de la première moitié du 19e siècle le long de la côte de la Sierra Leone, de la Côte d'Or (l'actuel Ghana) et de l'Algérie. Cependant, jusqu'en 1880, les Africains ont effectivement empêché les Européens d'étendre leur présence dans l'arrière-pays. Ainsi, avant le début de l'expansion coloniale, les Européens connaissaient très peu l'intérieur du continent. Tout cela a changé rapidement à la fin

du 19e siècle avec le partage de l'Afrique par les puissances coloniales européennes. Ce processus est également appelé la 'ruée vers l'Afrique'.

L'objectif de ce chapitre est d'expliquer l'évolution du partage de l'Afrique et d'examiner le rôle joué par les Africains et les Européens dans ce processus. Nous commencerons par examiner les facteurs technologiques qui ont permis aux puissances européennes d'occuper l'Afrique. Nous présenterons ensuite une vue d'ensemble du processus de partition. Le chapitre se termine par une discussion sur les différentes forces motrices qui ont traditionnellement expliqué le partage de l'Afrique.

2. Les facteurs clés qui ont permis l'expansion coloniale européenne

Jusqu'à la seconde moitié du 19e siècle, les sociétés africaines ont réussi à protéger leur continent contre les envahisseurs européens indésirables. Cependant, au cours des décennies précédant les années 1880, un certain nombre d'évolutions technologiques rapides ont modifié l'équilibre des forces en faveur des Européens. Dans le même temps, les pays européens ont développé des capacités étatiques et administratives plus fortes en Europe dès le 16e siècle. La combinaison d'une forte capacité étatique et de progrès technologiques a permis aux Européens, pour la première fois dans l'histoire, de s'étendre à l'intérieur de l'Afrique. Dans la section suivante, nous examinerons les cinq facteurs clés qui ont permis l'expansion coloniale européenne en Afrique.

La quinine

Jusqu'à la première moitié du 19e siècle, l'environnement pathologique de certaines régions d'Afrique était exceptionnellement hostile aux Européens. Sur 1 000 Européens se rendant en Afrique tropicale, entre 250 et 500 mouraient, la plupart du temps des suites d'un paludisme. Les régions tropicales de l'Afrique n'étaient donc pas considérées comme un endroit approprié ou attrayant pour l'établissement des Européens. Pour les Africains, le paludisme n'était souvent pas aussi mortel. Tout d'abord parce que les enfants qui survivaient aux crises de paludisme développaient une immunité naturelle. Ensuite, en raison de l'exposition passée, le paludisme a entraîné le développement du gène drépanocytaire chez l'homme, ce qui lui confère une certaine résistance au paludisme. Mais le trait drépanocytaire ne permet pas de guérir le paludisme, car seules les personnes ayant hérité d'un gène drépanocytaire de leurs parents sont moins susceptibles de tomber malades à cause du paludisme. En revanche, les personnes qui ont hérité de deux copies du gène meurent avant d'atteindre l'âge adulte.

Figure 1: Quinine extraite de l'écorce de l'arbre à quinquina.

Sources: Wikimedia Commons; Wikimedia Commons; Wikimedia Commons.

Pour les Européens, le caractère mortel du paludisme a été réduit grâce à l'utilisation de la *quinine*, un médicament antipaludéen, à partir des années 1840. La quinine était extraite en broyant l'écorce séchée d'un arbre à quinquina (que l'on trouve à l'origine dans les hautes terres du Pérou) en une fine poudre, comme le montre la figure 1. Celle-ci était mélangée à un liquide avant d'être bue comme médicament contre la malaria. Les taux de mortalité européens dus aux maladies tropicales ont considérablement baissé au cours des décennies qui ont suivi la mise à disposition de ce traitement efficace. C'est donc la quinine qui a rendu possible la présence des Européens sur la côte occidentale. La situation s'est à nouveau améliorée en 1901-2002, lorsque les Européens ont découvert que les moustiques étaient la véritable source du paludisme et d'autres maladies tropicales. Forts de cette information, ils ont lancé des campagnes de distribution de moustiquaires et de filets de lit, ainsi que de quinine à la population européenne principalement, ce qui a permis de réduire encore le nombre de décès.

Métallurgie du fer: des armes plus solides et moins chères

Au cours du 19e siècle, la technologie utilisée pour produire du fer s'est considérablement améliorée. En Afrique, l'impact le plus important de ces améliorations s'est traduit par la fourniture d'armes à feu de meilleure qualité et moins chères. Au départ, les Européens détenaient la plupart de ces armes, ce qui leur conférait naturellement un avantage militaire. Le développement du *Maxim-gun*, une arme semi-automatique, s'est ensuite avéré un facteur crucial dans l'établissement de la supériorité militaire européenne. Grâce à sa vitesse de tir accrue et au fait qu'elle était relativement légère à transporter, elle est devenue la mitrailleuse standard des Européens en Afrique. Entre 1880 et 1920, la disparité de puissance militaire entre les Africains et les Européens était à son comble. Néanmoins, de nombreuses sociétés africaines possédaient des armes à feu, parfois en grande quantité. La plupart des armes ont été initialement obtenues en échange de la traite des esclaves. Tous les États d'Afrique de l'Ouest possédaient des quantités substantielles d'armes à feu, et certains États de l'intérieur de la Tanzanie et de l'Ouganda modernes, ainsi que l'Éthiopie, possédaient également d'importants arsenaux d'armes. Cependant, la plupart de ces armes étaient anciennes et lourdes, et comprenaient rarement des mitrailleuses. En outre, de

nombreuses armées africaines n'étaient pas formées au maniement des armes à feu. L'avantage militaire signifiait que la conquête de territoires était relativement facile et relativement bon marché pour les Européens.

Le bateau à vapeur

L'invention de la machine à vapeur est une autre découverte technologique importante qui a précédé le partage. La machine à vapeur a transformé la production industrielle et le transport des marchandises par voie terrestre en Europe. Elle a également révolutionné le transport de marchandises par voie maritime en réduisant considérablement les coûts et le temps de transport, rendant ainsi le commerce direct entre l'Europe et l'Afrique rentable. Dans la seconde moitié du 19e siècle, les ports européens, qui servaient auparavant au commerce des esclaves et des produits manufacturés, sont devenus des havres pour le commerce des produits manufacturés et des denrées alimentaires tropicales telles que l'arachide, le cacao et l'huile de palme. Ces bateaux à vapeur, qui transportaient des marchandises entre l'Afrique et l'Europe, ont également transporté une nouvelle génération d'explorateurs.

Le plus célèbre d'entre eux est David Livingstone. Livingstone a quitté le Royaume-Uni pour l'Afrique en 1840 en tant que missionnaire chrétien. Son objectif initial était de répandre l'Évangile parmi les Africains d'Afrique australe. Au cours de la première décennie qu'il a passée en Afrique, il a effectué trois longs voyages vers le nord, qui lui ont permis de constater les ravages sociaux causés par la traite des esclaves. Cela le convainc que pour abolir la traite des esclaves, il est important de promouvoir les intérêts commerciaux européens comme alternative à la traite des esclaves et d'évangéliser les populations africaines. Sa devise est devenue 'Christianisme, commerce et civilisation'. Livingstone pensait que la clé pour atteindre ces objectifs était d'explorer l'intérieur de l'Afrique. Ce faisant, il a été le premier à démontrer que la quinine était la clé pour survivre à l'environnement hostile du continent.

Capacité administrative

Les améliorations apportées à la 'technologie de l'administration publique' ont également joué un rôle dans la conquête de l'Afrique (Curtin, 1995: 401). Depuis le 15e siècle, les Européens renforcent leurs pouvoirs administratifs. Cette évolution s'est d'abord accélérée en France, à la suite de la révolution française et sous le régime napoléonien. Plus tard, en Grande-Bretagne et dans d'autres parties de l'Europe, des réformes administratives successives ont été mises en œuvre. En conséquence, les grandes puissances de l'Europe du 19e siècle étaient mieux à même d'administrer un empire d'outre-mer et de mettre en place un gouvernement colonial plus efficacement que par le passé. Au sein de l'Europe, la confiance dans la capacité à gérer et à gouverner de vastes empires outre-mer était grande.

Racisme, supériorité raciale, régénération des peuples africains

La confiance dans la domination des régions d'outre-mer s'inscrit dans une attitude européenne plus générale à l'égard du monde. Poussée par sa prospérité matérielle et sa suprématie, l'Europe

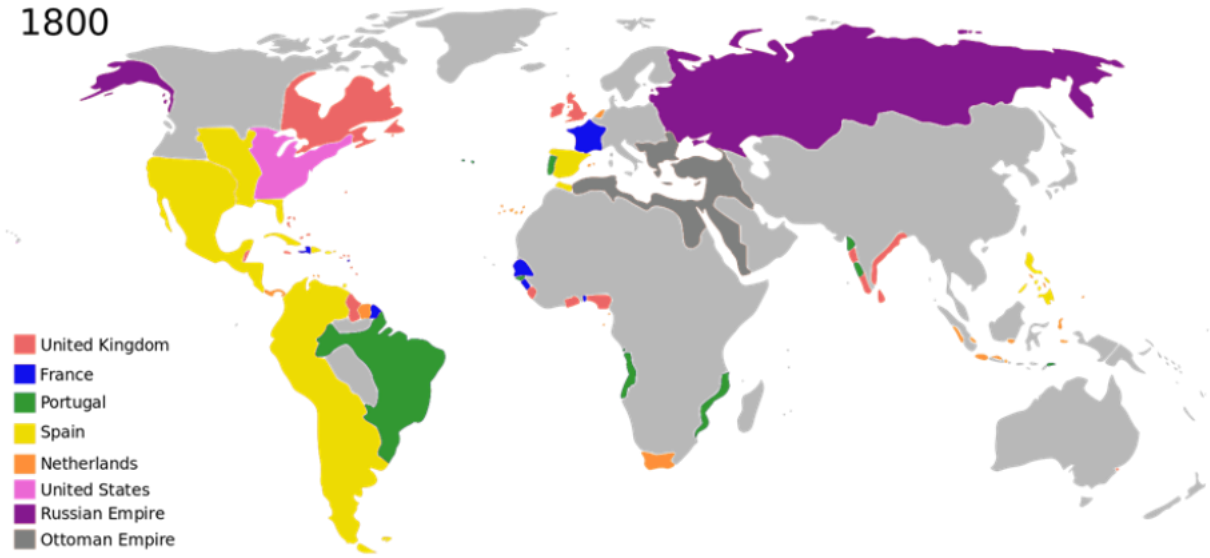
a réévalué sa position vis-à-vis du reste du monde. Cette attitude s'accompagnait d'une croyance ferme en un 'ordre naturel des choses', une idée qui a pris de l'importance avec la parution de l'ouvrage de Darwin intitulé *De l'origine des espèces*. L'ouvrage de Darwin a été considéré par certains comme une confirmation scientifique de la suprématie de la race blanche. Ainsi, les Européens se sentent autorisés à dominer les autres. La conquête des races 'arriérées' par la race 'supérieure' était considérée comme faisant partie d'un processus naturel inévitable. Le racisme s'est développé pendant cette période, atteignant son apogée entre 1880 et 1920. Cela a eu une influence profonde sur l'organisation des régimes coloniaux. Dans cette optique, la colonisation était également considérée comme une forme de responsabilité impériale, ce qui justifiait la conquête coloniale.

3. Le processus de colonisation

Bien que l'ensemble des facteurs susmentionnés ait facilité le processus de colonisation à la fin du 19e siècle, il n'est toujours pas facile de déterminer précisément quand le partage a officiellement commencé. Il est peut-être plus facile de le comprendre comme un développement évolutif dans lequel divers intérêts et actions africains et européens ont interagi dans ce qui semblait être un processus inarrêtable. Ce qui a commencé par des contacts commerciaux a conduit à une influence croissante des puissances européennes dans diverses régions côtières d'Afrique. La carte 1 indique les régions dans lesquelles les puissances européennes étaient présentes avant le partage, et dans quelle direction elles ont progressé pour s'emparer de territoires.

Dans un premier temps, l'annexion territoriale européenne a progressé le plus rapidement dans les parties nord et sud du continent. À l'extrémité sud de l'Afrique du Sud, les Néerlandais avaient fondé la colonie du Cap en 1652. À partir du début du 19e siècle, les Britanniques ont commencé à prendre le contrôle de cette région. La découverte de gisements de diamants et d'or dans les années 1860 et 1870 a accéléré le rythme des annexions territoriales britanniques. L'équilibre des pouvoirs qui s'était établi entre les Africains et les Européens est remis en question. Les Zoulous en particulier, mais aussi les Xhosa, opposent une résistance si déterminée que les Britanniques sont contraints de stopper leur expansion, du moins temporairement. En 1879, les Zoulous ont même vaincu les Britanniques lors de la célèbre bataille d'Isandhlwana. Cependant, quelques mois plus tard, une armée britannique renforcée finit par vaincre et détruire le royaume zoulou. Entre-temps, la lutte entre les Britanniques et les Boers néerlandais pour le pouvoir dans la région s'est intensifiée. C'est ce qui a conduit aux guerres anglo-boers à la fin du 19e siècle. En 1910, les Britanniques ont finalement vaincu les Boers et créé l'Union sud-africaine.

Carte 1: Présence européenne en Afrique avant le partage de 1800



Source: Wikipedia

Remarque: Traduction anglais/français: United Kingdom/Royaume-Uni; Spain/Espange; Netherlands/Pays-Bas; United States/États Uni; Ottoman Empire/Empire ottoman.

En 1869, le canal de Suez, une route importante vers l'Inde, a été achevé en Égypte. Le canal de Suez reliait la mer Méditerranée à la mer Rouge. Après son achèvement, les navires en provenance d'Europe n'ont plus eu à contourner le cap sud pour atteindre la côte est de l'Afrique. La distance à parcourir a ainsi été réduite d'environ 7 000 kilomètres. Au cours de la période suivante, la présence française et britannique dans la région s'est rapidement accrue et ils ont commencé à contrôler les finances égyptiennes. En 1882, les Britanniques ont estimé qu''ls devaient défendre le canal de Suez contre les nationalistes égyptiens. Craignant que la France ne s'établisse à la tête de l'Égypte, les Britanniques décident de prendre le contrôle du territoire égyptien. Cela a déclenché une compétition intense entre la France et la Grande-Bretagne pour la vallée du Nil.

Bien que l'annexion se soit produite avec le plus de force dans les parties nord et sud de l'Afrique, la pression de l'annexion concurrentielle s'est fait sentir dans d'autres parties de l'Afrique avant le début du partage. Depuis les années 1870, le roi Léopold de Belgique était fasciné par le prestige et la rentabilité potentiels de la création d'un empire belge en Afrique. Il était convaincu que l'avenir de l'économie belge dépendait de l'acquisition d'un marché et de ressources à l'étranger. Pour ce faire, il a engagé le journaliste et explorateur américain Henry Morton Stanley pour explorer le fleuve Congo. L'objectif était d'obtenir de vastes concessions économiques de la part des dirigeants africains locaux, ce qui leur donnait un droit exclusif sur les ressources naturelles et le commerce. À la même époque, un officier de marine franco-italien en congé, de Brazza, avait exploré la région du Gabon et du nord du Congo, et signé un certain nombre de traités avec les chefs du bassin du Congo au nom de la France. Entre-temps, l'annexion concurrentielle a également atteint l'Algérie, le Soudan occidental et Madagascar.

La concurrence entre la France et la Grande-Bretagne pour la vallée du Nil s'intensifie en 1884, amenant les deux pays au bord de la guerre. Le chancelier allemand Bismarck commence à craindre que ces deux pays ne revendiquent tous les territoires d'Afrique. Bien que peu convaincu de l'utilité des colonies, Bismarck revendique des protectorats sur le Togo, le Cameroun et l'Afrique occidentale allemande (l'actuelle Namibie). Dans le même temps, il demande la tenue d'une conférence internationale à la fin de l'année 1884 afin de discuter des tensions croissantes concernant l'Afrique. Cette conférence, connue sous le nom de Conférence de Berlin, a permis d'établir les règles de base pour la suite de la conquête européenne de l'Afrique. Deux décisions majeures y ont été prises: premièrement, la présence du roi Léopold dans le bassin du Congo a été reconnue en échange du libre-échange dans la région; deuxièmement, toute puissance européenne peut interdire à d'autres de contester certains territoires en les plaçant sous un contrôle effectif. Ce contrôle doit être établi de préférence par la signature de traités avec les chefs africains ou par la conquête militaire.

4. L'implication des Africains: résistance et adaptation

Au cours de cette période d'intrusion croissante des Européens, les envahisseurs ont dû faire face à un grand nombre d'adversaires différents. La carte 2 montre où se trouvaient les différentes entités politiques importantes à la veille du partage.

Les sociétés africaines n'ont pas été des spectateurs soumis pendant le partage. En effet, diverses stratégies ont été employées pour faire face aux envahisseurs. Certaines sociétés ont combattu la domination coloniale dès le début et ont résisté jusqu'à la fin; d'autres ont combattu et ne se sont rendues que lorsque la défaite était inévitable; d'autres encore ont essayé de négocier les termes de la coopération; et, enfin, certaines sociétés ont utilisé la présence coloniale à leur propre avantage stratégique.

Carte 2: Entités politiques avant la partition de 1880

Source: Wikipedia

Remarque: Traduction anglais/français: United Kingdom/Royaume-Uni; Spain/Espange; Italy/Italie; German Empire/Empire allemand; Belgium/Belgique.

Menelik II, empereur d'Éthiopie, illustré à la figure 2, a utilisé la stratégie du 'combat dès le début' avec le plus de succès. Lors de la célèbre bataille d'Adwa, en 1896, l'Éthiopie a vaincu les envahisseurs italiens et a échappé à la domination coloniale, à l'exception de la brève occupation italienne entre 1935 et 1941.

D'autres États africains n'ont pas échappé à la domination coloniale, mais certains ont réussi à survivre au sein de la structure coloniale. Plusieurs dirigeants africains ont réussi à conserver leur pouvoir en se rendant à temps et en collaborant avec les Européens. Par exemple, dans le nord du

Nigeria, au Rwanda et au Burundi, l'ancienne classe dirigeante est restée au pouvoir pendant toute la période coloniale. Dans le nord du Nigeria, par exemple, le califat de Sokoto et les autorités coloniales britanniques ont forgé une alliance après l'intégration du califat dans l'empire britannique. Cette alliance a permis au califat de Sokoto de conserver son autorité sur ses sujets.

Figure 2: L'empereur Ménélik II d'Éthiopie (1844-1913)

Source: Wikipedia

Étant donné que les Européens disposaient d'armes plus nombreuses et plus légères qu'ils pouvaient utiliser plus rapidement, l'une des stratégies de défense employées par les sociétés africaines était la guérilla. Cette stratégie s'est avérée très efficace, car elle a occupé les troupes européennes pendant des années. Cependant, ces tactiques n'ont pas été appliquées à grande échelle, car la plupart des économies locales ne pouvaient pas se permettre ce type de guerre: nourrir et soutenir une armée à plein temps était souvent au-dessus de leurs moyens économiques. En outre, les tactiques de guérilla pouvaient même ruiner leur capacité économique. Par exemple, les Samori (qui dirigeaient l'empire Malinké en Afrique de l'Ouest), illustrés dans la figure 3, utilisaient la tactique de la terre brûlée. Bien que très efficace pour ralentir l'avancée des Français, cette tactique a également détruit les ressources agricoles de la région. Cela a mis en péril la capacité de l'empire Malinké à nourrir et à soutenir ses propres communautés et son armée.

Dans d'autres régions, les sociétés africaines ont exploité les rivalités locales et utilisé la présence européenne à leur propre avantage. Lorsque les Britanniques ont tenté d'établir leur influence sur

le royaume du Buganda (dans l'actuel Ouganda) et les régions avoisinantes, l'élite du Buganda a utilisé l'aide britannique pour renforcer sa propre position. Au début des années 1890, l'élite du Buganda a offert une assistance militaire et politique aux Britanniques pour soumettre les royaumes voisins et rivaux tels que le Toro, le Bunyoro et l'Ankole (tous situés dans l'Ouganda actuel). En retour, ils ont bénéficié d'un statut privilégié au sein du protectorat.

Figure 3: Samori Toure (1828-1898), souverain de l'empire Malinké en Afrique de l'Ouest

Source: Wikipedia

Les Européens ont également exploité les rivalités locales. Lorsque les États rivaux n'unissaient pas leurs forces pour faire face aux envahisseurs, les Européens affrontaient un seul adversaire à la fois. Par exemple, en Afrique de l'Ouest, les Britanniques ont d'abord combattu les Yorubas en 1892-93. Ils ont ensuite combattu l'État centralisé du Bénin en 1897. Enfin, dans une guerre plus longue, ils se sont attaqués au califat de Sokoto, dans le nord du Nigeria. Sous la pression de diverses parties, chaque émirat (province) du califat d'origine a dû se battre seul, ce qui était beaucoup plus facile pour les Britanniques. Finalement, l'ensemble du califat est tombé en 1903. De même, les Français ont exploité la rivalité entre les empires Toucouleur et Malinké lorsqu'ils ont étendu leur présence dans la savane occidentale (à partir du Sénégal). Les Français ont 'abord conclu une série de traités avec les Toucouleur et les Malinké. Les souverains des empires considèrent ces traités comme des garanties contre les attaques françaises. Les Toucouleur ont même aidé les Français dans leur campagne contre d'autres sociétés de la région. Pourtant, quelques années plus tard, les Français ont encore attaqué les deux empires, conquérant le Malinké en 1893 et le Tukulor en 1898. Les Portugais ont également exploité les conflits intra-africains et renforcé leur influence sur le Mozambique et l'Angola modernes en laissant les armées africaines se battre. En Angola, cependant, les Portugais eux-mêmes ont dû faire face à ces armées et ce n'est que bien plus tard, au 20e siècle, qu'ils ont pu revendiquer le contrôle du territoire.

Certaines des contestations les plus réussies de la domination coloniale sont venues de diverses sociétés sans État. Ces sociétés n'avaient pas d'autorité centrale pouvant servir de contact principal pour les négociations ou, en fait, pouvant se rendre officiellement. Par exemple, en combattant les Igbo du sud du Nigeria, les Britanniques ont dû vaincre de nombreux sous-groupes différents. Après avoir conquis une région, d'autres sous-groupes se sont mis à résister à nouveau et les Britanniques ont dû réorienter leurs campagnes. Par conséquent, il a fallu attendre 1910 pour que les Britanniques puissent déclarer la victoire sur la société Igbo au Nigeria. De même, il leur a fallu des années pour conquérir les sous-groupes Tiv de la vallée de la Bénoué. Les Français, quant à eux, ont eu besoin de 20 ans pour soumettre l'ensemble des communautés décentralisées dans les forêts de la Côte d'Ivoire.

Toutes les régions n'ont pas fait l'objet de batailles. Les Européens ont acquis le contrôle de nombreuses régions par le biais de traités signés avec les chefs africains. Les chefs africains considéraient généralement ces traités comme des pactes d'amitié. Ou bien ils les considéraient comme des protections contre les attaques. Les Européens, quant à eux, ramenaient ces traités en Europe comme preuve de leur occupation effective d'un territoire. Comme décrit dans la section 3 ci-dessus, le roi Léopold a engagé l'explorateur Stanley pour explorer le fleuve Congo et obtenir de vastes concessions économiques de la part des dirigeants africains locaux. Lors de la Conférence de Berlin, ces traités ont constitué la base sur laquelle le roi Léopold a revendiqué le territoire de l'État libre du Congo. À la même époque, de Brazza, qui a exploré la région du Gabon et du nord du Congo et signé un certain nombre de traités avec les chefs du bassin du Congo, fait de même pour la France. Il fonde Brazaville en 1880 et donne ainsi à la France une porte d'entrée au cœur de l'Afrique. En Afrique de l'Est, Karl Peters signe des traités avec les chefs africains au nom de l'Allemagne. En 1885, l'Allemagne déclare le protectorat sur le Tanganyika (l'actuelle Tanzanie).

Une autre forme d'occupation européenne consistait à donner le droit de gouverner une région à des entreprises privées. Ces sociétés ont acquis des territoires en signant des traités avec les dirigeants locaux ou en se battant. Dans le Bas-Niger, la Royal Niger Company gouvernait au nom du gouvernement britannique, et l'Imperial British East Africa Company était active dans la région située au nord du lac Victoria et dans l'Afrique de l'Est britannique (futur Kenya). Au Tanganyika, la German East Africa Company est chargée de gouverner la région au nom de l'Allemagne. En Afrique australe, la British South African Company (BSAC) a d'abord occupé le territoire des Shona, puis a vaincu le royaume des Ndebele. Ces deux régions ont été intégrées à la Rhodésie (aujourd'hui Zimbabwe). Plus tard, la BSAC occupera également le territoire de l'actuel Malawi.

Dans de nombreuses régions, la domination de ces compagnies se heurte à une résistance farouche et les gouvernements européens sont contraints de prendre le relais. Au Tanganyika, plusieurs soulèvements graves contre la German East Africa Company ont contraint le gouvernement allemand à envoyer des renforts et à prendre le contrôle direct en 1889. Néanmoins, les combats se poursuivent dans la région. Les Hehe, dans le sud, se sont battus jusqu'à la fin des années 1890, et

les Maasai ont résisté à la domination allemande dans le nord. La résistance la plus célèbre de la région, la révolte de Maji Maji, a été lancée en 1905. Il s'agit d'une rébellion armée d'Africains contre la domination coloniale allemande en Afrique orientale allemande (l'actuelle Tanzanie). Le soulèvement a été déclenché par la résistance à une politique des Allemands qui obligeait les Africains à cultiver du coton pour l'exportation coloniale allemande. En Rhodésie, après une première défaite, les Shona et les Ndebele se sont soulevés pour résister à la domination coloniale du BSAC. Le soulèvement a été si violent que les colons ont failli être chassés du territoire. Ce n'est que lorsque la BSAC a reçu des renforts de la colonie du Cap, dirigée par les Britanniques, que la révolte a pris fin.

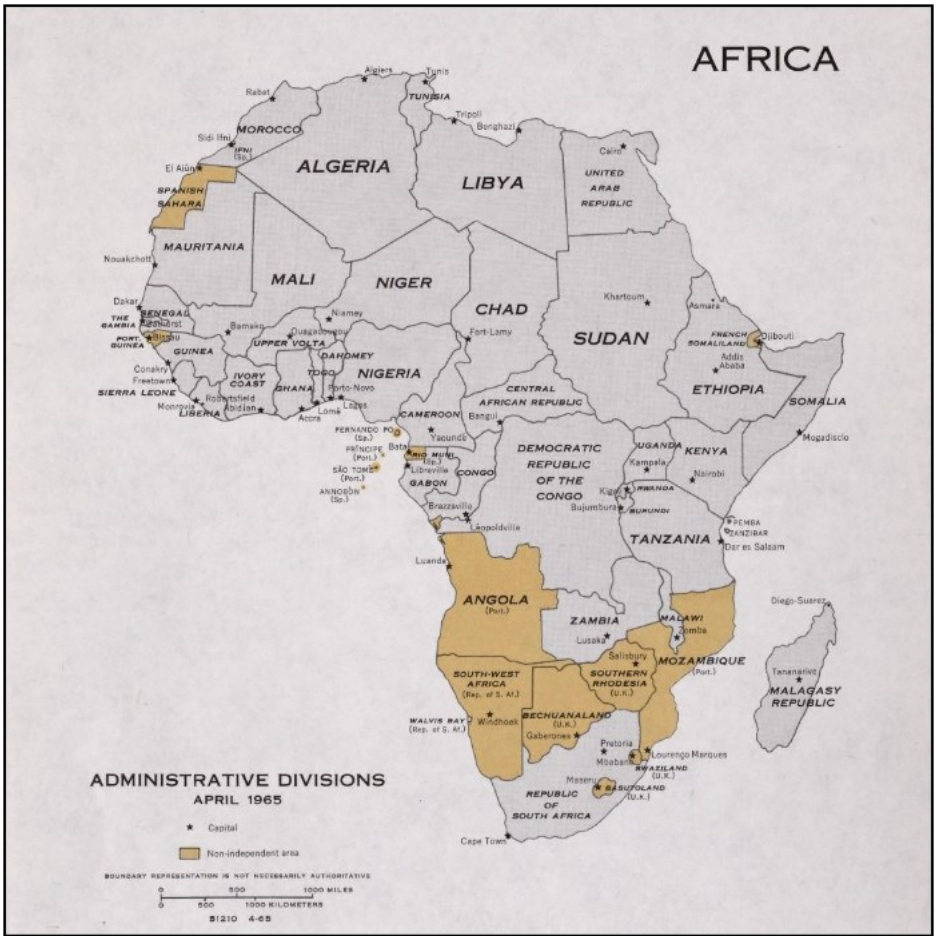
L'ère du partage s'est officiellement achevée au début des années 1900. Cependant, certaines régions n'ont jamais été réellement contrôlées par les gouvernements coloniaux, comme certaines parties de l'Afrique centrale. Dans d'autres régions, comme l'Angola et la Somalie, la résistance s'est poursuivie pendant au moins une décennie. En outre, il a fallu attendre les années 1920 pour que toutes les frontières coloniales soient fixées. La frontière entre le Nigeria et le Cameroun, par exemple, a fait l'objet de diverses négociations, tout comme les frontières entre le Ghana et le Togo, et entre le Kenya et la Tanzanie. Les Britanniques ont cherché à obtenir des informations sur les modes de peuplement indigène et ont tenté à plusieurs reprises d'ajuster la frontière pour réunir les groupes politiques tels qu'ils les concevaient. La frontière entre le Ghana et le Togo a été redessinée à plusieurs reprises après la Première Guerre mondiale pour réunifier les États du Dagomba et du Mamprusi, qui avaient été initialement divisés dans le nord. Dans d'autres cas, les demandes de réunification, émanant par exemple des Ewe, ont été rejetées.

Carte 3: L'Afrique en 1914

Source: Frankema, Williamson et Woltjer (2018: 260).
Remarque: Traduction anglais/français: Belgium/Belgique; Britain/Grand-Bretagne; Germany/Allemand; Italy/Italie; South Africa/Afrique du Sud ; Spain/Espagne; Independent/indépendant.

Une fois le partage achevé, les Britanniques possédaient des territoires africains s'étendant de l'Égypte à l'Afrique du Sud, divisés uniquement par l'Afrique de l'Est allemande. En Afrique de l'Ouest, la diplomatie britannique ne fait initialement pas le poids face à l'action militaire française dans le bassin supérieur du Niger. La France étend sa domination du Sénégal à l'Afrique centrale. Les Britanniques revendiquent néanmoins l'embouchure du fleuve Niger et une grande partie de l'arrière-pays qui forme l'actuel Nigeria. La carte de l'Afrique de l'Ouest montre clairement que les Britanniques ont découpé les zones les plus propices au commerce international, mais qu'ils ont laissé de grandes parties de l'intérieur de l'Afrique de l'Ouest aux Français. En Afrique de l'Est, en revanche, les Britanniques ont revendiqué une grande partie de l'arrière-pays. Enfin, le Portugal a obtenu de vastes territoires sur les côtes est et ouest du continent africain.

Carte 4: L'Afrique en 1965



Source: Wikimedia Commons

Remarque: Traduction anglais/français: administrative divisions/divisions administratives.

5. Théories sur la colonisation de l'Afrique

Maintenant que nous comprenons les principaux facteurs technologiques qui ont permis la conquête coloniale, et comment le processus de partition s'est déroulé, nous pouvons nous pencher sur la question de savoir *pourquoi* l'Afrique a été colonisée. La littérature propose plusieurs explications, parfois contradictoires. Dans la suite de ce chapitre, nous examinerons les théories les plus importantes et évaluerons leur validité à la lumière du processus de partition évoqué ci-dessus.

La dimension africaine

La théorie de la dimension africaine se concentre sur le rôle des Africains dans le partage de l'Afrique. Elle suggère que la conquête coloniale européenne a été provoquée par deux phénomènes liés. Le premier est l'abolition de la traite des esclaves. Cette abolition a entraîné le passage à un commerce légitime, principalement de cultures de rapport. En conséquence, les exportations et les importations ont commencé à diminuer. Les dirigeants indigènes qui s'étaient

enrichis grâce à des activités prédatrices telles que la traite des esclaves ont adopté des attitudes réactionnaires. Ils ont commencé à résister à l'influence croissante des Européens. Leur résistance, à son tour, a provoqué des réactions européennes et a finalement accéléré la conquête militaire proprement dite.

Deuxièmement, au cours de la seconde moitié du 19e siècle, l'instabilité s'est accrue en raison des conflits entre les élites africaines qui exerçaient un contrôle informel sur les Européens et les mouvements africains qui s'opposaient à l'incursion européenne. Les mouvements d'opposition ont utilisé des armes importées pour combattre l'ancienne élite. Ces armes étant plus largement disponibles, un plus grand nombre de personnes se sont retrouvées impliquées dans la lutte pour le pouvoir. Les conflits locaux et l'instabilité se sont donc intensifiés. Cette instabilité n'était pas seulement néfaste pour le commerce, mais elle créait également un point d'appui possible pour les rivaux européens. Cette évolution a également favorisé les conquêtes militaires européennes.

Dans quelle mesure cette théorie explique-t-elle ce qui s'est passé lors du partage de l'Afrique? L'explication qui met l'accent sur les mouvements d'opposition qui se retournent contre l'ancienne élite provient d'une analyse de l'évolution de la situation en Égypte dans les années 1880. Elle correspond donc bien à cette situation. Elle peut également expliquer, dans une certaine mesure, ce qui s'est passé en Tunisie et à Zanzibar. En revanche, elle ne s'applique que partiellement aux relations anglo-boers en Afrique du Sud et ne peut expliquer les batailles entre les Zoulous, les Xhosas et les Britanniques. Elle n'explique pas non plus l'expansion française dans le Soudan nigérien, car les États musulmans s'efforcent généralement d'éviter la guerre. En outre, les activités d'exploration et de signature de traités menées par Léopold et de Brazza dans le bassin du Congo ne cadrent pas bien avec cette théorie. Enfin, les territoires acquis par l'Italie en Somalie et par l'Allemagne en Afrique de l'Ouest et de l'Est faisaient partie de régions où l'influence informelle était en fait britannique, et non allemande ou italienne.

Théories politiques et stratégiques

Parmi les théories impérialistes les plus puissantes figurent les explications politiques et stratégiques du partage. Le début du partage de l'Afrique est souvent associé à l'évolution de l'équilibre des pouvoirs en Europe au cours de cette période. Les guerres et les rivalités entre les nations européennes avaient mis l'équilibre des pouvoirs en Europe sous pression. Toute action d'une nation européenne nécessitait une réponse immédiate de la part des autres pays afin de maintenir l'équilibre. Afin de préserver l'équilibre du pouvoir et de la diplomatie en Europe, les puissances européennes ont estimé que le découpage du continent africain pour régler les conflits d'intérêts en Afrique était la seule option possible. Dans ce processus, les Européens ne formaient pas un groupe homogène, mais agissaient souvent individuellement et se concentraient sur leurs propres intérêts.

Le désir de posséder des colonies africaines était également une question de *prestige* national européen. Les Français, par exemple, avaient perdu des territoires lors d'une guerre avec

l'Allemagne et cherchaient à compenser cette perte en Afrique. Les Portugais, dont les liens historiques avec l'Afrique remontent au 15e siècle, estimaient que les Britanniques ignoraient leur 'revendication historique' sur l'Afrique. En réponse, ils ont commencé à revendiquer le contrôle de territoires très étendus, tant sur la côte ouest que sur la côte est du continent. Enfin, le chancelier allemand Bismarck était frustré par le comportement des Britanniques en Afrique. La politique britannique de l'époque consistait à exclure les autres puissances de toute influence politique sur les territoires, même lorsque les Britanniques ne les occupaient pas ou n'avaient aucune revendication légale. En outre, en raison de l'intensification de la concurrence entre la France et la Grande-Bretagne après les événements d'Égypte, l'Allemagne craignait d'être perdante dans la revendication de territoires en Afrique. Bismarck réagit en revendiquant des territoires en Afrique de l'Ouest et en organisant en même temps la conférence de Berlin. Enfin, même les Britanniques, dont la domination sur le monde avait commencé à décliner au cours des années 1880, ont commencé à s'inquiéter profondément de leur prestige national et de leur crédibilité en tant que grande puissance.

Outre le prestige national, le prestige personnel était également en jeu. Les Européens en Afrique, en tant qu' 'hommes sur place', cherchaient à étendre leur contrôle, pour leur propre estime, pour faire avancer leur propre carrière ou pour le prestige du pays qu'ils servaient. Cela s'est souvent produit indépendamment des désirs du pays qu'ils servaient. C'était particulièrement vrai dans la région du Niger et du Soudan, où les troupes étaient stationnées dans des avant-postes datant de l'époque de la traite des esclaves. Sans mission claire et sans communication régulière avec leur pays d'origine en Europe, ces troupes deviennent de plus en plus anxieuses et agitées. La suprématie militaire leur permettant de dépasser leurs voisins, il était tentant d'annexer des sociétés étrangères de l'autre côté de la frontière. Dans certains cas, elles ont commencé à conquérir des terres par elles-mêmes. Un cas bien connu est celui des activités d'exploration du bassin du Congo par de Brazza, qui s'y est lancé de sa propre initiative. En Côte d'Or, au Sénégal et en Afrique du Sud, des 'hommes sur le terrain' ont également travaillé de leur propre initiative, estimant que les gouvernements nationaux étaient trop lents ou ignoraient ce qui se passait sur le terrain. Cette occupation incontrôlée de territoires, qui dans certains cas s'est traduite par l'occupation de zones importantes, est souvent citée comme l'un des éléments déclencheurs de l'annexion concurrentielle par l'Europe.

La nécessité de protéger les intérêts stratégiques européens a également été un facteur déterminant dans le partage de l'Afrique. Selon la vision stratégique globale de l'impérialisme, le partage de l'Afrique trouve son origine dans des mouvements proto-nationalistes en Afrique qui menaçaient les intérêts européens ailleurs. En 1880, les Britanniques n'étaient pas particulièrement intéressés par l'acquisition de territoires en Afrique, car ils étaient préoccupés par la protection de l'empire qu'ils possédaient déjà en Inde. Ainsi, en 1882, ils s'engagent dans une action militaire pour défendre le canal de Suez, une route clé vers l'Inde, contre les nationalistes égyptiens. Cependant, cette explication semble trop circonstancielle aux deux cas de l'Égypte et de l'Afrique du Sud pour être applicable de manière générale à l'explication du grand partage de l'Afrique.

La principale critique de cette théorie est que pour être convaincantes, les explications basées sur les rivalités européennes, le prestige et la stratégie supposent l'existence d'un enjeu de valeur (économique). Pourquoi les pays européens se disputeraient-ils des terres s'il n'y avait rien à en tirer en termes économiques? Par conséquent, l'idée sous-jacente en Europe pendant la période précédant le partage était qu'il y avait au moins un gain (potentiel) à réaliser.

La théorie économique

Le gain économique (potentiel) lié à l'acquisition de colonies a en effet fortement contribué à expliquer l'expansion rapide des pays européens en Afrique après 1880. Selon cette théorie de l'impérialisme, l'Europe avait besoin de l'Afrique pour y trouver de nouveaux marchés afin de vendre ses produits industriels, d'obtenir des matières premières pour sa production et d'investir son capital excédentaire (un argument souvent associé aux travaux de Hobson et, plus tard, de Lénine).

Au cours du 19e siècle, l'Europe a connu une industrialisation rapide. Toutefois, à la fin du siècle, l'Europe occidentale en particulier s'est retrouvée dans une longue dépression, qui a entraîné une baisse de la consommation et une surproduction. Au lieu de réduire la production, les industriels ont cherché de nouveaux marchés. Dans le même ordre d'idées, les usines avaient besoin de matières premières pour leur production. Enfin, les détenteurs de capitaux européens cherchaient un champ d'investissement pour leurs capitaux excédentaires. Pour la première fois, l'Afrique est considérée comme un facteur important pour le développement des économies européennes.

À cette époque, alors que l'Europe se trouvait dans la dépression décrite ci-dessus, les rapports des explorateurs du continent africain qui parvenaient en Europe ne manquaient jamais de souligner les richesses du continent. Dans les années 1880, la croyance générale en Europe était que l'Afrique était "[...] le dernier grand réservoir inexploité de marchés, de ressources et d'opportunités d'investissement [...]" (Sanderson 1985: 103). Pourtant, les intérêts commerciaux de l'Europe en Afrique se limitaient encore principalement à certaines régions de la côte ouest. Le commerce réel entre les continents ne représente qu'une fraction du commerce total pour la plupart des pays européens. C'est donc le potentiel, et non le gain réel, qui a rendu l'Afrique si attrayante et qui a motivé le partage.

Enfin, l'idée qu'il était nécessaire d'investir les capitaux excédentaires a perdu de son pouvoir explicatif au cours des dernières décennies, car il est devenu évident que les investissements en dehors de l'Afrique du Sud et de l'Égypte étaient marginaux. Le moment précis de la partition est donc difficile à expliquer par la théorie. Pourquoi la partition ne s'est-elle pas produite quelques années plus tôt ou plus tard? Pour la Grande-Bretagne, qui était vraiment la seule puissance industrialisée au 19e siècle, il aurait suffi de maintenir un empire informel en Afrique. La France et l'Allemagne, qui commençaient seulement à s'industrialiser à la fin du 19e siècle, n'avaient pas connu de problèmes de croissance importants qui auraient dû être résolus par l'établissement d'un

empire africain. Quant au Portugal, pays aux grandes ambitions coloniales, il était une puissance préindustrielle dans les années 1880 et a pourtant pris le contrôle de très vastes territoires en Afrique de l'Ouest et de l'Est qui, pendant longtemps, ont pesé lourdement sur l'économie sous-développée du pays.

Civilisation/christianisme

Dans de nombreuses régions, la colonisation officielle de l'Afrique a été précédée et, dans une large mesure, a coïncidé avec l'intensification des activités missionnaires. Il est parfois suggéré que les activités des missionnaires ont été à l'origine de la partition de l'Afrique. Mais si les missionnaires chrétiens ont souvent été les premiers Européens à pénétrer dans une région, le colonisateur final était souvent originaire d'un pays différent de celui des missionnaires. Ce n'est que dans quelques cas qu'il existe un lien clair entre l'activité missionnaire précoloniale et l'occupation coloniale ultérieure. Dans le cas du royaume du Buganda, le gouvernement britannique était initialement très réticent à annexer le royaume. Les coûts étaient jugés trop élevés. Cependant, les missionnaires ont exigé l'annexion car, sans occupation formelle, ils craignaient d'être expulsés de la région où ils s'étaient établis. Les missionnaires gagnèrent la bataille de l'opinion publique et le gouvernement britannique, bien que peu enthousiaste, autorisa l'annexion du royaume du Buganda et de ses environs, qui deviendront plus tard le Protectorat de l'Ouganda. Au Nyassaland (aujourd'hui Malawi), le gouvernement britannique n'était pas non plus disposé à occuper la région, car le seul accès pratique à la mer passait par le Mozambique portugais. En outre, le gouvernement britannique craignait de devenir impopulaire en Écosse, une région importante du nord de la Grande-Bretagne, s'il laissait les catholiques portugais s'emparer de la présence missionnaire écossaise dans la région. C'est ainsi que les Britanniques ont fini par occuper la région.

D'une manière générale, l'influence directe des missionnaires sur le partage a été limitée. On a cependant fait valoir que le christianisme avait suscité un élan missionnaire et humanitaire plus large au sein de la société européenne, qui visait à éclairer et à civiliser les peuples africains. En outre, les missionnaires ont soutenu le colonialisme parce qu'ils étaient convaincus que le contrôle européen faciliterait l'activité missionnaire en Afrique. Ainsi, si les missionnaires ne sont probablement pas à l'origine de la partition, leur soutien au colonialisme a certainement joué un rôle essentiel dans la légitimation de l'occupation coloniale auprès des Européens.

En résumé, il semble que certaines explications s'appliquent à certaines régions et périodes, tandis que d'autres semblent plus adaptées à d'autres cas. La combinaison de tous ces motifs semble exhaustive pour expliquer la partition de l'Afrique. La littérature ne s'accorde pas sur la plus importante d'entre elles, bien que la combinaison des théories stratégiques/politiques et économiques semble prévaloir. L'ensemble de ces facteurs a constitué une série d'éléments déclencheurs. Si l'un d'entre eux ne s'était pas déclenché, une combinaison des autres aurait pu suffire à provoquer le même résultat. L'évolution de la partition finale est le résultat de l'interaction entre les objectifs et les actions des Européens et les réactions et stratégies d'adaptation des Africains.

6. Conclusion

Comme nous l'avons vu, les innovations médicales ont rendu possible la présence des Européens en Afrique et la supériorité militaire européenne a permis un partage relativement rapide de l'Afrique. Mais il n'y a pas de raison unique pour *laquelle* l'Europe a colonisé l'Afrique en premier lieu. Une combinaison de motifs allant du gain économique et du prestige national à la provocation africaine ont tous interagi dans ce qui est devenu un processus inarrêtable. La manière dont ce processus a évolué par la suite a été façonnée par une combinaison d'actions et de réactions de la part des Africains et des Européens.

La conquête s'est d'abord développée plus rapidement en Afrique du Nord et du Sud, pour des raisons historiques, mais aussi parce que l'environnement était moins hostile pour les Européens. En quelques décennies, l'ensemble du continent est sous domination coloniale. Même si le nombre d'Européens qui se sont finalement installés en Afrique a été très faible, la période coloniale a eu des conséquences majeures. Les puissances européennes ont découpé le continent, créé des États-nations et commencé à développer des économies nationales. Cependant, comme il y avait très peu d'Européens sur place, ce sont les Africains qui ont travaillé dans la construction, l'agriculture et l'industrie. Ce sont donc les Africains qui ont construit les États coloniaux et qui ont payé les impôts nécessaires à leur maintien.

La plupart des pays africains sont devenus indépendants au milieu du 20e siècle et ont conservé les mêmes frontières que celles qui avaient été tracées lors du partage. La création de ces pays a eu d'importantes conséquences à long terme. Elle a déterminé non seulement l'emplacement, la forme et la taille des nations, mais aussi les sociétés qui, à partir de ce moment-là, ont partagé la même nationalité. Ainsi, la création de pays à l'époque coloniale a déterminé la base géographique et ethnique des pays africains d'aujourd'hui.

Questions d'étude

1. Citez trois développements technologiques qui ont permis le partage de l'Afrique par les Européens.
2. Dans quelles régions africaines l'annexion de territoires s'est-elle développée initialement le plus rapidement, et pourquoi?
3. Citez deux stratégies employées par les sociétés africaines pour faire face aux envahisseurs européens. Pouvez-vous donner un exemple de sociétés qui ont suivi ces stratégies?
4. Donnez deux explications aux raisons pour lesquelles l'Europe a colonisé l'Afrique. Laquelle vous semble la plus convaincante?

5. Citez quelques-unes des conséquences à long terme de la partition. Pouvez-vous donner un exemple de la façon dont cela affecte votre vie aujourd'hui?

Exercice de discussion

Divisez la classe en sous-groupes de trois à cinq élèves. Laissez chaque groupe discuter de ce qu'il pense être les trois conséquences à long terme les plus importantes de la domination coloniale dans son pays et les classer par ordre d'importance. Un étudiant par groupe sera chargé de présenter la liste et d'offrir une brève discussion sur les arguments en faveur de cette liste.

Lectures suggérées

Curtin, P.D., S. Feierman, L. Thompson and J. Vansina (1988) *African History*, New York: Longman, chapter 15 – 17, pp. 398-468.

Iliffe, J. (1995) *Africans, The History of a Continent*, Cambridge: Cambridge University Press, chapter 9 and 10, pp. 193 -250.

Lonsdale, J. (1985). The European Scramble and Conquest in African History. In R. Oliver & G. N. Sanderson (eds.), *The Cambridge History of Africa*, Vol. 6, Cambridge: Cambridge University Press, pp. 680–766.

Frankema, E., J. G. Williamson, and P.J. Woltjer (2018) An Economic Rationale for the West African Scramble? The Commercial Transition and the Commodity Price Boom of 1835-1885, *Journal of Economic History* 78(1): 231-267.

Michalopoulos, Stelios, and Elias Papaioannou (2016) The Long-Run Effects of the Scramble for Africa. *American Economic Review*, 106 (7): 1802-48.

Pakenham, T. (1991) *The Scramble for Africa: 1876-1912*. London: Orion Publishing Group, Ltd.

Reid, R.J. (2009) *A History of Modern Africa, 1800 to the Present*, West Sussex: Wiley and Sons, ltd., part III and IV, pp. 111 – 198.

Sanderson, G. N. (1985) The European Partitioning of Africa: Origins and Dynamics, in: R.

Oliver and G. N. Sanderson (eds.) *The Cambridge History of Africa: Volume 6: From 1870-1905*. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 96-158.

Uzoigwe, G. N. (1985). European Partition and Conquest of Africa: an Overview, in: Boahen, A. A (ed.) *General History of Africa – VII: Africa under Colonial Domination 1880-1935*, pp. 19-44.

A propos de l'auteur

Jutta Bolt est professeur d'histoire économique mondiale à l'université de Groningue et à l'université de Lund. Ses recherches portent sur les modèles de développement économique et social comparatifs à long terme, et plus particulièrement sur l'Afrique. Ses projets de recherche actuels comprennent la compréhension des schémas de maladie à long terme en Afrique (bourse d'extension de la Wallenberg Academy Fellowship), la compréhension des origines historiques de l'inégalité actuelle des revenus en Afrique et l'étude du développement historique de la capacité des gouvernements locaux et centraux en Afrique.

La santé dans l'histoire de l'Afrique

Shane Doyle
Université de Leeds

1. Introduction

La santé d'une population, les maladies dont elle souffre et la nature de la réponse sociale à la maladie sont profondément révélatrices des caractéristiques fondamentales des sociétés humaines. Le bien-être humain est profondément influencé par les conditions économiques, qui représentent aujourd'hui 10 pour cent du PIB (produit intérieur brut) mondial. S'il est courant de se concentrer sur l'identification scientifique des causes des maladies et sur les aspects techniques des traitements médicaux, la santé est également considérée comme un facteur clé influençant la productivité, les dépenses publiques et les flux d'aide. Comme le montre ce chapitre, les sociétés africaines se sont organisées pour gérer leur environnement pathologique, le diagnostic de la maladie a toujours été façonné par des préjugés culturels et le coût des soins a menacé la viabilité des ménages et la stabilité sociale.

Ce chapitre explore la longue histoire de la santé et de la maladie dans l'histoire de l'Afrique. Tout d'abord, nous nous demanderons comment la santé peut être mesurée et ce que les mesures utilisées révèlent sur les sociétés africaines. Ensuite, l'attention se portera sur l'évaluation de la maladie et de la guérison dans le passé précolonial de l'Afrique, en mettant l'accent sur la charge de morbidité unique du continent et sur la manière dont celle-ci a influencé les cultures indigènes et les stéréotypes extérieurs. Ces idées préconçues d'un continent malade ayant besoin de la 'mission civilisatrice' de l'Europe ont contribué à la conquête coloniale qui, ironiquement, a déclenché plusieurs décennies de déclin démographique. Troisièmement, nous verrons comment l'expansion progressive des soins de santé coloniaux et la nette amélioration de l'efficacité de la biomédecine occidentale ("scientifique") dans les années 1940 et 1950 ont permis de réduire les niveaux de maladie et de mortalité en Afrique à l'approche de l'indépendance. L'optimisme des premières années de la décolonisation en matière de santé et de soins de santé a été remis en question par l'instabilité économique et politique, l'ajustement structurel et le VIH/SIDA. Le chapitre se termine par une évaluation de l'histoire récente des changements médicaux sur le continent, de la manière dont des concepts tels que la santé mondiale, la santé pour tous et la sécurisation ont créé une situation où les indicateurs de santé s'améliorent, mais où les structures et la durabilité de la fourniture de soins de santé restent incertaines.

2. Comment mesurer et évaluer la santé?

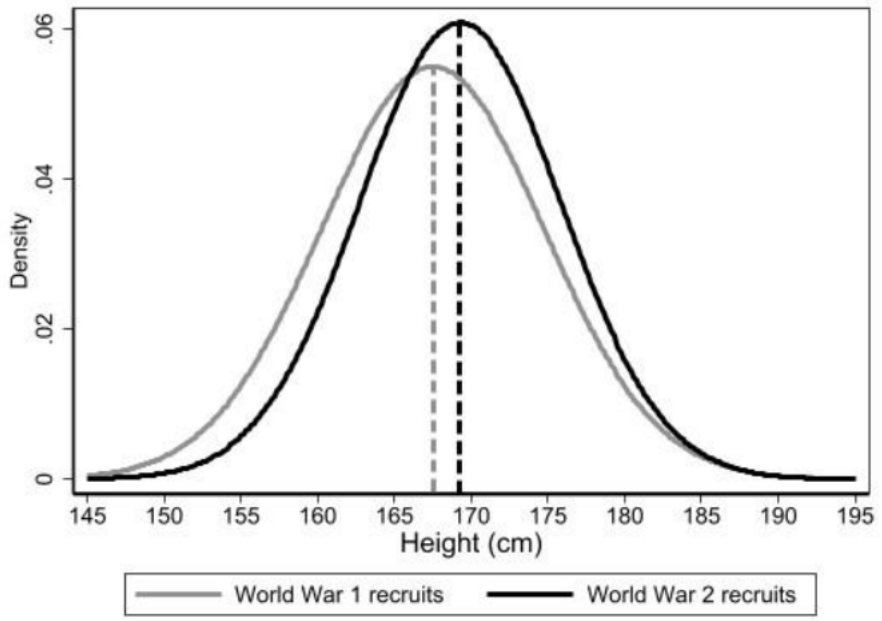
La santé et la maladie sont des phénomènes complexes influencés par de multiples facteurs. Ils sont profondément locaux par nature, façonnés par les normes culturelles et les écologies des maladies. La compréhension de ce qu'est une maladie, ou la terminologie à utiliser, a évolué au fil du temps. Pourtant, les chercheurs se sentent obligés d'essayer de comparer les niveaux de maladie dans différentes régions et à différentes époques. Il est donc nécessaire de réfléchir à ce qui peut être mesuré et à la signification des mesures. Il convient également de garder à l'esprit que les différentes disciplines donnent la priorité à des mesures différentes. Les démographes peuvent mettre l'accent sur des mesures au niveau de la population comme le *taux de mortalité infantile* (combien de bébés sont morts au cours de leur première année de vie pour 1 000) ou le *taux de mortalité brut* (combien de personnes sont mortes au cours d'une année pour 1 000). Les économistes de la santé étudient les facteurs qui ont une incidence sur les coûts, comme la *durée moyenne de séjour des patients* dans un hôpital, tandis que les épidémiologistes enregistrent des paramètres spécifiques à une maladie, comme le *taux de prévalence de la maladie*, qui reflète la proportion d'une population souffrant d'un problème de santé à un moment donné. Certaines mesures, comme *l'espérance de vie à la naissance*, sont utilisées dans plusieurs disciplines. La durée de vie moyenne d'une personne est bien sûr au cœur de la démographie et de la médecine, mais elle est également utilisée par le Programme des Nations Unies pour le développement pour fournir un tiers des données qui composent son *indice de développement humain*.

Il s'agit là de mesures précieuses, mais qui doivent être interprétées et utilisées avec précaution. Par exemple, avant le milieu du 20e siècle, peu de personnes en Afrique enregistraient leur date de naissance, de sorte que le calcul de la durée de l'enfance impliquait une part de supposition. Pour que les interventions tiennent compte du fait que de nombreux enfants africains meurent après la naissance, les objectifs du Millénaire et du développement durable ont remplacé la mortalité infantile par la mortalité des moins de cinq ans. Aujourd'hui, le taux brut de mortalité en Afrique est inférieur à celui de l'Europe. Mais c'est surtout parce que les Africains sont en moyenne beaucoup plus jeunes que les Européens. Cela ne signifie pas que la personne moyenne en Afrique est en meilleure santé. L'histoire montre qu'au début du 20e siècle, les patients restaient longtemps à l'hôpital, non seulement parce qu'ils étaient plus malades qu'aujourd'hui et que les médicaments étaient moins efficaces, mais aussi parce que les missionnaires chrétiens, qui dirigeaient la plupart des hôpitaux de l'Afrique coloniale, considéraient les patients hospitalisés comme des candidats de choix pour la conversion religieuse. L'évolution de la *durée moyenne de séjour* n'est donc pas nécessairement le signe d'une amélioration du traitement ou de l'état de santé sous-jacent. Le calcul d'un taux de prévalence nécessite des moyens précis de diagnostic d'une maladie, mais des tests de laboratoire précis ne sont pas universellement disponibles, même aujourd'hui, et étaient relativement rares pendant la période coloniale. Il est également difficile de tester un échantillon représentatif d'une population entière. Dans le passé, les médecins ont souvent surestimé la prévalence d'une maladie dans une société africaine parce qu'ils s'appuyaient sur les seules données auxquelles ils avaient accès, par exemple la fréquence d'une maladie parmi les personnes admises

à l'hôpital ou les femmes fréquentant les cliniques de maternité. Or, les patients sont par définition malades et les femmes enceintes sont particulièrement vulnérables à certaines maladies.

Par conséquent, dans le passé, les mesures de la santé en Afrique n'étaient pas toujours précises ou représentatives. Les historiens ont souvent été en mesure de tirer des informations utiles en interprétant avec soin les données disponibles. Mais ils ont également cherché d'autres mesures de la santé. Par exemple, les registres d'enrôlement ont été analysés. Les armées coloniales exigeaient des soldats africains qu'ils soient raisonnablement grands. La taille adulte étant un bon indicateur des niveaux de nutrition et de santé pendant l'enfance, il a été possible d'évaluer l'impact du développement économique et social sur le niveau de vie des hommes, au fil du temps. Une analyse de l'évolution de la taille moyenne des recrues africaines au Ghana indique une augmentation constante de la taille entre les années 1890 et les années 1970. La figure 1 montre la répartition de la taille des recrues ghanéennes au cours de la Première et de la Seconde Guerre mondiale. Il semble probable que la forte augmentation des revenus moyens associée à l'expansion de la production de cacao ait stimulé une augmentation d'environ 2 cm de la taille moyenne des recrues de la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, il n'en va pas de même pour les nombreux soldats africains qui ont grandi plus loin de la côte.

Figure 1: Taille des hommes dans le Ghana colonial par cohorte de naissance



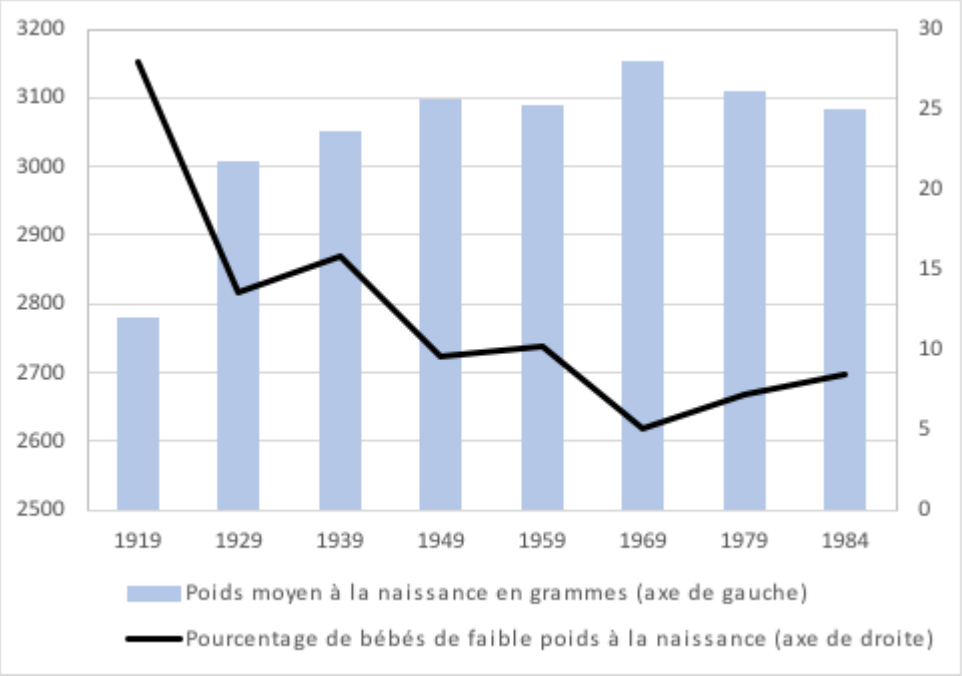
Source: Moradi, Austin and Baten (2013).
Remarque: Traduction anglais/francais: density/densité; height/taille; World War I recruits/recrues de la Première Guerre Mondiale; World War II recruits/recrues de la Seconde Guerre Mondiale.

Les registres de maternité enregistrant le poids des bébés nés dans les hôpitaux constituent une autre source d'information. La figure 2 montre une augmentation substantielle du poids moyen des

bébés nés dans les hôpitaux des missions entre les années 1930 et 1950 à Kampala, la capitale de l'Ouganda colonial. Dans le même temps, la proportion de bébés présentant une insuffisance pondérale à la naissance (< 2 500 g) a diminué (ligne noire). Le poids à la naissance est un bon indicateur de l'évolution du régime alimentaire maternel et de l'exposition aux maladies, ainsi qu'un bon prédicteur de la santé et de la longévité futures. Il est bien sûr possible que les femmes qui se sont rendues à la maternité avant les années 1930 aient été nettement plus pauvres que celles qui ont accouché dans un cadre médical au cours de la période ultérieure, mais rien ne permet d'affirmer qu'un tel changement s'est produit. Dans l'ensemble, il semble plus sûr de supposer que la période de domination coloniale n'a été ni catastrophique ni extrêmement bénéfique en termes d'impact sur la croissance humaine.

Quant à la période précoloniale, il s'agit d'une époque où très peu de données quantitatives utilisables ont été produites ou conservées. Les historiens ont plutôt eu tendance à s'appuyer sur des documents qualitatifs, généralement produits par des observateurs européens, qui décrivent les pratiques de guérison, les normes de santé et la longévité des Africains. Ces documents sont généralement plus révélateurs des préjugés européens que des réalités africaines. Toutefois, les récits d'observateurs réfléchis, résidant depuis longtemps en Afrique et ayant reçu une formation médicale, tels que le célèbre médecin missionnaire David Livingstone, suggèrent que si les causes des maladies étaient souvent différentes en Afrique, les Africains n'étaient pas beaucoup plus susceptibles d'être malades ou de mourir prématurément que les paysans et les citadins européens au cours d'une année normale. Les années normales n'étaient toutefois pas si fréquentes à une époque marquée par la traite des esclaves et la conquête impériale.

Figure 2: Poids moyen à la naissance (en grammes) dans les hôpitaux ougandais



Source: Doyle (2013, pp. 272-3).

3. Les caractéristiques des maladies précoloniales

D'un point de vue comparatif, l'Afrique semble avoir bénéficié d'un environnement pathologique particulièrement hostile, et ce pour deux raisons essentielles. Tout d'abord, le continent africain abritait un ensemble de maladies tropicales particulièrement diverses et mortelles. Certaines d'entre elles, comme la maladie du sommeil ou la *trypanosomiase* humaine, une maladie transmise par la mouche tsé-tsé, n'existaient qu'en Afrique. D'autres, comme le paludisme, une infection transmise par les moustiques, étaient répandues dans de nombreuses régions du monde, mais étaient particulièrement virulentes en Afrique. La forme de paludisme la plus répandue en Afrique, *Plasmodium falciparum*, est plus souvent mortelle que *Plasmodium vivax*, la forme la plus fréquente en Asie et dans les Amériques. Même en 2020, 96 pour cent des décès dus au paludisme dans le monde se produiront sur le continent africain, la plupart des décès survenant avant l'âge de cinq ans chez des enfants qui n'ont pas encore développé d'immunité contre la maladie.

La gravité des maladies transmises par les insectes explique en partie le paradoxe selon lequel l'homme moderne (*homo sapiens*) vit en Afrique depuis deux à trois fois plus longtemps que sur n'importe quel autre continent, alors que la densité de population sur le continent africain est restée comparativement faible jusqu'à très récemment. Le tableau 1 place les densités de population de l'Afrique subsaharienne dans une perspective comparative avec d'autres régions du monde, montrant qu'au cours des 500 dernières années, l'Afrique a eu la densité de population la plus faible. Les faibles densités de population s'expliquent également par les obstacles à

l'intensification de l'agriculture. Les précipitations étaient souvent faibles et imprévisibles; les sols étaient relativement peu fertiles. En outre, les animaux domestiqués et les hommes souffraient d'un lourd fardeau de maladies. Par exemple, en raison de conditions telles que le *nagana*, la forme animale de la trypanosomiase, et la fièvre de la côte orientale transmise par les tiques, l'utilisation de bœufs ou de chevaux pour le transport ou pour tirer les charrues afin d'ameublir ou de retourner le sol avant de planter était, à quelques exceptions près, impossible dans les régions infestées.

Tableau 1: Densités de population moyennes par région du monde

	1500	**1750**	**1900**	**1975**
Afrique subsaharienne	1.9	2.7	4.4	13.6
Japon	46.4	78.3	118.2	294.8
Asie du Sud	15.2	24.1	38.2	100.3
Europe	13.7	26.9	62.9	99.9
Chine	13.4	22.2	45.6	91.1

Source: Frankema (2015, p. 276).

Le deuxième facteur majeur est que l'Afrique était reliée à l'Eurasie par le pont terrestre du Sinaï en Égypte, et plus tard par le trafic maritime, et que les Africains ont donc subi des infiltrations répétées de maladies pandémiques qui sont apparues dans les villes asiatiques ou européennes et se sont propagées par le biais des réseaux denses d'échanges commerciaux de ces continents. Le pire exemple est peut-être la peste noire, une forme exceptionnellement mortelle de peste transmise par des puces, qui est arrivée en Afrique du Nord en 1348 et a rapidement inversé plusieurs siècles de croissance démographique soutenue. L'Afrique a alors souffert de manière disproportionnée des inconvénients de l'urbanisme à une époque où les villes généraient des richesses mais facilitaient également la transmission des maladies. Cependant, l'exposition à long terme du continent à certaines des maladies circulant en Europe et en Asie a créé un certain degré d'immunité. Cela signifie que la conquête de l'Afrique a eu des conséquences moins dévastatrices que pour les populations plus isolées des Amériques, des Caraïbes et des îles du Pacifique Sud.

Idées précoloniales de la santé et réponses médicales et culturelles à la maladie

Dans de nombreuses sociétés africaines, confrontées à des niveaux élevés de maladies endémiques quotidiennes et à des épisodes occasionnels d'épidémies intenses, les cultures de la guérison s'étendaient au-delà du domaine de l'individu malade et des techniques de la médecine chirurgicale ou à base de plantes. Les commentateurs européens ont souvent noté l'habileté technique des chirurgiens africains et la variété des racines et des feuilles utilisées par les herboristes pour traiter de multiples maladies. La phytothérapie était également utilisée pour prévenir les maladies et protéger la santé, en particulier pendant la conception, la grossesse, l'accouchement et l'allaitement. Ces pratiques sont illustrées par la sculpture de l'actuelle République démocratique du Congo ci-dessous, qui représente une mère allaitante dont la peau porte des cicatrices obtenues en frottant des plantes médicinales sur de petites incisions. Comme l'ont observé les anthropologues historiques du continent, les tentatives directes de soulager les symptômes de la

maladie ne constituaient qu'une partie des pratiques de guérison africaines. L'accent était plutôt mis sur la recherche des *raisons pour lesquelles* un individu était tombé malade. Ces cultures africaines de guérison pragmatiques impliquaient donc souvent des interventions à la fois cliniques et spirituelles. Elles nécessitaient aussi souvent l'engagement de parents ou de pairs qui formaient des groupes de gestion thérapeutique chargés d'organiser et d'évaluer les options de traitement. Cette conception de la guérison, qui implique à la fois des éléments spirituels et sociaux, a façonné les cultures publiques d'engagement politique de nombreuses sociétés. Les rituels de guérison de la terre ou de l'État étaient considérés comme essentiels à la prospérité collective et à l'intégration sociale, ainsi qu'à l'atténuation des tensions interpersonnelles résultant de forces perturbatrices telles que la traite des esclaves ou le commerce à longue distance.

Scarification protégeant les femmes pendant la conception, la grossesse, l'accouchement et l'allaitement
Source: Commons Wikimedia: Commons Wikimedia.

Intégration aux marchés mondiaux, 15e - 19e siècles

Le commerce international, impliquant des populations réduites en esclavage et des matières premières, a non seulement accéléré l'intégration de l'Afrique dans les marchés mondiaux à partir

de la fin du 15e siècle, mais a également accéléré l'intégration du continent dans un processus de mondialisation biologique qui s'accélère. Le commerce a amené de nouvelles sources d'infection sur les côtes du continent et a également facilité la dispersion d'agents pathogènes établis de longue date. Au cours de la seconde moitié du 19e siècle, par exemple, alors que les marchandises et les personnes circulaient plus vite et plus loin en Afrique de l'Est, les épidémies sont devenues presque annuelles. Les épidémies de choléra, de dysenterie, de grippe, de rougeole, de peste, de variole et d'une multitude d'autres maladies ont dévasté la région. Les souffrances de l'Afrique de l'Ouest ont été plus longues. Ironie tragique, l'idée que l'immunité acquise par les Africains de l'Ouest contre le paludisme leur conférait un avantage par rapport à d'autres formes de main-d'œuvre dans les Amériques allait propulser la traite transatlantique des esclaves vers de nouveaux sommets, avec de sombres conséquences démographiques. On estime que 12,5 millions de personnes ont été exportées comme esclaves et qu'autant de captifs sont morts de maladies ou de violences avant d'atteindre les Amériques, pendant la capture, le transfert vers la côte, l'emprisonnement sur place et, enfin, pendant le voyage.

4. La conquête coloniale et les débuts de l'administration coloniale

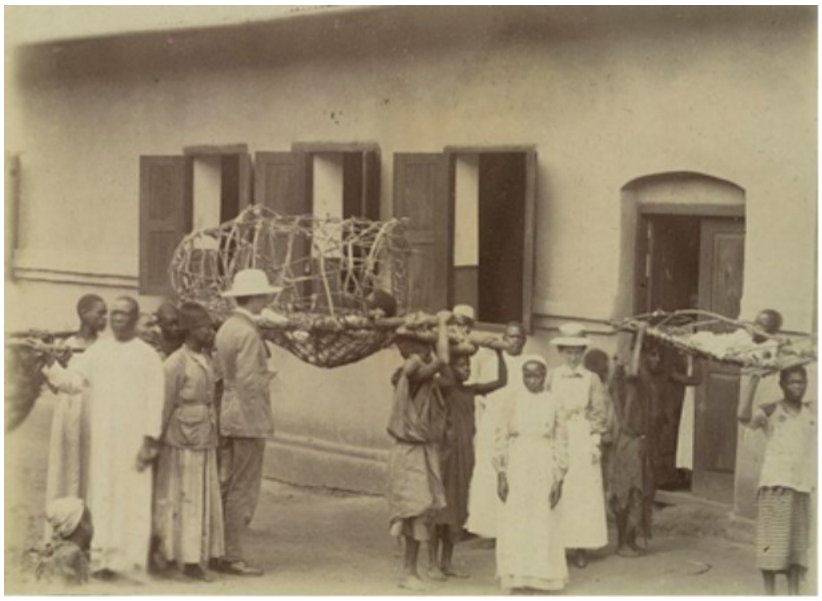
Dans l'imaginaire européen, l'Afrique était, à la fin du 19e siècle, considérée comme un continent malade ayant besoin de rédemption, dont l'adaptation des habitants à des environnements apparemment hostiles renforçait l'idée de leur infériorité raciale. Pendant plusieurs siècles, les taux de mortalité incroyablement élevés des Européens en Afrique tropicale ont protégé le continent de la conquête. La moitié des missionnaires chrétiens arrivés en Côte d'Or avant 1850 sont morts en l'espace de trois ans, ce qui a renforcé l'idée que l'Afrique était 'la tombe de l'homme blanc'. La conquête impériale était motivée par un sentiment croissant de supériorité raciale au sein des puissances européennes, mais elle a été rendue possible par une volonté pragmatique d'exploiter la résistance aux maladies que les Africains acquéraient nécessairement s'ils survivaient à l'enfance. Sur l'ensemble du continent, l'expansion européenne s'est faite en grande partie grâce à l'emploi de soldats africains. Les conquêtes ont ensuite pu être consolidées parce que l'espérance de vie des Européens sur le continent africain a atteint des niveaux durables dans les années 1880 et 1890 grâce à des découvertes scientifiques cruciales. L'eau potable a été rendue salubre par le filtrage et l'ébullition, et les administrateurs et soldats européens ont commencé à utiliser systématiquement la quinine, un médicament à base de plantes, pour prévenir et guérir le paludisme.

Les épidémies de peste légitimaient la ségrégation raciale de l'espace urbain et les épidémies dévastatrices de maladie du sommeil qui accompagnaient la nature perturbatrice de la conquête provoquaient un remodelage des sociétés rurales. Les populations africaines considérées comme menacées par la maladie du sommeil ont été déplacées par l'État colonial, au moins en partie pour faciliter l'extraction de taxes et de main-d'œuvre. Les gouvernements coloniaux craignaient que les épidémies de maladies transmissibles ne réduisent la taille de la population active et

contribuable. En outre, les épidémies de maladie du sommeil se sont souvent déclarées sur des îles et des rives de lacs éloignés du contrôle colonial.

Vaccination contre la variole au Kenya colonial
Source: Commons Wikimedia: Commons Wikimedia.

Les habitants de ces régions ont été contraints de s'installer dans des villages situés à proximité des grands axes routiers afin de pouvoir travailler pour l'économie coloniale et payer des impôts pour soutenir l'administration. La coercition a également caractérisé les contrôles contre l'infection par la peste, l'inoculation de masse contre des maladies telles que la variole, comme le montre la photo ci-dessus, et les campagnes contre la syphilis, l'infection sexuellement transmissible la plus courante de l'époque. Les premières décennies du 20e siècle ont été marquées par un déclin démographique d'une telle gravité que des mesures extrêmes semblaient justifiées. Il est probable que l'assainissement de base et les vaccinations ont eu des effets bénéfiques immédiats sur l'espérance de vie. À plus long terme, les interventions médicales souvent punitives ou inexpliquées semblent avoir contribué à faire naître des doutes au sein de la société indigène quant à l'intention bénigne de la biomédecine occidentale. Cette expérience précoce d'une médecine occidentale agressive peut expliquer pourquoi les autorités médicales des périodes ultérieures se sont souvent plaintes du manque de confiance des sociétés africaines dans les interventions sanitaires et de leur respect incomplet de ces dernières.



Patients arrivant à l'hôpital missionnaire de Mengo, en Ouganda.
Source: Commons Wikimedia: *Commons Wikimedia*.

Au début de la période coloniale, la médecine missionnaire fournissait l'essentiel des soins de santé africains dans les hôpitaux et les dispensaires. La photo ci-dessus montre l'arrivée de patients, souvent transportés sur de longues distances, dans l'un des premiers hôpitaux missionnaires d'Ouganda. En effet, les sociétés missionnaires chrétiennes ont investi de manière substantielle dans les soins de santé en Afrique bien avant l'arrivée de l'État colonial. En 1925, les missions protestantes géraient à elles seules 116 hôpitaux et 366 dispensaires, traitant environ 660 000 patients africains. Les missionnaires médicaux considéraient l'hôpital comme une occasion idéale de s'adresser à un public captif et de démontrer le pouvoir de guérison bienveillant, et parfois miraculeux, du christianisme. Le symbolisme chrétien dans les activités médicales des missionnaires, notamment la bénédiction des malades, le signe de croix, les prières et le soutien social disponible dans les missions, peut avoir rapproché les pratiques des missions chrétiennes des systèmes thérapeutiques traditionnels africains, qui considéraient les maladies comme des signes de déséquilibre individuel et communautaire pouvant être traités le plus efficacement en incluant l'ensemble du corps social, comme le suggère la sculpture congolaise ci-dessus.

Plus généralement, les soins de santé missionnaires étaient un moyen d'inculquer la morale chrétienne au sein du foyer. Au début de la période coloniale, les missionnaires médicaux, convaincus que le déclin démographique était dû avant tout à l'immoralité sexuelle des Africains, ont placé la prévention et le traitement des infections sexuellement transmissibles au cœur de leurs activités. Dans les années 1930, reconnaissant tardivement l'ampleur des erreurs de diagnostic sur lesquelles reposaient les campagnes précédentes contre la syphilis, la médecine missionnaire s'est tournée vers la santé maternelle et infantile, qu'elle allait continuer à dominer pendant des décennies.

5. La période coloniale ultérieure

Entre la Première et la Seconde Guerre mondiale, un changement majeur s'est produit dans l'offre médicale. Les soins de santé ont été progressivement laïcisés, à mesure que les capacités et l'ambition de l'État colonial s'accroissaient. À partir des années 1930, l'État colonial investit de plus en plus dans la fourniture de soins de santé de masse en Afrique. Il s'agit à la fois d'une expansion des soins curatifs et d'un recentrage des soins de santé préventifs. Alors que les investissements dans l'assainissement et la vaccination se poursuivent, une nouvelle énergie est consacrée aux efforts visant à sensibiliser la population à la transmission et à l'évitement des maladies. Ces efforts n'auront toutefois qu'un effet limité jusqu'à ce que les systèmes de santé soient largement africanisés à la fin de la période coloniale, le personnel africain s'avérant mieux à même de traduire les concepts médicaux dans les idiomes locaux.

Dans les années 1940 et 1950, le pouvoir curatif des soins de santé coloniaux s'est transformé. La fréquence à laquelle les Africains ont eu recours aux soins biomédicaux a énormément augmenté, en partie grâce à des investissements importants dans la formation médicale, les institutions et le personnel, mais aussi parce que la capacité curative de la biomédecine occidentale s'est transformée. L'introduction, dans les années 1940, de nouveaux antipaludéens, comme la chloroquine, et d'antibiotiques, comme la pénicilline, a entraîné une baisse substantielle de la mortalité, en particulier chez les nourrissons et les jeunes enfants, ainsi qu'une forte réduction de la durée moyenne du séjour à l'hôpital, ce qui a permis d'augmenter considérablement le nombre de patients que chaque unité pouvait traiter.

L'impact de ces progrès médicaux peut être mieux étudié en observant l'évolution des maladies dans le temps. Le tableau 2 montre la fréquence des maladies les plus couramment diagnostiquées dans un hôpital missionnaire de l'Ouganda rural au début et au milieu du 20e siècle. Des maladies comme la syphilis et l'ulcère tropical ont nécessité de très longues périodes de traitement hospitalier douloureux et souvent infructueux au cours des premières décennies du^{20e} siècle. À partir de la fin des années 1940, avec l'introduction de la pénicilline, les patients admis pour ces maladies ont connu des guérisons quasi miraculeuses. Pour de nombreuses maladies, les guérisons rapides ont eu pour effet de réduire leur importance à l'hôpital au fil du temps. Le tableau 2 illustre une baisse relative prononcée de l'hospitalisation des patients atteints de maladies cutanées et de maladies sexuellement transmissibles entre les années 1940, qui pouvaient être traitées par des antibiotiques. Pour d'autres maladies très courantes, mais auparavant coûteuses ou impossibles à traiter, comme le paludisme et la tuberculose, l'introduction de médicaments efficaces et abordables a stimulé une augmentation substantielle des admissions à l'hôpital (voir tableau 2). Si l'efficacité de la médecine coloniale s'est améliorée au fil du temps, il est important de noter qu'elle s'est d'abord concentrée sur les maladies transmissibles - des affections dont la prévalence pouvait augmenter rapidement et qui étaient susceptibles d'infecter les fonctionnaires de l'État colonial –

jusqu'à l'indépendance. À quelques exceptions près, les maladies non transmissibles, telles que le cancer et les maladies cardiaques, ont reçu moins d'attention qu'elles n'en méritaient.

Tableau 2: Incidence des maladies (%) parmi les patients hospitalisés à l'hôpital de Toro en Ouganda, 1908-70

Catégorie de maladie	1908-19	1920-29	1930-39	1940-49	1964-70	Exemples
Maladies de la peau	14.1	12.9	17.2	8.2	2.4	Ulcères, plaies, abcès
Infections sexuellement transmissibles	11.8	20.1	10.8	4.1	0.7	Syphilis, Gonorrhée
Maladies respiratoires	9.1	8.3	9.6	11.6	17.2	Pneumonie, Bronchite
Infectieux et parasitaires	8.0	9.9	8.3	5.5	13.4	Grippe, rougeole, tuberculose
Malaria	6.8	5.8	6.5	14.3	11.2	Malaria
Système digestif	6.6	4.9	4.4	2.1	3.7	Constipation, dyspepsie
Blessures	5.6	5.9	3.8	2.0	1.9	Brûlures, plaies, fractures
Gastro-entérite	4.2	1.7	2.2	3.9	14.2	Gastro-entérite, dysenterie
Système génito-urinaire	3.6	3.8	3.4	4.2	9.2	Infection urinaire, cystite
Complications liées à la maternité	3.5	4.9	8.0	12.2	3.1	Avortement incomplet
Vers	1.6	2.4	6.0	11.0	4.3	Ténias, vers ronds

Source: Doyle, Meier zu Selhausen & Weisdorf (2020).

Si ces grandes tendances étaient visibles partout, les systèmes médicaux variaient d'un bout à l'autre du continent. Par exemple, le système de soins de santé le plus intrusif de l'Afrique de l'ère coloniale était probablement celui du Congo belge, qui se distinguait par la délégation par le gouvernement de la responsabilité des soins de santé à des entreprises et à des missionnaires jusqu'aux années 1950. Le système impérial français, quant à lui, se distingue par sa dépendance à l'égard des médecins militaires et par l'importance persistante des campagnes médicales contre certaines maladies, notamment la maladie du sommeil, jusqu'à la décolonisation. Plutôt que de se concentrer sur l'accueil des patients qui choisissent de se faire soigner pour toute une série de maladies, la stratégie médicale française s'est plutôt attachée à essayer de guérir un petit nombre de maladies à la fois. Les équipes médicales se déplaçaient de village en village, testaient et traitaient une communauté entière pour une maladie, puis laissaient cette zone sans soins médicaux pendant six mois, jusqu'à ce qu'une nouvelle campagne soit lancée. Cette priorité donnée au diagnostic mobile et au traitement intensif de maladies très médiatisées a atteint un point culminant avec le programme de lutte contre la maladie du sommeil. Pour la seule année 1937, près de 600 000 injections ont été pratiquées en Afrique équatoriale française contre la maladie du sommeil. Si ce type de campagnes verticales se retrouve également dans les colonies britanniques, la tendance est au fil du temps au développement d'un système de référence pyramidal. Selon cette approche, l'ensemble de la population devrait en théorie avoir accès à des soins de santé de base locaux, souvent sous la forme d'un dispensaire. Les cas compliqués étaient renvoyés vers des hôpitaux plus importants, dotés d'un personnel et d'un équipement plus spécialisés.

À l'époque de la ségrégation et de l'apartheid en Afrique du Sud, la médecine a joué un rôle clé dans le maintien d'une économie basée sur une main-d'œuvre noire bon marché. Dans l'industrie minière, par exemple, les conditions de vie exiguës, la nourriture inadéquate et la mauvaise ventilation ont entraîné des taux de maladie et de mortalité scandaleusement élevés, notamment en raison de maladies respiratoires. Lorsque les propriétaires des mines ont été informés du coût de l'amélioration de l'environnement de travail et domestique des mineurs, ils ont préféré créer un laboratoire pour le développement d'un vaccin contre la pneumonie. Cette solution était 30 fois moins coûteuse, mais n'a pas donné les résultats escomptés. Les inquiétudes des médecins, qui craignaient que la recherche sur les vaccins ne s'attaque pas aux problèmes sous-jacents, ont été réduites au silence par la catégorisation du travailleur migrant en tant que 'travailleur tropical'. Les propriétaires de mines ont créé l'Institut sud-africain de recherche médicale, qui a financé des recherches stigmatisant les migrants d'Afrique centrale comme étant biologiquement faibles. C'est le travailleur, et non l'environnement de travail, qui est à blâmer pour les taux de mortalité supérieurs à 10 pour cent par an.

Tous les systèmes médicaux impliquent un compromis entre le coût et l'efficacité, ainsi qu'entre l'étendue et la profondeur de l'engagement du patient, et ceux de l'Afrique coloniale n'ont certainement pas fait exception. Le fait que les institutions médicales du Congo belge aient été si souvent prises pour cible pendant les conflits des années 1960 n'est peut-être pas surprenant, étant donné la lenteur frappante de l'africanisation de la main-d'œuvre au sein des systèmes de soins de santé des missions et de l'État, ainsi que l'association durable des hôpitaux et des dispensaires avec la 'mission civilisatrice' et le capital extractif sous la forme de sociétés de plantation et d'exploitation minière. La médecine au Congo a souvent été présentée comme un exemple de la supériorité technologique, de la générosité morale et des conseils des Européens. Pendant ce temps, les soins de santé ont été utilisés pour surveiller et transformer agressivement la vie des Africains, en particulier dans les maternités (voir photo ci-dessous) et au sein des communautés minières. Le système vertical français désavantageait ceux qui tombaient malades des 'mauvaises' maladies ou au mauvais moment - de nombreuses communautés avaient un accès très limité aux soins de santé locaux dans les mois qui séparaient chaque visite des cliniques mobiles, et un système qui donnait la priorité à certaines maladies manquait inévitablement de ressources pour le traitement d'autres maladies.

Clinique pour bébés Léopoldville, Congo belge
Source: Manchester University Press Open Hive*:* *Manchester University Press Open Hive*.

En théorie, le système pyramidal britannique permettait à la plupart des gens d'accéder à des soins de santé locaux de base et au personnel des dispensaires d'orienter les cas compliqués vers les centres de santé ou les hôpitaux. Dans la pratique, cependant, ce modèle reposait largement sur la capacité de diagnostic du personnel le moins qualifié et, ce qui n'est peut-être pas surprenant, les hôpitaux de référence étaient submergés de patients qui cherchaient un accès direct à des soins de la plus haute qualité. Le système de santé ségrégationniste de l'Afrique du Sud a exercé une discrimination raciale à l'encontre des travailleurs africains, ce qui a permis aux employeurs d'économiser de l'argent à court terme, mais au détriment de la santé des travailleurs et de la croissance économique à long terme. Le fait de préférer licencier les employés qui tombent malades plutôt que d'améliorer les conditions de travail et de vie insalubres, de traiter les travailleurs comme des êtres jetables et remplaçables, a finalement contribué à la faible productivité et aux relations de travail antagonistes qui ont miné l'apartheid.

6. Le début de l'indépendance

Sur tout le continent, à l'époque de la décolonisation, les politiciens nationalistes ont promis que l'indépendance permettrait d'éliminer les inégalités flagrantes en matière de santé qui avaient caractérisé le régime colonial. Compte tenu de l'importance des médecins dans de nombreux mouvements nationalistes, il n'est peut-être pas surprenant que des investissements substantiels dans les soins de santé aient été réalisés dans la plupart des anciennes colonies. Au cours des six premières années de l'indépendance du Ghana, par exemple, le nombre de centres de santé a

quadruplé et le nombre de médecins et d'infirmières (sur la photo ci-dessous), souvent présentés comme des symboles hautement qualifiés du progressisme de la nouvelle nation, a triplé.

Formation des infirmières au Ghana, 1957
Source: Commons Wikimedia: Commons Wikimedia.

Dans le cadre de cette tendance générale, l'expansion des soins de santé a pris plusieurs formes distinctes. Certains pays nouvellement indépendants, comme l'Ouganda, ont cherché à apporter des soins de santé de haute qualité à toutes les régions géographiques, en veillant à ce que chaque district dispose de son propre hôpital de référence. Dans d'autres, comme la Tanzanie, les politiques visaient à garantir que chaque village dispose d'un système de soins de santé de base efficace. Ces variations stratégiques ou idéologiques ont entraîné des divergences structurelles substantielles, mais dans tous les cas, la redistribution des investissements et du personnel vers les communautés rurales a été limitée par la concentration des ressources dans les capitales de ces nouvelles nations. Le développement des écoles de médecine, la création ''instituts de recherche et l'engagement à fournir des services de niveau international ont créé des forces centralisatrices qui ont renforcé les avantages dont jouissaient les populations urbaines sous le régime colonial. L'hôpital national phare de l'Ouganda, Mulago, recevait 60 pour cent du budget de la santé en 1964. Même en Tanzanie, pays égalitaire, le ratio médecin/patient en 1967 était 150 fois plus élevé dans les centres urbains que dans les zones rurales. En 1971, les centres de santé ruraux tanzaniens ne recevaient que 4 pour cent du budget national de la santé. Malgré ces approches divergentes et ces déséquilibres structurels, la première décennie de l'indépendance a été marquée par des améliorations substantielles de l'espérance de vie. Cela reflète en partie une augmentation importante du nombre de patients traités, grâce à la création de nouvelles unités médicales et aux programmes d'africanisation qui ont permis d'améliorer les ratios infirmières-patients et, plus lentement, médecins-patients. Cet élargissement de l'accès au traitement s'est généralement

accompagné d'un développement des soins de santé préventifs, notamment par le biais de programmes de vaccination contre les maladies infantiles courantes telles que la rougeole et la poliomyélite.

7. L'indépendance tardive

Les progrès qui avaient caractérisé la plupart des programmes de santé du début de l'indépendance se sont essoufflés au cours des années 1970. En réalité, plusieurs pays avaient pris du retard au cours des années 1960. Ce retard était souvent dû à la guerre civile, les recettes de l'État diminuant et étant de plus en plus détournées de la santé et de l'éducation à des fins militaires. En outre, dans ces situations, l'insécurité et le manque de financement ont recentré les systèmes médicaux sur les soins d'urgence et les tentatives, généralement infructueuses, de freiner l'émigration du personnel de santé. Par exemple, en République démocratique du Congo, la mauvaise gestion du président Mobutu Sese Seko (1965-1997) a entraîné une réduction de près de moitié du nombre de lits d'hôpitaux au cours de la première décennie qui a suivi l'indépendance. Dans les décennies qui ont suivi, les conflits civils se sont multipliés et ont duré plus longtemps. La guerre civile en Angola, qui a duré de 1975 à 2002, a entraîné le déplacement d'un tiers de la population et la destruction de deux tiers des installations médicales. Le nombre de médecins pour 1 000 habitants a été divisé par trois, passant de 0,12 en 1970 à 0,04 en 1990. Dans le sud du Soudan, il n'y avait plus un seul médecin en 1983. Rien qu'en 2016, 18 pays africains ont connu une forme ou une autre de guerre civile, avec des conséquences sanitaires tragiques, notamment pour les 12,4 millions de personnes déplacées à l'intérieur du continent.

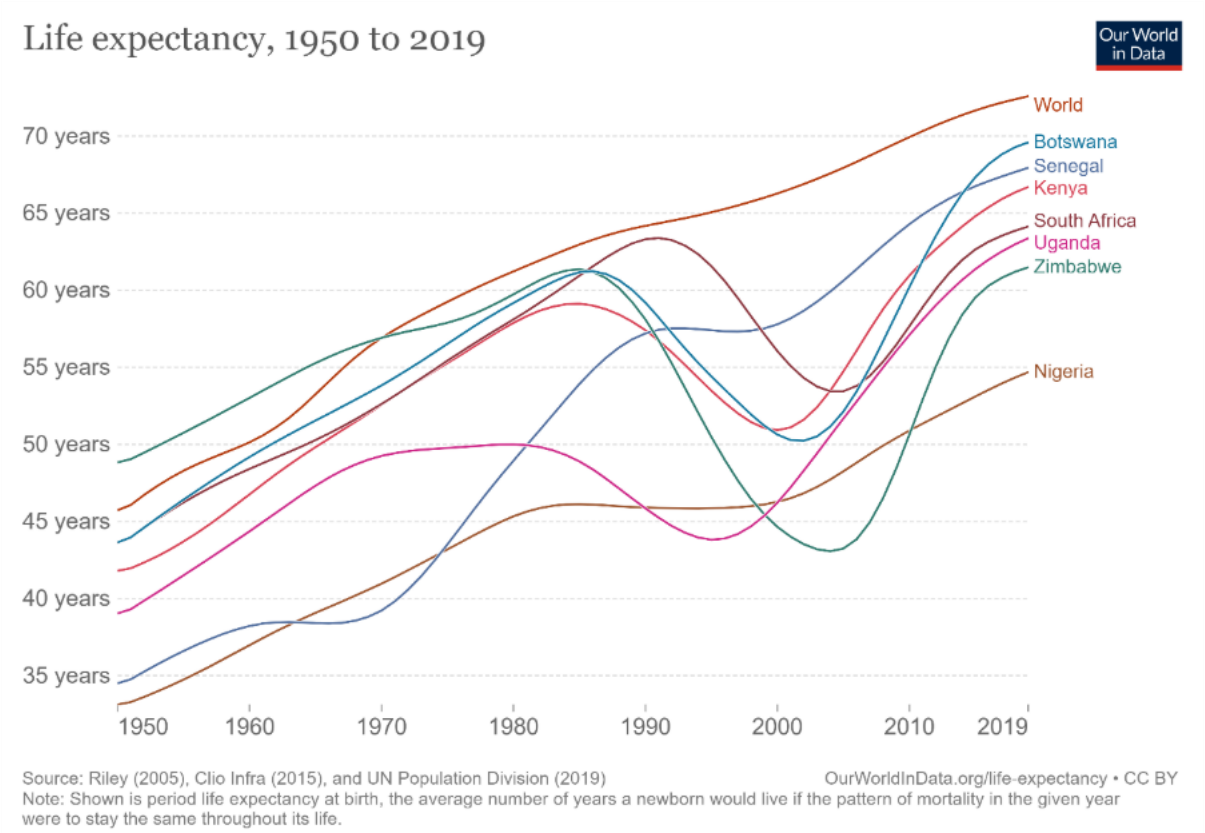
Le ralentissement de la croissance économique et l'augmentation des inégalités de revenus ont été encore plus universels. Même le Nigeria, qui a vu la valeur de ses exportations multipliée par onze entre 1960 et 1990 grâce à la découverte de pétrole brut, a connu une aggravation de la pauvreté. Cependant, la production pétrolière a faussé la valeur de la monnaie nigériane à un point tel que les secteurs agricole et manufacturier, principale source de revenus pour la grande majorité de la population, sont devenus profondément non compétitifs. En conséquence, les chiffres officiels indiquent que la proportion de la population vivant dans la pauvreté est passée de 15 pour cent en 1960 à 43 pour cent en 1992. L'investissement de l'État dans le système de santé nigérian a été réduit, atteignant à peine 1 pour cent de l'ensemble des dépenses publiques en 1990. En conséquence, les indicateurs de santé nigérians ont stagné. La figure 3 montre qu'entre 1980 et 2000, l'espérance de vie n'a augmenté que d'une seule année pour atteindre 46 ans, tandis que la mortalité infantile a légèrement diminué, passant de 134 à 119 pour 1 000.

Les années 1970 et 1980 n'ont pas été des décennies perdues partout. Au Sénégal, comme le montre la figure 3, l'espérance de vie est passée de 39 à 57 ans au cours de cette période et la mortalité infantile a diminué de moitié. Cela reflète dans une large mesure l'engagement du Sénégal à respecter les principes de la *déclaration d'Alma Ata* de 1978. Cette déclaration a eu une telle

influence parce que l'Organisation mondiale de la santé a accepté son principe clé, à savoir que la fourniture de soins de santé de base universels était l'approche qui mènerait à la 'santé pour tous'. Alma Ata a abordé la santé en termes de bien-être plutôt que d'absence de maladie, l'a définie comme un droit de l'homme et une question socio-économique aussi bien que médicale, et a préconisé la réorganisation des systèmes médicaux autour des principes des soins de santé primaires complets. Au Sénégal, l'alignement sur la nouvelle stratégie de l'OMS s'est traduit par un recentrage progressif de l'offre médicale rurale autour de la santé publique et par un transfert de ressources des hôpitaux vers les postes de santé villageois sous la supervision d'un centre de santé. En 1990, un tiers de la population bénéficiait d'un système efficace de couverture sanitaire universelle.

Pour la plupart des pays africains, situés quelque part entre les extrêmes de la sous-performance nigériane et de la surperformance sénégalaise (figure 3), la situation au milieu des années 80 se caractérisait par des progrès hésitants et un affaiblissement des investissements. À ce moment-là, deux nouveaux facteurs ont profondément remodelé l'environnement médical: Le SIDA et les PAS (programmes d'ajustement structurel).

Figure 3: Espérance de vie dans certains pays africains 1950-2019



Source: Roser, Ortiz-Ospina & Ritchie (2013), Our World in Data.

En 1983, les premiers cas de sida ont été recensés en Ouganda. Le sida est une maladie presque toujours mortelle en l'absence de traitement, qui se propage lorsque des personnes sont exposées à des fluides corporels contenant le virus VIH, par exemple lors de rapports sexuels ou de transfusions sanguines. Au milieu des années 1980, un tiers des femmes enceintes de Kampala, la capitale de l'Ouganda, ont été testées positives au VIH. Au début des années 1990, l'épicentre de la pandémie s'est déplacé vers le sud. En 2002, on estimait que 36 pour cent des adultes sexuellement actifs au Botswana étaient infectés par le VIH. À l'époque, un garçon de 15 ans dans ce pays avait 80 pour cent de chances de mourir du sida. Comme le montre la figure 3, dans toute l'Afrique australe (Botswana, Afrique du Sud, Zimbabwe), tous les gains durement acquis en matière d'espérance de vie depuis 1960 ont été perdus en l'espace de quelques années. Le sida a été une maladie particulièrement dévastatrice parce qu'il a touché principalement de jeunes adultes en pleine période de production et de reproduction. Les familles touchées tombent souvent dans une grande pauvreté, car elles perdent non seulement un de leurs principaux soutiens économiques, mais assument également les coûts à long terme des soins aux malades et aux orphelins qu'ils laissent derrière eux. Selon les estimations, le sida aurait tué plus de 20 millions de personnes sur le continent d'ici 2020, mais l'impact de la pandémie a été très inégal. L'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest n'ont été touchées que de manière limitée: au Niger, 48 000 personnes étaient porteuses du virus en 2017, soit un taux de prévalence de 0,4 pour cent. La même année, en revanche, 7,5 millions de personnes étaient séropositives en Afrique du Sud.

Si l'Afrique du Sud a tant souffert, c'est en partie à cause de l'héritage de l'apartheid. Une culture sexuelle remodelée par la migration de la main-d'œuvre et les inégalités entre les sexes et les races a facilité la propagation rapide du VIH. Les économies rurales des Africains ont été structurellement sapées pour forcer les travailleurs masculins à accepter des emplois urbains sous-payés, tandis que les règles de l'apartheid visaient à empêcher les hommes d'emmener leur famille avec eux dans les villes. Cette fragmentation de la vie familiale a été à l'origine de l'épidémie de sida la plus grave au monde. Le parti national a ignoré le sida en le considérant comme une maladie immorale et Nelson Mandela a reculé devant l'ampleur de la lutte contre le VIH, craignant qu'en s'attaquant au sida de manière adéquate, l'ANC ne soit pas en mesure de respecter ses engagements en matière de justice raciale; son successeur, Thabo Mbeki, a été rebuté par les analyses de la causalité du VIH qui semblaient renforcer les tropes de l'hypersexualité africaine, et a attribué le sida aux inégalités structurelles plutôt qu'à l'infection par le VIH.

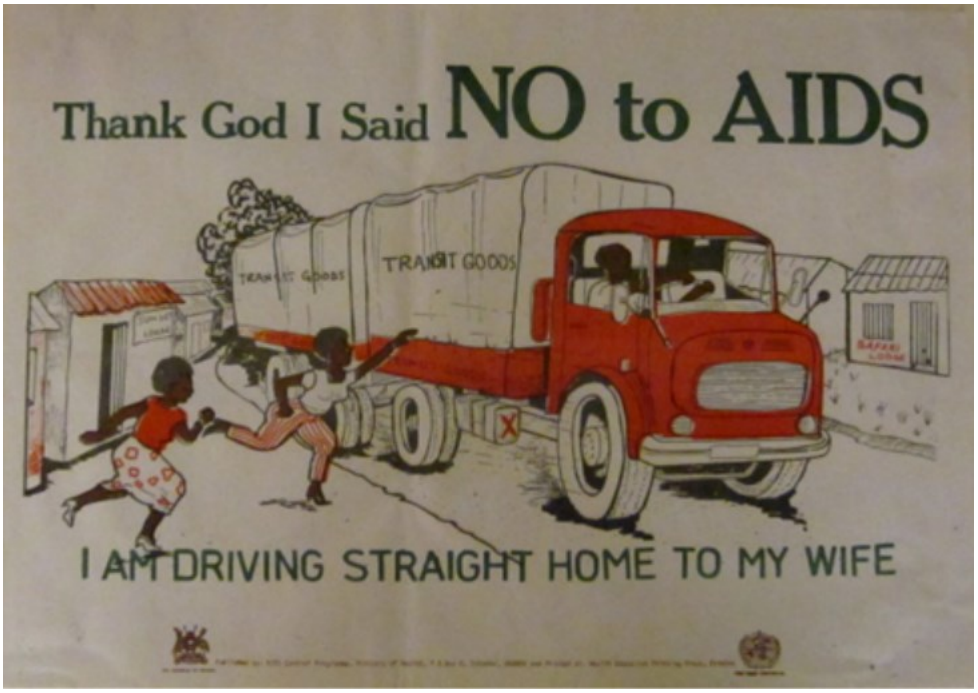
Cette approche était d'autant plus regrettable que des traitements antirétroviraux efficaces sont devenus abordables sous la présidence de Mbeki. Les antirétroviraux ne guérissent pas du sida, mais ils empêchent le virus de se répliquer dans l'organisme d'une personne, ce qui permet à son système immunitaire de se réparer, augmentant ainsi considérablement l'espérance de vie d'une personne infectée. En 1996, des essais ont montré qu'une combinaison de trois médicaments réduisait considérablement la quantité de virus dans l'organisme, mais le coût était prohibitif pour les personnes vivant dans les pays en développement. Les protestations populaires ont remis en

cause le fondement moral des profits réalisés par les sociétés pharmaceutiques sur le sida et ont conduit à une réduction considérable du coût des médicaments. À partir de 2002, l'Afrique du Sud a progressivement mis en place le plus vaste programme de traitement antirétroviral (TAR) au monde. En 2017, ce programme coûtait au gouvernement 1,5 milliard de dollars par an. Les avantages économiques et sociaux du programme sont toutefois évidents, puisque seulement 0,9 % des Sud-Africains séropositifs sont morts du sida en 2020.

De nombreux pays africains ont eu du mal à faire face à une maladie qui exigeait de leurs gouvernements qu'ils abordent des sujets généralement exclus du discours public. L'une des premières exceptions a été l'Ouganda, dont le nouveau gouvernement, en 1986, a considéré le sida comme une urgence nationale et a travaillé en étroite collaboration avec les organisations de la société civile pour susciter un changement des comportements sexuels. En Ouganda, le VIH a figuré en bonne place dans les discours présidentiels, les sermons religieux, l'activisme de la société civile et, surtout, les affiches d'information sur la santé publique, comme le montre le schéma ci-dessous. Les taux de prévalence du VIH ont rapidement baissé alors que l'utilisation par les Ougandais de préservatifs en dehors du mariage a doublé entre 1995 et 2000, et que l'âge déclaré des filles pour leur premier contact sexuel est passé de 15 à 17,3 ans au cours des années 1990. Le Sénégal, quant à lui, a rapidement intégré la prévention du VIH dans son système efficace de soins de santé primaires, en s'appuyant sur un programme déjà bien établi de lutte contre les infections sexuellement transmissibles et en investissant massivement dans l'éducation du public et la coordination avec les chefs de file de la communauté. Alors que l'Ouganda a réussi à ramener une épidémie explosive à des niveaux gérables, le Sénégal a réussi à empêcher le SIDA de devenir incontrôlable.

L'année même où l'épidémie de VIH a été détectée pour la première fois en Afrique, le Ghana est entré dans une phase d'ajustement structurel. Les PAS ont été élaborés par les principaux bailleurs de fonds mondiaux (le Fonds monétaire international et la Banque mondiale) au début des années 1980 dans le but d'accroître la compétitivité des économies en développement et de faire en sorte que leurs exportations couvrent le coût de leurs importations. Afin de réduire les énormes dettes accumulées par les gouvernements des pays en développement, les bailleurs de fonds ont proposé des prêts supplémentaires, assortis de conditions strictes. Les gouvernements devaient accepter la privatisation des industries d'État, faciliter les investissements internationaux et la concurrence, et réduire les dépenses de la fonction publique et des services publics. D'abord limités à des pays comme le Ghana et l'Ouganda, dont les économies étaient en plein effondrement, les PAS ont été étendus à l'ensemble du continent à la fin des années 1990. En règle générale, les PAS ont entraîné un changement immédiat des modèles de financement qui sous-tendaient les systèmes de soins de santé en Afrique. L'engagement de l'époque nationaliste en faveur de la gratuité des soins en tant que droit de la citoyenneté a disparu. Au lieu de cela, les patients devaient assumer une partie ou la totalité des coûts directs de leur traitement sous la forme de frais d'utilisation qu'ils devaient payer pour les consultations médicales et les médicaments. Lorsque la fourniture de soins de santé par l'État s'est effectivement effondrée, comme au Ghana, où l'effondrement des budgets a

entraîné le non-paiement du personnel et l'indisponibilité des médicaments, les frais d'utilisation peuvent faciliter un rétablissement progressif des soins de santé publics. Mais dans de nombreux pays, les pauvres ont été désavantagés par le passage d'un système gratuit semi-fonctionnel à un modèle de frais d'utilisation. En Zambie, les frais d'utilisation dans les centres de santé urbains ont fait chuter la fréquentation de quatre cinquièmes. Les PAS, en obligeant les gouvernements à réduire leurs dépenses, ont également contribué à un déclin relatif de la formation médicale.



Affiche de prévention du SIDA en Ouganda
Source: Commons Wikimedia*:* Commons Wikimedia.

En 2004, l'Afrique représentait un septième de la population mondiale et un quart de la charge de morbidité mondiale, mais seul un travailleur de la santé sur 77 était basé sur le continent. Et parmi eux, une proportion de plus en plus importante travaillait dans le secteur privé, s'adressant principalement à la petite classe moyenne africaine. L'ajustement structurel, en accélérant la commercialisation des soins de santé, a entraîné un transfert de personnel de l'État vers le secteur privé. Au Kenya, le nombre d'hôpitaux privés, qui n'avait cessé de croître depuis les années 1960, a doublé entre 1993 et 1994. Pour les pauvres africains, l'impact de la libéralisation a été un retour aux guérisseurs traditionnels et une épidémie d'automédication, dépendant d'un nombre croissant de détaillants pharmaceutiques non formés.

8. Le nouveau millénaire: succès et nouveaux défis

L'histoire de la santé en Afrique depuis 2000 a été, dans une certaine mesure, façonnée par une réaction contre la double crise du SIDA et des PAS. L'accès inéquitable aux traitements du sida a

suscité un engagement moral renouvelé en faveur de soins de santé abordables pour le monde en développement. La prise de conscience de la marginalisation des pauvres dans les économies de marché a influencé l'élaboration des objectifs du Millénaire, puis des objectifs de développement durable fixés par les Nations Unies, qui ont mis en évidence l'affaiblissement de la santé publique en Afrique en particulier. Le concept évolutif et imprécis de santé mondiale, de responsabilité partagée pour un niveau de bien-être de base pour tous, a inspiré une augmentation considérable des transferts d'aide liés à la santé vers le continent africain. Le Fonds mondial, créé en 2002 par une coalition de l'ONU, de pays donateurs et d'organisations caritatives pour lutter contre le VIH, le paludisme et la tuberculose, s'est engagé en 2019 à dépenser au total 31 milliards de dollars américains. En outre, le PEPFAR du gouvernement américain a investi 90 milliards de dollars dans des campagnes de prévention et de traitement du sida entre 2003 et 2019. Ces engagements ciblés en matière de santé ont donné des résultats impressionnants. La mortalité due au paludisme, par exemple, a chuté de 45 pour cent dans les pays où le Fonds mondial intervient (voir la photo ci-dessous), et les récents succès des essais de vaccins permettent d'espérer de nouvelles améliorations. Entre-temps, la vaccination des enfants a été relancée, ce qui a permis d'éradiquer la polio et de réduire considérablement les cas de rougeole et de méningite sur l'ensemble du continent.

Lutte contre le paludisme financée par les donateurs en Ouganda
Source: Commons Wikimedia: Commons Wikimedia.

Les déséquilibres créés par ce financement transformateur suscitent inévitablement des inquiétudes. Dans un certain nombre de pays africains, les budgets combinés du Fonds mondial et du PEPFAR ont dépassé ceux des ministères nationaux de la santé. L'évolution vers la 'projectification' a donné naissance à un domaine de la santé dominé par des interventions à durée déterminée, axées sur des conditions médicales spécifiques dans des limites géographiques étroites, et qui ont déplacé le personnel des institutions gouvernementales. L'accent mis sur les maladies

infectieuses reflétait, dans une certaine mesure, les préoccupations des gouvernements du Nord concernant la biosécurité de leurs frontières nationales et a empêché de reconnaître la réalité selon laquelle les Africains souffrent d'un double fardeau de maladies transmissibles *et* non transmissibles. Sur l'ensemble du continent, l'allongement de la durée de vie et le changement de régime alimentaire ont entraîné une augmentation de l'incidence de pathologies telles que le diabète, les maladies cardiaques et l'hypertension, qui, en 2019, ont été à l'origine de presque autant de décès que le sida, le paludisme et la tuberculose réunis (14,9 % du nombre total de décès contre 15,5 pour cent). Cette année-là, les maladies non transmissibles telles que celles-ci représentaient 36 pour cent de tous les décès en Afrique subsaharienne, contre 24 pour cent en 2000. Bien entendu, cette redistribution des causes de décès ne s'explique pas seulement par le fait que des maladies comme le diabète sont devenues plus courantes en Afrique, mais aussi par l'amélioration de la prévention et du traitement de maladies comme le sida et le paludisme.

En outre, pour des pays comme le Ghana, l'aide étrangère a permis de reconstruire des systèmes entiers de santé publique et de développer considérablement la formation de spécialistes. L'Ouganda, en particulier, a profité de la reconnaissance internationale de son succès dans la lutte contre le sida pour influencer l'élaboration des politiques de santé mondiales. En outre, l'ère de la 'projectification' a coïncidé avec un nouvel intérêt pour la 'santé pour tous'. Pionnière dans des pays comme le Ghana et le Rwanda, l'assurance maladie communautaire a relancé l'objectif de la couverture sanitaire universelle. En 2012, 92 pour cent des Rwandais avaient adhéré à son régime d'assurance contributif, qui promettait d'éradiquer l'appauvrissement que les frais d'utilisation de la poche risquaient toujours d'entraîner, et de réduire la marginalisation des pauvres grâce à des taux d'abonnement subventionnés. D'autres expériences similaires ont eu du mal à retenir les membres et à limiter la demande. L'ambition qui a marqué les premières années d'indépendance a été partiellement renouvelée, mais la fragilité des systèmes de santé face à des chocs tels qu'Ebola et la priorité donnée aux intérêts nationaux plutôt qu'à la santé mondiale lors de la pandémie de COVID-19 doivent tempérer l'optimisme.

9. Conclusion

La place centrale de la santé dans l'histoire de l'Afrique est évidente. Sur le plan économique, les sociétés africaines précoloniales géraient généralement les risques liés à l'agriculture et au commerce par des rituels de guérison. Les politiques médicales des empires européens étaient intimement liées aux préoccupations fondamentales de l'économie coloniale, telles que la productivité, l'offre de main-d'œuvre et les recettes fiscales. Les fluctuations de l'attitude des gouvernements postcoloniaux à l'égard de l'investissement public peuvent être retracées à travers leurs stratégies sanitaires fluctuantes. Les préoccupations liées à la maladie ont également été au cœur de la vie religieuse - depuis les tambours d'affliction précoloniaux jusqu'aux églises de guérison contemporaines, en passant par la médecine missionnaire - et de la politique. Les

épidémies ont longtemps été considérées sur le continent comme une menace pour la stabilité, mais aussi comme une opportunité d'émancipation.

On l'a vu clairement pendant le COVID, lorsque la pandémie a été utilisée pour justifier la fermeture des partis politiques d'opposition dans plusieurs pays. Le COVID a également renforcé les inégalités en matière de santé au niveau mondial, notamment en ce qui concerne l'accès aux vaccinations, et il est probable qu'il ait accru la mortalité en raison de l'aggravation de la pauvreté et de l'interruption de l'accès aux traitements médicaux pour d'autres maladies. De nombreux pays africains semblent avoir obtenu de meilleurs résultats que les pays riches en ce qui concerne l'élaboration d'une stratégie cohérente de lutte contre le coronavirus et l'acceptation par la population des restrictions nécessaires. Mais les données manquent pour l'instant pour savoir si ces résultats se sont traduits par une baisse substantielle de la surmortalité. Néanmoins, il existe de nombreux autres points positifs sur lesquels il convient de se concentrer, avec l'introduction récente d'un vaccin efficace contre le paludisme infantile, la récupération rapide de l'espérance de vie grâce aux médicaments contre le sida, comme le montre la figure 3, et l'augmentation substantielle des dépenses de santé sur l'ensemble du continent depuis l'an 2000. La question de savoir comment le continent s'adaptera économiquement à la croissance démographique et au vieillissement prévus dans les décennies à venir est fascinante. On peut espérer que l'histoire de la résilience et de l'adaptation aux nouveaux défis constituera un héritage sur lequel les États africains pourront s'appuyer.

Questions à étudier

1. Pourquoi l'Afrique, berceau de l'humanité, a-t-elle eu une densité de population plus faible que les autres continents au cours des derniers millénaires?
2. En quoi les priorités sanitaires des communautés africaines précoloniales différaient-elles de celles des États coloniaux?
3. Comment les politiques de santé ont-elles été influencées par les stratégies économiques au cours du siècle dernier?
4. Quels sont les facteurs qui ont le plus contribué à réduire la mortalité en Afrique pendant la période coloniale?
5. En quoi les schémas de maladie et de mortalité diffèrent-ils en Afrique aujourd'hui par rapport à l'hémisphère nord?

Lectures suggérées

Doyle, Shane (2013). *Before HIV: Sexuality, Fertility and Mortality in East Africa, 1900–1980*. Oxford: Oxford University Press.

Doyle, Shane, Felix Meier zu Selhausen, and Jacob Weisdorf (2020). The blessings of medicine? Patient characteristics and health outcomes in a Ugandan mission hospital, 1908-1970. *Social History of Medicine* 33(3): 946-980.

Feierman, Steven et al. (2010). Anthropology, Knowledge-flows and Global Health. *Global Public Health* 5(2): 122-128.

Frankema, Ewout (2015). The Biogeographic Roots of World Inequality. Animals, Disease and Human Settlement Patterns in Africa and the Americas before 1492. *World Development* 70: 274-285

Hunt, Nancy (2013). Health and Healing. In John Parker and Richard Reid (eds.), *Oxford Handbook of Modern African History*. Oxford: Oxford University Press.

Janzen, John M. (1987). Therapy Management: Concept, Reality, Process. *Medical Anthropology* Quarterly 1(1): 68–84.

Lowes, Sara, and Eduardo Montero (2021). The Legacy of Colonial Medicine in Central Africa. *American Economic Review* 111(4): 1284-1314.

Moradi, Alexander, Gareth Austin and Joerg Baten (2013). Heights and Development in a Cash-Crop Colony: Living Standards in Ghana, 1870-1980. *AEHN Working Paper 7*.

Packard, Randall M. (1993). The Invention of the 'tropical worker': medical research and the quest for Central African labor on the South African gold mines, 1903–36. *Journal of African History* 34(2): 271-292.

Vaughan, Megan (1994). Healing and Curing: Issues in the Social History and Anthropology of Medicine in Africa. *Social History of Medicine* 7(2): 283-295.

A propos de l'auteur

Shane Doyle est professeur d'histoire africaine à l'université de Leeds, au Royaume-Uni, et l'un des rédacteurs en chef du *Journal of African History*. Il a précédemment travaillé pour l'université de Cambridge et l'Institut britannique en Afrique de l'Est. Ses recherches portent sur l'histoire de la démographie, des maladies et de la sexualité.

Démographie Africaine: Combien de gens font trop de gens?

Ellen Hillbom
Université de Lund

1. Introduction

La croissance démographique de l'Afrique au cours des 50 dernières années a été sans précédent. D'ici 2050, le continent devrait représenter un quart de la population mondiale, contre un dixième en 1980. Cette croissance démographique rapide a également fait de l'Afrique le continent le plus jeune, 60 pour cent de sa population ayant moins de 25 ans. La cartographie et l'analyse des modèles de croissance démographique sont essentielles pour planifier et comprendre l'évolution dans les processus économiques au fil du temps. Le nombre de personnes dans une société peut être considéré soit comme un fardeau, soit comme une force. D'une part, une augmentation rapide de la population nécessite une augmentation parallèle de la production si l'on ne veut pas que la situation des personnes se dégrade, ce qui peut exercer une pression considérable sur les ressources naturelles et les systèmes de production. D'autre part, le stock de santé, de nutrition, d'éducation, de compétences et de connaissances incarné par la population et la main-d'œuvre d'un pays est un atout productif fondamental. Dans ce chapitre, nous examinons les avantages et les inconvénients de la croissance démographique de l'Afrique. Le chapitre est divisé en deux parties distinctes mais interconnectées. La première est de nature plus théorique et traite de divers aspects de la théorie démographique, tandis que la seconde est empirique et se concentre sur certaines caractéristiques africaines.

La section suivante présente le contexte, en passant en revue la peur de la surpopulation depuis les années 1950 : d'où vient-elle et comment a-t-elle résisté à l'épreuve du temps? Ensuite, nous présentons le débat Malthus-Boserup et les principes fondamentaux qui ont permis de comprendre les effets négatifs et positifs de la croissance démographique. Dans la section 3, nous passons au modèle de transition démographique, qui décrit le passage d'une relation de forte mortalité et de forte fécondité à une phase de faible mortalité et de faible fécondité. Nous identifions également cinq voies différentes dans la transition démographique sur la base d'expériences empiriques. La section 4 présente des données sélectionnées sur la croissance historique de la population en Afrique subsaharienne. Alors que l'Afrique était autrefois perçue comme un continent à faible densité de population, c'est-à-dire avec une main-d'œuvre rare et des terres abondantes, cette image a changé car les sociétés contemporaines connaissent une augmentation significative de leur

population. Dans la dernière section, nous réfléchissons aux facteurs susceptibles de favoriser la poursuite de l'évolution démographique en Afrique.

2. La démographie

La peur de la surpopulation
Dans les années 1950, de nombreux économistes et décideurs politiques se sont montrés de plus en plus préoccupés par la relation entre la croissance économique et l'augmentation de la population. Ce regain d'intérêt s'explique de plusieurs façons:

- Le taux de *croissance économique* du monde occidental, composé de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale, était unique dans l'histoire du monde.

- Une vague de *décolonisation* a suivi l'effondrement des anciens empires, mais les pays nouvellement créés étaient pauvres.

- La croissance *démographique* s'est faite à un rythme jamais vu dans l'histoire, mais l'augmentation de la population a été inégalement répartie. Alors que la population des pays industrialisés était stable, l'augmentation se produisait dans les pays en développement.

Le monde est-il surpeuplé? La ville de Lagos, au Nigeria, compte 15 millions d'habitants.

Dans les années 1950, la principale question qui se posait en matière de développement mondial était donc la suivante: comment la croissance économique et l'amélioration potentielle du niveau

de vie pouvaient-elles s'étendre aux régions pauvres du monde alors que la population de ces régions ne cessait d'augmenter? Le défi paraissait immense. Les Nations Unies tablaient sur une croissance démographique annuelle de 2 à 3 pour cent et l'augmentation de la population mondiale a atteint un niveau record en 1963, avec un taux de croissance annuel de 2,2 % Avec une croissance démographique annuelle de 2 pour cent la population mondiale (en milliards) était estimée à 7,4 en 2000, 32 milliards en 2075 et 500 milliards en 2200. Heureusement, le tableau 1 montre que le pronostic s'est avéré être une frayeur et que l'augmentation de la population a été plus lente que prévu:

Tableau 1: Population mondiale, 1800-2100

	Population (milliards)
1800	1
1925	2
1960	3
1974	4
1987	5
1999	6
2011	7
2021	8
2050*	10
2100*	11

Remarque: *Il s'agit des dernières projections des Nations Unies (2019).

L'explication des chiffres de population gérables, par rapport au pronostic d'il y a 70 ans, est une baisse drastique de la fécondité dans de nombreuses régions du monde. Au cours de la période 2010-2015, la fécondité était inférieure à 2,1 enfants par femme, soit le seuil de remplacement, dans 83 pays représentant 46 pour cent de la population mondiale, notamment en Chine, aux États-Unis, au Brésil, en Russie et au Japon. Toutefois, comme cela a été évoqué dans les années 1950, il est toujours préoccupant de constater que l'augmentation actuelle et future de la population a lieu dans des pays à faible croissance économique. Plus précisément en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, qui sont également les régions où les taux de pauvreté sont les plus élevés. Par conséquent, la question de savoir comment donner à une population croissante un niveau de vie décent reste d'actualité.

Le débat Malthus-Boserup

La crainte de la surpopulation et la préoccupation concernant la relation entre l'augmentation de la population et la pauvreté ne sont pas des questions nouvelles. Thomas *Malthus* (1766-1834) vivait en Angleterre. Il était à la fois prêtre et économiste, spécialisé dans les questions de pauvreté et d'augmentation de la population. Il affirmait que

- Les êtres humains ont besoin de nourriture pour survivre, c'est-à-dire qu'ils mangeront toujours.

- L'amour entre les sexes prévaudra, c'est-à-dire que les êtres humains se reproduiront toujours.

Malthus a déclaré qu'une population a tendance à croître plus rapidement que la production alimentaire et que, par conséquent, la quantité de nourriture par personne diminuerait à mesure que la population augmenterait. Ce scénario se poursuivrait jusqu'à ce que l'augmentation de la population soit entravée par une hausse de la mortalité due au manque de nourriture ou à des conflits à ce sujet (guerres, épidémies, famine, etc.). Par ailleurs, l'homme pourrait mettre en place des systèmes visant à limiter la fécondité en appliquant des mesures préventives, telles que l'interdiction des rapports sexuels avant le mariage, l'augmentation de l'âge du mariage et le fait qu'une plus grande partie de la population reste célibataire.

Malthus est mort avant que la transformation de l'agriculture et la révolution industrielle en Angleterre n'aient pris toute leur ampleur. Il n'a donc pas pu tenir compte de l'augmentation drastique de la production et de la productivité dans les secteurs agricole et industriel qui a résulté de ces processus. Il n'a pas connu de changement technologique révolutionnaire ni d'amélioration significative du niveau de vie. Le débat malthusien est cependant toujours d'actualité et les *néo-malthusiens* affirment que, même si l'alimentation n'est plus le problème qu'elle semblait être, l'énergie et les ressources non renouvelables, par exemple les minéraux, sont toujours fortement sollicitées par une population mondiale croissante. En outre, la question se pose de savoir comment harmoniser les trois dimensions du développement durable - économique, sociale et environnementale - exprimées dans les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies. Lorsqu'un nombre croissant de personnes dans les pays pauvres peuvent se permettre de consommer autant de biens matériels que les habitants du monde riche, l'empreinte écologique mondiale, c'est-à-dire la quantité de nature que nous utilisons pour soutenir nos modes de vie, augmente également. Auparavant, nous posions la question suivante: Combien de personnes sont-elles trop nombreuses? Aujourd'hui, la question se pose également: Quelle est l'ampleur de la consommation?

L'économiste danoise Ester *Boserup* (1910-1999) a adopté un point de vue très différent. Elle a vu un lien direct et positif entre l'augmentation de la population et les progrès technologiques dans le secteur agricole. Étant donné qu'il est toujours possible d'augmenter la production alimentaire grâce au changement technologique, son modèle n'incite pas à réduire la fécondité, en particulier pour les économies agricoles basées sur le travail familial. Boserup s'appuie sur des exemples tirés de différentes périodes et de différents lieux géographiques et affirme que:

- Lorsque la population augmente dans une société agricole, la pression sur les terres s'accroît.

- Pour faire face à la pénurie de terres, les méthodes agricoles deviennent plus intensives afin de produire suffisamment de nourriture.

- Cette intensification entraîne
  - un recours accru à la main-d'œuvre
  - une utilisation plus intensive des terres
  - l'exploitation de terres marginales (moins fertiles)
  - des changements technologiques sous la forme de nouvelles cultures, d'outils, de machines, etc.

En effet, de nombreux progrès techniques ont été réalisés dans l'agriculture partout dans le monde pour répondre à la demande d'augmentation de la production due à l'accroissement de la population.

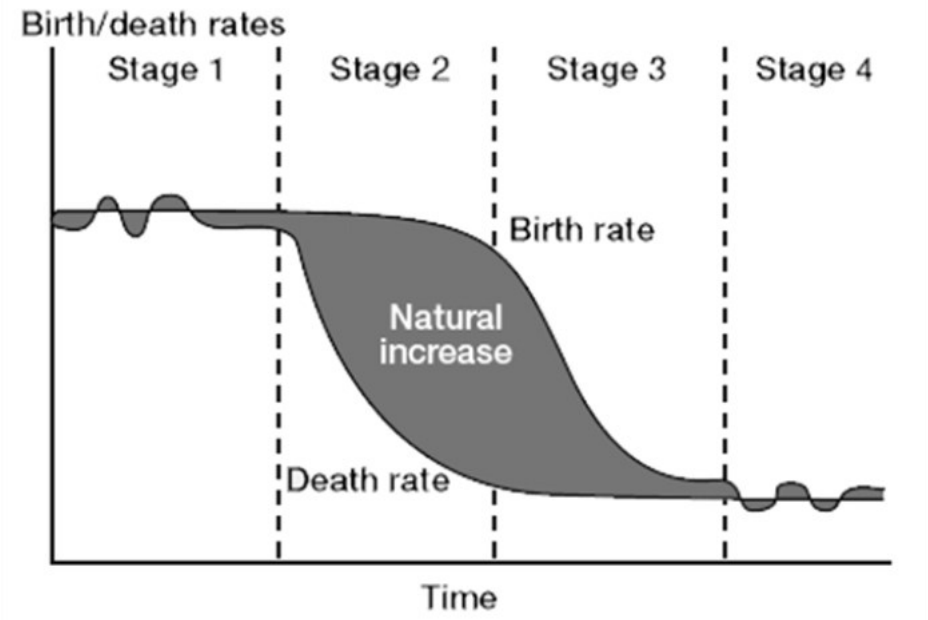
Les arguments opposés de Malthus et de Boserup, selon lesquels l'augmentation de la population est une force négative ou positive pour l'agriculture, ont tous deux leurs mérites et restent d'une grande pertinence. Par ailleurs, nous savons aujourd'hui que le problème auquel nous sommes confrontés n'est pas nécessairement la capacité à nourrir la population mondiale à l'avenir. Il s'agit plutôt de savoir

- Comment répartir ce que nous produisons entre nous? Une grande partie de la population mondiale vit dans l'abondance et gaspille la nourriture tandis que d'autres meurent de faim.
- Quelles sont les limites de la croissance continue? Nous épuisons les ressources non renouvelables et la biodiversité, et nous ne savons pas quoi faire lorsqu'elles auront disparu.

3. La transition démographique

Le *modèle de transition démographique* rend compte des changements dans la dynamique de la population et explique comment il est possible de mettre fin à la croissance continue de la population. Traditionnellement, il comporte quatre stades et les sociétés évoluent le long de ces stades de un à quatre (voir figure 1). S'il existe quelques exemples de sociétés qui reculent dans le processus, comme l'épidémie de VIH/SIDA dans certains pays africains, il ne s'agit que d'épisodes temporaires.

Figure 1: Les quatre étapes de la transition démographique



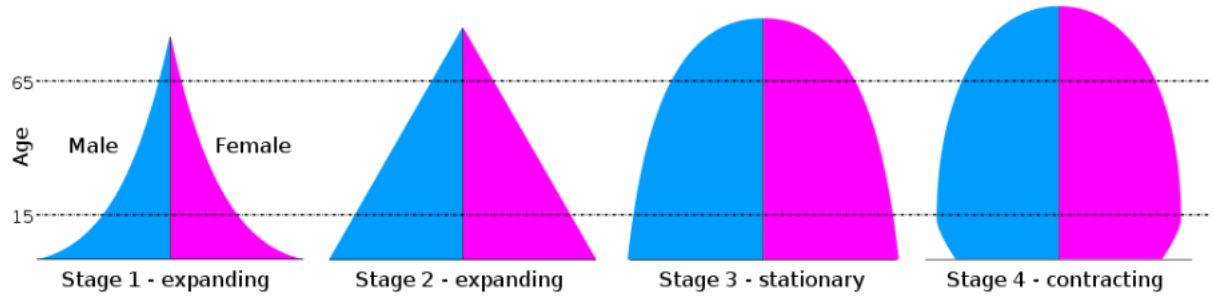
Remarque: Traduction de anglais/français: birth rate/taux de natalité, death rate/taux de mortalité, stage/étape, natural increase/accroissement naturel

Étape 1: Toutes les sociétés ont commencé avec des niveaux élevés de mortalité, principalement de mortalité infantile, et des niveaux élevés de fécondité, ce qui a entraîné une lente augmentation de la population. Ces sociétés sont caractérisées comme étant agricoles, peu productives et pré-modernes, où le travail familial est nécessaire à la production agricole et où il n'existe pas de secteur de santé moderne pour réduire la mortalité. Elles évoluent conformément au paradigme malthusien, la population étant essentiellement déterminée par l'offre alimentaire. Il a fallu attendre la transformation agricole et l'industrialisation de l'Europe pour voir certains pays sortir de cette première phase. Dans le monde d'aujourd'hui, seul un petit nombre de communautés indigènes isolées restent dans la première phase.

Étape 2: on observe une baisse de la mortalité, principalement de la mortalité infantile, grâce aux progrès de la santé publique, aux avancées médicales, à l'amélioration de l'hygiène personnelle, à l'augmentation du niveau de vie et à l'amélioration de l'alimentation. La baisse de la mortalité entraîne une croissance rapide de la population et l'augmentation du taux de survie des enfants se traduit par une population de plus en plus jeune (voir figure 2). En Europe, il y a 100 à 200 ans, le passage à la deuxième phase était lié à d'autres processus économiques tels que la transformation de l'agriculture et les changements étaient lents. Il s'est produit par le biais de la modernisation de la société et n'a pas été encouragé par l'État. Aujourd'hui, les progrès médicaux peuvent être importés de l'extérieur et les progrès en matière de nutrition et de santé publique peuvent être encouragés par les gouvernements et les donateurs d'aide. Des programmes axés sur la réduction de la mortalité infantile (moins d'un an) et juvénile (moins de cinq ans) permettent d'obtenir rapidement des résultats. Une fois que la mortalité a baissé, elle ne remonte pas, à moins de

circonstances exceptionnelles telles qu'une épidémie ou une pandémie, par exemple de VIH/SIDA ou de Covid-19, une violence extrême ou une forte incidence de la toxicomanie. De nombreux pays africains se trouvent dans cette deuxième phase, qui s'applique particulièrement aux zones rurales.

Figure 2: Répartition des âges au cours des quatre phases de la transition démographique



Remarque: Traduction de anglais/français: age/âge, male/hommes, female/femmes, stage 1 – expanding /phase 1 - expansion, stage 2 – expanding/phase 2 - expansion, stage 3 stationary/phase 3 - stationnaire, stage 4 – contracting/phase 4 – contraction.

Étape 3: la fécondité diminue enfin et, par conséquent, l'augmentation de la population devient moins spectaculaire. C'est surtout la baisse de la mortalité infantile qui fait prendre conscience aux parents qu'ils n'ont pas besoin d'autant d'enfants pour s'assurer une sécurité d'emploi et de vieillesse. Là encore, en Europe, il s'agissait d'un processus lent et progressif lié à des processus tels que l'urbanisation, l'emploi en dehors de l'agriculture, l'établissement d'un marché du travail formel, etc. Avec ces types de changements, les enfants n'étaient plus utilisés comme main-d'œuvre familiale, mais devenaient une charge financière lorsque les parents investissaient en eux, par exemple en les scolarisant. Les processus observés aujourd'hui dans les pays en développement sont à peu près les mêmes, à la différence près que le changement est beaucoup plus rapide et qu'il est favorisé par les politiques gouvernementales, par exemple les programmes de planification familiale. Le monde, dans son ensemble, a maintenant parcouru une bonne partie du chemin vers la troisième phase. Sur le continent africain, un nombre croissant de pays se trouvent dans la troisième phase, par exemple l'Afrique du Sud, le Botswana, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, la Namibie, le Sénégal, le Swaziland et le Zimbabwe.

Ètape 4: les taux de mortalité et de fécondité sont faibles, de même que l'accroissement de la population. C'est le stade normal que l'on trouve dans les pays développés. En Afrique, l'île Maurice est un exemple de pays entier se trouvant dans cette phase. Autrement, elle est généralement associée à la classe moyenne urbaine dans des villes telles que Johannesburg, Le Cap, Nairobi ou Accra.

Étape supplémentaire 5: Le modèle de transition démographique proprement dit se termine par une faible mortalité, une faible fécondité et un faible accroissement de la population. Cependant, le processus de changement démographique se poursuit au-delà de cet équilibre. Un nombre croissant

de pays développés connaissent des taux de mortalité plus élevés que les taux de natalité, non pas en raison de l'augmentation de la mortalité, mais parce que la fécondité est constamment inférieure au taux de remplacement de deux enfants par femme en moyenne. Il en résulte un problème de vieillissement de la population. En Europe, 25 pour cent de la population est déjà âgée de 60 ans ou plus, et cette proportion devrait atteindre 35 pour cent en 2050. L'Amérique du Nord et l'Asie du Sud-Est connaissent une évolution similaire. Dans le même temps, la population africaine restera relativement jeune pendant encore plusieurs décennies. Le pourcentage de sa population âgée de 60 ans ou plus était de 5 pour cent en 2017, mais il devrait augmenter pour atteindre environ 9 pour cent en 2050 et près de 20 pour cent d'ici la fin du siècle.

Les voies de la transition démographique

Avec la grande frayeur démographique, les universitaires et les décideurs politiques ont cherché à comprendre quels pourraient être les moteurs du processus de transition démographique et s'il existait des moyens d'orienter et d'accélérer le processus. Comme le montre le modèle de transition démographique, l'histoire nous enseigne que la baisse de la mortalité est une étape nécessaire avant la baisse de la fécondité. La mortalité a commencé à baisser dans les pays industrialisés du Nord au début du 19e siècle et s'est étendue à d'autres régions du monde au cours de la première moitié du 20e siècle. La baisse de la mortalité infantile et juvénile était le facteur le plus important pour la baisse future de la fécondité et il s'agissait également de domaines qui pouvaient être facilement ciblés par des décisions politiques, y compris dans les pays pauvres. Les moteurs de la baisse de la mortalité ont été les progrès économiques et techniques, tels que:

- L'amélioration de l'apport nutritionnel grâce à une consommation alimentaire plus importante et plus variée.

- L'amélioration des conditions sanitaires, en particulier dans les zones urbaines.

- Les découvertes médicales et l'expansion des services de santé.

Cependant, la relation de cause à effet exacte entre la baisse de la mortalité et de la fécondité a toujours été difficile à mettre en évidence et le délai entre le début des deux processus a varié. Néanmoins, sur la base de nos expériences historiques, nous pourrions distinguer cinq voies différentes, plus ou moins réussies, dans la transition démographique. L'accent est mis sur la mesure dans laquelle la baisse de la mortalité a été suivie d'une baisse de la fécondité.

Le capitalisme traditionnel: Représenté par les expériences de l'Europe et de l'Amérique du Nord, principalement au 19e siècle, et de l'Amérique latine à partir du milieu du 20e siècle. Dans ce cas, c'est le processus de développement lui-même, y compris l'industrialisation, l'urbanisation, etc. qui a entraîné une baisse de la mortalité et de la fécondité. Dans la société agricole, les enfants étaient un atout car ils travaillaient dans les fermes et chaque enfant supplémentaire entraînait des

coûts limités. Finalement, la productivité agricole s'est améliorée, les gens se sont reconvertis dans d'autres secteurs et sont allés s'installer dans les villes. Dans les zones urbaines, la mortalité infantile a diminué. Entre-temps, les coûts ont augmenté, car les enfants ont bénéficié d'un logement plus cher, de frais de scolarité, de nourriture achetée, etc. Dans cette voie, l'État n'a pas participé activement à la baisse de la fécondité, si ce n'est en encourageant le développement économique et social et en offrant des services sociaux de base.

Croissance et équité: L'Asie du Sud-Est à partir des années 1950 est un autre exemple de la manière dont le développement économique est allé de pair avec la transition démographique. La différence entre ce modèle et le 'capitaliste traditionnel' est que l'État était plus actif, mais pas coercitif. En plus d'offrir des possibilités de réguler la taille des familles, le gouvernement a promu des politiques générales axées sur le développement, telles que l'égalité des chances, le développement rural, l'éducation, l'emploi des femmes, etc. La voie était alors un mélange de développement global et de politiques actives axées sur la famille.

État mou: Cette voie est principalement représentée par les États d'Asie du Sud à partir des années 1970. Le déclin de la mortalité était déjà en cours grâce à certains progrès économiques et aux services sociaux de base, puis l'État s'est employé à réduire la fécondité par le biais de politiques de planification familiale. Les efforts ont surtout pris la forme d'information, de persuasion, de fourniture de contraceptifs, etc., mais il y a aussi eu des actions coercitives occasionnelles telles que la stérilisation forcée. Ces pays luttent encore pour atteindre le développement économique et, par conséquent, ils n'ont pas été aidés de manière significative dans leur transition démographique par ce processus. La fécondité a baissé, mais lentement, et la région a continué à connaître une forte augmentation de la population, même depuis le début de l'intervention de l'État dans le domaine de la planification familiale.

Déconcentration radicale: Le principal exemple est celui de la Chine et de sa politique de l'enfant unique, mise en place dans les années 1970. La mortalité y avait baissé et l'espérance de vie augmenté pour les mêmes raisons que dans d'autres parties du monde, mais le parti communiste craignait que le pays ne s'enlise dans la phase 2 de la transition démographique et ne finisse par se retrouver dans une crise malthusienne. La politique de l'enfant unique a donc été conçue pour favoriser le passage à la phase 3. Cette politique, qui n'aurait pu être appliquée que par un État fort et non démocratique, a entraîné une baisse significative de l'indice synthétique de fécondité. Cependant, l'histoire de l'État n'est pas complète, car parallèlement à la politique de l'enfant unique, une baisse de la fécondité due à un processus de développement a eu lieu, par exemple dans les grandes villes modernes comme Shanghai. L'État chinois a abandonné la politique de l'enfant unique et tente même aujourd'hui d'imposer une nouvelle norme familiale de trois enfants pour contrer la menace d'une pénurie de main-d'œuvre et les coûts élevés d'une population vieillissante. Toutefois, les gens ne sont pas très enthousiastes à l'idée de suivre les nouvelles directives, car il est très coûteux d'élever des enfants.

Dominance du lignage: C'est le type qui représente l'expérience globale de l'Afrique. Jusqu'à présent, la transition démographique n'a atteint que la phase 2 dans de nombreuses régions, et nous devons en chercher l'explication. La mortalité est en baisse depuis les années 1930, pour les mêmes raisons que dans d'autres régions. Récemment, des efforts ciblés ont été mis en œuvre pour réduire la mortalité infantile, juvénile et maternelle, et le principal défi consiste désormais à réduire la fécondité. Si les États ont encouragé la planification familiale, leurs efforts ont été entravés par d'autres structures, la plus importante étant le rôle joué par la lignée dans les sociétés africaines. Dans ce système, le coût des enfants est partagé par la lignée et les incitations économiques pour les parents à réduire la taille de la famille ne sont donc pas aussi fortes. Tant que la plupart des ménages sont actifs dans l'agriculture, les enfants seront appréciés en tant que main-d'œuvre familiale et tant qu'il n'y a pas de sécurité sociale de l'État, les enfants sont également censés subvenir aux besoins des membres de leur famille pendant leur vieillesse. Les coûts liés à l'augmentation du nombre d'enfants sont donc faibles et les avantages élevés, ce qui contrecarre les efforts des pouvoirs publics pour promouvoir les familles moins nombreuses. Les exceptions sont les zones urbaines en expansion et la classe moyenne éduquée croissante, où la lignée est moins dominante et où les taux de fécondité sont en baisse.

La conclusion que l'on peut tirer de ces voies de transition démographique est que le *développement est le meilleur moteur de la baisse de la mortalité et de la fécondité*. Aucune politique gouvernementale n'a été aussi efficace pour faire baisser la fécondité et conduire le processus de transition démographique que les incitations données par le développement global de la société. L'évolution de la population s'inscrit donc naturellement dans un processus plus large, avec d'autres facteurs tels que le retrait de la main-d'œuvre de l'agriculture, l'urbanisation, la croissance économique, le développement humain par le biais de l'éducation et des soins de santé, et une plus grande égalité entre les hommes et les femmes.

En Afrique, de nombreux enfants grandissent dans des familles élargies.

4. Caractéristiques démographiques africaines

Croissance historique de la population en Afrique subsaharienne

Nous savons peu de choses sur la taille historique de la population en Afrique. Plus on remonte dans le temps, plus les chiffres ne sont pas fiables, comme le montrent les estimations pour 1850, présentées dans le tableau 2, qui varient entre 100 et 150 millions, soit une différence de 50 pour cent selon les sources utilisées. Ce n'est que vers les années 1960 que nous disposons de données démographiques plus fiables, bien que même les statistiques démographiques contemporaines pour l'Afrique soient considérées comme moins fiables que le même type de statistiques pour les pays développés.

Tableau 2: Chiffres de population pour l'Afrique, 1850-2050

	Population (millions)
1850	100-150
1950	220
2000	800
2050*	2,500

Remarque: * Il s'agit du dernier pronostic des Nations Unies (2019).

L'augmentation rapide de la population et de sa densité est un phénomène assez tardif en Afrique par rapport à d'autres continents. Aujourd'hui, la population africaine augmente de 2,6 % par an et on peut s'attendre à ce que les femmes africaines aient en moyenne 4 à 5 enfants. Pendant ce temps, la croissance démographique en Asie du Sud est de 1,2 % et en Amérique latine de 0,9 % En raison du maintien de taux de fécondité élevés, la population africaine devrait doubler d'ici 2050, date à laquelle les Africains représenteront un quart de la population mondiale.

Toutefois, la population africaine est inégalement répartie sur le continent. Il existe de grandes différences entre les pays, tant en ce qui concerne la taille de la population que sa densité. C'est ce que montre le tableau 3, qui présente les chiffres de la population pour la période 1960-2020 dans une sélection de pays africains, dont le Nigeria, qui compte 206 millions d'habitants, et le Botswana, qui compte 2,4 millions d'habitants, l'une des populations les plus faibles du continent. En fait, un Africain subsaharien sur cinq sera originaire du Nigeria en 2020.

Tableau 3: Population (en millions) dans certains pays africains, 1960-2020

	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2020
Botswana	0.5	0.7	1.0	1.4	1.8	2.0	2.4
Burundi	2.9	3.5	4.1	5.6	6.4	8.4	11.9
Nigeria	45.9	57.4	75.5	97.6	123.7	159.4	206.1
Afrique du Sud	17.4	22.1	27.6	35.2	44.0	50.0	59.3

Source: World Development Indicators, World Bank (2021).

En revanche, les statistiques sur l'augmentation de la densité de la population (tableau 4), calculée en nombre d'habitants par kilomètre carré de superficie, montrent une situation quelque peu différente. Par exemple, bien que le Burundi n'ait pas une population exceptionnellement importante, c'est un petit pays qui a connu une augmentation drastique de la densité de population au cours des 50 dernières années, atteignant 463 personnes par kilomètre carré. Le Botswana est un cas opposé, avec une petite population et une grande masse continentale, ce qui signifie que la densité de population n'est que d'environ 4 personnes par kilomètre carré.

Tableau 4: Densité de population (personnes par km² de superficie) dans certains pays africains, 1960-2020

	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2020
Botswana	1	1	2	2	3	4	4
Burundi	117	137	161	218	248	326	463
Nigeria	52	63	83	107	136	174	226
Afrique du Sud	15	18	23	29	36	41	49
Afrique subsaharienne	10	12	16	22	28	36	48

Source: World Development Indicators, World Bank (2021).

La transition démographique en Afrique

Bien qu'elle soit loin derrière les autres continents, la transition démographique a commencé en Afrique. La mortalité est en baisse depuis les années 1930, bien que le continent abrite encore des pays où les taux de mortalité infantile et juvénile sont parmi les plus élevés au monde, comme en Sierra Leone, où 81 nourrissons meurent pour 1 000 naissances vivantes et où le taux de mortalité infantile est de 109 pour 1 000 naissances vivantes. Une autre façon d'indiquer la baisse de la mortalité est de montrer l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance (le nombre d'années qu'un individu est censé vivre selon les statistiques). En Afrique subsaharienne, l'espérance de vie est passée de 40 ans en 1960 à 62 ans en 2019. C'est en République centrafricaine que l'espérance de vie est la plus faible (53 ans) et aux Seychelles qu'elle est la plus élevée (74 ans). Grâce à la diffusion récente de médicaments antirétroviraux pour le traitement du VIH/sida, des pays comme l'Afrique du Sud enregistrent à nouveau de meilleurs résultats, avec une espérance de vie d'un peu plus de 61 ans. Malgré les préoccupations mentionnées ci-dessus, ce n'est pas le déclin de la mortalité qui a freiné le processus de transition démographique - c'est le déclin lent et tardif du taux de fécondité (voir tableau 5).

Tableau 5: Taux de fécondité (nombre d'enfants nés) en Afrique subsaharienne, 1980-2100

	Nombre d'enfants par femme
1980	6.7
2020	4.5
2050*	3.0
2100*	2.1

Remarque: * Il s'agit du dernier pronostic des Nations Unies (2019).

Il existe cependant des différences significatives entre les différents pays. C'est ce qu'illustre le tableau 6, qui présente des statistiques sur la baisse de la fécondité pour les mêmes pays que ceux examinés dans les tableaux 4 et 5. Il montre que si l'Afrique du Sud a connu une baisse de la fécondité de six enfants par femme en moyenne en 1960 à 2,4 enfants par femme en 2019, le Burundi n'a connu qu'une baisse de 6,9 à 5,3 enfants par femme en moyenne au cours de la même période.

Tableau 6: Fécondité (nombre moyen de naissances par femme) dans certains pays africains, 1960-2019

	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2019
Botswana	6.6	6.6	6.2	4.5	3.3	3.0	2.8
Burundi	6.9	7.2	7.4	7.4	6.9	6.2	5.3
Nigeria	6.4	6.4	6.8	6.5	6.1	5.8	5.3
Afrique du Sud	6.0	5.7	5.0	4.0	2.7	2.6	2.4
Afrique subsaharienne	6.6	6.7	6.8	6.3	5.8	5.3	4.6

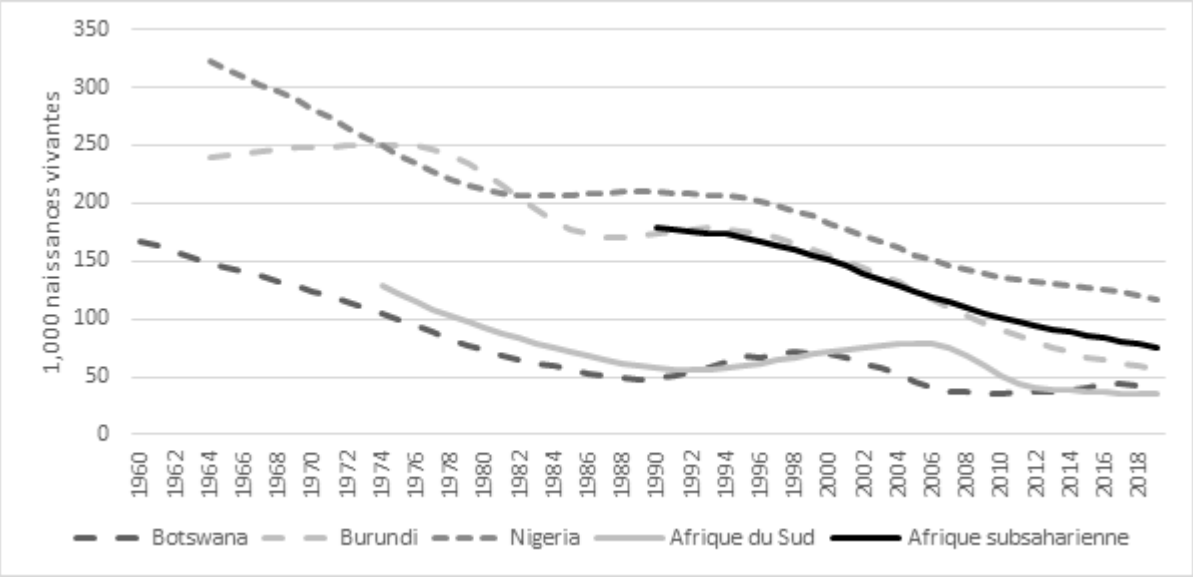
Source: World Development Indicators, World Bank (2021).

Depuis le début du millénaire, le continent a également connu la période de croissance économique la plus rapide jamais enregistrée et, pendant le boom des matières premières, à peu près au cours des années 2005-2015, l'Afrique a même été le continent à la croissance et à l'urbanisation les plus rapides au monde dans une comparaison internationale. Le vieux dicton selon lequel 'le développement est le meilleur contraceptif' s'applique donc également à l'Afrique. C'est la raison pour laquelle les plus grandes différences démographiques sur le continent africain ne sont pas entre les pays, mais entre les zones urbaines et rurales, ou entre les zones qui connaissent une croissance économique et un développement et celles qui n'en connaissent pas. Examinons maintenant quelques-uns des aspects les plus importants du processus de développement en ce qui concerne le début de la transition démographique en Afrique.

La population jeune est-elle l'avenir de l'Afrique?

La*mortalité infantile*: La plupart des recherches ont montré qu'il existe un lien de causalité étroit entre une mortalité infantile élevée et une fécondité élevée. Lorsque les parents savent qu'il est probable que plusieurs de leurs enfants meurent avant d'atteindre l'âge adulte, ils répartissent les risques en fondant une famille nombreuse. Dans le modèle de la transition démographique, la première phase, caractérisée par des niveaux élevés de mortalité, est principalement due à une forte mortalité infantile. La deuxième phase est spécifiquement marquée par la baisse de la mortalité infantile, qui conduit finalement à la troisième phase, marquée par la baisse de la fécondité. L'Afrique est un continent où les taux de mortalité infantile sont encore parmi les plus élevés au monde et, à moins d'un déclin général de la mortalité infantile, les progrès de la transition démographique seront limités. La figure 3 montre clairement que tous les pays du tableau 4, ainsi que l'Afrique subsaharienne en général, ont connu une baisse significative de la mortalité infantile, ce qui donne de l'espoir pour l'avenir. L'Afrique du Sud a les niveaux de mortalité infantile les plus bas et est également le pays ayant le taux de fécondité le plus faible. À l'autre extrémité de l'échelle, le Nigeria se situe au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne en ce qui concerne la mortalité infantile et le taux de fécondité.

Figure 3: Taux de mortalité infantile pour 1 000 naissances vivantes dans certains pays africains, 1960-2019

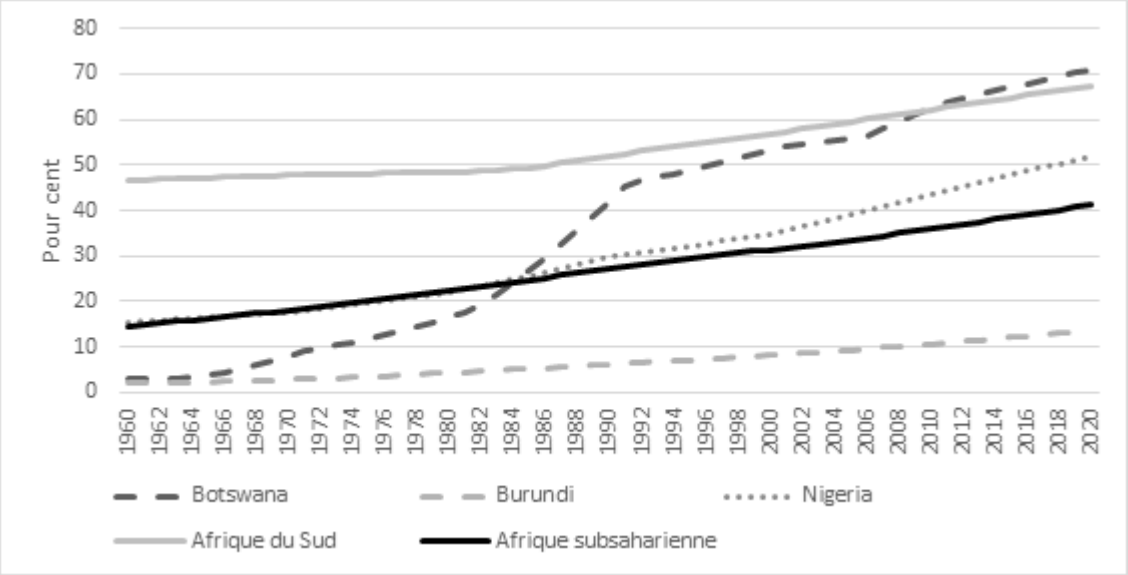


Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale (2021)

L'urbanisation: L'Afrique est le continent le moins urbanisé du monde, mais c'est aussi celui qui connaît les taux d'urbanisation les plus rapides. En 1950, le continent ne comptait que deux villes de plus d'un million d'habitants, Alexandrie et Le Caire en Égypte. Dans un avenir proche, il pourrait y avoir plus de 80 villes de plus d'un million d'habitants. En outre, il y aura un groupe de mégapoles (population totale supérieure à 10 millions d'habitants), dont Kinshasa, Lagos et Le Caire, ainsi que des milliers de villes intermédiaires de 50 000 à 100 000 habitants. Dans notre discussion ci-dessus, nous avons montré que les familles urbaines ont des coûts plus élevés pour

leurs enfants et que cela entraîne une baisse de la fécondité dans les zones urbaines. Le graphique 4 montre que l'Afrique du Sud et le Botswana ont le degré d'urbanisation le plus élevé de notre échantillon et que cela est corrélé avec les niveaux de fécondité les plus bas. Pour les autres pays, l'évidence n'est pas aussi claire.

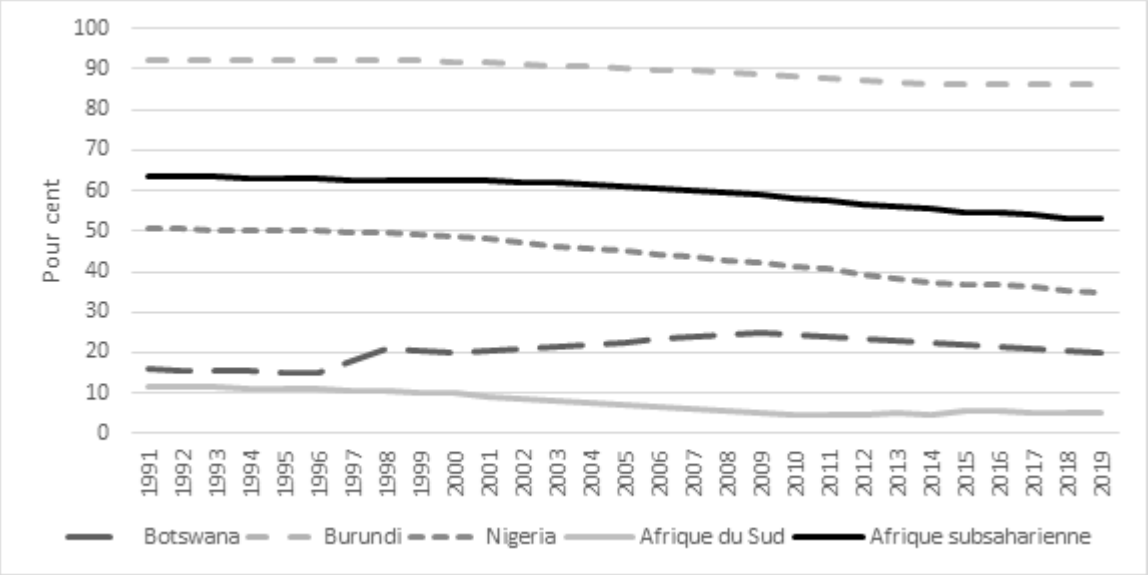
Figure 4: Population urbaine en pour cent du total dans certains pays africains, 1960-2020



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale (2021)

Transfert de main-d'œuvre: L'agriculture étant remise en question par le processus de développement global en tant que secteur principal de l'économie, la main-d'œuvre est transférée de l'agriculture au secteur des services ou à l'industrie (ce qui est également indiqué par l'urbanisation). Dans cette situation, les enfants perdent leur valeur en tant que main-d'œuvre familiale supplémentaire et représentent plutôt un coût pour la famille. Le graphique 5 montre que la part de la population active totale employée dans le secteur agricole diminue lentement dans les pays de notre échantillon et en Afrique subsaharienne en général. Les tendances reflètent les taux d'urbanisation mentionnés ci-dessus. L'Afrique du Sud présente les taux d'urbanisation les plus élevés et la part la plus faible de la main-d'œuvre dans l'agriculture, tandis que le Burundi représente l'inverse. En outre, il est communément admis que le fait que les femmes quittent l'agriculture de subsistance pour entrer sur le marché du travail formel a un effet important sur le nombre d'enfants, car il n'est plus facile de combiner travail et famille.

Figure 5: Part de la population active employée dans l'agriculture



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale (2021)

L'éducation des femmes: Depuis longtemps, les économistes et les démographes cherchent des moyens de mesurer le statut économique et social des femmes afin de voir comment il affecte les schémas de fécondité. L'un des indicateurs les plus populaires est l'alphabétisation des femmes, qui est censée influencer les décisions en matière de fécondité de plusieurs manières: l'augmentation de l'éducation fait reculer l'âge du mariage, accroît la valeur économique du temps de la femme, favorise l'autonomisation et l'estime de soi et tend à réduire la mortalité infantile, car les mères alphabétisées sont mieux équipées pour s'occuper de leurs enfants. Toutefois, si l'alphabétisation des femmes s'inscrit dans une bonne spirale de développement et d'égalité des chances, il est souvent difficile d'établir un lien de causalité direct entre l'alphabétisation des femmes et la baisse de la fécondité. Les relations sont plus indirectes que directes.

Politique de l'État: Bien que les États africains aient offert des services de planification familiale à leurs citoyens, les efforts ont été moins actifs et intrusifs qu'en Asie du Sud ou en Chine. La diffusion et la disponibilité des contraceptifs constituent un effort gouvernemental essentiel, mais les taux d'utilisation en Afrique sont faibles par rapport aux normes internationales. En 1995, environ 6 pour cent de la population utilisait des contraceptifs en moyenne continentale, et aujourd'hui, ce chiffre est potentiellement passé à quelque 30 pour cent Bien qu'il s'agisse d'une évolution positive, il est difficile de savoir dans quelle mesure cela a un impact direct sur la baisse de la fécondité.

5. Conclusion

Les expériences historiques indiquent clairement que la transition démographique est un élément naturel de tout processus de développement socio-économique. L'échantillon de statistiques démographiques africaines présenté ci-dessus montre clairement que les tendances évoluent dans la bonne direction, ce qui indique que la transition démographique en Afrique est en cours, mais qu'elle prendra encore un certain temps. Si la crainte initiale de la surpopulation dans les années 1950 s'est avérée fausse, le défi de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration du niveau de vie en Afrique pendant l'augmentation de la population continue de figurer en bonne place dans l'agenda du développement. En outre, la préoccupation n'est plus seulement de savoir si les gens auront la sécurité alimentaire aujourd'hui, mais aussi de savoir comment parvenir à un développement économique, social et environnemental durable pour l'avenir. Par conséquent, la transition démographique de l'Afrique est d'une importance capitale non seulement pour la région, mais aussi pour le monde entier.

Questions de l'étude

1. Quels sont les principaux arguments du débat Malthus-Boserup?
2. Quelles sont les quatre étapes du modèle de transition démographique?
3. Reliez le modèle de transition démographique au contexte africain. Que pouvez-vous dire de l'évolution actuelle de la mortalité et de la fécondité dans différents pays africains?
4. Quelles sont les cinq voies de la transition démographique proposées dans le texte?
5. Quels sont les cinq indicateurs mentionnés dans le texte qui montrent que la transition démographique se propage actuellement sur le continent africain?

Lectures suggérées

Boserup, Ester (1965) *The Conditions of Agricultural Growth: The Economics of Agricultural Change under Population Pressure*. London: Allen and Unwin.

Canning, David, Sangeeta Raja and Abdo S. Yazbeck (2015). *Africa's Demographic Transition: Dividend or Disaster?.* World Bank Publications.

Eastwood, Robert and Michel Lipton (2011). Demographic transition in sub-Saharan Africa: How big will the economic dividend be?. *Population Studies* 65(1): 9-35.

Frankema, Ewout and Morten Jerven (2014). Writing history backwards or sideways: towards a consensus on A frican population, 1850-2010. *Economic History Review* 67(4): 907-931.

Malthus, Thomas R. (1803). *An Essay on the Principle of Population*. London: J. Johnson.

The Economist (2020). Africa's population will double by 2050 (2020). March 28th 2020 https://www.economist.com/special-report/2020/03/26/africas-population-will-double-by-2050 (accessed 27 December 2021)

United Nations (2019). *World Population Prospects 2019*. New York. https://population.un.org/wpp/ (accessed 27 December 2021)

World Bank (2022). World Development Indicators. https://data.worldbank.org/indicator (accessed 27 December 2021)

A propos de l'auteur

Ellen Hillbom est professeur de développement économique dans le Sud global au département d'histoire économique de l'université de Lund. Ses recherches se concentrent sur l'Afrique australe et orientale et portent sur des cas historiques et contemporains de transformation agricole et structurelle, sur les tendances à long terme en matière d'inégalité, sur la dépendance à l'égard des ressources naturelles, sur les régimes de droits de propriété régissant les ressources agricoles, ainsi que sur la production et la commercialisation des petits exploitants.

L'essor de l'éducation en Afrique

Sarah Ferber*, Johan Fourie[†] et **Felix Meier zu Selhausen**[‡]
* Université de Tübingen
[†] Université de Stellenbosch
[‡] Université d'Utrecht

1. Introduction

Dans un monde où nous surexploitons régulièrement nos ressources d'une manière non durable, le développement du talent humain présente un potentiel infini. Lorsqu'une personne reçoit une éducation, elle s'améliore et la société dans son ensemble se développe. Tous les êtres humains peuvent contribuer au développement économique, social et politique; c'est pourquoi il faut offrir des possibilités d'éducation au plus grand nombre. L'importance de l'éducation pour tous est clairement exprimée dans l'objectif de développement durable des Nations Unies, l'ODD 2 - *Qualité de l'éducation*.

La valeur de l'éducation touche presque tous les aspects de nos sociétés. Du point de vue du progrès économique, elle est centrée sur nos capacités à devenir plus productifs. Il s'agit notamment de trouver des informations dans les livres et les sites web, d'effectuer des calculs mathématiques, d'innover et d'adopter de nouvelles technologies, de transmettre nos connaissances et notre expérience à d'autres, etc. La base est la capacité à lire (alphabétisation) et à compter (numératie). L'éducation, les compétences, l'expérience, le caractère et la créativité correspondent à ce que les économistes appellent le 'capital humain'. Associé aux nouvelles technologies et aux machines modernes, ce capital humain rend chaque travailleur plus productif. La leçon est claire: pour s'enrichir, il faut améliorer l'éducation et les compétences.

En Afrique, l'histoire de l'éducation et du développement de compétences spécialisées en lecture, écriture et calcul remonte à l'Égypte ancienne. Cependant, bien que l'éducation ait une longue histoire sur le continent, de nombreux pays africains peinent aujourd'hui à offrir une éducation de qualité à leurs citoyens, et la valeur du capital humain de la région est globalement faible. Compte tenu de l'importante croissance démographique actuelle et future, le talent humain est une force qui pourrait stimuler le développement socio-économique de la région.

Dans ce chapitre, nous examinerons comment les Africains ont acquis de nouvelles compétences, dans le passé et dans le présent. Pour ce faire, nous commencerons par un bref examen des avantages économiques de l'éducation, avant de passer à une discussion sur l'éducation en Afrique aujourd'hui et dans le passé. Nous examinerons le rôle de l'islam, du christianisme et de la colonisation, et suivrons l'évolution de l'éducation en Afrique au cours de la période d'indépendance.

2. Spécialisation et rendement de l'éducation

Pendant la majeure partie de l'histoire de l'humanité, nous avons eu besoin de plus de travailleurs lorsque nous voulions augmenter la production. Dans de nombreuses industries (mais pas toutes), ce n'est plus le cas. Au lieu d'utiliser *plus de* travailleurs pour produire des choses, nous utilisons des travailleurs *éduqués* combinés à la *technologie*. Les personnes instruites utilisent leurs connaissances et leurs compétences, acquises par l'éducation formelle ou l'apprentissage par la pratique, pour se spécialiser. La spécialisation signifie que l'on est capable de faire très bien une chose en particulier. Aujourd'hui, les ingénieurs responsables de grands projets de construction n'ont pas besoin de savoir comment cultiver des aliments ou tisser des vêtements. Ils sont bien payés pour leurs services spécialisés, ce qui leur permet de s'offrir les luxes de notre société moderne: une grande variété de nourriture, des vêtements prêts à l'emploi et attrayants, un téléphone portable, un ordinateur et une maison confortable avec beaucoup d'espace pour leur famille.

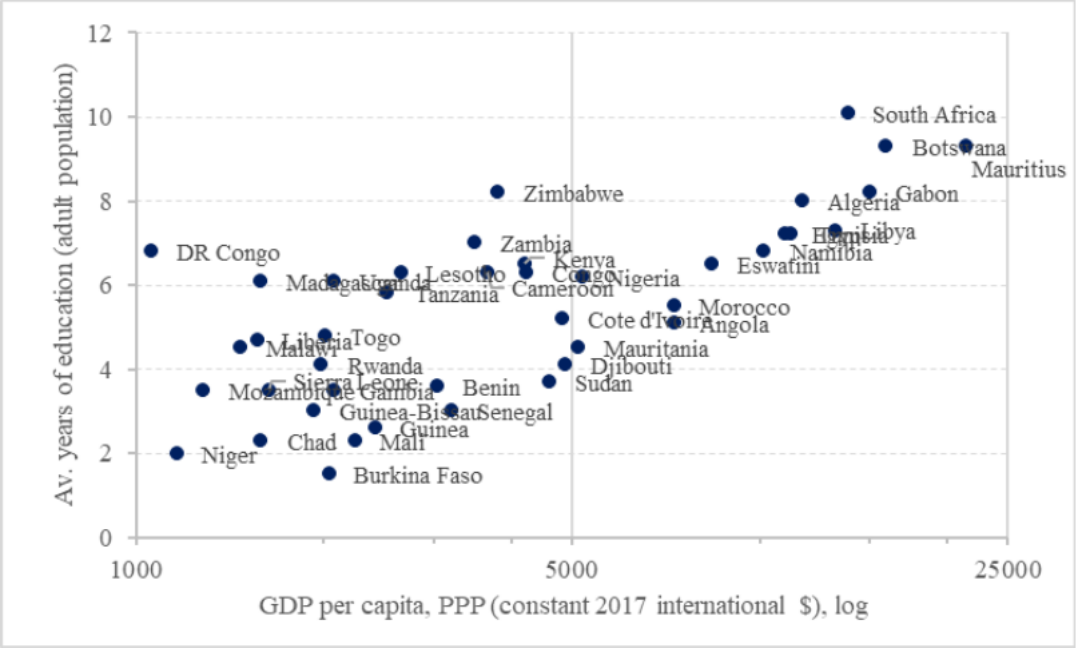
Les avantages de la spécialisation sont décrits en détail par l'économiste écossais Adam Smith en 1776 dans son ouvrage fondamental *La richesse des nations*. Plus nous nous spécialisons, plus nous pouvons produire de biens supplémentaires. Lorsque nous produisons un surplus de biens - en d'autres termes, plus que ce dont nous avons besoin pour nous-mêmes - nous pouvons les vendre sur le marché et augmenter nos revenus. Si l'éducation est la clé d'une spécialisation plus poussée, elle est aussi la clé d'une plus grande prospérité.

Les personnes éduquées ont tendance à améliorer la vie de tous. Une personne éduquée peut améliorer notre capital physique existant. Prenons l'exemple des pyramides d'Égypte. Nos ingénieurs qui prévoient de construire une nouvelle pyramide doivent tailler de grands blocs de grès. Employer des milliers d'ouvriers pour les tailler à la main coûterait très cher. De plus, ce travail prendrait énormément de temps. Notre ingénieur, avec l'aide d'autres spécialistes, conçoit donc une nouvelle machine alimentée par une énergie fossile (charbon ou pétrole) ou renouvelable (solaire) pour effectuer la découpe automatiquement. En créant de nouvelles technologies, les personnes éduquées augmentent la productivité et la richesse de leur société. Lorsque les gens reçoivent une éducation, nous ne nous contentons pas de former des spécialistes et d'améliorer la productivité et la richesse; la société tend à en bénéficier dans son ensemble. Une société éduquée est plus susceptible d'avoir un système de vote démocratique. Elle a plus de chances d'avoir des citoyens capables de prendre des décisions éclairées sur les personnes à gouverner. Elle est plus susceptible de respecter l'État de droit. Elle a plus de chances de bénéficier de la liberté des médias. Les citoyens éduqués peuvent obliger les gouvernements à répondre à leurs besoins. Ils peuvent s'assurer que les richesses issues de la croissance économique leur profitent et ne finissent pas dans les poches des fonctionnaires.

La figure 1 illustre cette relation positive entre l'éducation et le revenu en Afrique, en représentant le nombre moyen d'années de scolarisation de la population adulte de chaque pays africain par rapport à son PIB par habitant. Le lien positif entre l'éducation et le revenu se

renforce dès que les pays dépassent un seuil de PIB par habitant d'environ 3 000 USD. Cette tendance ne nous dit pas si plus d'éducation conduit à plus de croissance économique en Afrique ou si les économies africaines plus prospères ont simplement plus de ressources à consacrer à l'éducation. Il se peut que les deux soient vrais.

Figure 1: Nombre moyen d'années de scolarisation et PIB par habitant en Afrique, 2017



Source: Barro & Lee (2018) et World Development Indicators (2023).
Remarque: Traduction anglais/français: av. years of education (adult population)/nombre moyen d'années d'études (population adulte); GDP per capita (constant 2017 international $), log/ PIB par habitant (en dollars internationaux constants de 2017), log.

Le meilleur moyen de créer une prospérité durable pour tous les citoyens d'un pays est donc de leur donner accès à l'éducation. Bien que les femmes représentent au moins la moitié de la population, elles étaient par le passé et sont encore aujourd'hui moins susceptibles de recevoir le même niveau d'éducation que les hommes. Souvent, les parents, dont les ressources sont limitées, accordent moins de possibilités d'éducation à leurs filles parce qu'ils préfèrent qu'elles restent et aident à la maison et à la ferme. Parfois, des croyances culturelles ou religieuses sur le rôle des femmes les empêchent d'aller à l'école. Des difficultés pratiques peuvent également limiter la fréquentation scolaire des filles, comme l'absence de toilettes séparées et sûres pour les filles à l'école ou l'absence de produits hygiéniques.

Lorsque les femmes font l'objet de discriminations en matière d'accès à l'éducation, c'est l'ensemble de la société qui en subit les conséquences. En effet, en améliorant l'éducation des filles, on améliore leur santé et leurs revenus futurs. En outre, les femmes plus instruites ont tendance à se marier plus tard et à donner naissance à des enfants moins nombreux et en meilleure santé que les mères analphabètes. Les enfants de mères plus instruites deviennent eux-mêmes plus instruits. Ils ont plus de liberté pour choisir un emploi et ont plus de chances de construire une carrière professionnelle. C'est ce que l'économiste américain Gary Becker a appelé dans les années 1960 le 'compromis quantité-qualité', en affirmant qu'une famille moins

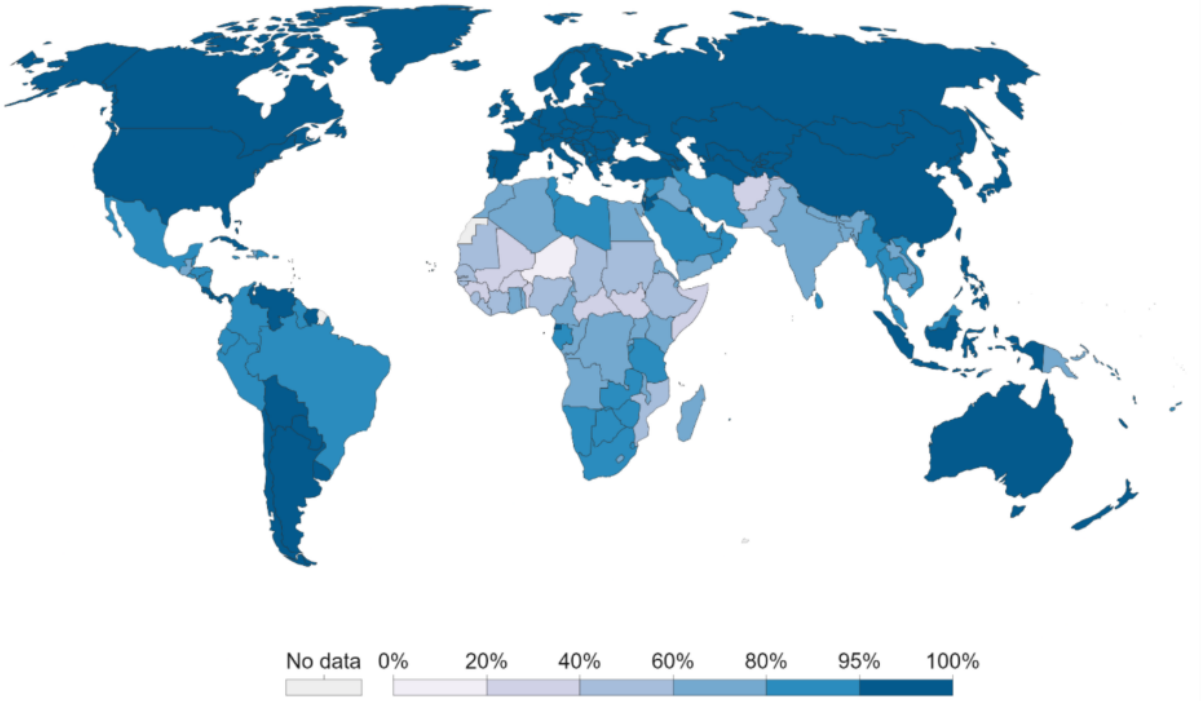
nombreuse permet d'allouer davantage de ressources (par exemple, les frais de scolarité ou l'achat d'uniformes et de livres scolaires) à chaque enfant, ce qui accroît le niveau d'éducation moyen de l'enfant.

Les économistes appellent ces avantages supplémentaires que procure l'éducation des 'externalités positives'. Un bon gouvernement s'efforce d'offrir ces avantages à ses citoyens. Un moyen efficace pour un gouvernement de promouvoir les externalités positives est de mettre l'éducation gratuitement à la disposition de la population et de lui montrer pourquoi elle est essentielle, afin qu'elle la réclame. En résumé, l'éducation pour tous est la clé pour profiter des avantages d'une économie de marché avancée. L'éducation est également la clé de la construction d'une société sûre, libre et égalitaire.

3. L'éducation en Afrique aujourd'hui

En comparaison mondiale, de nombreux pays africains ont aujourd'hui des niveaux d'éducation relativement faibles. La figure 2 illustre la répartition de l'alphabétisation dans le monde, en montrant les taux d'alphabétisation en 2015 de la population âgée de 15 ans ou plus. L'alphabétisation - la capacité de lire et d'écrire - est généralement utilisée pour mesurer l'éducation de base. Elle montre que, par rapport aux autres régions, à l'exception de l'Asie du Sud, les populations d'Afrique subsaharienne ont des compétences plus faibles en matière d'alphabétisation de base. La figure 2 montre également des différences substantielles en matière d'alphabétisation *entre les* pays africains. Certains pays africains obtiennent des résultats particulièrement faibles à cet égard. Par exemple, en 2018, seulement 31 pour cent de la population âgée de 15 ans et plus savait lire et écrire au Mali, 43 pour cent en Sierra Leone et 52 pour cent en Éthiopie. En revanche, certains autres pays africains ont des populations plus alphabétisées. En Namibie, 92 pour cent de la population sait lire et écrire, au Zimbabwe 92 pour cent et en Côte d'Ivoire 90 pour cent. La moyenne de la population adulte de l'Afrique subsaharienne est d'environ 62 pour cent. Ce chiffre est nettement inférieur à la moyenne mondiale, qui est de 84 pour cent. De même, il existe des différences substantielles *au sein des* pays africains. L'alphabétisation n'est pas répartie de manière égale dans ces pays. Les différences les plus importantes se situent souvent entre les hommes et les femmes. Selon la Banque mondiale, par exemple, en 2018, 71 pour cent des hommes nigérians étaient alphabétisés, contre 53 pour cent des femmes nigérianes. Au Sénégal, l'écart entre les sexes était encore plus important, avec 65 pour cent des hommes alphabétisés contre 40 pour cent des femmes.

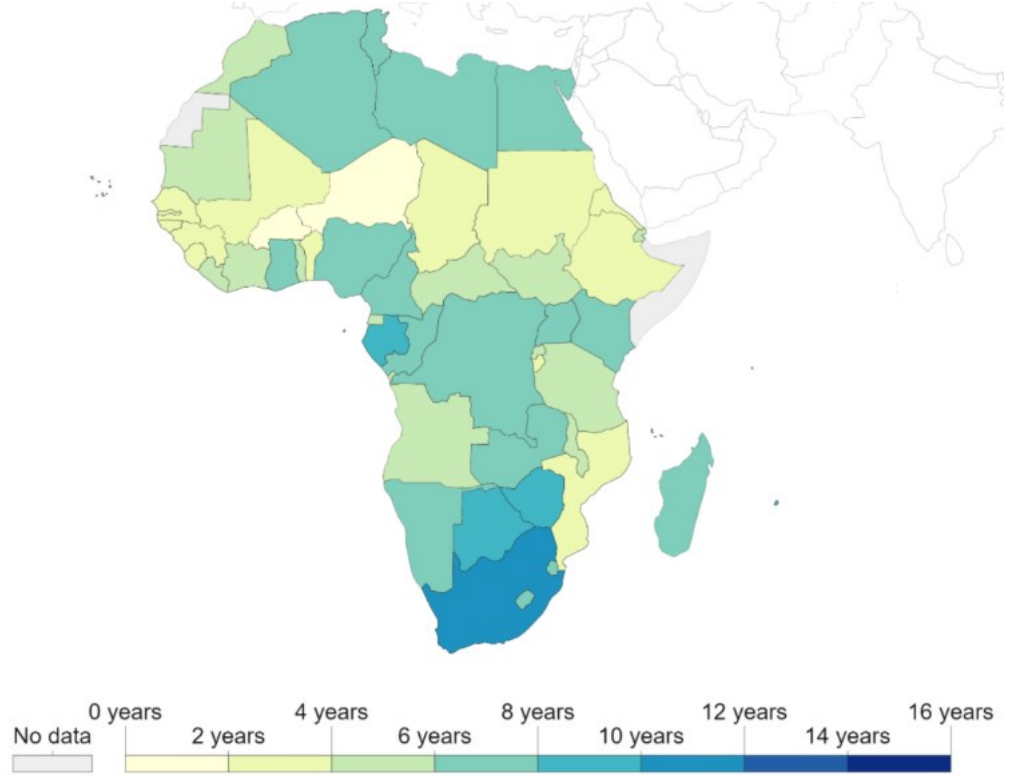
Figure 2: Taux d'alphabétisation dans le monde par pays, 2015



Source: Roser and Ortiz-Ospina (2016). Literacy. Retrieved from: *Our World in Data*.

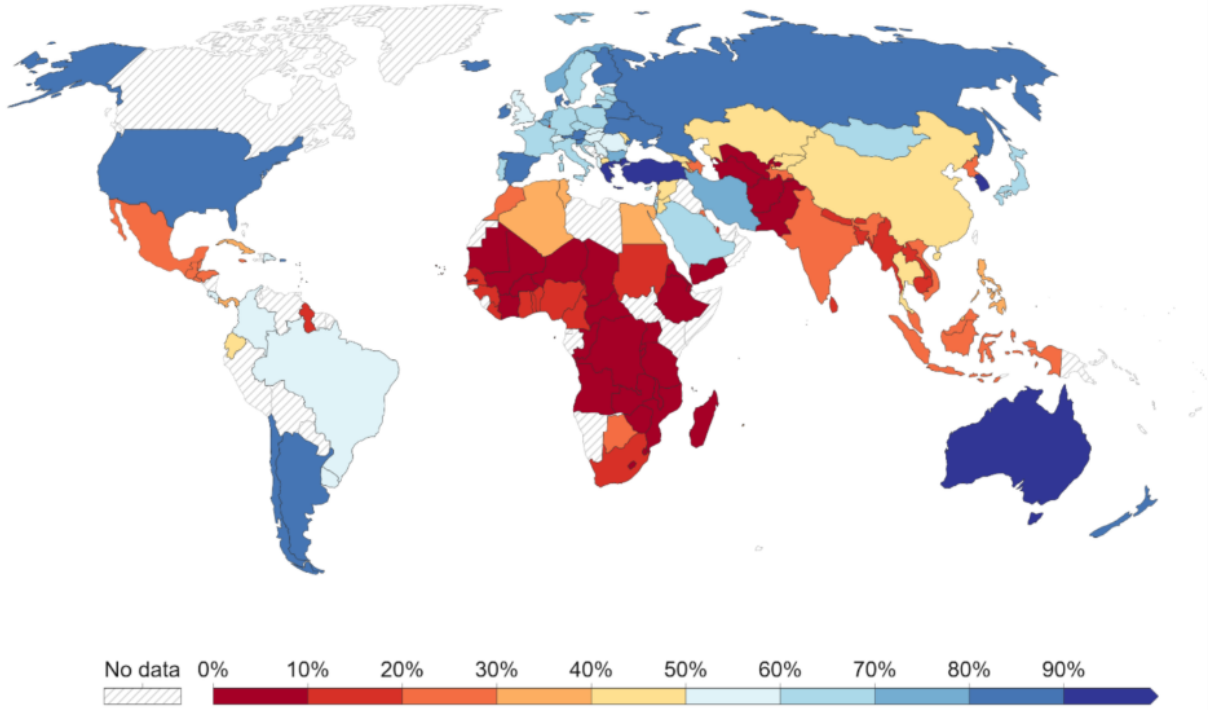
Bien entendu, l'éducation ne se limite pas à l'acquisition de la lecture et de l'écriture. L'éducation, en particulier l'enseignement secondaire et supérieur, permet aux individus d'acquérir diverses compétences spécialisées qui peuvent être mises à profit pour améliorer leurs revenus et développer l'économie. L'apprentissage de la lecture et de l'écriture à l'école n'est qu'une première étape. Pour construire notre pyramide imaginaire actuelle, notre ingénieur doit étudier les mathématiques et la physique pendant plusieurs années à l'école et à l'université. Une façon de mesurer cela est de calculer le nombre d'années de scolarité que chaque personne a acquises au cours de sa vie. La figure 3 présente le nombre moyen d'années d'études des adultes (âgés de plus de 25 ans) dans chaque pays africain en 2017. Elle montre qu'il existe de grandes variations au sein de l'Afrique, les adultes en Afrique du Sud ayant en moyenne plus de dix ans d'éducation, tandis qu'en République démocratique du Congo, les adultes ont accumulé sept ans de scolarité et au Burkina Faso, à peine deux ans d'éducation.

Figure 3: Nombre moyen d'années de scolarisation, 2017



Source: Roser and Ortiz-Ospina (2016). Global Education. Tiré de: *Our World in Data*.

Figure 4: Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur, 2016



Source: Roser and Ortiz-Ospina (2016). Literacy. Tiré de: *Our World in Data*.

La figure 4 montre qu'en dépit de l'expansion rapide de l'enseignement supérieur africain au cours des deux dernières décennies, dans la plupart des pays africains, moins de 10 pour cent des diplômés de l'enseignement secondaire étaient inscrits à l'université en 2016, alors que la

moyenne mondiale est de 34 pour cent. Une autre façon d'évaluer le niveau de l'enseignement supérieur en Afrique est de comparer la qualité de ses universités avec celle des universités du reste du monde. Le tableau n'est pas très réjouissant. Le classement mondial des universités établi par le journal *Times Higher Education* pour 2022 ne classe que 4 des 400 meilleures universités d'Afrique, toutes situées en Afrique du Sud.

En résumé, les pays africains ont des niveaux d'éducation inférieurs à ceux du reste du monde. Et sans universités de classe mondiale, les pays africains ne peuvent pas produire suffisamment de talents humains pour développer leurs propres économies fondées sur la connaissance. Quelles sont donc les raisons qui expliquent les résultats comparativement médiocres de l'Afrique?

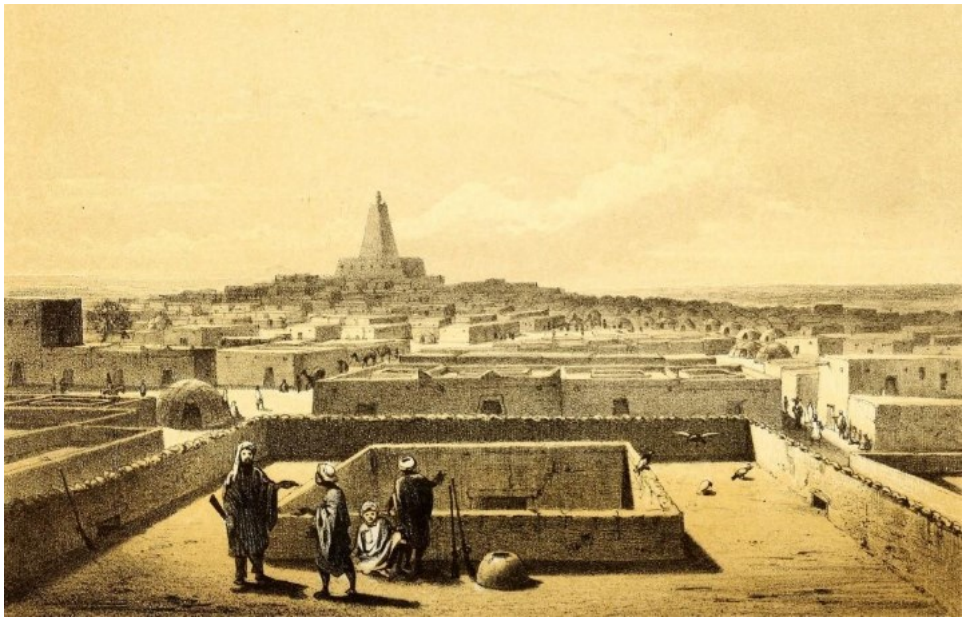
4. L'histoire de l'éducation en Afrique

Pour mieux comprendre les résultats comparativement médiocres de l'Afrique dans le domaine de l'éducation, nous devons adopter une perspective historique. Pourquoi les pays africains sont-ils à la traîne des autres pays en matière d'éducation formelle? Ce n'est pas parce que l'éducation n'est arrivée que récemment en Afrique. Dans l'Égypte ancienne (entre 2500 et 500 avant notre ère), les hommes recevaient un enseignement formel pour devenir des scribes et des administrateurs, c'est-à-dire des personnes qui savaient écrire et gouverner. Mais il s'agissait là d'exceptions. En règle générale, la transmission des connaissances se faisait dans la sphère *informelle*. Les enfants de l'époque acquéraient leurs compétences auprès de leurs parents, de leur famille et de la communauté villageoise, qui transmettaient d'une génération à l'autre des connaissances en matière de production agricole et d'environnement écologique, ainsi que des traditions sociales et culturelles. C'est ce que les économistes appellent 'l'éducation informelle'. Elle fournissait les connaissances et les compétences nécessaires à la communauté locale et servait de base à la spécialisation dans l'artisanat, l'agriculture, le commerce, etc. Cependant, elle n'incluait pas l'enseignement de la lecture, de l'écriture et du calcul ou d'autres aspects de l'éducation formelle qui permettent aux gens d'intégrer de nouvelles connaissances provenant de l'extérieur afin d'augmenter la productivité des activités économiques existantes et d'en développer de nouvelles.

Bien entendu, c'est ainsi que vivait la majeure partie du monde. L'éducation formelle n'existait qu'en Inde et en Chine, ainsi que dans les civilisations méditerranéennes de la Grèce et de la Rome antiques. L'Académie platonicienne d'Athènes, fondée en 385 avant J.-C., en est un exemple célèbre. Mais il convient de noter que l'éducation formelle dans ces pays n'était pas non plus destinée à tout le monde - elle était surtout réservée aux riches et aux puissants, comme c'était le cas dans l'Égypte ancienne.

4.1 L'éducation islamique

L'introduction de l'islam en Afrique du Nord vers 670 et dans certaines parties de l'Afrique occidentale et centrale vers 1075 a entraîné une croissance rapide de l'éducation formelle dans ces régions. Tombouctou, dans le Mali moderne (photo ci-dessous), est devenue le centre de l'enseignement islamique entre le 13e et le 17e siècle, en particulier sous le règne d'Askia Mohammad Ier vers 1500. Grâce au commerce transsaharien d'or, d'ivoire, d'esclaves et de sel à travers le Sahara entre l'Afrique subsaharienne et l'Afrique du Nord, la réussite économique de Tombouctou a attiré de nombreux érudits dans la ville, renforçant ainsi l'enseignement de l'art, de la science et de la religion. Avec le soutien de l'empereur Askia Mohammad, des milliers de manuscrits sur l'art, la médecine, la philosophie, la religion et la science ont été rédigés. Environ 700 000 de ces manuscrits se trouvent encore aujourd'hui dans les bibliothèques de Tombouctou, et les chercheurs s'emploient à restaurer, traduire et numériser ces précieux documents afin que nous puissions en apprendre davantage sur la politique, l'économie et la culture de cette civilisation africaine prospère à ses débuts.



Vue ancienne de Tombouctou, 1860.

Une question intéressante se pose: pourquoi l'éducation formelle n'a-t-elle commencé en Afrique qu'après l'établissement de l'islam? L'une des réponses est que dans la plupart des sociétés d'Afrique subsaharienne, la langue n'était pas écrite. Les compétences et les connaissances étaient transmises de génération en génération de manière informelle, par le biais de contes, par exemple, ou d'une formation sur le terrain. Les pratiques culturelles et les croyances étaient également transmises par le biais de danses et de rituels. Nous savons également que les chasseurs-cueilleurs d'Afrique subsaharienne ont exprimé leurs idées dans des peintures rupestres pendant des milliers d'années avant l'apparition du langage écrit (quelque part en Mésopotamie et en Égypte vers 3700 avant J.-C.). L'art rupestre le plus ancien connu, à Blombos, sur la côte sud-ouest de l'Afrique du Sud, date d'il y a 80 000 ans. Mais ces

groupes de chasseurs-cueilleurs - et les groupes pastoraux et agricoles qui les ont remplacés - n'ont pas développé ou adopté le langage écrit.

La raison la plus probable pour laquelle l'écriture ne s'est pas développée en Afrique subsaharienne est que les connaissances et la technologie de l'Égypte n'ont pas pu atteindre les pays d'Afrique centrale et australe en raison des différences climatiques entre le nord du Sahel, les forêts tropicales d'Afrique centrale et la savane du sud. Par exemple, la fabrication du papier à partir du papyrus, une plante commune en Égypte, a été adoptée par les sociétés du Moyen-Orient et d'Europe, mais jamais par celles d'Afrique australe. Cela s'explique par le fait que les tropiques ont constitué un obstacle au transfert de technologies: les nombreuses maladies qui y sévissent ont empêché l'utilisation d'animaux tels que le bétail et les chevaux et, par conséquent, la migration à grande échelle des hommes et de leurs idées pendant une grande partie de l'histoire de l'humanité.

Sans écriture, les sociétés africaines n'ont pas pu développer un système d'éducation formelle comme le système d'éducation européen qui s'est développé au cours du Moyen Âge (500 à 1600). Au lieu de cela, la plupart des sociétés africaines se sont appuyées sur une éducation traditionnelle informelle où les rituels, les jeux, les chants et les danses jouaient un rôle important. Les garçons et les filles recevaient souvent un enseignement séparé afin de les préparer à leur vie d'adulte. Il n'y avait pas d'enseignants ou de conférenciers tels que nous les connaissons. Au contraire, tous les membres de la communauté faisaient ce travail, aidant à éduquer les enfants jusqu'à la cérémonie rituelle de passage de l'enfance à l'âge adulte.

L'arrivée de l'islam a introduit des modèles d'éducation plus formels en Afrique du Nord et de l'Ouest, ainsi que dans certaines régions de la côte est de l'Afrique. Les conquérants et commerçants musulmans ont apporté avec eux des textes écrits. Cela signifie que certains Africains qui ont adopté l'islam et appris l'arabe ont appris à lire, à écrire et à approfondir leurs connaissances en matière de philosophie, de religion, de science, de médecine et dans bien d'autres domaines. Les Africains pouvaient désormais partager les connaissances des grands penseurs et philosophes qui les avaient précédés. Ils pouvaient étudier les mathématiques, les sciences et la médecine en lisant ce que des générations de savants avaient écrit sur ces sujets. La langue écrite a permis à certains d'accéder aux travaux des grands savants. Il est important de souligner que cette éducation était souvent limitée à une petite élite masculine et que la plupart des Africains restaient analphabètes. Cette éducation était également concentrée dans certaines régions à forte densité de population. Cependant, même avec ces importantes mises en garde, l'arrivée de l'écrit a permis à l'Afrique de produire des érudits de renommée internationale. Ahmad Baba al Massufi, par exemple, a étudié à Tombouctou et, à sa mort en 1627, il avait publié plus de 40 ouvrages, principalement sur le droit religieux, l'esclavage et la grammaire, devenant ainsi l'un des plus grands érudits d'Afrique.

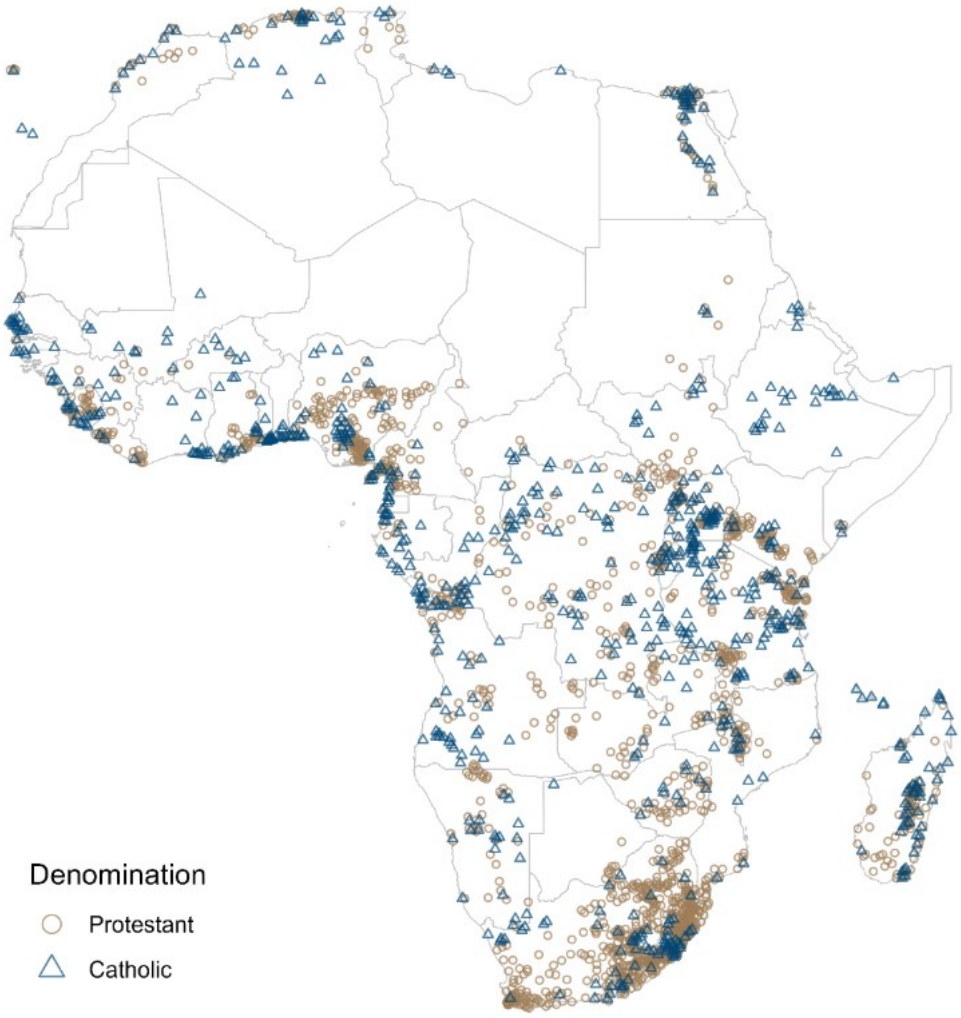
4.2 L'essor de l'éducation de masse grâce aux missionnaires chrétiens

De petits groupes d'Européens se sont installés à l'extrémité sud de l'Afrique du Sud au milieu du 17e siècle. Ils ont apporté avec eux des livres imprimés et la capacité de lire et d'écrire. La presse à imprimer a été inventée en Allemagne par Johannes Gutenberg vers 1450. Cette technologie a permis la production en masse de livres à faible coût. L'augmentation du nombre de personnes pouvant désormais s'offrir des livres a entraîné une hausse du taux d'alphabétisation parmi les Européens, et cette population de plus en plus alphabétisée s'est à son tour intéressée au développement de l'éducation *formelle* afin d'atteindre une part croissante de la société. Contrairement à l'éducation informelle, *l'éducation formelle* se déroule dans une salle de classe, est normalisée par des programmes d'études prédéfinis, des diplômes certifiés et des méthodes d'évaluation uniformes.

À l'exception de la colonie du Cap au 17e siècle, les Européens ne se sont pas installés en grand nombre en Afrique avant la découverte et la disponibilité de la quinine, un médicament utilisé pour traiter le paludisme à partir des années 1850. Là où les Européens ont tenté de s'installer, ils ont souvent succombé à des maladies tropicales comme le paludisme ou la fièvre jaune. Mais au 19e siècle, la quinine a permis à des explorateurs africains, comme David Livingstone, d'atteindre des sociétés africaines qui n'avaient jamais été en contact avec les Européens auparavant. Mais pourquoi ces explorateurs africains étaient-ils si désireux d'entrer en contact avec les Européens?

La réponse est le christianisme. Lorsque Gutenberg a inventé l'imprimerie en Allemagne, cette nouvelle technologie a provoqué une transformation de la société: elle a permis à de nouvelles idées religieuses de se répandre rapidement en Europe. La Bible a été traduite en allemand (à partir du latin) et dans d'autres langues, et un nouveau mouvement religieux est né: Le protestantisme. L'une des conséquences de cette évolution a été la concurrence au sein de la chrétienté pour diffuser l'Évangile au plus grand nombre. À partir du milieu du 19e siècle, lorsque la quinine a permis aux Européens de survivre et de s'installer en Afrique, elle a également permis aux missionnaires occidentaux d'établir des stations pour répandre la parole de Dieu. Bon nombre de ces premières missions ont été créées le long de la côte de l'Afrique de l'Ouest. En 1910, environ 4 600 missionnaires occidentaux et 28 000 missionnaires protestants africains évangélisaient le continent. La figure 5 présente une carte des 756 stations missionnaires catholiques et des 1 522 stations missionnaires protestantes principales en Afrique au début des années 1920.

Figure 5: Principales stations missionnaires en Afrique, vers les années 1920



Source: Hedde-von Westernhagen & Becker (2022).

Les stations missionnaires ne se contentaient pas de diffuser la parole de Dieu. L'éducation formelle était un aspect essentiel des stratégies de conversion des missionnaires, et l'éducation est donc devenue étroitement liée aux missions chrétiennes. En l'absence d'investissements publics majeurs dans l'éducation africaine de la part des États coloniaux européens, les missions ont assuré l'essentiel de l'éducation dans la plupart des colonies et ont permis aux gouvernements coloniaux de ne pas avoir à financer l'éducation publique. Cependant, les missionnaires européens n'étaient pas les seuls à enseigner dans les écoles des missions. Rapidement, des Africains se sont convertis et ont propagé le message chrétien le long d'une chaîne de stations missionnaires, avec des écoles pour dispenser une éducation de base et des hôpitaux pour soigner les malades.

L'agence africaine a joué un rôle clé dans l'essor de l'éducation de masse en Afrique. Après tout, la plus grande partie des missions était dirigée par des Africains et non par des Européens. Le tableau 1 illustre ce fait en indiquant le nombre d'employés occidentaux et africains employés par les sociétés missionnaires protestantes et catholiques en Afrique subsaharienne au début du 20e siècle. Il montre que les sociétés missionnaires protestantes comptaient 1 566 missionnaires européens et 2 987 agents missionnaires européens non ordonnés actifs sur le

continent. Avec ce nombre relativement faible de missionnaires européens, il aurait été impossible de convertir au christianisme la moitié des Africains au cours du 20e siècle. Les sociétés missionnaires ont rapidement compris que l'expertise et l'initiative africaines étaient essentielles pour diffuser l'Évangile dans la langue vernaculaire locale. En conséquence, en 1908, 1 552 missionnaires africains ordonnés et 25 000 missionnaires non ordonnés travaillant comme catéchistes, enseignants et assistants médicaux, soit 85 pour cent de l'ensemble du personnel missionnaire protestant et 71 pour cent du personnel missionnaire catholique, créaient ainsi des opportunités de mobilité sociale ascendante grâce à l'emploi missionnaire dans leurs écoles, leurs églises et leurs hôpitaux. En outre, en 1922, la majorité (55 pour cent) des missionnaires protestants européens étaient des femmes qui travaillaient comme enseignantes dans les écoles de filles et comme infirmières dans les hôpitaux, et non des hommes qui avaient dominé le personnel missionnaire tout au long du 19e siècle. La proportion de femmes missionnaires parmi le personnel africain était plus faible, environ 6 pour cent, mais égale en nombre.

Tableau 1: Personnel missionnaire occidental et africain en Afrique, vers 1910

	Missionnaires ordonnés		Missionnaires non ordonnés		Personnel ordonné et non ordonné
	Occidentaux	Africains	Occidentaux	Africains	Part du personnel de mission africain
Protestant	1,566	1,552	2,987	24,933	85%
Catholique	2,078	94	1,307	8,196	71%

Source: Meier zu Selhausen (2019).

L'éducation que les Africains ont reçue dans ces stations missionnaires a eu des conséquences importantes pour eux et pour leurs sociétés. À l'époque coloniale, l'enseignement dispensé par les missions offrait des possibilités de mobilité sociale ascendante vers des professions cléricales, médicales et professionnelles. Les écoles des missions n'enseignaient pas seulement l'alphabétisation, mais proposaient également des formations professionnelles, comme la menuiserie, qui initiaient les étudiants à la construction avec de nouvelles technologies, y compris des outils en acier nouvellement importés, des machines électriques, des techniques de mesure et de l'algèbre. Par exemple, le nombre de fils de chefs qui ont fréquenté les écoles des missions locales dans l'Ouganda colonial indique la forte attirance pour le travail salarié.

Au début de l'ère coloniale, la main-d'œuvre africaine qualifiée était extrêmement rare et donc chère. Les gouvernements coloniaux et les entreprises européennes devaient souvent importer des travailleurs qualifiés pour répondre à leurs besoins en main-d'œuvre technique (mécaniciens automobiles, électriciens et charpentiers, par exemple). Les *primes de qualification* des charpentiers, définies comme le prix relatif de la main-d'œuvre qualifiée par rapport à la main-d'œuvre non qualifiée, étaient relativement élevées. La demande de compétences locales en charpenterie au cours de la première décennie du 20e siècle a permis aux charpentiers de gagner 400 pour cent de plus qu'un travailleur non qualifié au Malawi ou en Côte d'Ivoire et 200 pour cent de plus qu'un travailleur non qualifié au Nigéria ou au Kenya. Les primes à la qualification en Afrique ont commencé à diminuer au cours du 20e siècle, avec

l'acquisition par un nombre croissant de personnes de compétences techniques et administratives et l'essor de l'éducation de masse. À la fin de l'ère coloniale, dans les années 1950, les missions de l'Afrique coloniale britannique ont perdu leur monopole sur l'enseignement primaire au profit d'écoles publiques gérées d'abord par le gouvernement colonial et, après l'indépendance, par les États africains modernes.

4.3 Différences coloniales en matière d'éducation

Les différences entre les résultats scolaires des pays africains sont souvent expliquées par l'effet de la nationalité du colonisateur. Les pays africains qui ont été colonisés par les Britanniques tendent à être aujourd'hui des économies plus performantes que ceux qui ont été colonisés par la France, par exemple.

Pour étudier cette différence, nous utilisons un ensemble de données qui combine plusieurs enquêtes auprès des ménages (les enquêtes démographiques et sanitaires de l'USAID et les enquêtes en grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF) et des recensements effectués dans 42 pays d'Afrique subsaharienne. Les données sont organisées par décennie de naissance, ce qui signifie, par exemple, que le nombre moyen d'années de scolarisation pour la décennie de naissance 1950 comprend tous les individus nés entre 1950 et 1959. Ces personnes sont allées à l'école à peu près au même moment et ont donc été exposées à des conditions similaires. Enfin, nous ne prenons en compte que les personnes âgées de 23 à 62 ans. Les personnes plus jeunes n'ont peut-être pas encore terminé leurs études. Pour les personnes plus âgées, nous ne disposons pas de suffisamment d'observations dans nos ensembles de données.

Nous pouvons voir dans la figure 6 que les individus nés dans des pays qui ont été colonisés par les Britanniques (ligne noire) ont, en moyenne, un plus grand nombre d'années d'études que ceux qui ont été colonisés par les Français (ligne pointillée). Pour la décennie de naissance des années 1950, les personnes originaires des anciennes colonies britanniques ont été scolarisées en moyenne pendant environ cinq ans, alors que les personnes originaires des anciennes colonies françaises n'ont été scolarisées que pendant environ trois ans. Bien que les deux régions aient augmenté le nombre total d'années de scolarité, la différence n'a pas changé. Pour la décennie de naissance 1990, la moyenne dans les anciennes colonies britanniques est d'environ 8 ans, contre environ 5 ans dans les colonies françaises.

Certains ont affirmé que cela était dû au fait que les Britanniques ont investi davantage dans l'éducation que les autres colonisateurs. Mais d'autres suggèrent que c'est parce que les Britanniques soutenaient davantage l'éducation missionnaire que les autres colonisateurs, qui pensaient que l'éducation relevait de la responsabilité du gouvernement. Les gouvernements coloniaux britanniques ont 'privatisé' leur enseignement. Ils ont encouragé des organisations privées, sous la forme d'écoles missionnaires, à dispenser un enseignement formel plutôt que de le faire eux-mêmes. De cette manière, l'enseignement missionnaire dans l'Afrique coloniale britannique a pu toucher beaucoup plus d'enfants que dans les territoires français qui s'appuyaient largement sur les écoles publiques, même si l'État colonial français a peut-être

dépensé davantage pour l'éducation. Nous pouvons dire que les pays qui étaient autrefois des colonies britanniques sont plus riches aujourd'hui non pas parce qu'ils étaient sous la domination britannique, mais parce qu'il y a un siècle, les habitants ont reçu une éducation qui leur a permis de s'intégrer à l'économie de marché.

Figure 6: Nombre moyen d'années d'études dans les anciennes colonies britanniques et françaises par décennie de naissance

Sources: Enquêtes démographiques et de santé: Enquêtes démographiques et de santé, Enquêtes en grappes à indicateurs multiples et IPUMS. Individus âgés de 23 à 62 ans au moment de l'enquête, provenant de 27 pays d'Afrique subsaharienne.
Remarque: Traduction anglais/francais; school years/années scolaires; birth decade/décennie de naissance; British colony/colonie britannique; French colony/colonie française.

Indépendamment de la nationalité des colonisateurs, la nécessité d'une éducation formelle en Afrique a été soulignée dès l'époque coloniale. Le Phelps Stokes Fund, une fondation américaine, a réuni plusieurs commissions dans les années 1920 pour étudier les conditions et les besoins des Africains en matière d'éducation et a formulé des recommandations pour améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement. Ces recommandations ont été suivies surtout après la Seconde Guerre mondiale, lorsque les colonisateurs européens ont commencé à se rendre compte qu'ils devaient changer fondamentalement les principes sociaux et la légitimation de la gouvernance coloniale pour conserver leur pouvoir.

Le tableau 2, qui présente les taux de scolarisation moyens (un autre indicateur de mesure de l'éducation) dans l'Afrique coloniale à partir de 1938, illustre l'expansion rapide de l'enseignement primaire en Afrique qui s'en est suivie. Il est intéressant de noter le ralentissement de la croissance des taux de scolarisation après 1940 en Afrique britannique. En d'autres termes, l'avance britannique en matière d'éducation en Afrique est principalement due au taux élevé d'activité missionnaire dans les colonies britanniques avant 1940 plutôt qu'à des politiques d'investissement dans l'éducation supposées efficaces dans les années d'après-guerre

et d'indépendance. Les différences de taux de scolarisation avant 1940 sont importantes car elles sont restées assez persistantes dans le temps, ce que nous avons également pu observer dans le graphique de la section précédente.

Tableau 2: Taux bruts de scolarisation dans le primaire en pourcentage de la population totale âgée de 5 à 14 ans pour les pays africains, 1938-1960

	1938	**1950**	**1960**	**1938-1960 (accroissement total)**
Colonies britanniques				
Botswana	16	22	29	13%
Gambie	3	5	7	4%
Ghana	8	19	34	26%
Kenya	12	26	33	21%
Lesotho	50	59	58	8%
Malawi	35	39	21	-15%
Maurice	38	51	59	21%
Nigeria	8	16	25	17%
Sierra Leone	5	7	16	11%
Somalie	1	1	4	3%
Soudan	3	6	10	7%
Swaziland	24	29	41	17%
Tanzanie	5	10	20	15%
Ouganda	27	18	29	2%
Zambie	30	35	34	4%
Zimbabwe	33	44	48	15%
Colonies françaises				
Bénin	7	2	16	9%
Burkina Faso	1	2	5	4%
Cameroun	21	25	39	18%
Rép. centrafricaine	2	7	19	17%
Tchad	1	1	10	9%
Congo, Rép.	5	24	47	42%
Côte d'Ivoire	4	6	28	24%
Djibouti	7	9	12	5%
Gabon	5	21	29	24%
Guinée	5	3	12	7%
Madagascar	14	22	31	17%
Mali	2	3	6	4%
Mauritanie	2	1	5	3%
Niger	1	1	3	2%
Sénégal	6	7	16	10%
Togo	6	17	26	20%
Autres colonies ou pays indépendants				
Angola	1	1	8	7%
Guinée Bissau	1	5	15	14%
Mozambique	5	12	24	19%
Guinée équatoriale	15	20	43	28%
Congo, Dém. Rép.	23	33	36	13%

Rwanda-Burundi	7	11	24	17%
Éthiopie	1	2	4	3%
Libéria	6	11	19	13%
Namibie	15	22	28	13%

Source: Frankema (2011).

Le gouvernement colonial et l'éducation missionnaire, ainsi que les parents africains, ont favorisé de manière disproportionnée l'éducation des hommes par rapport à celle des femmes. Les recherches montrent aujourd'hui que l'écart entre les niveaux d'éducation des hommes et des femmes s'est creusé pendant la majeure partie de l'ère coloniale (vers 1880-1960). Cette situation a eu des conséquences importantes: les garçons ont bénéficié de manière disproportionnée de l'augmentation des possibilités d'éducation, ce qui leur a permis d'occuper des emplois formels pour lesquels les femmes n'étaient pas qualifiées. Bien que l'écart ait été quelque peu comblé pendant l'indépendance, comme le montre la section suivante, il existe encore de grandes disparités entre les hommes et les femmes en matière d'éducation.

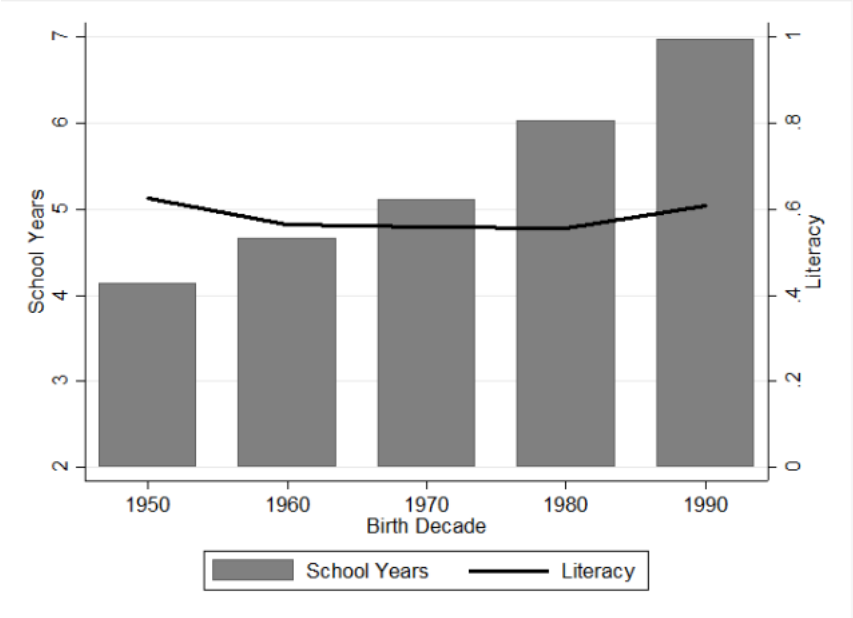
4.4 Développement de l'éducation après l'indépendance

L'éducation s'est développée de manière spectaculaire en Afrique après l'indépendance. Entre 1970 et 2010, la proportion d'enfants subsahariens ayant achevé l'école primaire est passée de 46 pour cent à 68 pour cent et la proportion d'enfants ayant achevé le premier cycle de l'enseignement secondaire est passée de 22 pour cent à 40 pour cent. Les États africains modernes ont investi dans l'éducation formelle, en construisant de nouvelles écoles et en fournissant des enseignants plus nombreux et mieux qualifiés. Le Burkina Faso est un bon exemple: selon Michael Clemens (2004), il a "passé les dernières décennies à faire entrer les enfants à l'école primaire à un rythme plus de deux fois supérieur à celui atteint par les pays riches d'aujourd'hui lorsqu'ils étaient en développement. Elle y est parvenue avec une économie bien moins développée que les principales économies des années 1800 et moins développée que la grande majorité des pays après 1960". C'est une véritable révolution.

Dans l'ensemble, *l'accès* à l'éducation s'est donc amélioré après l'indépendance, même si la *qualité de* l'enseignement est restée à la traîne. Dans la figure 7, nous examinons l'évolution des années scolaires et de l'alphabétisation au cours des cinq décennies de naissance en utilisant le même ensemble de données que dans la section sur la colonisation. L'axe gauche se réfère aux années de scolarisation, représentées par des barres, et l'axe droit à la proportion de personnes alphabétisées, représentée par la ligne. Ce graphique inclut les 42 pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels nous disposons de données. Les personnes nées dans les années 1950 ont, en moyenne, environ quatre années de scolarité. Pour la cohorte de naissance des années 1970, ce chiffre est déjà supérieur à 5 ans et pour la cohorte de naissance des années 1990, il est supérieur à 7 ans de scolarisation. Toutefois, la figure présente également les taux d'alphabétisation (ligne noire) pour les cohortes de naissance, qui n'ont pratiquement pas changé au cours de la même période. Un grand nombre d'élèves ont des compétences limitées en lecture et en calcul, même après plusieurs années de scolarisation. Ainsi, alors que la quantité

d'enseignement a augmenté rapidement, sa qualité n'a pas encore été entièrement rattrapée. Cette crise de l'apprentissage s'explique notamment par l'augmentation du nombre d'élèves par classe, qui offre moins d'attention à chaque élève, ainsi que par l'absence et les qualifications des enseignants.

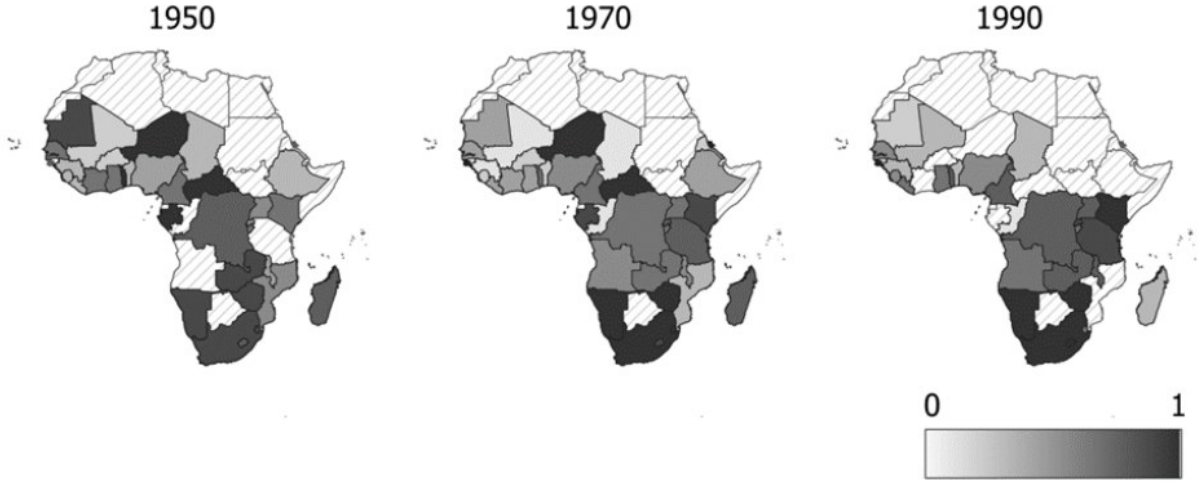
Figure 7: Nombre moyen d'années d'éducation et d'alphabétisation en Afrique subsaharienne par décennie de naissance



Sources: Demographic and Health Surveys, Multiple Indicator Cluster Surveys et IPUMS.
Remarque: Traduction anglais/ francais: school years/années de scolarité; literacy/alphabétisation ; birth decade/décennie de naissance.

Cependant, l'expérience des différents pays a été très hétérogène. La figure 8 présente les taux d'alphabétisation dans les pays d'Afrique subsaharienne pour les décennies 1950, 1970 et 1990. Certains pays ont augmenté leur taux d'alphabétisation, comme le Malawi, la Namibie et le Lesotho, tandis que d'autres ont connu une tendance à la baisse, comme Madagascar ou la Mauritanie. Dans d'autres pays, peu de choses ont changé. Bien que l'alphabétisation ne soit qu'un résultat éducatif parmi d'autres, les chiffres montrent que l'objectif fondamental de l'alphabétisation n'est pas encore atteint dans de nombreux pays. L'amélioration de la qualité de l'éducation reste donc l'un des grands défis à relever.

Figure 8: Part moyenne de la population adulte alphabétisée en Afrique par pays et par décennie de naissance

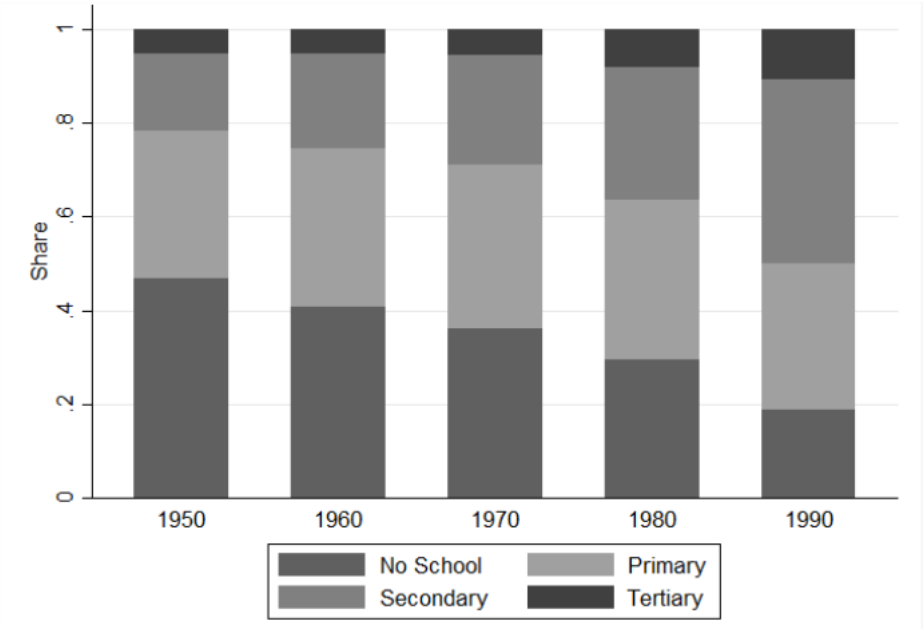


Sources: Demographic and Health Surveys et Multiple Indicator Cluster Surveys.

La première étape consiste à augmenter le taux de scolarisation. Le tableau 2 indique que le taux de scolarisation primaire a augmenté dans les pays africains jusque dans les années 1960, et la figure 9 montre que cette tendance se poursuit - le taux de scolarisation est toujours en hausse en Afrique subsaharienne. Tout d'abord, le nombre de personnes n'ayant jamais fréquenté l'école diminue régulièrement. Dans la cohorte de naissance des années 1950, plus de 50 pour cent des personnes n'ont jamais fréquenté une école, mais dans la cohorte de naissance des années 1990, ce chiffre est tombé en dessous de 20 pour cent. De même, la proportion de diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur a augmenté régulièrement au fil des décennies, passant de moins de 20 pour cent à près de 40 pour cent. En outre, dans la cohorte de naissance des années 1990, plus de 10 pour cent des personnes sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

Cependant, parmi ceux qui ont réussi à obtenir un diplôme universitaire, nombreux sont ceux qui ne sont pas restés en Afrique. Certains sont partis en Europe ou aux États-Unis à la recherche de salaires plus élevés. D'autres sont partis en raison de troubles politiques dans leur propre pays. Cette 'fuite des cerveaux' signifie que des milliers d'universitaires et d'entrepreneurs africains les plus brillants vivent en dehors de l'Afrique. Ils ne transmettent pas leurs connaissances et leurs compétences à la génération suivante, ce qui réduit encore la qualité de l'éducation dans les pays africains.

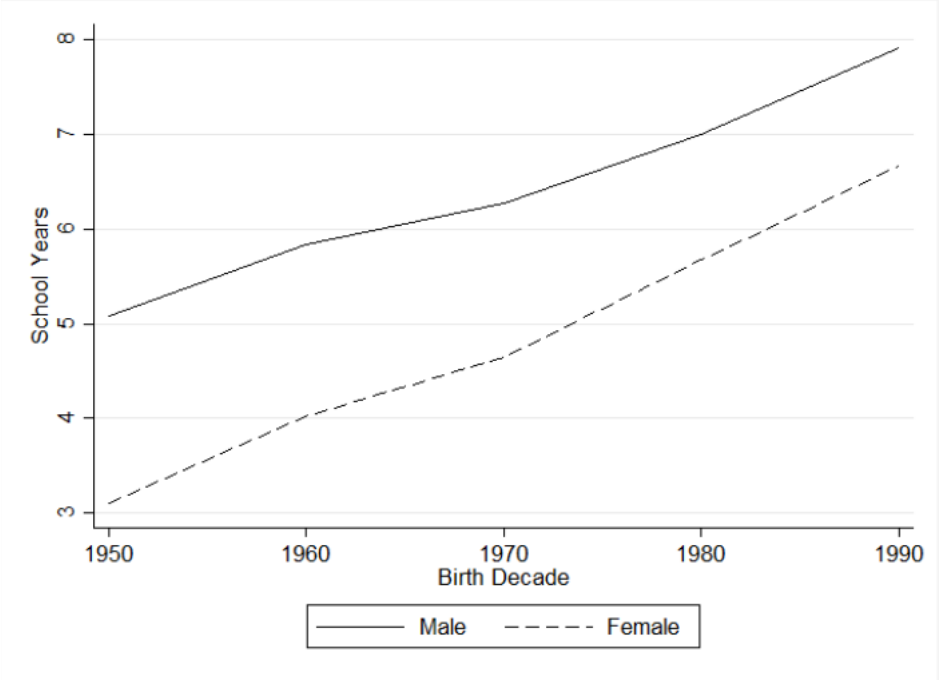
Figure 9: Répartition des niveaux d'éducation en Afrique subsaharienne par décennie de naissance



Sources: Demographic and Health Surveys, Multiple Indicator Cluster Surveys et IPUMS.
Remarque: Traduction anglais/francais: no school/pas d'école; primary/primaire; secondary/ sécondaire; tertiary/tertiaire.

L'expansion de l'éducation après l'indépendance a-t-elle été équitablement répartie entre les hommes et les femmes? La figure 10 montre le nombre moyen d'années d'études des hommes (ligne noire) et des femmes (ligne pointillée) nés entre 1950 et 1990. Aujourd'hui, l'Afrique subsaharienne est, en termes d'éducation, la région du monde où les inégalités entre les sexes sont les plus marquées. Les hommes nés dans les années 1990 ont, en moyenne, 1,3 année d'études de plus et sont donc plus susceptibles d'être alphabétisés en moyenne. Bien que l'écart se réduise lentement, les générations actuelles et futures doivent veiller à ce que les filles bénéficient d'un accès égal à une éducation de qualité. Comme nous l'avons expliqué précédemment, les avantages sont nombreux. La faible qualité de l'éducation que reçoivent les enfants en Afrique reste le principal obstacle sur la voie de la prospérité que l'indépendance devrait apporter.

Figure 10: Écart entre les sexes en ce qui concerne le nombre moyen d'années d'études en Afrique subsaharienne par décennie de naissance



Sources: Demographic and Health Surveys, Multiple Indicator Cluster Surveys et IPUMS.

5. L'avenir de l'éducation en Afrique

Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, de nombreuses raisons expliquent les niveaux d'éducation comparativement plus faibles des pays africains. Mais il y a aussi des raisons d'être optimiste quant à l'avenir. Tout au long de l'histoire, l'amélioration de l'accès à l'éducation et de la qualité de l'enseignement est allée de pair avec l'amélioration des revenus. Mais il est difficile de déterminer ce qui vient en premier: l'amélioration de l'éducation ou l'augmentation des revenus. Une meilleure éducation aide les gens à obtenir un revenu plus élevé, mais un revenu plus élevé aide également les gens à obtenir une meilleure éducation. Le revenu supplémentaire leur permet d'acheter des biens qui les aident à tirer profit de l'éducation, qu'il s'agisse de produits de base tels que l'éclairage électrique et une meilleure alimentation ou d'outils pédagogiques plus avancés tels que des livres et des ordinateurs portables. Ainsi, les améliorations de l'éducation et les progrès de l'économie se renforcent mutuellement.

Le point crucial est qu'à mesure que les sociétés africaines s'enrichissent, on peut s'attendre à ce que davantage d'Africains exigent une meilleure éducation de la part de leurs écoles et de leurs universités. Si l'amélioration est trop lente, ils iront chercher une meilleure éducation ailleurs. L'Afrique en pâtit d'autant plus qu'elle perd des compétences précieuses.

Dans le passé, trouver une meilleure éducation signifiait généralement quitter l'Afrique, mais avec l'essor de notre monde numériquement connecté, une éducation de haute qualité est à portée de clic. Les technologies modernes de communication sont un outil essentiel dans la

quête d'une meilleure éducation pour les étudiants africains. Les téléphones mobiles sont utilisés partout en Afrique et permettent d'accéder à l'éducation de qualité que de nombreux Africains souhaitent. Plusieurs entreprises africaines produisent, par exemple, des jeux pour téléphones portables permettant aux enfants d'améliorer leurs compétences en mathématiques ou en anglais. Mais l'avantage le plus significatif d'une meilleure technologie est l'accès à l'internet. Comme les bibliothèques de Tombouctou l'ont fait dans le passé, il donne accès à un large éventail de connaissances auparavant inaccessibles aux étudiants africains. Des informations sur la philosophie, la médecine, l'économie, la biologie, l'ingénierie, les statistiques, l'histoire, la géographie, la chimie ou tout autre sujet imaginable sont désormais à leur portée.

Non seulement ces informations sont librement accessibles, mais leur enseignement devient lui aussi de plus en plus gratuit. Plusieurs universités de premier plan, comme Harvard et le Massachusetts Institute of Technology, proposent désormais des cours en ligne gratuits dans plusieurs matières. Au lieu de s'inscrire dans une université africaine, les étudiants peuvent s'abonner gratuitement à ces cours en ligne et acquérir les compétences nécessaires pour participer à l'économie de marché avancée. L'enseignement supérieur africain de demain ne sera peut-être pas assuré uniquement par de grandes universités financées par des gouvernements manquant de ressources. Les gouvernements (ou les communautés locales) pourraient plutôt offrir des centres informatiques où les étudiants pourraient écouter et apprendre des plus grands scientifiques du monde.

Questions à étudier

1. Pourquoi l'éducation est-elle importante pour le développement économique des pays?
2. Quelles sont les différences entre l'éducation formelle et informelle dans les sociétés africaines traditionnelles?
3. La religion, qu'il s'agisse de l'islam ou du christianisme, semble avoir joué un rôle important dans le développement de l'éducation formelle en Afrique, et donc dans le développement économique. Les organisations religieuses sont-elles encore importantes pour le développement futur de l'Afrique?
4. Que peut-on faire pour inverser la 'fuite des cerveaux'?
5. Expliquez le concept de prime à la qualification.
6. Quelles sont les matières scolaires les plus importantes pour le développement économique?
7. Comment les universités africaines peuvent-elles devenir compétitives au niveau international?

Lectures suggérées

Baten, Joerg, Michiel De Haas, Elisabeth Kempter and Felix Meier zu Selhausen. Educational Gender Inequality in Sub-Saharan Africa: A Long-Term Perspective. *Population and Development Review* 47, no. 3 (2021): 813-849.

Becker, Bastian and Felix Meier zu Selhausen (2023). The Feminization of the Mission: Exploring the Protestant Origins of Gender Equality in Africa. *AEHN Working Paper*.

Bloom, David Canning and Kevin Chan, (2006). Higher Education and Economic Development in Africa, Human Development Sector. Washington DC: World Bank.

Boone, Peter, Ila Fazzio, Kameshwari Jandhyala, Chitra Jayanty, Gangadhar Jayanty, Simon Johnson, Vimala Ramachandrin, Filipa Silva and Zhaguo Zhan (2013). The Surprisingly Dire Situation of Children's Education in Rural West Africa: Results from the CREO Study in Guinea-Bissau'. *NBER Working Paper* 18971, National Bureau of Economic Research.

Clemens, Michael (2004). The Long Walk to School: International Education Goals in Historical Perspective. *Center for Global Development Working Paper* 37.

Frankema, Ewout (2012). The origins of formal education in sub-Saharan Africa: was British rule more benign? *European Review of Economics History*, 16(4), 335-355.

Frankema, Ewout and Marlous van Waijenburg (2023). What about the race between education and technology in the Global South? Comparing skill premiums in colonial Africa and Asia. *Economic History Review*, forthcoming.

Gallego, Francisco and Robert Woodberry, (2010). Christian Missionaries and Education in Former African Colonies: How Competition Mattered. *Journal of African Economies*. 19(3): 294-329.

Hedde-von Westernhagen, Christine and Bastian Becker (2022). Mapping Missions: New Data for the Study of African History, *Research Data Journal for the Humanities and Social Sciences* 7(1): 1-33.

Jedwab, Remi, Felix Meier zu Selhausen, and Alexander Moradi. The economics of missionary expansion: evidence from Africa and implications for development. *Journal of Economic Growth* 27, no. 2 (2022): 149-192.

Meier zu Selhausen, Felix (2019). Missions, Education and Conversion in colonial Africa. In David Mitch and Gabriele Cappelli, *Globalization and the Rise of Mass Education*. London: Palgrave Macmillan, pp. 25-59.

Meier zu Selhausen, Felix (2014). Missionaries and female empowerment in colonial Uganda: New evidence from Protestant marriage registers, 1880-1945. *Economic History of Developing Regions* 29(1): 74-112.

Roser, Max and Esteban Ortiz-Ospina (2016). Global Education. Published online at Our World in Data. Retrieved from: https://ourworldindata.org/global-education

A propos des auteurs

Sarah Ferber est doctorante en économie à l'université de Tübingen en Allemagne. Elle a suivi un programme de master commun à l'université de Göttingen et à l'université de Stellenbosch, en Afrique du Sud.

Johan Fourie est professeur d'économie à l'université de Stellenbosch en Afrique du Sud. Il est l'auteur de *Our Long Walk to Economic Freedom*.

Felix Meier zu Selhausen est maître de conférences au département d'histoire économiq'université d'Utrecht. Il est co-éditeur de l'ouvrage *The History of African Development* de l'AEHN. Il a publié de nombreux ouvrages sur les missions et l'éducation par genre en Afrique.éducation par genre en Afrique.

Inégalités de revenus en Afrique coloniale: Méthodes et histoire

Federico Tadei
Université de Barcelone

1. Introduction

En 2021, un individu en Europe gagnait en moyenne 33 722 € par an. En Afrique subsaharienne, corrigé des différences de coût de la vie, le revenu moyen était de 5 474 €, soit plus de six fois moins. Les différences de revenu moyen entre les pays sont considérables, mais elles cachent une autre source essentielle de disparité: les différences *entre les individus* au sein d'un même pays. En effet, près de 70 pour cent de l'inégalité mondiale des revenus entre les individus s'explique par les différences de revenus entre les individus qui vivent dans le même pays. Seuls 30 pour cent de ces inégalités s'expliquent par les différences de revenu annuel moyen entre les pays (voir le Rapport sur les inégalités dans le monde 2022, résumé, figure 6).

En Afrique subsaharienne, en 2021, les 10 pour cent les plus riches de la population gagnaient 55 pour cent du revenu total, tandis que les 50 pour cent les plus pauvres en gagnaient moins de 10 pour cent. Le revenu moyen des 10 pour cent les plus riches était de 30 337 € par an, tandis que le revenu des 50 pour cent les plus pauvres était de 1 004 € (calculs effectués à partir de World Inequality Database). Ainsi, la différence de revenus entre les 10 pour cent les plus riches et les 50 pour cent les plus pauvres en Afrique subsaharienne (un ratio de 30) est nettement plus importante qu'entre un Européen moyen et un Africain moyen (un ratio de 6).

Il peut y avoir de nombreuses raisons de se préoccuper de l'inégalité des revenus. L'une des plus convaincantes est que les niveaux d'inégalité peuvent avoir un impact sur les taux de pauvreté, la croissance économique et le niveau de vie en général. Il a été démontré que la croissance du PIB est plus fortement corrélée à la réduction de la pauvreté dans les pays où les niveaux d'inégalité initiale sont plus faibles. En effet, les pays d'Afrique subsaharienne présentent des variations substantielles dans leur niveau d'inégalité, allant de sociétés relativement égalitaires en Afrique de l'Ouest à des économies très inégales en Afrique centrale, orientale et australe. En 2021, la part du revenu total obtenue par les 10 pour cent d'individus les plus riches variait de 47 pour cent en Afrique de l'Ouest à 53 pour cent en Afrique de l'Est, 60 pour cent en Afrique centrale et 65 pour cent en Afrique australe. Le ratio du revenu moyen des 10 pour cent les plus riches par rapport au revenu moyen des 50 pour cent les plus pauvres était de 19 en Afrique de l'Ouest mais de 56 en Afrique australe.

Une autre façon d'évaluer l'hétérogénéité de l'inégalité en Afrique est d'examiner l'indice de Gini, un indicateur allant de 0, lorsque la société est entièrement égalitaire, à 1, lorsque

l'inégalité est maximale (nous verrons plus de détails sur cette mesure dans la section 3). Le tableau 1 présente les Gini moyens pour 2013-2022 dans les différentes régions du monde, ainsi que leurs écarts types, leurs coefficients de variation (le rapport de l'écart type divisé par la moyenne) et leurs valeurs minimales et maximales. Non seulement l'Afrique subsaharienne a l'un des Gini moyens les plus élevés au monde (après l'Amérique latine), mais elle a aussi la plus grande variation de Gini entre les pays parmi toutes les régions du monde.

Tableau 1: Gini dans les régions du monde, 2013-2022

	Moyenne	Ecart-type	Coeff. De Variation.	Min	Max
Asie de l'Est et Pacifique	0.35	0.06	0.16	0.22	0.54
Europe et Asie centrale	0.34	0.06	0.17	0.21	0.57
Amérique latine et Caraïbes	0.46	0.05	0.11	0.31	0.60
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.36	0.05	0.15	0.25	0.60
Amérique du Nord	0.40	0.06	0.14	0.28	0.52
Asie du Sud	0.36	0.06	0.17	0.28	0.54
Afrique subsaharienne	**0.44**	**0.11**	**0.25**	**0.28**	**0.72**
Monde	0.36	0.07	0.19	0.21	0.72

Source: élaborations à partir de UNU-WIDER (novembre 2023).

Qu'est-ce qui explique l'écart entre les pays, dont certains présentent des inégalités de revenus modestes et d'autres comptent parmi les plus inégaux du monde? Pourquoi certains pays d'Afrique subsaharienne sont-ils tellement plus inégaux que d'autres?

Certains chercheurs pensent qu'il faut en chercher les causes dans le passé de l'Afrique. Un groupe d'études met en lumière des tendances à plus long terme, des héritages précoloniaux et leur impact sur les structures sociales africaines. La traite transatlantique des esclaves a influencé les premiers niveaux d'inégalité. Tous les pays africains n'ont pas été touchés de la même manière par ce commerce, mais la généralisation de l'esclavage a permis aux élites locales d'accumuler des revenus et des richesses, soit en vendant directement des personnes réduites en esclavage, soit en profitant de leur travail dans la production de cultures commerciales. Cela pourrait entraîner des conséquences potentielles à long terme sur les niveaux d'inégalité actuels. Les recherches menées par Nathan Nunn suggèrent en fait que la traite des esclaves pourrait avoir influencé les résultats actuels, à la fois en termes de niveau de revenu global et en termes de structures sociales qui affectent sa distribution.

Malgré leur attrait théorique, il est très difficile de vérifier empiriquement les explications précoloniales de l'inégalité en Afrique, car nous ne disposons pas de données cohérentes sur la distribution des revenus ou des richesses pour la période antérieure de l'histoire du continent. La disponibilité des données s'est accrue ces derniers temps, ce qui a poussé les chercheurs à se pencher sur le rôle de la colonisation en tant que facteur déterminant de l'inégalité. Selon ces théories, la mise en œuvre hétérogène du régime colonial, en interaction avec les conditions locales héritées de la période précoloniale, aurait placé les pays africains sur des voies

différentes en matière d'inégalité, qui persisteraient jusqu'à aujourd'hui. D'autres chercheurs, cependant, ne sont pas d'accord et affirment que l'attrait des explications coloniales pour les niveaux d'inégalité actuels est beaucoup plus limité, suggérant que nous devrions plutôt reconnaître les changements d'inégalité qui se sont produits pendant et après l'ère coloniale.

Quoi qu'il en soit, qu'il s'agisse d'étudier le passé colonial pour tester des hypothèses sur l'origine de l'inégalité actuelle ou simplement de s'intéresser à l'évolution de l'inégalité des revenus au fil du temps, il est intéressant d'analyser les schémas et les moteurs de l'inégalité pendant la période coloniale.

2. Les moteurs de l'inégalité des revenus sous le régime colonial

Pour aborder ces questions, il convient tout d'abord d'identifier certains facteurs susceptibles d'avoir affecté l'inégalité pendant la période coloniale. Certaines théories mettent l'accent sur le rôle des colons européens et des sociétés commerciales et concessionnaires appartenant à des expatriés. Dans de nombreuses colonies, les colons contrôlaient une grande partie des revenus provenant de l'exportation des cultures commerciales, bénéficiaient d'investissements plus importants dans les biens publics (amélioration de la santé et de l'éducation), percevaient des salaires plus élevés que la majorité de la population africaine et disposaient d'un plus grand pouvoir politique, ce qui se traduisait par de plus grandes possibilités de revenus. Dans le même temps, dans de nombreuses colonies, des institutions coercitives telles que le travail forcé ont encore réduit les salaires versés aux travailleurs africains. De même, la culture obligatoire et les pratiques commerciales monopolistiques ont fait baisser les prix que les producteurs africains pouvaient obtenir pour leurs récoltes.

Une autre source d'inégalité pendant la période coloniale peut être liée aux forces économiques, en particulier à la diffusion du capitalisme. Certains chercheurs suggèrent que l'inégalité dans l'Afrique coloniale a augmenté en raison de la structure duale des économies africaines et de la différence croissante entre le secteur "traditionnel", basé sur l'agriculture de subsistance, et le nouveau secteur "moderne", basé sur l'exportation de cultures de rente. Cependant, il est important de noter que tous les chercheurs ne sont pas d'accord avec cette interprétation. La distinction entre un secteur "traditionnel" et un secteur "moderne" n'est pas claire. Souvent, les agriculteurs africains combinaient cultures de rente et production de subsistance. En outre, il peut être trompeur de considérer l'émergence du capitalisme comme un produit de l'ère coloniale, car les économies africaines ont commencé à se tourner vers l'exportation de cultures de rente bien avant la colonisation officielle. Cette transition a pu avoir des effets différents sur l'inégalité des revenus, principalement en raison des conditions et des institutions locales. Les produits à forte intensité de capital, tels que les minerais ou le bétail, augmenteraient davantage les inégalités que les produits à forte intensité de main-d'œuvre, tels que les arachides ou le coton. En outre, lorsque des colons expatriés ou des entreprises participent à la production ou à la commercialisation des cultures, l'inégalité peut également s'accroître au-delà des frontières raciales. Pour évaluer ces théories, nous avons besoin d'un moyen de mesurer l'inégalité des

revenus. Quels indicateurs pouvons-nous utiliser? Et quelles sont les données disponibles pour estimer l'inégalité pendant la période coloniale?

3. Comment mesurer l'inégalité des revenus pendant la période coloniale?

3.1. Quels indicateurs?

Pour évaluer l'inégalité, on peut utiliser différentes mesures. Les plus courantes sont l'indice de Gini, les parts de revenus, le ratio d'extraction des inégalités et l'indice de Theil. L'annexe de ce chapitre explique comment tous ces indicateurs d'inégalité peuvent être calculés.

Indice de Gini
L'indice de Gini a été inventé par le statisticien italien Corrado Gini en 1912. Il est compris entre 0 et 1, une valeur de zéro représentant une situation où tous les individus ont le même revenu (égalité maximale), et une valeur de un représentant une situation où un individu a tous les revenus et tous les autres n'en ont aucun (inégalité maximale). Bien qu'il soit l'une des mesures d'inégalité les plus populaires, l'indice de Gini présente d'importantes limites. Tout d'abord, deux distributions de revenus très différentes peuvent donner le même indice de Gini. Deuxièmement, il n'est pas très sensible à ce qui se passe à l'extrémité de la distribution (changement de revenu pour les très riches).

Parts de revenus
Pour obtenir davantage d'informations sur la répartition des revenus, nous pouvons également mesurer l'inégalité en calculant la part du revenu total perçue par les x pour cent de personnes les plus riches ou les x pour cent de personnes les plus pauvres. L'inconvénient de ces mesures est qu'elles ne prennent pas en compte l'ensemble de la population. Cependant, elles mettent en évidence des aspects de l'inégalité qui ne sont pas pris en compte par le coefficient de Gini. Il s'agit des mesures les plus courantes:

- La *part des revenus des* 0,1 % 1 pour cent ou 10 pour cent *les plus riches de* la population.

- Le *ratio 20:20* est la part de revenu des 20 pour cent les plus riches divisée par la part de revenu des 20 pour cent les plus pauvres. L'avantage de cette mesure est qu'elle réduit l'influence des valeurs aberrantes dans les extrémités de la distribution.

- Le *ratio de Palma* est la part des revenus des 10 pour cent les plus riches divisée par la part des revenus des 40 pour cent les plus pauvres. Cette mesure est basée sur l'observation de l'économiste chilien Gabriel Palma selon laquelle l'inégalité au sein des pays tend à être déterminée par la différence entre les 10 pour cent les plus riches et les 40 pour cent les plus pauvres de la population. En comparaison, les 50 pour cent du milieu gagnent généralement environ 50 pour cent du revenu total.

Ratio d'extraction des inégalités
Une considération importante doit être faite lorsque l'on compare les indices de Gini de deux sociétés pour déterminer laquelle est la plus inégalitaire. Dans une société appauvrie, où la majeure partie de la population ne dispose que d'un revenu de subsistance, très peu de revenus peuvent être distribués de manière inégale. Au fur et à mesure que la société s'enrichit, le potentiel d'inégalité augmente également. C'est l'idée qui sous-tend le concept de *frontière de possibilité d'inégalité de* Branko Milanovic, Peter Lindert et Jeffrey Williamson. La frontière de possibilité d'inégalité exprime le Gini (l'inégalité) maximal possible observable dans une société compte tenu de son niveau de revenu. Pour évaluer correctement les différences d'inégalité entre des sociétés ayant des niveaux de revenus différents, nous devons comparer l'indice de Gini réel d'une société à son Gini maximal possible. C'est l'idée du *ratio d'extraction de l'inégalité* ou IER, qui est le rapport entre l'indice de Gini réel et l'indice de Gini maximal.

Indice de Theil
L'indice de Theil, développé par l'économiste Henri Theil en 1967, est une autre mesure de la distribution des revenus ou de l'inégalité au sein d'une population. Contrairement à l'indice de Gini, l'indice de Theil est plus sensible aux changements de revenus dans la queue de la distribution et moins aux changements dans le milieu. En outre, le Theil est particulièrement utile pour évaluer les sociétés où le revenu des individus est affecté par leur groupe social (par exemple, nobles et paysans, travailleurs ruraux et urbains, travailleurs dans différentes régions ou secteurs, etc.) Le Theil peut en effet être exprimé comme la somme de deux composantes: la composante intra-groupe, qui mesure l'inégalité entre les individus au sein de chaque groupe, et la composante inter-groupe, qui mesure l'inégalité entre les différents groupes.

3.2. Quelles sources de données?

Pour décider des sources de données à utiliser pour mesurer l'inégalité, nous devons d'abord choisir le *type d'inégalité* que nous voulons calculer. Le premier choix est de savoir si nous voulons mesurer l'inégalité dans la distribution des revenus ou de la consommation. Selon la définition du Groupe de Canberra, les revenus comprennent les revenus des salariés, les revenus des travailleurs indépendants, les loyers, les revenus de la propriété et les transferts nets reçus. Selon la définition proposée par les économistes Deaton et Zaidi, la consommation comprend les produits alimentaires, les produits non alimentaires, les biens durables et le logement. Les deux approches présentent des avantages: la consommation peut être plus facile à mesurer, en particulier dans les pays dotés d'un important secteur agraire, tandis que le revenu peut être plus facile à définir. En fin de compte, le choix dépend principalement de la disponibilité des données. Toutefois, il est important de se rappeler que les estimations des inégalités basées sur la consommation ont tendance à être plus faibles que les estimations basées sur le revenu, car les individus plus riches épargnent une plus grande proportion de leur revenu (les différences de consommation sont donc moins prononcées que les différences de revenu).

Le deuxième choix concerne la population pour laquelle l'inégalité est mesurée. Faut-il mesurer l'inégalité entre les ménages ou entre les individus? Les estimations basées sur les ménages reconnaissent que les individus d'un même ménage partagent des ressources économiques. D'autre part, les mesures de l'inégalité entre les individus peuvent mettre en évidence le fait que tous les membres d'un ménage n'ont pas nécessairement un accès égal aux ressources communes, compte tenu de leurs différents potentiels de revenus.

Selon les lignes directrices de la base de données de l'UNU-WIDER sur les inégalités de revenu dans le monde, l'inégalité doit être mesurée entre les ménages, en ajustant le revenu de chaque ménage en fonction de sa taille. Dans certains cas, cependant, en particulier lorsque nous ne disposons pas d'informations sur la composition des ménages, l'inégalité peut être calculée au lieu de cela parmi les individus faisant partie de la population active. En général, les estimations modernes de l'inégalité sont basées sur des enquêtes auprès des ménages représentatifs de l'ensemble de la population. Le problème est que ces enquêtes n'ont commencé à être menées en Afrique que dans les années 1950 pour certains pays et beaucoup plus tard (années 1980) pour beaucoup d'autres. Il n'existe donc pas de données de ce type pour étudier l'époque coloniale. Quelles sont donc les sources alternatives à la disposition des chercheurs qui souhaitent mesurer l'inégalité en Afrique avant que les enquêtes sur les ménages ne soient disponibles?

Deux approches se dégagent de la littérature sur l'inégalité coloniale. La première consiste à utiliser les **registres fiscaux** collectés par les gouvernements coloniaux, en particulier à la fin de la période coloniale. Cette méthodologie mesure l'inégalité en calculant la part du revenu total gagnée par les x-pour cent de personnes les mieux rémunérées. Cette approche est intéressante car les tendances en matière d'inégalité ont tendance à être déterminées par ce qui se passe dans la partie supérieure de la distribution. D'autre part, les données fiscales ne sont souvent disponibles qu'à partir de la fin de la période coloniale et ne tiennent pas compte d'une grande partie de la population qui ne payait pas d'impôts sur le revenu (en particulier dans le secteur rural). En outre, pour calculer les parts de revenu, nous avons besoin d'informations sur le revenu total ou le PIB, qui ne peuvent pas toujours être estimées avec précision. Les parts de revenus calculées à partir des registres fiscaux ont été calculées pour l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Cameroun, la Tunisie et plusieurs colonies britanniques par les économistes Alvaredo, Atkinson, Cogneau et Piketty, travaillant pour la plupart à l'École d'économie de Paris. Les étudiants intéressés peuvent consulter le site web de la base de données sur les inégalités mondiales(https://wid.world/) pour en savoir plus sur leurs travaux et accéder aux données sur les parts de revenus les plus élevées.

Une autre approche pour estimer l'inégalité des revenus consiste à utiliser des **tableaux sociaux**. Cette méthodologie simplifie la distribution des revenus d'une société en un nombre limité de groupes de revenus, appelés "classes sociales", estimant l'inégalité non pas parmi tous les ménages/individus mais uniquement parmi les groupes identifiés. Différentes sources sont utilisées pour reconstituer le nombre d'individus dans chaque classe sociale et leur revenu, depuis les publications statistiques officielles et les recensements jusqu'aux données qualitatives issues d'études historiques et anthropologiques. La structure sociale de chaque pays

étant différente, le type de sources est nécessairement hétérogène. Le principal avantage de l'approche des tableaux sociaux est qu'elle permet de saisir les revenus de l'ensemble de la population. Toutefois, comme elle attribue le même revenu à tous les membres d'une même classe, elle ne permet pas de prendre en compte les inégalités au sein d'une même classe et ne peut fournir des estimations fiables des inégalités que dans les cas où les tableaux sociaux sont relativement détaillés et où les classes ne se chevauchent pas. Des tableaux sociaux couvrant différentes périodes ont été construits pour l'Algérie, le Botswana, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Sénégal, la Tunisie et l'Ouganda. Nombre de ces tableaux sont le fruit des efforts du groupe AFLIT- African Long-term Inequality Trends, un réseau de recherche visant à reconstruire les estimations des inégalités dans la région de l'Afrique subsaharienne en utilisant l'approche des tableaux sociaux. De plus amples informations et données sont disponibles sur le site web du réseau (https://www.aflit.net/).

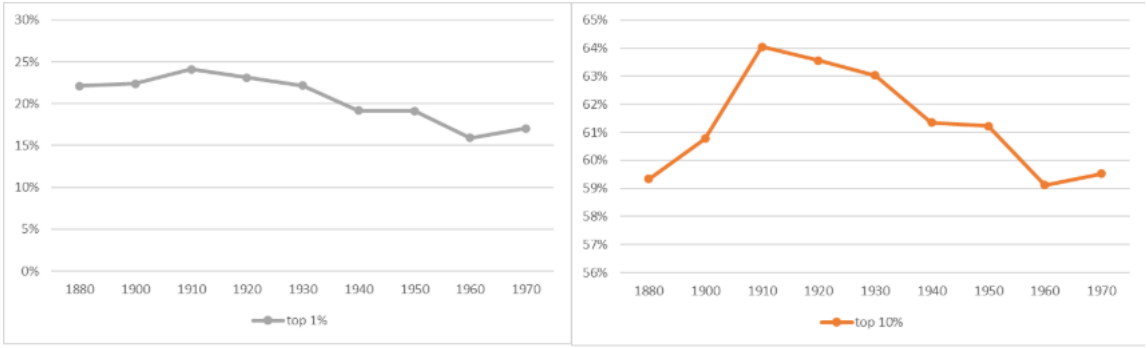
4. L'inégalité des revenus en Afrique sous la domination coloniale: niveaux, tendances et moteurs

Sur la base des informations recueillies à partir des registres fiscaux et des tableaux sociaux, que pouvons-nous dire de l'inégalité des revenus en Afrique pendant la période coloniale?

4.1. Tendances et niveaux d'inégalité des revenus

La figure 1 présente des estimations des parts de revenus gagnées par les 1 pour cent et 10 pour cent d'individus les plus riches en Afrique subsaharienne entre 1880 et 1970. Pendant la période coloniale, en moyenne, les 10 pour cent les plus riches ont gagné environ 61 pour cent du revenu total et les 1 pour cent les plus riches 21 pour cent. Les 90 pour cent les plus pauvres de la population gagnaient moins de 40 pour cent du revenu total. Mesurée par la part des revenus les plus élevés, l'inégalité des revenus était plus importante dans les colonies africaines qu'au Royaume-Uni ou en France. La grande majorité des 1 pour cent de personnes les mieux rémunérées étaient des Européens. Au fil du temps, depuis le début du 20e siècle, la part des revenus obtenue par les personnes les mieux rémunérées a diminué. Néanmoins, cette évolution est, au moins en partie, le fruit de la convergence entre Européens (au sein et en dehors des 1 pour cent les mieux rémunérés) et moins de la réduction de l'écart de revenus entre Européens et Africains.

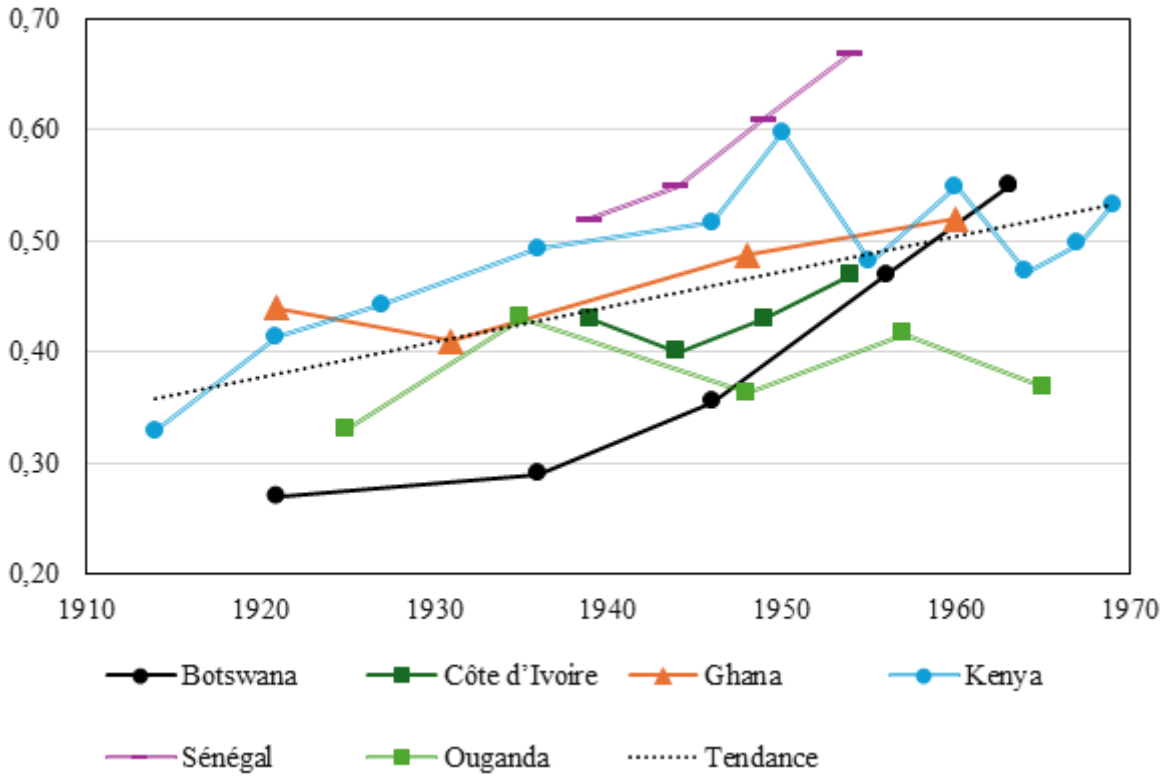
Figure 1: Part des revenus des 1 pour cent et 10 pour cent les plus riches, Afrique subsaharienne



Source: Calculs effectués à partir World Inequality Database (https://wid.world/data/).

En effet, les parts des revenus les plus élevés ne nous disent pas grand-chose sur l'évolution des inégalités dans le reste de la distribution des revenus. Pour évaluer pleinement les tendances en matière d'inégalité, nous pouvons nous appuyer sur les indices de Gini calculés à partir des tableaux sociaux, qui sont désormais disponibles pour plusieurs pays. La figure 2 montre les coefficients de Gini pour un échantillon de six colonies entre 1910 et 1970 environ. Le Gini moyen est de 0,46, ce qui est supérieur à la moyenne mondiale pour la même période (0,41, selon l'UNU-WIDER). La tendance générale est à l'augmentation des inégalités (tendance linéaire positive), d'un Gini d'environ 0,35 au début du 20e siècle à un Gini de plus de 0,50 au moment de l'indépendance.

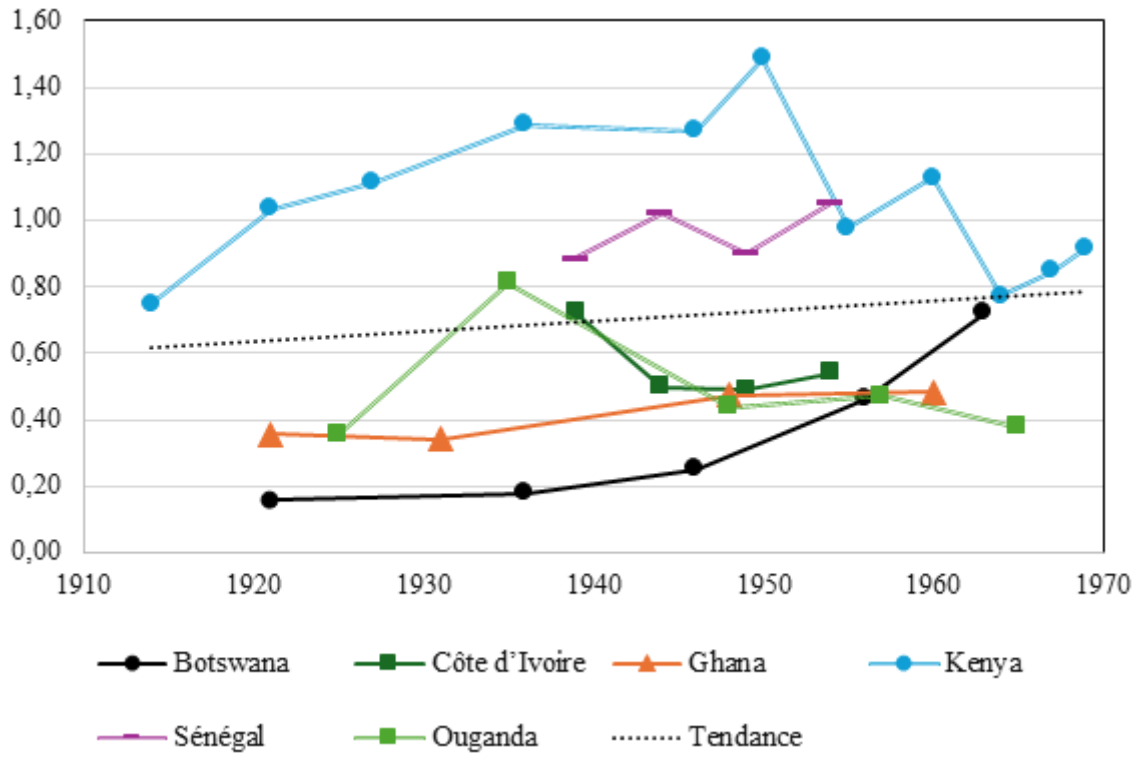
Figure 2: Coefficients de Gini dans un échantillon de colonies



Source: Hillbom, Bolt, De Haas & Tadei (2023): Hillbom, Bolt, De Haas & Tadei (2023).

Comment la part des revenus les plus élevés peut-elle diminuer (figure 1) alors que les coefficients de Gini augmentent (figure 2) dans le même temps? N'oublions pas que l'évolution du coefficient de Gini dépend surtout de l'évolution de la part des revenus gagnés par la classe moyenne et non de la part des revenus gagnés par les personnes les mieux rémunérées (voir section 3.1). Ainsi, la part des revenus les plus élevés peut diminuer à mesure que l'inégalité entre les plus hauts revenus et le reste des individus diminue et, dans le même temps, le Gini peut augmenter à mesure que l'inégalité entre la partie moyenne et la partie inférieure de la distribution des revenus s'accroît. En effet, les indices de Theil, qui sont plus sensibles aux changements dans les parts des revenus les plus élevés, montrent également, dans certains cas, une baisse (voir le Kenya, la Côte d'Ivoire et l'Ouganda dans la figure 3), en accord avec la tendance des parts des revenus les plus élevés.

Figure 3: Indices de Theil dans un échantillon de colonies

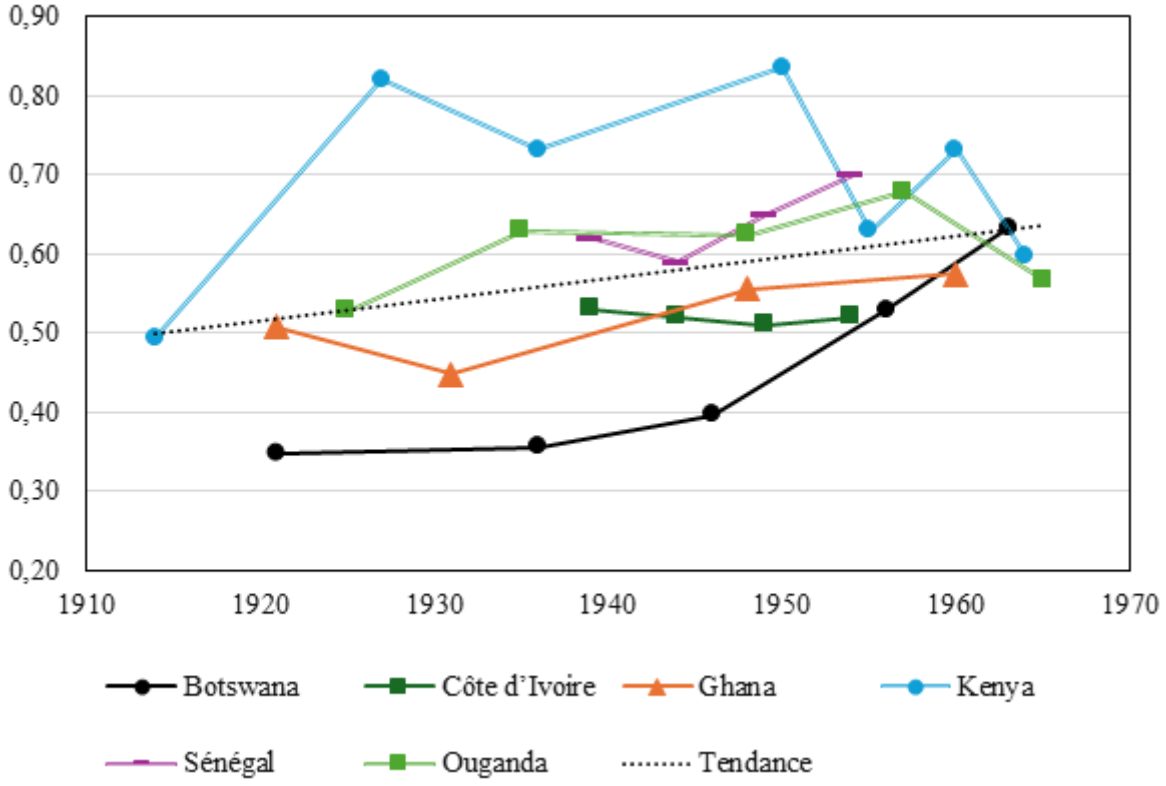


Source: Hillbom, Bolt, De Haas & Tadei (2023): Hillbom, Bolt, De Haas & Tadei (2023).

Dans l'ensemble, cependant, les parts de revenus et le Gini suggèrent des niveaux relativement élevés d'inégalité des revenus en Afrique sous la domination coloniale, du moins pour la période considérée. Cependant, comme nous l'avons vu dans la section 3.1, si le Gini augmente, cela ne signifie pas nécessairement qu'une société devient plus inégalitaire. En fait, plus les revenus augmentent, plus les possibilités d'inégalité augmentent. Il n'est donc pas possible de comparer simplement les Gini de deux sociétés ayant des niveaux de revenus différents pour déterminer laquelle est la plus inégalitaire. Pour répondre à cette question, nous pourrions plutôt examiner les *ratios d'extraction de l'inégalité*. La figure 4 les illustre pour le même échantillon de colonies. Entre 1910 et 1970, le ratio moyen d'extraction des inégalités était de 0,57, inférieur à la moyenne des sociétés préindustrielles de 0,77. Néanmoins, la tendance à la hausse

implique que, dans la plupart des cas, les sociétés coloniales africaines ont eu tendance à devenir plus inégalitaires au fil du temps.

Figure 4: Ratios d'extraction des inégalités dans un échantillon de colonies



Source: Hillbom, Bolt, De Haas & Tadei (2023): Hillbom, Bolt, De Haas & Tadei (2023).

4.2. Facteurs d'inégalité des revenus

Qu'est-ce qui peut expliquer ces niveaux d'inégalité relativement élevés et croissants? Sur la base de la discussion théorique de la section 2, nous pouvons mettre l'accent sur deux facteurs principaux:

1. Les institutions coloniales
2. Les forces économiques

Les données confirment en effet que les économies coloniales étaient caractérisées par un important différentiel de revenus entre la minorité expatriée à hauts revenus (essentiellement des Européens) et la majorité de la population africaine. Dans les six pays pour lesquels nous disposons d'informations sur la distribution complète des revenus sur la base des tableaux sociaux, présentés dans le tableau 2, les expatriés représentaient moins de 1 à 2 pour cent de la main-d'œuvre mais gagnaient jusqu'à 37 pour cent du revenu total (c'est-à-dire que les expatriés gagnaient entre 19 et 35 fois leur part proportionnelle).

Tableau 2: Part (%) des travailleurs et part des revenus

		Botswana	Ghana	Côte d'Ivoire	Kenya	Sénégal	Ouganda
Part des travailleurs	Salariés expatriés	0.09%	0.04%	0.24%	1.18%	0.71%	0.30%
	Expatrié indépendant	0.00%	0.00%	0.14%	0.54%	0.38%	0.29%
	Salariés africains	10.66%	21.44%	7.17%	19.20%	9.47%	6.89%
	Indépendants africains	89.25%	78.53%	92.45%	79.08%	89.44%	92.53%
Part des revenus	Salariés expatriés	1.71%	0.99%	7.96%	18.08%	17.49%	8.36%
	Expatrié indépendant	0.00%	0.00%	5.21%	18.68%	9.42%	6.02%
	Salariés africains	17.72%	30.83%	9.79%	22.90%	20.63%	9.42%
	Indépendants africains	80.57%	68.18%	77.04%	40.34%	52.47%	76.21%
	Période	1921-63	1921-60	1939-54	1914-69	1939-54	1925-65

Source: Hillbom, Bolt, De Haas & Tadei (2023): Hillbom, Bolt, De Haas & Tadei (2023).

Une partie de cette inégalité raciale peut être attribuée au fait que la plupart des Européens étaient salariés dans le secteur urbain (beaucoup dans l'administration coloniale), tandis que la majeure partie des Africains étaient indépendants et travaillaient dans le secteur agricole. Seule une minorité d'Africains participait à l'économie salariale, et même dans ce cas, leurs salaires n'atteignaient pas ceux des Européens. Par exemple, en 1939, le salaire d'un travailleur qualifié européen au Sénégal ou en Côte d'Ivoire était environ 10 fois supérieur à celui d'un travailleur africain équivalent. Cette différence s'est réduite au fil du temps et, en 1954, les salaires européens étaient environ deux fois plus élevés que les salaires africains.

Les disparités raciales accroissent les inégalités
Source: https://www.hipuganda.org/.

Le tableau 2 indique que les salaires élevés versés aux Européens par l'administration coloniale ont encore exacerbé les inégalités raciales. Par exemple, jusqu'en 1930 environ,

l'administration de l'Afrique occidentale française a dépensé environ deux fois plus pour les salaires des 130 plus hauts fonctionnaires français (environ 10 à 20 pour cent des dépenses totales) que pour l'éducation et la santé (environ 5 à 10 pour cent). Cette disparité est d'autant plus importante que ce sont les impôts prélevés sur les Africains qui ont permis de financer la plupart des salaires de l'administration coloniale. En général, les bureaucraties coloniales les plus importantes sont associées à des niveaux élevés d'inégalité. C'est le cas du Sénégal, où se trouvait l'administration de l'Afrique occidentale française. Dans d'autres cas, comme au Kenya, les fortes inégalités s'expliquent par la présence d'une communauté de colons européens relativement importante.

Le deuxième facteur à prendre en compte pour expliquer l'inégalité des Africains pendant la période coloniale est celui des forces économiques, en particulier le rôle joué par le commerce des matières premières. Depuis le milieu du 19e siècle, les pays africains participent de plus en plus au commerce international en exportant des produits de base tels que l'huile et les amandes de palme, le cacao, les arachides, le coton et le café. L'augmentation des exportations et la progression de la commercialisation de l'économie ont stimulé les possibilités de gagner un revenu. Cependant, tous les groupes sociaux n'en ont pas profité de la même manière, ce qui a accru les inégalités en stimulant les processus d'accumulation de capital.

Bétail **Cacao**

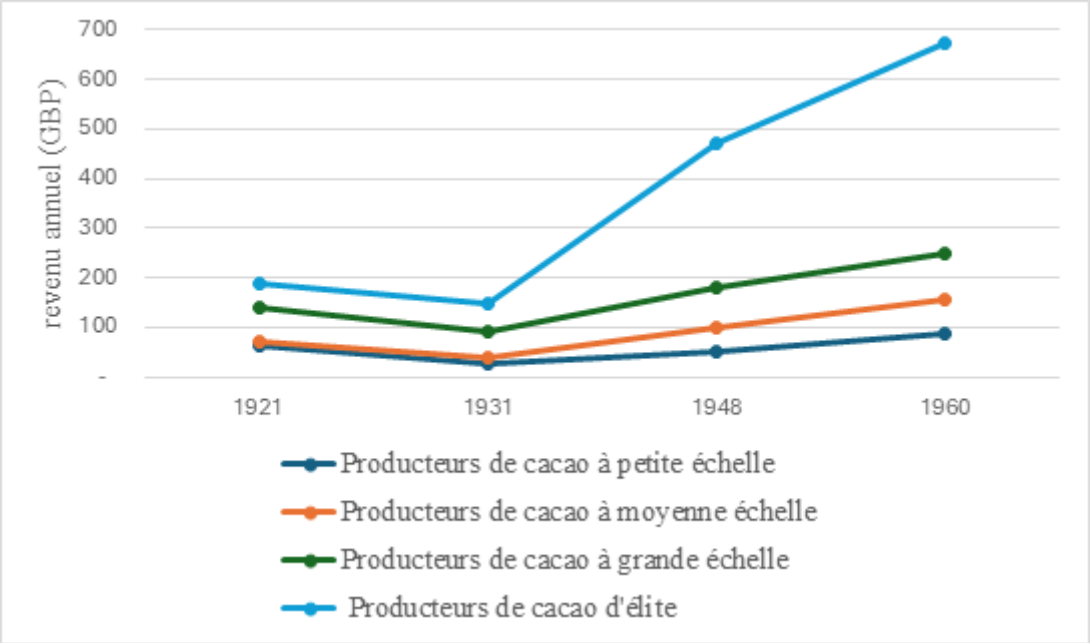
Les opportunités de commercialisation augmentent l'inégalité

Source: Bovins Mahalapye au Botswana (crédit photo: ILRI/Saskia Hendrickx); plantation de cacao au Ghana (crédit photo: jbdodane).

Les différents produits de base ont affecté le processus d'accumulation du capital de différentes manières. D'une part, les produits à forte intensité de capital, comme le cacao, nécessitent un "investissement en capital" pour planter des arbres et attendre qu'ils arrivent à maturité. C'est pourquoi les grands exploitants du Ghana étaient plus susceptibles de bénéficier de la commercialisation et des exportations, comme l'indique la figure 5. De même, dans le cas du Botswana, seuls les grands propriétaires de bétail pouvaient vendre une partie de leur troupeau pour en tirer un revenu sans réduire la possibilité de le faire à l'avenir (il faut atteindre une certaine taille de troupeau avant de pouvoir vendre du bétail pour en tirer un revenu de manière durable). Dans le cas des minéraux (Congo belge, Rhodésie du Nord et Afrique du Sud), l'investissement en capital requis était encore plus important. Cela a probablement accru les inégalités en concentrant les possibilités de revenus dans un petit nombre d'entreprises. En

revanche, d'autres produits de base, tels que les arachides au Sénégal ou le coton en Ouganda, étaient des cultures annuelles, nécessitaient des investissements en capital moins importants et offraient moins de possibilités de différencier les revenus. Par conséquent, l'inégalité des revenus s'est accrue au fur et à mesure que la commercialisation progressait, en particulier dans les colonies qui exportaient des produits à forte intensité de capital.

Figure 5: Les écarts de revenus se creusent parmi les cultivateurs de cacao au Ghana, 1921-1960



S*ource:* Elaboré à partir d'Aboagye & Bolt (2021).

Dans les cas où les expatriés étaient particulièrement impliqués dans la production ou la commercialisation des cultures d'exportation (comme au Kenya et en Ouganda), la commercialisation a également accru l'inégalité entre les races. En outre, les structures sociales précoloniales ont également influé sur les niveaux d'inégalité pendant la période coloniale. Les sociétés africaines se caractérisaient par différents niveaux de hiérarchie sociale associés à différents niveaux d'inégalité initiale. Dans les sociétés fortement stratifiées, l'élite a bénéficié dans une plus large mesure des opportunités commerciales, ce qui a creusé l'écart de revenu entre l'élite et la majorité de la population.

5.Conclusion

Seulement 30 pour cent environ de l'inégalité mondiale des revenus entre les individus est imputable aux différences de revenu moyen entre les pays, tandis que 70 pour cent est dû aux différences entre les individus à l'intérieur d'un même pays. En outre, l'inégalité au sein d'un pays n'explique pas seulement la plus grande partie de l'inégalité entre les individus, mais peut également affecter les taux de pauvreté et la croissance économique. Aujourd'hui, l'Afrique subsaharienne présente des variations substantielles dans son niveau d'inégalité, allant de sociétés relativement égalitaires en Afrique de l'Ouest à des économies très inégales en Afrique

centrale, orientale et australe. Qu'est-ce qui peut expliquer de telles différences dans les niveaux d'inégalité? Les niveaux d'inégalité actuels peuvent-ils s'expliquer, au moins en partie, par les processus politiques et économiques qui se sont déroulés pendant la période coloniale?

Les théories de l'inégalité pendant la colonisation mettent l'accent, d'une part, sur les institutions coloniales et la présence de colons et de sociétés européennes et, d'autre part, sur les forces économiques, telles que l'émergence du capitalisme et les économies exportatrices de cultures de rente. Pour évaluer ces théories, nous avons d'abord discuté de la manière dont nous pouvons mesurer l'inégalité. Nous pouvons utiliser différents indicateurs tels que l'indice de Gini, les parts de revenus, le ratio d'extraction des inégalités et l'indice de Theil. Chacun de ces indicateurs présente des avantages et des inconvénients, et le choix dépend des aspects de l'inégalité que nous voulons mettre en évidence et des données disponibles. En ce qui concerne les sources, les estimations de l'inégalité pour les périodes coloniales sont souvent basées sur les registres fiscaux, qui nous permettent d'estimer les parts des revenus les plus élevés, ou sur les tableaux sociaux, qui peuvent mesurer l'inégalité sur l'ensemble de la distribution des revenus à l'aide de divers registres quantitatifs et qualitatifs.

Nous avons utilisé des estimations récentes de l'inégalité pour discuter des caractéristiques et des moteurs de l'inégalité des revenus en Afrique pendant la période coloniale. Dans l'ensemble, les disparités de revenus étaient importantes et l'inégalité s'est accrue au cours du 20e siècle. Deux facteurs ont particulièrement influencé les niveaux et les tendances de l'inégalité:

1. Les institutions coloniales ont créé une structure économique dualiste caractérisée par un secteur formel à hauts revenus (comprenant principalement des travailleurs salariés) et un secteur informel à faibles revenus (comprenant principalement des travailleurs indépendants), la majorité des Européens travaillant dans le secteur formel et de nombreux Africains travaillant dans le secteur informel.

2. Deuxièmement, les forces économiques, en particulier la commercialisation des produits de base destinés à l'exportation, ont créé des possibilités supplémentaires de différenciation des revenus, en particulier parmi les agriculteurs africains. Cependant, l'effet de la commercialisation sur l'accroissement des inégalités n'a pas été le même partout, car il dépendait du type de produits (les produits à forte intensité de capital tendaient à accroître davantage les inégalités), du degré d'implication des expatriés dans la production agricole et les exportations, et des structures sociales locales, les sociétés fortement stratifiées permettant à l'élite de tirer davantage profit des opportunités commerciales.

Questions à étudier

1. Énumérez les avantages et les inconvénients de chacune des mesures de l'inégalité que nous avons examinées (Gini, Theil, parts de revenus et ratio d'extraction de l'inégalité).

2. Quelles sont les principales tendances en matière d'inégalité des revenus en Afrique pendant la période coloniale?
3. Observez-vous des différences entre les colonies?
4. Quels facteurs peuvent expliquer ces tendances et ces différences?
5. Chaque élève doit lancer un dé. Le chiffre obtenu correspond à votre revenu. Calculez Gini, Theil, la part des 10 pour cent supérieurs, le ratio 20:20, le ratio de Palma et le ratio d'extraction des inégalités de la classe "distribution des revenus" (pour l'IER, supposez que le revenu de subsistance est égal à 1). Remarque: pour répondre à cette question, vous devez lire l'annexe.

Exercice de discussion

Considérons deux sociétés. Dans la société A, le revenu annuel moyen est de 12 000 $, les 10 pour cent d'individus les plus riches gagnent 90 000 $ et les 10 pour cent les plus pauvres gagnent 1 000 $. Dans la société B, le revenu moyen est de 6 000 $, les 10 pour cent les plus riches gagnent 30 000 $ et les 10 pour cent les plus pauvres gagnent 2 000 $. Quelle société préférez-vous? Pourquoi? Essayez avec différents niveaux et répartitions de revenus.

Lectures suggérées

Aboagye, P. and Bolt, J. (2021). Long-Term Trends in Income Inequality: Winners and Losers of Economic Change in Ghana, 1891-1960. *Explorations in Economic History* 82:101405.

Alvaredo, F., Cogneau D., and Piketty, T. (2021). Income inequality under colonial rule. Evidence from French Algeria, Tunisia, Cameroon, and Vietnam, and comparison with the British Empire 1920-1960. *Journal of Development Economics* 152 102680.

Alvaredo, F., and Atkinson, A. B. (2022). Top incomes in South Africa in the twentieth century. *Cliometrica* 16: 477–546.

Bolt, J. and Hillbom, E. (2016). Long-term trends in economic inequality: lessons from colonial Botswana, 1921–74. *Economic History Review* 69: 1255-1284.

De Haas, M. (2022). Reconstructing income inequality in a colonial cash crop economy: five social tables for Uganda, 1925-1965. *European Review of Economic History* 26 (2): 255-283.

Frankema, E., De Haas M., Van Waijenburg, M. (2023). Inequality regimes in Africa from pre-colonial times to the present. *African Affairs* 122: 57–94.

Hillbom, E., Bolt, J., de Haas M., and Tadei F. (2023) Income inequality and export-oriented commercialization in colonial Africa: evidence from six countries. *Economic History Review*, https://doi.org/10.1111/ehr.13304.

Bases de données et rapports proposés

African Long-Term Inequality Trends, https://www.aflit.net/.

Chancel, L., Piketty, T., Saez, E., and Zucman, G. (2021) World Inequality Report 2022. World Inequality Lab.

UNU-WIDER World Income Inequality Database, https://www.wider.unu.edu/data

World Bank Open Data, https://data.worldbank.org/

World Inequality Database, https://wid.world/data/

A propos de l'auteur

Federico Tadei est maître de conférences au Département d'Histoire Économique de l'Université de Barcelone. Ses recherches visent à comprendre comment les événements historiques et les institutions ont façonné les trajectoires de développement des pays africains, en mettant l'accent sur le commerce et l'inégalité. Il a notamment étudié la structure et les effets à court et à long terme des politiques commerciales coloniales en Afrique britannique et française, ainsi que le rôle joué par les institutions coloniales et le développement économique dans l'inégalité des revenus.

Production et commerce des textiles

Katharine Frederick
Université d'Utrecht

1. Introduction

Les industries textiles ont toujours constitué une première étape dans le processus d'industrialisation. Par exemple, la fabrication artisanale traditionnelle de textiles en Grande-Bretagne s'est mécanisée au cours de la révolution industrielle, une transformation qui a contribué à une croissance économique rapide. En Afrique, il s'est avéré plus difficile de réussir l'industrialisation basée sur le textile et le développement économique qui en découle. Au lieu de cela, une grande partie de l'industrialisation de l'Afrique du 20e siècle a été basée sur les industries extractives, telles que l'exploitation minière et le forage pétrolier. Ce type d'industrialisation tend à limiter la croissance économique. Les pays qui dépendent de l'exportation de ressources naturelles investissent souvent moins dans d'autres secteurs et peuvent rapidement tomber dans une crise économique en raison des fluctuations des prix mondiaux de leur principale ressource d'exportation.

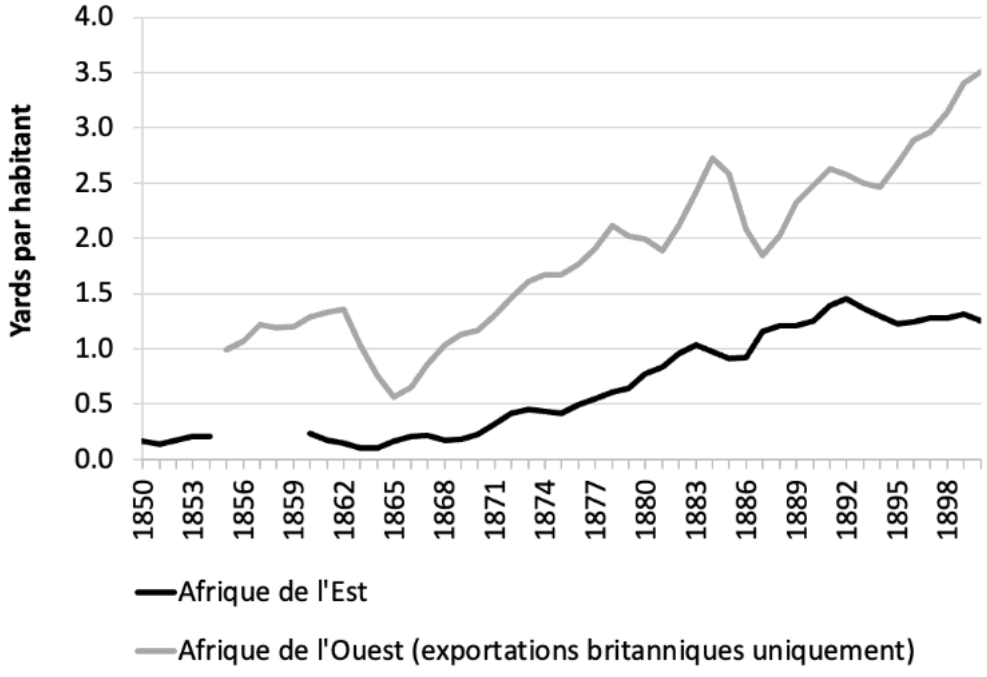
Bien que des usines textiles aient vu le jour dans certains pays africains, l'industrie reste limitée et la grande majorité des tissus consommés dans l'Afrique contemporaine provient de l'étranger. Il s'agit notamment de tissus neufs produits en Chine et en Inde et de grandes quantités de vêtements de seconde main exportés d'Europe et des États-Unis. Pourquoi l'Afrique dépend-elle si fortement des tissus importés? Le continent ne disposait-il pas des traditions textiles artisanales nécessaires qui, ailleurs, ont constitué la base de l'industrialisation? La réponse est "non." En fait, il existe des traditions séculaires de production textile dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne, bien que le développement de l'industrie ait différé dans le temps et dans l'espace. Dans ce chapitre, nous explorons l'histoire de la fabrication artisanale de textiles en Afrique. Nous accordons une attention particulière à l'Afrique de l'Est et à l'Afrique de l'Ouest, qui ont connu des expériences industrielles très différentes. Comme nous le verrons, les industries textiles artisanales ont duré beaucoup plus longtemps en Afrique de l'Ouest que dans la majeure partie de l'Afrique de l'Est.

Pourquoi les industries textiles ont-elles disparu?
Les textiles sont fabriqués à la main dans toute l'Afrique subsaharienne depuis des siècles. Toutefois, au début du 20e siècle, un certain nombre de ces industries étaient en déclin, voire disparaissaient, en particulier en Afrique de l'Est. Certains théoriciens ont supposé que le déclin des industries textiles était dû à la concurrence des tissus fabriqués en usine à bas prix et importés d'Europe, des États-Unis et d'Inde. Selon eux, ce phénomène est lié à la colonisation de l'Afrique au 19e siècle, lorsque les échanges avec le monde extérieur ont augmenté de façon spectaculaire. Cette ***théorie***, connue sous le nom de ***théorie de la désindustrialisation***, a été

popularisée dans les années 1960 et 1970. Bien que les arguments de la théorie de la désindustrialisation puissent sembler convaincants à première vue, cette théorie repose en grande partie sur des hypothèses et non sur des preuves empiriques. Les failles de cette théorie deviennent évidentes lorsque nous examinons de plus près l'histoire du commerce et de la fabrication de textiles dans les différentes régions de l'Afrique subsaharienne.

Il est vrai que les importations de tissus en Afrique subsaharienne ont considérablement augmenté, en particulier à partir du 19e siècle. Toutefois, les quantités importées diffèrent d'une région à l'autre. Comme le montre la figure 1, les importations de tissus par habitant (par personne) étaient beaucoup plus élevées en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique de l'Est. Malgré les quantités relativement plus importantes de tissus importés en Afrique de l'Ouest, l'industrie de cette région est restée particulièrement forte. En revanche, la production de tissus a disparu à la fin du 19e siècle dans une grande partie de l'Afrique de l'Est, où les importations de tissus étaient nettement moins importantes. Ce paradoxe suggère que la simple présence de tissus importés n'a pas déterminé la survie ou la disparition des industries textiles. L'histoire ne s'arrête pas là. Dans ce chapitre, nous examinerons les raisons pour lesquelles l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest ont connu des expériences industrielles si différentes au cours du 19e siècle et au début du 20e siècle. En ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest, nous mettrons l'accent sur la vaste zone de production de tissus englobant l'actuel Nigeria, qui comprenait de nombreux centres textiles importants. En ce qui concerne l'Afrique de l'Est, nous examinerons le déclin de l'industrie textile en Tanzanie et au Malawi. Mais comme nous le verrons, il existait une certaine diversité industrielle en Afrique de l'Est. Les industries textiles étaient beaucoup plus fortes dans le nord de la région, en particulier en Éthiopie et en Somalie, que dans le reste de l'Afrique de l'Est.

Figure 1: Importations de tissus manufacturés en Afrique de l'Est et de l'Ouest, 1850-1900



Sources: Rapports commerciaux et registres maritimes britanniques, américains et indiens. Note: Les importations de l'Afrique de l'Est comprennent les tissus exportés de l'Inde, des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Les importations de l'Afrique de l'Ouest ne comprennent que la part exportée par la Grande-Bretagne, ce qui signifie que l'Afrique de l'Ouest a probablement importé encore plus de tissu que ce qui est indiqué ici.

Nous allons découvrir un certain nombre de *caractéristiques régionales* qui ont influencé la capacité d'une région à maintenir des industries viables et à faire face à la concurrence des tissus importés. Tout d'abord, nous commencerons par examiner l'importance d'une longue tradition de fabrication de textiles. Les *traditions textiles* sont beaucoup plus anciennes en Afrique de l'Ouest que dans la plupart des pays d'Afrique de l'Est, ce qui a permis à des industries solides de se développer et d'arriver à maturité plusieurs siècles avant l'essor des importations de tissu. Deuxièmement, nous examinerons comment l'*environnement*, la *densité de population* et les *réseaux commerciaux* ont favorisé le développement d'industries plus importantes et de *marchés de consommation* plus vastes en Afrique de l'Ouest que dans la majeure partie de l'Afrique de l'Est. Troisièmement, nous étudierons comment les *institutions* locales (pratiques et politiques) de l'Afrique de l'Ouest ont contribué à encourager le développement industriel du textile avant la période coloniale. Quatrièmement, nous comparerons la manière dont les industries d'Afrique de l'Est et d'Afrique de l'Ouest ont été affectées par l'augmentation du *commerce mondial* au cours du 19e siècle. Cinquièmement, nous apprendrons comment les différentes *institutions* et interventions *coloniales* en Afrique de l'Est et de l'Ouest ont eu un impact sur les industries textiles nationales. Enfin, nous verrons comment les enseignements tirés du passé industriel de l'Afrique peuvent fournir des pistes pour l'industrialisation future du continent.

2. La production textile de coton en Afrique de l'Est et de l'Ouest

Une première différence notable entre les industries durables de l'Afrique de l'Ouest et les industries disparues plus tôt dans la plupart des pays d'Afrique de l'Est réside dans la durée de leur histoire industrielle. L'Afrique de l'Ouest a une plus longue histoire d'industries établies. L'environnement fertile de la région a permis d'obtenir des rendements agricoles élevés, tant pour les cultures de coton nécessaires au tissage des tissus que pour les cultures vivrières nécessaires à une population dense. Comme nous le verrons, ces conditions ont contribué à créer de vastes marchés de consommation, à stimuler les échanges commerciaux et à favoriser le développement d'États centralisés qui ont encouragé la croissance industrielle. La longue histoire de l'Afrique de l'Ouest en matière de production industrielle et de commerce a laissé plus de temps pour développer des techniques, créer des produits distinctifs et fidéliser les consommateurs aux "marques" régionales avant l'augmentation rapide du commerce mondial aux 19e et 20e siècles. Ces facteurs ont donné aux industries textiles d'Afrique de l'Ouest un avantage particulier dans la concurrence avec les tissus importés d'Europe et d'Inde, avantage que n'avaient pas la plupart des industries d'Afrique de l'Est.

La diffusion est-ouest des traditions textiles

La première production textile de coton sur le continent a probablement eu lieu au quatrième siècle dans les régions relativement bien peuplées de la vallée du Nil en Égypte, où le coton brut pouvait être cultivé localement ou importé d'Inde par les routes commerciales de la mer Rouge et du Nil. Les techniques de culture du coton et de production de tissus se sont répandues vers l'ouest au fur et à mesure que les marchands empruntaient les routes commerciales transsahariennes. Le tissage et l'utilisation du tissu comme monnaie d'échange ont été signalés dans la vallée du fleuve Sénégal, en Afrique de l'Ouest, dès le 11e siècles. Les techniques de fabrication ont atteint le sud du Nigeria au treizième siècle. Cette introduction précoce du tissu de coton en Afrique de l'Ouest a contribué à stimuler des niveaux relativement élevés de consommation de tissu dans la région. Une forte demande locale de tissus était importante pour encourager le développement des industries locales.

En Afrique de l'Ouest, différentes régions ont commencé à se spécialiser dans des tissus particuliers, et des marchés de consommation se sont développés pour un large éventail de textiles de coton nationaux. Cette longue histoire de forte demande locale pour les tissus locaux a aidé les tisserands locaux à concurrencer les tissus fabriqués à l'étranger lorsque les importations ont commencé à augmenter progressivement à partir du quinzième siècle, lorsque les marchands européens ont commencé à commercer le long de la côte africaine. En particulier, le développement de la traite transatlantique des esclaves entre le 16e et le début du 19e siècle a entraîné une augmentation des importations de tissus. Les marchands européens ont apporté toute une série de produits manufacturés à échanger contre des esclaves, en particulier des armes à feu européennes et des tissus indiens et européens.

Ces tissus importés ont certainement été consommés en Afrique de l'Ouest, mais les tissus européens et indiens ne répondaient pas entièrement aux diverses demandes des consommateurs ouest-africains, qui s'étaient développées au cours des siècles précédents. En fait, aux 17e. et 18e siècles, les marchands européens ont acquis des variétés de tissus ouest-africains dans le golfe du Bénin pour le troc le long de la côte. Les commerçants hollandais ont constaté qu'ils avaient besoin de tissus rayés domestiques pour échanger de l'or sur la Côte de l'Or, tandis que les tissus bleus teints à l'indigo étaient utilisés pour acheter de l'ivoire et des esclaves au Gabon et en Angola.

Retard de développement en Afrique de l'Est

Contrairement à l'Afrique de l'Ouest, la production de textiles en coton s'est établie relativement tard dans la majeure partie de l'Afrique de l'Est, où les vêtements ont longtemps été fabriqués à partir de peaux ou de tissus d'écorce, obtenus en martelant l'écorce des arbres. Des fragments de textiles en coton datant peut-être du quatorzième ou du quinzième siècle ont été mis au jour dans la région du Mozambique, au sud de l'Afrique de l'Est, dans le bassin inférieur du fleuve Zambèze. Cependant, l'ethnologue allemand Heinrich Schurtz a constaté au 19e siècle que les industries du coton de la région en étaient encore à un stade de développement précoce. Les produits et les méthodes de production étaient plus simples que les variétés plus complexes qui s'étaient développées en Afrique de l'Ouest. Comparez, par exemple, le tissu *machila* uni et uniformément gris caractéristique de la Lower Shire Valley du sud du Malawi au 19e siècle (image 1) avec la complexité du tissu *kente* du Ghana au 19e siècle (image 2), qui

se compose d'une variété de fines bandes de tissu tissées avec des fils colorés, puis cousues ensemble pour produire des motifs géométriques.

Métier à tisser Mang'anja et tissu, 19e s.
Source: Musée national d'Écosse.

Tissu Kente, fin 19e - début 20e s.
Source: Musée de Brooklyn.

La production de tissus de coton s'est probablement étendue encore plus tard à l'intérieur de l'Afrique de l'Est centrale. Cette partie de l'Afrique de l'Est était isolée en raison de l'absence de voies fluviales reliant la côte et l'intérieur, ce qui a ralenti l'introduction de techniques de fabrication de tissus en provenance de l'étranger. Nous savons que des tisserands d'Afrique centrale créaient des tissus à motifs dans des endroits comme Ufipa, dans le sud-ouest de la Tanzanie, vers le milieu du 19e siècle. Mais ces industries se sont probablement développées relativement tard, car le tissu de coton a continué à faire face à une concurrence intense de la part de vêtements domestiques alternatifs (tissu d'écorce, raphia et peaux) jusqu'au début du 20e siècle.

Certaines régions d'Afrique de l'Est, notamment l'Éthiopie et la Somalie, dans la région de la Corne de l'Afrique, ont connu un développement plus précoce des industries textiles. Par exemple, à Mogadiscio, les immigrants musulmans ont introduit la production de tissus dès le treizième siècle. Ce sont également les régions d'Afrique de l'Est où l'industrie textile a duré le plus longtemps, ce qui souligne l'importance d'une longue histoire de production textile pour la solidité des industries locales.

Méthodes de production

Comme nous l'avons vu, les produits textiles fabriqués à la main en Afrique de l'Ouest avaient tendance à être plus complexes que dans la plupart des régions d'Afrique de l'Est. Cela a été rendu possible par diverses méthodes de production qui se sont développées en Afrique de l'Ouest au cours de plusieurs siècles. Dans certaines régions d'Afrique de l'Est, des tissus à motifs fins ont été fabriqués au 19e siècle, mais la production de ces variétés a été très lente. Dans le sud du Malawi, par exemple, la fabrication d'un tissu à motifs complexes pouvait prendre jusqu'à neuf mois, alors qu'un tissu *kente* d'Afrique de l'Ouest à motifs pouvait être produit en une semaine. Cela s'explique par le fait que les *méthodes de production* étaient moins

avancées en Afrique de l'Est. Le simple *métier à terre* (appelé ainsi parce qu'il repose horizontalement sur le sol) utilisé dans la majeure partie de l'Afrique de l'Est ralentissait la production. En Afrique de l'Ouest, en revanche, une plus grande variété de métiers à tisser avait commencé à se développer au 17e siècle. Il s'agissait notamment de variétés de *métiers à pédales*, qui permettaient d'accélérer le tissage de tissus à motifs grâce à l'utilisation de pédales pour séparer les fils de différentes couleurs. Les tisserands d'Afrique de l'Ouest utilisaient également de larges métiers à tisser verticaux en coton; le cadre large leur permettait de produire rapidement de grandes pièces de tissu. Ces innovations sont liées à l'ancienneté de la production textile en Afrique de l'Ouest, qui a eu le temps de développer des méthodes de production plus avancées que dans la plupart des pays d'Afrique de l'Est.

3. Densité de population, réseaux commerciaux et marchés de consommation

Nous allons maintenant nous pencher sur deux autres facteurs importants: la *densité de population* et les *marchés de consommation*. Une population nombreuse et étroitement regroupée est un atout pour le développement des industries. Les populations nombreuses fournissent des cultivateurs de coton, des travailleurs du textile et des consommateurs pour les industries textiles. L'Afrique de l'Ouest a toujours été plus densément peuplée que la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Cette situation est liée aux caractéristiques géographiques et environnementales qui permettent à la région de produire suffisamment de nourriture pour subvenir aux besoins d'un grand nombre de personnes. Ces conditions environnementales ont également permis à la région de cultiver de grandes quantités de coton et d'indigo (une plante utilisée pour teindre les tissus) afin de fournir les *matières premières* nécessaires à l'industrie textile.

Le Nigeria, en particulier, comprend trois régions densément peuplées: la région haoussa au nord, l'Igboland au sud-est et la région yoruba au sud-ouest. Des industries textiles sophistiquées sont apparues relativement tôt dans cette région et dans une grande partie de l'Afrique de l'Ouest. Les centres urbains ont commencé à se développer à partir du quinzième siècle et des divisions régionales du travail sont apparues, signe d'une économie en pleine maturation. Une classe d'artisans s'est développée dans un certain nombre de villes, avec des professionnels du filage, du tissage, de la teinture et de la broderie. Il est important de noter que la forte demande de tissus sur les grands marchés de consommation permet à de nombreux fabricants de subvenir presque entièrement à leurs besoins. Cela a permis aux industries de continuer à se développer.

Dans le même temps, l'Afrique de l'Ouest a développé des *réseaux commerciaux* sophistiqués dans toute la région, ce qui a contribué à créer des *marchés d'exportation* pour les producteurs de tissus. Trois zones écologiques distinctes - le désert, la savane et la forêt tropicale, du nord au sud - sont devenues étroitement intégrées grâce à ces réseaux commerciaux. Chaque zone avait ses propres spécialisations économiques et ses propres produits, influencés par son environnement particulier, ce qui a stimulé le commerce entre les zones. Ainsi, les producteurs de textile pouvaient envoyer leurs produits à des consommateurs éloignés. Par exemple, la ville

de Kano, dans le nord du Nigeria, produisait des tissus de coton teints à l'indigo qui étaient très demandés par les consommateurs des régions désertiques du nord. Les liens étroits entre ces régions ont également stimulé les flux de *capitaux* (investissements) et de *main-d'œuvre* (cultivateurs de coton et ouvriers du textile), ce qui a contribué à stimuler l'industrie ouest-africaine. Au 18e siècle, les riches financiers des zones désertiques investissaient dans la production textile de la savane, tandis que de nombreux immigrants s'installaient dans les grands centres textiles pour y travailler.

Différences en Afrique de l'Est

En ce qui concerne l'Afrique de l'Est, nous constatons que les niveaux de densité de population et les marchés de consommation sont plus diversifiés dans la région. Au nord, les hauts plateaux fertiles de l'Éthiopie comptaient parmi les régions les plus densément peuplées de l'Afrique subsaharienne. Sur les hauts plateaux, les précipitations régulières et les différentes altitudes favorisent une grande variété de cultures à haut rendement, notamment le coton utilisé dans l'industrie textile. L'industrie textile de cette région était beaucoup plus développée que celle des régions beaucoup moins peuplées et moins fertiles de l'Afrique de l'Est, au sud. Le climat frais du plateau éthiopien a créé une forte demande de tissus parmi la population nombreuse de la région. En fait, la quasi-totalité des tissus fabriqués en Éthiopie était consommée à l'intérieur du pays. À l'est de l'Éthiopie, en revanche, le climat sec et les faibles rendements agricoles de la Somalie côtière n'ont pas permis la culture extensive du coton ni l'existence d'une population nombreuse à l'origine de marchés locaux importants. Toutefois, l'industrie textile de cette région côtière jouissait d'une position *géographique* stratégique qui contribuait à résoudre ces problèmes: les producteurs côtiers pouvaient importer du coton brut d'autres pays, notamment de l'Inde, et exporter des tissus vers des consommateurs situés tout au long de la côte et sur les grands marchés intérieurs du sud de l'Éthiopie. Par exemple, la majorité des tissus produits à Mogadiscio, sur la côte de Benadir, étaient envoyés à des consommateurs extérieurs.

Les régions peu peuplées d'Afrique de l'Est situées plus au sud, en Tanzanie et au Malawi, ne bénéficiaient pas des grands marchés de consommateurs locaux de l'Éthiopie, ni des avantages commerciaux liés à la situation géographique de la Somalie. La plupart des centres de production de tissus étaient relativement isolés, situés dans des poches fertiles assez petites dans l'intérieur des terres, et n'avaient donc pas un bon accès aux marchés d'exportation. Les producteurs de textile de la région de la Lower Shire Valley, au sud du Malawi, envoyaient leurs tissus aux consommateurs du Lower Zambezi (au Mozambique) via le fleuve Shire, mais l'ampleur de ce commerce était bien moindre que les échanges de Mogadiscio basés sur l'océan. En Tanzanie, où le transport fluvial fait défaut, les échanges entre communautés éloignées étaient encore plus rares. Ici, les tissus ne pouvaient être transportés qu'à pied sur de longues distances, ce qui rendait plus difficile et plus coûteux l'accès aux consommateurs éloignés. La combinaison de densités de population plus faibles et d'opportunités commerciales plus limitées a fait que les industries dans des endroits comme la Tanzanie et le Malawi sont restées à petite échelle. Cette petite taille, à son tour, a ralenti le développement de la fabrication de tissus, car la croissance tend à stimuler l'innovation, comme nous l'avons vu dans le cas de l'Afrique de l'Ouest.

5. Industrie et institutions

Nous allons maintenant nous pencher sur le rôle des *institutions* dans le développement des industries textiles en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Les institutions sont les règles et les normes formelles et informelles qui régissent la société. De nombreux économistes estiment que les caractéristiques des institutions influencent fortement la manière dont les sociétés et les économies se développent. L'Afrique de l'Ouest précoloniale disposait d'un certain nombre d'institutions uniques qui ont été particulièrement bénéfiques pour la croissance de l'industrie textile de la région. Nombre de ces institutions étaient moins répandues en Afrique de l'Est.

La monnaie textile

L'échange de monnaie est une institution basée sur l'accord entre les personnes sur ce qui est considéré comme de l'argent. En Afrique de l'Ouest, les commerçants ont commencé à accepter et à utiliser le tissu comme forme de monnaie à partir du 11e siècle. C'est ce que l'on appelait la *monnaie de tissu*. Comme le montre l'image 3, qui illustre une monnaie en tissu du Liberia, il s'agissait généralement de bandes de tissu étroites enroulées sur des bobines qui pouvaient être coupées à une certaine longueur et/ou cousues ensemble pour former différentes dénominations monétaires. La popularité de cette monnaie en tissu a contribué à stimuler le tissage dans les régions spécialisées dans la production de bandes de tissu. C'était par exemple le cas des tisserands Tiv dans le Tivland, au sud-est du Nigeria. L'utilisation de la monnaie en tissu a continué à stimuler l'industrie nationale dans de nombreuses régions d'Afrique de l'Ouest jusqu'à l'époque coloniale. Elle a même circulé dans certaines régions jusqu'au milieu du 20e siècle.

Bandes monétaires en tissu du Liberia
Source: Smithsonian National Museum of African Art: Smithsonian National Museum of African Art.

En Afrique de l'Est, en revanche, l'utilisation du tissu domestique comme monnaie était beaucoup moins courante. Le tissu de coton était utilisé comme monnaie au Malawi, en

Tanzanie et au Mozambique, mais c'était surtout du tissu importé (des États-Unis, de Grande-Bretagne et d'Inde) plutôt que du tissu local qui circulait comme monnaie. Ainsi, les producteurs de tissu d'Afrique de l'Est n'ont pas bénéficié de la même manière de l'impulsion donnée à l'industrie locale par les institutions monétaires d'Afrique de l'Ouest.

Les grands États

Une autre différence régionale importante est le développement précoce de grands États centralisés dans les régions densément peuplées de l'Afrique de l'Ouest précoloniale, alors que de tels États sont rares dans la majeure partie de l'Afrique de l'Est. Les États peuvent contribuer à stimuler l'industrie manufacturière par des politiques favorables à l'industrie et au commerce. Prenons le cas du grand califat de Sokoto, dans le nord du Nigeria, qui a activement encouragé la production textile par des politiques favorables à l'industrie. Par exemple, les tisserands, les tailleurs et les producteurs de teinture indigo étaient souvent exonérés d'impôts. Parallèlement, le gouvernement a encouragé la croissance industrielle en réduisant les *coûts de production*. Il s'agissait notamment d'améliorer la formation afin d'accroître *l'efficacité de la main-d'œuvre* (qui détermine la quantité de produit qu'un seul travailleur peut produire) et de réduire les *coûts de transport*. En fait, le commerce déjà substantiel et établi de longue date entre les zones écologiques de l'Afrique de l'Ouest s'est intensifié au cours du 19e siècle sous l'impulsion des politiques commerciales du califat.

Fosses de teinture à Kano, Nigeria
Source: Wikimedia Commons (Andy Musa Chantu, 2015): Wikimedia Commons (Andy Musa Chantu, 2015).

La puissante armée du califat de Sokoto a également joué un rôle dans l'expansion de l'industrie textile. Grâce aux campagnes militaires, le califat a acquis de nombreux esclaves, qui ont été utilisés comme ouvriers à la fois dans l'industrie textile et dans les plantations qui cultivaient les matières premières nécessaires à la fabrication (le coton brut, l'indigo pour la teinture, et

même la nourriture pour nourrir les artisans). Rappelons qu'une population nombreuse est importante pour fournir à la fois de la main-d'œuvre et des consommateurs aux industries textiles. Bien que les travailleurs asservis ayant peu ou pas de revenus ne puissent probablement pas acheter de grandes quantités de tissus, la consommation de textiles s'est globalement développée dans le califat de Sokoto. L'augmentation de la demande a stimulé le développement d'opérations plus importantes et plus efficaces (appelées *économies d'échelle*) dans la célèbre industrie de teinture des tissus du califat à Kano. Les producteurs du 19e ont inventé des cuves de teinture plus grandes qui leur ont permis de teindre plus de tissu en utilisant le même temps de travail. Cela a permis de réduire les coûts de production et d'accélérer la production. Ces méthodes sont encore utilisées aujourd'hui, comme le montre l'image 4, qui montre un fabricant de tissu contemporain utilisant une grande cuve de teinture à Kano.

En Afrique de l'Est, en revanche, il y avait peu de grands États centralisés. Ceux qui ont existé n'ont généralement pas mis l'accent sur le développement des industries nationales. Le royaume d'Ufipa en Tanzanie, par exemple, était un État relativement sophistiqué par rapport à d'autres sociétés d'Afrique de l'Est, généralement décentralisées. Les souverains d'Ufipa encourageaient le commerce mais n'investissaient pas activement dans l'industrie. Cela s'explique par l'évolution différente du commerce en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est. Les marchands et les États d'Afrique de l'Ouest avaient beaucoup à gagner en investissant dans le commerce régional à grande échelle des produits manufacturés nationaux. Mais dans la majeure partie de l'Afrique de l'Est, le commerce était principalement axé sur l'exportation de matières premières rentables, comme l'ivoire, vers les négociants internationaux. Les États ont tendance à promouvoir les secteurs et les activités qui, selon eux, génèrent le plus de profits. Ainsi, les politiques du gouvernement d'Ufipa visaient davantage à attirer les marchands d'ivoire qu'à développer l'industrie textile. De même, de nombreux États contemporains choisissent de se concentrer davantage sur les *industries extractives* rentables que sur le développement des industries manufacturières.

6. L'impact du commerce mondial

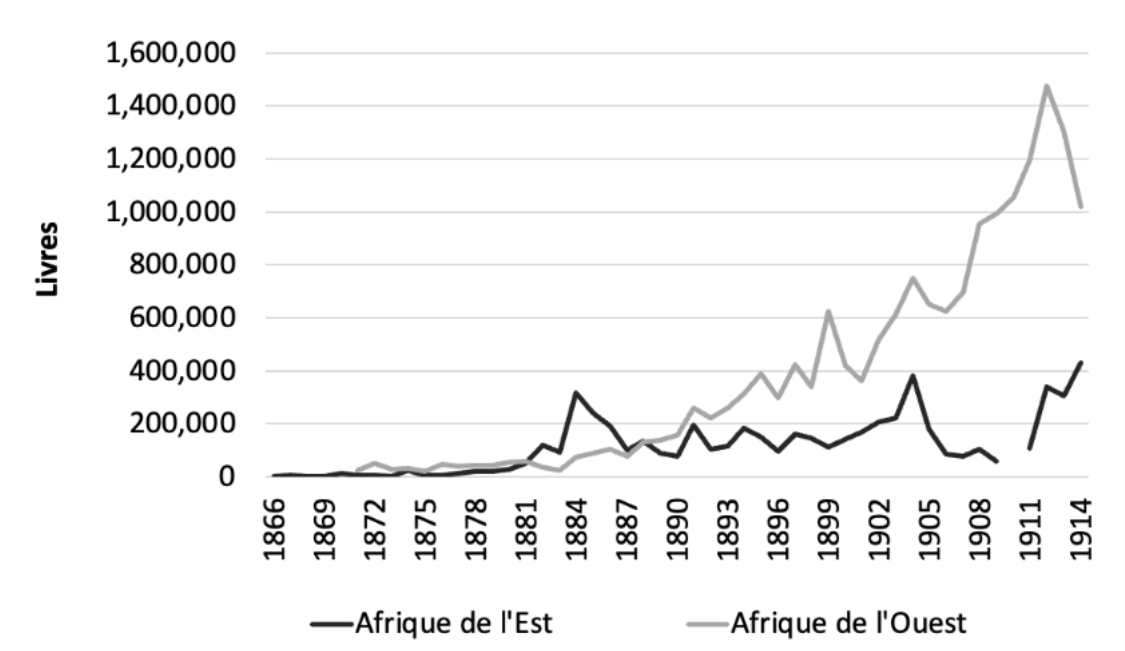
Au cours du 19e siècle, le commerce entre l'Afrique subsaharienne et les autres régions du monde s'est rapidement développé. Comme nous l'avons appris dans l'introduction de ce chapitre, les partisans de la *théorie de la dépendance* partent du principe que l'augmentation des importations de tissus a nui aux industries nationales africaines. Ainsi, selon eux, le commerce mondial a freiné le développement industriel en Afrique. Cependant, comme nous le verrons, les industries textiles d'Afrique de l'Ouest ont en fait bénéficié d'un certain nombre d'avantages en s'engageant dans l'économie mondiale, plus que ce ne fut le cas en Afrique de l'Est. Cela a été possible en partie parce que les premiers avantages industriels de l'Afrique de l'Ouest, que nous avons explorés dans les sections 2 à 5, ont placé la région dans une position industrielle forte au 19e siècle.

Les profits des cultures de rapport et la demande des consommateurs
Au 19e siècle, l'Afrique de l'Ouest exportait de nombreuses *cultures commerciales* pour répondre à la demande croissante de matières premières dans les régions en voie d'industrialisation. Par exemple, l'Igboland, au sud du Nigeria, a commencé à exporter de grandes quantités d'huile de palme, qui étaient acheminées vers la côte le long des cours d'eau. Ce type de commerce mondial pouvait contribuer à revigorer les industries textiles nationales. Les bénéfices tirés de l'exportation de l'huile de palme ont permis aux habitants de s'enrichir et d'acheter davantage de tissus. Certains tissus étaient importés, notamment de Grande-Bretagne, mais une grande partie était fabriquée localement. La demande de tissus augmentant parallèlement à la hausse des revenus, l'industrie textile s'est développée. Les femmes Igbo ont même développé de nouveaux tissus aux motifs plus complexes, appelés *Akwete*. Cela permet d'illustrer les relations entre les différents secteurs d'une même économie. Ici, l'expansion du secteur agricole, orienté vers le monde, a favorisé la croissance du secteur industriel, orienté vers le local.

La plupart des industries textiles d'Afrique de l'Est n'ont pas bénéficié des avantages stimulants de l'augmentation des revenus provenant de l'exportation de cultures de rapport. Cela s'explique par des facteurs géographiques locaux. Les centres industriels d'Afrique de l'Est étaient souvent situés loin à l'intérieur des terres, avec un accès difficile aux centres commerciaux côtiers. Cela réduisait les bénéfices potentiels des exportations de cultures de rente. C'était le cas, par exemple, du royaume textile d'Ufipa, situé au cœur de l'intérieur de la Tanzanie, où les cours d'eau sont rares. Le coût élevé du transport à pied des produits agricoles vers les marchés côtiers éloignés a empêché la région d'augmenter ses revenus grâce aux exportations de cultures de rente.

Les effets des importations de produits manufacturés
Nous avons vu comment les exportations mondiales pouvaient stimuler les industries textiles africaines, mais quel était l'impact des importations de tissus et d'autres produits en coton en provenance de pays comme la Grande-Bretagne, l'Inde et les États-Unis sur les industries locales? Comme nous l'avons vu dans la figure 1, les importations de tissus ont augmenté plus rapidement en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique de l'Est au 19e siècle. Cependant, de nombreuses industries textiles ouest-africaines ont continué à se développer malgré l'augmentation des importations de tissus en provenance de l'étranger. En fait, la *concurrence* des tissus importés a souvent stimulé l'innovation locale. Par exemple, certains tisserands Igbo ont commencé à reproduire des motifs populaires importés de l'Inde et de l'Angleterre. Il est important de noter que le développement de nouveaux produits nationaux comme ceux-ci a été favorisé par l'utilisation croissante de fils importés, en particulier de Grande-Bretagne. Le filage à la main demande beaucoup de temps, ce qui en fait une partie du processus de production très *exigeante en main-d'œuvre*. L'importation de cet *intrant industriel* en provenance de Grande-Bretagne a donc contribué à accroître la *productivité industrielle* et à élargir la gamme de couleurs possibles pour les tissus. Comme le montre la figure 2, les importations de fil britannique en Afrique de l'Ouest ont rapidement augmenté à la fin du 19e siècle, dépassant rapidement les importations de fil en Afrique de l'Est.

Figure 2: Importations de fil en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est, 1866-1914



Sources: Rapports commerciaux annuels britanniques et indiens, 1866-1914.

Les importations de fil étaient pratiquement inexistantes dans la plupart des régions intérieures de l'Afrique de l'Est. Dans le cas de la Tanzanie, l'importation de fil à grande échelle n'était tout simplement pas possible en raison du coût élevé du transport des marchandises à pied jusqu'à l'intérieur des terres. Toutefois, les fils importés d'Inde et de Grande-Bretagne *ont été* utilisés dans les régions industrielles plus résistantes de Somalie et d'Éthiopie, dans le nord de l'Afrique de l'Est. En fait, la plupart des importations de fil en Afrique de l'Est illustrées dans la figure 2 étaient destinées à cette région. Les tisserands de la région côtière de Mogadiscio ont utilisé du fil coloré importé pour fabriquer des tissus rayés. Des quantités croissantes de fil ont également été importées en Éthiopie, pays enclavé, après l'ouverture du chemin de fer Éthio-Djibouti en 1901. Les intrants industriels importés ont aidé les tisserands locaux à réduire le coût de production des togas *shamma* éthiopiens. Ils ont ainsi pu rivaliser avec les tissus bon marché importés d'Europe, d'Inde et des États-Unis. Mais surtout, les producteurs ne pouvaient pas profiter de ces avantages s'il n'existait pas d'abord un moyen rentable de transporter les intrants industriels importés vers les régions productrices de textile.

7. L'impact de la domination coloniale

Au cours du 19e siècle, une grande partie de l'Afrique subsaharienne a été colonisée par les puissances européennes. Quel a été l'impact de la colonisation sur les industries nationales? Comme nous le verrons, l'impact diffère d'une région à l'autre. Cela est dû (1) aux types

d'interventions coloniales que chaque région a connues et (2) à la force des industries existantes, qui a contribué à déterminer dans quelle mesure elles pouvaient faire face aux pressions coloniales.

La fiscalité

Comme nous l'avons déjà appris dans la section 5, les *institutions* ont influencé le développement des industries pendant la période précoloniale. Pendant la période coloniale, les colonisateurs ont imposé un certain nombre de nouvelles *institutions coloniales*. Certaines de ces institutions ont perturbé les industries nationales, en particulier en Afrique de l'Est.

L'une de ces institutions est la fiscalité. Les puissances coloniales ont imposé de nouvelles taxes aux régions qu'elles colonisaient. Ces exigences fiscales ont créé des problèmes pour les ménages qui n'avaient pas les moyens de les payer. En Afrique orientale allemande (aujourd'hui Tanzanie, Rwanda et Burundi), les colonisateurs ont imposé une *taxe sur les huttes à* tous les hommes adultes au début du 20e siècle. Dans la région de l'Ufipa, productrice de tissus, la plupart des hommes n'avaient pas l'argent nécessaire pour payer leurs impôts. Par conséquent, de nombreux hommes ont migré vers la côte pour travailler dans des plantations appartenant à des Européens, moyennant un salaire. Cette *migration de la main-d'œuvre* a rapidement réduit l'offre de travailleurs textiles vivant à Ufipa, entraînant l'effondrement de l'industrie du tissu. Ces types d'impôts prélevés sur les individus (connus sous le nom *d'impôts directs*) étaient courants dans la majeure partie de l'Afrique de l'Est. En Afrique de l'Ouest, en revanche, les recettes fiscales provenaient principalement de l'imposition du vaste commerce de la région (*fiscalité indirecte*) plutôt que de l'imposition des personnes. L'imposition directe, potentiellement perturbatrice, est donc restée relativement limitée dans la majeure partie de l'Afrique de l'Ouest.

Étude de cas: l'impérialisme du coton au Nigeria britannique

Dans certains cas, les colonisateurs considéraient le déclin de la production textile nationale comme potentiellement bénéfique pour la *métropole*, ou pays colonisateur. Selon eux, les fabricants européens pouvaient vendre davantage de tissus fabriqués en usine aux colonies s'ils n'étaient pas confrontés à la concurrence des tissus fabriqués localement. Dans le même temps, ils pouvaient acheter plus de coton brut aux colonies (pour l'utiliser dans les industries européennes) si ce coton n'était pas utilisé par les tisserands africains. C'est pourquoi les théoriciens de la désindustrialisation ont affirmé que la domination coloniale était préjudiciable aux industries nationales. Toutefois, comme l'illustre le cas du Nigeria, en Afrique de l'Ouest britannique, des industries locales fortes pouvaient persévérer même lorsque les puissances coloniales tentaient d'interférer avec les industries locales.

Au début du 20e siècle, la British Cotton Growing Association (BCGA) a activement tenté de faire des colonies nigérianes de la Grande-Bretagne la principale source de coton brut pour l'industrie textile britannique et un marché majeur pour les tissus britanniques. Ces deux objectifs ont été contrecarrés par la puissance de l'industrie textile nationale, et ce pour deux raisons principales. Tout d'abord, la BCGA a fixé des prix d'achat très bas pour le coton brut nigérian afin de réduire le coût des matières premières pour l'industrie textile britannique.

Cependant, les producteurs locaux de textile au Nigeria étaient prêts à payer des prix beaucoup plus élevés, de sorte que les agriculteurs africains ont simplement vendu leur coton brut aux fabricants locaux plutôt qu'aux Britanniques. Deuxièmement, les textiles fabriqués par les Britanniques ont eu du mal à concurrencer les tissus fabriqués localement. Le tissu local était apparemment plus durable et plus attrayant sur le plan esthétique pour de nombreux consommateurs.

Les Britanniques ont réussi à obtenir de grandes quantités de coton brut dans une autre colonie, l'Ouganda: l'Ouganda. Le Protectorat de l'Ouganda allait devenir le plus grand exportateur de coton brut de l'Afrique britannique. Toutefois, il est important de noter qu'aucune industrie textile de coton n'avait jamais existé en Ouganda, de sorte que les Britanniques n'ont pas eu à faire face à la concurrence des fabricants locaux.

8. L'industrie manufacturière au 20e siècle

En Afrique de l'Ouest, les modèles régionaux de production et de commerce de tissus se sont poursuivis et ont évolué pendant et après la période coloniale. Au cours du 20e siècle, les niveaux d'importation de tissus ont continué à augmenter. Les pays nouvellement industrialisés, comme le Japon et finalement la Chine, ont également commencé à envoyer de grandes quantités de tissus en Afrique subsaharienne. Mais les fabricants locaux d'artisanat d'une grande partie de l'Afrique de l'Ouest ont persévéré.

Au milieu des années 1960, on estimait que 50 millions de yards de tissu étaient tissés à la main chaque année rien qu'au Nigeria. Vers le milieu du siècle, les Tiv de l'État de Benue (dans le sud-est du Nigeria) tissaient encore au moins la moitié de leurs propres vêtements et en produisaient également de grandes quantités pour le commerce régional. L'introduction du transport motorisé a permis aux tisserands Bùnú du sud-ouest du Nigeria d'envoyer des quantités croissantes de tissu vers l'Igboland, bien que ce commerce ait été interrompu par la guerre civile nigériane en 1967. En Igboland, les techniques de tissage *Akwete* ont continué à se répandre dans toute la région. Comme le montre l'image 5, les femmes tisseuses de la région utilisent toujours ces méthodes. Aujourd'hui, la production de tissus continue de prospérer et de compléter les revenus des ménages dans le sud du Nigeria, car les consommateurs continuent d'exiger des tissus domestiques de haute qualité ayant une forte valeur culturelle.

Femme tissant le tissu Akwete sur un métier à tisser large
Source: Wikimedia Commons (photographe: Ekekeh Ubadire Obiama, 2017).

Dans le nord du Nigéria, en revanche, le tissage sur métier à main a connu un déclin plus marqué à partir des années 1920 environ. Cette évolution est probablement liée à certains changements survenus dans la région, qui ont affecté l'offre de *main-d'œuvre* textile et les *marchés de consommation*. Tout d'abord, l'économie du nord du Nigeria a longtemps dépendu du travail des esclaves, mais l'esclavage a pris fin pendant la période coloniale. Les travailleurs du textile et les cultivateurs de coton autrefois réduits en esclavage pouvaient désormais choisir d'autres possibilités d'emploi. Deuxièmement, l'important commerce caravanier transsaharien a commencé à décliner au début des années 1920. Cela a réduit l'accès à d'importants *marchés d'exportation* pour les tissus du nord du Nigeria. Cependant, l'ancienne industrie textile de la région à Kano n'a pas simplement disparu. Les relations commerciales avec les populations du désert sont restées intactes, même si elles ont diminué. Aujourd'hui encore, les Touaregs continuent de porter les voiles indigo caractéristiques, teints dans les grandes cuves que l'on voit ci-dessus sur l'image 4.

Pour en revenir à l'Afrique de l'Est, les industries textiles de la majeure partie de la région avaient déjà disparu au début du 20e siècle, ayant souffert de la réduction des marchés de consommation et d'interventions coloniales plus perturbatrices. Toutefois, dans les zones du nord de l'Afrique de l'Est où les marchés de consommation étaient plus importants, la production s'est poursuivie beaucoup plus longtemps. Sur la côte du Benadir, au moins 1 000 ménages tissaient dans les années 1950. L'industrie n'a commencé à disparaître qu'avec les violentes perturbations sociales et économiques provoquées par la guerre civile à la fin du 20e siècle. Dans l'Éthiopie voisine, les traditions de tissage à la main se répandaient encore au début du 21e siècle, les agriculteurs s'adonnant de plus en plus au tissage pour générer des revenus supplémentaires.

9. L'industrialisation en Afrique subsaharienne

Comme nous l'avons vu, la fabrication artisanale a persisté dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne. Toutefois, ces industries traditionnelles n'ont pas conduit à une industrialisation généralisée. Les premiers gouvernements post-coloniaux d'Afrique de l'Est et de l'Ouest ont tenté de stimuler la fabrication de textiles en usine dans les années 1960 et 1970 en investissant dans l'industrie et en décourageant les importations de tissus par le biais de barrières commerciales, y compris des droits de douane ou même des interdictions sur les tissus importés. C'est ce que l'on appelle *l'industrialisation par substitution des importations*. Toutefois, ces initiatives n'ont eu qu'un succès limité dans la plupart des pays africains, qui ne disposaient toujours pas de la main-d'œuvre qualifiée et du capital financier nécessaires pour faire fonctionner et entretenir efficacement de grandes usines équipées de machines. Ces politiques d'industrialisation par substitution des importations ont été largement abandonnées dans les années 1980 et 1990, lorsque les pays africains ont été contraints de supprimer les barrières commerciales en échange de prêts financiers de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. La suppression de ces barrières a ouvert les pays africains à de vastes importations de tissus bon marché en provenance des pays nouvellement industrialisés d'Asie, ainsi qu'à des importations massives de vêtements de seconde main en provenance d'Europe et des États-Unis.

Toutefois, comme nous l'avons vu dans ce chapitre, la concurrence des importations ne signifie pas nécessairement que les industries locales ne peuvent pas se développer et même prospérer. Les conditions changent en Afrique. Plus que jamais peut-être, le continent est mieux placé pour s'industrialiser. Tout d'abord, l'Afrique dispose aujourd'hui d'une bien plus grande quantité de main-d'œuvre qualifiée, nécessaire au développement et à la gestion des industries manufacturières. Dans le même temps, la population du continent est en plein essor, créant de vastes marchés de consommation intérieure en pleine croissance dans les pays d'Afrique subsaharienne, ce qui, comme nous l'avons vu, est un ingrédient vital pour le développement des industries. En outre, la généralisation des transports mécanisés en Afrique offre des possibilités d'accroître le commerce régional des produits manufacturés nationaux. Enfin, l'Afrique attire d'importantes sommes d'investissements directs étrangers (IDE) en provenance de pays asiatiques qui cherchent à externaliser leurs entreprises manufacturières. Les investissements étrangers ont déjà stimulé l'industrialisation dans des pays comme l'île Maurice, Madagascar et l'Éthiopie. Cependant, l'industrialisation nécessite des sources d'électricité fiables, ce qui n'est pas encore le cas sur la majeure partie du continent. Pour remédier à cette lacune, il faudra des politiques publiques ciblées. Comme nous l'avons vu dans le cas de l'industrie textile précoloniale de l'Afrique de l'Ouest, les gouvernements jouent un rôle important dans la création de l'environnement commercial nécessaire à l'épanouissement des industries.

10. Conclusion

L'Afrique subsaharienne a une longue histoire de fabrication textile, mais le développement des industries de tissage diffère d'une région à l'autre. Les industries textiles artisanales ont survécu et même prospéré en Afrique de l'Ouest et dans la partie nord de l'Afrique de l'Est avant, pendant et après la période coloniale. En revanche, dans le reste de l'Afrique de l'Est, de nombreuses industries textiles se sont effondrées au début du 20e siècle. La théorie de la désindustrialisation attribue le déclin industriel à l'essor du commerce mondial pendant la période coloniale. Mais nous avons vu que l'histoire ne s'arrête pas là. Plutôt que d'examiner uniquement les *facteurs externes* (comme le commerce mondial et l'intervention coloniale), il est important de prendre en compte les différentes *caractéristiques régionales* qui ont influencé la force des industries nationales. En explorant ces caractéristiques, nous pouvons tirer des enseignements importants sur ce qui permet aux industries de croître et de prospérer.

Nous avons vu que l'ancienneté de l'industrie textile en Afrique de l'Ouest par rapport à la majeure partie de l'Afrique de l'Est a permis de développer plus rapidement une forte *demande des consommateurs* et des *techniques de production* plus complexes. Cela a permis à l'industrie de concurrencer les importations de produits manufacturés en provenance d'outre-mer au cours du 19e siècle. Nous avons également vu qu'il est utile de disposer d'un *environnement fertile* capable de fournir de grandes quantités de coton brut et de nourrir une *population dense*, puisque les gens fournissent à la fois la *main-d'œuvre* pour l'industrie et les *consommateurs* pour les produits. Les *réseaux commerciaux* qui relient les centres industriels à d'autres régions sont également importants car ils permettent aux fabricants d'envoyer leurs produits sur les *marchés d'exportation*. L'Afrique de l'Ouest disposait de tous ces avantages en matière de production et de commerce, contrairement à la majeure partie de l'Afrique de l'Est, à l'exception notable de l'Éthiopie et de la Somalie.

En outre, l'Afrique de l'Ouest comptait de nombreux grands États qui ont contribué à la mise en place *d'institutions* destinées à stimuler davantage la production et le commerce intérieurs. En Afrique de l'Est, en revanche, les grands États sont rares. Ceux qui existaient s'attachaient davantage à encourager le commerce rentable de l'ivoire qu'à promouvoir des industries moins rentables. Des *politiques étatiques* bien conçues, favorisant la croissance industrielle, étaient un ingrédient clé de la vitalité industrielle. Tous ces avantages ont conduit au développement d'industries ouest-africaines suffisamment fortes pour concurrencer les tissus importés et faire face aux interventions coloniales au 19e siècle. En résumé, le commerce mondial et la colonisation ont certainement affecté les industries textiles de l'Afrique subsaharienne, mais les conséquences de ces forces extérieures ont été fortement influencées par un certain nombre de conditions locales.

Les traditions textiles artisanales de l'Afrique n'ont pas conduit à une industrialisation généralisée aux 19e et 20e siècles. Toutefois, aujourd'hui, la combinaison d'une éducation de meilleure qualité, de marchés de consommation en expansion et d'investissements directs étrangers pourrait donner l'impulsion nécessaire pour relancer l'industrialisation de l'Afrique dans les années à venir.

Questions à étudier

1. Qu'est-ce que la théorie de la désindustrialisation? Cette théorie est-elle convaincante? Pourquoi ou pourquoi pas?
2. Les industries textiles se sont développées plus tôt en Afrique de l'Ouest que dans la majeure partie de l'Afrique de l'Est. Comment cette plus longue histoire de fabrication a-t-elle aidé les industries textiles d'Afrique de l'Ouest à concurrencer les importations croissantes de tissus au cours du 19e siècle?
3. Les grands États précoloniaux étaient plus fréquents en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique de l'Est. Pourquoi les grands États ont-ils favorisé le développement des industries textiles?
4. Historiquement, l'Afrique de l'Ouest a été plus densément peuplée que la majeure partie de l'Afrique de l'Est. Qu'est-ce que la densité de population et pourquoi une densité de population plus élevée pourrait-elle être bénéfique pour les industries nationales?
5. Certains chercheurs ont affirmé que les importations de tissus en Afrique subsaharienne ont détruit les industries locales au 19e siècle. D'autres ont affirmé que les importations ont contribué à stimuler l'industrie locale. Donnez deux arguments possibles pour chaque point de vue. Lequel vous semble le plus convaincant, et pourquoi?

Lectures suggérées

Alpers, E. A. (2009) *East Africa and the Indian Ocean,* Princeton: Markus Wiener, chapter 5: "*Futa Benaadir*: Continuity and change in the traditional cotton texitle industry of southern Somalia, c. 1840-1980," pp. 79-98.

Clarence-Smith, W. G. 2014. "The textile industry of East Africa in the longue durée," in E. Akyeampong, R. H. Bates, N. Nunn and J. A. Robinson (eds.) *Africa's development in historical perspective*, New York: Cambridge University Press, pp. 264-294.

Davison, P. and P. Harries (1980) "Cotton weaving in south-east Africa: Its history and technology," *Textile History* 11(1): 175-192.

Frederick, K. (2020) *Twilight of an industry in East Africa: Global trade, colonial rule, and textile manufacturing, 1830-1940*, London etc.: Palgrave Macmillan.

Johnson, M. (1978) "Technology, competition and African crafts," in C. Dewey and A.G. Hopkins (eds.) *The imperial impact: Studies in the economic history of Africa and India*, London: The Athlone Press, pp. 259-269.

Johnson, M. (1980) "Cloth as money: The cloth strip currencies of Africa," *Textile History* 11(1): 193-202.

Kriger, C. E. (2006) *Cloth in West African History*, Lanham: AltaMira Press.

Shea, P. J. (2006) “Big is sometimes best: The Sokoto Caliphate and economic advantages of size in the textile industry,” *African Economic History* 34: 5-21.

A propos de l’auteur

Katharine Frederick est maître de conférences et chercheuse postdoctorale à l’Université d’Utrecht, spécialisée dans le développement industriel en Afrique subsaharienne de la fin de l’ère précoloniale au début de l’ère postcoloniale. Kate a obtenu son doctorat en histoire économique (2018) à l’Université de Wageningen aux Pays-Bas et est actuellement affiliée au projet du Conseil européen de la recherche ”Race to the bottom? Travail familial, moyens de subsistance des ménages et consommation dans la délocalisation de la fabrication mondiale du coton, vers 1750-1990.” Kate est actuellement co-éditrice du blog du Réseau africain d’histoire économique.

Des Cauris aux Téléphones Portables: Les Systèmes Monétaires Africains depuis 1800

Leigh Gardner
London School of Economics and Political Science

Des institutions monétaires et financières efficaces sont la clé du développement économique. Ce chapitre passe en revue l'histoire des systèmes monétaires africains au cours des 19e et 20e siècles, en retraçant le passage des monnaies de matières premières à la monnaie mobile. À travers cette histoire, il examine les questions qui restent pertinentes pour les banques centrales africaines aujourd'hui.

1. Introduction

Des monnaies stables et des institutions financières efficaces constituent une base essentielle pour le développement économique. La monnaie a trois fonctions au sein d'une économie: elle sert de moyen d'échange, de réserve de valeur et d'unité de compte. L'existence d'une unité monétaire commune facilite les échanges de plusieurs façons. Tout d'abord, elle réduit le coût des transactions, à la fois aujourd'hui et à l'avenir, en fournissant une unité standard par laquelle la valeur des choses peut être convenue, et les moyens avec lesquels la transaction peut être effectuée. Deuxièmement, elle permet d'épargner et d'investir les revenus excédentaires. En outre, au-delà de son rôle économique, la monnaie revêt une importance politique considérable, en tant que symbole de l'unité économique et de la prospérité.

L'étude des systèmes financiers a été façonnée principalement par l'expérience des économies avancées d'Europe et d'Amérique du Nord. Cependant, les systèmes monétaires des économies en développement, y compris les économies africaines, diffèrent souvent des économies avancées sur des points importants. Tout d'abord, les institutions financières formelles, comme les banques, ont tendance à être moins développées. En Afrique subsaharienne, cette situation est en partie liée à la démographie: les faibles densités de population, associées à de faibles revenus, signifient que les banques ont du mal à rester rentables en dehors des grandes zones urbaines. Les populations rurales ont donc peu accès aux services financiers. Lorsque moins de personnes ont accès aux banques et aux comptes bancaires, davantage de transactions sont effectuées en espèces qu'avec d'autres instruments financiers (tels que les chèques, les cartes de crédit ou de débit). Cela signifie également que l'épargne tend à être conservée par les particuliers plutôt que par les banques. Les banques ont moins d'argent à prêter aux particuliers ou aux entreprises, qui doivent se tourner vers d'autres institutions 'informelles' pour obtenir des crédits.

La valeur de l'argent en termes de prix, c'est-à-dire les biens qu'une somme d'argent donnée peut acheter, tend également à être moins stable en raison de taux d'inflation plus élevés. L'inflation se produit lorsque la croissance de la masse monétaire dépasse l'offre de biens et que les prix nominaux augmentent. Au plus fort de l'hyperinflation zimbabwéenne de 2008, par exemple, les prix nominaux des biens ont doublé en moins de 24 heures selon certaines estimations. En d'autres termes, si vous receviez votre salaire un vendredi, le pouvoir d'achat de l'argent aurait été divisé par deux le lendemain matin. Bien qu'il s'agisse d'un cas extrême, les taux d'inflation relativement élevés dans de nombreux pays africains font que les gens hésitent souvent à placer leurs économies dans de l'argent et préfèrent d'autres types d'actifs tels que les biens de consommation ou (dans les zones rurales) le bétail.

Les fluctuations de la valeur des monnaies par rapport à d'autres monnaies (taux de change) peuvent également être extrêmement perturbantes pour les secteurs privé et public, qui importent souvent une part importante des biens de consommation. Une variation du taux de change peut soudainement augmenter le prix des biens importés en termes de monnaie locale. Si, par exemple, une personne payée en shillings kenyans souhaite acheter une voiture produite en Afrique du Sud, le prix qu'elle paiera dépendra en partie du taux de change entre le shilling kenyan et le rand sud-africain (ou, en d'autres termes, du nombre de shillings par rand). Le prix initial de la voiture étant exprimé en rands, le prix en shillings augmentera si le shilling se déprécie par rapport au rand (ce qui signifie qu'il faut un plus grand nombre de shillings pour acheter un rand). Le prix payé par le client à Nairobi augmentera donc, même si le prix est resté le même en rand.

Comme les variations de taux de change peuvent se produire très rapidement sur les marchés monétaires mondiaux, les effets peuvent être considérables. Pour les entreprises qui dépendent de produits importés, les variations de taux de change peuvent se traduire par une augmentation soudaine des coûts de production, ce qui peut entraîner une baisse des bénéfices. Pour les particuliers, cela peut se traduire par une augmentation du coût de la vie si, par exemple, les denrées alimentaires importées sont largement consommées. Les gouvernements prennent souvent des mesures pour limiter les fluctuations des taux de change. L'une de ces mesures consiste à fixer des taux de change 'officiels' entre la monnaie nationale et les devises étrangères. Ces taux fixes sont difficiles à appliquer, car ils nécessitent des contrôles bureaucratiques étendus qui imposent des coûts aux particuliers et aux entreprises qui tentent d'acquérir des devises pour acheter des produits importés. Pour éviter ces coûts, nombre de ces acteurs auront recours à de vastes marchés informels de devises, sur lesquels un taux de change parallèle (ou marché noir) est utilisé, qui peut être différent du taux officiel.

Prenons l'exemple d'un commerçant nigérian qui, dans les années 1970, souhaitait acheter des cigarettes au Niger pour les revendre au Nigeria. Cette stratégie était courante à l'époque, car les droits de douane élevés au Nigeria rendaient les cigarettes importées plus chères. Il devait d'abord échanger des nairas nigérians contre des francs CFA nigériens. À cette époque, le gouvernement nigérian limitait l'achat de devises étrangères afin de défendre la valeur du naira. L'échange d'argent sur le marché officiel était donc coûteux, impliquant des délais considérables dans le traitement des demandes de devises et l'incertitude quant au résultat. Le

cambiste peut donc se rendre sur un marché parallèle de devises et échanger des nairas contre des francs CFA au taux parallèle, ou taux du marché. En 1977, le taux parallèle était de 243 francs CFA pour un naira, alors que le taux officiel était de 437. Les cambistes pouvaient réaliser un profit sur la différence entre ces deux chiffres. Après avoir effectué ce change, notre cambiste pouvait acheter des cigarettes au Niger et les importer pour les vendre au Nigeria en échange de naira.

Une mesure encore plus radicale, prise au Zimbabwe après la crise de 2008, consiste à adopter une monnaie étrangère (dans le cas du Zimbabwe, le dollar américain) qui circule à la place de la monnaie locale. Cette mesure a l'avantage de réduire l'incertitude, mais elle signifie également que les gouvernements ne peuvent plus utiliser la politique monétaire pour atténuer les effets des crises. En outre, elle est souvent considérée comme un symbole de perte de souveraineté politique et a un coût politique considérable. Enfin, il peut être difficile pour un tel pays d'acquérir une quantité suffisante de devises étrangères pour les transactions quotidiennes.

Ces deux exemples, la crise zimbabwéenne et le marché parallèle ouest-africain, montrent que les modes d'utilisation de la monnaie en Afrique sont compliqués par des facteurs politiques et économiques locaux. Ce chapitre examine l'évolution des systèmes financiers et monétaires africains depuis le 19e siècle. Il commence par examiner comment les systèmes monétaires africains ont évolué parallèlement à l'expansion spectaculaire des exportations de produits agricoles à partir du début du dix-neuvième siècle. Les deux sections suivantes examinent la première introduction de pièces et de billets émis par l'État sous les régimes coloniaux, puis les changements apportés à ces systèmes après l'indépendance. Les effets des fluctuations des taux de change au cours des années 1970, 1980 et 1990 font l'objet de la section suivante, et le chapitre s'achève sur l'impact des nouvelles technologies au cours de la dernière décennie.

2. Qu'est-ce que la monnaie?

Les trois monnaies mentionnées dans la section précédente (le dollar zimbabwéen, le naira nigérian et le franc CFA) étaient toutes des exemples de 'monnaies fiduciaires'. La monnaie fiduciaire est une monnaie qui n'a pas de valeur fixe en dehors d'elle-même. La plupart des monnaies utilisées aujourd'hui, sous forme de papier-monnaie et de pièces, sont constituées de monnaie fiduciaire. La monnaie fiduciaire a été introduite pour la première fois en Afrique sous la domination coloniale au 20e siècle. Auparavant, en Afrique comme dans une grande partie du reste du monde, les objets utilisés comme monnaie étaient évalués soit parce qu'ils avaient une valeur intrinsèque en tant que biens ('monnaie marchandise'), soit parce qu'ils pouvaient être échangés contre quelque chose qui en avait une. La poussière d'or est un exemple de monnaie-marchandise qui circulait en Afrique de l'Ouest. La valeur de la poussière d'or était déterminée par son poids, tout comme les pièces d'or étaient souvent pesées en Europe à des époques antérieures pour évaluer leur valeur en fonction de la quantité d'or qu'elles contenaient. Plus tard, sous le régime de l'étalon-or introduit par les puissances coloniales, l'or est resté la source de la valeur de la monnaie, mais d'une manière différente. Les pièces n'avaient plus de

valeur principalement parce qu'elles contenaient des métaux précieux, mais parce qu'elles pouvaient être échangées contre une certaine quantité d'or. Ces monnaies sont connues sous le nom de 'monnaie représentative'.

Avant le début de la colonisation, la monnaie-marchandise était le type de monnaie le plus courant en Afrique subsaharienne. Outre la poudre d'or, d'autres marchandises telles que certains types de coquillages ou de tissus étaient également largement utilisées comme monnaie. Les premiers observateurs européens ont souvent mal compris les systèmes monétaires africains, supposant que l'échange de tissus ou de coquillages n'était qu'un échange de 'troc' dans lequel la monnaie n'était pas utilisée. Des recherches ultérieures sur les monnaies de marchandises de l'Afrique précoloniale ont montré que, quels que soient les préjugés des commerçants européens, ces monnaies constituaient un système monétaire sophistiqué et polyvalent, bien adapté aux conditions africaines. L'un des exemples les plus connus, qui a circulé en Afrique de l'Est et de l'Ouest ainsi qu'en Inde et en Chine, est le cauris. Les cauris, ou plus précisément les coquilles de *Cypraea moneta*, étaient importés principalement des îles Maldives, dans l'océan Indien.

Le volume des importations de cauris était considérable: au début du 19e siècle, les Anglais expédiaient à eux seuls environ 100 tonnes de cauris en Afrique chaque année. Les cauris individuels ou en petit nombre pouvaient être utilisés pour de petits achats sur les marchés locaux. Ils étaient également échangés en unités plus importantes. Sur la côte ouest-africaine, par exemple, les cauris étaient enfilés sur des cordes de quarante cauris chacune, et plusieurs cordes constituaient des unités plus importantes. En 1720, une 'grande cabess' de 100 cordes (ou 4 000 coquillages) valait environ 1 livre sterling.

En tant que moyen d'échange, les cauris présentaient plusieurs avantages. Ils étaient impossibles à contrefaire et suffisamment durables pour survivre aux voyages sur de longues distances. Ils servaient également de réserve de valeur et d'unité de compte. Les chapelets de cauris pouvaient également être incorporés aux vêtements ou aux bijoux, tout comme les métaux précieux, pour constituer une forme d'épargne. En temps de crise, cette épargne pouvait être démantelée et utilisée pour acheter des denrées alimentaires ou d'autres biens de consommation. Elles pouvaient également être conservées individuellement dans de grandes salles de trésor qui ont existé jusqu'au 20e siècle.

Coquilles de cauris sur une corde d'écorce, Ouganda
Source: British Museum

Les textiles constituaient une autre monnaie d'échange importante. Les commerçants portugais arrivant sur la côte ouest-africaine au 15e siècle ont d'abord rencontré un système monétaire basé sur les textiles produits localement. La production textile locale a été complétée par des textiles produits en Europe et en Asie, importés en Afrique de l'Ouest par des commerçants qui les échangeaient avec des agents africains contre de l'or, des esclaves, de l'ivoire, de la gomme arabique et d'autres produits. Au fur et à mesure que le volume des échanges augmentait, certains types de tissus devenaient des unités monétaires de plus en plus importantes. La sélection de certains types de tissus permettait à la fois de maintenir des prix stables dans un contexte d'importations croissantes de textiles et de garantir un certain niveau de qualité. Un exemple, qui est devenu l'une des importations les plus importantes pendant la traite atlantique des esclaves, était un type de tissu de coton teint d'un bleu foncé frappant, produit en Inde. Connu sous le nom de 'guinee', ce tissu avait une odeur spécifique que les producteurs européens ne pouvaient pas imiter et que les négociants africains pouvaient utiliser pour déterminer s'il s'agissait d'un tissu authentique. La couleur du tissu et les méthodes de production lui conféraient des caractéristiques similaires à celles des cauris.

3. Une 'révolution monétaire'?

Lorsque la domination coloniale a été établie à la fin du 19e siècle, les gouvernements coloniaux ont progressivement interdit la circulation des monnaies africaines précoloniales. Ils espéraient remplacer la circulation simultanée de monnaies multiples par la circulation de monnaies uniques composées de monnaie représentative à l'intérieur des frontières coloniales nouvellement établies. Les historiens de l'histoire monétaire africaine ont parfois qualifié l'introduction des monnaies coloniales de 'révolution monétaire'. Cette expression repose sur l'idée que les monnaies coloniales ont permis de réduire les coûts de transaction et de faciliter la commercialisation rapide des économies africaines à la fin du 19e siècle et au début du 20e

siècle. Cette idée a été débattue: étant donné le pouvoir limité de l'État colonial à ses débuts, les lois interdisant l'utilisation des monnaies de marchandises étaient souvent difficiles à appliquer et de nombreux Africains ont continué à utiliser des coquillages et d'autres monnaies datant de la période précoloniale. Pourquoi l'administration coloniale a-t-elle voulu retirer ces monnaies de la circulation et pourquoi a-t-elle échoué dans un premier temps? Pour répondre à ces questions, nous devons examiner de plus près ce qui influence les pratiques des personnes (et des gouvernements) en matière de dépense ou d'épargne de certains types d'actifs financiers.

Le développement du commerce avec l'Europe au cours du 19e siècle a ajouté des pièces de monnaie étrangères à l'ensemble des monnaies en circulation, en particulier près des côtes de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique de l'Ouest. Les pièces étrangères étaient recherchées par les commerçants africains car elles pouvaient être échangées contre des biens importés de plus en plus variés, disponibles par le biais du commerce côtier. En Gambie, par exemple, au 19e siècle, les fonctionnaires coloniaux britanniques se plaignaient que les producteurs africains préféraient commercer avec les Français, qui payaient en pièces de 5 francs (connues sous le nom de 'dollars'), plutôt qu'avec les entreprises britanniques, qui avaient tendance à utiliser des produits commerciaux tels que les textiles ou les manilles. Les commerçants britanniques étaient réticents à utiliser des pièces de monnaie, car ils pouvaient réaliser des bénéfices supplémentaires grâce à l'arbitrage, c'est-à-dire la différence entre le prix des biens de consommation en Grande-Bretagne et leur valeur plus élevée en Afrique de l'Ouest. Par exemple, une unité de tissu de coton achetée en Grande-Bretagne au milieu du 19e siècle pour dix livres en monnaie britannique aurait pu permettre d'acheter un certain volume d'huile de palme en Afrique de l'Ouest. En raison de la forte demande de tissus de coton en Afrique de l'Ouest, l'huile de palme achetée avec ce tissu aurait pu avoir une valeur plus élevée en monnaie britannique que le tissu de coton. Dans ce cas, le prix ouest-africain du tissu de coton (en termes d'huile de palme) était plus élevé que le prix britannique (en termes de livres). Profiter des différences de prix d'un même bien entre deux marchés différents est connu sous le nom d'arbitrage.

Les gouvernements coloniaux avaient toutefois des besoins différents. Ils devaient collecter des impôts sur l'ensemble de leurs nouveaux territoires afin d'assurer la viabilité financière de leurs nouvelles administrations. Ils devaient également être en mesure de dépenser ces recettes fiscales au niveau international, pour payer les pensions des fonctionnaires coloniaux ou acheter du matériel en Europe. Le système de monnaies multiples en place avant la période coloniale a introduit des coûts et des risques dans ces transactions. Si les taux de change entre, par exemple, un grand cabess et la livre sterling changeaient, cela aurait pu imposer des pertes à une administration coloniale dont les dépenses et les dettes étaient libellées en livres. C'est pour ces raisons que les commerçants européens, avant la période coloniale, étaient prêts à payer les exportations africaines en cauris et en tissus, mais pas à recevoir ces marchandises pour l'achat d'autres biens importés tels que les armes à feu. Les cauris et les tissus avaient une valeur inférieure sur les marchés européens et ne pouvaient donc pas être échangés au même taux contre les devises européennes dont les sociétés commerciales avaient besoin.

À la fin du 19e siècle, les gouvernements coloniaux ont donc commencé à promulguer des lois interdisant l'importation de cauris et de manilles et déclarant qu'ils n'avaient plus cours légal à l'intérieur des frontières coloniales. Ils ont alors commencé à émettre de nouvelles monnaies destinées à remplacer les anciennes monnaies de marchandises. Il s'agit notamment de la livre d'Afrique de l'Ouest, de la roupie d'Afrique de l'Est, du shilling d'Afrique de l'Est et du franc congolais. Ces nouvelles monnaies avaient plusieurs objectifs, outre la minimisation du risque de change évoquée plus haut. Elles jouaient un rôle politique important en démontrant la souveraineté des administrations coloniales sur les territoires africains. Les images utilisées sur les pièces et les billets eux-mêmes visaient clairement à établir un lien entre leur émission et le régime impérial. Les pièces coloniales britanniques, par exemple, portaient l'image du monarque (voir l'image ci-dessous). Les gouvernements coloniaux espéraient également utiliser l'émission de nouvelles monnaies pour renforcer leur contrôle macroéconomique sur les économies coloniales.

Un shilling d'Afrique de l'Ouest (1916)
Source: British Museum

Dans quelle mesure ces politiques ont-elles atteint leurs objectifs? Comme pour la plupart des politiques coloniales, les effets ont été lents et inégaux. Les monnaies coloniales ont été de plus en plus utilisées comme moyen d'échange dans le commerce croissant entre les colonies africaines et leurs colonisateurs européens. Cependant, elles n'ont pas remplacé les monnaies précoloniales avant plusieurs décennies. Des rapports contemporains font état d'exemples de cauris, de manilles et de cauris encore utilisés comme moyen d'échange et réserve de valeur au cours des premières décennies du vingtième siècle. Certains ont interprété cela comme un acte de protestation contre le symbolisme politique des monnaies coloniales. D'autres explications mettent l'accent sur l'utilisation des monnaies. Dans de nombreux cas, la plus petite dénomination de la monnaie coloniale était trop importante pour les petites transactions quotidiennes.

Si la réglementation coloniale n'a pas suffi à remplacer les monnaies de marchandises, qu'est-ce qui l'a fait? Diverses explications ont été avancées pour expliquer l'abandon progressif des monnaies de marchandises. L'une d'entre elles est l'inflation liée à l'expansion du commerce

avec l'Europe. Le boom commercial de la fin du 19e siècle et du début du 20e siècle a entraîné une augmentation spectaculaire du volume des importations de monnaies de marchandises. Comme les monnaies de matières premières ne pouvaient pas être converties en monnaies internationales, cette augmentation de volume a entraîné une inflation des prix libellés dans ces monnaies. Les cauris en sont un exemple particulièrement éloquent. Alors que la demande européenne de produits africains augmentait au 19e siècle, les commerçants ont commencé à importer de plus grandes quantités de cauris, complétant les cauris originaux des Maldives par une espèce plus grande et plus abondante trouvée à Zanzibar (Cypraea Annulus). 'L'inflation des cauris' du 19e siècle a augmenté les coûts de leur utilisation comme moyen d'échange. Cela comprenait les coûts liés au déplacement physique d'un nombre suffisant de cauris pour effectuer des achats plus importants, ainsi que les coûts liés au comptage et au stockage des cauris. Cette évolution s'est accompagnée d'une inflation générale des prix, ce qui a permis d'utiliser de plus petites coupures de monnaie coloniale pour les transactions quotidiennes. Une autre explication est liée à l'expansion de l'État colonial au cours du 20e siècle. Un nombre croissant d'employés africains - membres des services armés coloniaux ou employés à la construction de routes et de chemins de fer - recevaient leur salaire en monnaie britannique, ce qui a élargi sa circulation. Enfin, l'expansion de l'infrastructure coloniale s'est accompagnée d'une commercialisation croissante, de plus en plus d'Africains s'engageant sur le marché international, pour lequel la monnaie coloniale était nécessaire.

4. Qui émet la monnaie?

La valeur des monnaies de marchandises fluctuait parce que leur offre ne pouvait pas être contrôlée - elle était régie par le marché, et non par une institution. En revanche, les monnaies représentatives et les monnaies fiduciaires sont émises par une institution - généralement, aujourd'hui, une banque centrale - qui contrôle l'offre de monnaie selon des règles et des politiques spécifiques. Comme le montre l'exemple de l'hyperinflation au Zimbabwe, cela ne garantit pas nécessairement la stabilité des prix. Cette section passe en revue les différents types d'institutions qui ont émis de la monnaie en Afrique subsaharienne. Chaque type d'institution a des conséquences différentes sur la stabilité de la valeur de la monnaie.

L'offre de monnaies coloniales était réglementée par des institutions connues sous le nom de caisses d'émission. La caractéristique d'une caisse d'émission est son pouvoir discrétionnaire limité sur l'offre de monnaie. Dans un régime de caisse d'émission, une monnaie locale (comme la livre ouest-africaine ou le franc congolais) est émise à un taux de change fixe par rapport à une monnaie d'ancrage (comme la livre sterling ou le franc belge). Les banques ne peuvent acquérir de la monnaie locale qu'en déposant un montant équivalent de la monnaie d'ancrage auprès de la caisse d'émission. La caisse d'émission détient ce dépôt en tant que réserve, ce qui garantit que les personnes qui détiennent de la monnaie locale peuvent toujours la racheter à sa valeur fixe pour le même montant dans la monnaie d'ancrage. Cette garantie permet de maintenir la valeur de la monnaie locale et d'éviter sa dépréciation par rapport à d'autres monnaies. La priorité accordée à la stabilité des taux de change correspondait au souhait des gouvernements coloniaux d'utiliser l'argent collecté localement sous forme de taxes pour

acheter des produits manufacturés en Europe. Cependant, un tel arrangement présente plusieurs inconvénients. L'un d'eux est que les gouvernements coloniaux ne peuvent pas utiliser la masse monétaire ou le taux de change pour stimuler l'expansion économique ou répondre aux crises. Un deuxième problème potentiel est que les réserves détenues par les caisses d'émission ne peuvent pas être utilisées pour des investissements locaux.

Ce sont ces deux aspects des systèmes monétaires coloniaux, ainsi que le rôle des monnaies coloniales en tant que symbole de domination politique, qui ont incité de nombreux gouvernements africains (mais pas tous) à créer des banques centrales après le transfert du pouvoir dans les années 1950 et 1960. Le naira a été introduit en 1972 par le gouvernement nigérian indépendant, en remplacement de la première monnaie nationale du pays, la livre nigériane. Son introduction a marqué la séparation progressive du système monétaire nigérian de celui de son ancien colonisateur, la Grande-Bretagne. La livre nigériane avait remplacé la monnaie coloniale, la livre ouest-africaine, qui circulait au Nigeria, au Ghana, en Sierra Leone et en Gambie depuis 1913. Des processus similaires sont en cours dans d'autres régions d'Afrique. À l'est, le shilling est-africain, qui avait circulé au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie et à Zanzibar, sous domination britannique, a été remplacé par les shillings kenyan, ougandais et tanzanien. Dans l'ancien Congo belge, le franc colonial a été remplacé par le zaïre en 1967.

Par rapport aux caisses d'émission, les banques centrales disposent d'un pouvoir discrétionnaire beaucoup plus important, ce qui signifie qu'elles peuvent tenter plus activement d'influencer l'activité économique par le biais de la politique monétaire. Elles peuvent prendre des mesures pour augmenter la masse monétaire en période de ralentissement économique et modifier le taux de change fixe afin de changer le prix des exportations nationales par rapport aux importations. Elles peuvent également prêter de l'argent au gouvernement. En outre, les banques centrales jouent un rôle important dans le système financier, en tant que prêteur en dernier ressort pour les banques commerciales qui se trouvent en difficulté financière. Le pouvoir discrétionnaire s'accompagne toutefois de risques. Si ces pouvoirs sont mal utilisés - souvent en raison d'interférences politiques dans les opérations de la banque centrale - cela peut conduire à l'inflation (comme dans le cas du Zimbabwe ci-dessus). En outre, si la banque centrale fixe le taux de change au-dessus ou au-dessous du taux du marché, il peut en résulter des distorsions économiques. Dans les années 1970 et 1980, par exemple, le taux de change officiel du naira surévaluait la monnaie par rapport au taux du marché. Cette situation a profité aux consommateurs urbains, politiquement puissants, en rendant les importations moins chères, mais a nui aux producteurs agricoles ruraux en rendant leurs exportations plus onéreuses.

En raison de ce risque, les banques centrales africaines ont été relativement lentes à faire usage de leurs nouveaux pouvoirs après l'indépendance. De nombreux chercheurs ont affirmé que la décision initiale de créer des banques centrales était largement motivée par des considérations politiques. On pensait à l'époque que les banques centrales étaient un symbole de souveraineté nationale et qu'elles étaient nécessaires pour démontrer l'indépendance des nouveaux États par rapport à leurs anciens colonisateurs. Ces considérations ont influencé la conception des nouvelles pièces et des nouveaux billets. Les gouvernements nouvellement indépendants se sont souvent inspirés de l'histoire des monnaies-marchandises pour concevoir leurs propres

pièces et billets au 20e siècle. Les pièces de cedi ghanéennes, par exemple, ont une face ornée d'un cauris. En termes de politique, cependant, la gestion des nouvelles monnaies ressemblait beaucoup au système en place pendant la période coloniale. Les nouvelles monnaies, comme la livre nigériane, sont restées arrimées à la livre britannique jusque dans les années 1970, et bien que les exigences en matière de réserves aient été légèrement réduites et que certains prêts de la banque centrale au gouvernement aient été autorisés, la plupart des banques centrales africaines sont restées assez conservatrices jusque dans les années 1970.

D'autres pays africains, notamment les colonies francophones, ont choisi de conserver les arrangements monétaires coloniaux. Le franc CFA, mentionné dans l'introduction, a été émis pour la première fois en 1945 par les autorités coloniales françaises. L'acronyme CFA signifiait à l'origine Colonies françaises d'Afrique. L'introduction d'une nouvelle monnaie pour les territoires coloniaux français autorisés a été motivée par la dévaluation du franc français après la Seconde Guerre mondiale. La métropole avait connu un niveau d'inflation plus élevé pendant la guerre, et le nouveau franc CFA a permis de modifier le taux de change entre les deux francs, de sorte que 1 franc CFA valait 1,7 franc métropolitain. Hormis cette différence, la question du franc CFA colonial était similaire à bien des égards à celle des caisses d'émission coloniales britanniques de l'époque. Lorsque les colonies françaises sont devenues indépendantes dans les années 1960, les dirigeants des nouveaux États ont accepté de maintenir l'union monétaire. Des banques centrales régionales ont été créées en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, mais elles ont conservé un lien étroit avec la Banque de France à Paris afin de maintenir la convertibilité du franc CFA et du franc français (ultérieurement l'euro).

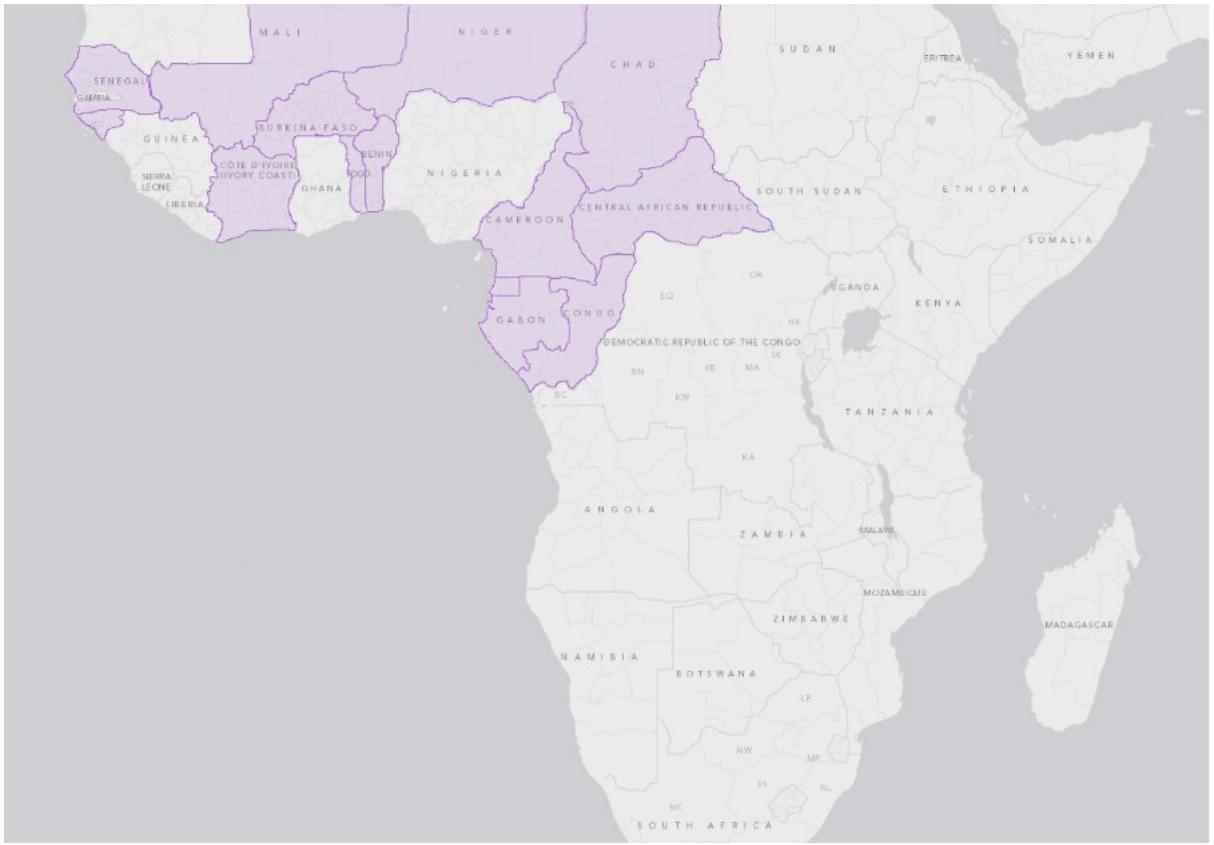
5. Jusqu'où l'argent doit-il voyager? Les unions monétaires depuis 1945

Aujourd'hui, la zone franc CFA est considérée comme l'une des unions monétaires les plus anciennes du 20e siècle. Un certain nombre d'études ont comparé les performances économiques des pays de la zone franc depuis leur indépendance à celles d'autres anciennes colonies qui ont établi leur propre monnaie nationale. Ce débat continue d'influencer la politique actuelle, car au cours des décennies qui ont suivi l'indépendance, de nombreuses nouvelles unions monétaires ont été proposées. L'Union monétaire de l'Afrique de l'Est (UMAE) en est un exemple. Selon les termes d'un protocole signé par les dirigeants du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie, du Rwanda et du Burundi à la fin de l'année 2013, l'Union monétaire de l'Afrique de l'Est (UMAE) serait établie en 2024. Cette section examine les coûts et les avantages de l'union monétaire dans un contexte africain.

Les unions monétaires coloniales n'étaient pas limitées aux colonies francophones. Le shilling est-africain, par exemple, circulait au Kenya, en Ouganda, au Tanganyika (future Tanzanie) et, plus tard, à Zanzibar. La livre d'Afrique de l'Ouest était émise dans les colonies de la Gold Coast (futur Ghana), du Nigeria, de la Sierra Leone et de la Gambie. Il en va de même pour les colonies francophones, où des zones monétaires sont créées en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Une autre zone monétaire - la zone Rand - comprenait les colonies entourant l'Afrique

du Sud. À l'exception de la zone Rand et des zones monétaires francophones, le transfert de pouvoir a entraîné l'effondrement des unions monétaires coloniales.

Carte 1: La zone du franc CFA



Source: Auteur.

Les événements en Afrique ont reflété les développements dans le monde entier au cours de la période d'après-guerre, avec des nations nouvellement indépendantes en Asie et dans les Caraïbes qui ont également créé leurs propres monnaies nationales. Le nombre croissant de monnaies nationales a incité les économistes monétaires de l'époque à élaborer une théorie sur les effets économiques de cette nouvelle géographie monétaire. La plus importante a été la théorie des zones monétaires optimales, conceptualisée pour la première fois par Robert Mundell en 1961. Mundell s'est d'abord demandé comment déterminer la zone économiquement optimale dans laquelle une monnaie unique devrait circuler, et a fait valoir que cette zone pouvait ou non coïncider avec les frontières nationales. Il a utilisé l'exemple de l'Amérique du Nord pour affirmer que, d'un point de vue économique, il serait préférable d'avoir des zones monétaires orientale et occidentale qui traversent la frontière entre les États-Unis et le Canada, reflétant ainsi la dynamique économique des deux régions. Il a toutefois reconnu qu'une telle évolution était peu probable compte tenu de l'importance politique des monnaies nationales.

La question de savoir si les frontières nationales forment des 'zones monétaires optimales' est particulièrement pertinente pour l'Afrique. Ce qui est devenu les frontières nationales de l'Afrique a été largement défini pendant la période coloniale, sans tenir compte des routes

commerciales ou des communautés ethniques existantes. Selon Mundell, si la production et le commerce d'une partie d'un pays diffèrent de ceux d'une autre partie, les efforts déployés par une banque centrale nationale pour stimuler l'économie risquent de nuire à une partie tout en aidant l'autre. Si la main-d'œuvre et le capital peuvent circuler entre ces régions, cela ne pose pas de problème, mais dans la pratique, les gens ne peuvent ou ne veulent pas toujours se déplacer d'une région à l'autre en fonction des tendances économiques. Cela peut suggérer que les zones monétaires optimales devraient être de petite taille. D'autre part, l'existence d'une monnaie unique dans une zone plus vaste élimine les coûts d'échange de devises et le risque potentiel de variation des taux de change. Elle peut donc accroître les échanges dans certaines circonstances. C'est pourquoi, par exemple, les gouvernements coloniaux ont cherché à introduire des monnaies uniques sur leurs territoires. C'est également la raison pour laquelle les membres de l'Union européenne, par exemple, ont adopté l'euro en 2002. Un autre avantage potentiel de l'union monétaire est que, comme dans l'exemple de la zone du franc CFA ci-dessus, une banque centrale régionale est souvent moins vulnérable à l'influence politique qu'une banque centrale nationale, ce qui peut signifier moins de risques d'inflation.

Il est difficile de déterminer si des pays peuvent former une union monétaire de manière rentable, et la réponse dépend souvent des relations économiques existantes. Dans le cas de la zone euro, les pays membres ont déjà des échanges commerciaux fréquents entre eux. Ces échanges pourraient bénéficier de la réduction des coûts de transaction et se développer après l'adoption de l'euro. En revanche, les pays africains commercent très peu entre eux, du moins selon les statistiques officielles. C'est en partie l'héritage des investissements coloniaux dans les infrastructures, qui visaient à relier les centres de production de l'intérieur aux ports côtiers. C'est aussi le résultat de la grande spécialisation de l'économie mondiale qui a commencé au dix-neuvième siècle. Les principales exportations de la plupart des économies africaines sont des produits de base, tandis que les importations sont dominées par les produits manufacturés. La production de biens manufacturés dans les pays africains est limitée, en raison de la faiblesse des revenus moyens et de l'étroitesse des marchés. Par conséquent, les perspectives de commerce intra-africain pourraient être limitées, même avec l'adoption d'une monnaie commune.

Les relations politiques jouent également un rôle. Les États membres d'une union monétaire doivent céder le contrôle de leur politique monétaire à la banque centrale régionale. Les unions monétaires peuvent donc se heurter à des difficultés si les États qui les composent ont des besoins économiques différents, comme c'est le cas dans la zone euro depuis le début de la crise financière de 2008. Des divergences politiques similaires ont sapé les efforts déployés après l'indépendance pour créer une banque centrale de l'Afrique de l'Est en remplacement de la caisse d'émission de l'Afrique de l'Est. Cette initiative s'inscrivait dans le cadre d'un effort plus large visant à créer une fédération d'Afrique de l'Est, en s'appuyant sur une longue histoire de partage de l'administration et des services publics dans les trois territoires. La Tanzanie et l'Ouganda, qui étaient plus pauvres que le Kenya à la fin de la période coloniale, voulaient permettre à la banque centrale de prêter largement à leurs gouvernements respectifs pour financer les efforts de développement. Le Kenya, quant à lui, insistait sur une politique plus conservatrice afin de maintenir la stabilité des prix. Les politiques économiques divergentes

adoptées par la Tanzanie socialiste et le Kenya capitaliste après l'indépendance ont exacerbé ces différences. En fin de compte, les trois pays ont créé leur propre banque centrale en 1965. Il reste à voir si des divergences politiques similaires pourront être surmontées dans le cadre des efforts actuels visant à créer une Union monétaire de l'Afrique de l'Est en 2022.

Le risque d'ingérence politique nuisant à la stabilité des monnaies et au développement des systèmes financiers n'est pas seulement théorique. Les conséquences de ces interventions peuvent être comprises en suivant l'histoire des shillings kenyan, tanzanien et ougandais après 1965. Les trois monnaies ont été initialement émises à parité, avec l'intention de maintenir cette parité afin de faciliter les échanges entre les trois pays. Les taux d'inflation ont augmenté en Tanzanie et en Ouganda beaucoup plus rapidement qu'au Kenya, de même que les déficits budgétaires. Au moment de la signature du protocole de la nouvelle UEMOA en 2013, une personne traversant la frontière entre le Kenya et l'Ouganda et échangeant 100 shillings kenyans recevait en retour près de 3 000 shillings ougandais.

6. Intervention politique et marchés parallèles

La divergence de la valeur des shillings kenyans, ougandais et tanzaniens ne s'est pas produite immédiatement. Il s'agit plutôt d'un reflet du déclin des performances économiques africaines qui a commencé dans les années 1970. Avant cela, la plupart des pays africains avaient bénéficié d'un boom de la croissance économique dans l'après-guerre. Cette croissance, associée à de nouveaux flux de capitaux étrangers, a permis de financer des projets gouvernementaux ambitieux destinés à promouvoir le développement économique. Les dépenses consacrées à l'éducation et aux soins de santé - domaines longtemps négligés par les gouvernements coloniaux sortants - ont augmenté rapidement, de même que les investissements dans de nouveaux projets d'infrastructure. Le niveau de vie s'est amélioré et de plus en plus de personnes se sont installées dans les villes. L'expansion de l'intervention de l'État dans l'économie a également permis de maintenir le soutien politique à des gouvernements dont la légitimité auprès des citoyens était souvent limitée.

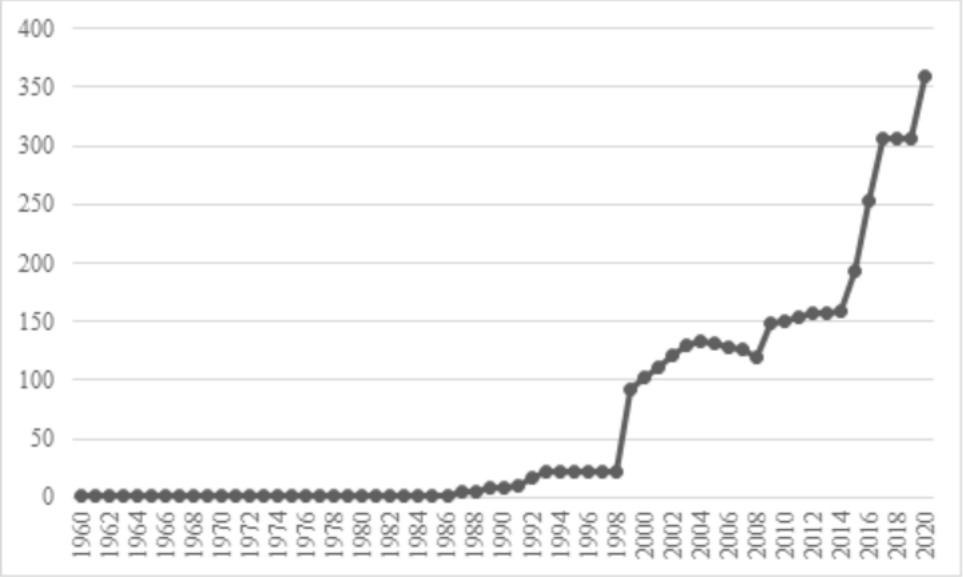
La récession économique mondiale des années 1970 a réduit les recettes publiques et les flux d'aide, rendant insoutenable la poursuite des dépenses à ce niveau. Cette situation représentait une menace à la fois économique et politique pour les gouvernements africains. La baisse de la demande d'exportations menaçait de saper les progrès réalisés en matière de niveau de vie depuis l'indépendance. Dans le même temps, la diminution des ressources de l'État rendait plus difficile l'utilisation des budgets gouvernementaux pour récompenser les partisans, ce qui rendait la survie politique plus difficile.

Le seul outil dont disposaient les gouvernements dotés d'une banque centrale était la politique monétaire. Celle-ci pouvait être utilisée de plusieurs manières pour soutenir les dépenses publiques et la stabilité politique. L'une d'entre elles consistait à fixer le taux de change. Comme mentionné précédemment, le taux de change peut influencer les prix des importations et des exportations. Une monnaie surévaluée par rapport aux autres rendra les importations

moins chères pour les consommateurs, mais les exportations plus onéreuses. Une monnaie sous-évaluée aura l'effet inverse. Dans les années 1980, de nombreux gouvernements africains ont été accusés de surévaluer leur monnaie, c'est-à-dire de fixer un taux de change officiel dans lequel la monnaie locale avait plus de valeur par rapport aux autres que le taux de change 'officieux' ou taux de change du marché. L'argument avancé était que cela servait les intérêts des consommateurs urbains, plus influents sur le plan politique, en réduisant le coût des biens importés. Dans le même temps, les exportations de produits africains devenaient plus chères, ce qui limitait la demande, nuisait aux intérêts des producteurs ruraux et compromettait la croissance économique dans son ensemble.

En plus de servir les intérêts des consommateurs urbains, les taux de change fixes surévalués ont également permis d'augmenter les recettes de l'État. Les gouvernements sont les principaux bénéficiaires des devises étrangères en Afrique, et de nombreux gouvernements africains ont gagné une prime en recevant des devises étrangères sous forme de redevances minières ou d'aide étrangère au taux officiel et en les vendant au taux du marché. Une autre méthode d'utilisation de la politique monétaire pour compléter les trésors publics consiste à emprunter auprès de la banque centrale. L'une des principales raisons de la création des banques centrales était de permettre une plus grande flexibilité dans ce type d'emprunt que ce qui était autorisé sous le régime colonial rigide. Cependant, si cette option est trop utilisée, elle a pour effet d'augmenter le niveau des prix par le biais de l'inflation.

Figure 1: Taux de change du Nigeria (livre nigériane/naira pour US $1), 1960-2013



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale

Pour illustrer ces questions, nous pouvons revenir à l'exemple du Nigeria donné dans l'introduction. Au cours des premières années qui ont suivi l'indépendance, la plupart des monnaies africaines ont conservé un taux de change fixe avec la monnaie de leurs anciens colonisateurs. Au Nigeria, par exemple, la livre nigériane était émise à des taux fixes par rapport à la livre britannique, comme c'était le cas dans le cadre du système colonial de caisse d'émission. Après que la Banque d'Angleterre a dévalué la livre par rapport au dollar, le

Nigeria, comme la plupart des gouvernements africains, a abandonné son système de parité fixe et a introduit le naira en 1972. C'est dans ce contexte que le négociant hypothétique dont il est question dans l'introduction a eu recours au 'marché parallèle' des devises, sur lequel le naira avait une valeur bien inférieure au taux officiel. Le gouvernement nigérian a également eu recours à ce marché, en percevant une prime sur les devises provenant des redevances pétrolières au taux officiel, puis en les vendant au taux du marché parallèle.

Dans les années 1980 et 1990, des pressions ont été exercées sur les gouvernements africains pour qu'ils réduisent l'écart entre les taux de change officiels et les taux de change du marché en dévaluant leur monnaie. C'était l'une des principales exigences des programmes d'ajustement structurel proposés par les organisations internationales comme condition à l'octroi de prêts au développement. Les débats sur l'impact de ces dévaluations sur le niveau de vie des Africains se poursuivent. Certains affirment que les dévaluations ont stimulé la demande de produits africains en rendant les exportations moins chères, tandis que d'autres prétendent que ces gains ont été annulés par le coût de la vie pour les citadins pauvres. Le fait que les réformes n'aient souvent été mises en œuvre que partiellement par les gouvernements complique ce débat - au Nigeria, par exemple, la réforme du marché des changes a entraîné une lente convergence des taux officiels et des taux du marché parallèle.

Depuis l'adoption des programmes d'ajustement structurel, la plupart des pays africains ont adopté des taux de change flottants. Dans certains cas, comme en Ouganda, cela s'est traduit par une plus grande stabilité par rapport aux années 1980. Dans d'autres cas, comme au Zimbabwe, l'inflation est devenue incontrôlable. Ces résultats dépendent d'une interaction complexe entre des facteurs politiques et économiques propres à chaque pays.

7. Conclusions sur l'avenir des systèmes monétaires africains

Les innovations apportées aux systèmes financiers africains depuis l'adoption des taux de change flottants ont donné lieu à des spéculations sur une nouvelle 'révolution monétaire'. L'une des plus importantes de ces innovations est l'argent mobile. L'utilisation des téléphones mobiles pour les services financiers a élargi l'utilisation des banques formelles et d'autres institutions financières dans plusieurs pays africains, en rationalisant les transactions et en permettant une utilisation plus efficace de l'épargne. Cette évolution est liée à une deuxième innovation, celle du microcrédit, qui a ouvert la voie à l'octroi de petits prêts aux particuliers, contribuant ainsi à surmonter l'accès limité aux fonds qui a entravé le développement économique dans le passé.

Les défis du développement financier, comme l'a illustré ce chapitre, ont influencé l'histoire monétaire de l'Afrique depuis la période précoloniale. Les monnaies de marchandises telles que les cauris et les tissus ont constitué la base d'un système monétaire bien adapté aux économies précoloniales. Ces monnaies ont continué à être utilisées après l'introduction des monnaies représentatives et des monnaies fiduciaires par les puissances coloniales au 20e siècle.

Dans le cas des cauris, par exemple, il était coûteux de les transporter en grandes quantités et, à mesure que le commerce se développait, l'inflation érodait leur valeur pour les épargnants.

Ces problèmes n'ont pas été entièrement éradiqués par l'introduction de monnaies gérées par les caisses d'émission coloniales, d'une part, et par les banques centrales après l'indépendance, d'autre part. Sous les régimes coloniaux, les monnaies de marchandises ou les petites coupures étaient encore utilisées pour la plupart des transactions et souffraient des mêmes coûts de transport. Après l'indépendance, l'intervention politique massive dans la politique monétaire a souvent été liée à des niveaux élevés d'inflation. Dans le même temps, les limitations de l'offre de services financiers signifiaient que la plupart des transactions restaient effectuées en espèces.

L'histoire monétaire de l'Afrique est le reflet de son histoire économique et politique plus large. La traite des esclaves au début de la période moderne, les révolutions des cultures de rente au 19e siècle, la montée et la chute de la domination coloniale et les décennies difficiles qui ont suivi les années 1970 ont toutes laissé leur empreinte sur les systèmes monétaires des pays africains. Comme d'autres domaines d'intervention de l'État, la politique monétaire est souvent guidée par des impératifs politiques autant qu'économiques et peut être façonnée par des priorités à court et à long terme. Le développement des systèmes monétaires peut également être bouleversé par des événements extérieurs, notamment les crises économiques mondiales et les innovations technologiques.

Questions d'étude

1. Quels ont été les avantages et les inconvénients des différents types de monnaie utilisés en Afrique depuis le 19e siècle?
2. De quelle manière les institutions politiques influencent-elles l'efficacité de la monnaie à remplir ses rôles de moyen d'échange, d'unité de compte et de réserve de valeur?
3. Quels seraient les coûts et les avantages d'une union monétaire panafricaine?
4. Quels sont les avantages et les inconvénients d'un taux de change fixe entre deux monnaies?
5. Qu'est-ce qui pourrait inciter les consommateurs à choisir une monnaie (par exemple le naira ou le franc CFA) ou une forme de monnaie (par exemple une pièce de monnaie ou un solde bancaire) plutôt qu'une autre?

Lectures suggérées

Guillaume, D. M. and Stasavage, D. (2000), 'Improving policy credibility: Is there a case for African Monetary Unions?', *World Development* 28: 1391-1407.

Helleiner, E. (2002), 'The monetary dimensions of colonialism: why did imperial powers create currency blocs?', *Geopolitics* 7: 5-30.

Jack, W. and Suri, T. (2011), 'Mobile money: the economics of m-pesa', NBER Working Paper 16721.

Johnson, M. (1970), 'The cowrie currencies of West Africa', *Journal of African History* 11: 17-49.

Schenk, C. R. (1997), 'Monetary institutions in newly independent countries: the experience of Malaya, Ghana and Nigeria in the 1950s', *Financial History Review* 4: 181-98.

Uche, C. U. (1997), 'Bank of England vs the IBRD: Did the Nigerian colony deserve a central bank?', Explorations in Economic History 34: 220-241.

A propos de l'auteur

Leigh Gardner est professeur d'histoire économique à la London School of Economics and Political Science. Ses recherches portent sur les finances publiques et l'histoire monétaire en Afrique depuis le 19e siècle.

http://www.lse.ac.uk/economicHistory/whosWho/academic_staff/Profiles/lgardner.aspx

La fiscalité en Afrique depuis l'époque coloniale

Abel Gwaindepi
Institut danois d'études internationales
Département d'histoire économique, Université de Lund

1. Introduction

La fiscalité est le principal moyen dont disposent les gouvernements pour collecter les recettes nécessaires au financement des biens et services publics tels que les soins de santé, l'éducation et les infrastructures, ainsi qu'au maintien de l'ordre public. Les pays africains perçoivent aujourd'hui des recettes fiscales très faibles et sont à la traîne par rapport à d'autres régions, ainsi qu'à d'autres régions en développement telles que l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et l'Amérique latine. On s'attend à ce que les pays à faible revenu perçoivent de faibles montants absolus de recettes fiscales par rapport aux pays riches, mais le problème est que les pays africains perçoivent également une proportion plus faible de recettes par rapport à leurs revenus que d'autres régions. Le produit intérieur brut (PIB) représente la valeur monétaire de la production nationale de biens et de services chaque année, et il est généralement considéré comme une approximation raisonnable de l'assiette fiscale de chaque pays. Depuis les années 1980, la part moyenne de l'impôt sur le PIB en Afrique atteint à peine 15 pour cent, alors qu'elle est d'environ 21 pour cent dans les pays d'Amérique latine et de plus de 34 pour cent dans les pays à revenu élevé. Les débats sur la politique et la recherche continuent à chercher à comprendre pourquoi les gouvernements africains sont relativement peu performants en matière d'augmentation des impôts.

Les chercheurs ont avancé plusieurs raisons pour expliquer la faiblesse persistante de la capacité fiscale de l'Afrique, et ce chapitre abordera quelques-unes des principales questions. L'une d'entre elles est que presque tous les pays africains ont été colonisés, et l'ère coloniale est importante car c'est à cette époque que de nombreux impôts ont été introduits, comme l'impôt sur le revenu. Étant donné que les États postcoloniaux ont été construits sur les vestiges des États coloniaux, le colonialisme a créé des conditions qui ont façonné le renforcement des capacités fiscales à long terme en Afrique. Il est donc important d'analyser ce que les États coloniaux taxaient ou ne taxaient pas et les conditions socio-économiques qui ont façonné les décisions fiscales. En outre, nous devrions retracer les impôts introduits à l'époque coloniale qui ont été légués aux États postcoloniaux. Ce suivi de la continuité et de l'évolution des types d'impôts et des motivations de ceux qui ont été taxés et de ce qui l'a été permet de mieux comprendre la formation de l'État en Afrique.

Ce chapitre est organisé comme suit. La deuxième section aborde certains des principes de base de la fiscalité et de ses principaux types. La troisième section traite du colonialisme et de la fiscalité, en soulignant comment la fiscalité dans les territoires coloniaux a résulté des

développements dans les métropoles et des contraintes locales qui ont façonné ce qui était taxé. Cette section met également brièvement en lumière les théories générales du renforcement des capacités fiscales, tirées des expériences occidentales, y compris leurs limites dans les régions colonisées où les conditions locales ont dicté des adaptations et des innovations fiscales qui correspondaient à la logique de la domination coloniale. La quatrième section traite de la décolonisation en Afrique et de ses implications pour la fiscalité, avant d'aborder la fiscalité postcoloniale. La cinquième section conclut sur les principaux défis qui continuent de miner les systèmes fiscaux africains.

2. Principes et catégories d'imposition

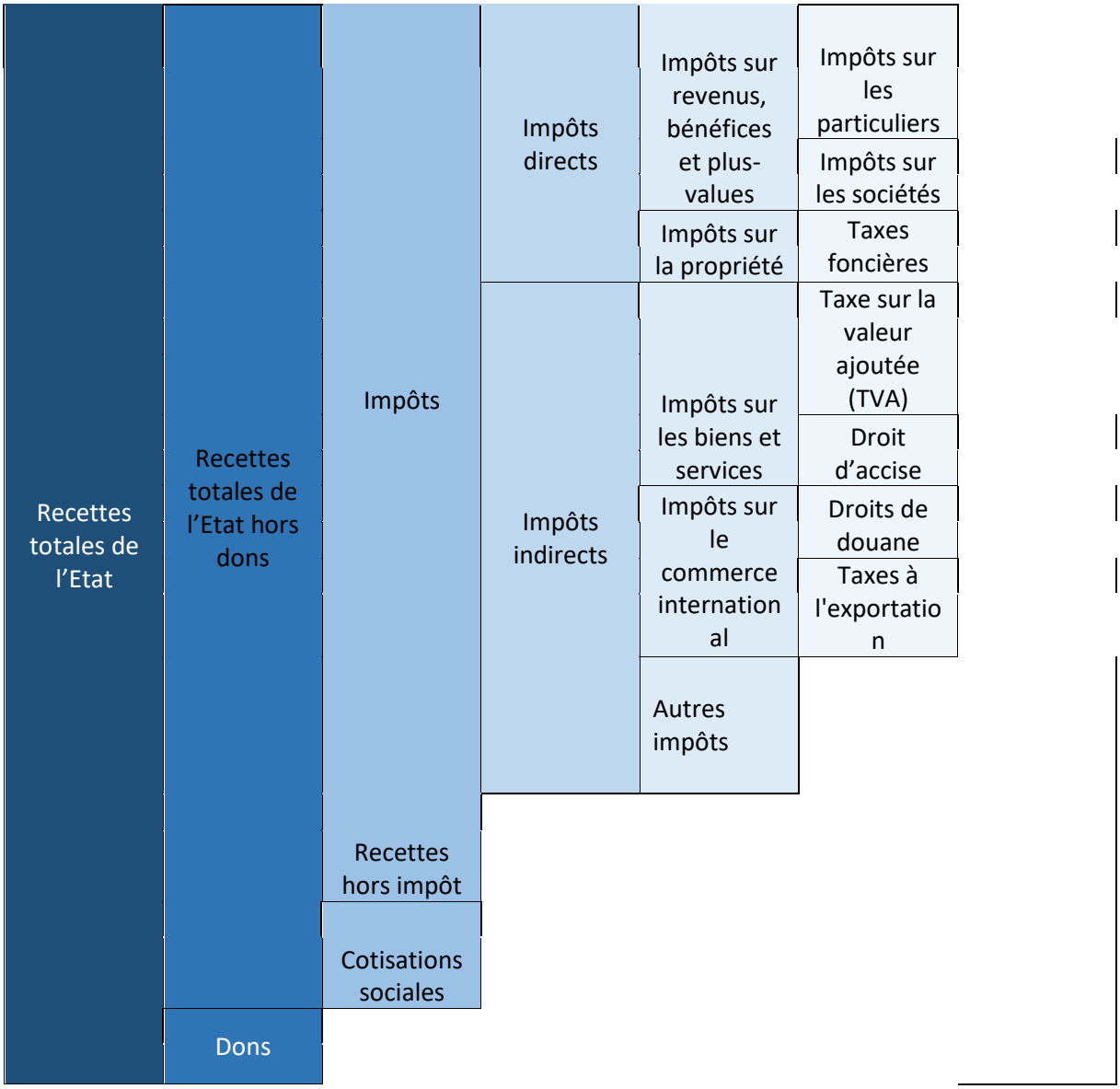
La richesse générée par les individus et les entreprises lorsqu'ils produisent, échangent et consomment des biens et des services constitue l'assiette fiscale. Plus elle augmente, plus le gouvernement a la possibilité de lever des impôts. Toutefois, le développement de la capacité à prélever des impôts, également appelée capacité fiscale, dépend non seulement d'une économie florissante, mais aussi de nombreux autres facteurs administratifs et politiques susceptibles d'influer sur la perception des impôts. Le plus cité est l'état des relations entre l'État et la société. Cela implique que les États doivent disposer du savoir-faire, de la capacité administrative et de l'aptitude à convaincre les contribuables de l'importance de payer des impôts. Cela signifie que l'État a également besoin d'un minimum de légitimité pour ne pas avoir recours exclusivement à la coercition. C'est pourquoi les politiques fiscales sont souvent élaborées avec soin, avec plus ou moins de succès selon les pays.

Quatre principes fiscaux sont aujourd'hui largement acceptés pour collecter un maximum de recettes de manière juste, équitable et efficace. 1) Le *principe du rendement des recettes*: Les pays doivent imposer des taxes qui génèrent le maximum de recettes possibles pour chaque assiette fiscale. 2) *Principe d'équité*: les États doivent traiter les contribuables de manière égale. Les personnes ayant des revenus similaires doivent payer des impôts égaux (équité horizontale), tandis que les personnes ayant des revenus plus élevés doivent payer plus d'impôts (équité verticale). 3) *Principe d'efficacité*: les impôts doivent réduire les distorsions dans les décisions économiques ou ne doivent pas décourager les gens de faire des affaires. Ce principe permet de se prémunir contre les 'taux d'imposition punitifs', c'est-à-dire des taux d'imposition si élevés qu'ils peuvent inciter les entreprises à cesser de produire. 4) *Principe de simplicité*: les impôts ne doivent pas être administrativement lourds ou coûteux pour les contribuables et les autorités fiscales. À l'époque coloniale, les administrations n'ont pas nécessairement adhéré à ces principes. Ce chapitre montrera, par exemple, comment l'équité ou la justice n'ont pas toujours été des principes de base de la fiscalité coloniale.

La figure 1 donne un aperçu de la variété des sources possibles de recettes publiques, en faisant la distinction entre les sources fiscales et non fiscales. La figure fournit donc un menu d'instruments fiscaux qui sont devenus dominants en Afrique et dans le reste du monde pour la collecte des recettes. Lorsque les gouvernements peuvent collecter de l'argent à partir de sources non fiscales, ils réduisent souvent leurs efforts en matière de fiscalité. C'est

généralement le cas dans les pays dotés de ressources naturelles précieuses, comme le Nigeria et l'Angola, riches en pétrole.

Figure 1: Classification moderne des recettes fiscales et non fiscales



La figure 1 se lit de la gauche (agrégats complets) vers la droite (types d'impôts granulaires). La troisième colonne en partant de la gauche montre que la fiscalité est généralement la principale source de recettes publiques et qu'elle est collectée directement et indirectement (colonne 4) à partir de l'assiette fiscale de chaque pays. Les impôts directs sont payés directement aux autorités fiscales par les entreprises et les particuliers. Par exemple, tous les salariés paient normalement un impôt sur le salaire (PAYE) directement déduit de leur salaire. Dans de nombreux pays, cet impôt est progressif, de sorte que vous payez plus d'impôts si vous gagnez plus, ce qui est conforme au principe d'équité évoqué plus haut. En Afrique du Sud, par exemple, les personnes gagnant jusqu'à 226 000 rands paient 18 pour cent d'impôts par an, tandis que celles qui gagnent entre 817 000 et 1 700 000 rands doivent payer 41 pour cent d'impôts. Comme ces impôts apparaissent sur la fiche de paie, ils réduisent ce que chaque

personne aurait pu ramener à la maison. Ils sont toutefois difficiles à percevoir si les personnes n'ont pas d'emploi formel, ce qui est le cas de nombreux Africains aujourd'hui et encore plus historiquement.

Les impôts indirects, quant à eux, sont prélevés sur les biens et les services, y compris sur les ventes et la consommation, et sont principalement collectés par des intermédiaires dans les chaînes de valeur, tels que les détaillants, pour le compte des gouvernements. Il s'agit par exemple des taxes sur les ventes, des taxes commerciales (c'est-à-dire les taxes à l'importation et à l'exportation) et des taxes sur la valeur ajoutée (TVA), qui sont devenues l'une des principales sources de revenus en Afrique et dans le reste du monde. La TVA est perçue par les fabricants, les grossistes et les détaillants après avoir ajouté de la valeur aux produits ou aux services. Par exemple, les meuniers collectent la TVA lorsqu'ils vendent de la farine aux boulangeries, et les boulangers collectent la TVA sur les produits finaux tels que le pain et les gâteaux. La TVA est un pourcentage de la valeur monétaire d'un produit ou d'un service. En Afrique, elle varie de 7 à 20 pour cent. Par exemple, à 14 pour cent, un produit ou un service d'une valeur de 100 rands est soumis à une TVA de 14 rands, et le consommateur paie un prix final de 114 rands, tandis qu'une voiture coûteuse de 1 000 000 rands est soumise à une TVA de 40 000 rands, et le client paie donc 1 140 000 rands. La TVA est collectée au fur et à mesure que la valeur est ajoutée au produit dans la chaîne de valeur. Son importance vient du fait qu'il s'agit d'une taxe à la consommation qui est perçue lorsque les gens consomment des biens et des services, ce que tout le monde fait (c'est-à-dire qu'il s'agit d'une taxe à large assiette).

Avec une faible population de colons blancs, la croissance de la fiscalité coloniale a dû, dans la plupart des cas, passer par la taxation de la population africaine et de ses moyens de production économique. Le tableau 1 présente l'ensemble des impôts perçus à l'époque coloniale. De tous les impôts directs difficiles à percevoir, la *taxe sur les huttes* est considérée comme l'innovation la plus importante en matière de fiscalité indigène. Elle était prélevée sur chaque hutte trouvée sur une propriété africaine. Elle a été introduite pour la première fois dans la colonie du Natal en 1849 et a représenté jusqu'à 75 pour cent de l'ensemble des revenus du Natal. Dans les sociétés polygames, un homme ayant plusieurs femmes possédait plusieurs huttes et payait davantage de taxes sur les huttes. D'autres colonies ont également adopté la taxe sur les huttes, par exemple le Nyasaland (Malawi) en 1891, et la Gambie, le Kenya et la Rhodésie du Sud (Rhodesia) ont suivi à la fin des années 1890. Tous les hommes adultes n'ayant pas de hutte, il est devenu indispensable de mettre en place un impôt de *capitation*, c'est-à-dire un impôt direct sur tous les hommes adultes. Entre-temps, en raison des difficultés liées au contrôle et à l'évaluation des revenus des contribuables, les impôts directs tels que *l'impôt sur le revenu* sont restés limités à quelques pays comme l'Afrique du Sud et la Rhodésie du Sud et du Nord (Zambie).

Compte tenu des difficultés liées à la collecte des impôts directs, le moyen le plus pratique de collecter des recettes fiscales suffisantes était de recourir aux impôts indirects tels que les taxes commerciales (droits d'importation et d'exportation) et toute une série de taxes, de droits et de redevances (voir le tableau 1).

Tableau 1: Sources de recettes fiscales et non fiscales des colonies

Impôts directs	Impôts indirects		Recettes non fiscales
	Interne	**Externe**	
Taxe de case	Droits d'accises	Droits à l'importation	Ventes de propriétés et de terrains
Capitation	Droits de mutation	Droits à l'exportation	Droits de greffe
Taxe foncière	Droit de timbre		Amendes et confiscations
Dîmes sur le grain et le vin	Droits d'enchères		Loyers
Impôt sur le revenu	Licences minières		Dons
Zekat	Droit sur les billets		*Entités publiques*:
	Droits de succession		Chemins de fer
	Taxes invisibles: Corvée, Travail en prison		Poste, Télégraphe

Pour les administrations coloniales, l'impôt servait également d'autres objectifs, comme la "civilisation" des Africains en leur imposant des coutumes et des valeurs culturelles métropolitaines. L'objectif était de faire des Africains des citoyens qui paient des impôts et respectent la loi, comme ils le percevaient de la part des colons européens. Dans le cadre de l'assujettissement colonial, il s'agissait également d'un moyen pratique de démontrer un contrôle territorial efficace. En outre, les Africains sont entrés dans l'économie monétaire et ont commencé à fournir leur main-d'œuvre aux exploitations agricoles et minières ou à vendre des récoltes pour payer les impôts. Dans les économies de colonisation d'Afrique australe, les populations ont été dépossédées de leurs terres et déplacées vers des terres semi-arides et improductives. Dans ces réserves de main-d'œuvre, les Africains n'avaient d'autre moyen de gagner leur vie que de travailler contre un salaire.

L'État colonial a également tiré parti d'autres "impôts" invisibles, payés autrement qu'en espèces. Le système de la corvée était la forme la plus courante de travail forcé non rémunéré, généralement destiné à des travaux publics tels que la construction de chemins de fer ou de routes. Dans d'autres cas, comme au Nigeria, les sujets incarcérés étaient délibérément utilisés pour les besoins de la main-d'œuvre coloniale et les personnes pouvaient être affectées à différents projets coloniaux une fois qu'elles avaient reçu l'étiquette de "prisonnier". En fonction des besoins en main-d'œuvre, l'État colonial pouvait arbitrairement arrêter et emprisonner des personnes et les envoyer travailler sur différents projets. La valeur des systèmes de travail forcé, par exemple le travail de corvée, n'étant pas reconnue comme un revenu de l'État, les recettes fiscales sous-estimaient les ressources totales collectées par les États coloniaux. Si des recettes fiscales étaient nécessaires pour la construction de routes, faire travailler les gens directement sur les routes était également un moyen de taxer.

Le colonialisme n'a pas été uniforme en Afrique, mais deux grandes formes d'imposition sont apparues. Certains impôts, tels que les taxes sur les huttes, étaient "*indigènes"* en ce sens qu'ils étaient imposés aux Africains. D'autres, comme l'impôt sur le revenu, étaient "*modernes"* en ce sens qu'ils marquaient un degré élevé de contrôle et de coordination des ressources nationales par des autorités étatiques centralisées et qu'ils étaient censés s'appliquer à tous les citoyens (Africains et colons) de la même manière afin de redistribuer les services à tous les citoyens. Le tableau 2 ci-dessous présente les principales caractéristiques et différences entre les deux types d'impôts.

Tableau 2: Différences entre les taxes indigènes et modernes

Attributs	**Impôts sur les autochtones** *(colonial)*	**Impôts modernes** *(coloniaux et post-coloniaux)*			
			Autorité fiscale	Gouvernements coloniaux	Gouvernements coloniaux et nationaux
Contribuable	Indigènes	Tous les citoyens			
Mesures de non-conformité	Emprisonnement, travail forcé, saisie de bétail, incendie de cases, etc.	Amendes, sanctions et actions en justice			
Objectif	Soutenir l'administration autochtone et les gouvernements coloniaux	Soutenir les gouvernements coloniaux et post-coloniaux			
Format des taxes	Espèces, biens, main-d'œuvre, etc.	Transferts directs et en espèces			
Exemples	Corvée, taxe de case, capitation, travail des prisonniers etc.	Impôt sur le revenu, taxe sur le chiffre d'affaire, taxes sur le commerce extérieur, taxe sur la valeur ajoutée (TVA), etc.			

Le tableau montre le caractère dual de la période coloniale. Les Africains payaient à la fois des impôts indigènes et des impôts modernes, tandis que les colons ne payaient que des impôts modernes. Une partie des impôts indigènes était purement destinée à ce que l'on appelle l'administration indigène, ce qui signifie que l'argent collecté était payé pour l'administration

coloniale des Africains. Lorsque cette administration était suffisamment couverte, les impôts indigènes servaient également à financer d'autres besoins des gouvernements coloniaux. Comme les gouvernements coloniaux ne pouvaient pas compter uniquement sur les impôts modernes payés par l'enclave des colons dans les affaires et l'emploi formel, l'assiette fiscale a dû être élargie aux Africains, ce qui a donné lieu à des impôts autochtones uniques tels que l'impôt sur les huttes.

3. Colonialisme et fiscalité

Pour comprendre pourquoi les pays en développement ne prélèvent aujourd'hui que très peu d'impôts, nous devons replacer les faibles niveaux d'imposition dans une perspective historique. Le contexte colonial (historique) est important car la consolidation des systèmes fiscaux prend beaucoup de temps. Cette section traite de la fiscalité coloniale et post-coloniale dans la pratique, y compris des modèles généraux de recettes fiscales et de la fiscalité politique.

La fiscalité précoloniale

L'histoire de la fiscalité touche inévitablement aux origines des États eux-mêmes. Dès le stade de la recherche de nourriture du développement humain, des groupes sont apparus et les hommes sont devenus territoriaux. Ceux qui disposaient de plus de ressources pouvaient mobiliser de meilleures armées et faire la guerre à leurs voisins, les absorbant et formant des unités autonomes ou des royaumes encore plus grands et mieux organisés. Ils sont ainsi devenus des proto-États. Le principal argument en faveur de l'origine des États est que les guerres ont fait les États, et que la capacité de taxer a permis aux États disposant de ressources suffisantes d'en sortir victorieux. Les guerres incessantes ont entraîné un besoin accru de revenus, ce qui a conduit à la mise en place d'institutions fiscales qui se sont renforcées au fil du temps pour rembourser les dettes de guerre.

Au cours de la période précoloniale, les pays africains étaient organisés en communautés allant des villages dirigés par des chefs de village aux puissants royaumes constitués de personnes de diverses ethnies sous la direction d'un roi/chef dans le cadre de différentes formes de systèmes d'administration politique traditionnelle. Le tribut était un transfert de marchandises et de services aux chefs et un moyen populaire de lever des impôts. Il consistait généralement en grains récoltés ou en animaux domestiqués, mais les chefs pouvaient également faire travailler leurs terres par leurs sujets. La monétisation des économies africaines s'est faite principalement par le biais du système colonial. La centralisation du pouvoir et le tribut étaient une forme d'organisation politique qui permettait aux chefs traditionnels de fournir des biens publics, tels que les tribunaux traditionnels, et de protéger la vie, les récoltes et les entreprises de leurs sujets.

Il est important de noter que la fiscalité précoloniale en Afrique était déjà en partie façonnée par la présence européenne sous la forme du commerce et, plus tard, de l'esclavage, qui a amplifié les raids et la possession d'armes à feu dans de nombreuses régions d'origine des esclaves. Bien que le système fiscal précolonial ait pu avoir ses problèmes, il existe un consensus sur le fait que les institutions fiscales sous le système de la chefferie étaient

généralement égalitaires et communautaires. Le colonialisme a apporté des changements, principalement par l'attribution de nouveaux rôles aux chefs et la création de nouveaux chefs là où il n'y en avait pas auparavant. Par exemple, les territoires acéphales du Ghana ont dû être dotés de nouveaux chefs suprêmes, ce qui a engendré des conflits de chefferie qui continuent d'affecter en partie le Ghana aujourd'hui.

Colonialisme et fiscalité

Les États africains coloniaux ont bénéficié du soutien de la métropole, en particulier pour la défense de leur territoire. Cela signifie que leur puissance fiscale est restée attachée à la métropole et leur a conféré une identité unique, à la fois faible et forte. Si leurs revenus étaient insuffisants, ils pouvaient obtenir un soutien financier de la part des métropoles, en particulier pendant les guerres et les conflits. Néanmoins, les États coloniaux étaient contraints d'augmenter les impôts pour éviter de peser sur les contribuables des métropoles. Si les compagnies à charte ont été en partie utilisées pour externaliser le coût de la construction de l'empire en Afrique, l'objectif d'autosuffisance ne leur a donné qu'un succès limité, car elles ne pouvaient pas concilier les coûts d'administration des territoires et la réalisation de bénéfices. La recherche de l'autosuffisance coloniale a prévalu à la fois dans les colonies britanniques et françaises, ce qui les a obligées à taxer efficacement. De nombreux Africains pensent aujourd'hui qu'ils sont redevables à leurs colonisateurs des infrastructures publiques (routes, ponts, lignes de chemin de fer, etc.), mais ces derniers ont en partie financé la plupart de ces projets d'infrastructure par l'impôt et le travail forcé.

Ce qui était taxé, qui l'était et pourquoi, était important pour l'État colonial, qui traitait différemment les colons et les colonisés. L'un des éléments qui absorbait les recettes fiscales collectées était l'énorme masse salariale de la fonction publique, car les fonctionnaires coloniaux percevaient des salaires très élevés. Les Africains étaient donc contraints de payer la facture qui perpétuait leur assujettissement. Dans toute l'Afrique, les colonies européennes étaient plus ou moins nombreuses, mais le colonialisme était, à bien des égards, le fardeau de l'homme noir dans le contexte de la domination d'une minorité blanche. Certaines colonies comptaient un nombre relativement plus important de colons européens, comme l'Afrique du Sud, qui a connu un régime de minorité blanche jusqu'en 1994. D'autres colonies britanniques ont opté pour un régime indirect, tandis que les Français ont opté pour un régime direct, avec des ordres d'administration émanant de Paris. Cependant, les besoins en revenus ont entraîné le même mécanisme de coercition dans les colonies de colons et dans celles à régime indirect ou direct, et les lois fiscales étaient souvent impitoyables lorsque les contribuables étaient des Africains.

Les formes coloniales d'imposition ont suscité la résistance des Africains, en particulier lorsque les chefs traditionnels étaient recrutés et utilisaient des moyens impitoyables pour collecter l'impôt. Des mesures sévères étaient prises à l'encontre de ceux qui ne payaient pas. Parfois, leur bétail était confisqué, parfois leurs huttes étaient brûlées. Ceux qui ne payaient pas les impôts étaient contraints de cultiver les terres du chef, ce qui n'existait pas avant l'époque coloniale. Au Nigeria, par exemple, la tradition précoloniale voulait que les veuves soient exemptées d'impôts. Les autorités coloniales ont changé cette règle et taxé les veuves, ce qui a

entraîné la plus grande perturbation coloniale en Afrique de l'Ouest. C'est ce que l'on appelle les émeutes des femmes d'Aba de 1929. Parmi les autres exemples de révoltes liées à l'impôt, on peut citer la guerre des fusils dans le Basutoland (Lesotho) (1880), la "guerre de l'impôt sur les huttes" en Sierra Leone (1898), la rébellion des Bambatha au Natal (Afrique du Sud) (1905) et les Mau Mau au Kenya (1952). Ces révoltes montrent que la légitimité de l'État colonial est restée très fragile en matière de fiscalité.

L'assiette fiscale était également cruciale pour la période coloniale. Les économies coloniales se limitaient essentiellement à l'exploitation minière, à l'agriculture et au commerce. Les levées d'impôts étaient limitées et dictaient en grande partie ce qui pouvait être taxé. Les colonisateurs ont apporté certaines stratégies des métropoles, mais les conditions locales ont largement dicté le résultat de la taxation et de la formation de l'État. Toute stratégie fiscale permettant d'équilibrer les budgets coloniaux avec un minimum de protestations a été adoptée. Par exemple, si l'impôt sur les cases est devenu populaire dans la plupart des États coloniaux africains, dans les pays musulmans français, l'impôt musulman traditionnel, le *zekat*, a également été adopté et a pris de l'importance dans quelques pays. En Mauritanie, il s'agissait de l'impôt direct le plus important. La prédominance du commerce en tant que principale activité génératrice de richesses signifiait qu'il constituait l'aspect le plus important de l'assiette fiscale, en particulier dans les régions côtières qui étaient des centres commerciaux majeurs. En revanche, les colonies de l'arrière-pays devaient compter davantage sur d'autres impôts directs. En Afrique de l'Ouest, le commerce florissant du cacao et des produits de la palme constituait une source notable de recettes fiscales, sauf dans les régions où le pouvoir des élites était important. De même, dans les économies riches en minerais, la résistance des élites économiques et politiques a pu réduire les lourdes taxes sur l'extraction des minerais.

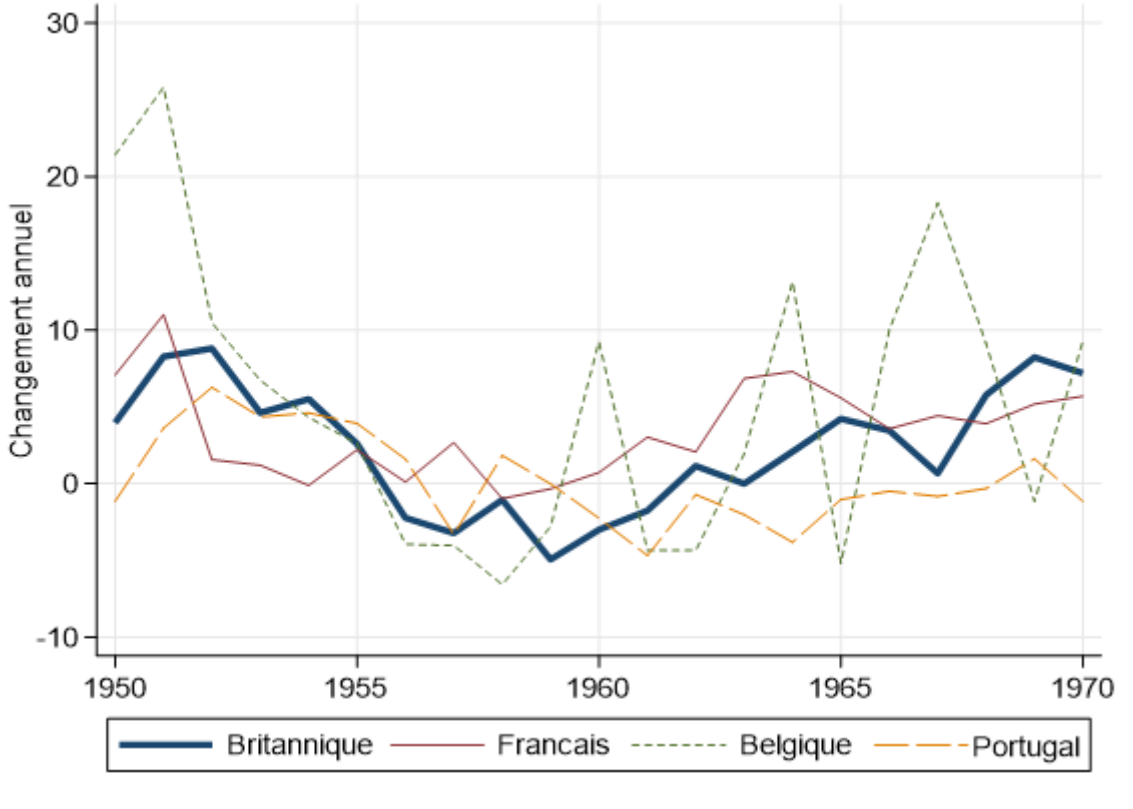
Une autre caractéristique extractive des systèmes fiscaux coloniaux était qu'ils étaient perçus auprès de personnes qui ne bénéficiaient pas toujours des services du gouvernement colonial. Par exemple, la création d'offices de commercialisation des céréales et de monopoles a entraîné une baisse des prix à la production pour les agriculteurs africains et, dans la pratique, ces contrôles et ces taxes de marché ont constitué des impôts cachés pour de nombreux agriculteurs africains. Dans le même temps, lorsque les colons le pouvaient, ils s'assuraient de payer un minimum d'impôts et, proportionnellement à leurs revenus plus élevés, ils avaient tendance à s'en tirer avec des impôts moins élevés que ceux des populations indigènes. C'est pourquoi il convient de se méfier des mesures globales des recettes fiscales totales, telles que les recettes par habitant, pour l'époque coloniale, car elles masquent d'importantes différences entre les colons et les populations autochtones en ce qui concerne le poids de la charge fiscale (Gwaindepi 2022).

Pour retracer ce que les différents impôts ont apporté aux gouvernements coloniaux, je commencerai par donner un aperçu de la fiscalité coloniale dans la figure 2 ci-dessous. Comme il est impossible de rendre justice à tous les pays africains, je me concentre sur les schémas généraux des principales catégories de recettes fiscales de 46 pays africains et j'accorde de l'attention à certaines expériences nationales uniques. L'axe vertical montre l'impôt réellement perçu, exprimé en termes de nombre de jours de travail nécessaires à un ouvrier non qualifié

dans une zone urbaine pour payer ses impôts annuels. Les pays ou colonies plus efficaces en matière de collecte d'impôts devraient collecter la valeur d'un plus grand nombre de jours de travail que ceux dont la capacité de taxation est faible. De plus amples détails sur les pays et l'ensemble de données sont présentés dans Albers *et al.*(2022), mais je ne montre ici que la période allant jusqu'à 1960, année modale de l'indépendance de l'Afrique.

Ces données fiscales ont des limites dans la mesure où elles ne tiennent pas compte des impôts en nature tels que l'emprisonnement et le travail forcé, mais elles montrent tout de même des dimensions importantes des classifications et des principales sources de recettes fiscales. Alors que le total des impôts est la somme des impôts directs et indirects, les impôts indirects sont ventilés entre les taxes commerciales et les *impôts indirects,* qui excluent les taxes commerciales. Trois observations peuvent être faites. Premièrement, les progrès ont été modestes en ce qui concerne la collecte des recettes fiscales pendant la période coloniale. C'est en partie pour cette raison que des moyens d'extraction non fiscaux ont été adoptés pour financer les États coloniaux africains. Deuxièmement, avant les années 1960, les taxes commerciales constituaient en grande partie la catégorie des impôts indirects, car ces derniers restaient peu élevés. En effet, les données fiscales des années 1950 montrent une corrélation positive entre les taxes commerciales et les recettes fiscales totales. Les pays obtenaient des recettes fiscales totales plus élevées parce que le commerce constituait la principale base d'imposition et que plus les échanges commerciaux augmentaient, plus les taxes commerciales pouvaient être levées. Les volumes d'échanges ont également élargi l'assiette fiscale en permettant la perception de taxes dans d'autres catégories, telles que l'impôt sur le revenu. Ainsi, l'environnement économique international a eu une incidence directe et indirecte sur la fiscalité. Troisièmement, à partir de la décolonisation dans les années 1950, on observe un ralentissement des recettes fiscales, comme nous le verrons dans la section suivante.

Figure 2: Tendances et modèles des recettes coloniales (1900-1960)

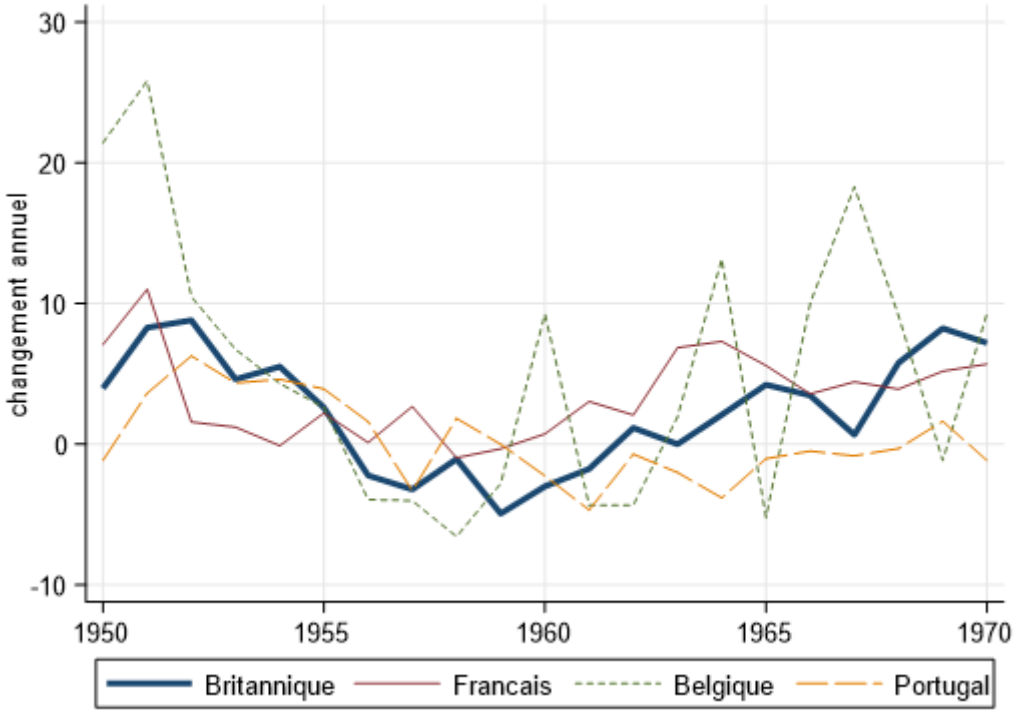


Source: Calculé à partir des données d'Albers et al. (2022).

4. Décolonisation et fiscalité post-indépendance

La plupart des pays africains ont accédé à l'indépendance au cours de la décennie 1950-1970. Si l'on considère les périodes de faible croissance de la fiscalité depuis 1900, la période de décolonisation est une phase critique car elle a marqué la naissance de la plupart des États africains souverains tels qu'ils sont connus aujourd'hui. Nous examinerons donc de plus près la période 1950-1970 pour étudier les changements et les continuités dans les régimes fiscaux. Le départ des puissances impériales a eu des répercussions sur la fiscalité, car les autorités fiscales ont dû changer et certaines activités économiques majeures ont été perturbées. La bureaucratie fiscale coloniale a cédé la place à de nouvelles autorités fiscales, et certains impôts locaux ont été supprimés, car certains d'entre eux, comme l'impôt sur les huttes, étaient associés à l'oppression coloniale. La figure 3 montre l'évolution moyenne des recettes fiscales totales au cours des décennies de décolonisation, en mettant l'accent sur les variations annuelles en pourcentage des recettes fiscales totales dans les colonies britanniques, françaises, belges et portugaises.

Figure 3: Évolution des recettes fiscales au cours des décennies de décolonisation (1950-1970)

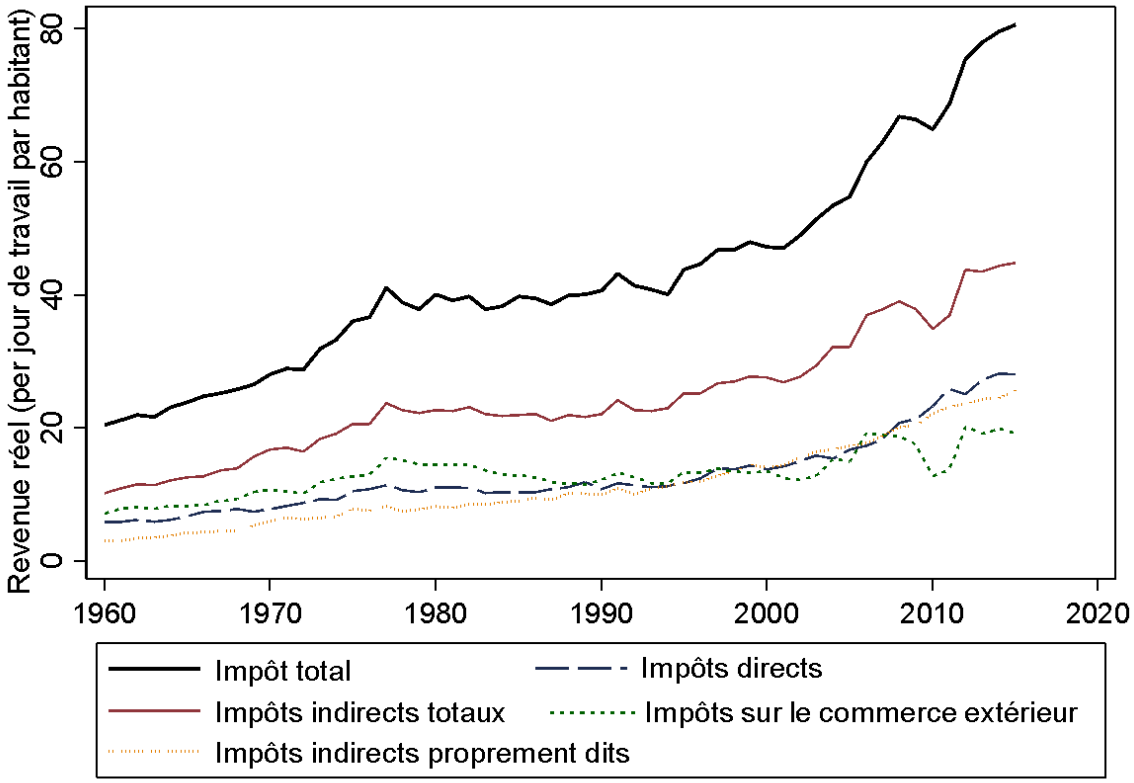


Source: Calculé à partir des données d'Albers et al. (2022).

Il est clair que les décennies de décolonisation ont connu une croissance lente des recettes fiscales, voire un déclin, comme on peut le voir à partir de 1955 environ, lorsque les variations d'une année sur l'autre sont devenues négatives (sous la ligne horizontale à zéro). Quant aux colonies belges (par exemple la République démocratique du Congo, le Rwanda et le Burundi), elles étaient très instables. En 1960-65, la crise politique qui a suivi le retrait des Belges du Congo a été particulièrement préjudiciable à la perception des recettes fiscales, comme le montrent les fluctuations à la hausse et à la baisse. Parallèlement, dans les colonies britanniques (Kenya, Ghana et Nigeria) et les territoires français (Guinée, Cameroun et Burkina Faso), la décolonisation a également ralenti la collecte des recettes fiscales, mais de manière relativement plus stable que dans les colonies belges. Enfin, dans les colonies portugaises (Mozambique, Angola et Guinée-Bissau), les longues guerres d'indépendance se sont déroulées au cours de cette période et les recettes fiscales ont donc été systématiquement négatives. D'une manière générale, la décolonisation a entraîné des incertitudes qui ont poussé les gens à déménager et certaines entreprises à fermer ou à déplacer leurs investissements vers des pays plus sûrs. En outre, la construction de l'État est devenue minimale, les gouvernements coloniaux anticipant l'imminence de l'indépendance.

La figure 4 montre les tendances des recettes fiscales au cours de la période qui a suivi l'indépendance, à partir de 1960. Comme dans la figure 2, le total des impôts est la somme des impôts directs et indirects, mais les impôts indirects sont également ventilés en taxes commerciales et en impôts indirects, à l'exclusion des taxes commerciales.

Figure 4: Tendance et composition des recettes fiscales post-coloniales (1960-2015)



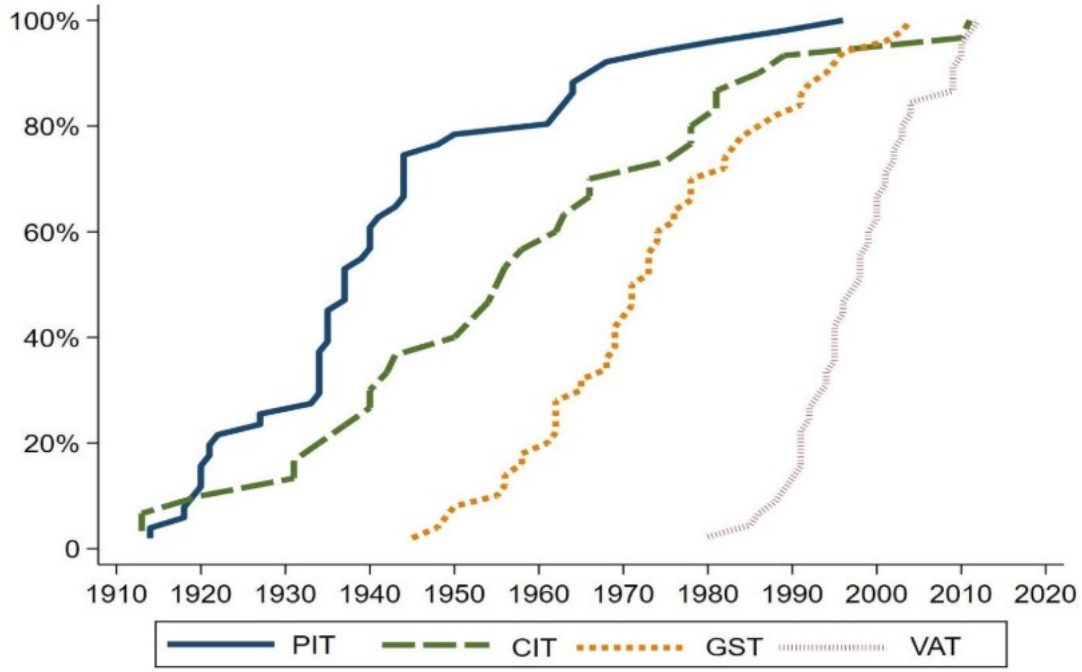
Source: Calculé à partir des données d'Albers et al. (2022).

La principale tendance est qu'entre les années 1980 et environ 2000, la croissance des revenus réels dans les pays africains est restée stagnante. Plusieurs facteurs y ont contribué, tels que l'instabilité politique due aux coups d'État, les guerres civiles et les politiques générales axées sur le marché qui ont réduit le rôle des gouvernements à partir des années 1980. Les droits de douane sont l'un des principaux domaines touchés. Alors que les taxes commerciales dominaient la catégorie des impôts indirects pendant la période coloniale (voir figure 2), les années 1980 et 1990 ont été marquées par un renforcement du libre-échange sous l'influence d'organisations telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a entraîné l'élimination progressive des taxes commerciales, considérées comme préjudiciables au commerce. Cela a posé un problème à de nombreuses nations africaines fortement tributaires des taxes commerciales. La solution a été d'entamer des réformes fiscales qui ont mis l'accent sur les taxes sur les activités économiques locales plutôt que sur le commerce international, ce qui a conduit à l'augmentation des taxes indirectes intérieures, telles que la TVA.

Face à la faible croissance des recettes fiscales, les pays évaluent en permanence les activités économiques non taxées susceptibles de contribuer à l'augmentation des recettes fiscales. C'est ainsi que les impôts modernes ont été introduits pendant la période coloniale. La nécessité d'introduire de nouveaux types d'impôts est devenue encore plus prononcée à l'ère post-coloniale, lorsque les impôts locaux ont été progressivement abolis. Grâce à l'effet de diffusion et de démonstration, il y a eu une forte convergence entre les pays africains en ce qui concerne

l'adoption de taxes modernes. La figure 5 ci-dessous présente quatre impôts modernes importants: l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRP), l'impôt sur les sociétés (IS), la taxe générale sur les ventes (TPS) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Elle indique la date de leur introduction et la rapidité avec laquelle elles ont été adoptées par d'autres pays du continent. Il est important de noter que seules les introductions de taxes qui coïncident avec des systèmes fiscaux bien gérés peuvent générer un maximum de recettes. Les résultats des réformes fiscales varient d'un pays africain à l'autre, car un système fiscal efficace tire davantage de recettes d'une nouvelle taxe qu'un système mal géré.

Figure 5: Pourcentage de pays ayant adopté différentes taxes



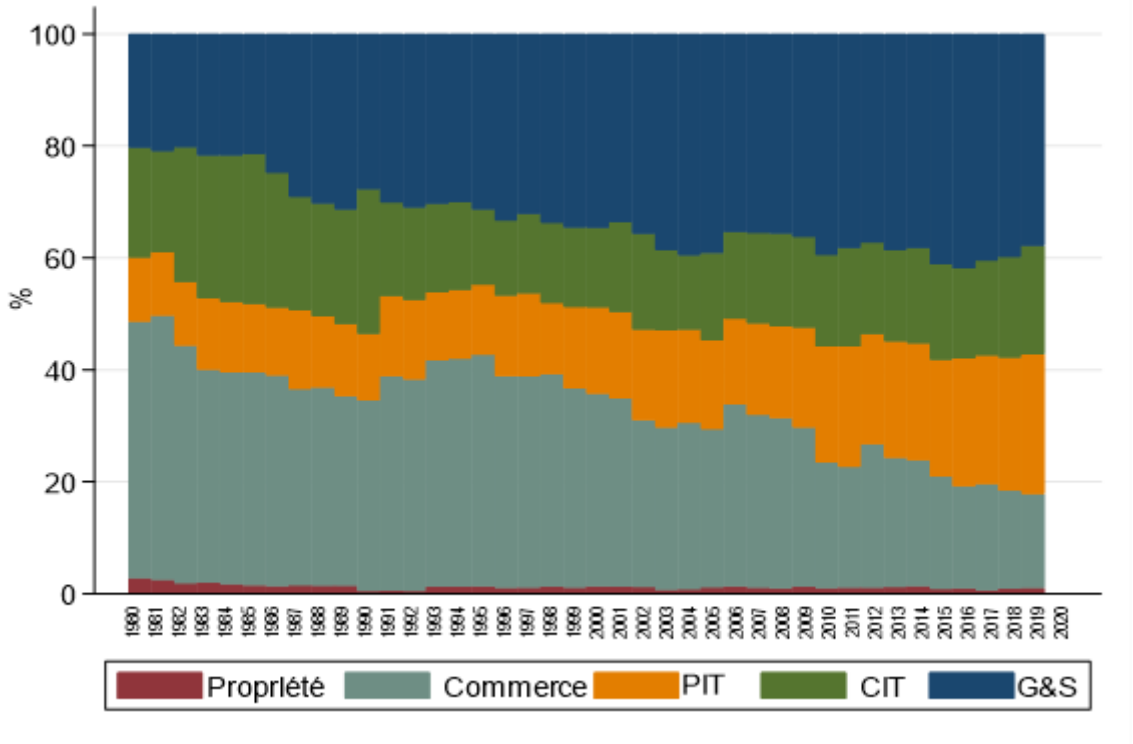
Source: Calculé à partir des données de Seelkopf et al. (2021).
Remarque: PIT est l'impôt sur le revenu des personnes physiques; CIT est l'impôt sur le revenu des sociétés; G&S est une taxe sur les biens et services et VAT est la taxe sur la valeur ajoutée.

L'axe vertical indique le pourcentage de pays africains ayant adopté ces taxes modernes au fil du temps. Lorsqu'un pays adopte une taxe et réalise davantage de recettes, les pays voisins ont tendance à suivre jusqu'à ce que cette taxe soit imposée dans tous les pays. L'axe horizontal indique la date d'introduction des quatre types de taxes. Les trois premières - PIT, CIT et GST - ont été introduites à l'époque coloniale et il a fallu plusieurs années pour qu'elles se répandent dans d'autres pays. Le principe du rendement des recettes postule que la collecte du maximum de recettes possibles est plus importante que le type de taxe introduit. Cependant, l'introduction de ces taxes modernes à l'époque coloniale a souvent été décevante parce que les assiettes fiscales étaient limitées à des niches telles que l'exploitation minière, les plantations, les sociétés étrangères et les ports. Même à l'époque postcoloniale, l'adoption rapide de taxes modernes n'a pas éliminé les problèmes liés à la capacité administrative de recouvrement. Parallèlement, la TVA a été introduite au cours de la période postcoloniale, principalement à partir des années 1980, et a été adoptée rapidement par tous les pays, comme le montre la ligne de démarcation abrupte de la TVA. Étant donné que de nombreux citoyens la paient, la TVA a

une base plus large que d'autres impôts, tels que l'impôt sur le revenu. Par exemple, en raison de la baisse des salaires ou du chômage, de nombreuses personnes ne paient pas l'impôt sur le revenu, mais elles consomment tout de même des biens et des services sur lesquels la TVA est perçue.

La figure 6 complète la figure 5 et montre lequel des principaux impôts modernes a rapporté le plus de recettes au cours de la période postcoloniale. Depuis 1980, la taxe sur les biens et services, composée des taxes sur les ventes, de la TVA et des accises, est devenue la principale source de recettes. La TVA est la plus importante de cette catégorie. Les taxes sur le commerce ont perdu de leur importance, mais restent considérables. Les impôts directs tels que l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRP) et l'impôt sur les sociétés (IS) augmentent lentement, suscitant des débats sur la question de savoir si les gouvernements devraient taxer davantage les personnes fortunées et les sociétés. Ces impôts directs sont considérés comme difficiles à percevoir dans les pays en développement où l'administration est déficiente en matière de suivi et d'évaluation des revenus. Pourtant, les systèmes fiscaux les plus efficaces au monde reposent sur les impôts directs, tels que l'impôt sur le revenu, qui tendent à être plus stables que les impôts indirects. Enfin, les impôts fonciers restent très faibles en Afrique et constituent une source de revenus inexploitée. La question de la propriété est complexe car les biens fonciers restent sous des régimes de propriété communale, sans titre ni enregistrement pouvant servir de base à l'imposition.

Figure 6: Principaux impôts en Afrique subsaharienne depuis les années 1980



Source: Calculé à partir des données de UNU-WIDER (2021). PIT est l'impôt sur le revenu des personnes physiques; CIT est l'impôt sur le revenu des sociétés; G&S l'impôt sur les biens et services.

5. Quelques défis à relever en matière de fiscalité en Afrique

Cette dernière section conclut en mettant en exergue certains des principaux défis qui restent à relever en matière de fiscalité en Afrique. Tout d'abord, elle se concentre sur l'informalité et sur la manière dont elle limite la collecte des recettes fiscales. Deuxièmement, elle aborde les défis liés à la gestion des gros contribuables que sont les multinationales et les particuliers fortunés, qui exercent une influence politique considérable sur les gouvernements. Troisièmement, il met en évidence l'inégalité inhérente au système fiscal. Enfin, il aborde les déficiences en matière de responsabilité qui réduisent le moral des contribuables.

Le premier défi est que de nombreux pays africains à faible revenu ne connaissent pas parfaitement l'assiette fiscale. De nombreuses activités économiques se déroulent de manière informelle et les gouvernements ne connaissent pas les revenus de leurs citoyens et ne savent pas qui gagne suffisamment pour payer des impôts. Les entreprises formellement enregistrées fournissent leurs déclarations de revenus annuelles pour l'impôt sur les sociétés, et elles collectent l'impôt sur le revenu de leurs employés et l'envoient aux autorités fiscales. Cependant, les activités économiques des entreprises non enregistrées ne sont pas connues des autorités fiscales, et il est difficile pour les gouvernements de taxer les personnes qui travaillent et font des affaires de manière informelle. Plus l'économie est informelle, moins le gouvernement peut percevoir de recettes fiscales, car seules quelques activités économiques peuvent être formellement retracées. Les estimations varient, mais dans certains pays, jusqu'à 80 pour cent de la population travaille dans le secteur informel.

L'une des solutions pour lutter contre l'informalité a consisté à estimer combien les gens gagnent en examinant leurs activités commerciales. Ces types d'impôts, appelés *impôts présomptifs*, sont généralement imposés sur une base présomptive, ce qui signifie qu'ils sont fondés sur des estimations supposées du revenu plutôt que sur des données de revenu réel. Le montant de l'impôt présumé dû est généralement calculé sur la base de divers indicateurs observables, tels que le nombre d'employés, le chiffre d'affaires de l'entreprise et la taille des locaux, ou la capacité de charge pour les exploitants de minibus et de taxis. Par exemple, un minibus de sept places est soumis à une taxe forfaitaire annuelle moins élevée qu'un minibus de 18 places.

Un deuxième défi consiste à gérer les "gros contribuables", tels que les particuliers fortunés et les sociétés internationales opérant principalement dans les industries extractives telles que l'exploitation minière. Malgré la création d'unités chargées des gros contribuables au sein des trésors nationaux, les particuliers fortunés et les grandes entreprises disposent d'un énorme pouvoir de négociation. Les gouvernements sont souvent contraints de négocier avec ces entreprises, ce qui ouvre la voie à des exonérations fiscales qui réduisent les recettes fiscales. Une tendance récente montre que, dans de nombreux pays, l'impôt sur le revenu des personnes physiques rapporte plus que l'impôt sur le revenu des sociétés (voir figure 6). Cela signifie que les entreprises contribuent moins aux recettes fiscales que les particuliers, malgré des marges bénéficiaires élevées. Les grandes entreprises et les sociétés ont souvent une influence politique considérable sur les ministres et les présidents et étouffent toute réforme fiscale significative.

Cette situation s'enracine souvent lorsque les principaux responsables politiques détiennent des parts dans ces entreprises. Les cercles d'élite composés de dirigeants de grandes entreprises et de magnats des affaires ayant des relations politiques constituent souvent un obstacle important à la réforme fiscale au niveau des gouvernements locaux et centraux. La fraude fiscale et la corruption, y compris le transfert d'argent vers des pays à faible taux d'imposition (paradis fiscaux), prospèrent également dans ces environnements.

Le troisième défi est l'inégalité inhérente au système fiscal, où les pauvres supportent une charge fiscale plus lourde que les riches. La première dimension de ce problème est que les lois fiscales elles-mêmes sont conçues de manière inéquitable. Cela découle en partie des systèmes fiscaux coloniaux qui étaient dualistes et plus punitifs pour les Africains en n'évaluant pas la capacité imposable, intentionnellement et en raison de difficultés administratives. À l'époque coloniale, les recettes fiscales collectées étaient principalement consacrées aux enclaves de colons, perpétuant ainsi l'inégalité et le développement dualiste qui ont laissé de nombreux Africains sur le carreau. La deuxième dimension est que les réformes fiscales et les solutions pour lutter contre l'évasion fiscale aggravent souvent les inégalités. La technologie a en partie apporté des solutions, puisque certaines taxes sont automatiquement déduites de toutes les transactions par téléphone mobile. Ces taxes sont appelées e-taxes/e-levies. Bien qu'elles soient utiles pour augmenter les recettes publiques, elles ne sont pas équitables car elles punissent ceux qui ne peuvent pas utiliser d'autres moyens de transaction que les systèmes électroniques. Par exemple, en essayant d'éviter les taxes électroniques, les commerçants informels zimbabwéens ont recommencé à utiliser uniquement de l'argent liquide pour leurs transactions.

Enfin, et c'est probablement le problème le plus urgent, les gouvernements africains ne sont pas tenus de rendre des comptes lorsqu'ils dépensent les recettes fiscales. Renforcer la capacité à collecter davantage de recettes fiscales est un objectif noble, mais ce à quoi l'argent est dépensé est important pour les contribuables. Le renforcement des capacités fiscales doit s'accompagner de la volonté de fournir des biens et des services publics. Les contribuables sont démoralisés lorsqu'ils ne voient pas l'intérêt de payer des impôts. L'État peut gagner la volonté des contribuables de contribuer en démontrant que les recettes fiscales collectées sont utilisées à bon escient. C'est pourquoi l'expression "pas de taxation sans représentation", bien qu'elle soit d'origine américaine, trouve un écho auprès des contribuables africains. Le moral fiscal (perceptions et attitudes à l'égard du paiement des impôts) est généralement faible dans les pays africains où les contribuables ne voient pas les bénéfices de leurs impôts. Pour gagner la confiance des contribuables, les États doivent établir un lien transparent entre les recettes fiscales et les dépenses. Lorsque cela est bien fait, cela permet aux gouvernements de redistribuer les recettes fiscales (en particulier l'impôt sur le revenu) par le biais de politiques de dépenses qui contribuent à réduire les inégalités. La prestation de services et l'attention portée aux besoins des contribuables font donc partie intégrante de systèmes fiscaux durables et efficaces.

Questions d'étude

1. Quels étaient les différents objectifs poursuivis par les gouvernements coloniaux dans leurs politiques fiscales?
2. Les recettes fiscales collectées à l'époque coloniale ont sous-estimé l'extraction des ressources par les gouvernements coloniaux. Expliquez pourquoi en utilisant d'autres moyens utilisés par l'État colonial pour "taxer" les Africains.
3. Certains impôts ont survécu à la fin du colonialisme et sont devenus d'importants impôts modernes. Identifiez certains d'entre eux et expliquez pourquoi ils subsistent encore aujourd'hui.
4. Identifiez et expliquez les défis qui subsistent en matière de fiscalité en Afrique.
5. L'une des affirmations de ce chapitre est que l'État colonial n'était pas vraiment "africain". Expliquez pourquoi vous êtes d'accord ou non avec ce point de vue en vous plaçant du point de vue de la fiscalité.

Lectures suggérées

Albers, Thilo, Morten Jerven, and Marvin Suesse, M. (2023). The Fiscal State in Africa: Evidence from a Century of Growth. *International Organization* 77(1): 65-101.

Cogneau, Denis, Yannick Dupraz, Justine Knebelmann, and Sandrine MespléSomps. (2021). Taxation in Africa from Colonial Times to Present Evidence from former French colonies 1900-2018. ⟨halshs-03420664⟩

Frankema, Ewout and Anne Booth (2019). *Fiscal Capacity and the Colonial State in Asia and Africa, C. 1850-1960*. Cambridge University Press.

Gardner, Leigh (2012). *Taxing Colonial Africa: The Political Economy of British Colonial Rule*. Oxford: Oxford University Press.

Gwaindepi, Abel (2022). Fiscal capacity in "responsible government" colonies: the Cape Colony in comparative perspective, c. 1865–1910. *European Review of Economic History* 26(3): 340-369.

Moore, Mick, Wilson Prichard, and Odd-Helge Fjeldstad (2018). *Taxing Africa: Coercion, Reform and Development*. London: Zed Books.

A propos de l'auteur

Abel Gwaindepi est chercheur principal à l'Institut danois d'études internationales (IDIS) et au département d'histoire économique de l'université de Lund. Il est également chargé d'enseignement externe au Centre d'études africaines de l'université de Copenhague et chercheur affilié au département d'économie de l'université de Stellenbosch. Il s'intéresse principalement à l'histoire économique et à l'économie politique du développement en Afrique. Il travaille actuellement sur le financement du développement, en se concentrant sur les développements historiques et actuels de la mobilisation des revenus nationaux et de la dette verte pour le développement durable.

Villes en croissance: L'urbanisation en Afrique

Felix Meier zu Selhausen
Université de Wageningen

1. Introduction

L'urbanisation, la croissance économique et l'élévation du niveau de vie vont historiquement de pair et sont des faits essentiels de notre monde moderne, car les zones urbaines représentent un pourcentage important du PIB dans la plupart des pays. Aucun pays au monde n'a jamais atteint le statut de pays à revenu moyen sans qu'une population considérable ne se déplace vers les villes. Au cours des 200 dernières années, alors que la population mondiale s'est considérablement accrue, les habitants du monde entier sont passés d'un mode de vie presque exclusivement rural à un mode de vie urbain. Dans le même temps, la structure de l'économie mondiale s'est transformée, la majorité des personnes travaillant dans le secteur agricole devenant principalement actives dans les secteurs urbains de l'industrie manufacturière et des services. Dans la plupart des pays, l'urbanisation est une conséquence naturelle et un stimulant du développement économique basé sur l'industrialisation.

Bien que les sociétés africaines aient été essentiellement rurales pendant la majeure partie de leur histoire, les établissements urbains existent depuis des siècles et constituent une caractéristique importante de l'histoire de l'Afrique. Les premières villes africaines connues sont apparues autour de la vallée du Nil, la plus célèbre étant Alexandrie en Égypte. Les royaumes des hautes terres d'Éthiopie se sont également organisés autour de villes il y a deux mille ans. Plus tard, au 11e siècle, le royaume du Grand Zimbabwe, en Afrique australe, a construit une ville complexe aux murs de pierre. En Afrique de l'Ouest, la ville commerciale transsaharienne de Tombouctou (Mali) s'est imposée comme une capitale intellectuelle et spirituelle et comme un centre de propagation de l'islam dans toute l'Afrique au 15e siècle. Pendant ce temps, sur la côte est de l'Afrique, les centres commerciaux arabes de Mombasa et de Zanzibar ont pris de l'ampleur. Les villes fonctionnaient comme des centres autour desquels les sociétés s'organisaient - points focaux du commerce, de l'autorité politique, des garnisons militaires, des cérémonies religieuses et culturelles, ou servaient de refuge et d'abri collectif dans les périodes troublées.

Toutefois, ce n'est qu'au cours de la seconde moitié du 20e siècle que l'exode rural et la croissance démographique ont accéléré l'urbanisation, qui a atteint des niveaux sans précédent en Afrique. Alors que jusqu'en 1960, il n'y avait que deux villes de plus d'un million d'habitants en Afrique, en 2010, le continent comptait 56 villes de plus d'un million d'habitants. Aujourd'hui, l'Afrique a la population urbaine qui croît le plus rapidement dans le monde et l'urbanisation et la croissance urbaine ont lieu dans toutes les sociétés africaines. La croissance des villes africaines est l'une des transformations les plus significatives de l'Afrique

contemporaine, révélant de manière frappante le visage moderne et changeant de l'Afrique (voir la photo ci-dessous). Ce phénomène a entraîné une réorientation profonde de la vie sociale et économique des populations, ce qui représente à la fois des défis majeurs et des opportunités pour les acteurs engagés dans tous les aspects de la vie urbaine.

Le visage urbain de l'Afrique - Lagos (Nigeria) est la plus grande ville d'Afrique

L'objectif principal de ce chapitre est de présenter la dynamique urbaine de l'Afrique dans une perspective globale et d'expliquer les causes et les conséquences de l'urbanisation et de la croissance urbaine pour les pays africains. La section suivante commence par introduire certains concepts clés et explique les processus qui sous-tendent l'urbanisation. La section 3 passe en revue les origines historiques des établissements urbains en Afrique et compare le développement urbain de l'Afrique dans une perspective à long terme avec d'autres régions du monde. Cette section est suivie d'une discussion sur les aspects économiques associés à l'urbanisation. La section 5 explore les moteurs de l'urbanisation en Afrique, tandis que la section 6 examine certaines des opportunités et des conséquences de la croissance des villes en Afrique. Enfin, nous concluons en résumant les leçons tirées de ce chapitre.

2. Concepts clés de l'urbanisation

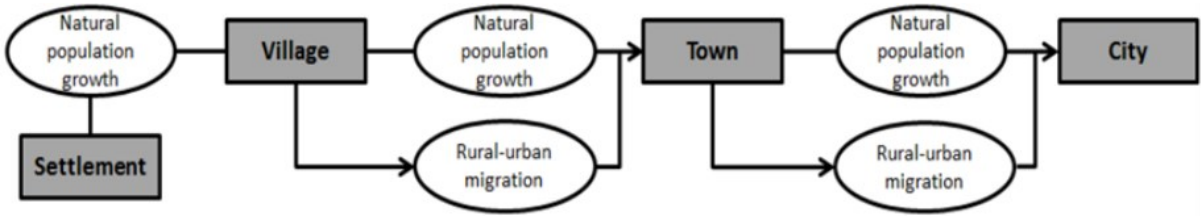
Nous savons de quoi nous parlons lorsque nous disons "je vis dans une ville" ou "je déménage dans une ville" parce que nous avons certaines images des villes à l'esprit: ses lumières vives la nuit, ses centres commerciaux animés, ses grands immeubles ou même ses embouteillages. Mais comment définir des lieux comme urbains et comment distinguer une ville d'une "cité" ou d'un "village"? Tout d'abord, la définition de ce qui constitue une "zone urbaine" varie considérablement d'une région du monde à l'autre. La principale institution qui documente la population et la croissance urbaine est l'Organisation des Nations Unies. Pour préparer les

estimations de la population urbaine, les Nations Unies s'appuient sur les données produites par les bureaux nationaux de statistiques de tous les pays du monde. Cependant, chaque pays utilise des critères différents pour distinguer les zones urbaines des zones rurales, de sorte qu'il n'existe pas de définition standardisée malgré les efforts internationaux. La majorité des pays définissent les zones urbaines en appliquant certaines exigences concernant la densité de l'habitat, la taille de la population ou la part de la population employée dans l'agriculture. La définition des zones urbaines varie également d'un pays africain à l'autre. Par exemple, les offices statistiques du Botswana et de la Zambie définissent une zone urbaine comme une agglomération de 5 000 habitants ou plus dont la majorité n'est pas employée dans le secteur agricole, tandis qu'en Éthiopie et au Liberia, les zones urbaines sont classées comme des lieux de plus de 2 000 habitants. Cependant, on s'accorde à dire que les zones urbaines se caractérisent par des densités de population plus élevées que les zones rurales, ce qui signifie que de nombreuses personnes sont concentrées dans un petit espace plutôt que réparties sur un vaste territoire.

Poursuivons en clarifiant et en distinguant les concepts d'urbanisation et de croissance urbaine, car ces deux termes seront utilisés à plusieurs reprises par la suite. Le terme d'urbanisation désigne le processus par lequel un pourcentage croissant de la population d'un pays vient vivre dans des zones urbaines (c'est-à-dire des villes). L'urbanisation se produit lorsque la population urbaine croît plus rapidement que la population rurale. En d'autres termes, si la population rurale et la population urbaine croissent au même rythme, le taux d'urbanisation ne changera pas. La principale source de ce processus d'urbanisation est la migration des personnes qui quittent les zones rurales pour venir vivre et travailler dans les zones urbaines.

Le terme de croissance urbaine est utilisé pour désigner la variation en pourcentage du nombre total de personnes vivant dans les zones urbaines d'une année à l'autre. En Afrique, la croissance urbaine est due à trois facteurs: l'accroissement naturel de la population parmi les résidents des villes, la migration des zones rurales vers les villes et le reclassement statistique de zones précédemment rurales en zones urbaines, au fur et à mesure qu'elles se construisent. En théorie, un pays peut connaître une croissance urbaine sans urbanisation. C'est le cas si le nombre de personnes vivant dans les zones urbaines augmente, mais au même rythme ou à un rythme plus lent que la population rurale. Cette situation est toutefois rare et, au cours des dernières décennies, la majorité des régions du monde ont connu une croissance urbaine et une urbanisation simultanées.

Figure 1: Le processus de croissance urbaine



Source: Nations Unies (2012)
Remarque: Traduction anglais/français: natural population growth/croissance démographique naturelle; settlement/peuplement; village/village; rural-urban migration/migration des campagnes vers les villes-urbaine; town/ville moyenne; city/grande ville.

Le processus de croissance urbaine (de l'établissement humain à la ville) est simplifié et résumé dans la figure 1. Le processus de croissance urbaine comprend le processus de transformation des établissements humains en villages, des villages en villes et des villes en cités. Tout d'abord, lorsque la population urbaine est relativement faible (par exemple, dans un village), l'exode rural est le principal facteur de croissance urbaine. Toutefois, à mesure que la population urbaine augmente, l'accroissement naturel de la population urbaine tend à jouer un rôle plus important dans la croissance urbaine (contrairement à l'urbanisation). Une augmentation de la population urbaine naturelle se produit lorsque le nombre de naissances dépasse le nombre de décès au sein d'une population urbaine. Dans le passé, les zones urbaines avaient souvent tendance à avoir des taux de mortalité plus élevés que les zones rurales. Il y a environ 400 ans, en Europe, il n'était pas rare que le taux de mortalité soit encore plus élevé que le taux de natalité, ce qui entraînait une diminution de la population urbaine naturelle. La raison en était que les maladies infectieuses étaient les principales causes de décès et que ces maladies avaient tendance à se propager plus rapidement dans les villes où les gens vivaient en étroite proximité et en interaction sociale. Aujourd'hui encore, les infrastructures rudimentaires d'approvisionnement en eau et d'assainissement peuvent transformer les zones urbaines en terrains propices à la prolifération des bactéries. Par exemple, les épidémies de choléra (causées par la contamination de l'eau) ont été les plus fréquentes dans les bidonvilles des villes. En outre, les eaux stagnantes des systèmes d'égouts à ciel ouvert offrent un terrain propice à la reproduction des moustiques anophèles, porteurs du paludisme. En outre, le fait que de nombreuses personnes vivent à proximité les unes des autres peut entraîner une congestion urbaine, c'est-à-dire la présence de nombreuses voitures et motos sur les routes qui provoquent une pollution atmosphérique considérable et paralysent les villes, en particulier pendant les heures de pointe du matin et du soir. En outre, la forte concentration de fumées et de poussières en suspension provenant de la combustion des carburants dans les industries et les voitures affecte la qualité de l'air que les gens respirent et peut donc nuire à la santé humaine.

D'un autre côté, la cohabitation présente d'importants avantages pour les industries. Lorsque les usines et les habitants sont situés à proximité les uns des autres dans les villes, ils peuvent en tirer divers avantages. Les usines ont tendance à s'installer dans les zones urbaines afin de bénéficier *d'économies d'échelle* et de l'existence d'un marché important et croissant pour vendre leurs produits et profiter de l'infrastructure de transport pour distribuer leurs produits au niveau national et les exporter vers d'autres pays. Le terme *économies d'échelle* décrit les

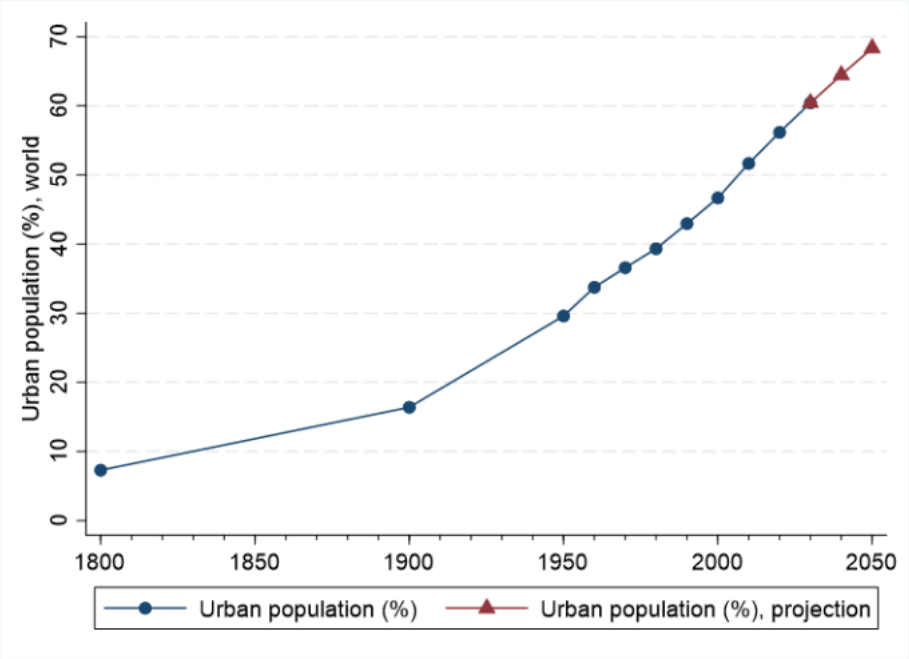
avantages que les usines tirent de l'implantation de leurs activités économiques à proximité les unes des autres. Le regroupement d'usines apparentées dans des zones urbaines peut entraîner une baisse significative de leurs coûts de production, car l'existence d'un réseau de nombreuses usines dans une même zone attire d'autres entreprises qui s'y installent et leur fournissent des matériaux de production et des clients, ce qu'une entreprise seule ne pourrait pas faire. La proximité d'un plus grand nombre d'usines dans des secteurs connexes (ou 'agglomération') rend la production moins coûteuse pour les usines, ce qui peut être un facteur important de la croissance des villes et de l'emploi salarié.

3. L'urbanisation africaine dans une perspective mondiale et historique

Historiquement, l'urbanisation généralisée est un phénomène récent du développement économique dans notre monde. Aujourd'hui, différents pays se trouvent à des stades différents d'urbanisation et de développement économique. Cependant, la population urbaine mondiale est restée faible et inchangée pendant des milliers d'années, avant de connaître une expansion rapide et soutenue à partir de la fin du 19e siècle. La figure 2 montre qu'en 1800, environ 8 pour cent de l'humanité vivait dans des zones urbaines. À l'époque, Londres était la seule ville au monde à compter plus d'un million d'habitants. Ce n'est qu'à partir de 1800 que les gens ont quitté les zones rurales pour s'installer dans les villes, en bien plus grand nombre qu'auparavant. L'événement fondamental a été la révolution industrielle qui s'est déroulée en Europe occidentale aux 18e et 19e siècles. L'expansion rapide des industries exigeait que de plus en plus de personnes travaillent dans les usines urbaines, ce qui attirait les gens à la recherche d'un emploi et d'une vie meilleure. Dans le même temps, des changements majeurs dans les technologies agricoles ont augmenté la productivité agricole, ce qui a permis de nourrir une population urbaine en constante augmentation, en dehors du secteur agricole.

La figure 2 montre que le rythme de croissance de la population urbaine s'est accéléré au 20e siècle. En 1900, 16 pour cent de la population mondiale vivait dans les villes. En 1950, ces taux de population urbaine ont doublé. Toutefois, la croissance la plus importante et la plus rapide de la population mondiale a eu lieu après 1950. Le tableau 1 et la figure 2 montrent qu'entre 1950 et 2020, le taux d'urbanisation dans le monde est passé de 30 à 56 pour cent, ce qui signifie que, pour la première fois dans l'histoire, plus de personnes vivent dans les zones urbaines que dans les zones rurales. La rapidité des taux de croissance urbaine contemporains enregistrés par les pays en développement au cours des 70 dernières années est exceptionnelle au regard des normes historiques. Le tableau 1 (colonnes de gauche) montre que les trois régions ayant le pourcentage le plus élevé de personnes vivant dans des villes en 2020 se trouvent en Amérique du Nord et en Amérique latine, suivies par l'Europe. Le tableau 1 (colonnes de droite) présente également les taux de croissance urbaine moyens des 70 dernières années. Il apparaît clairement que toutes les régions du monde ont connu leur plus forte croissance de population urbaine entre 1950 et 1980 et qu'elle s'est considérablement ralentie par la suite. En ce qui concerne l'avenir, la figure 2 présente également les projections des Nations Unies, qui indiquent que la tendance urbaine mondiale se poursuivra et que, d'ici 2050, les deux tiers de l'humanité vivront dans des zones urbaines.

Figure 2: Estimations de la population urbaine mondiale, 1800-2050



Source: Nations Unies (2018). Hannah Ritchie et Max Roser (2018) - "Urbanization", Our World in Data.

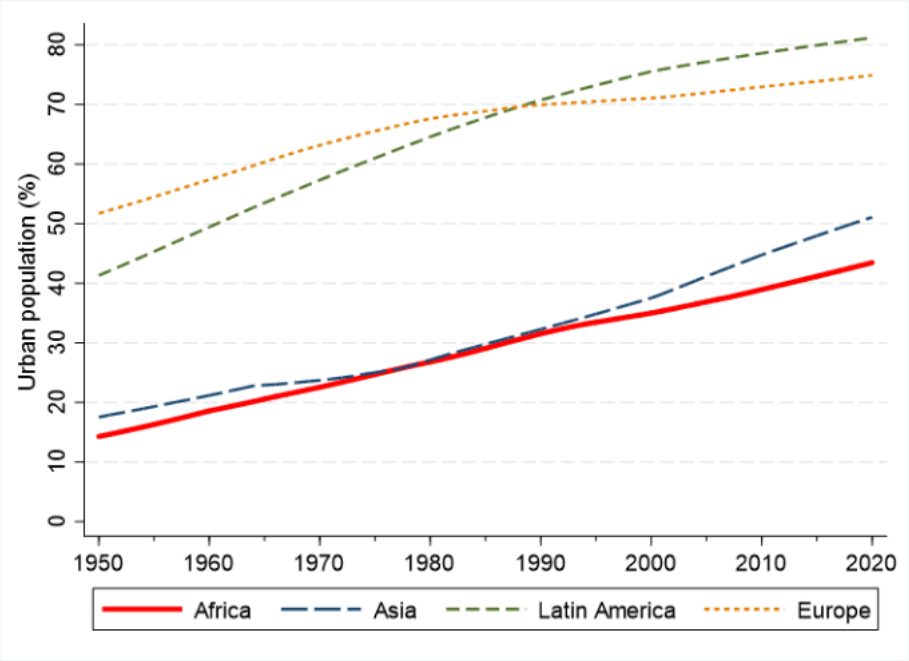
Le tableau 1 et la figure 3 placent l'expérience de l'Afrique en matière d'urbanisation dans une perspective comparative à long terme. Nous pouvons constater que l'Afrique, au cours des 70 dernières années, a été la région la moins urbanisée du monde, mais qu'elle a en même temps connu les taux de croissance urbaine les plus élevés, compris entre 3,6 et 4,6 % (tableau 1). En 1950, seuls 14 pour cent des Africains vivaient dans des villes, alors que 41 pour cent des habitants d'Amérique latine et 52 pour cent des Européens vivaient dans des centres urbains. En 2020, 43 pour cent des Africains vivaient dans des zones urbaines, alors qu'en Amérique du Nord, en Amérique latine et en Europe, cette proportion était presque deux fois plus élevée.

Tableau 1: Part de la population urbaine et croissance urbaine par région du monde, 1950-2010

	Partager l'urbain (%)			Taux de croissance urbaine (%)		
	1950	1980	2020	1950-80	1980-2000	2000-20
Afrique	14.3	26.8	43.5	4.6	4.0	3.6
Amérique latine	41.3	64.6	81.2	4.1	2.6	1.5
Asie	17.5	27.1	51.1	3.6	3.3	2.6
L'Europe	51.7	67.6	74.9	1.7	0.5	0.4
Amérique du Nord	63.9	73.9	82.6	1.8	1.4	1.0
Le monde	**29.6**	**39.3**	**56.2**	**2.8**	**2.5**	**2.1**

Source: Nations Unies (2018).

Figure 3: Part de la population urbaine dans les régions du monde, 1950-2020



Source: Nations Unies (2018).

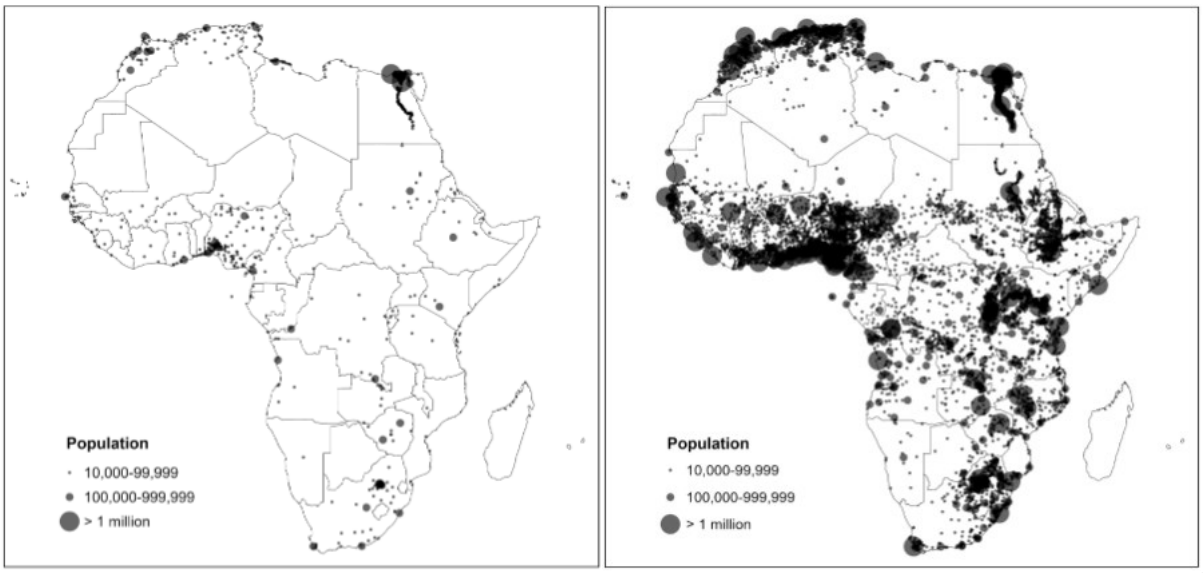
En 2020, la population totale de l'Afrique dépassera 1,3 milliard d'habitants, dont environ 588 millions vivront dans des établissements urbains. Selon les projections, cette population urbaine triplera au cours des trois prochaines décennies pour atteindre 1,5 milliard en 2050, date à laquelle près de 60 pour cent des Africains vivront dans des centres urbains. Entre-temps, les régions déjà fortement urbanisées, telles que l'Amérique latine, l'Amérique du Nord et l'Europe, connaîtront une croissance beaucoup plus lente et, par conséquent, leurs tendances en matière d'urbanisation deviendront plus plates au fil du temps (figure 3). Le tableau 1 montre également que les taux de croissance de l'urbanisation tendent à diminuer à mesure que l'urbanisation globale de chaque région augmente, car il existe une limite supérieure à l'urbanisation d'une population. Étant donné que l'Afrique et l'Asie affichent les taux de croissance urbaine les plus élevés au monde depuis le milieu du 20e siècle (tableau 1), reflétés par les tendances dynamiques de l'urbanisation illustrées dans la figure 3, cela suggère fortement que l'urbanisation de l'Afrique et de l'Asie se poursuivra vigoureusement au cours des prochaines décennies - rattrapant ainsi considérablement l'Europe et les Amériques.

La carte 1 présente les villes africaines par taille en 1950 (à droite) et en 2015 (à gauche). La comparaison des deux cartes permet de mieux visualiser le rythme rapide de l'urbanisation en Afrique. Comme le montrent les deux cartes, le nombre de villes de plus de 10 000 habitants et de plus de 100 000 habitants (petits et moyens cercles gris) et le nombre de villes de plus d'un million d'habitants (grands cercles gris) ont augmenté de manière significative au cours des 65 dernières années. Jusqu'en 1950, il n'y avait aucune ville de plus d'un million d'habitants en Afrique, à l'exception d'Alexandrie et du Caire en Égypte, ainsi que de Johannesburg en Afrique du Sud. En 2015, le continent comptait 57 villes de plus d'un million d'habitants. Les 5 premières 'mégapoles' africaines en termes de population (par zone d'agglomération) en 2015 étaient: Le Caire (Égypte, 16,2 millions), Lagos (Nigeria, 10,8 millions), Johannesburg

(Afrique du Sud, 7,2 millions), Kinshasa (République démocratique du Congo, 5,8 millions) et Luanda (Angola, 5,1 millions). La figure 3 et la carte 1 nous ont appris que l'urbanisation rapide est un phénomène relativement récent en Afrique. Nous allons maintenant tenter d'expliquer pourquoi et comment les zones urbaines se sont développées en Afrique au cours du siècle dernier.

Carte 1: Villes africaines par taille, 1950 et 2015

1950 **2015**

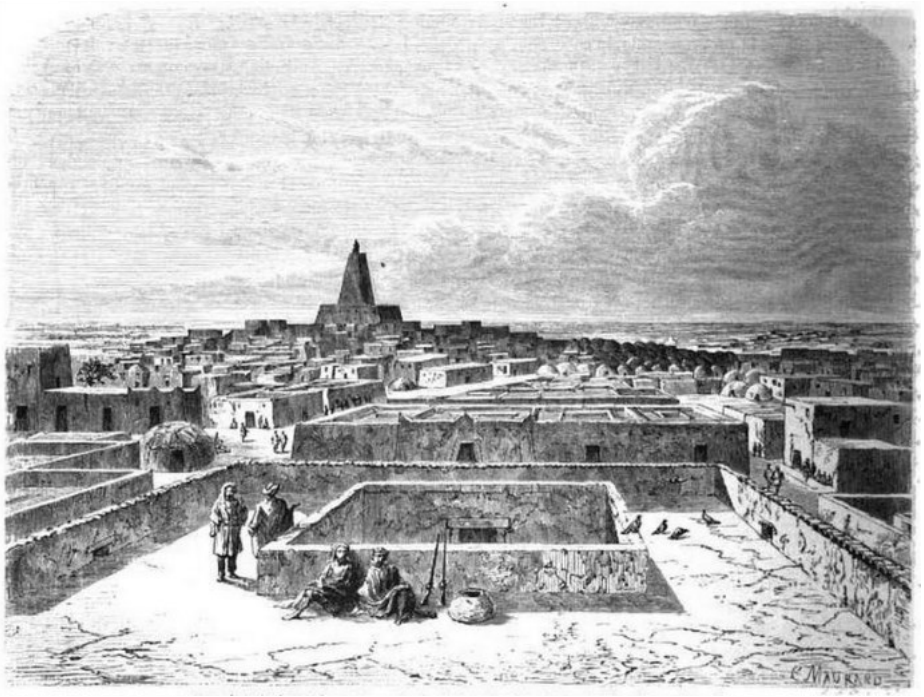


Source: Meier zu Selhausen (2022).

Tout d'abord, la situation géographique est importante pour l'établissement humain. Dans le passé comme aujourd'hui, il y a toujours eu de bonnes raisons pour que les villes se développent à l'endroit où elles se trouvent actuellement. Pour certaines des plus grandes zones de peuplement d'Afrique, l'emplacement des ressources naturelles (eau, sources d'énergie, cuivre, or et diamants, par exemple) a joué un rôle important dans la détermination de l'endroit où les gens se sont installés et ont migré au début de l'ère coloniale, à la fin du 19e siècle. Par exemple, des économies urbaines et industrielles entièrement nouvelles ont émergé en conséquence directe de la découverte de minerais en Afrique centrale et australe. Des zones urbaines se sont rapidement développées autour des installations industrielles et ont accueilli l'administration et les travailleurs des compagnies minières. Les premières découvertes de minerais à la fin du 19e siècle ont attiré des travailleurs migrants dans les régions suivantes: Johannesburg, Witwatersrand (or) et Kimberly (diamants) en Afrique du Sud, Kitwe et Ndola en Rhodésie du Nord (aujourd'hui en Zambie) et Lubumbashi (cuivre et cobalt) dans le sud du Congo (aujourd'hui en RDC). Ces régions se sont rapidement transformées en villes industrielles d'exploitation minière, de fonte et d'affinage, créant de nombreuses opportunités d'emploi dans les usines et offrant un marché pour les produits agricoles des agriculteurs environnants. L'Afrique du Sud est devenue le plus grand producteur d'or au monde et la majeure partie provient de la ville minière de Johannesburg, qui compte déjà 250 000 habitants, ce qui en fait le plus grand centre urbain au sud du Sahara. L'exploitation minière a créé une civilisation urbano-industrielle à grande vitesse, contrairement au développement plus progressif des villes

dans les zones non minières. La construction du chemin de fer par les administrations coloniales pour l'extraction des ressources naturelles et des cultures de rapport (cacao, coton, café, tabac, sucre et huile de palme) vers la côte a également joué un rôle important dans la détermination de l'emplacement des villes portuaires pour les exportations. Par exemple, Nairobi était un marécage inhabité et n'a commencé à attirer des habitants qu'en 1899, lorsqu'elle est devenue le dépôt ferroviaire colonial et le quartier général pendant la construction par les Britanniques de la ligne de chemin de fer qui reliait Mombasa, sur la côte de l'océan Indien, à l'Ouganda. Un autre moteur de l'urbanisation initiale dans les colonies de colons blancs, telles que le Kenya, la Rhodésie du Sud (aujourd'hui Zimbabwe) et l'Afrique du Sud, a été l'expropriation des terres fertiles des Africains, qui ont été distribuées aux colons blancs. L'expropriation des habitants africains de leurs terres par le gouvernement colonial a marginalisé les Africains sur le plan économique. Ils ont été forcés de s'installer dans des réserves ou ont dérivé vers les villes à la recherche de travail, contribuant ainsi à la croissance rapide de Nairobi au Kenya et de Salisbury (aujourd'hui Harare) en Rhodésie du Sud, par exemple.

Contrairement à ces villes récemment construites, l'Afrique compte des villes anciennes. L'emplacement a joué un rôle important dans leur existence, tout comme les ressources naturelles décrites ci-dessus. Toutefois, ces villes ont vu le jour principalement en raison de leur situation géopolitique qui leur permettait de contrôler et de gérer le commerce maritime, fluvial et terrestre plutôt que l'extraction de minerais. En Afrique de l'Est, les centres commerciaux de Mombasa et de Malindi, sur la côte du Kenya, exportaient des épices, de l'or et de l'ivoire vers l'Arabie et l'Asie, tandis que Zanzibar (aujourd'hui la Tanzanie) est devenu le plus grand marché d'esclaves d'Afrique de l'Est. Les villes du Caire et d'Alexandrie, en Égypte, le long du Nil et de ses plaines fertiles, sont encore plus anciennes. En outre, les villes de la vallée du Niger en Afrique de l'Ouest, telles que Tombouctou et Djenné (Mali), sont devenues des centres prospères du commerce transsaharien et de l'érudition islamique il y a plusieurs siècles. C'est pour cette raison que Tombouctou est reconnue par les Nations Unies comme site du patrimoine mondial. Le dessin ci-dessous montre une vue ancienne de Tombouctou vers 1500.

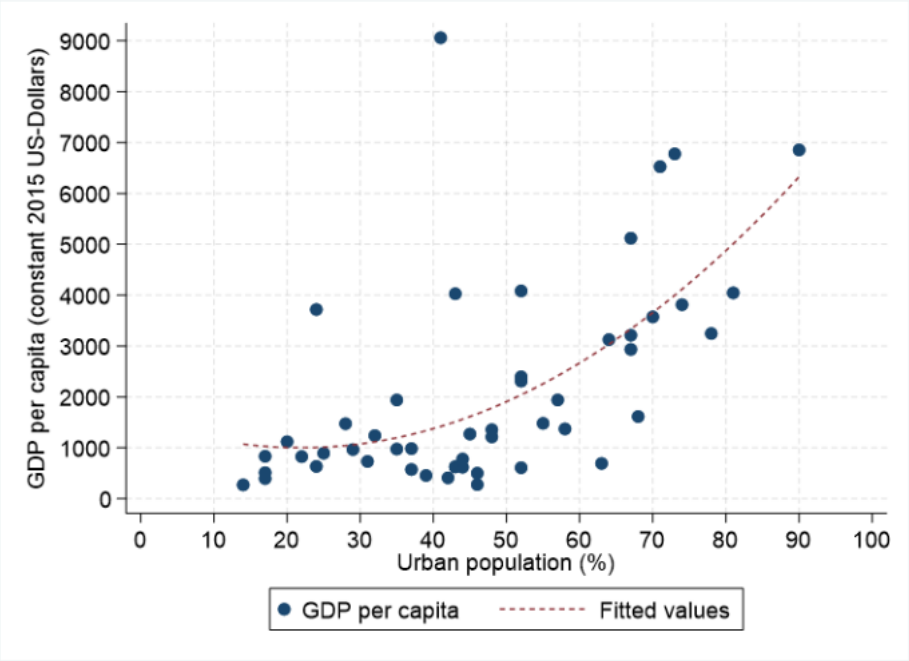


Ancienne ville marchande - Tombouctou (Mali), site du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1988

4. La perspective économique de l'urbanisation

Historiquement, il existe une relation étroite entre l'urbanisation et le développement économique. Toutefois, cette relation est principalement tirée de l'expérience de l'Europe et de l'Amérique du Nord au cours des 19e et 20e siècles, qui ont connu une croissance économique, un développement et une urbanisation à peu près simultanés. Au cours des dernières décennies, des processus similaires de développement économique et d'urbanisation ont été observés dans de nombreux pays d'Amérique latine et d'Asie. L'une des raisons sous-jacentes de cette relation est que lorsque l'économie d'un pays se développe, davantage d'emplois sont généralement créés et concentrés dans les zones urbaines. Lorsque les villes peuvent offrir de meilleures opportunités d'emploi, associées à des salaires plus élevés que dans les zones rurales, les gens ont tendance à quitter le secteur agricole rural pour tenter leur chance dans les secteurs de l'industrie et des services urbains. Dans une économie, le passage à long terme de personnes travaillant dans le secteur agricole rural à des personnes travaillant dans les secteurs urbains de l'industrie et des services est appelé *changement structurel*.

Figure 4: PIB par habitant et taux d'urbanisation dans 46 pays africains, 2020

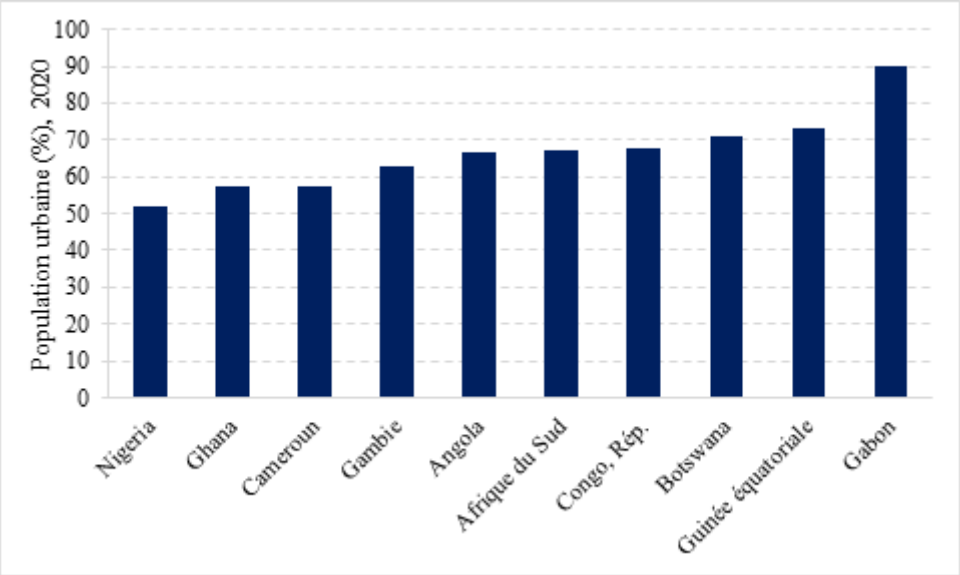


Source: World Bank (2021), World Development Indicators (WDI).

Ensuite, nous voulons comparer dans quelle mesure cette relation historique et mondiale peut également s'appliquer aux pays africains. Notre point de départ est la figure 4, qui indique en ordonnée le PIB par habitant, exprimé en dollars américains, pour l'année 2015 et en abscisse le taux d'urbanisation. Chaque point représente un pays africain en 2020. Trois éléments ressortent. Premièrement, la ligne de tendance qui traverse les points donne l'impression que les pays africains dont le niveau de développement économique (mesuré par le PIB par habitant) est plus élevé sont également plus urbanisés et vice versa. Deuxièmement, la relation positive entre l'urbanisation et le PIB par habitant ne semble toutefois se matérialiser que lorsque les pays ont atteint un taux d'urbanisation de 50 pour cent. Avant cela, il n'y a aucune relation. En d'autres termes, l'urbanisation n'a pas été accélérée par le développement économique et vice versa dans les pays africains où moins de 50 pour cent de la population vit dans des centres urbains. Troisièmement, presque toutes les économies africaines situées avant le seuil de 50 pour cent de la population urbaine sont relativement pauvres et ont un PIB par habitant inférieur à 1 500 dollars (à l'exception de quatre pays), mais nombre d'entre elles ont en même temps des taux d'urbanisation relativement élevés, compris entre 30 et 50 pour cent. Cela donne l'impression que l'urbanisation dans de nombreux pays africains a précédé un plus grand développement économique et une augmentation des niveaux de vie.

La figure 4 illustre la relation positive entre le développement économique africain et l'urbanisation et vice versa *après* un taux d'urbanisation de 50 pour cent. Ensuite, nous voulons savoir si ce lien reste vrai au niveau des pays.

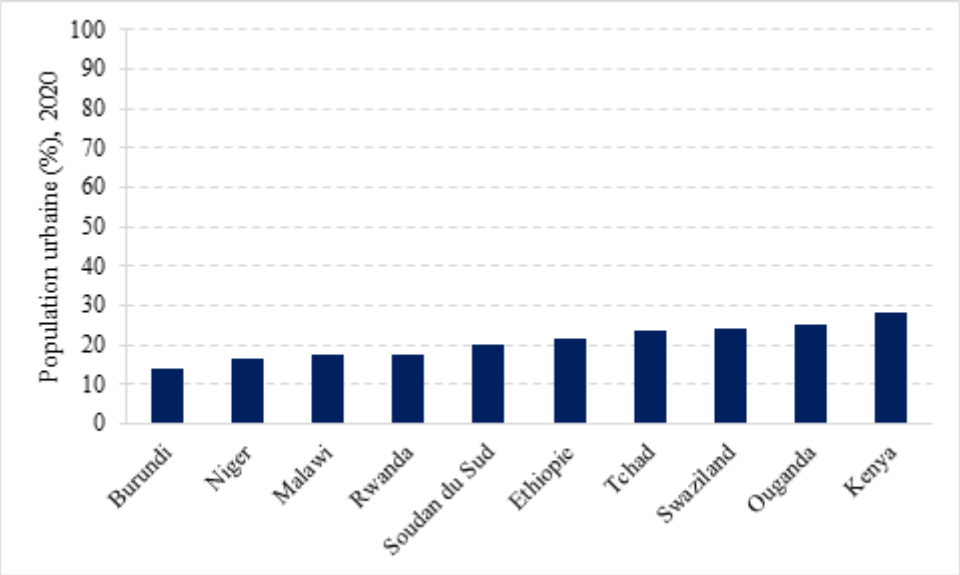
Figure 5: Taux d'urbanisation dans une sélection de pays africains fortement urbanisés, 2020



Source: World Bank (2021).

Pour ce faire, nous comparons les dix pays les plus urbanisés et les moins urbanisés d'Afrique subsaharienne présentés dans les figures 5 et 6. En d'autres termes, nous comparons ces pays avant et après le seuil d'urbanisation de 50 pour cent de la figure 4. Le PIB moyen par habitant en 2020 pour les dix pays d'Afrique subsaharienne les plus urbanisés est de 4 500 dollars, alors qu'il est de 1 100 dollars pour les dix pays les moins urbanisés. En d'autres termes, les pays africains les plus urbanisés ont des niveaux de PIB par habitant quatre fois supérieurs à ceux des nations les moins urbanisées d'Afrique, ce qui confirme la tendance générale observée dans la figure 4. L'une des explications est que six des dix pays les plus urbanisés disposent de vastes réserves de pétrole (Angola, Cameroun, République du Congo, Gabon, Ghana et Nigeria) qui contribuent à des niveaux de PIB plus élevés et à des ressources permettant d'investir dans le développement des villes et des industries associées. En outre, tous les pays (à l'exception du Botswana) ont un accès à la mer et donc un accès direct aux marchés mondiaux par le biais du commerce maritime (exportations et importations), ce qui favorise généralement le développement économique grâce à des coûts de transport moins élevés. Parallèlement, tous les pays du top 10 (à l'exception du Botswana) sont situés en Afrique de l'Ouest, qui a toujours été plus densément peuplée et plus commerçante. Tous les pays africains les moins urbanisés (à l'exception de l'Érythrée) sont enclavés. L'accès à la mer est très important pour les entreprises étrangères lorsqu'elles décident d'ouvrir une usine (généralement dans les zones urbaines) en Afrique, car il réduit considérablement les coûts de transport pour l'exportation. Comme les usines s'installent généralement à proximité les unes des autres pour bénéficier d'économies d'échelle, l'avantage géographique semble avoir contribué au développement économique et à l'urbanisation. En résumé, nous pouvons trouver une relation positive entre le niveau d'urbanisation et le niveau de développement économique et vice versa pour les pays africains si nous comparons les pays africains les moins urbanisés et les plus urbanisés. Cependant, une relation statistique globale entre l'urbanisation et le développement économique semble se limiter aux pays africains qui ont atteint le seuil de 50 pour cent d'urbanisation.

Figure 6: Taux d'urbanisation dans une sélection de pays africains moins urbanisés, 2020



Source: World Bank (2021).

5. Qu'est-ce qui fait croître les villes africaines?

L'urbanisation (contrairement à la croissance urbaine) est le résultat de la migration des Africains ruraux vers les zones urbaines à la recherche d'un emploi et d'un mode de vie différent de celui qu'ils connaissent à la campagne. Toutefois, le rythme rapide de la croissance urbaine en Afrique est principalement dû à l'augmentation naturelle de la population urbaine et secondairement à l'exode rural. La population urbaine de l'Afrique a commencé à croître rapidement depuis la Seconde Guerre mondiale, lorsque les gouvernements coloniaux européens, en particulier la Grande-Bretagne et la France, ont commencé à préparer les colonies à l'indépendance, ce qui a entraîné une expansion de la santé publique générale et de l'assainissement, en particulier dans les zones urbaines, la construction de cliniques et d'hôpitaux et la mise à disposition de médicaments de base à grande échelle.

Au cours des dernières décennies, l'amélioration des services de santé, les programmes de vaccination de masse, l'accès à des médicaments bon marché et la diffusion de connaissances de base sur l'hygiène personnelle et les maladies sexuellement transmissibles ont entraîné une forte réduction de la mortalité. En particulier, la mortalité infantile a commencé à baisser grâce à de meilleurs traitements contre la polio, la rougeole, la diarrhée et la malnutrition. Ces interventions ont permis de réduire les maladies infectieuses et parasitaires qui, par le passé, se développaient dans les zones urbaines densément peuplées et déterminaient dans une large mesure la croissance de la population urbaine. La réduction de la charge de morbidité dans les villes s'est ensuite traduite par une baisse des taux de mortalité urbaine (infantile), ce qui a permis une augmentation de la population urbaine naturelle. En outre, l'amélioration de l'accès aux excédents alimentaires et énergétiques, en partie grâce à l'amélioration de la productivité et des infrastructures ainsi qu'aux importations et à l'aide internationale au cours des 60 dernières années, a entraîné des améliorations significatives de l'espérance de vie dans les zones

urbaines et rurales de l'ensemble de l'Afrique. Combiné à des taux de fécondité toujours élevés (5 enfants nés en moyenne par femme), ce phénomène a entraîné un boom démographique d'une ampleur sans précédent dans l'histoire, qui est également à l'origine d'une croissance rapide de la population dans les zones urbaines, indépendamment de l'exode rural. En d'autres termes, la croissance rapide de la population urbaine en Afrique (contrairement à l'urbanisation) est principalement due à la croissance rapide de la population dans les zones urbaines, alors que l'exode rural est le principal moteur de l'urbanisation.

Par la suite, nous voulons comprendre pourquoi les habitants des campagnes décident de s'installer dans les zones urbaines. Les gens choisissent de s'installer en ville pour diverses raisons individuelles. Ces raisons peuvent être résumées sous la forme de facteurs d'incitation et d'attraction. Un facteur d'incitation est un élément qui peut forcer ou encourager les gens à quitter les zones rurales pour s'installer dans des secteurs urbains. Une telle décision peut être influencée par des facteurs environnementaux tels que la pénurie de terres, la famine, la sécheresse et les inondations dans les zones rurales. D'autres facteurs d'incitation peuvent être les guerres et les conflits, le manque de possibilités d'emploi dans les zones rurales, la médiocrité de l'enseignement et des services médicaux, l'extrême pauvreté rurale ou le désir d'échapper à une situation familiale malheureuse et à la discrimination fondée sur le sexe (par exemple, le mariage précoce).

D'autre part, les facteurs d'attraction encouragent les gens à s'installer dans les zones urbaines. Il s'agit notamment de la possibilité d'être employé dans les secteurs urbains de l'industrie et des services, qui offrent des salaires plus élevés en ville, tandis que les centres urbains offrent un meilleur accès aux services médicaux et éducatifs. La perspective de trouver un emploi est certainement l'une des principales motivations qui "attirent" les gens vers les villes. Dans la plupart des régions d'Afrique, nous pouvons observer un lien étroit entre l'urbanisation et l'installation d'industries et de prestataires de services. Les secteurs industriels et de services de l'économie sont généralement situés dans les zones urbaines. Lorsque la croissance économique démarre dans le secteur urbain, les usines ont tendance à s'installer dans les zones urbaines afin de profiter des économies d'échelle expliquées dans la section 2 et de l'existence d'un marché important et croissant pour les produits manufacturés. Il est important de noter que ces rendements d'échelle croissants pour les entreprises sont un facteur majeur de la croissance des villes, car ils contribuent de manière significative aux opportunités (ou probabilités) d'emploi. Lorsque l'économie d'une ville est prospère, elle attire les gens, non seulement parce que les villes offrent de meilleures possibilités d'emploi, mais aussi parce que les salaires y sont plus élevés que dans l'agriculture rurale. En outre, les industries qui fournissent des services aux consommateurs, comme par exemple l'hébergement, la restauration et l'imprimerie, ont également tendance à être attirées par les zones urbaines en raison du nombre croissant de personnes qui y résident. En outre, les entreprises apprécient également la proximité des institutions administratives qui réglementent les activités commerciales et une plus grande concentration de consommateurs - "le marché".

Cependant, bien que l'attrait économique des villes pour les populations rurales soit certainement important pour l'exode rural, il convient de noter que les attraits sociaux et

culturels jouent également un rôle important dans les raisons de l'exode, car les citadins ont accès à un mode de vie complètement différent, presque inconnu dans les zones rurales. Pour les jeunes adultes en particulier, les villes sont les lieux les plus dynamiques et les plus intéressants, car elles donnent accès à des événements sociaux et culturels passionnants. La densité beaucoup plus élevée de personnes vivant ensemble permet également une interaction sociale accrue et un marché matrimonial plus important pour les hommes et les femmes. En outre, de nombreux migrants ruraux vers les villes ne sont que des citoyens urbains temporaires afin de répartir les risques dans les stratégies de revenus des ménages, où certains membres de la famille restent à la ferme et d'autres tentent leur "chance" dans les villes. Les villageois qui émigrent des villes espèrent en outre obtenir de meilleurs revenus, économiser de l'argent pour payer une dot à leur retour au village, trouver des emplois qu'ils considèrent plus adaptés à des personnes alphabétisées que l'agriculture ou échapper à la discipline tribale. Les coûts de la migration jouent également un rôle important lorsque les gens décident de quitter les zones rurales pour s'installer dans les zones urbaines. Il s'agit par exemple des coûts de transport, du coût de la vie plus élevé que dans les zones rurales et de l'adaptation psychologique ou sociale à un nouvel environnement.

6. Les défis de l'urbanisation en Afrique

Les promesses des villes ne sont cependant pas toujours tenues. Si les villes sont réputées pour offrir de meilleures possibilités d'emploi, des salaires plus élevés et un niveau de vie plus élevé en moyenne, tous ceux qui migrent vers un centre urbain, ou qui y naissent, n'en profitent pas pour autant. La pression démographique intense dans les zones urbaines est une source d'inquiétude raisonnable pour les gouvernements africains et la communauté internationale. Dans de nombreux pays africains, l'urbanisation et la croissance urbaine sans croissance économique ni changement structurel ont abouti à une situation où les villes se sont développées en même temps que les bidonvilles et l'activité économique informelle. Les bidonvilles (également appelés "townships" ou "squatter settlements") sont peut-être le meilleur indicateur du fait que la croissance urbaine accompagnée d'une croissance économique limitée n'a pas amélioré le niveau de vie de tous les habitants de la ville. Les Nations Unies ont introduit une définition des bidonvilles:

"Un ménage vivant dans un bidonville est défini comme un groupe d'individus vivant sous le même toit et ne bénéficiant pas d'une ou plusieurs des conditions suivantes: accès à l'eau potable, accès à des installations sanitaires améliorées, surface habitable suffisante (pas plus de trois personnes partageant une pièce), qualité structurelle et durabilité des habitations, et sécurité d'occupation." (UN-HABITAT, 2008).

Pour ce faire, nous comparons les dix pays les plus urbanisés et les moins urbanisés d'Afrique subsaharienne présentés dans les figures 5 et 6. Autrement dit, nous comparons ces pays avant et après le seuil d'urbanisation de 50 pour cent de la figure 4. Le PIB moyen par habitant en 2020 pour les dix pays d'Afrique subsaharienne les plus urbanisés est de 4 500 dollars, alors qu'il est de 1 100 dollars pour les dix pays les moins urbanisés. En d'autres termes, les pays

africains les plus urbanisés ont des niveaux de PIB par habitant quatre fois supérieurs à ceux des nations les moins urbanisées d'Afrique, ce qui confirme la tendance générale observée dans la figure 4. L'une des explications est que six des dix pays les plus urbanisés disposent de vastes réserves de pétrole (Angola, Cameroun, République du Congo, Gabon, Ghana et Nigeria) qui contribuent à des niveaux de PIB plus élevés et à des ressources permettant d'investir dans le développement des villes et des industries associées. En outre, tous les pays (à l'exception du Botswana) ont un accès à la mer et donc un accès direct aux marchés mondiaux par le biais du commerce maritime (exportations et importations), ce qui favorise généralement le développement économique grâce à des coûts de transport moins élevés. Parallèlement, tous les pays du top 10 (à l'exception du Botswana) sont situés en Afrique de l'Ouest, qui a toujours été plus densément peuplée et plus commerçante. Tous les pays africains les moins urbanisés (à l'exception de l'Érythrée) sont enclavés. L'accès à la mer est très important pour les entreprises étrangères lorsqu'elles décident d'ouvrir une usine (généralement dans les zones urbaines) en Afrique, car il réduit considérablement les coûts de transport pour l'exportation. Comme les usines s'installent généralement à proximité les unes des autres pour bénéficier d'économies d'échelle, l'avantage géographique semble avoir contribué au développement économique et à l'urbanisation. En résumé, nous pouvons trouver une relation positive entre le niveau d'urbanisation et le niveau de développement économique et vice versa pour les pays africains si nous comparons les pays africains les moins urbanisés et les plus urbanisés. Cependant, une relation statistique globale entre l'urbanisation et le développement économique semble se limiter aux pays africains qui ont atteint le seuil de 50 pour cent d'urbanisation.

La face cachée de l'urbanisation - Le bidonville de Kroo Bay à Freetown (Sierra Leone)

Les deux plus grands bidonvilles d'Afrique, Kibera à Nairobi (Kenya) et Khayelitsha au Cap (Afrique du Sud), symbolisent la croissance économique et urbaine inégale dont il a été question. Leurs habitants vivent dans des cabanes construites à partir de bois, de carton ou de tôles jetés au rebut, sans eau courante ni électricité. Souvent, elles semblent très polluées par les déchets humains, les ordures et la poussière. Les systèmes d'égouts à ciel ouvert aggravent

le risque de maladies pour les habitants des bidonvilles et sont particulièrement nocifs pour les enfants et les femmes enceintes. En outre, l'expansion urbaine rapide et non planifiée menace les zones écologiquement sensibles, telles que les côtes océaniques, les rivières et les zones humides. La photo ci-dessus illustre les conditions de vie dans le bidonville de Kroo Bay à Freetown (Sierra Leone). Les inondations régulières menacent la santé et le logement des habitants.

Le tableau 2 montre qu'environ six citadins africains sur dix vivent dans des bidonvilles, ce qui est nettement plus élevé que la situation urbaine dans d'autres régions en développement telles que l'Amérique latine et l'Asie du Sud. Il présente également les dix pays africains ayant le pourcentage le plus élevé de population urbaine vivant dans des bidonvilles, où au moins sept résidents urbains sur dix sont des habitants de bidonvilles. Cela suggère fortement que l'urbanisation a eu lieu en l'absence d'amélioration des opportunités économiques pour de nombreux résidents urbains, mais qu'elle a lieu parce que les gens quittent physiquement la campagne. Cependant, au lieu de trouver un emploi dans le secteur industriel, ils ont trouvé un emploi dans le secteur informel urbain ou dans des conditions de chômage. L'augmentation parallèle du nombre d'habitants des bidonvilles a de graves répercussions sur la sécurité de ces zones, car les taux de criminalité, de toxicomanie, de prostitution et d'infection par le VIH semblent être plus élevés dans les zones urbaines, et particulièrement dans les bidonvilles, où les gens vivent encore plus près les uns des autres. Par exemple, le VIH/SIDA a ralenti le rythme de l'urbanisation dans les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, car le nombre de décès dus au SIDA est plus élevé dans les zones urbaines que dans les zones rurales.

Tableau 2: Part des habitants des bidonvilles dans la population urbaine (pour cent) en Afrique et dans les régions en développement, 2014

	% slum
Soudan du Sud	95.6
Soudan	91.6
Tchad	88.2
Guinée-Bissau	82.3
Mauritanie	79.9
Madagascar	77.2
Congo, D.R.	74.8
Éthiopie	73.9
Somalie	73.6
Niger	70.1
Malawi	66.7
Afrique subsaharienne	**55.3**
Asie du Sud	**30.5**
Amérique latine	**20.4**

Source: UN-Habitat (2016).

7. Conclusion

La tendance mondiale est à l'urbanisation. Pour la première fois, en 2010, la population totale de l'Afrique a dépassé le milliard d'habitants, dont 395 millions d'Africains vivant dans des zones urbaines. Cette population urbaine devrait passer à un milliard en 2040 et à 1,23 milliard en 2050, date à laquelle plus de la moitié des Africains vivront dans des villes et cesseront donc d'être essentiellement ruraux. En d'autres termes, la transition urbaine rapide en cours en Afrique est l'une des transformations les plus significatives et les plus dynamiques de l'Afrique contemporaine. Bien que l'Afrique ait actuellement le taux d'urbanisation le plus bas du monde, elle a le taux de croissance urbaine le plus rapide de tous les continents.

L'exode rural a été le principal moteur de l'urbanisation en Afrique, les Africains des zones rurales répondant à des facteurs d'attraction et de répulsion individuels. L'augmentation naturelle de la population urbaine est le principal facteur de croissance urbaine. Elle est due à l'allongement de l'espérance de vie (ou à la baisse de la mortalité urbaine) en raison de l'amélioration de la lutte contre les maladies et de l'accès accru aux excédents alimentaires qui, combinés à une baisse minime de la fécondité, ont créé les conditions nécessaires à une croissance urbaine sans précédent dans les pays africains.

Ces progrès en matière de bien-être ont été plus rapides que la croissance économique et le développement dans de nombreux pays africains. En conséquence, de nombreux pays de la région ont connu une urbanisation sans développement économique équivalent. En outre, la relation globale entre l'urbanisation et le développement économique se limite aux pays africains où la majorité de la population réside déjà dans les villes. La combinaison inégale d'une urbanisation rapide et d'une croissance économique insuffisante a également entraîné une baisse du niveau de vie dans les villes africaines, la majorité des citadins vivant dans des bidonvilles. Si les villes africaines veulent être en mesure d'améliorer les moyens de subsistance et le bien-être des millions d'Africains qui viendront vivre et naîtront dans les villes, elles doivent prévoir d'investir dans les infrastructures urbaines et les logements, car l'avenir des sociétés et de la culture africaines se jouera principalement dans les villes, et non plus dans les campagnes.

Questions d'étude

1. Dressez une liste de cinq choses que vous associez à une ville - des choses que l'on ne trouve pas dans les zones rurales. Expliquez ensuite pourquoi vous souhaitez rester vivre dans votre ville. Ou, au contraire, expliquez pourquoi vous voudriez quitter votre ville.
2. Expliquez la différence entre les concepts d'urbanisation et de croissance urbaine. Quels sont les deux principaux moteurs de ces processus?
3. Dans les zones urbaines, les gens vivent plus près les uns des autres que dans les zones rurales. Citez quelques avantages et inconvénients de la cohabitation dans les zones urbaines.

4. Quels sont les défis posés par l'urbanisation en l'absence d'une croissance économique suffisante en Afrique?
5. Expliquez la différence entre les facteurs d'attraction et de répulsion responsables de l'exode rural. Donnez quelques exemples de raisons pour lesquelles les gens sont soit 'attirés' vers les villes, soit 'poussés' hors des zones rurales.

Lectures suggérées

Anderson, David and Richard Rathbone (2000). *Africa's Urban Past*, Oxford: James Curry.

Coquery-Vidrovitch, Catherine (2005). *The History of African Cities South of the Sahara*, Princeton, NJ: Markus Wiener Publishers.

Douglas Gollin, Remi Jedwab, and Dietrich Vollrath (2016). Urbanization with and without Industrialization, *Journal of Economic Growth* 21(1): 35-70. Obtainable from: https://www.remijedwab.com/_files/ugd/ea9b22_f2b02bbaf515458693f76d364bb890a0.pdf

Fox, Sean (2012). "Urbanization as a Global Historical Process: Theory and Evidence from Sub-Saharan Africa," *Population and Development Review* 38(2): 285-310.

Human Settlements Programme, Quick Guide 1: Urban Africa: Building with untapped potential. UN-HABITAT (New York, 2011).

Meier zu Selhausen, Felix (2022). "Urban Migration in East and West Africa: Contrasts and Transformations," In Michiel de Haas and Ewout Frankema, *Migration in Africa: Shifting Patterns of Mobility from the 19th to the 21st Century*, London: Routledge.

Todaro, Michael and Stephen Smith, *Economic Development* (London: Pearson, 2011), 311-358.

UN-Habitat (2016). *World Cities Report 2016, Urbanization and Development: Emerging Futures*. New York: United Nations.

United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division: World Urbanization Prospects, the 2018 Revision (New York, 2018), obtainable from: https://population.un.org/wup/

World Bank, World Development Indicators (WDI), Washington D.C.: The World Bank. obtainable from: World Development Indicators | DataBank (worldbank.org)

A propos de l'auteur

Felix Meier zu Selhausen est maître de conférences au département d'histoire économique et sociale de l'université d'Utrecht. Ses recherches se situent à l'intersection de l'histoire économique, de l'économie du développement et de la démographie. Ses recherches portent en particulier sur la relation entre la religion et le développement socio-économique en Afrique et sur les relations hommes-femmes dans les contextes urbains et ruraux. Auparavant, il a bénéficié d'une bourse postdoctorale de la British Academy au département d'économie de l'université du Sussex. Il a obtenu son doctorat en histoire économique à l'université d'Utrecht en 2015.

Les mouvements nationaux dans l'Afrique coloniale

Kofi Takyi Asante
Institut de recherche statistique, sociale et économique, Université du Ghana

1. Introduction

L'histoire de l'Afrique au cours de la première moitié du 20e siècle est dans une large mesure une histoire de colonialisme. Au début du 20e siècle, la quasi-totalité de l'Afrique, à l'exception de l'Éthiopie et du Liberia, était sous domination coloniale européenne. Cependant, l'histoire de l'Afrique au cours de cette période est aussi l'histoire de luttes intenses contre le colonialisme, de la décolonisation et des mouvements nationaux qui ont stimulé le processus. Ces mouvements sont apparus dans les villes africaines entre les deux guerres mondiales, qui ont eu lieu principalement en Europe en 1914-18 et 1939-45 respectivement, et se sont accélérés dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale (après 1945). Issus des centres urbains les plus importants des colonies, ces mouvements se sont rapidement étendus à d'autres villes et à l'arrière-pays, où ils ont réussi à rassembler différents Africains pour qu'ils rejoignent le mouvement de décolonisation.

Cependant, le nationalisme en Afrique n'est pas apparu au 20e siècle. Dans de nombreuses colonies africaines, des organisations nationalistes existaient déjà au début du 19e siècle. Il ne s'agissait pas de mouvements au sens strict du terme, car ils étaient limités à quelques élites dont le niveau d'éducation relativement élevé et le mode de vie distingué les distinguaient du reste de la population, même s'ils prétendaient la représenter. Bien que ces organisations antérieures n'aient pas été des mouvements de masse, elles ont néanmoins semé les graines à partir desquelles les mouvements du 20e siècle allaient se développer. Les mouvements nationaux du 20e siècle, en revanche, ont délibérément tenté d'établir un lien avec les pauvres urbains non alphabétisés et de les impliquer activement dans les protestations et la résistance anticoloniales. Dans les années qui ont précédé l'indépendance, des divergences idéologiques sont apparues au sein de ces mouvements et ont conduit à des scissions. Ces divisions ont ensuite affecté le caractère de l'État africain postcolonial et, dans certains pays, continuent d'exercer une influence sur la politique contemporaine.

Ce chapitre traite de l'évolution historique des mouvements nationaux pendant la période coloniale en Afrique. Il commence par introduire les concepts de nationalisme et de mouvements sociaux. Il analyse ensuite les facteurs qui ont conduit à la croissance et à la propagation des mouvements nationaux à travers l'Afrique vers la seconde moitié du 20e siècle. La section suivante se concentre sur l'activisme des mouvements nationaux dans l'Afrique coloniale et sur leur rôle dans la lutte pour la décolonisation. Enfin, le chapitre se termine par un regard sur le nationalisme après la fin de la domination coloniale en Afrique.

2. Conceptualisation

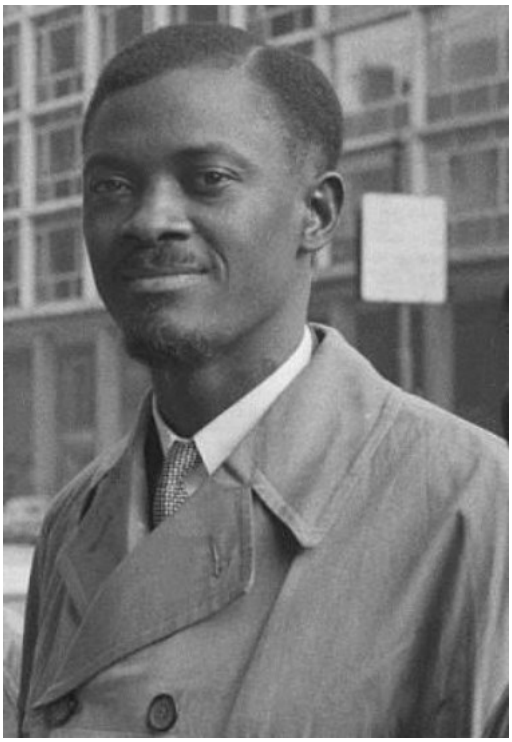
Le terme nationalisme est dérivé du concept de *nation.* Une nation est un ensemble de personnes qui partagent, ou sont perçues comme partageant, certaines caractéristiques communes. Ces caractéristiques comprennent, entre autres, la langue, l'ethnie, la religion et les coutumes. Sur la base de ces valeurs partagées, les gens sont considérés comme appartenant à une 'communauté'. Les spécialistes des nations et du nationalisme en sont venus à considérer les nations comme des 'communautés imaginées'. On dit que les nations sont des communautés imaginées parce que le sentiment d'appartenance n'existe que dans l'imagination des 'membres de la communauté', étant donné qu'il est impossible pour un membre d'une nation d'interagir personnellement avec tous les autres membres.

Le nationalisme peut être défini comme une idéologie ou une croyance visant à promouvoir les intérêts de la nation. Le nationalisme a de nombreuses formes et expressions, comme un sentiment ou une organisation politique. En tant que sentiment, il implique une forte allégeance à son groupe national et un désir de promouvoir le progrès et le bien-être de ses membres. Parfois, mais pas toujours, il implique le sentiment que sa nation est meilleure socialement, moralement, économiquement ou autre que les autres nations, et/ou le désir de rendre sa nation meilleure que les autres. Cette manifestation du nationalisme est étroitement liée au nationalisme en tant que manifestation politique ou matérielle.

Le nationalisme s'exprime politiquement lorsque ses membres estiment que la nation est menacée. Cela se produit souvent en période de crise économique ou politique. En Afrique, au cours des 19e et 20e siècles, des mouvements nationaux sont apparus en réponse à la domination coloniale européenne. Entendre le terme 'régime colonial', partout dans le monde, donne l'impression que les colonisés voient leurs droits et leur dignité bafoués par les soi-disant colonisateurs, et cela n'a pas été différent dans le cas de l'Afrique. Le ressentiment à l'égard de la domination étrangère a nourri la montée des sentiments nationalistes. Dans de nombreux cas, ces sentiments ont été générés ou intensifiés par de jeunes leaders charismatiques tels que Patrice Lumumba (Congo, l'actuelle RDC, sur la photo ci-dessous), Jomo Kenyatta (Kenya) et Julius Nyerere (Tanganyika, l'actuelle Tanzanie). Ces sentiments ont été canalisés dans des mouvements nationalistes qui cherchaient initialement à contester certaines politiques coloniales injustes ou oppressives, et qui sont finalement devenus les principaux véhicules de revendication de l'indépendance politique dans l'ensemble de l'Afrique coloniale.

Un mouvement social est un rassemblement relativement permanent de personnes dotées d'une certaine capacité d'organisation, qui se concentre sur des questions sociales ou politiques spécifiques. Les mouvements sociaux s'engagent à mener une campagne soutenue pour atteindre un objectif social souhaité. Les mouvements sociaux émergent et prospèrent souvent lorsqu'ils ont un leader charismatique, mais ils ont également besoin d'une organisation bureaucratique pour s'occuper de l'administration quotidienne du mouvement. Souvent, les mouvements sociaux les plus réussis sont capables de mobiliser des masses grâce à des stratégies de communication créatives. Les mouvements peuvent être soit *réformistes*, auquel

cas ils cherchent à changer des aspects spécifiques de la société, soit *révolutionnaires*, auquel cas ils tentent de remplacer totalement la structure sociale existante par une structure radicalement différente. Les mouvements nationaux africains du 19e siècle, et du début du 20e siècle étaient principalement réformistes, mais vers la seconde moitié du 20e siècle, ils sont devenus de plus en plus révolutionnaires et ont commencé à faire campagne pour un démantèlement total de l'État colonial.



Patrice Lumumba, premier président du Congo après l'indépendance en 1960.

3. Les facteurs clés qui ont favorisé le nationalisme africain

En Afrique, le nationalisme est apparu dans la première moitié du 20e siècle comme un mouvement d'opposition et/ou de résistance au colonialisme. Après le colonialisme, il est devenu le point central des appels à l'unification de l'Afrique. Ces mouvements ont tenté de transformer les conceptions de l'identité africaine, en passant d'une focalisation initiale sur des ethnies isolées à une identification raciale, ou à une identité fondée sur l'État territorial découpé par les dirigeants coloniaux. Edward Wilmot Blyden (1832-1912), éducateur, écrivain et homme politique libérien, est largement considéré comme le fondateur du nationalisme africain. Ses écrits ont eu une grande influence dans toute l'Afrique de l'Ouest. Il a lancé un appel à la renaissance des cultures et des traditions africaines en réponse au dénigrement colonial et missionnaire des cultures africaines, qualifiées d'arriérées, de barbares, de sauvages ou de non civilisées. D'autres nationalistes, comme James Africanus Horton (1835-83) de la Sierra Leone (photo ci-dessous) et S.R.B. Attoh-Ahuma (1863-1921) de la Gold Coast (l'actuel Ghana), lui ont emboîté le pas. La croissance rapide des mouvements nationaux en Afrique après les années 1940 est le résultat d'une série de facteurs. La plupart de ces facteurs ont été provoqués ou ont

résulté d'un ressentiment à l'égard de la domination coloniale. Les régimes coloniaux discriminatoires et oppressifs dans toute l'Afrique ont entraîné un sentiment de restriction des libertés et de perte de dignité, ainsi que des difficultés économiques pour les populations.

Africanus Horton, écrivain nationaliste et médecin de l'armée britannique en Sierra Leone.

La discussion suivante présente les dix facteurs les plus importants qui ont favorisé l'émergence et la croissance des mouvements nationaux à travers l'Afrique au 20e siècle:

(i) Politiques économiques défavorables et difficultés économiques

Les gouvernements coloniaux ont souvent imposé des politiques économiques impopulaires, telles que le travail forcé, la taxation et la culture obligatoire de produits de rente. Ces politiques étaient impopulaires non seulement parce qu'il s'agissait d'impositions arbitraires, mais aussi parce qu'elles entraînaient de nombreuses difficultés pour les populations. L'installation des Européens dans des endroits comme le Kenya, le Zimbabwe, la Tanzanie et l'Afrique du Sud a entraîné le déplacement des Africains des terres les plus fertiles. Cette situation a souvent aggravé la pauvreté, la malnutrition, la faim et la ségrégation raciale. Parce que de nombreuses personnes ont été déplacées de leurs terres ancestrales, elles ont craint la destruction de leurs cultures, en particulier dans les endroits où les rituels étaient liés à la terre. Les crises économiques résultant de la Première et de la Seconde Guerre mondiale ont intensifié le ressentiment à l'égard des autorités coloniales. Le détournement des ressources pour poursuivre les guerres a affecté les politiques de développement et de bien-être dans les colonies européennes en Afrique. La guerre a également eu un impact négatif sur le commerce entre

l'Europe et ses colonies, car les colonies africaines (et leurs agriculteurs africains producteurs de matières premières) dépendaient de manière cruciale de l'exportation de matières premières (par exemple, l'huile de palme/les amandes, le coton, le café), et elles ont été gravement affectées par la baisse de la demande mondiale de ressources primaires africaines, qui a entraîné une chute brutale des prix des matières premières d'exportation africaines. Par exemple, en Côte d'Or, le prix des fèves de cacao sur le marché international a fortement baissé pendant l'entre-deux-guerres (1918-39), ce qui a entraîné plusieurs grèves et blocages. Les nationalistes ont profité de ces difficultés liées à la baisse des revenus des agriculteurs et des commerçants africains provenant des exportations primaires pour répandre l'opposition à la domination coloniale et réclamer l'indépendance. Les grèves, les boycotts et d'autres types de perturbations industrielles étaient fréquents durant cette période. Les travailleurs des mines et des chemins de fer ont également formé des syndicats, en particulier des syndicats de mineurs en Afrique du Sud dans les années 1920 et 1930.

(ii) Le mouvement panafricain

Le panafricanisme est devenu une force idéologique puissante au 20e siècle et a dynamisé les mouvements nationaux dans toute l'Afrique. Le mouvement est né parmi les personnes d'origine africaine dans les Amériques, en Grande-Bretagne et dans les Caraïbes. L'un des principaux dirigeants du mouvement était Marcus Garvey, un Antillais qui s'est installé aux États-Unis pendant la Première Guerre mondiale. Il a appelé au retour (ou à la remigration) des Africains en Afrique et a fondé l'Universal Negro Improvement Association en 1914. Une autre figure célèbre du panafricanisme est W. E. B. Dubois, universitaire et militant américain, qui s'est finalement installé au Ghana sous la présidence de Kwame Nkrumah. Les panafricanistes ont cherché à créer des liens avec les Africains du continent et de la diaspora. Le cinquième congrès panafricain s'est tenu à Manchester en 1945, en présence de dirigeants de mouvements nationaux de différentes colonies africaines. Parmi les nombreuses résolutions du congrès figurait une forte impulsion en faveur de l'idée de la lutte pour l'indépendance de l'Afrique. Le panafricanisme a influencé des dirigeants nationalistes africains comme Kenneth Kaunda (Zambie), Haile Selassie (Éthiopie), Albert Lithuli (Afrique du Sud) et Nnamdi Azikiwe (Nigeria). Certains, comme Azikiwe, n'étaient pas d'accord avec le panafricanisme en tant que projet politique et préconisaient plutôt une coopération informelle qu'un gouvernement uni à l'échelle du continent. L'exemple de l'Éthiopie et du Liberia, qui n'ont jamais été colonisés, fournit également des exemples d'autodétermination africaine. Les dirigeants des mouvements nationaux africains pouvaient les citer comme preuve que les Africains étaient capables de s'autogouverner et de résister au colonialisme.

(iii) Amélioration des réseaux de transport et de communication

L'amélioration des réseaux de transport et de communication en Afrique a permis à des communautés autrefois isolées de communiquer entre elles. Cela a favorisé la diffusion de l'information, y compris le ressentiment et la résistance à l'égard des autorités coloniales. Le rôle de l'urbanisation en Afrique est également lié à ce phénomène. La croissance des villes africaines au début du 20e siècle a rassemblé des Africains de différentes ethnies, ce qui a généré un sentiment de communauté dépassant le cadre limité des groupes ethniques. En outre, les gens ont pu établir un lien entre ce qu'ils percevaient auparavant comme des problèmes

individuels et les politiques des gouvernements coloniaux. En outre, les villes ont joué le rôle de puissants centres d'enthousiasme, d'art, d'activisme et d'expérimentation pour les jeunes. Les difficultés du début du 20e siècle, dues en partie aux politiques coloniales et en partie à des facteurs mondiaux, ont été particulièrement ressenties dans les centres urbains. L'expérience du chômage, des mauvaises conditions d'hygiène, des logements inadéquats et d'autres difficultés ont conduit à des demandes croissantes de la part des autorités coloniales. La montée en puissance des dirigeants politiques africains a conduit à formuler ces demandes en termes nationalistes. Ce n'est peut-être pas un hasard si les dirigeants des mouvements nationaux sont eux-mêmes issus des centres urbains les plus importants des différentes colonies. Les villes étaient des centres de grandes promesses, mais aussi de déceptions. À la recherche d'une vie meilleure, les jeunes migraient des zones rurales vers les villes. Cependant, ils se heurtaient souvent à de nombreux obstacles qui les empêchaient d'accéder à la vie qu'ils souhaitaient, notamment des possibilités limitées de mobilité professionnelle en raison de la discrimination raciale, et le fait de vivre dans des logements insalubres ou des bidonvilles en raison de la ségrégation résidentielle.

(iv) L'éducation

L'éducation a été l'un des facteurs les plus puissants pour promouvoir le nationalisme et la croissance des mouvements nationaux. Tout comme l'urbanisation, l'éducation a rassemblé des personnes de différents groupes ethniques dans les écoles primaires et secondaires, générant ainsi un sentiment de destin commun, ce qui a favorisé l'idéal selon lequel l'unité nationale était plus importante que les entités ethniques fragmentées. En outre, le système éducatif colonial a exposé les jeunes à de nouvelles idées, ce qui a entraîné l'émergence et la diffusion de nouvelles idées de fierté nationale, d'autodétermination et d'autonomisation économique. En ce sens, le nationalisme était la conséquence (involontaire) de l'éducation coloniale. Cependant, il existe un fossé entre les valeurs promues par l'éducation coloniale et la réalité vécue par les jeunes après leurs études. Après avoir obtenu leur diplôme, ils étaient généralement confrontés à des possibilités d'emploi limitées et à la discrimination sur le lieu de travail, car la plupart des postes de haut niveau dans l'administration publique étaient réservés aux Européens. Cette situation a engendré du ressentiment à l'égard des autorités coloniales. Les systèmes éducatifs coloniaux ont formé la génération des dirigeants nationalistes qui ont mené la lutte pour l'indépendance, notamment Milton Obote (Ouganda), Robert Mugabe (Zimbabwe), Nelson Mandela (Afrique du Sud), Patrice Lumumba (Congo) et Julius Nyerere (Tanzanie).

(v) Religion

La religion a joué un rôle crucial dans les mouvements de libération africains. Les églises missionnaires à travers l'Afrique ont joué un rôle crucial à cet égard. Les différents récits d'oppression dans les écritures et les opprimés considérés comme le peuple élu de Dieu ont trouvé un écho chez les Africains sous le colonialisme. Les dirigeants coloniaux étaient comparés aux oppresseurs maudits, comme l'Égypte, Babylone et Rome, dans les récits bibliques, et les Africains colonisés attendaient un 'Messie' pour les libérer de leurs oppresseurs. Cette vision du monde tendait à donner un caractère moral à la lutte nationaliste et faisait de la religion un outil puissant dans la lutte. Au fur et à mesure que le mouvement

national s'intensifiait, des Églises séparatistes sont apparues. Elles étaient communément appelées 'Églises éthiopiennes' pour souligner leur indépendance vis-à-vis des missions européennes. Ces églises mettaient en avant leurs origines africaines en incorporant des rituels, des chants et des pratiques africaines dans leurs services. Les églises africaines dissidentes ont participé activement aux mouvements de protestation anticoloniaux. Des prêtres africains ont dirigé certaines manifestations anticoloniales, notamment le soulèvement de Chimurenga en 1896-7 au Zimbabwe ('Chimurenga' signifie soulèvement en langue shona) et le soulèvement de Maji-Maji en Tanzanie (1905-7), dirigé par le prophète Kinjikitile Ngwale, qui a rallié la population contre les politiques oppressives en matière de travail et d'impôts. Dans toute l'Afrique, ces églises se sont formées et ont vu le nombre de leurs membres augmenter, comme l'église chrétienne kimbaguiste, créée par Simon Kimbangu au Congo dans les années 1920. L'empereur éthiopien Hailé Sélassié a même inspiré le mouvement rastafari en Jamaïque, dont les adeptes le considéraient comme l'incarnation de Dieu. Ces influences sont revenues plus tard pour façonner le nationalisme africain, notamment à travers le mouvement rastafari qui a fondé la musique reggae.

(vi) Le rôle des femmes

Les femmes ont constitué une force puissante dans les mouvements nationaux africains qui ont lutté pour l'indépendance contre la domination coloniale. Par exemple, Yaa Asantewaa, une reine-mère Ashantis représentée sur la photo ci-dessous, a mené les Ashantis dans une bataille contre les Britanniques en 1900, dans ce qui est devenu populairement connu comme la guerre de Yaa Asantewaa ou la guerre du tabouret d'or (parce que la guerre a été menée pour résister aux demandes du gouverneur britannique, Sir Frederick Hodgson, de se voir remettre le tabouret d'or sur lequel le roi des Ashantis est assis). En 1929, une révolte au Nigeria de milliers de femmes du marché Igbo contre les politiques coloniales qui avaient limité leur rôle dans la politique, a conduit à ce qui est devenu populairement connu sous le nom de guerre des femmes d'Aba. La révolte était dirigée contre le système des chefs de guerre au Nigeria, institué par le gouvernement colonial britannique dans le cadre du système d'administration indirecte. Dans de nombreuses autres colonies, les femmes des marchés ont joué un rôle important dans le mouvement anticolonial. Elles ont apporté le soutien nécessaire aux mouvements nationaux, notamment sur le plan financier. Dans des colonies comme le Kenya britannique et l'Algérie française, où la résistance a pris une forme violente, les femmes ont pris une part active à la lutte armée. En Afrique du Sud, quelque 20 000 femmes venues de différentes régions du pays se sont rendues à Pretoria, la capitale de l'apartheid, le 9 août 1956. Et l'on pourrait citer bien d'autres exemples. Malheureusement, le rôle des femmes dans les mouvements nationaux africains n'a pas reçu suffisamment d'attention dans la plupart des récits historiques.

Yaa Asantewaa en tenue de combat du royaume Ashantis au Ghana.

Les quatre facteurs suivants peuvent être considérés comme des conséquences de la croissance initiale de l'esprit nationaliste. Mais même s'il s'agit de conséquences de la croissance du nationalisme, ils ont eu un effet en retour sur les mouvements nationaux.

(vii) Journaux et pamphlets

Les journaux étaient une source puissante de sentiments nationalistes. La plupart de ces journaux se sont forgé une image publique en critiquant ouvertement les gouvernements coloniaux. Le *Gold Coast Times,* par exemple, avait cette devise sur sa bannière: "AS LONG AS WE REMAIN WE MUST SPEAK FREE" (Tant que nous resterons, nous devrons parler librement), comme le montre la coupure de presse ci-dessous. En outre, le tableau 1 fournit une liste de quelques-uns des journaux dirigés par des Africains et publiés dans toute l'Afrique coloniale. Les journaux dirigés par des Africains étaient les porte-parole des mouvements nationalistes et constituaient un moyen de communication essentiel. Ils servaient à diffuser des notions de fierté raciale et nationale, ainsi qu'à exprimer l'opposition aux politiques coloniales impopulaires. En fait, les journaux ont connu un tel succès qu'ils sont devenus la cible de mesures de répression. De nombreux régimes coloniaux ont introduit des lois sur la sédition et la diffamation criminelle pour tenter de réduire la presse au silence. En vertu de ces lois, de nombreux rédacteurs en chef de journaux, comme Nnamdi Azikiwe et I.T.A. Wallace Johnson, ont été arrêtés et condamnés pour avoir écrit des articles considérés comme séditieux.

The
Gold Coast Times
AS LONG AS WE REMAIN WE MUST SPEAK FREE.
VOL. 3. CAPE COAST, FRIDAY, MAY 30, 1884. NO. 142.

Bannière du Gold Coast Times en 1884.

Tableau 1: Sélection de journaux de l'époque coloniale dans les colonies africaines

Colonie/pays	Titre du journal	Ville de publication
Gold Coast/Ghana	*Gold Coast Chronicle*	Accra
	Gold Coast Aborigines	Cape Coast (Côte du Cap)
	Gold Coast times	Cape Coast (Côte du Cap)
Nigéria	*Lagos Observer*	Lagos
	Times of Nigeria	Lagos
	Nigerian Chronicle	Lagos
Kenya	*East African Standard*	Mombasa
	East African Chronicle	Nairobi
	Times of East Africa	Nairobi
Ouganda	*Uganda Herald*	Kampala
Tanganyika/Tanzanie	*Dar es Salaam Times*	Dar es Salaam
Afrique du Sud	*Cape Town Gazette and African Advertiser*	Le Cap
	Izwi Labantu	Est de Londres
	Indaba	Le Cap
Rhodésie/Zimbabwe	*Buluwayo Chronicle*	Buluwayo
	Rhodesia Herald	Harare

(viii) Les partis politiques

Les partis politiques sont la quintessence des mouvements nationaux. Ils sont apparus dans l'entre-deux-guerres pour donner un caractère plus organisé aux mouvements nationaux à travers l'Afrique. Parmi les partis populaires de cette période, on peut citer l'Union africaine du Kenya, qui deviendra plus tard l'Union nationale africaine du Kenya (KANU) au Kenya, le Conseil national du Nigeria et des Camerounais au Nigeria, l'Union nationale africaine du Tanganyika (TANU) en Tanzanie, l'Union du peuple africain du Zimbabwe (ZAPU) au Zimbabwe et le Congrès national africain (ANC) en Afrique du Sud. Nombre de ces partis ont connu des conflits internes qui ont entraîné leur fragmentation. En Côte d'Or, par exemple, le Convention People's Party (CPP) s'est séparé de la United Gold Coast Convention (UGCC), et au Zimbabwe, la Zimbabwe African National Union (ZANU) s'est formée à partir de la ZAPU.

Ces factions dissidentes étaient plus populaires et plus radicales que leurs organisations d'origine, et nombre d'entre elles sont devenues les partis politiques qui ont finalement obtenu l'indépendance. Par exemple, la ZANU, sous la direction de Robert Mugabe, a pu remporter les élections zimbabwéennes de 1980. En général, ces partis politiques étaient dirigés par des personnalités nationalistes charismatiques telles que Kwame Nkrumah (Gold Coast), Jomo Kenyatta (Kenya), Nelson et Winnie Mandela (Afrique du Sud), Nnamdi Azikiwe et Obafemi Awolowo (Nigeria), Robert Mugabe (Zimbabwe), Patrice Lumumba (Congo) et Julius Nyerere (Tanganyika/Tanzanie). Ils étaient tous d'ardents défenseurs de l'indépendance nationale et des concepts de dignité et de personnalité africaines.

(ix) Les facteurs internationaux

Les Africains ont été recrutés (comme soldats, porteurs et éclaireurs) pour combattre dans les armées impériales lors de la Seconde Guerre mondiale contre le nazisme et le fascisme. Les anciens combattants sont rentrés chez eux animés du même zèle et aspiraient à plus de liberté et de dignité que celles qu'ils avaient aidé les colonisateurs à obtenir. Par ailleurs, la *Charte de l'Atlantique* de Winston Churchill et Franklin Roosevelt déclarait:

> *Ils respectent le droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils vivront et souhaitent que les droits souverains et l'autonomie soient restitués à ceux qui en ont été privés par la force.*

D'autres facteurs internationaux/mondiaux, tels que l'émergence des États-Unis et de l'Union soviétique en tant que superpuissances et le déclin des pouvoirs et de l'influence des empires européens comme la Grande-Bretagne et la France, ont également influencé l'émergence et la propagation des mouvements nationaux en Afrique. Le désir des États-Unis de répandre le capitalisme et celui de la Russie de diffuser les principes du communisme ont modifié l'équilibre des pouvoirs après la Seconde Guerre mondiale, en particulier après l'affaiblissement des empires d'Europe occidentale à la suite de la guerre. La création des Nations Unies a également popularisé les notions de souveraineté nationale et d'autodétermination.

L'opposition réussie à la domination coloniale en Asie a également encouragé les mouvements nationalistes en Afrique. L'Inde et le Pakistan sont devenus indépendants en 1947. Le programme d'opposition non violente à l'oppression coloniale du Mahatma Ghandi a notamment été imité dans des pays comme la Côte d'Or, où Kwame Nkrumah l'a adapté à son programme plus radical de campagnes d'action positive, comprenant des grèves et des boycotts. Dans d'autres pays comme le Kenya et l'Afrique du Sud, où l'oppression coloniale était plus impitoyable, la non-violence n'était pas une stratégie d'opposition viable. Mais même au Ghana, la stratégie n'a pas toujours été pacifique. En 1948, une marche pacifique d'anciens militaires réclamant leurs salaires pour avoir combattu pendant la Seconde Guerre mondiale a tourné à la violence après que les anciens militaires ont essuyé des coups de feu.

Dans les années 1950 et 1960, les luttes menées par les Noirs aux États-Unis pour obtenir des droits constitutionnels se sont intensifiées. Les mouvements nationaux africains et le

mouvement des droits civiques aux États-Unis se sont mutuellement influencés. En 1957, Martin Luther King Jr s'est rendu au Ghana à l'invitation du Premier ministre Kwame Nkrumah pour assister au remplacement officiel de l'Union Jack par le nouveau drapeau ghanéen. Un autre leader des droits civiques, Malcolm X, a beaucoup voyagé en Afrique, visitant l'Algérie, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Maroc, le Nigeria, le Sénégal, le Soudan et le Tanganyika. Il a rencontré tous les grands dirigeants africains de l'époque, notamment Ahmed Ben Bella (Algérie), Gamal Abdel Nasser (Égypte) et Kwame Nkrumah (Ghana).

(x) Le discours d'Harold Macmillan sur le vent du changement

Affaiblies économiquement et militairement par leur participation à la Seconde Guerre mondiale, les puissances coloniales européennes sont devenues moins capables de réprimer les mouvements nationaux qui se développaient sur le continent africain. Elles sont donc devenues plus ouvertes à l'idée d'accorder l'indépendance. Le février 1960, le Premier ministre britannique Harold Macmillan a prononcé ce que l'on a appelé le discours du 'vent du changement' devant le parlement sud-africain au Cap. Après avoir visité un certain nombre de colonies britanniques en Afrique, Macmillan a déclaré dans son discours:

> *...Nous avons assisté à l'éveil de la conscience nationale chez des peuples qui, pendant des siècles, ont vécu dans la dépendance d'une autre puissance. Il y a quinze ans, ce mouvement s'est répandu en Asie.... Aujourd'hui, la même chose se produit en Afrique, et la plus frappante de toutes les impressions que j'ai eues depuis que j'ai quitté Londres il y a un mois, c'est la force de cette conscience nationale africaine. Elle prend des formes différentes selon les endroits, mais elle se manifeste partout. Le vent du changement souffle sur ce continent et, que nous le voulions ou non, cette croissance de la conscience nationale est un fait politique. Nous devons tous l'accepter comme un fait, et nos politiques nationales doivent en tenir compte.... Cette vague de conscience nationale qui monte actuellement en Afrique est un fait dont vous et nous, ainsi que les autres nations du monde occidental, sommes en fin de compte responsables...*

Ce discours, prononcé par un Premier ministre britannique du parti conservateur, a indiqué aux nationalistes du continent africain que les colonisateurs avaient finalement accepté l'inévitabilité de la décolonisation.

5. Mouvements nationaux et décolonisation en Afrique

Après avoir examiné les principaux facteurs qui ont favorisé la montée des mouvements nationaux africains, nous allons maintenant nous pencher plus en détail sur ces mouvements et sur la manière dont ils ont mené la lutte pour l'indépendance. En 1950, la plupart des colonies africaines disposaient d'un mouvement national organisé sous une forme ou une autre. La plupart d'entre eux se présentaient sous la forme de partis politiques qui menaient la lutte pour l'indépendance. Toutefois, avant l'apparition de ces partis politiques, il y avait eu des mouvements antérieurs qui avaient formulé des demandes moins radicales à l'égard du gouvernement colonial. Au cours des premières décennies du 20e siècle, la résistance et

l'opposition au colonialisme ont pris la forme de protestations contre des politiques coloniales spécifiques. Au cours de cette période, les revendications portaient principalement sur l'amélioration des droits et des libertés des populations africaines. En Côte d'Or, la Société de protection des droits des Aborigènes a été créée pour protester contre un projet de loi visant à confier toutes les terres 'inutilisées' ou 'en friche' au gouvernement colonial. À cette époque, il n'est pas question d'indépendance, du moins à court terme. Comme l'a déclaré Casely Hayford, figure nationaliste de la Gold Coast, en 1920, lors de l'inauguration du Congrès national de l'Afrique occidentale britannique, 'le Congrès national n'a pas fait de progrès en matière d'indépendance:

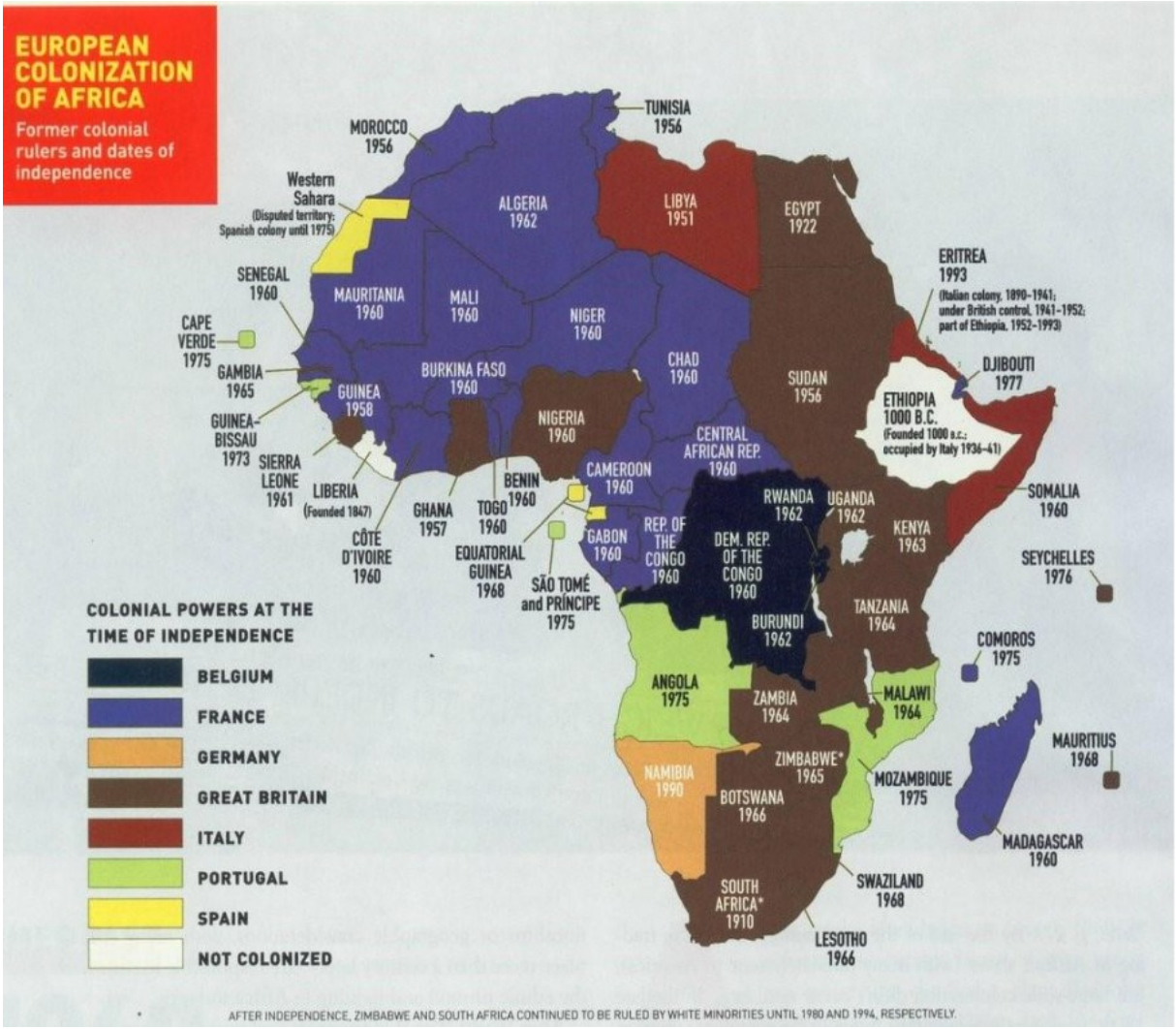
> *Le Congrès National ne demandait pas, de façon ridicule, que la Gold Coast soit déclarée nation indépendante ou qu'elle soit autorisée à créer son propre gouvernement fédéral en dehors du gouvernement existant du souverain anglais ou en remplacement de celui-ci. Tout ce qu'ils demandent, c'est le droit de participer par représentation au gouvernement de leur propre pays.... Cela ne nous dérange pas d'être membres de l'Empire britannique, et cela ne nous dérange pas d'en rester membres; en fait, nous sommes heureux d'être membres.... Mais donnez-nous les droits de membres libres et ne nous traitez pas comme des esclaves dans la maison de l'Empire.*

Contrairement aux 'mouvements'/organisations du début du 20e siècle, les mouvements nationaux qui ont émergé dans les années 1940 et 1950 avaient une base plus large et s'adressaient à presque toutes les couches de la population, et pas seulement à l'élite éduquée. Ils étaient également plus radicaux dans leurs exigences vis-à-vis de l'administration coloniale. Ils ont intensifié les appels à l'indépendance, ce qui a conduit, dans certaines colonies, à des affrontements armés entre les groupes d'insurgés nationalistes et les armées coloniales. Au Kenya, l'insurrection des *Mau Mau* , sous la direction de Dedan Kimathi, a mené une guérilla contre le gouvernement colonial pendant la majeure partie des années 1950. En Algérie, le Front de libération nationale (FLN) a mené une résistance armée contre le gouvernement colonial français, mais il a été violemment écrasé par l'armée française dirigée par le général Jacques Massu.

Dans la plupart des colonies, cependant, les mouvements nationaux ont utilisé une combinaison de résistance armée et de protestation constitutionnelle pour lutter pour l'indépendance. La lutte armée n'était souvent utilisée qu'en dernier recours, lorsque d'autres moyens de protestation plus pacifiques s'étaient avérés futiles ou avaient été réprimés. Les premiers pays africains à accéder à l'indépendance ont été l'Égypte (à laquelle les Britanniques ont accordé une indépendance limitée) en 1922 et la Libye en 1951. En Afrique subsaharienne, la Côte d'Or (Ghana) a été le premier pays à accéder à l'indépendance en 1957. Quatorze pays africains ont accédé à l'indépendance en 1960. En 1966, la plupart des pays africains s'étaient affranchis de la domination coloniale. La figure 1 présente une carte de l'Afrique indiquant la date à laquelle les pays ont accédé à l'indépendance. L'Afrique du Sud est devenue un dominion britannique autonome en 1910, puis une république souveraine en 1961. La Rhodésie du Sud a déclaré unilatéralement son indépendance de la Grande-Bretagne sous le nom de Rhodésie en 1965.

Toutefois, en Afrique du Sud comme en Rhodésie, les colons de la minorité blanche contrôlaient toujours le gouvernement et les Africains continuaient à vivre en état de sujétion.

Figure 1: Carte de la décolonisation en Afrique



Source:
https://www.reddit.com/r/MapPorn/comments/1t9nqr/africa_former_colonial_rulers_and_dates_of/#lightbox
Remarque: Traduction anglais/français: colonial powers at the time of Independence/puissances coloniales au moment de l'indépendance; Belgium/Belgique; Germany/Allemagne; Great Britain/Grande-Bretagne; Italy/Italie; Spain/Espagne; not colonized/non colonisé.

Comme le montre la figure 1, après les années 1960, quatre pays africains sont restés sous domination européenne. Trois d'entre eux étaient sous domination portugaise (l'Angola, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert et le Mozambique) et un, la Namibie, était un protectorat de l'Afrique du Sud. La raison en est que l'État portugais, sous le régime conservateur, nationaliste et autoritaire de l'Estado Novo (1933-1974), a résisté aux demandes d'indépendance des Africains. Les gouvernements minoritaires blancs des colonies de peuplement ont également répondu aux demandes non violentes des dirigeants nationalistes africains par la répression. De nombreux dirigeants de ces mouvements nationaux ont été arrêtés et emprisonnés pendant de

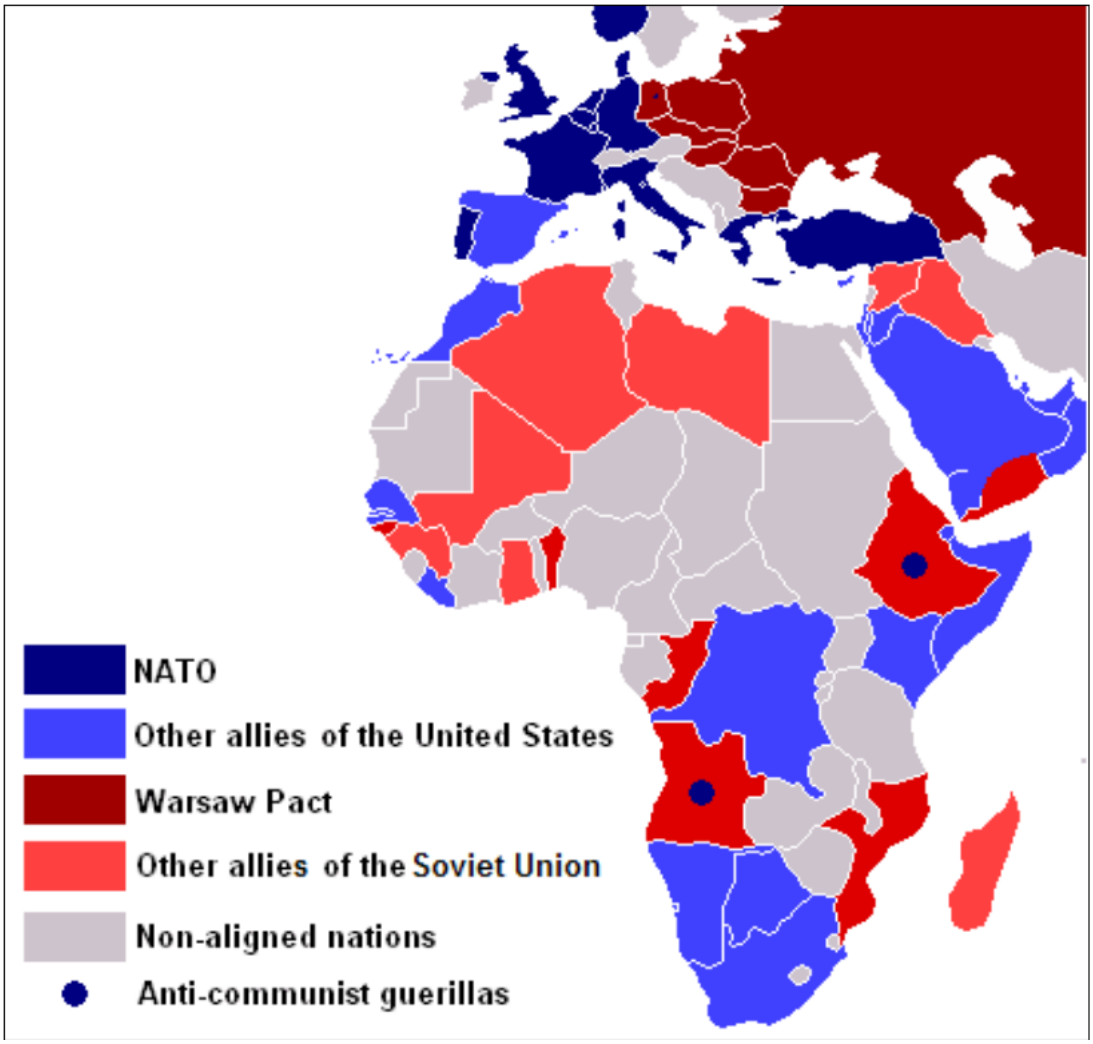
nombreuses années; Nelson Mandela, dirigeant du Congrès national africain (ANC), par exemple, a été emprisonné pendant 27 ans. Robert Mugabe a été arrêté avec d'autres dirigeants de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) et de l'Union des peuples africains du Zimbabwe (ZAPU), et a passé plus de 10 ans en prison. Ces tactiques répressives du gouvernement colonial obligent les dirigeants nationalistes africains à recourir à la violence.

La lutte militaire qui s'ensuivit fut inégalée. Les armées et les milices des mouvements nationaux africains manquaient de soldats bien entraînés et de ressources pour acquérir des armes. Les pays africains nouvellement indépendants ont apporté leur soutien à ces armées nationalistes insurgées sous la forme de logistique, de bases d'entraînement et de fourniture d'armes. Pour tenter de rallier des alliés à leur cause pendant la guerre froide, les deux puissances mondiales de l'époque, l'Union soviétique et les États-Unis, ainsi que des pays comme la Chine, Cuba et l'Afrique du Sud, ont fourni une assistance militaire à certains mouvements nationaux.

6. Le nationalisme post-colonial en Afrique

Après l'accession à l'indépendance, la plupart des mouvements nationaux qui ont lutté contre le colonialisme se sont constitués en gouvernements nationaux. Les dirigeants africains se sont trouvés confrontés à la tâche de moderniser leurs économies et de s'insérer dans l'économie mondiale. L'Union soviétique ayant aidé de nombreux mouvements nationaux dans leur lutte pour l'indépendance, plusieurs pays africains nouvellement indépendants se sont ralliés à l'idéologie soviétique dans le cadre de la politique de guerre froide des années 1960 et 1970. L'alignement des différents pays africains pendant la guerre froide est illustré par la carte de l'Afrique pendant la guerre froide (figure 2). Les alliés soviétiques ont adapté la philosophie économique marxiste à ce qui est devenu le socialisme africain. Toutefois, comme la plupart des économies africaines ne s'étaient pas développées sous l'ère du colonialisme, nombre de ces pays nouvellement indépendants ont dû continuer à compter sur leurs anciens colonisateurs pour obtenir des investissements et une assistance technique. Kwame Nkrumah, premier président du Ghana, a inventé le terme de *néocolonialisme* pour décrire cette situation dans laquelle les pays africains jouissaient de l'indépendance politique mais pas de l'indépendance économique.

Figure 2: Carte de l'Afrique pendant la guerre froide, 1980



Source: https://commons.wikimedia.org/wiki/File%3ACold_War_Africa_1980.PNG
Remarque: Traduction anglais/français: NATO/OTAN; other allies of the United states/autres alliés des États-Unis; Warsaw pact/pacte de Varsovie; other allies of the Soviet Union/autres alliés de l'Union soviétique; non-aligned nations/pays non-alignés; anti-communist guerillas/guérillas anticommunistes.

L'Organisation de l'unité africaine (OUA: l'OUA a été dissoute en 2002 et remplacée par l'Union africaine) a été créée en 1963 pour, entre autres, sauvegarder l'indépendance des pays africains. L'organisation a été fondée avec 37 États membres et Kwame Nkrumah en a été le premier président. Basée à Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie, elle s'est engagée à aider des pays comme le Mozambique, l'Angola, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe, encore sous domination coloniale, à se débarrasser des chaînes du colonialisme. L'OUA a également cherché à diffuser des sentiments de fierté raciale en invoquant l'histoire des glorieux empires africains. Les universitaires afrocentristes, comme le Sénégalais Cheikh Anta Diop, ont joué un rôle particulièrement important dans cette tentative. Ils ont cherché à établir un lien entre l'Égypte ancienne et les pays d'Afrique subsaharienne. Ils ont également relaté les réalisations d'empires africains tels que les Ashanti, le Mali, les empires du Ghana et le Grand Zimbabwe. L'histoire de grands souverains africains de l'Antiquité, comme Sundiata Keita, fondateur du royaume du Mali au 13e siècle, et d'autres plus récents, comme Shaka Zulu (v. 1787-1828),

originaire de l'est de l'Afrique du Sud, Osei Tutu (v. 1660-1717), cofondateur de l'empire Ashanti dans l'actuel Ghana, et Menelik II (1844-1913), empereur d'Éthiopie, a souvent été relatée.

Cependant, les pressions politiques et économiques auxquelles les pays africains nouvellement indépendants ont été confrontés ont contraint la quasi-totalité d'entre eux à abandonner l'idéal panafricaniste. Ils se concentrèrent de plus en plus sur leurs propres États nationaux. Une vague d'instabilité politique à partir des années 1960 a contraint les dirigeants nationaux à se concentrer davantage sur la sécurité nationale et la politique de l'État. En outre, les crises économiques dévastatrices que la plupart des pays africains ont connues dans les années 1970 et 1980 ont également conduit de nombreux dirigeants africains à abandonner la quête d'une politique à l'échelle du continent pour se concentrer sur les affaires intérieures.

Le panafricanisme n'a pas été le seul idéal nationaliste à souffrir dans les décennies qui ont suivi l'accession à l'indépendance. Le déclin économique et l'instabilité politique dans de nombreux pays africains au cours de ces décennies ont eu un impact négatif sur l'unité nationale. La lutte pour les ressources limitées de l'État a souvent dégénéré en conflits entre factions, ce qui a ravivé de nombreux antagonismes ethniques. Les hommes politiques ont parfois fait appel à leurs bases ethniques afin d'accroître leurs chances lors des élections ou de soutenir leurs gouvernements pour qu'ils se maintiennent au pouvoir. Ces antagonismes et divisions ethniques ont souvent dégénéré en véritables guerres civiles. Des pays comme le Nigeria, le Congo (l'actuelle RDC), le Rwanda, entre autres, ont connu des guerres civiles dévastatrices et même des génocides au cours de la période qui a suivi l'indépendance. Ainsi, les forts sentiments nationalistes qui ont balayé l'Afrique vers la fin du colonialisme se sont largement dissipés au tournant du 21e siècle.

Questions à étudier

1. Qu'est-ce qu'une nation? Qu'est-ce que le nationalisme?
2. Les partis politiques nationalistes étaient des mouvements sociaux réformistes et non révolutionnaires. Discutez-en.
3. Discutez de cinq des facteurs qui ont conduit à la croissance des mouvements nationalistes dans l'Afrique coloniale.
4. Qui a prononcé le discours 'Le vent du changement'? Pourquoi ce discours a-t-il eu une telle influence?
5. Quelle a été l'influence du panafricanisme sur les mouvements nationaux africains?
6. Quel a été le destin du nationalisme en Afrique après la décolonisation ?

Lectures suggérées

Benedict Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism. (*London, Verso Books, 2006).

William Beinart, *Twentieth-Century South Africa* (Oxford, Oxford University Press, 2001).

Adu Boahen, *African Perspectives on Colonialism* (Maryland, John Hopkins University Press, 1989)

Frederick Cooper, *Africa after 1940: The Past of the Present.* (Cambridge, Cambridge University Press, 2002)

Thomas Hodgkin, *Nationalism in Colonial Africa* (New York University Press, 1956)

Fred I.A. Omu, 'The Dilemma of Press Freedom in Colonial Africa: The West Africa Example,' *Journal of African History* 9(2) (1968): 279-298.

A propos de l'auteur

Kofi Takyi Asante est chercheur à l'Institut de recherche statistique, sociale et économique (ISSER) de l'université du Ghana. Ses recherches se situent à l'intersection de la sociologie politique, économique et historique. Ses principaux domaines de recherche sont le colonialisme et la formation de l'État, la citoyenneté, la gouvernance et le développement. Ses publications sont parues dans *African Economic History*, *Ghana Studies*, et *International Journal of Politics, Culture, and Society*, entre autres. Il a étudié à l'université du Ghana, à la London School of Economics and Political Science et à la Northwestern University. Avant de rejoindre l'ISSER, il était chercheur postdoctoral à l'Institut d'études avancées de Toulouse (IAST).

Démocratie et développement en Afrique depuis les années 1960

Joan Ricart-Huguet
Université Loyola du Maryland

1. Introduction

Les pays africains font souvent la une de l'actualité mondiale lorsque les présidents refusent de quitter leurs fonctions après la fin de leur mandat. En 2019, six des dix chefs d'État les plus longtemps au pouvoir étaient originaires d'Afrique subsaharienne. Comment le président camerounais Paul Biya a-t-il pu rester en place depuis 1975 et le président ougandais Yoweri Museveni depuis 1986? Ailleurs, le président iranien Ali Khamenei est au pouvoir depuis 1979 et le président cambodgien Hun Sen depuis 1984. Les présidents des pays semi-démocratiques et non démocratiques tentent souvent de contourner les règles afin de pouvoir rester au pouvoir pour un ou plusieurs mandats supplémentaires. Dans le cas de l'Ouganda, Museveni a supprimé les limites d'âge en modifiant la Constitution ougandaise de manière à pouvoir se présenter à l'élection présidentielle après l'âge de 75 ans. Son initiative a rencontré l'opposition du Parlement et de la Cour suprême. Toutefois, l'amendement constitutionnel a finalement été approuvé par le Parlement et confirmé par la Cour suprême, ouvrant la voie à sa réélection potentiellement indéfinie.

Les violations de la limitation des mandats présidentiels ne sont que la partie émergée de l'iceberg: elles constituent un exemple important et visible des lacunes démocratiques en Afrique et au-delà, notamment la corruption, le clientélisme et le respect limité de l'État de droit. Les enquêtes Afrobaromètre révèlent que les citoyens africains considèrent souvent ces problèmes comme les plus importants auxquels leur pays est confronté. C'est le résultat de la valorisation des normes démocratiques et de la crainte que le non-respect de ces normes ne porte atteinte à leurs droits civils, à leurs droits politiques et à leur bien-être. La politique et l'économie sont profondément liées, et ce chapitre s'intéresse à certains de leurs liens afin de mieux comprendre la démocratie et le développement en Afrique depuis les années 1960.

Dans le reste du chapitre, nous commençons par définir la démocratie et nous examinons sa relation avec le développement économique dans la section 2. La section 3 présente une chronologie des trois phases démocratiques en Afrique depuis l'indépendance. Le continent se démocratise rapidement depuis les années 1990, mais la mauvaise gouvernance est à l'origine du développement économique limité auquel sont confrontées de nombreuses sociétés africaines depuis leur indépendance dans les années 1960 (section 4). Nous nous concentrons sur trois obstacles politiques à la poursuite de la démocratisation et du développement que j'appelle "les trois C de la mauvaise gouvernance": la corruption, le clientélisme et les conflits.

S'il est important d'esquisser des tendances générales, il est essentiel d'examiner les différences entre les pays africains, car leur degré de démocratisation et de développement diverge considérablement. Enfin, nous opposons deux pays généralement considérés comme des exemples de réussite politique et économique (le Botswana et l'île Maurice) à deux autres (le Bénin et l'Ouganda) qui ont connu des décennies d'instabilité politique et sont comparativement moins développés.

2. Démocratie et développement: l'un peut-il aller sans l'autre?

L'une des questions les plus importantes en économie politique concerne la relation entre le développement politique et le développement économique. Presque tous les pays développés du monde sont démocratiques. De même, les pays plus démocratiques ont tendance à être plus développés. Nous limitons ici le développement économique au produit intérieur brut (PIB) par habitant, bien que le développement économique puisse également être compris de manière plus large pour prendre en compte la réduction de la pauvreté et l'inégalité économique.

En grec, la démocratie signifie littéralement *le gouvernement par le peuple*, car "demos" signifie *peuple* et "kratos" signifie *gouvernement*. Robert Dahl, l'un des plus éminents théoriciens de la démocratie, a affirmé que même les pays très démocratiques sont plus proches de la "polyarchie" (étymologiquement, le *gouvernement par plusieurs*) que du gouvernement par le peuple. Selon Dahl, la *contestation* et la *participation politiques* sont deux éléments clés de la démocratie: dans certains pays, les institutions sont plus "libérales" (c'est-à-dire qu'il y a plus de contestation politique via, par exemple, des sources médiatiques alternatives) et plus "inclusives" (c'est-à-dire qu'il y a plus de participation politique dans les affaires publiques) que dans d'autres. Par institutions, nous entendons, à l'instar de Douglass North, lauréat du prix Nobel en 1993, "les règles du jeu dans une société ou, plus formellement, les contraintes conçues par l'homme qui façonnent l'interaction humaine", telles que la constitution d'un pays, les lois et les règles informelles qui ne sont pas nécessairement écrites sur le papier.

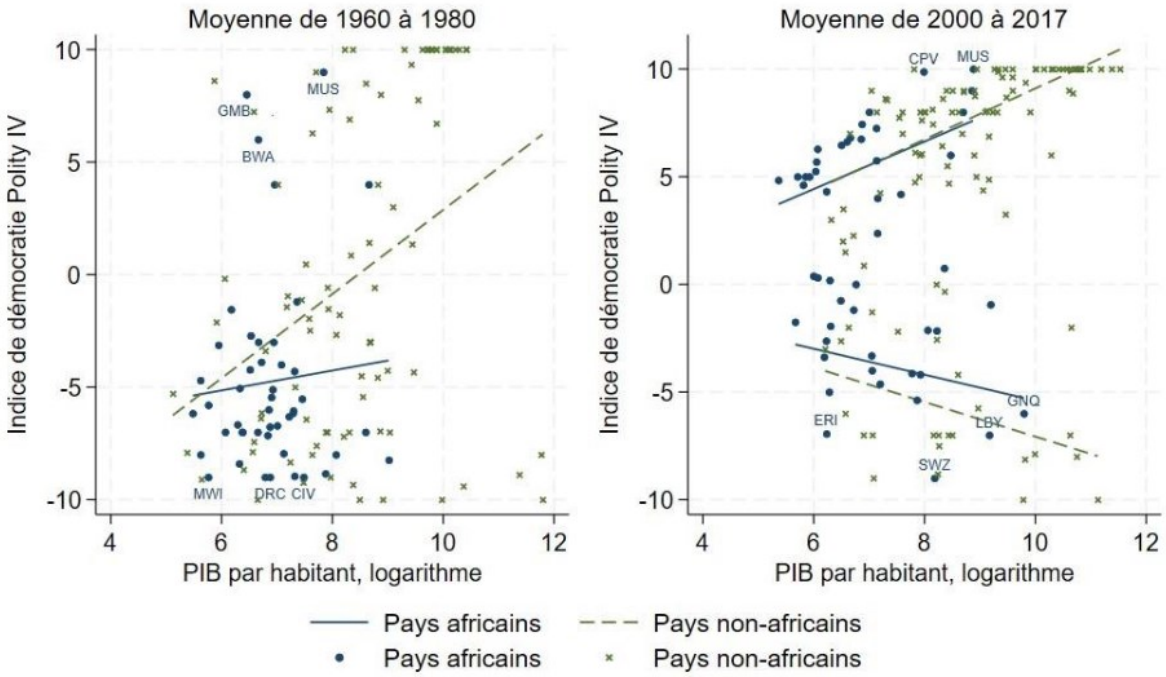
En outre, les institutions démocratiques de certains pays protègent mieux que d'autres la liberté d'association, la propriété privée ou le droit à un procès gratuit. La recherche a montré que des institutions spécifiques communes aux sociétés démocratiques améliorent la gouvernance et favorisent le développement. Par exemple, les institutions coloniales ont été principalement conçues pour maximiser l'extraction des ressources, qu'il s'agisse des diamants en Sierra Leone, sous domination britannique, ou du caoutchouc au Congo belge. Ces institutions sont hostiles au développement économique parce qu'elles sont généralement associées à un mépris des droits de propriété et à un pouvoir exécutif non démocratiquement élu (par exemple, le président) qui n'est pas limité par l'État de droit. En revanche, les institutions démocratiques garantissent des élections équitables et contraignent les dirigeants à respecter l'État de droit tout en garantissant les droits des citoyens. L'île Maurice, depuis les années 1980, est un exemple clair de ce type d'institutions, mais le début de la période postcoloniale dans de nombreux pays, dont l'Ouganda, a également été caractérisé par des élections largement équitables et

concurrentielles, même si ces pays sont souvent devenus non démocratiques dans les années 1970.

Les institutions démocratiques ne surgissent pas de nulle part. Les théoriciens de la modernisation ont affirmé que l'urbanisation, l'éducation, le changement technologique et d'autres processus de développement sont propices à la démocratisation. Par exemple, lorsqu'une société se modernise, la classe moyenne émergente exige souvent de participer au processus politique (c'est-à-dire d'être incluse) et contribue ainsi à la démocratisation. De nombreux économistes politiques s'accordent à dire que la démocratie et le développement se renforcent mutuellement, et la littérature existante a fourni des preuves des deux sens de la causalité.

Quelle est la relation entre la démocratie et le développement dans les pays africains et non africains depuis les années 1960, lorsque la plupart des pays africains ont accédé à l'indépendance? La figure 1 présente les valeurs moyennes du PIB par habitant en dollars américains constants de 2005 ($) sur l'axe des abscisses et les scores moyens de Polity IV sur deux périodes différentes sur l'axe des ordonnées: les deux premières décennies d'indépendance pour la majeure partie du continent (1960-1980) sur le côté gauche et les deux plus récentes (2000-2017) sur le côté droit. La mesure du PIB par habitant est présentée sous forme de logarithme naturel afin de réduire l'influence des valeurs extrêmes aberrantes (pays très riches). Par exemple, le PIB par habitant du Malawi pour la période 1960-1980 était d'environ 330 dollars. Le logarithme naturel correspondant est de 5,8 $.

Figure 1: Développement économique et démocratie en Afrique après l'indépendance et aujourd'hui



Remarque: PIB par habitant en USD constants de 2005. Le score Polity IV est compris entre -10 (le plus autocratique) et 10 (le plus démocratique). La figure met en évidence les pays africains hautement

démocratiques et hautement autocratiques. Acronymes: BWA (Botswana), CIV (Côte d'Ivoire), CPV (Cap-Vert), DRC (République démocratique du Congo), ERI (Érythrée), GMB (Gambie), GNQ (Guinée équatoriale), LBY (Libye), MUS (Maurice), MWI (Malawi), SWZ (Swaziland).

Le score Polity IV mesure le degré de démocratie d'un pays et va de -10 (autocraties complètes) à +10 (démocraties complètes). Le score est un indice composite de variables qui mesurent la contestation politique et la participation politique. Par exemple, une démocratie où le pouvoir exécutif (c'est-à-dire le gouvernement) est soumis à des contraintes constitutionnelles et stables obtiendra jusqu'à 4 points uniquement sur cette dimension. Une autocratie où le gouvernement n'a pas de contraintes légales obtiendra un score de -4. D'autres mesures de la démocratie sont binaires: démocratique ou autocratique. Dans ces mesures, un pays est considéré comme démocratique si son Polity IV est d'environ 6 ou plus. Cela signifie que même les pays dont le score Polity IV se situe entre 0 et 5 présentent d'importantes lacunes en matière d'inclusion politique, de contestation, voire les deux.

La figure 1 à gauche montre qu'il existe un groupe de pays non africains riches et démocratiques (croix) dans le coin supérieur droit pour les deux périodes. Il s'agit principalement de pays européens. Dans l'ensemble, les pays non africains vont de l'autocratie à la démocratie au cours des deux périodes. La figure 1 montre également que les pays africains (points) sont regroupés dans le coin inférieur gauche au cours de la période 1960-1980 parce qu'ils étaient à la fois plus pauvres et moins démocratiques que la plupart des pays non africains (croix). Les exceptions sont l'île Maurice, la Gambie et le Botswana, qui obtiennent des résultats aussi démocratiques que le groupe de pays européens dans le coin supérieur droit. Cependant, pour la période 2000-2017 (figure de droite), nous observons des variations beaucoup plus importantes dans les scores de Polity IV en Afrique. De nombreux pays africains sont devenus plus démocratiques, grimpant sur l'axe des ordonnées. Au 21e siècle, les pays africains vont de démocratiques (Cap-Vert et Maurice) ou plutôt démocratiques (Botswana et Afrique du Sud) à très autocratiques (Érythrée, Swaziland, Guinée équatoriale).

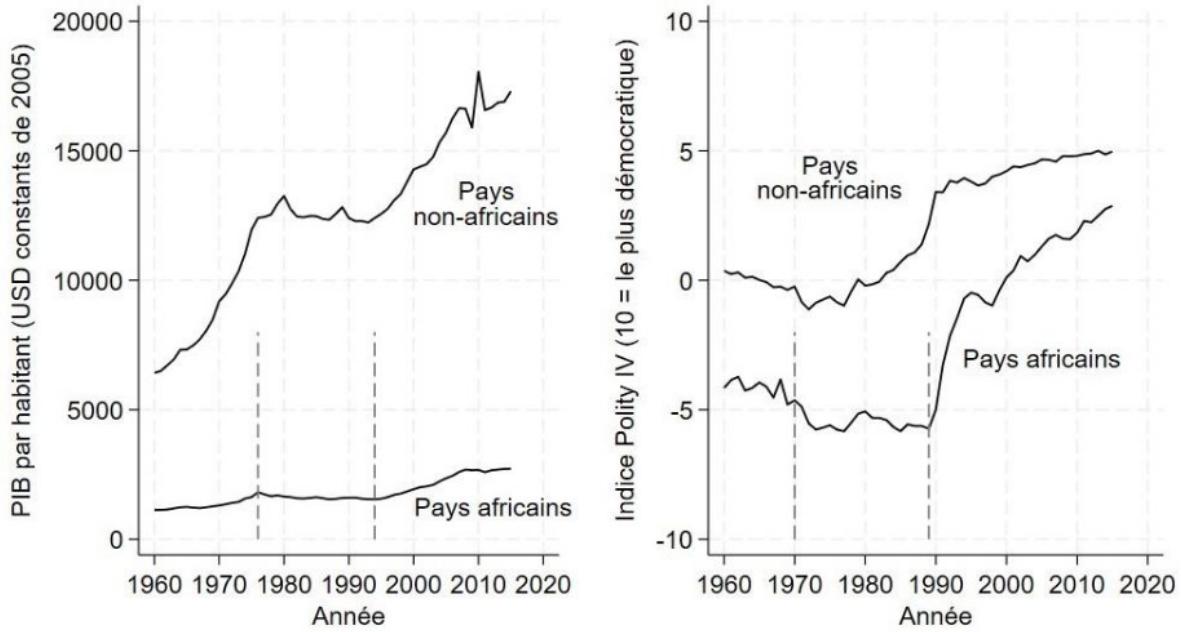
Les lignes de tendance linéaire de la figure 1 indiquent que la relation entre la démocratie et le développement économique est positive pour les pays africains et non africains au cours de la période 1960-1980. Toutefois, pour la période 2000-2017, la relation semble conditionnelle: la relation entre la démocratie et le développement est positive pour les pays plus démocratiques (score Polity IV supérieur à 0) mais négative pour les pays plus autocratiques (score Polity IV inférieur à 0). Qu'est-ce qui explique ces deux modèles différents? Les chercheurs Robert Bates, Ghada Fayad et Anke Hoeffler affirment que cette relation négative est en partie due aux pays autocratiques riches en ressources naturelles. La "malédiction des ressources" est l'idée que les ressources naturelles non renouvelables, comme les minéraux ou le pétrole, peuvent rendre un pays plus pauvre et moins démocratique parce que ces ressources sont susceptibles d'être accaparées par les élites et sont limitées, ce qui entrave le développement économique *durable* même si le pays peut devenir plus riche à court terme grâce à ses exportations de ressources naturelles. La Libye et la Guinée équatoriale, toutes deux bien dotées en pétrole brut, sont riches par rapport à la plupart des pays africains, mais elles sont aussi parmi les moins démocratiques et les plus inégales sur le plan économique.

Les élites des États riches en ressources naturelles ont souvent réussi à exploiter les richesses de leur pays sans se démocratiser et ont donc généré un niveau élevé d'inégalité de richesse entre l'élite politique (par exemple, les proches de Mouammar Kadhafi en Libye et de Teodoro Obiang en Guinée équatoriale, respectivement) et le reste de la population. Toutefois, les pays qui sont déjà relativement démocratiques au moment de la découverte des ressources ont tendance à mieux gérer leurs ressources naturelles en combinant une croissance soutenue avec une redistribution économique découlant de la responsabilité démocratique. C'est le cas de la Norvège, riche en pétrole et en gaz, et du Botswana, riche en diamants depuis les années 1970. En général, la figure 1 révèle que la relation entre la démocratie et le développement reste positive dans les pays africains et non africains lorsque les revenus ne proviennent pas des ressources naturelles (par exemple, le Cap-Vert, le Ghana, l'île Maurice). Ceci est cohérent à la fois avec la théorie de la modernisation et avec l'idée que les institutions démocratiques favorisent la croissance économique.

3. Principales phases politiques depuis l'indépendance

La figure 2 révèle un schéma important de développement économique et de démocratisation au fil du temps. L'Afrique se démocratise en fait en dépit d'une croissance économique limitée. Le graphique de gauche montre le PIB par habitant en dollars américains constants de 2005 ($) sur l'axe des ordonnées de 1960 à 2017. Le graphique de droite montre les scores moyens de Polity IV sur l'axe des ordonnées, également de 1960 à 2017. La modeste croissance économique de l'Afrique depuis 1960, illustrée dans le graphique de gauche, va à l'encontre de la thèse d'économistes tels que Robert Solow, qui s'attendaient à ce que les pays pauvres "rattrapent" ou convergent en termes de PIB par habitant vers les pays plus riches, à condition que les pays pauvres puissent reproduire le taux d'épargne et les technologies des pays plus riches. En réalité, l'écart économique entre les pays africains et non africains s'est creusé, ce qui est cohérent avec les facteurs nationaux tels que le capital humain et les institutions politiques qui influent sur le développement, comme le souligne la théorie de la croissance endogène. Dans le même temps, nous avons assisté à une réduction impressionnante du fossé démocratique en Afrique depuis 1990. Le graphique de droite montre que les sociétés africaines sont devenues plus démocratiques depuis lors et que ces gains sont plus prononcés dans les pays africains que dans les pays non africains. Nous allons maintenant expliquer ces tendances historiques plus en détail.

Figure 2: Démocratie et développement économique en Afrique de 1960 à 2017



Les politologues divisent généralement la période post-indépendance en trois phases: (i) la première décennie post-coloniale (années 1960), (ii) les "décennies perdues" (1970-1989) et (iii) la période post-guerre froide (1990-aujourd'hui). La guerre froide (1945-1990), au cours de laquelle les États-Unis et l'Union soviétique se sont affrontés, a été source d'instabilité et de conflits en Afrique et ailleurs, car ces deux pays se sont battus pour le contrôle géopolitique de ce que l'on appelait alors le tiers-monde, principalement les pays en développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. En Afrique, l'indépendance politique vis-à-vis du régime colonial dans les années 1960 a suscité de grandes espérances dans un contexte de vague de sentiments panafricanistes, en particulier parmi les élites urbaines. Toutefois, comme le montre le graphique de gauche de la figure 2, les niveaux de développement économique et de démocratisation étaient comparativement faibles dans les années 1960. Certaines des premières élections qui ont suivi l'indépendance ont été contestées et participatives, mais de nombreux pays sont rapidement devenus soit des gouvernements civils à parti unique (par exemple, l'Union nationale africaine du Tanganyika de Julius Nyerere, l'Union progressiste sénégalaise de Léopold Sédar Senghor), soit de véritables dictatures militaires (par exemple, Gowon au Nigéria, Kérékou au Bénin). Les États faibles et les sociétés inégales sur le plan régional que les Africains ont hérités de la colonisation n'ont pas favorisé la démocratisation et le développement. La mauvaise gouvernance qui s'en est suivie a conduit à ce que l'on appelle les "décennies perdues" économiques de l'Afrique, car le PIB réel par habitant du continent a légèrement diminué entre 1975 et 1995 (période comprise entre les lignes pointillées grises dans le graphique de gauche de la figure 2). Sur le plan politique, les décennies perdues ont commencé vers 1970 et se sont terminées vers 1990, lorsque la situation politique a changé radicalement pour des raisons nationales et internationales.

Sur le plan intérieur, les piètres performances économiques de nombreux pays africains au cours des décennies perdues ont conduit à des manifestations civiles qui ont renversé des régimes dictatoriaux. Sur le plan international, l'effondrement de l'Union soviétique en 1990-1991 a

signifié la fin de la guerre froide et a conduit à une hégémonie libérale des États-Unis. Cela signifiait également que les pays africains n'étaient plus le champ de bataille des guerres par procuration entre les États-Unis et l'ex-Union soviétique. Les gouvernements africains marxistes, comme ceux de la République populaire du Congo, du Mozambique, de l'Angola et du Bénin, n'ont plus reçu le soutien de l'Union soviétique et sont devenus de plus en plus démocratiques dans les années 1990. Cette "vague de démocratisation", qui a débuté en 1990, s'est traduite par un nombre croissant d'élections démocratiques dans toute l'Afrique. Au cours de la période 1985-1989, seuls neuf des 47 pays d'Afrique subsaharienne ont organisé des élections contestées. Dans tous les autres pays, les partis d'opposition n'avaient aucune importance ou étaient illégaux. Cependant, le nombre et l'intensité des protestations politiques ont augmenté de façon spectaculaire vers 1990 et, en 1994, le nombre de pays ayant organisé des élections au moins partiellement contestées est passé à 38. En conséquence, la part des sièges occupés par l'opposition dans les assemblées législatives africaines est passée de 10 pour cent seulement en 1989 à 31 pour cent en 1994. Les gouvernements confrontés à des protestations politiques ont autorisé ou ont été contraints d'étendre rapidement le droit de vote de tous les adultes, hommes et femmes. Ce droit, connu sous le nom de suffrage universel, a contribué à l'augmentation de l'inclusion politique au cours de cette période. C'est une raison importante pour laquelle nous observons un pic de démocratisation dans le graphique de droite de la figure 2 pour les pays africains dans les années 1990.

À partir des années 1990, les scores de démocratie des pays africains ont bondi et se sont considérablement rapprochés de la moyenne mondiale non africaine. Des élections plus contestées et plus inclusives depuis les années 1990 ont même conduit certains à considérer les pays africains comme des "surperformants démocratiques", en ce sens qu'ils sont plus démocratiques que leur niveau de développement économique ne le laisserait supposer. La norme démocratique du suffrage universel - et donc de l'inclusion politique au moins nominale - est largement répandue en Afrique. Selon le politologue Staffan Lindberg, des élections répétées, *même lorsqu'elles sont entachées d'irrégularités*, rendent les pays plus démocratiques au fil du temps. En effet, des élections libres favorisent le comportement démocratique et, partant, la consolidation des valeurs démocratiques. D'une part, l'augmentation de l'inclusion et de la contestation politiques a permis à l'Afrique d'être beaucoup plus démocratique aujourd'hui qu'avant 1990. D'autre part, d'importantes lacunes en matière de gouvernance, examinées ci-après, entravent la poursuite de la démocratisation et du développement.

4. Obstacles politiques au développement: les trois "C" de la mauvaise gouvernance

Il existe de nombreuses raisons pour lesquelles l'économie d'un pays peut être sous-développée, notamment les faibles niveaux de capital humain, d'innovation technologique et de commerce international. Nous nous concentrons plutôt sur trois *explications politiques* qui tendent à éroder les institutions démocratiques d'un pays: (i) la corruption (par opposition à la responsabilité et à l'État de droit), (ii) le clientélisme (par opposition à l'élaboration de politiques programmatiques) et (iii) les conflits (par opposition à la stabilité politique et à la paix). Les termes entre parenthèses sont leurs équivalents respectifs en matière de bonne

gouvernance. Ces trois facteurs contribuent à expliquer pourquoi les écarts politiques et économiques persistent en Afrique en dépit de l'impressionnant "rattrapage politique" évoqué plus haut.

(i) La corruption

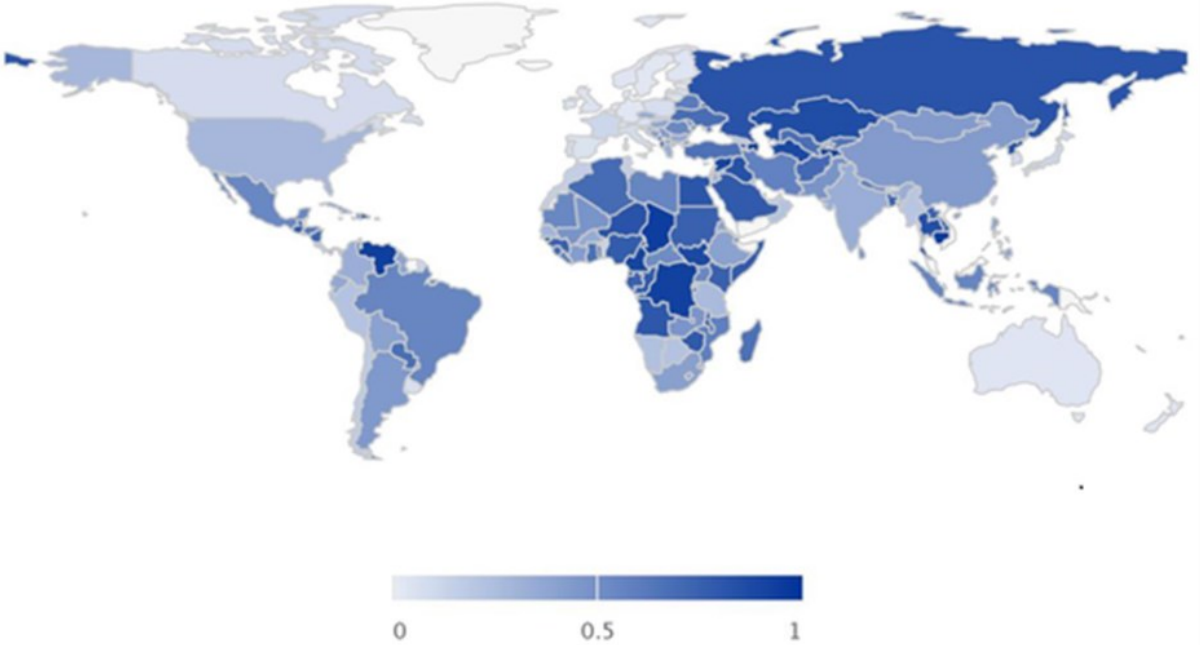
La corruption a tendance à nuire à la société, car peu de gens en profitent, à l'exception de ceux qui se livrent à des pratiques telles que la corruption, le vol et le détournement de fonds publics. Dans le secteur public, la corruption implique généralement la poursuite illégale ou trompeuse d'un gain personnel par un politicien ou un employé du secteur public (par exemple un fonctionnaire, un juge), généralement en tirant parti de sa position professionnelle. Le fait de tirer un avantage personnel de sa position officielle est coûteux pour le développement, car les efforts que l'homme politique aurait pu consacrer à l'amélioration du bien-être social sont plutôt alloués à l'augmentation de ses propres gains privés. Aucun pays n'est totalement exempt de corruption, mais les gouvernements plus démocratiques sont moins corrompus car les citoyens peuvent plus facilement demander des comptes aux fonctionnaires. Les données du projet Varieties of Democracy (V-Dem) présentées dans la figure 3 indiquent le niveau de corruption des gouvernements dans les différents pays en 2017. Les gouvernements autocratiques des pays de l'ex-Union soviétique (Russie, Kazakhstan, Turkménistan), du Moyen-Orient et de l'Afrique sont les plus corrompus (en foncé). Les niveaux de corruption varient toutefois considérablement au sein de l'Afrique. Les gouvernements sont très corrompus dans certains cas (par exemple au Tchad, en République démocratique du Congo) mais pas dans d'autres (par exemple au Bénin, au Botswana).

La corruption dans le secteur public est parfois ostentatoire et donc facile à détecter. Par exemple, Mobutu Sese Seko (1965-1997), le dirigeant de l'ancien Zaïre, actuellement la RDC, est devenu un exemple frappant de la politique du "grand homme", terme utilisé pour désigner les dirigeants corrompus et dictatoriaux. La malédiction des ressources naturelles a favorisé la persistance d'autres élites corrompues telles que le président Teodoro Obiang (1979-aujourd'hui) en Guinée équatoriale, Omar Bongo au Gabon (1967-2009) et Denis Sassou Nguesso (1979-1992, 1997-aujourd'hui) en République du Congo, ainsi que leurs familles. Ces trois pays ont été parmi les 50 premiers producteurs de pétrole au monde ces dernières années. Les trois familles ont fait la une des journaux en 2013 pour avoir possédé des propriétés de plusieurs millions de dollars à Paris.

La corruption moins ostentatoire, comme le détournement de fonds publics vers des poches privées ou le détournement de l'aide étrangère par des fonctionnaires, peut être plus insidieuse parce qu'elle est plus difficile à détecter. Des organisations non gouvernementales et des organismes donateurs tels que la Banque mondiale ont enquêté sur ce type de corruption, mais il est très difficile d'en déterminer l'ampleur réelle. Contrairement à la violation de la limitation des mandats présidentiels, la plupart des comportements corrompus sont plus faciles à dissimuler. Enfin, la "petite corruption" est également difficile à observer mais, à certains égards, elle est plus répandue. Par exemple, des recherches récentes ont montré que les policiers de Kinshasa font systématiquement payer des "péages informels" aux automobilistes afin d'obtenir le salaire de subsistance que l'État n'est pas en mesure de leur fournir. Qu'il s'agisse

de chefs d'État motivés par l'appât du gain ou de pauvres policiers motivés par la subsistance, la recherche montre que la corruption entraîne l'érosion de la confiance interpersonnelle, du capital social et, en fin de compte, du développement économique.

Figure 3: Indice de corruption dans le pouvoir exécutif (2017)



Remarque: Les données proviennent du projet V-Dem et sont disponibles en ligne. L'indice de corruption va de 0 (pas de corruption) à 1 (corruption extrême). Ce graphique montre les niveaux de corruption du gouvernement, mais les données du projet V-Dem montrent que la corruption du gouvernement est fortement corrélée à la corruption du secteur public en général, tant dans les pays africains ($\rho = 0{,}86$) que dans les pays non-africains ($\rho = 0{,}93$).

(ii) Clientélisme

Les gouvernements des pays où le clientélisme est omniprésent ont tendance à ne pas fournir suffisamment de biens publics, tels que les infrastructures, qui contribueraient au développement du pays. Le *clientélisme* peut être défini comme l'échange itératif d'avantages entre un homme politique (le patron) et un électeur (le client). Par exemple, un homme politique peut offrir de l'argent ou de la nourriture uniquement aux électeurs de sa circonscription dont il pense qu'ils voteront pour lui lors des élections. Cette pratique, appelée "achat de voix", est illégale et antidémocratique. Le clientélisme repose sur une promesse mutuelle entre l'homme politique et l'électeur. Lorsque le secret du vote est respecté, cette promesse mutuelle résulte d'un échange itératif plutôt que ponctuel car, dans le cas d'un échange ponctuel, l'homme politique n'aurait aucune raison de croire que l'électeur lui rendra la pareille. Les partis politiques peuvent rarement contrôler les votes individuels, de sorte que certains soutiennent raisonnablement que les politiciens clientélistes se livrent depuis longtemps à un "achat de participation", par lequel le politicien distribue des biens avant l'élection à un ensemble ciblé d'électeurs dans l'espoir que ces derniers lui rendront la pareille en votant.

Les *politiques programmatiques* sont souvent opposées au clientélisme parce que les ressources sont distribuées selon des règles claires qui ne dépendent pas des caractéristiques partisanes ou des antécédents électoraux. Prenons l'exemple d'un programme de formation professionnelle destiné à réduire le chômage. Une politique programmatique considérerait le fait d'être au chômage comme le seul critère d'éligibilité. Une approche clientéliste pourrait favoriser les participants ou la région qui ont soutenu l'homme politique ou le parti, non pas parce que ce participant ou cette région bénéficierait le plus du programme, mais parce que cela aiderait les chances de réélection de l'homme politique ou du parti. Cette contraposition montre clairement l'inefficacité économique du clientélisme.

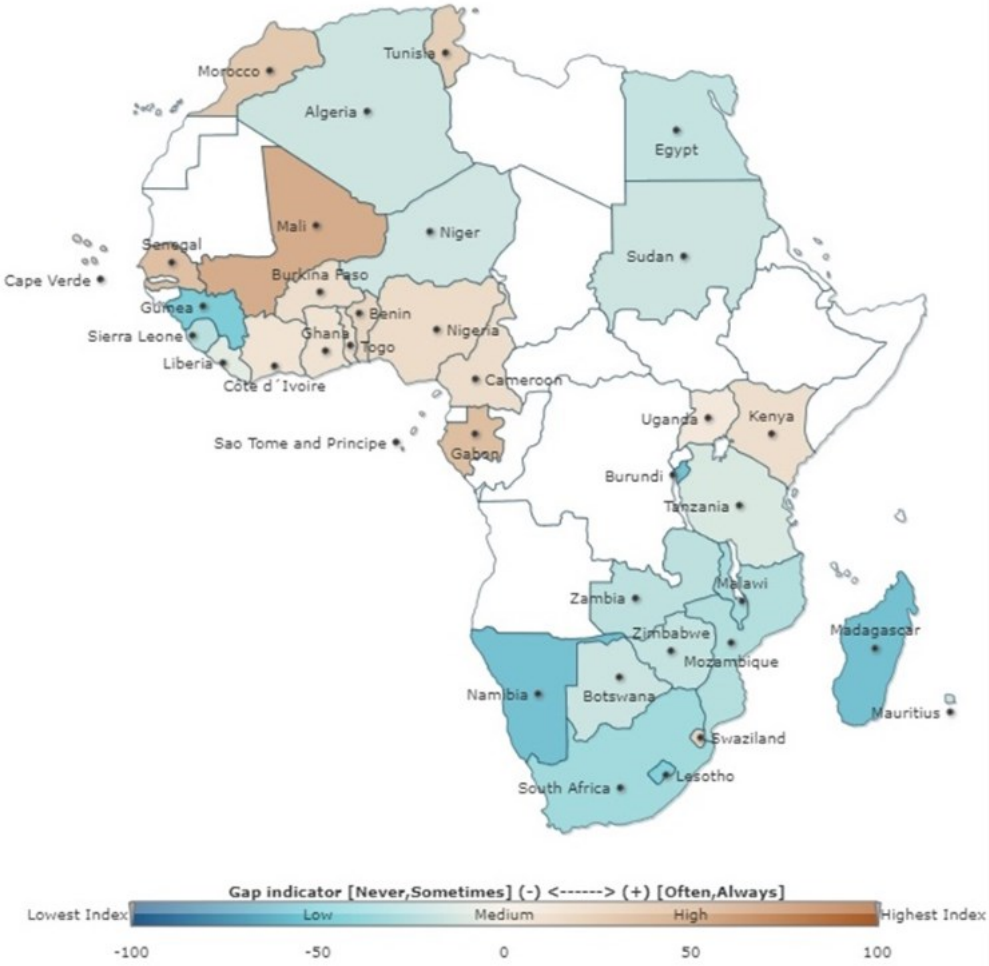
Le clientélisme est différent de la *politique distributive*, et potentiellement pire pour la démocratie et le développement. La politique distributive concerne les politiques ou les avantages qui ciblent les électeurs de l'homme politique ou un groupe particulier de citoyens, par exemple en fonction de la région, de l'ethnie ou de la religion. Les démocraties en Afrique et ailleurs ne sont pas à l'abri de la politique distributive. Un politicien en place peut allouer plus de ressources à une circonscription qui a voté davantage en faveur de sa réélection. Par exemple, depuis les années 1960, les coethniques du ministre de l'éducation au Kenya sont plus scolarisés que les enfants d'autres groupes ethniques. Cela suggère que les ministres de l'éducation ont favorisé leur propre groupe ethnique par rapport aux autres lors de la répartition des investissements dans l'éducation. Le clientélisme va encore plus loin en exigeant un *échange* direct entre l'homme politique et l'électeur du type "Je ne fournirai plus d'écoles que si vous votez pour moi aux prochaines élections".

Parmi les personnes interrogées par Afrobaromètre en 2014 et 2015, 43 pour cent estiment que les pots-de-vin en échange de votes sont courants ("se produisent souvent ou toujours"), tandis que 48 pour cent pensent qu'ils sont peu courants ("ne se produisent jamais ou parfois"). La figure 4 montre le pourcentage de répondants Afrobaromètre dans chaque pays qui disent que le clientélisme est courant moins ceux qui disent qu'il n'est pas courant. Ainsi, plus l'écart de pourcentage (positif) est important, plus l'achat de votes est perçu par la population d'un pays. La carte montre que la prévalence perçue du clientélisme varie considérablement. Au Mali, la plupart des gens pensent qu'il est courant (78 pour cent) et peu pensent qu'il est rare (21 pour cent), ce qui explique que l'indicateur d'écart soit égal à +57 pour cent. En Guinée voisine, peu de personnes ont déclaré qu'il était courant (20 pour cent) et la plupart ont déclaré qu'il était rare (71 pour cent), d'où l'écart de -51 pour cent.

Les recherches montrent que l'attrait des offres clientélistes est plus faible dans les pays riches et parmi les électeurs les plus riches d'un pays donné. Les pays riches ont tendance à moins souffrir du clientélisme, mais les efforts de développement des dernières décennies ont également cherché à s'attaquer à l'autre sens de la causalité, c'est-à-dire à réduire le clientélisme afin de favoriser les politiques programmatiques et le développement. Par exemple, une fonction publique responsable mais politiquement indépendante est importante à la fois pour limiter le clientélisme et pour mettre en œuvre efficacement les politiques publiques. Ces efforts sont importants car la démocratisation ne garantit pas à elle seule la disparition du clientélisme.

Par exemple, la figure 4 montre qu'il persiste au Ghana, un pays majoritairement démocratique depuis 2004.

Figure 4: Prévalence de l'achat de votes dans les pays africains (2014-2015)



Remarque: Il n'y avait pas de données disponibles pour les pays en blanc. Les données proviennent du cycle 6 de l'enquête Afrobaromètre et sont disponibles en ligne. La question est la suivante: "À votre avis, à quelle fréquence les électeurs sont-ils soudoyés lors des élections dans ce pays?" La réponse va de "jamais" (0) à "toujours" (4).

(iii)Les conflits

Les conflits politiques non violents sont monnaie courante dans tout État, car les individus et les groupes ont des préférences et des intérêts différents. Les politiciens conçoivent des institutions pour allouer des ressources rares qui ne peuvent satisfaire que partiellement des besoins illimités. C'est pourquoi les politiques démocratiques en Afrique et ailleurs s'engagent régulièrement dans des débats intenses sur la politique et l'allocation des ressources. Les *conflits violents*, cependant, remplacent les bulletins de vote par des matraques et des fusils. Il s'agit des cas où les acteurs ont recours à la force pour influencer les résultats politiques. Outre les guerres entre pays, les conflits peuvent prendre diverses formes à l'intérieur des pays, telles que les guerres civiles, les rébellions armées et les coups d'État. Parmi les trois C de la mauvaise gouvernance, les conflits violents sont les plus dévastateurs pour la société et l'économie, car

ils détruisent le capital physique, le capital humain et le capital social et sapent les institutions politiques d'un pays. Une société ne peut pas fonctionner correctement - et encore moins se développer et devenir démocratique - si la stabilité politique fait défaut.

Plus de 30 des 54 pays d'Afrique ont connu un ou plusieurs épisodes de conflit violent depuis 1960. Les conflits politiques violents peuvent aller du génocide de 1994 au Rwanda, où des centaines de milliers de personnes ont été tuées, aux coups d'État rapides et sans effusion de sang en Mauritanie en 1984 et 2005. Lors du coup d'État de 2005, les dirigeants ont même organisé des élections démocratiques qui ont eu lieu deux ans plus tard.

Néanmoins, quelques pays, dont le Botswana, l'île Maurice, le Sénégal et la Tanzanie, n'ont connu aucun coup d'État militaire ni aucune guerre civile depuis leur indépendance. Ils ont tout au plus souffert de conflits civils de faible intensité, comme le conflit entre le Sénégal et la Casamance dans le sud du pays. Le Sénégal et la Tanzanie ont longtemps été dirigés par des gouvernements autoritaires à parti unique, mais ces gouvernements ont réussi à maintenir l'armée dans les casernes et à conserver la stabilité politique et des institutions politiques non démocratiques mais fonctionnelles.

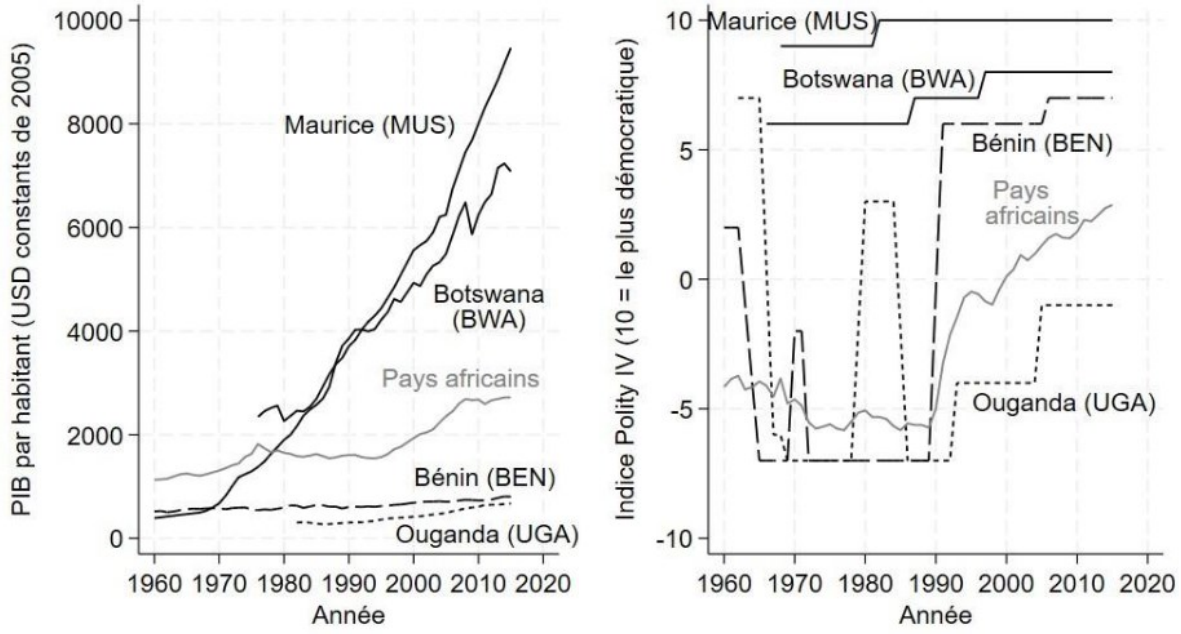
5. Développement politique et économique depuis les années 1960 dans quatre pays africains

La dernière section a montré trois façons dont la mauvaise gouvernance entrave la démocratie et le développement en Afrique. Dans cette section, nous nous pencherons sur quatre pays africains: le Bénin, le Botswana, l'île Maurice et l'Ouganda. Les études de cas par pays peuvent nous aider à mieux comprendre comment les trois C présentés dans la section 4 et leurs équivalents en matière de bonne gouvernance - responsabilité, politiques programmatiques et stabilité politique - ont eu un impact sur le développement politique et économique. Le Bénin, le Botswana, l'île Maurice et l'Ouganda ont tous obtenu leur indépendance du régime colonial dans les années 1960, mais leurs trajectoires politiques et économiques ont été très différentes depuis lors. Le Botswana et l'île Maurice sont largement considérés comme des exemples de réussite économique et politique depuis leur indépendance. Le Bénin a connu une démocratisation rapide dans les années 1990, accompagnée d'une croissance modeste. L'Ouganda n'a lui aussi connu qu'une croissance modeste et reste largement non démocratique.

Comme dans les figures précédentes, la figure 5 montre le PIB par habitant à gauche et le score de démocratie à droite, tous deux au fil du temps. Les lignes grises indiquent les niveaux de PIB par habitant et de démocratie pour le pays africain moyen dans les graphiques de gauche et de droite, respectivement. Elles sont identiques aux lignes de la figure 2. En outre, la figure 5 inclut désormais les trajectoires de quatre pays africains que nous allons étudier plus en détail maintenant. On constate que le PIB par habitant du Botswana et de Maurice était similaire à la moyenne des pays africains (ligne grise) dans les années 1960, mais que dans les années 2000, ils se sont imposés comme des pays à revenu moyen supérieur (graphique de gauche), avec des revenus par habitant supérieurs à 6 000 dollars. Le contraste avec la croissance très modeste du

Bénin et de l'Ouganda est saisissant. Le PIB par habitant du Bénin était estimé à 520 dollars en 1960 et à 805 dollars en 2015, tandis que celui de l'Ouganda était estimé à 303 dollars en 1982 et à 673 dollars en 2015. Le graphique de droite montre que Maurice, le Botswana, l'Ouganda et, dans une certaine mesure, le Bénin étaient pour la plupart démocratiques au moment de leur indépendance, dans les années 1960. Tous ont organisé des élections multipartites au suffrage universel dès l'indépendance. Cependant, le Botswana et l'île Maurice ont continué à se démocratiser, tandis que l'histoire politique du Bénin et de l'Ouganda s'apparente aux montagnes russes que suggère le graphique de droite.

Figure 5: Tendances démocratiques dans quatre pays africains, de l'indépendance à 2017



Remarque: Les indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale) ne comprennent pas le PIB par habitant de l'Ouganda avant 1982. Les scores Polity IV commencent avec l'indépendance du pays (1968 pour l'île Maurice et 1966 pour le Botswana).

La compréhension de ces tendances divergentes est complexe et résulte de facteurs *immédiats* ou à court terme ainsi que de facteurs *historiques* plus profonds ou à long terme. Par exemple, l'instabilité politique de l'Ouganda à la fin des années 1960 est une cause immédiate du coup d'État militaire d'Idi Amin en 1971 et du régime dictatorial qui s'en est suivi (1971-1979). Les causes plus profondes du coup d'État d'Idi Amin remontent en partie à la période coloniale. Le gouvernement colonial britannique a fortement recruté des soldats dans le nord de l'Ouganda, d'où venait Amin, créant ainsi une armée déséquilibrée sur le plan régional et ethnique, avec de nombreux Nordistes mais peu de Bagandas, le groupe ethnique le plus important.

Comme beaucoup d'autres pays africains, le Bénin et l'Ouganda ont été confrontés, au moment de l'indépendance, à deux problèmes qui ont miné leurs institutions politiques et leur stabilité: (i) l'inégalité régionale et (ii) la faible capacité de l'État. Les inégalités régionales et ethniques étaient omniprésentes dans les deux colonies. Alors que les recrues militaires provenaient principalement du nord de l'Ouganda, l'essentiel de l'activité économique, y compris les

cultures de rapport (coton et café), était centré principalement autour du lac Victoria, dans la région centrale du Buganda, qui était le centre politique et économique. De même, au Bénin, le Sud est resté le centre du commerce et des cultures de rapport (huile de palme) après la fin de la traite des esclaves. Le Nord, historiquement plus isolé du commerce côtier, est resté plus pauvre et moins peuplé pendant la période coloniale et jusqu'à aujourd'hui. Dans les deux pays, les inégalités économiques régionales ont exacerbé les conflits politiques sur la répartition des ressources après l'indépendance.

Un deuxième facteur historique important est la faible capacité de l'État. La *capacité de l'État* est définie comme la capacité du gouvernement à atteindre les objectifs politiques prévus, tels que la collecte des impôts, la fourniture de biens publics et l'application de la loi et de l'ordre. Certains qualifient les États à faible capacité "d'États faibles" et les États à forte capacité "d'États forts". Le Bénin et l'Ouganda, mais aussi le Botswana et d'autres États coloniaux d'Afrique, étaient "minces sur le terrain", ce qui signifie que les institutions formelles de l'État ne s'étendaient pas beaucoup au-delà de la capitale parce que les colonisateurs européens essayaient de limiter les coûts. Comment les élites politiques postcoloniales pourraient-elles promouvoir le développement économique tout en utilisant les ressources de l'État pour satisfaire les demandes clientélistes? Ce n'est pas une mince affaire pour un État, et encore moins pour un État faible qui a hérité de la colonisation de l'extraction et de la division ethnique. Les Béninois et les Ougandais ont hérité d'États coloniaux faibles qui étaient censés soudainement servir tous leurs habitants en tant que citoyens et non en tant que sujets coloniaux. De graves contraintes en matière de ressources ont conduit les premiers présidents, Hubert Maga au Bénin et Milton Obote en Ouganda, à favoriser leurs principaux partisans - généralement des coethniques - au détriment du reste de la population. Pour comprendre ces tendances, le politologue Nicolas van de Walle a défini les *États néopatrimoniaux* comme des États qui "combinent une façade extérieure d'administration légale rationnelle moderne avec une logique patrimoniale interne d'échange dyadique [clientélisme], de prébendalisme et d'appropriation privée des ressources publiques par les élites de l'État".

La faible capacité de l'État, combinée à l'inégalité régionale héritée du régime colonial, a favorisé les tensions régionales et ethniques au Bénin et en Ouganda qui ont culminé dans une série de coups d'État qui ont commencé peu après l'indépendance, à la fin des années 1960, et se sont poursuivis tout au long des années 1980. Dans le cas de l'Ouganda, la guerre civile de 1980-1986 a permis aux rebelles dirigés par l'actuel président Museveni d'accéder au pouvoir en 1986. Les mouvements rebelles sont peut-être plus fréquents en Afrique qu'ailleurs parce qu'il est facile de se rebeller contre des États faibles. En résumé, ces deux facteurs historiques et structurels expliquent pourquoi la bonne gouvernance et le développement se sont avérés difficiles au Bénin, en Ouganda et dans d'autres pays africains.

Néanmoins, le Bénin et l'Ouganda sont entrés dans des périodes de démocratisation relative et de stabilité politique depuis le début des années 1990, suivant la tendance générale en Afrique dont nous avons parlé. Dans le cas du Bénin, des manifestations en faveur de la démocratie ont chassé le président Kérékou et son régime à parti unique en 1990, après deux décennies marquées par la corruption, le clientélisme et la stagnation économique. Le Bénin a organisé

des élections multipartites contestées en 1991 qui ont abouti à la victoire du candidat de l'opposition. Le clientélisme et la corruption existent toujours mais sont moins répandus qu'avant 1990. Depuis lors, le Bénin a organisé des élections contestées et inclusives, ce qui se reflète dans la figure 5 avec un score démocratique bien supérieur à la moyenne africaine. Contrairement au Bénin, l'Ouganda sortait tout juste d'une guerre civile en 1990. Pour la plupart des gens, le retour à une vie normale était plus urgent que l'organisation de manifestations de masse en faveur de la démocratie. Le président Museveni gouverne depuis 1986 en tant que chef militaire et depuis 2005 en tant que chef d'un système multipartite. Si les Ougandais bénéficient du suffrage universel et donc d'une certaine inclusion politique, la contestation politique est limitée. L'opposition est confrontée à des conditions inégales car le gouvernement utilise les ressources publiques à des fins de corruption et de clientélisme. Cette situation confère au président Museveni un avantage important en tant que président en exercice.

Le Botswana et l'île Maurice sont restés démocratiques et leurs économies se sont développées rapidement après l'indépendance. Ces deux pays sont généralement décrits comme des exemples de réussite africaine, même s'ils sont très différents l'un de l'autre à bien des égards, notamment sur le plan de la géographie, des ressources naturelles, de la démographie et de la culture. Maurice est une île de l'océan Indien qui fait partie des 50 plus petits pays du monde, tandis que le Botswana est un pays enclavé d'Afrique australe dont la taille est 285 fois supérieure à celle de Maurice. La croissance économique du Botswana, visible dans la figure 5, a été alimentée par les diamants depuis la fin des années 1960. En revanche, l'île Maurice ne dispose d'aucune ressource naturelle exploitable. En outre, la densité de population de Maurice est la plus élevée d'Afrique (620 habitants par km^2), tandis que celle du Botswana est l'une des plus faibles (4 habitants par km^2). La diversité ethnique est faible dans les deux cas par rapport à la moyenne des pays africains. À Maurice, plus de 60 pour cent de la population est d'origine indienne, bien que les Indo-Mauriciens constituent un groupe diversifié; une grande minorité est d'origine africaine; et d'autres sont des créoles qui combinent des ancêtres africains, arabes, indiens et européens. Le Botswana est plutôt homogène, car environ 80 pour cent de la population est tswana.

L'inégalité économique et ethnique régionale était-elle particulièrement faible, ou la capacité de l'État particulièrement élevée, déjà sous le régime colonial? Aucun des deux pays n'a bénéficié d'une capacité étatique élevée et l'histoire de l'île Maurice est marquée par l'inégalité. L'île Maurice a d'abord été colonisée par les Français, puis par les Britanniques. L'économie tournait autour des plantations de sucre appartenant à des planteurs européens. Comme dans de nombreuses îles des Caraïbes où l'on cultive le sucre, des Africains sont importés comme esclaves. Lorsque l'esclavage a été aboli dans les années 1830, les planteurs ont fait venir des Sud-Asiatiques en tant que serviteurs sous contrat. L'île Maurice s'est progressivement développée politiquement dans les années 1900, avant l'indépendance (droits politiques pour les personnes métissées, extension du droit de vote), mais la colonie est restée longtemps pauvre et la richesse concentrée dans la minorité européenne. L'héritage colonial du Botswana n'est pas non plus anodin, mais l'empreinte britannique est relativement faible. Les Britanniques ont pris le contrôle du Botswana uniquement pour des raisons géopolitiques, à savoir pour relier

leurs colonies d'Afrique australe et orientale et pour contenir l'expansion allemande dans le sud-ouest de l'Afrique. Certains ont affirmé que l'indifférence des Britanniques à l'égard du Botswana était peut-être une bénédiction. Parce que les investissements publics coloniaux étaient lamentablement faibles (le Botswana n'avait pratiquement pas de routes pavées et seulement deux écoles secondaires dans les années 1960) et que la population était peut-être majoritairement tswana depuis un certain temps, le Botswana n'a pas connu les mêmes inégalités régionales et ethniques que le Bénin, l'Ouganda et même l'île Maurice. Le Botswana était plus uniformément pauvre que les trois autres pays. En résumé, l'héritage colonial du Bénin et de l'Ouganda a peut-être été plus néfaste, mais l'histoire du Botswana et de l'île Maurice n'a pas été particulièrement favorable non plus.

Malgré toutes leurs différences, le Botswana et l'île Maurice sont plus homogènes sur le plan ethnique que la plupart des pays africains et ont tous deux entrepris de multiples politiques économiques programmatiques. Ces deux facteurs ont probablement contribué à leur succès après l'indépendance. Nombreux sont ceux qui affirment que les inégalités économiques et de statut entre les groupes ethniques augmentent les conflits et réduisent la fourniture de biens publics en Afrique et ailleurs. C'est pourquoi le Botswana, en particulier, a peut-être bénéficié d'une certaine homogénéité. Bien entendu, cette explication est loin d'être déterministe: certains pays ethniquement homogènes comme le Lesotho ou le Burundi restent sous-développés, tandis que certains pays ethniquement diversifiés comme le Ghana et l'Afrique du Sud sont très développés.

La bonne gouvernance est l'une des principales raisons des niveaux élevés de démocratie et de développement au Botswana et à Maurice. Les élites politiques ont conçu et mis en œuvre des politiques programmatiques - par opposition au clientélisme - qui ont stratégiquement favorisé le développement à long terme. Les deux pays ont également bénéficié d'une stabilité politique (pas de coup d'État ni de violence à grande échelle) et de faibles niveaux de corruption. Les deux premiers présidents du Botswana, Seretse Khama (1966-1980) et Quett Masire (1980-1998), ont fait preuve de clairvoyance en investissant dans l'éducation et la santé les premiers revenus tirés des diamants découverts en 1967, un an après l'indépendance. Depuis 1994, le gouvernement a également investi ces revenus dans un fonds souverain. En d'autres termes, le gouvernement a transformé la malédiction habituelle des ressources en bénédiction. L'organisation politique précoloniale des Tswanas, qui comprenait des normes délibératives et une assemblée populaire, a peut-être facilité les politiques programmatiques de Khama et de Masire. Le gouvernement a géré activement l'économie tout en respectant largement les droits de propriété et l'État de droit en général. Le capital humain étant faible au moment de l'indépendance, certains fonctionnaires étaient des étrangers qui ont été progressivement éliminés au fur et à mesure que de plus en plus de Botswanais terminaient leurs études supérieures.

Le succès du Botswana en matière de gouvernance a été obtenu malgré une contestation politique limitée: le Parti démocratique du Botswana a remporté toutes les élections dans le pays depuis l'indépendance en 1966. L'absence de victoire de l'opposition au Botswana à ce jour indique que le système politique n'est que modérément compétitif. L'accumulation du

pouvoir entre les mains des derniers présidents, notamment Ian Khama (2008-2018), est également une source d'inquiétude. Le Botswana souffre d'une forte dépendance à l'égard des revenus du diamant et son économie ne s'est pas diversifiée, ce qui limite les opportunités économiques en dehors du secteur public et entraîne un taux de chômage élevé (15 à 20 pour cent en 2008-2018). Bien que la croissance depuis l'indépendance ait été spectaculaire, il s'agit de préoccupations importantes qui sont probablement liées au ralentissement économique du Botswana depuis 2014.

Enfin, l'île Maurice présente un cas fascinant et complexe. Dépourvu de ressources naturelles, le gouvernement s'est efforcé, au cours des dernières décennies, de diversifier l'économie et y est parvenu. Le sucre et l'agriculture restent des exportations importantes, mais la pêche et l'industrie textile ont gagné du terrain après l'indépendance. Plus récemment, le gouvernement a encouragé le tourisme et le secteur de l'information et de la technologie. Le gouvernement a également combiné des impôts peu élevés et des droits de propriété sûrs pour attirer les investissements directs étrangers et même les banques offshore. Pour lutter contre les inégalités, le gouvernement a mis en place un État-providence. Le Parti travailliste mauricien a poussé à la mise en place d'un État-providence naissant dans les dernières années de l'ère coloniale. Après l'indépendance, alors que les institutions financières internationales poussaient à la privatisation, le gouvernement a élargi l'État-providence pour y inclure un Fonds national de retraite, des soins de santé universels et une éducation gratuite jusqu'à l'université.

Les conflits politiques à Maurice ont parfois été vifs, mais n'ont jamais tourné à la violence, ce qui a permis de maintenir un niveau élevé de contestation politique. De multiples partis et idéologies politiques ont gouverné l'île Maurice depuis son indépendance en 1968. Des gouvernements de coalition récurrents ont réussi à gérer la diversité religieuse et ethnique du pays malgré une crise politique dans les années 1980. Par rapport au Botswana, l'île Maurice jouit d'un dynamisme et d'une diversification économiques plus importants, d'un taux de chômage plus faible, d'une plus grande responsabilité politique (c'est-à-dire d'une corruption moindre) et d'une plus grande contestation politique. En bref, le pays est plus démocratique et plus développé. Pour toutes ces raisons, nombreux sont ceux qui, ces dernières années, ont affirmé que l'île Maurice était un exemple de réussite plus inspirant que le Botswana.

6. Conclusion

Les pays africains vont de pays majoritairement développés et démocratiques, comme le Botswana et l'île Maurice, à des pays comparativement sous-développés et non démocratiques, comme l'Ouganda et la République démocratique du Congo. L'histoire nous enseigne que la démocratisation et le développement tendent à aller de pair. Toutefois, au cours des dernières décennies, certains pays africains, généralement riches en ressources naturelles comme la Guinée équatoriale et le Gabon, se sont enrichis tout en restant autocratiques. La richesse est très inégalement répartie dans ces pays en raison des importantes rentes économiques générées par la gestion corrompue des revenus des ressources naturelles et parce que les élites politiques

s'engagent dans la recherche de rentes à court terme plutôt que dans l'élaboration de politiques programmatiques à long terme, comme l'ont fait le Botswana et l'île Maurice.

Il est plus surprenant de constater qu'il existe toujours un fossé démocratique entre les pays africains et les pays non africains, mais qu'il se réduit depuis 1990, même si le fossé économique s'est creusé. Les mauvaises performances économiques des années 1980 et la fin de la guerre froide ont conduit à des manifestations qui ont renversé des gouvernements autoritaires dans les années 1990 et certains pays, comme le Bénin, se sont démocratisés. Bien sûr, il reste des défis à relever. Le plus évident est que des pays comme le Bénin se sont démocratisés mais n'ont pas connu de taux de croissance élevés malgré les changements institutionnels. L'impressionnant "rattrapage politique" des pays africains ne s'est pas encore traduit par un "rattrapage économique". Comprendre pourquoi est et doit rester une préoccupation centrale des universitaires et des décideurs politiques.

Questions à étudier

1. Les pays plus développés sont-ils plus démocratiques? Dans l'affirmative, expliquez. Si ce n'est pas le cas, discutez des conditions dans lesquelles la démocratie et le développement peuvent ne pas aller de pair.
2. Qu'est-ce que la "malédiction des ressources"? S'agit-il toujours d'une malédiction ou les ressources naturelles peuvent-elles favoriser le développement et la démocratisation dans certaines conditions? Comparez le cas du Botswana à celui d'un autre pays africain riche en ressources.
3. Nommez et décrivez les trois C de la mauvaise gouvernance. Quels sont leurs équivalents en matière de bonne gouvernance?
4. En quoi le clientélisme diffère-t-il de la politique distributive et des politiques programmatiques?
5. Choisissez un pays africain qui vous intéresse ou vous préoccupe particulièrement. Compte tenu de ce que vous avez appris des cas du Botswana et de l'île Maurice, que pourrait faire ce pays pour se démocratiser et se développer davantage?

Lectures suggérées

Acemoglu, Daron, Simon Johnson and James A. Robinson (2003). An African Success Story: Botswana. In D. Rodrik (Ed.), *In Search of Prosperity: Analytic Narratives on Economic Growth* (pp. 80–119). Princeton: Princeton University Press.

Boix, Carles, and Susan Stokes (2003). Endogenous Democratization. *World Politics*, 55(July), 517–549.

Boone, Catherine (1992). *Merchant Capital and the Roots of State Power in Senegal, 1930-1985*. Cambridge University Press.

Bratton, Michael and Nicolas van de Walle (1997). *Democratic Experiments in Africa. Regime Transitions in Comparative Perspective.* Cambridge and New York: Cambridge University Press.

Collier, Paul (2007). *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be Done About It.* Oxford and New York: Oxford University Press.

Harkness, Kristen A. (2016). The Ethnic Army and the State: Explaining Coup Traps and the Difficulties of Democratization in Africa. *Journal of Conflict Resolution* 60(4): 587–616.

Horowitz, Donald L. (1985). *Ethnic Groups in Conflict*. Berkeley and Los Angeles: University of California Press.

Lawrence, Adria K. (2013). *Imperial Rule and the Politics of Nationalism*. New York: Cambridge University Press.

Lindberg, Staffan I. (2006). *Democracy and Elections in Africa*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.

Miguel, Edward (2012). Tribe or Nation? Nation Building and Public Goods in Kenya versus Tanzania. *World Politics 56*(3): 327-362.

van de Walle, Nicolas (2001). *African Economies and the Politics of Permanent Crisis, 1979-1999*. Cambridge and New York: Cambridge University Press.

Wantchékon, Leonard (2003). Clientelism and Voting Behavior: Evidence from a Field Experiment in Benin. *World Politics* 66(April): 399-422.

Roessler, Philip (2011). The Enemy Within: Personal Rule, Coups, and Civil War in Africa. *World Politics* 63(2): 300-346.

Yi Dionne, Kim (2016). How democratic is Botswana after 50 years of independence? Retrieved June 13, 2019, from https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2016/09/30/how-democratic-is-botswana-after-50-years-of-independence

Bases de données utilisées

World Economics and Politics Dataverse (2018), available at: https://ncgg.princeton.edu/wep/dataverse.html [Note: This resource is a meta-dataset that aggregates multiple datasets including the World Development Indicators, Penn World Tables, Polity IV data, and V-Dem data.]

Center for Systemic Peace. 2018. *Polity IV Project, Political Regime Characteristics and Transitions, 1800-2017*, available at: http://www.systemicpeace.org/inscrdata.html

V-Dem Varieties of Democracy. 2018. V-Dem Dataset - Version 9, available at: https://www.v-dem.net/en/data/data-version-9/

Afrobarometer Data, Round 6. 2016. Online Data Analysis, available at: https://afrobarometer.org/online-data-analysis

A propos de l'auteur

Joan Ricart-Huguet enseigne la politique comparée et l'économie politique à l'université Loyola du Maryland. Ses recherches portent sur les élites politiques, l'éducation, les héritages coloniaux et les inégalités, en particulier en Afrique. Il a obtenu son doctorat à l'Université de Princeton en 2018. https://www.ricarthuguet.com/

Who’s got the power? L’électrification de l’Afrique

Hanaan Marwah

1. Introduction

Un accès raisonnable au réseau électrique est l’un des points de basculement les plus importants, si ce n’est le plus important, pour le développement économique en Afrique. Environ 30 pour cent des habitants de l’Afrique subsaharienne ont accès au réseau électrique, ce qui est le taux le plus bas de toutes les grandes régions du monde. Par habitant, les Africains subsahariens ne consomment qu’un cinquième de l’électricité du réseau par rapport à la moyenne mondiale. Les personnes qui n’en disposent pas doivent compter sur des générateurs diesel coûteux, des lampes à kérosène, des bougies ou du bois de chauffage. Cela complique les progrès au-delà des niveaux de base en matière de soins de santé et d’éducation. En outre, sans électricité, il est impossible d’utiliser des appareils électriques, qui sont à la base de l’industrie moderne à grande et petite échelle. En raison du faible niveau d’électrification, de nombreuses choses sont fabriquées à la main en Afrique, comme les meubles, alors qu’elles sont fabriquées à l’aide de machines dans d’autres régions. L’utilisation intensive du bois de chauffage comme source d’énergie alternative entraîne des coûts environnementaux importants, tels que la déforestation et l’érosion des sols.

Le manque d’accès à l’électricité a également des conséquences sociales importantes. De nombreux Africains, souvent des femmes et des enfants, doivent passer du temps à chercher du bois de chauffage. C’est l’une des raisons pour lesquelles les habitants des villes ont tendance à être plus productifs: le taux d’accès au réseau électrique dans les villes est, en moyenne, cinq fois plus élevé que dans les zones rurales. Il est donc extrêmement important de développer la production d'électricité et d’élargir l’accès au réseau électrique. Tant que cela se fait en toute sécurité et dans l’intérêt des communautés, et pas seulement pour l’industrie à grande échelle, cela renforce l’autonomie des citoyens et améliore le niveau de vie. Elle permet aux particuliers de mieux participer à la vie publique et à la société, et elle favorise l’expansion d’autres services d’infrastructure importants (par exemple, l’internet).

Ce chapitre vise à expliquer comment et où l’électricité a été produite et distribuée en Afrique et comment cela est lié aux défis et solutions actuels en matière de développement. Depuis que la plupart des pays africains sont devenus indépendants (vers 1960), l’industrie de l’électricité a été principalement détenue et dominée par le gouvernement. Ce chapitre montrera que les progrès du secteur ont été une caractéristique importante et une conséquence de l’évolution de structures gouvernementales stables et réactives.

Le chapitre est structuré comme suit. La section 2 explique ce que l’on entend par électrification et accès à l’électricité, explique les concepts clés nécessaires pour comprendre le processus

d'électrification et donne quelques exemples de la façon dont ils ont fonctionné en pratique dans le contexte africain. La section 3 passe en revue les problèmes de coordination de la production et de la distribution d'électricité. Les sections 4 et 5 examinent l'évolution historique de la production et de l'accès à l'électricité en Afrique, au cours de la période coloniale et après l'indépendance. La section 6 examine certaines des causes des différences intrarégionales en matière de consommation d'électricité en Afrique. La section 7 explique les défis actuels en matière de développement, notamment la question de savoir qui finance et gère les centrales électriques et les services publics aujourd'hui. Elle aborde également l'impact potentiel sur l'accès à l'électricité des nouvelles technologies telles que l'énergie solaire et l'énergie éolienne. La section 8 présente les conclusions du chapitre.

Poteaux électriques à basse tension, le 'réseau de distribution' reliant les maisons au réseau électrique.

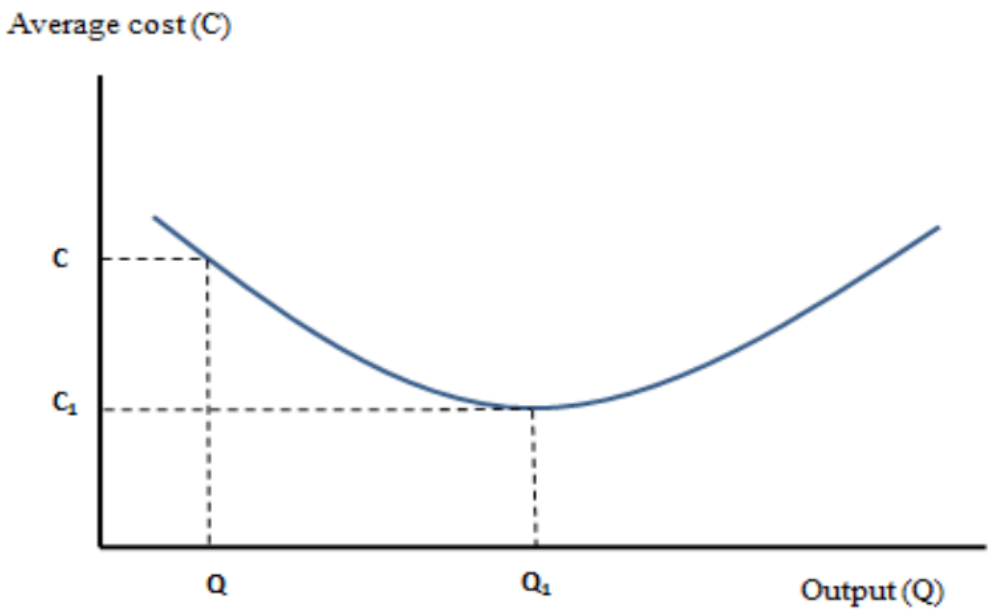
2. Électrification et 'économies d'échelle'

L'électrification peut être brièvement définie comme *l'expansion de l'utilisation de l'électricité par les consommateurs (ménages, écoles, entreprises, bureaux, etc.) dans une zone spécifique*. L'électrification implique généralement d'accroître l'accès des consommateurs à un réseau électrique, l'énergie étant produite de manière centralisée puis distribuée à de nombreux points de connexion équipés de compteurs. Toutefois, les individus, les ménages ou les entreprises peuvent également produire leur propre électricité à l'aide d'un générateur ou d'un panneau

solaire. Une mesure courante de *l'accès à l'électricité* utilisée par les universitaires, les agences de développement et les gouvernements est le *pourcentage de ménages disposant d'un raccordement au réseau électrique et consommant un niveau minimum d'électricité*. Il est toutefois possible de parvenir à l'électrification sans que l'accès des ménages à l'électricité n'augmente. C'est le cas lorsque la production d'électricité est développée (et souvent financée) par une ou plusieurs entreprises industrielles, qui ont l'usage exclusif de la majeure partie de cette électricité. Comme nous le verrons plus loin, la production industrielle et l'utilisation de l'électricité ont souvent précédé l'utilisation de l'électricité par les ménages dans le processus d'électrification des pays africains.

L'accès à l'électricité est important pour le développement social et économique pour un certain nombre de raisons, mais la plus importante est que le coût de l'énergie est normalement beaucoup plus élevé pour les personnes qui ne sont pas connectées à un réseau électrique. Cela s'explique principalement par les importantes 'économies d'échelle' réalisées dans la production d'énergie, y compris d'électricité. Les 'économies d'échelle' signifient que le coût moyen d'une unité de production (par exemple, un kWh d'électricité) diminue lorsque l'échelle de production augmente. La figure 1 offre une représentation graphique, où C est défini comme le coût moyen par unité de production, et Q représente la production totale. Les coûts moyens diminuent si les *coûts fixes* de production - les coûts d'investissement qui doivent être engagés avant de pouvoir commencer à produire une seule unité de production - sont répartis sur un plus grand nombre d'unités de production. Il existe également des déséconomies d'échelle. Comme le montre la figure 1, elles peuvent apparaître après avoir atteint un certain point (Q_1), par exemple si l'on approche des limites de capacité d'une centrale électrique et que l'on doit en construire une autre pour augmenter encore la production. Par rapport à la production à petite échelle des ménages, les grandes entreprises ont généralement accès à des combustibles moins chers qu'elles peuvent acheter en gros. Cela signifie que leurs *coûts variables* de production sont moins élevés. Les coûts variables sont des coûts qui sont directement et positivement liés à la quantité de production.

Figure 1: Représentation graphique des économies d'échelle



Remarque: Traduction anglais/francais : average costs/coûts moyens; output/production

En d'autres termes, une fois que la centrale électrique fonctionne, le coût marginal d'une unité d'électricité est toujours moins cher à produire dans une grande centrale électrique, qui est ensuite distribuée sur un réseau, que par un petit générateur domestique. Sans accès au réseau, il faut acheter un générateur (coût fixe), trouver et acheter du kérosène, du diesel, des bougies ou du bois de chauffage, et investir du temps pour réunir tous ces éléments (coûts variables). En effet, la coordination de toutes ces activités au niveau central permet de réaliser d'importants gains d'efficacité, mais la manière dont elle est coordonnée peut être très différente: l'électricité peut être fournie par une entreprise privée, par un organisme public ou par l'effort coopératif d'un grand groupe de ménages qui mettent en commun leurs ressources pour acheter ou produire de l'électricité.

Les 'économies d'échelle' comportent une autre dimension, liée à la distribution de l'électricité aux utilisateurs finaux: plus le nombre de ménages, d'entreprises, de magasins ou de bureaux qui demandent de l'électricité au réseau est élevé, moins la construction du réseau coûtera cher, en moyenne, puisque les coûts de cette infrastructure peuvent être répartis entre un plus grand nombre de participants. Cela permet de réduire les tarifs que les gens doivent payer pour être raccordés au réseau.

Enfin, la façon dont l'électricité est produite a également un impact sur la structure des coûts de production et sur les risques permanents liés à la production. Les centrales hydroélectriques sont très coûteuses et complexes à construire, ce qui prend souvent cinq ans, voire plus, mais

comme un flux d'eau continu alimente les générateurs, il n'y a pratiquement pas de frais de combustible. En raison de *coûts fixes élevés, mais de coûts variables très faibles*, ces centrales fournissent normalement de l'électricité moins chère à long terme que d'autres sources. Toutefois, l'électricité produite par les centrales hydroélectriques dépend du débit d'eau, qui peut être affecté par des sécheresses périodiques. Les centrales alimentées au pétrole, au gaz ou au diesel sont moins chères, mais elles sont soumises à des coûts de carburant qui varient en fonction du marché local et mondial du pétrole et du gaz, qui peut être instable. Le rendement énergétique de l'installation dépend également de sa taille et de sa conception. En particulier, les unités thermiques plus petites, mobiles ou temporaires que de nombreux gouvernements commandent pour répondre à des besoins d'urgence ont tendance à avoir une consommation de carburant inefficace et coûteuse, c'est-à-dire qu'elles ont des *coûts fixes plus faibles, mais des coûts variables beaucoup plus élevés*.

3. Les défis du financement et de la coordination

L'une des principales raisons pour lesquelles il y a si peu d'électricité et d'accès à l'électricité en Afrique est le problème de la coordination. Les centrales électriques sont coûteuses, leur construction prend beaucoup de temps (souvent plus de quatre ans) et nécessite une capacité d'organisation considérable pour organiser le financement, ainsi que l'exploitation technique et la maintenance des centrales et des réseaux de transmission et de distribution. Aujourd'hui, la construction d'une centrale électrique nécessite une série de contrats entre différentes parties. Il s'agit notamment d'un contrat d'achat d'électricité (CAE) à long terme (souvent 10 à 20 ans), qui détermine qui achètera l'énergie, et d'un contrat de fourniture de combustible, qui garantit l'approvisionnement en combustible (si nécessaire) de la centrale. Pour qu'une centrale électrique puisse obtenir le financement nécessaire auprès d'une banque, son contrat d'achat d'électricité doit être 'bancable', c'est-à-dire signé avec une contrepartie solvable, comme une grande entreprise industrielle, un gouvernement ou un service public bien financé. Ces investissements sont généralement soutenus par la perception de tarifs auprès des clients ou par une lettre de soutien au crédit de la part du gouvernement.

Cependant, les gouvernements et les entreprises de services publics ne sont pas toujours suffisamment solvables pour obtenir le financement d'une grande centrale électrique. Les gouvernements africains sont également souvent réticents à augmenter les tarifs lorsque les coûts des combustibles augmentent, car la plupart des clients des services publics (par exemple, les résidents urbains les plus riches, les entreprises) représentent des groupes politiquement puissants. Cela signifie que les tarifs finissent par être subventionnés par les entreprises publiques, de sorte que la différence entre le prix de l'énergie payé par les personnes connectées au réseau et celles qui ne le sont pas peut être encore plus importante que la différence de coût de production. Cela signifie également que ces entreprises publiques ne sont pas financièrement viables et qu'elles ne sont pas en mesure de lever les fonds nécessaires à l'expansion et à l'entretien de leurs capacités de production et de leurs infrastructures. Mais même les gouvernements africains riches en ressources (par exemple les principaux exportateurs de pétrole) et qui peuvent donc se permettre de construire des centrales électriques suffisantes en

puisant dans le budget de l'État ont souvent manqué de cette capacité d'organisation et de cette vision à long terme.

Pour comprendre la complexité du développement d'un secteur national de l'électricité qui fonctionne bien, il est également important de considérer que la coordination est nécessaire entre trois parties fondamentales: la production (les centrales qui produisent de l'électricité), la transmission (les lignes à haute tension qui envoient les courants électriques de la centrale vers les réseaux à moyenne et basse tension) et la distribution (typiquement la fonction de la compagnie d'électricité, qui fait passer les lignes à basse et moyenne tension dans les communautés et connecte les maisons et les entreprises). Il existe généralement un ou plusieurs réseaux de transport qui relient les trois parties du système et permettent à l'énergie produite d'être distribuée sur une vaste zone. Ces trois éléments nécessitent des investissements et de la maintenance. La production est 'prioritaire' car si l'énergie produite est insuffisante, les foyers et les entreprises connectés au réseau souffriront de coupures d'électricité. Cependant, si une ligne de transport n'est pas entretenue, elle peut perdre une grande partie de son courant et si les lignes de transport ne sont pas étendues, de grandes parties du pays ne peuvent pas être connectées. De même, les réseaux de distribution doivent faire l'objet d'investissements pour réduire les pertes techniques d'électricité, et il faut prêter attention au comptage et à la facturation, pour réduire les 'pertes commerciales' dues à la fraude, à la facturation incorrecte et au non-paiement des factures.

Pour surmonter les problèmes de coordination, dans de nombreux pays africains, les trois parties du secteur, la production, le transport et la distribution, sont gérées ensemble par la même entité contrôlée par le gouvernement, ce que l'on appelle un secteur 'groupé'. Dans certains cas, les parties ont été séparées et sont gérées indépendamment les unes des autres, ou une ou plusieurs parties ont été privatisées et sont détenues par des parties différentes. On parle alors de secteur 'dégroupé'. Il est également possible d'avoir un secteur 'groupé' qui a été privatisé dans son intégralité, comme cela a été le cas au Cameroun en 2001, bien que cela soit assez inhabituel.

En résumé, l'accès faible et incertain à l'électricité en Afrique a plusieurs causes. Le manque de capacité de production et la demande croissante d'électricité en font partie, mais les défaillances de coordination peuvent également être à l'origine de pannes régulières. Les pannes d'électricité augmentent les coûts de production des entreprises et compliquent le travail domestique. Il est maintenant temps d'examiner un peu plus en profondeur l'évolution historique du secteur de l'électricité.

4. La production d'électricité à l'époque coloniale, vers 1890-1960

L'électricité a été produite pour la première fois en Afrique subsaharienne pour un réseau à la fin du dix-neuvième siècle et dans les premières décennies du vingtième siècle. Le tableau 1 présente quelques jalons de l'histoire coloniale de l'électrification de l'Afrique, montrant la transmission précoce de la technologie de l'électricité à un certain nombre de pays africains.

Kate Showers a écrit un certain nombre d'articles décrivant les débuts de l'électricité en Afrique. Elle a noté que les développements technologiques pour produire et distribuer l'électricité sont arrivés en Afrique peu de temps après avoir été développés en Europe et en Amérique du Nord. Elle note également qu'en Europe et en Amérique du Nord, les petites centrales thermiques ont rapidement été remplacées par de grandes installations capables de produire de l'électricité à un coût bien moindre grâce aux économies d'échelle, alors que dans la plupart des régions d'Afrique, les taux d'accès se sont répandus à un rythme bien plus lent et que les petites centrales, comparativement coûteuses, continuent d'être utilisées jusqu'à aujourd'hui.

Tableau 1: Premiers efforts de production et de distribution d'électricité dans un échantillon de pays africains

Éthiopie	Le premier générateur diesel aurait été offert par le gouvernement allemand à l'empereur dans les années 1890
Ghana	En 1914, le chemin de fer de la Gold Coast a mis en place le premier système d'approvisionnement en électricité à usage public
Nigéria	Dès 1896, le département des travaux publics fournit de l'électricité aux bâtiments gouvernementaux de Lagos
Sierra Leone	Le gouvernement colonial a installé un générateur diesel à Freetown en 1928
Afrique du Sud	La première ville africaine dotée d'un éclairage électrique a été Kimberly en 1882
Tanzanie	Dar es Salaam avait des lampadaires avant 1900
Zambie	Une station thermale a été mise en service en 1906

Source: K. Showers, 'Electrifying Africa: An environmental history with policy implications', Geografiska Annaler: Series B, Human Geography, 93:3 (2011), 196-197.

À la fin de la période coloniale en Afrique, il n'y avait pratiquement pas d'accès à l'électricité en dehors des grandes villes et, même dans les villes, l'accès des ménages était très limité. C'est ce que confirme un rapport global des Nations Unies de 1964 sur l'état de l'électrification de l'Afrique (pour plus d'informations à ce sujet, voir les lectures suggérées à la fin de ce chapitre). Les gouvernements coloniaux ont concentré leurs efforts sur l'installation de petites centrales pour les communautés de colons et les zones urbaines limitées telles que les quartiers gouvernementaux. Ce n'est qu'à quelques endroits qu'ils ont investi dans des installations électriques plus importantes, notamment pour répondre à la demande des grandes mines ou des installations industrielles. Il s'agissait parfois de centrales thermiques alimentées au bois, au charbon ou au diesel, parfois de centrales hydroélectriques. Pendant la période coloniale, les entreprises commerciales ont aussi parfois installé des installations pour leur propre usage et, dans certains cas, vendu l'électricité produite à d'autres utilisateurs. Bien que l'accès à l'électricité ait été limité, cela ne signifie pas que les installations développées pendant la période coloniale n'étaient pas importantes. De nombreuses installations coloniales sont restées à la base de l'infrastructure électrique pendant de nombreuses décennies après l'indépendance et, dans certains endroits, elles constituent encore aujourd'hui d'importantes sources d'électricité (même si elles n'ont pas suffi à répondre à la demande croissante).

Le rapport des Nations Unies suggère que les gouvernements coloniaux jusqu'aux années 1960, voire les Nations Unies elles-mêmes, ne considéraient pas l'utilisation généralisée de l'électricité par les ménages pour la plupart des Africains comme pratique ou abordable. À quelques rares exceptions près (dont le Nigeria), les gouvernements coloniaux n'avaient confiance qu'en la capacité des grandes entreprises industrielles multinationales à payer l'électricité. Il était bien connu à l'époque que les rivières africaines avaient un potentiel hydroélectrique qui nécessitait d'énormes investissements, mais qui, une fois entrepris, pouvait fournir de l'énergie relativement bon marché en grandes quantités. À la fin de l'ère coloniale, de nombreux gouvernements coloniaux ont donc mené des études et élaboré des plans pour la construction de grandes centrales hydroélectriques à des fins industrielles.

Les pays disposant d'un grand potentiel hydroélectrique (Congo, Zimbabwe) ou d'autres sources abondantes de combustible comme le charbon ou le pétrole (Nigeria, Afrique du Sud) avaient un avantage certain dans le développement de leur secteur de l'électricité. Dans la plupart des cas, les gouvernements coloniaux africains signaient un contrat à long terme avec une grande entreprise européenne ou américaine (souvent plus de 10 ans) pour acheter de l'électricité à un prix fixe prédéterminé, ce que l'on appelle un 'accord d'enlèvement'. Le contrat avec un client à long terme donnait aux banques et autres institutions financières la confiance nécessaire pour offrir le crédit requis pour le projet de construction. Grâce à ces accords, un certain nombre de grandes centrales hydroélectriques destinées à de grands projets industriels ont vu le jour. Un exemple est la centrale hydroélectrique d'Edea, au Cameroun, qui a été construite en 1953 pour fournir de l'énergie à une grande fonderie d'aluminium (aujourd'hui appelée Alucam, voir la photo ci-dessous). Au Mozambique, le gouvernement colonial portugais a achevé la construction du grand barrage de Cahora Bassa en 1974, après avoir sous-traité la quasi-totalité de l'énergie produite dans le cadre de contrats à long terme à l'Afrique du Sud, qui prévoyait d'utiliser l'électricité pour l'industrie. De même, le barrage de Kariba a été construit dans les années 1950 par le régime quasi-colonial de la Fédération d'Afrique centrale (aujourd'hui Zambie, Zimbabwe et Malawi) pour approvisionner les grandes entreprises de cuivre. Le barrage d'Owen Falls, en Ouganda, a été construit dans les années 1950 pour le traitement du cuivre et d'autres minéraux.

La construction de ces grands barrages a eu des conséquences environnementales et sociales importantes. Ils ont souvent nécessité le déplacement physique de milliers de personnes et perturbé le cadre de vie d'un grand nombre d'autres personnes. Dans certains cas, les barrages ont été construits en faisant appel à une main-d'œuvre forcée ou engagée, travaillant dans des conditions dangereuses. Un certain nombre d'ouvrages décrivent la construction de ces barrages et certaines de leurs conséquences, sous la plume de Julian Tischler (barrage de Kariba) et d'Allen et Barbara Isaacman (barrage de Cahora Bassa).

Vue de la fonderie d'aluminium Alucam depuis la centrale hydroélectrique d'Edea, Cameroun.

5. Croissance et stagnation après l'indépendance

Après l'indépendance, de nombreux gouvernements africains dotés d'un potentiel hydroélectrique ont continué à rechercher des fournisseurs industriels pour les aider à développer leurs ressources énergétiques. Le Cameroun, par exemple, a continué à s'étendre et à construire de nouvelles centrales électriques, principalement pour soutenir les fonderies d'aluminium. De même, le gouvernement nouvellement indépendant du Ghana a passé un contrat avec une société internationale pour la construction d'une fonderie d'aluminium, Valco, afin de développer une grande centrale hydroélectrique à Akosombo. Un autre exemple majeur est le projet Inga Falls 1 et 2, planifié pendant la période coloniale mais mis en service par le gouvernement de la République démocratique du Congo en 1972 et 1982 respectivement. D'énormes barrages ont été construits sur le cours inférieur du fleuve Congo afin de fournir de l'électricité au secteur du cuivre et à d'autres activités minières. Cependant, ces projets n'ont jamais été rentables, l'un des problèmes étant que les consommateurs envisagés (les mines du Katanga, au sud-est du Congo) étaient situés à plus de mille kilomètres du site de production (près de Kinshasa, à l'ouest du Congo).

Bien que les gouvernements indépendants aient généralement fait plus d'efforts pour électrifier les ménages que les gouvernements coloniaux, les progrès sont restés lents, de sorte que cinquante ans après l'indépendance, la plupart des ménages africains n'ont toujours pas accès à l'électricité, même dans les endroits où la production d'électricité est importante. Le principal problème est que les consommateurs industriels ont presque toujours eu la priorité sur les

ménages, d'une part en raison de leur position stratégique et d'autre part parce qu'ils ont souvent contribué à cofinancer les centrales électriques. Dans certains endroits, les tarifs bon marché de l'électricité et les contrats à long terme des fonderies de minerai ont réduit la disponibilité et donc augmenté le prix de l'électricité pour les ménages. En cas de sécheresse (par exemple en Afrique de l'Ouest en 1972-1974), les consommateurs industriels ont été servis en premier, tandis que les ménages ont souffert d'un délestage accru, avec toutes les conséquences sociales et économiques que cela implique.

Néanmoins, dans la plupart des endroits, les taux d'accès ont augmenté au fil du temps, malgré une demande croissante d'électricité de la part des ménages et des entreprises (en partie due à une croissance démographique rapide). L'une des principales raisons est le taux d'urbanisation rapide en Afrique. Avec la croissance des villes, il est devenu possible d'étendre l'accès au réseau en tirant parti des économies d'échelle. Cela signifie également que les utilisateurs industriels ont dû entrer en concurrence avec les ménages pour l'accès à l'énergie, qui est à peine disponible. Cependant, la meilleure position de négociation des grandes entreprises industrielles et leur expertise juridique (utilisation de pénalités dans les contrats en cas de non-respect) signifient généralement que l'industrie maintient sa position préférentielle par rapport aux ménages individuels.

Ainsi, par exemple, au Cameroun, la fonderie d'aluminium consomme encore environ 25 pour cent de l'électricité du pays, bien que l'offre soit à peine suffisante pour répondre à la demande croissante du grand public. En outre, la fonderie paie à la compagnie d'électricité locale un montant par unité d'électricité bien inférieur à celui payé par les autres utilisateurs. Au Mozambique également, très peu de ménages profitent de l'énergie produite par le barrage de Cahora Bassa. Selon l'Agence internationale de l'énergie, seuls 20 pour cent des ménages mozambicains avaient accès à l'électricité en 2011.

Si l'on tient compte de tous les défis et contraintes structurels du secteur de l'électricité décrits ici, la lenteur de l'électrification des pays africains après 1960 peut s'expliquer, premièrement, par les déséconomies d'échelle liées à la distribution de l'électricité à une population essentiellement rurale dispersée dans de vastes arrière-pays et, deuxièmement, par la faible capacité d'organisation des gouvernements africains (certains États africains se sont même effondrés). Mais la troisième contrainte, à savoir les complications liées à l'organisation du financement du secteur, a également continué à jouer un rôle.

L'entité unique la plus importante dans le développement du secteur mondial de l'énergie après la Seconde Guerre mondiale a été la Banque mondiale ou, comme l'une des entités qui l'ont précédée était initialement connue, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Elle a joué et continue de jouer un rôle important dans la planification et le financement de projets énergétiques dans le monde entier, et en particulier dans l'Afrique de l'après-indépendance. La Banque mondiale a contribué au financement de plans stratégiques, de programmes d'électrification rurale et de centrales électriques. Pour comprendre l'histoire de l'électrification de l'Afrique, il est important de comprendre comment les tendances changeantes du financement de l'électricité ont interagi avec les politiques de la Banque

mondiale et les développements du marché mondial des capitaux. On peut distinguer quatre phases.

Au cours de la première phase, dans les années 1950 et 1960, la Banque mondiale a commencé à soutenir quelques gouvernements africains dans le développement de leur secteur énergétique. Bien que le besoin soit criant, la plupart des pays n'ont commencé à essayer de connecter la population rurale que des décennies plus tard. Cependant, dans quelques pays, dont la Côte d'Ivoire, le gouvernement a considéré l'inclusion des zones rurales comme une priorité et a donc lancé des programmes d'électrification pour étendre l'accès dès l'indépendance. Près de la moitié de la population de la Côte d'Ivoire était connectée en 1980.

La deuxième phase a débuté avec la crise pétrolière du début des années 1970. Les gouvernements dotés de riches ressources pétrolières, comme le Nigeria, se sont retrouvés avec des ressources extraordinaires pour planifier une expansion beaucoup plus ambitieuse du secteur de l'électricité, mais ces projets ont mis du temps à être planifiés et exécutés, généralement jusqu'aux années 1980. Les pays dépourvus de pétrole ont été contraints, en raison des prix élevés des combustibles, de chercher des solutions de remplacement, en particulier la capacité hydroélectrique. À peu près à la même époque, une série de sécheresses a contraint les gouvernements disposant de centrales hydroélectriques à rechercher d'autres sources de production d'énergie thermique sur lesquelles ils pourraient compter en période de sécheresse. De nombreux gouvernements n'ont pas pu rembourser les prêts qu'ils avaient accordés à la Banque mondiale et à d'autres organismes de financement pour le secteur de l'électricité.

La troisième phase a commencé avec la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel (PAS) entre le milieu et la fin des années 1980, alors que la plupart des pays africains s'étaient lourdement endettés et que le financement du secteur s'était ralenti. Les budgets des gouvernements ont été réduits sous l'influence du Fonds monétaire international (FMI). Quelques pays dont les programmes avaient été planifiés dès la fin des années 1970 ont continué, comme l'ambitieux programme nigérian. Cependant, bien que trois milliards de dollars américains aient été investis dans de nouvelles capacités de production au Nigeria, les faibles capacités organisationnelles ont compromis l'entretien adéquat des capacités existantes, de sorte que le programme n'a eu qu'un impact net décevant sur le secteur.

La quatrième phase a été celle des réformes des années 1990 et 2000. En raison des problèmes liés à l'accumulation et au remboursement de la dette, y compris les prêts au secteur de l'électricité, la Banque mondiale a encouragé les réformes. Dans le même temps, la Banque mondiale et d'autres institutions de financement du développement (IFD) ont commencé à fournir des fonds pour les programmes d'électrification rurale. Les réformes ont porté sur la commercialisation des services publics, le dégroupage du secteur et la privatisation. Cependant, ces réformes n'ont pas réussi à attirer les capitaux privés, car l'investissement dans le climat en Afrique était toujours considéré comme relativement risqué, et les déréglementations du secteur de l'électricité aux États-Unis et en Europe offraient des opportunités d'investissement plus attrayantes. Il y a cependant eu des exceptions. Les programmes d'électrification du Ghana et

du Cameroun, par exemple, ont été couronnés de succès. Depuis 2000, les entreprises et les organisations soutenues par le gouvernement chinois jouent un rôle croissant dans le financement et la construction de projets d'infrastructure à grande échelle, y compris la production d'électricité. Le site web http://china.aiddata.org/ tient à jour une base de données sur l'implication de la Chine dans les projets d'infrastructure africains. Dans quelques pays africains, comme l'Afrique du Sud, les prêteurs commerciaux sont également devenus importants pour le financement des projets de production d'électricité.

6. Comprendre les différences intra-africaines en matière de consommation d'électricité

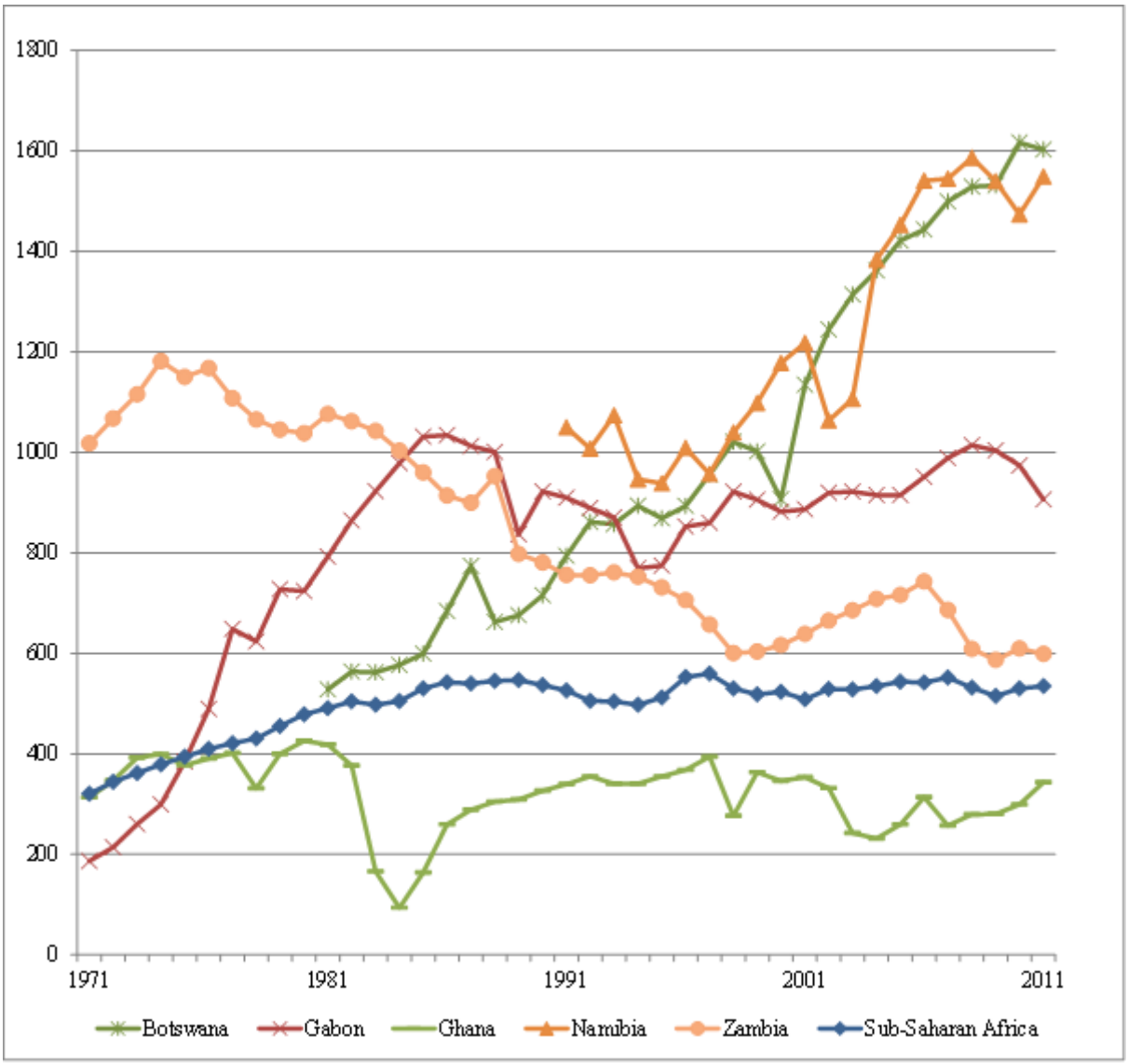
Après l'indépendance, comme pendant la période coloniale, les pays où il était le plus facile de produire de l'électricité à faible coût et à grande échelle étaient ceux qui disposaient d'un potentiel hydroélectrique ou d'un grand client industriel susceptible de contribuer au financement d'une centrale électrique. Un nombre considérable de pays d'Afrique, cependant, n'avaient pas de richesse en matières premières, de potentiel hydroélectrique ou une population dense et nombreuse. Mais il y a aussi des exceptions à la règle. Certains pays, comme le Nigeria, avaient une population importante et relativement dense, et pouvaient donc soutenir un vaste programme de construction de centrales hydroélectriques sur la base d'un mélange de demandes industrielles, commerciales et domestiques, et le Nigeria, dans les années 1960, avait un programme très ambitieux d'expansion de sa production. Le Nigeria a ensuite financé une expansion encore plus importante dans les années 1980 grâce aux revenus de sa richesse pétrolière, bien que, comme indiqué ci-dessus, cette capacité de production n'ait pas été maintenue et que le pays souffre toujours d'une grave pénurie d'électricité.

La figure 2 ci-dessous (et l'annexe A à la fin du chapitre) présente les données des indicateurs du développement mondial compilées par la Banque mondiale sur quelques pays africains concernant la consommation d'électricité par habitant. Dans ce cas, la consommation est définie approximativement comme la production qui peut être vendue. L'électricité n'est généralement pas produite si elle ne peut pas être vendue et, dans les années post-1970, la demande a eu tendance à dépasser la production. En 2011 (estimation la plus récente), la plupart des pays d'Afrique subsaharienne avaient une consommation d'électricité par habitant inférieure à 400 kWh. L'agrégat régional de l'Afrique subsaharienne, y compris l'Afrique du Sud, était inférieur à 550 kWh par habitant. Pour replacer ces chiffres dans une perspective mondiale, les États-Unis ont consommé 13 246 kWh par habitant en 2011. Les pays de l'OCDE ont consommé 8 173 kWh et l'Inde 684 kWh par habitant.

La figure 2 montre quelques leaders de la production d'électricité par habitant en Afrique, notamment le Botswana (qui a connu une croissance régulière à partir du début des années 1980, lorsque les données ont été collectées pour la première fois), la Namibie (croissance à partir du début des années 1990, lorsque les données sont disponibles pour la première fois) et le Gabon (croissance au cours des années 1970, mais pas de croissance par la suite). La Zambie avait des niveaux de consommation par habitant relativement élevés au début des années 1970, qui ont diminué depuis. Il s'agit toutefois d'exceptions, sur lesquelles des recherches plus

approfondies devraient être menées afin d'expliquer et de vérifier les tendances de manière plus détaillée. L'agrégat régional pour l'Afrique subsaharienne montre clairement que la plupart des autres pays, comme le Ghana, ont eu une consommation par habitant constamment faible au fil du temps. Comme toutes ces données sont calculées par habitant, la taille et la croissance de la population par rapport aux ressources et à d'autres facteurs, par opposition au développement du seul secteur de l'électricité, sont un facteur déterminant de la place de chaque pays dans le tableau.

Figure 2: Consommation d'électricité pour une sélection de pays (kWh par habitant)



Source: World Bank, World Development Indicators (International Energy Agency (IEA Statistics © OECD/IEA, http://www.iea.org/stats/index.asp), Energy Statistics et Balances of Non-OECD. Voir http://data.worldbank.org/indicator/EG.USE.ELEC.KH.PC/countries?display=default, consulté le 17.7.14) Note: La consommation d'électricité mesure la production des centrales électriques et des centrales de production combinée de chaleur et d'électricité, moins les pertes de transmission, de distribution et de transformation et l'autoconsommation des centrales de production de chaleur et d'électricité.

Remarque: Traduction anglais/français: Namibia/Namibie; Zambia/Zambie; sub-Saharan Africa/Afrique subsaharienne.

Comme nous l'avons déjà noté, la consommation et la production totales d'électricité sont un indicateur important de l'électrification, mais l'accès à l'électricité indique la proportion de ménages qui bénéficient effectivement de cette électrification. Les sources mondiales de données sur l'accès à l'électricité sont rares, surtout d'un point de vue historique. Les informations sur l'accès sont normalement recueillies auprès des compagnies d'électricité qui connaissent le nombre de points de connexion avec compteur dont elles disposent et peuvent ainsi estimer le nombre de ménages qu'elles desservent et la taille moyenne de ces derniers. Des informations sont également recueillies lors d'enquêtes auprès des ménages et de recensements, où l'on demande aux gens s'ils disposent d'une connexion électrique à domicile. En raison de ces différentes sources d'information, et parce que de nombreuses personnes ont des connexions illégales ou partagent les compteurs avec de nombreuses autres familles, il est très difficile d'obtenir des estimations précises de l'accès à l'électricité, en particulier au fil du temps. De nombreuses enquêtes n'ont commencé à inclure des questions sur l'accès à l'électricité qu'au cours des années 1990, de sorte qu'il peut être difficile d'obtenir des données historiques à long terme sur l'accès à l'électricité auprès de personnes autres que les compagnies d'électricité.

En ce qui concerne *l'accès à l'*électricité, les indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale ne disposent de données pour 2010-2011 que pour une minorité de pays africains. L'Agence internationale de l'énergie dispose des estimations actuelles les plus couramment utilisées sur l'électrification des ménages, montrant qu'en 2011, seulement 32 pour cent de la population africaine (mesurée par les ménages) avait accès à un réseau électrique. À titre de comparaison, ce chiffre est de 75 pour cent en Inde, de 95 pour cent en Amérique latine et de 91 pour cent au Moyen-Orient. Au sein de l'Afrique subsaharienne, il existe également de grandes différences dans les taux d'accès. L'île Maurice et l'Afrique du Sud affichent les taux les plus élevés, avec respectivement 99 pour cent et 85 pour cent (le développement du secteur énergétique en Afrique du Sud a été exceptionnel en Afrique subsaharienne et n'est pas examiné en détail dans ce chapitre). Un groupe de pays d'Afrique occidentale et centrale présente des taux d'accès relativement élevés, de l'ordre de 50 à 60 pour cent. Il s'agit du Nigeria, du Ghana, du Gabon, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Cameroun. Dans le même temps, certains pays d'Afrique centrale et orientale ont un taux d'accès très faible, notamment la Zambie, le Mozambique, l'Ouganda et le Kenya.

Outre le développement de grands barrages hydroélectriques et la richesse pétrolière déjà évoqués, il existe de nombreuses autres raisons pour lesquelles certains pays ont une production d'électricité plus importante et des niveaux d'accès plus élevés que d'autres. Une vue d'ensemble de certaines de ces raisons, avec des exemples de pays, est présentée dans le tableau 2 ci-dessous. Des recherches supplémentaires sont encore nécessaires pour déterminer comment chacun de ces facteurs a affecté les taux d'accès des différents pays.

Tableau 2: Principales raisons des différences d'accès à l'électricité en Afrique

Dotations en ressources	Le pays dispose de rivières et d'un potentiel de centrales hydroélectriques, de réserves de gaz, de pétrole ou de charbon, d'un rayonnement solaire ou de ressources éoliennes, ou encore d'un port qui facilite l'importation de combustibles. Par exemple, dans les années 1980, le Nigeria a financé des investissements dans la production d'électricité grâce à ses recettes pétrolières, mais il n'a pas entretenu les centrales et nombre d'entre elles sont tombées en ruine.
Urbanisation et topographie	Il est plus facile et moins coûteux de raccorder de nouveaux clients s'ils sont concentrés dans les villes ou si le paysage facilite le transport et l'extension du réseau. Presque tous les pays africains ont connu une augmentation des taux d'accès à l'électricité correspondant à la croissance de l'urbanisation.
Politique et héritage coloniaux	Certains pays comptaient davantage de colons ayant accès à un réseau, ou bien les gouvernements coloniaux avaient des besoins spécifiques en matière d'industrie ou d'infrastructure, ce qui a favorisé la construction de centrales électriques. L'Afrique du Sud, par exemple, disposait d'un secteur électrique avancé pour sa population de colons, mais il existe très peu d'autres exemples de ce type.
Services publics, gestion de la réglementation	Pendant certaines périodes, certains pays ont eu des services publics et des centrales électriques mieux organisés, avec une gestion de haute qualité, ou très mal organisés.
Stabilité politique	Si un pays connaît une guerre ou des troubles civils, il est peu probable qu'il puisse étendre l'accès au réseau et le réseau existant est souvent détruit. Par exemple, des pays comme le Liberia, la Sierra Leone, la République démocratique du Congo et le Rwanda ont très peu investi dans le réseau pendant leurs périodes de conflit.
Abordabilité	Lorsque les pays et les ménages disposent de plus de revenus et que les gouvernements ont des politiques fiscales et monétaires plus stables, les investissements deviennent plus probables. Par exemple, en Côte d'Ivoire, l'accès à l'électricité et la capacité de production ont fait l'objet d'investissements précoces importants en raison de la forte population d'agriculteurs qui pouvaient se permettre de payer l'électricité.
Ressources pour attirer les clients industriels	Si un pays dispose de richesses minières telles que la bauxite, le cuivre, etc., il est plus probable qu'un client industriel puisse soutenir la construction d'une centrale électrique, ce qui, à terme, peut faciliter l'accès des ménages à l'électricité. Par exemple, la Zambie et le Zimbabwe (en tant que Fédération centrafricaine), la République démocratique du Congo et l'Ouganda ont tous reçu des investissements dans des centrales hydroélectriques en raison de leur potentiel minier.
Politique gouvernementale et	Certains gouvernements ont donné la priorité à l'accès à l'électricité peu après l'indépendance, comme la Côte d'Ivoire, tandis que d'autres

attention des donateurs en matière d'accès	gouvernements ont considéré que d'autres projets d'infrastructure, tels que les routes, étaient plus importants. De même, certains pays, comme le Ghana, ont été en mesure d'attirer et d'organiser le financement des donateurs pour l'électrification rurale à partir des années 90.

7. Défis et opportunités de développement

En Afrique, les gouvernements sont généralement propriétaires des centrales électriques et des services publics et sont donc limités à leur propre capacité institutionnelle et à leur capacité financière pour faire construire et financer les centrales. Cependant, même si très peu de secteurs électriques ont été entièrement privatisés en Afrique, la plupart des pays ont introduit des réformes afin d'attirer les investissements et l'expertise du secteur privé, avec un succès mitigé. Comme pour l'accès à l'électricité, la Côte d'Ivoire était assez avancée dans sa réforme du secteur de l'électricité. Les premiers projets d'énergie indépendants (IPP) financés par le secteur privé en Afrique y ont vu le jour, avec CIPREL et AZITO dans les années 1990. En outre, la Côte d'Ivoire a privatisé sa compagnie d'électricité en 1992, et ses performances sont très avancées par rapport à d'autres pays africains. Il n'existe qu'une poignée d'autres compagnies privées en Afrique, qui sont devenues privées pour la plupart lors des réformes menées par la Banque mondiale dans les années 1990 et au début des années 2000, comme le Cameroun et l'Ouganda.

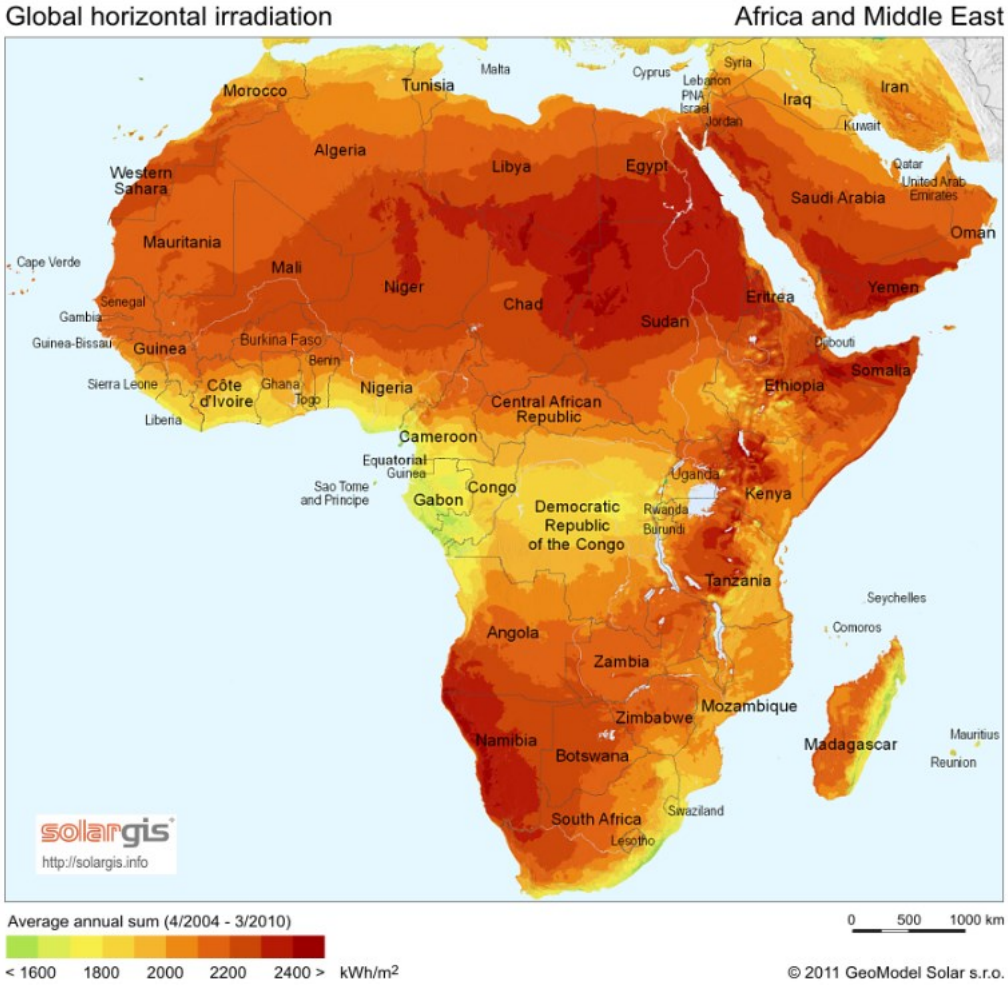
L'instabilité fréquente des gouvernements africains et de leurs régimes fiscaux depuis l'indépendance a compliqué le financement par emprunt ou par actions des centrales électriques. Au cours des deux dernières décennies, la Banque mondiale a mis au point deux outils destinés aux gouvernements et aux investisseurs, qui sont aujourd'hui importants pour atténuer ces risques et attirer les investissements dans le secteur de l'électricité en Afrique. Il s'agit des garanties partielles de risque (PRG) et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA). Ils utilisent les relations de la Banque mondiale avec les gouvernements pour fournir aux fournisseurs privés de dette et de capital des garanties qu'un État respectera sa part du contrat dans un projet privé, des fonds de cantonnement pour s'assurer que les fournisseurs de financement seront payés pendant un certain temps si les contrats ne sont pas honorés en temps voulu, et pour fournir une assurance contre le risque politique. De nombreux projets privés utilisent ces instruments, souvent ensemble, et ils ont été efficaces parce qu'ils structurent un moyen pour la Banque mondiale d'intervenir et de servir de médiateur avec les gouvernements lorsqu'il semble y avoir un risque que la garantie et l'assurance soient nécessaires.

Sous-station électrique moderne en Afrique.

Comme alternative à la privatisation, plusieurs pays ont choisi de proposer des contrats de gestion pour certaines parties de leur secteur à des sociétés d'experts internationales, avec des résultats mitigés. En Zambie, par exemple, une grande entreprise privée, la Copperbelt Energy Corporation (CEC), fournit de l'énergie aux mines, mais la fourniture d'énergie aux ménages est essentiellement assurée par le gouvernement. Anton Eberhard, de l'université du Cap, et ses coauteurs ont écrit une série d'ouvrages décrivant la réglementation, la structure et l'état du secteur dans toute l'Afrique, qui sont disponibles gratuitement en ligne (voir les lectures suggérées).

Bien que de nombreuses régions d'Afrique présentent un fort potentiel pour les énergies solaire et éolienne, comme le montre la carte d'irradiation de la figure 3 ci-dessous, ces sources n'ont pas encore été très importantes pour la production d'électricité en Afrique

Figure 3: Rayonnement solaire en Afrique



Source: http://solargis.info/doc/_pics/freemaps/1000px/ghi/SolarGIS-Solar-map-Africa-and-Middle-East-en.png

Remarque: Traduction anglais/francais: global horizontal irradiation/irradiation horizontale globale; l'Afrique et Moyen-Orient; average annual sum/somme annuelle moyenne.

Pour que ces énergies renouvelables soient viables à grande échelle (c'est-à-dire connectées à un réseau), leurs coûts doivent être inférieurs à ceux de leur principal substitut: les générateurs diesel fonctionnant au gazole. Avec le développement de l'énergie solaire et éolienne dans le reste du monde, le coût des turbines et des panneaux solaires a baissé. La technologie est devenue plus mature et les économies d'échelle ont fait baisser les prix. L'énergie éolienne est devenue largement compétitive en termes de coûts en 2007, et l'énergie solaire vient tout juste (2013-2014) de devenir compétitive par rapport au prix du diesel dans certains endroits d'Afrique, et nous pouvons donc nous attendre à ce qu'elle augmente encore dans les endroits où le potentiel d'énergie solaire est élevé. La construction des premiers parcs éoliens et solaires à grande échelle a commencé en Afrique du Sud en 2012, parmi les premiers en Afrique subsaharienne. En 2012 et 2013, plus de 10 milliards de dollars ont été investis dans cette énergie 'propre' au Moyen-Orient et en Afrique. Avant 2012, les investissements n'avaient jamais dépassé 4,5 milliards de dollars par an.

8. Conclusion

L'électricité est arrivée lentement en Afrique et de nombreux Africains n'y ont toujours pas accès ou vivent dans des zones où l'approvisionnement est incertain. Les raisons de ce manque d'accès sont claires. Quatre grandes tendances se dégagent de ce chapitre:

1. Un héritage colonial limité: la production d'électricité et l'accès des ménages à l'électricité ont été très limités pendant la période coloniale. Dans certains pays dotés d'un potentiel hydroélectrique, des installations importantes ont été construites dans certains pays africains pour soutenir l'activité industrielle, mais la demande des ménages est restée largement négligée.

2. Les consommateurs industriels plutôt que domestiques ont continué à être les principaux bénéficiaires des efforts déployés après l'indépendance: depuis l'indépendance, les premiers investissements ont été à la fois une bénédiction et une malédiction, car ils ont créé des capacités qui n'auraient pas été construites autrement, mais les consommateurs industriels ont eu la préférence sur les capacités lorsque les ménages ont fini par être raccordés et que la demande a augmenté.

3. Les dotations en ressources, telles que la disponibilité du gaz, du pétrole, du charbon ou du potentiel hydroélectrique, ont toutes joué un rôle déterminant dans la manière dont les pays ont développé leur approvisionnement en électricité. Le potentiel d'électricité solaire et éolienne est appelé à jouer un rôle majeur à l'avenir et offre de nouvelles possibilités de renforcer la sécurité énergétique.

4. La capacité institutionnelle des gouvernements a été cruciale: l'infrastructure électrique a été et continue d'être en grande partie détenue et/ou réglementée par les gouvernements. Indépendamment de la dotation en facteurs d'un pays, l'organisation et la capacité d'un gouvernement à mettre en œuvre et à maintenir les investissements ont été un facteur crucial dans le développement de son secteur énergétique. Les organismes de financement tels que la Banque mondiale ont joué un rôle important en fournissant un soutien financier et institutionnel pour augmenter la capacité de production et étendre les réseaux de distribution d'électricité.

Questions de l'étude

1. Quel a été l'héritage colonial de l'électricité en Afrique?
2. Quel a été le rôle de la Banque mondiale dans l'électrification de l'Afrique?
3. Quelles sont les principales raisons pour lesquelles l'Afrique ne dispose pas d'une capacité de production d'électricité suffisante pour répondre à ses besoins?
4. Pourquoi existe-t-il de si grandes différences dans les taux d'accès à l'électricité entre les différents pays et régions d'Afrique?
5. Quel a été l'impact des barrages hydroélectriques africains sur le développement, la société et l'environnement?

6. Les investissements du secteur privé dans le secteur de l'électricité en Afrique ont-ils été couronnés de succès? Qu'en est-il des contrats de gestion privée?

Lectures suggérées

Electricity access data: World Energy Outlook 2012 – Electricity Access Database. Data as of 2010. See International Energy Agency, 'World Energy Outlook – Methodology for Energy Access Analysis' (2012).

www.worldenergyoutlook.org
www.worldenergyoutlook.org/media/weowebsite/energymodel/documentation/energyaccess_methodology_2012_FINAL.pdf

H. Collier, *Developing Electric Power: Thirty Years of World Bank Experience* (Baltimore, 1984).
http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2000/04/08/000178830_98101911363251/Rendered/PDF/multi_page.pdf

E. Crousillat, R. Hamilton, and P. Antmann, 'Addressing the Electricity Access Gap: background paper for the World Bank Group Energy Sector Strategy', June 2010.

http://siteresources.worldbank.org/EXTESC/Resources/Addressing_the_Electricity_Access_Gap.pdf

A. Eberhard, O. Rosnes, M. Shkaratan, H. Vennemo, *Africa's Power Infrastructure: Investment, Integration, Efficiency* (Washington D.C., 2011).

https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/2290/613090PUB0Afri158344B09780821384558.pdf?sequence=1

A. Eberhard, V. Foster, C. Briceno-Garmendia, F. Ouedraogo, D. Camos, and M. Shkartan, 'Underpowered: the state of the power sector in Sub-Saharan Africa', Africa Infrastructure Country Diagnostic (AICD), Background Paper 6, The World Bank (2008).

https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/7833/482140ESW0P11110Power0Sector0Review.pdf?sequence=1

A. Isaacman, and B. Isaacman, *Dams, displacement and the delusion of development: Cahora Bassa and its legacies in Mozambique, 1965-2007* (Athens, Ohio, 2013).

W. Mostert, 'Review of Experiences with Rural Electrification Agencies: Lessons for Africa', EUEI-PDF (Draft Aug. 24 2008).

http://www.mostert.dk/pdf/Experiencespour cent20withpour cent20Ruralpour cent20Electrificationpour cent20Agencies.pdf

D. McDonald (ed.), Electric Capitalism: *Recolonising Africa on the Power Grid* (London, 2009).

http://www.hsrcpress.ac.za/product.php?productid=2243&cat=0&page=1&featured&freedownload=1

S. Pachauri, and A. Brew-Hammon, (convening lead authors), 'Energy Access for Development' in *Global Energy Assessment – Toward a Sustainable Future* (Cambridge, 2012).

http://www.iiasa.ac.at/web/home/research/Flagship-Projects/Global-Energy-Assessment/Chapte19.en.html

K. Showers, 'Electrifying Africa: An environmental history with policy implications', *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, 93:3 (2011), 193-221;

United Nations, *Situations, Trends and Prospects of Electric Power Supply in Africa*, United Nations Publication, Sales No. 65.II.K.2 (1965).

Annexe A: Consommation d'électricité dans une sélection de pays africains, 1971-2011 (kWh/habitant)

	1971	1981	1991	2001	2011
Angola	92	64	63	97	248
Botswana		528	794	1,134	1,603
Cote d'Ivoire	94	184	146	187	212
Cameroon	147	192	188	161	256
Congo, Rep.	56	69	183	105	172
Eritrea				47	49
Gabon	186	792	910	887	907
Ghana	313	418	340	353	344
Mozambique	49	35	53	269	447
Namibia			1,050	1,218	1,549
Nigeria	28	51	89	75	149
Sudan	26	34	48	53	143
Senegal	75	106	103	124	187
Togo	64	67	84	100	
Tanzania	30	38	54	60	92
Congo, Dem. Rep.	162	136	124	96	105
Zambia	1,018	1,076	756	638	599
Zimbabwe	661	959	852	826	757
Sub-Saharan Africa	**320**	**491**	**526**	**508**	**535**

Source: World Bank, World Development Indicators (International Energy Agency (IEA Statistics © OECD/IEA, http://www.iea.org/stats/index.asp), Energy Statistics et Balances of Non-OECD. Voir http://data.worldbank.org/indicator/EG.USE.ELEC.KH.PC/countries?display=default, consulté 17.7.14)

A propos de l'auteur

Hanaan Marwah travaille dans le secteur de l'électricité en Afrique et fait des recherches sur l'histoire des infrastructures africaines. Elle a été chargée de cours à la London School of Economics au département d'histoire économique et a obtenu son doctorat en histoire sociale et économique à l'université d'Oxford.

Les ressources naturelles: Une bénédiction ou une malédiction?

Ashley Eva Millar
Université du Cap

Malan Rietveld
Université de Stellenbosch et Harvard Kennedy School

"Nous sommes en partie responsables, mais c'est la malédiction d'être né avec une cuillère en cuivre dans la bouche" - Kenneth Kaunda, premier président de la Zambie

1. Qu'est-ce que la 'malédiction des ressources'?

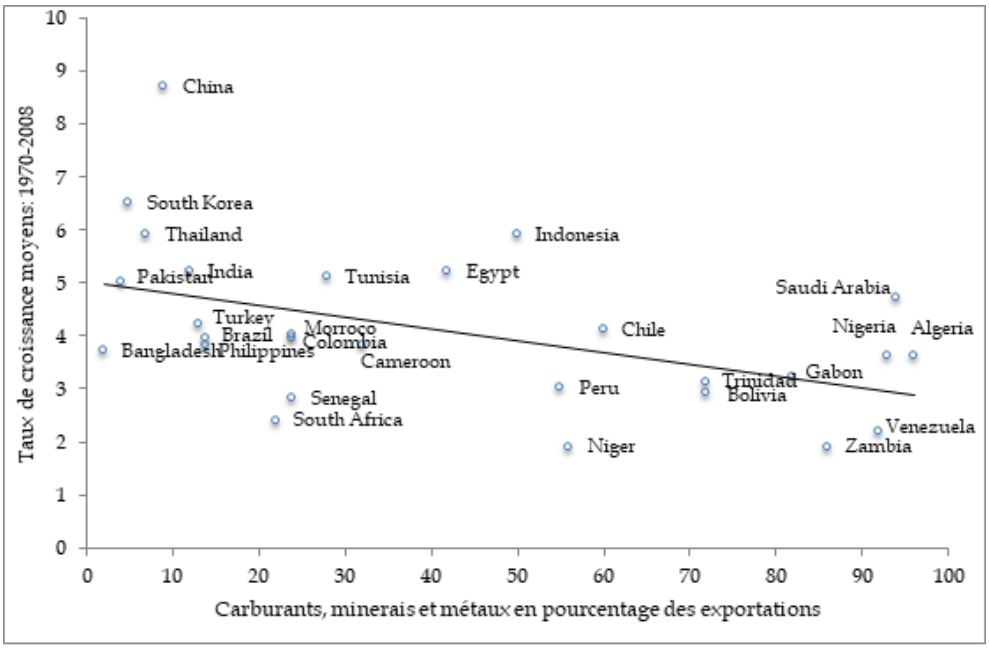
Le terme 'malédiction des ressources' renvoie à l'idée que la possession de ressources naturelles (en particulier sous la forme de pétrole ou de minerais) n'est pas nécessairement synonyme de réussite économique et que la richesse en ressources peut même avoir un impact structurel négatif sur le développement économique à long terme. Bien qu'il puisse sembler étrange qu'un pays soit entravé économiquement, socialement et politiquement par la possession d'une ressource précieuse, les chercheurs qui adhèrent à la théorie de la malédiction des ressources suggèrent que les pays riches en ressources sont généralement moins prospères que ceux qui en sont peu dotés.

Depuis le début de la ruée vers l'Afrique au 19e siècle, les ressources naturelles de l'Afrique ont attiré beaucoup d'attention. Il peut paraître quelque peu surprenant que le continent africain n'ait été le principal fournisseur d'aucune des matières premières essentielles à l'économie mondiale du 19e siècle. Par exemple, parmi les ressources naturelles que sont le charbon, le fer, le pétrole, le coton, le caoutchouc et le cuivre, seul le caoutchouc était un produit essentiellement colonial, et les quatre cinquièmes de l'approvisionnement mondial provenaient de la Malaisie britannique et des Indes orientales néerlandaises. Plus récemment, de nombreux pays africains sont de plus en plus riches en pétrole, en diamants et en minéraux. Pourtant, les pays africains ont connu et continuent de connaître de faibles niveaux de croissance économique et de développement.

En revanche, au cours de la seconde moitié du 20e siècle, de nombreuses économies d'Asie de l'Est ont connu une croissance économique très rapide et ont atteint le niveau de vie occidental bien qu'elles ne disposent pas de ressources exportables. En 1993, Richard Auty, géographe économique, a inventé l'expression 'malédiction des ressources naturelles' pour décrire ce phénomène contre-intuitif. Deux ans plus tard, les économistes Jeffrey Sachs et Andrew Warner

ont lancé l'importante littérature statistique sur le sujet. Ils ont constaté que la dépendance à l'égard des ressources naturelles était liée à de faibles niveaux de croissance économique. Comme le montre la figure 1, la relation entre la croissance économique (mesurée par la croissance annuelle moyenne du produit intérieur brut par habitant) et la dépendance à l'égard des ressources (mesurée par la part des ressources naturelles dans les exportations totales) est négative: cela signifie que, au moins pour la période allant de 1970 à 2008, les économies des pays dont la richesse est principalement constituée de ressources naturelles se sont développées à un rythme plus lent que celles des pays dont la part de la richesse en ressources est plus faible. De nombreux chercheurs ont affirmé que cette relation est valable, en moyenne, sur différentes périodes d'échantillonnage et pour différentes mesures de la richesse en ressources. Sachs et Warner, par exemple, ont affirmé que leurs résultats ne s'expliquaient pas facilement par d'autres facteurs ou par d'autres façons de mesurer l'abondance ou la dépendance à l'égard des ressources. Plus récemment, Frederick Van der Ploeg a souligné la diversité des expériences des pays riches en ressources, tout en notant que la malédiction des ressources est essentiellement un phénomène des 40 à 50 dernières années. Il souligne les avantages des ressources naturelles pour les pays dotés de 'bonnes institutions', du libre-échange et de niveaux élevés d'investissement dans les technologies d'extraction. Selon M. Van der Ploeg, l'une des principales leçons de l'histoire américaine est qu'il faut investir dans les technologies nécessaires à l'exploration et à l'exploitation des ressources naturelles. Il reconnaît toutefois qu'il existe une malédiction apparente pour de nombreux pays tributaires des ressources naturelles, en particulier pour les démocraties présidentielles dont les systèmes financiers sont sous-développés.

Figure 1: Croissance économique transnationale et dépendance à l'égard des ressources naturelles - une relation négative



Sources: Penn World Tables et Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.

2. Cinq explications à la malédiction des ressources

La malédiction des ressources n'est pas universelle. Il existe de nombreux exemples de pays riches en ressources et prospères sur le plan économique, tels que la Norvège et l'Australie. Il existe également des différences au sein du continent africain. En outre, les pays peuvent connaître des revirements. D'anciens pays prospères comme le Venezuela (riche en pétrole) ont connu des ralentissements, tandis que le Chili (riche en cuivre) a connu de grandes améliorations dans la gestion de ses richesses en ressources naturelles.

Historiquement, les ressources naturelles telles que le charbon et le fer ont été une bénédiction géographique. La révolution industrielle en Angleterre et le développement économique ultérieur du Rhin inférieur et des États-Unis ont été possibles en partie grâce à l'accès aux ressources naturelles. Il existe de nombreux exemples historiques de pays qui ont développé leurs ressources dans le cadre d'une forte croissance économique. Parmi les exemples de croissance économique liée à la richesse en ressources naturelles, on peut citer

- les États-Unis au cours de la période d'industrialisation du 19e siècle
- le Venezuela, des années 1920 aux années 1970
- l'Australie depuis les années 1960
- la Norvège depuis ses découvertes de pétrole en 1969
- le Chili depuis l'adoption d'un nouveau code minier en 1983
- Pérou depuis la privatisation en 1992
- le Brésil depuis la levée des restrictions sur les entreprises minières étrangères en 1995
- le Botswana (voir plus loin).

Malgré ces réussites, l'idée de la malédiction des ressources persiste et constitue une caractéristique importante de l'économie des régions en développement depuis les années 1960. La dynamique de la malédiction est déroutante et plusieurs explications principales ont émergé.

Explication 1: baisse à long terme des prix des produits de base
La première explication majeure des difficultés économiques induites par les ressources naturelles a été avancée à la fin des années 1940 par deux économistes, Hans Singer et Raúl Prebisch. L'hypothèse Singer-Prebisch soutenait que les termes de l'échange (la valeur des exportations d'un pays par rapport à ses importations) jouaient en défaveur des pays exportateurs de produits primaires (qui comprennent les ressources naturelles non transformées). En d'autres termes, à long terme, les prix des produits primaires tels que le coton diminuent par rapport à ceux des produits manufacturés tels que les voitures. Cela a conduit de nombreux économistes du développement de l'après-Seconde Guerre mondiale à recommander des politiques d'industrialisation par substitution aux importations (ISI). Les politiques d'ISI impliquent une augmentation des droits de douane sur les importations afin d'encourager la fabrication et l'industrie nationales et, en fin de compte, le développement économique à long terme. Les historiens de l'économie et les économistes ont testé l'hypothèse Singer-Prebisch avec des résultats mitigés. La conclusion générale est qu'il n'y a pas eu de baisse globale des

prix des ressources.

Comme le montre le tableau 1, il existe des preuves de ce que l'on appelle souvent des "super-cycles" dans les prix des matières premières: c'est-à-dire de longues périodes d'expansion - qui durent plusieurs années - au cours desquelles les prix augmentent, suivies de périodes de déclin tout aussi longues. Sur le long terme, cependant, il n'y a guère de preuves de la chute durable des prix des produits de base que Singer et Prebisch avaient prédite. Ce qui est beaucoup plus clair, c'est que les prix des ressources ont été extrêmement volatils, comme nous le verrons plus loin.

Tableau 1: Supercycles historiques des matières premières (1788-2011)

Date de début	Date de fin	Taille du cycle (variation nominale des prix)	Durée du cycle (années)	Index
Mar-1788	Déc-1814	135%	26.8	Warren and Pearson
Déc-1814	**Fév-1843**	**-62%**	**28.2**	Warren and Pearson
Fév-1843	Aoû -1864	208%	21.7	Warren and Pearson
Aoû -1864	**Juin-1896**	**-70%**	**31.8**	Warren and Pearson
Juin-1896	April-1920	218%	24.0	Warren and Pearson
Avr-1920	**Juin-1932**	**-80%**	**12.2**	CRB monthly
Juin-1932	Jan-1951	689%	18.6	CRB monthly
Jan-1951	**Juil-1968**	**-40%**	**16.6**	CRB monthly
Juil-1968	Oct-1980	215%	12.3	CRB monthly
Oct-1980	**Oct-2001**	**-31%**	**21.0**	CRB monthly
Oct-2001	Juin-2011	145%	9.8+	Spot Index (Bloomberg)

Sources: Warren and Pearson (1933) et données publiques du Commodities Research Bureau et de Bloomberg.
Remarque: basé sur le cycle des prix des matières premières aux États-Unis. Les cycles de contraction sont en gras.

Explication 2: la volatilité

Le problème de la volatilité est la deuxième explication majeure de la malédiction des ressources. La volatilité fait référence aux hauts et aux bas du prix d'une ressource naturelle. Le prix des ressources naturelles est, pour l'essentiel, fixé par les marchés mondiaux. En d'autres termes, les pays riches en ressources naturelles sont des preneurs de prix et non des fixateurs de prix. Les prix des matières premières sont beaucoup plus volatils que ceux des produits manufacturés et des services. Prenons l'exemple du pétrole. James Hamilton a affirmé en 2008 que le meilleur indicateur des prix futurs du pétrole est le prix actuel du pétrole. Historiquement, les prix du pétrole ont été totalement imprévisibles. La volatilité du prix d'une ressource affecte l'économie par le biais de plusieurs canaux. Les gouvernements des pays dépendants des ressources naturelles tirent une grande partie de leur budget de la taxation des exportations de ressources naturelles. Si le prix d'une ressource chute considérablement au cours d'une année donnée, le gouvernement verra ses recettes diminuer. Comme les revenus du gouvernement peuvent chuter de manière inattendue, cela ne permet pas une planification précise à long terme. Les gouvernements des pays dépendants des ressources naturelles peuvent également se retrouver en difficulté lorsque les prix des ressources naturelles sont élevés. Pendant ces périodes de prospérité, ces gouvernements peuvent facilement emprunter de

l'argent (les banques sont disposées à prêter aux pays riches en ressources naturelles lorsque les prix sont élevés), ce qui crée une dette pour leur pays qui devient plus difficile à rembourser lorsque les prix baissent.

Les économistes ont identifié une tendance à ce qu'ils appellent une relation "procyclique" entre les variables économiques clés et les prix des matières premières dans de nombreux pays riches en ressources. Cela signifie qu'un certain nombre de variables économiques clés - comme les salaires ou les dépenses publiques - ont tendance à augmenter lorsque le prix du produit de base (comme le pétrole) augmente. De même, lorsque le prix du produit de base baisse, les salaires et les dépenses publiques diminuent également. La relation procyclique entre les prix des matières premières et une série d'autres variables économiques importantes reflète le fait que la fortune de l'économie est liée à la fluctuation du prix de la matière première dont elle dépend. Van der Ploeg suggère que la volatilité est le problème central de la malédiction des ressources.

Explication 3: manque de diversification

La troisième explication de la malédiction des ressources est que la richesse en ressources naturelles nuit au développement économique général. De ce point de vue, un pays doit diversifier son économie pour se développer. En économie, ce phénomène est connu sous le nom de "syndrome hollandais" (terme inventé par *The Economist* en 1977 en référence à la découverte de gaz naturel aux Pays-Bas en 1959). Le syndrome hollandais consiste à observer que la monnaie d'un pays prend de la valeur (on parle d'appréciation de la monnaie) lorsqu'il exporte beaucoup de ressources naturelles. En conséquence, les autres exportations du pays deviennent plus chères et sont donc plus susceptibles d'être concurrencées par des produits moins chers provenant d'autres pays. Cela nuit au secteur manufacturier du pays exportateur de ressources, dont le développement nécessite généralement une croissance significative des exportations. Ces problèmes sont aggravés et renforcés lorsque les intrants économiques, tels que le travail et le capital, sont ensuite alloués au secteur non commercial (parce que le secteur commercial n'est plus compétitif et que le secteur non commercial offre de meilleurs salaires et profits), ce qui nuit encore plus à la capacité du pays à développer un secteur manufacturier orienté vers l'exportation. Là encore, cela est lié à l'idée que l'industrialisation est nécessaire au développement. Le manque d'industrialisation est particulièrement problématique à long terme. Lorsque les prix des ressources chutent ou que les ressources s'épuisent, ces pays n'ont pas d'autre secteur de l'économie sur lequel s'appuyer.

Explication 4: institutions médiocres

La quatrième explication de la malédiction des ressources a gagné en influence au cours des deux dernières décennies. Pour certains économistes, comme Dani Rodrik, "les institutions l'emportent sur tout le reste", comme les facteurs géographiques ou les politiques particulières, pour expliquer les échecs de développement des pays riches en ressources. L'un des volets de cet argument est que les pays disposant de peu de ressources naturelles ont davantage besoin d'établir des économies stables, fondées sur le marché, afin d'augmenter les recettes publiques. Selon ce point de vue, les gouvernements des pays relativement pauvres en ressources naturelles ont tout intérêt à ce que les citoyens et les entreprises privées augmentent leurs revenus, car

cela crée une base fiscale dont le gouvernement a besoin pour se financer. En revanche, les gouvernements des pays riches en ressources sont moins incités à promouvoir ce type de développement économique, car ils peuvent se financer (au moins temporairement) grâce aux revenus tirés des ressources naturelles. Plutôt que de promouvoir une croissance durable des revenus des entreprises et des citoyens, les économies fondées sur les ressources naturelles peuvent se caractériser par une course improductive à la capture des profits et des avantages du secteur des ressources.

La perspective institutionnelle fait l'objet d'un certain nombre de critiques. Par exemple, il n'est pas clair si de "bonnes" institutions sont la *cause de* bonnes performances économiques, ou plutôt le *résultat de* celles-ci – c'est-à-dire que la direction de la causalité n'est pas évidente. Plus fondamentalement encore, on ne sait pas vraiment ce que sont de "bonnes" institutions pour le développement économique. Les économistes se réfèrent souvent à des institutions générales, telles que l'État de droit, la protection des droits de propriété et les contraintes pesant sur le pouvoir exécutif. Des études quantitatives ont montré que la relation générale entre la richesse en ressources et la qualité de ces institutions est négative. Il convient toutefois de noter que cette relation négative ne nous renseigne pas en soi sur les relations de cause à effet entre la qualité des institutions, la dépendance à l'égard des ressources et la croissance économique et le développement. En outre, il est loin d'être évident que ces institutions générales soient de puissants prédicteurs de la croissance économique - de nombreux pays dotés de "bonnes" institutions (selon ces mesures) n'ont pas réussi à atteindre une croissance économique soutenue, tandis que d'autres, dont les institutions mesurées sont bien moins bonnes, ont connu une forte croissance.

Explication 5: conflits

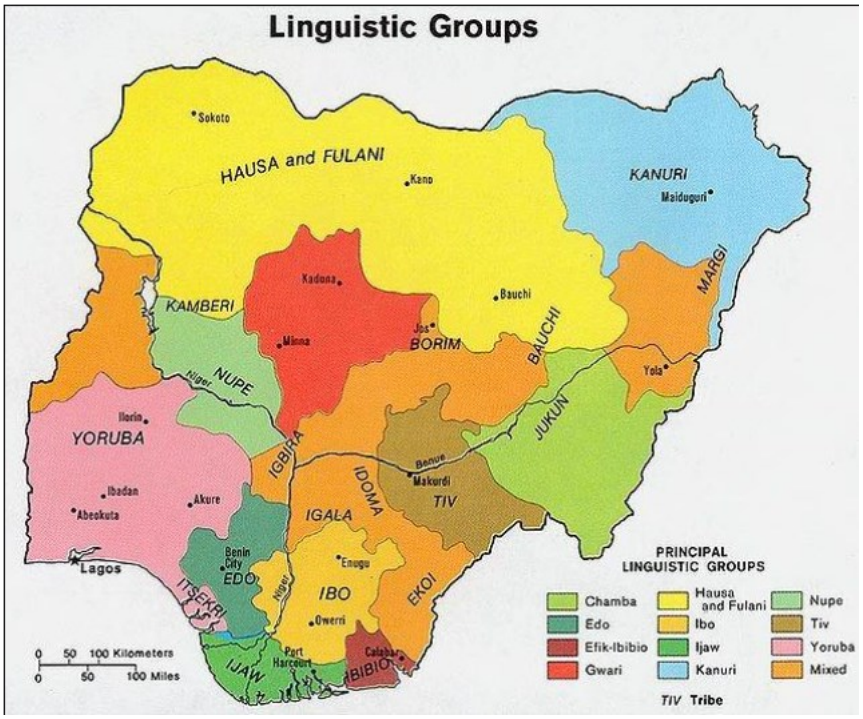
Une dernière explication concerne le risque plus élevé de conflits dans les pays riches en ressources. Les conflits, les litiges et les guerres résultent de la contestation de la propriété des ressources naturelles. Certains chercheurs suggèrent également que le risque de tels conflits liés aux ressources est accentué dans les pays présentant une plus grande diversité ethnique, en particulier lorsque les ressources sont situées dans une zone contrôlée ou dominée par un groupe ethnique particulier. Paul Collier a également affirmé que si les ressources sont facilement accessibles (ou bon marché), comme certains gisements de diamants, elles deviennent un moyen de financer la guerre et les conflits. La tragédie des "diamants du sang" et des "minerais de la guerre" en est la preuve la plus évidente. Les exemples les plus célèbres de "diamants de sang" proviennent d'Afrique de l'Ouest, en particulier de Sierra Leone et du Liberia, où, à partir des années 1990, des diamants ont été extraits, vendus illégalement et utilisés pour financer des conflits civils. Les "ressources de conflit" telles que l'or et le titane ont été utilisées pour financer la guerre civile en République démocratique du Congo qui, depuis 1996, est le conflit le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale. Là encore, la relation entre les ressources naturelles et les conflits a été remise en question en raison d'une causalité peu claire et de la capacité à généraliser des formes de conflit complexes et souvent très spécifiques au contexte. Cependant, ce qui est incontestable, c'est que de nombreux conflits historiques et actuels ont été menés ou financés par des rentes provenant des ressources naturelles, et que ces conflits et ces guerres sont très coûteux en termes de performances économiques.

La malédiction des ressources n'est pas universelle, mais nous savons qu'en moyenne, les ressources ont été plus une malédiction qu'une bénédiction, surtout depuis la Seconde Guerre mondiale. Il y a plusieurs façons de comprendre pourquoi c'est le cas. Les différentes explications de la malédiction des ressources conduisent à différentes manières de résoudre le problème. La question que nous devons nous poser est la suivante: la malédiction des ressources peut-elle être levée? Une façon de répondre à cette question est d'examiner deux cas concrets du continent africain, le Nigeria et le Botswana.

3. Le Nigeria: l'exemple ultime de la malédiction des ressources

Les pathologies associées à la malédiction des ressources ne se manifestent nulle part aussi clairement qu'au Nigeria. Le pétrole a été découvert dans la région du delta du Niger en 1956, quatre ans avant que le pays n'obtienne son indépendance de la Grande-Bretagne. Le pétrole nigérian est relativement pur et facile à extraire et à raffiner. Il se trouve presque exclusivement dans la région du delta du Niger. Le Nigeria, pays d'environ 170 millions d'habitants, compte plus de 300 groupes ethniques ainsi qu'un clivage religieux important entre les musulmans du nord et les chrétiens du sud. Le delta du Niger, en particulier, est une région du pays très diversifiée sur le plan ethnique, comme le montre la carte 1.

Carte 1: Groupes linguistiques au Nigeria



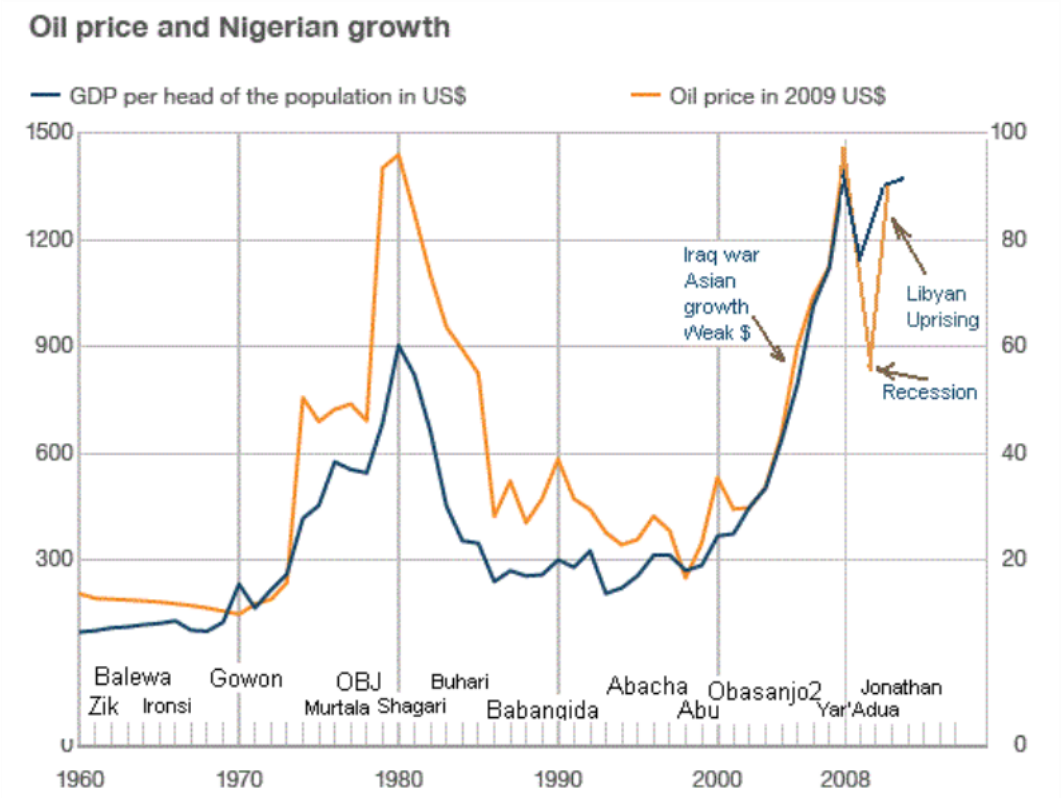
Source: Central Intelligence Agency (1979).

Le Nigeria est le plus grand producteur de pétrole d'Afrique et le cinquième au niveau mondial. Malgré les revenus pétroliers, le produit intérieur brut par habitant du Nigeria était en 2000 inférieur de 30 pour cent à ce qu'il était en 1965. En fait, le nombre de Nigérians vivant avec

moins d'un dollar par jour est passé de 27 pour cent en 1980 à 61 pour cent en 2012. Pourquoi le pétrole a-t-il été plus une malédiction qu'une bénédiction au Nigeria?

L'exemple du Nigeria peut être utilisé pour justifier certains aspects de tous les arguments en faveur de la malédiction des ressources évoqués ci-dessus. L'un de ces aspects est la dépendance à l'égard des ressources. Le pétrole n'est pas une exportation parmi d'autres, mais l'économie nigériane dépend presque entièrement des recettes pétrolières. Par exemple, en 2011, le pétrole brut (ou pétrole) représentait 78 pour cent de l'ensemble des exportations nigérianes. La volatilité augmente avec la dépendance à l'égard des ressources. L'économie et le gouvernement du Nigeria dépendent d'une source de revenus qui fluctue fortement en fonction du prix international du pétrole (voir figure 2). En conséquence, l'investissement public a été discontinu (ce que nous appelons procyclique) en fonction du prix du pétrole. Cela entraîne des problèmes tels que des investissements publics importants dans les infrastructures qui restent inachevés. Pendant les périodes d'essor des prix du pétrole, le gouvernement a lancé des niveaux de dépenses insoutenables. Lorsque le prix du pétrole a chuté au début des années 1980, le gouvernement nigérian a beaucoup emprunté, ce qui a conduit à des niveaux d'endettement élevés qui se sont aggravés avec la mauvaise gestion de la dette publique. En fin de compte, des sommes considérables ont été dépensées pour payer les intérêts et les pénalités sur les prêts (ce problème a été résolu plus récemment grâce à un programme d'allègement de la dette lancé en 2006).

Figure 2: Prix du pétrole et source de la croissance nigériane



Source: Indicateurs du développement dans le monde /BP/BBC
Remarque: Traduction anglais/français: GDP per head of the population in US$/ PIB par habitant en dollars US; oil price in 2009 US$/ prix du pétrole en 2009 en dollars US.

Un problème connexe est que l'explosion des recettes et des investissements publics associée à une explosion des recettes tirées des ressources naturelles et financée par celle-ci peut entraîner des inefficacités, des dépenses inutiles et des goulets d'étranglement. En substance, la question est de savoir si les économies en développement peuvent absorber l'augmentation rapide des dépenses associée à l'explosion des ressources. Le Nigeria est depuis longtemps confronté à un problème d'institutions médiocres et le gouvernement n'a pas agi de manière responsable avec ses revenus pétroliers. Le complexe sidérurgique d'Ajakouta, construit dans les années 1970, illustre un investissement gouvernemental infructueux; à ce jour, il n'a produit aucune tonne d'acier commercialisable. Si les causes de la faiblesse des institutions nigérianes sont débattues et profondes, les historiens de l'économie soulignent des aspects tels que la diversité et la fragmentation ethniques, les dommages causés par l'héritage colonial, ainsi qu'un système de recherche de rentes et de corruption.

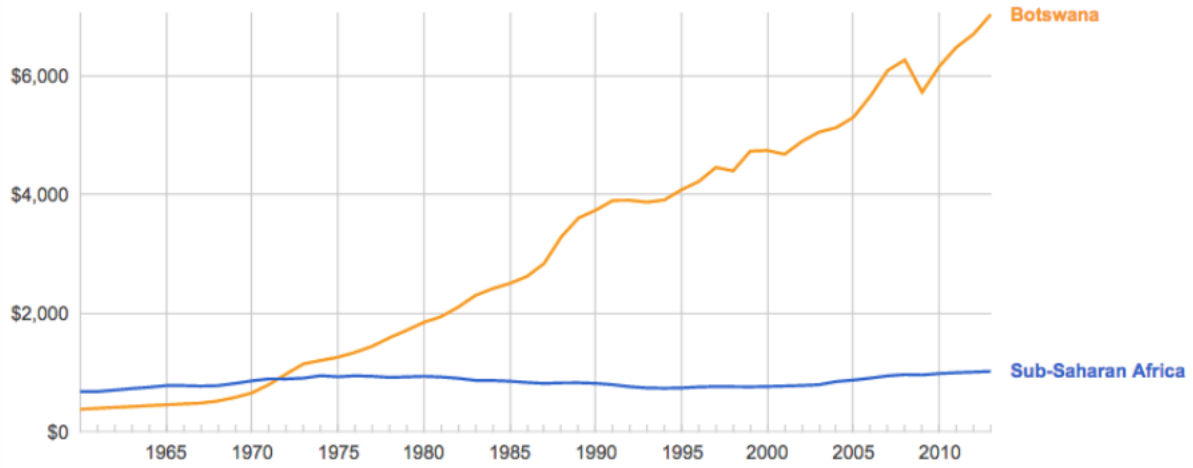
Les historiens de l'économie soulignent le rôle de la stratégie coloniale du "diviser pour régner" au Nigeria. Les puissances coloniales ont mis l'accent sur les divisions ethniques afin de maintenir leur contrôle. La concentration du pétrole dans une grande région ethnogéographique a fait naître des tensions. En outre, le gouvernement se rend compte que le pétrole est une "ressource épuisable"; dans une telle situation, la course à la rente s'intensifie. Le gouvernement est également moins responsable devant ses citoyens car il tire la majorité de ses revenus du pétrole plutôt que des impôts. Le gouvernement n'a pas besoin d'apaiser le secteur agricole, par exemple, car il n'est pas tributaire d'une base fiscale diversifiée. Le Nigeria a connu des dictatures militaires successives qui ont pillé les richesses pétrolières. Le pays a connu l'assassinat de deux dirigeants, six coups d'État militaires réussis et quatre échecs, ainsi que 30 ans de régime militaire. Les conflits, souvent associés à la malédiction des ressources, ont été fréquents dans l'histoire post-coloniale du Nigeria. La guerre du Biafra, à la fin des années 1960, a été la guerre civile la plus meurtrière d'Afrique, avec 1 à 3 millions de morts. Il s'agissait en partie d'une tentative de la région orientale, à prédominance Igbo, de prendre le contrôle des réserves de pétrole. Depuis 1990, les régions du delta du Niger sont le théâtre d'un conflit quasi permanent entre les autorités gouvernementales et les forces rebelles, bien que l'ampleur de la violence ait diminué au cours des dernières années.

Il y a cependant quelques raisons d'être optimiste. Récemment, la baisse des prix du pétrole a incité le gouvernement à se concentrer sur l'expansion d'autres secteurs de l'économie, tels que l'agriculture et les services. Le Nigeria est régulièrement classé parmi les pays les plus corrompus du monde et s'efforce de lutter contre ce fléau. Le pays a bénéficié d'élections crédibles et d'une passation de pouvoir en 2015. Au cours des dernières années, il a été question des efforts déployés par le gouvernement pour accroître la transparence et la responsabilité, et même d'investir les recettes pétrolières plutôt que de les dépenser immédiatement. Cependant, peu de ces idées se sont concrétisées jusqu'à présent. Les niveaux de production de pétrole diminuent et il y a un problème permanent de vol de pétrole où des centaines de milliers de barils de pétrole du delta du Niger sont illégalement siphonnés et vendus. Tout cela signifie que le Nigeria est soumis à une pression croissante pour qu'il fasse preuve de responsabilité avec sa richesse pétrolière.

4. Le Botswana: un modèle de développement basé sur les ressources?

Le cas du Botswana illustre certains moyens positifs de surmonter la malédiction des ressources naturelles en Afrique. La première mine de diamants a été exploitée au Botswana en 1972, six ans après l'indépendance du pays. En 1966, le Botswana, pays enclavé et sec, était le troisième pays le plus pauvre du monde, avec 12 km de routes goudronnées et seulement 22 diplômés universitaires. Depuis lors, le Botswana a connu une croissance économique soutenue et élevée (plus de 9 pour cent par an en moyenne entre 1966 et 1999), il possède plus de 6 000 km de routes goudronnées et le taux d'alphabétisation des adultes est passé à 81 pour cent en 2006. Le Botswana s'est transformé, en partant d'une économie essentiellement axée sur l'élevage en 1967, lorsque la contribution de l'exploitation minière au PIB n'était que de 1,6 %. En 1989, l'exploitation minière représentait 51 pour cent du PIB, bien que ce chiffre ait diminué au cours des dernières années. La contribution de l'exploitation minière aux recettes publiques est montée en flèche pour atteindre environ 45 à 65 pour cent dans les années 2000. Bien que ce chiffre soit inférieur à celui du Nigeria, il est considérable. Dans ces conditions, comment le Botswana a-t-il évité la malédiction des ressources?

Figure 3: PIB par habitant (en dollars constants de 2000) du Botswana et de l'Afrique subsaharienne, 1960-2013



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale

Les historiens de l'économie ont mis en évidence trois politiques économiques saines qui ont été adoptées peu après la découverte des diamants. Premièrement, le gouvernement s'est engagé à éviter la dette extérieure et à stabiliser ses propres dépenses. Il a évité les dépenses excessives lorsque le prix des diamants était élevé sur le marché international. Au contraire, pendant cette période de prospérité, il a constitué son épargne. Lorsque le prix des diamants a chuté et que les exportations ont diminué, le gouvernement n'a pas eu à emprunter ou à réduire drastiquement les dépenses publiques. Au lieu de cela, il a pu dépenser l'argent qu'il avait économisé. Le gouvernement a budgétisé des plans de développement national sur six ans, qui ont été approuvés par le parlement. Ces plans ont permis de contrôler le niveau des dépenses

intérieures et de s'assurer qu'aucun projet ne soit lancé qui ne puisse être maintenu. Grâce à cette approche, le Botswana a largement réussi à éviter les cycles d'expansion et de récession. En outre, son niveau d'endettement par rapport à la taille de son économie est incroyablement bas (environ 14 pour cent).

Deuxièmement, le gouvernement a étroitement géré son taux de change afin d'éviter le syndrome hollandais (lorsqu'une monnaie s'apprécie en raison de l'augmentation des exportations de ressources qui évince d'autres secteurs de l'économie). En d'autres termes, il a utilisé son taux de change pour encourager la diversification de son économie. Malheureusement, ces efforts ont été largement infructueux. Si l'industrie manufacturière a progressé en termes absolus, ce n'est pas le cas du secteur minier, de sorte que l'économie botswanaise reste fortement dominée par l'exploitation minière.

Le troisième aspect de la lutte du Botswana contre la malédiction des ressources a été la capacité du gouvernement à investir avec succès une partie des recettes minières qu'il perçoit. Il investit cet argent sur les marchés nationaux et internationaux. Sur le plan national, ses investissements ont été prudents et basés sur les bénéfices escomptés à moyen et long terme. Le gouvernement du Botswana a également investi les recettes minières à l'échelle internationale par l'intermédiaire d'un fonds appelé Pula Fund. Le Pula Fund tire ses revenus des investissements étrangers et est devenu la plus grande source de revenus non diamantaires du gouvernement. Il constitue une source relativement stable sur laquelle le gouvernement peut compter pour ses dépenses. Il a également permis au Botswana d'éviter le syndrome hollandais. Plus important encore, le Pula Fund existera et générera des recettes publiques après l'extraction du dernier diamant au Botswana.

Ces politiques gouvernementales ont contribué à résoudre les problèmes liés à la malédiction des ressources. Pourquoi le Botswana a-t-il pu mettre en œuvre ces politiques alors que le Nigeria ne l'a pas fait? L'une des réponses des historiens de l'économie est que le Botswana dispose historiquement de meilleures institutions. Le Botswana est une démocratie constitutionnelle multipartite depuis 1966. Les élections dans le pays ont été largement libres et équitables et n'ont donné lieu à aucun conflit. Les niveaux de corruption ont été régulièrement mesurés comme les plus bas d'Afrique et parmi les plus bas du monde par des organisations telles que Transparency International. Ces institutions stables s'étendent au-delà du gouvernement fédéral, avec un système judiciaire et une banque centrale indépendants, ainsi que des médias libres et actifs. De bonnes institutions ont permis la mise en place d'un cadre stable pour l'imposition des sociétés minières, d'un système de droits de propriété privée où les "règles du jeu" ne changent pas radicalement.

Là encore, nous devons nous demander pourquoi le Botswana a pu se doter d'institutions aussi stables. Acemoglu, Johnson et Robinson ont souligné l'importance de comprendre les contextes historiques locaux. Les bonnes politiques sont le résultat de bonnes institutions qui, à leur tour, découlent d'institutions précoloniales inclusives qui ont limité le pouvoir de l'élite. Ils soulignent par exemple la forte prévalence des assemblées populaires chez les Sotho et les Tswana par rapport à d'autres tribus. Selon eux, le Botswana étant un protectorat, l'effet du

colonialisme britannique a été minime en termes d'altération des institutions et, après l'indépendance, les institutions existantes, telles que la propriété privée, ont été maintenues. Ces chercheurs attribuent également une partie du succès continu aux dirigeants avant-gardistes qui ont suivi l'indépendance, tels que les présidents Seretse Khama et Quett Masire. En fait, le président Masire aurait déclaré: "Nous avons l'intention de conserver nos ressources avec sagesse et de ne pas les détruire. Ceux d'entre nous qui vivent au 20e siècle ne sont pas plus importants que leurs descendants dans les siècles à venir". Le Botswana a également bénéficié d'un niveau élevé d'homogénéité culturelle et linguistique. Bien que largement construite, cette homogénéité diffère considérablement de la fragmentation observée dans des pays comme le Nigeria.

Néanmoins, le Botswana présente encore de nombreuses lacunes institutionnelles et certains ont affirmé que le pays, bien qu'il ait connu une croissance rapide, n'a pas réussi à se développer. Par exemple, selon la plupart des indicateurs, le Botswana a le taux d'infection par le VIH/sida le plus élevé au monde. Il dispose d'un gouvernement démocratique, mais le pays est dirigé par un seul parti depuis l'indépendance. Le traitement des minorités, telles que les San dans le Kalahari, pose des problèmes ethniques. Enfin, les inégalités et le chômage constituent des problèmes majeurs. En fait, le Botswana est l'une des sociétés les plus inégales au monde. En raison de la nature de l'extraction des diamants, l'industrie n'employait qu'environ 4 pour cent de la population active en 1990. Selon les statistiques officielles, le taux de chômage est d'environ 18 pour cent, mais d'autres estimations le situent entre 35 et 40 pour cent. La pauvreté a diminué, mais elle reste relativement élevée. En outre, le fait que le Botswana n'ait pas été victime de la malédiction des ressources est également menacé. Bien que le gouvernement ait tenté de diversifier l'économie vers d'autres domaines tels que le secteur des services, le pays reste tributaire de l'exportation de diamants. L'État reste le principal employeur, d'autant plus que l'extraction de diamants est une ressource naturelle à faible intensité de main-d'œuvre. Enfin, l'offre de diamants au Botswana s'amenuise et, à terme, le pays ne pourra plus compter sur l'afflux de nouveaux revenus diamantaires.

Remarques finales

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les ressources naturelles en Afrique ont été plus une malédiction qu'une bénédiction. Cependant, la malédiction des ressources n'est pas universelle et inéluctable. Les différents problèmes associés à la malédiction indiquent différentes manières de résoudre le problème. Comme nous l'avons vu, le cadre historique et institutionnel unique du Botswana a permis au pays d'échapper à de nombreux aspects de la malédiction des ressources, même s'il lui reste encore beaucoup à faire. L'histoire du Nigeria, en revanche, représente un cas classique de malédiction des ressources. Bien que les pays africains ayant récemment découvert des ressources (comme l'Angola, le Ghana, la Namibie, l'Ouganda et le Mozambique) aient des raisons de s'inquiéter, la reconnaissance des dangers de la malédiction des ressources constitue une première étape cruciale pour y faire face.

Questions d'étude

1. Quelles sont les cinq principales explications de la malédiction des ressources?
2. Quelle est la dynamique du syndrome hollandais?
3. Quel est le lien entre l'histoire institutionnelle du Nigeria et le fait qu'il souffre de la malédiction des ressources?
4. Quelles politiques le Botswana a-t-il adoptées pour lutter contre la malédiction des ressources?
5. Quel est, selon vous, l'aspect de la malédiction des ressources le plus difficile à surmonter? Pourquoi?

Lectures suggérées

African Development Bank (2007). Chapter 4: Africa's Natural Resources: The Paradox of Plenty. In *African Development Report 2007.*

Collier, Paul (2010). *The Plundered Planet: Why We Must – and How We Can – Manage Nature for Global Prosperity.* Oxford: Oxford University Press.

Frankel, Jeffrey A. (2010). The Natural Resource Curse: A Survey' *NBER Working Paper Series* 15836, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.

Hillbom, Ellen (2008). Diamonds or Development? A structural assessment of Botswana's forty years of success. *Journal of Modern African Studies* 46(2): 191-214.

Okpanachi, E. (2012). Preventing The Oil 'Resource Curse in Ghana: Lessons from Nigeria. *World Futures: The Journal of New Paradigm Research* 68(6): 430-450.

Onyeukwu, Agwara John (2007). Resource Curse in Nigeria: Perceptions and Challenge. Center for Policy Studie.

Robinson, James A., Daron Acemoglu, and Simon Johnson (2003). An African Success Story: Botswana. In Dani Rodrik (ed.), *In Search of Prosperity: Analytic Narratives on Economic Growth* (pp. 80-119). Princeton: Princeton University Press

Ross, Michael L. (2014). What Have We Learned about the Resource Curse? Available at SSRN: http://ssrn.com/abstract=2342668

Van der Ploeg, Frederick (2011). Natural Resources: Curse or Blessing?. *Journal of Economic Literature* 49(2): 366-420

A propos des auteurs

Malan Rietveld est membre du Centre pour le développement international de l'université de Harvard, du Columbia Center for Sustainable Investment et candidat au doctorat à l'université de Stellenbosch. Il se concentre sur les politiques d'investissement dans les industries extractives, y compris les infrastructures liées aux ressources, les investissements étrangers directs et la gestion des revenus des ressources.

Ashley Millar est maître de conférences à l'université du Cap, en Afrique du Sud, et ses travaux portent sur l'histoire économique mondiale du début de l'ère moderne et, en particulier, sur les perspectives historiques du progrès, du déclin et des différentes définitions de la richesse.

La pauvreté en Afrique depuis l'indépendance

Mark Nyandoro et **Tinotenda Dube**
Université du Zimbabwe

1. Introduction

Après avoir été attendue pendant des décennies, l'indépendance est enfin arrivée en Afrique, suscitant l'espoir d'une prospérité et d'une fin de la pauvreté. La plupart des pays africains ont accédé à l'indépendance au début des années 1960. À l'époque, leur niveau de revenu moyen était supérieur à celui de nombreux pays asiatiques et comparable à celui de certains pays d'Amérique latine. Depuis lors, cependant, l'Afrique subsaharienne est associée à la stagnation économique et à la pauvreté persistante. En particulier pendant les 'décennies perdues' des années 1970 à 1990, les taux de pauvreté en Afrique ont augmenté alors que d'autres régions en développement ont fait de grands progrès dans l'éradication de la pauvreté. Aujourd'hui, bon nombre des pays les plus pauvres du monde se trouvent sur le continent africain, même si les niveaux de revenus varient considérablement d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays. La pauvreté régionale moyenne, exprimée comme la part de la population vivant dans la pauvreté, a diminué depuis le début des années 2000, mais à un rythme plus lent que celui observé dans d'autres parties du Sud. En outre, en raison de la croissance démographique rapide, le *nombre total* d'Africains vivant dans la pauvreté a augmenté et pourrait bien continuer à augmenter pendant les décennies à venir.

L'augmentation des niveaux de pauvreté contraste fortement avec l'abondance des ressources naturelles et la jeunesse de la main-d'œuvre de nombreux pays africains. L'augmentation de la demande mondiale et locale de produits de base agricoles et de ressources minières et forestières n'a pas créé une base solide pour une réduction durable de la pauvreté. Malgré l'amélioration des conditions préalables à une croissance économique soutenue et à une amélioration durable du niveau de vie, les revenus des richesses naturelles de l'Afrique sont trop souvent répartis de manière inégale et/ou investis dans des activités qui créent peu d'emplois supplémentaires pour un nombre croissant de chômeurs et de personnes sous-employées. Dans certains pays, comme le Botswana, la gouvernance des richesses nationales fonctionne relativement bien, et ces exemples sont porteurs d'optimisme et d'espoir pour l'avenir. Toutefois, dans d'autres pays, la corruption, la mainmise des élites et les conflits violents entravent la réduction de la pauvreté de masse.

Ce chapitre réévalue les formes économiques de la pauvreté, définie comme le niveau de vie *matériel*. Nous examinerons deux dimensions différentes de la pauvreté au niveau national et au niveau individuel. Nous expliquerons comment ces deux dimensions sont mesurées et comparées au niveau international. Nous présenterons des estimations de la pauvreté absolue et des taux de pauvreté et étudierons les tendances en Afrique dans une perspective comparative

mondiale. Bien que cela puisse paraître simple, il est important de noter que le bien-être humain va bien au-delà des conditions matérielles. Par exemple, les mesures agrégées de la pauvreté économique excluent l'accès aux soins de santé et à l'éducation, la durabilité environnementale et la résilience au changement climatique, l'autonomisation et le pouvoir d'action, la liberté politique et l'acceptation de l'indépendance de l'orientation sexuelle, du genre et de l'appartenance ethnique. Ces aspects dépassent le cadre de ce chapitre. En outre, ce chapitre se concentre à nouveau sur la pauvreté en Afrique depuis l'indépendance. Nous commençons par les années 1960, une décennie qui marque l'indépendance de l'Afrique et le début des données annuelles sur la pauvreté fournies par la Banque mondiale. Nous explorons les données jusqu'en 2019, l'année la plus récente pour laquelle la Banque mondiale fournit des données sur les niveaux de pauvreté, montrant qu'entre 2008-2009 et 2018-2019, le pourcentage de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté national est passé de 37 pour cent à 41 pour cent.

Le chapitre est structuré comme suit. Il commence par une discussion sur la façon dont la pauvreté peut être définie et mesurée. Nous présentons ensuite les tendances mondiales et africaines de la pauvreté, ce qui implique également une discussion sur la pauvreté rurale par rapport à la pauvreté urbaine. Vient ensuite une discussion sur les stratégies africaines et internationales de lutte contre la pauvreté. Enfin, nous envisageons et osons regarder vers l'avenir les opportunités et les défis qui affectent la pauvreté en Afrique.

2. Définir et mesurer la pauvreté nationale et individuelle

Avant d'étudier les niveaux et les tendances de la pauvreté nationale et individuelle, nous devons comprendre comment la pauvreté est communément définie et mesurée. Les définitions que nous adoptons dans ce chapitre se réfèrent à la pauvreté économique, généralement mesurée en termes de niveau de vie *matériel*. Les mesures les plus courantes sont le PIB par habitant et le nombre ou la proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Ces deux mesures sont utilisées par des organisations internationales telles que les Nations unies et la Banque mondiale. L'avantage de l'utilisation d'une définition et d'une norme de mesure largement acceptées pour tous les pays est qu'elle facilite les comparaisons internationales et intertemporelles. L'inconvénient est que ces mesures sont plutôt approximatives et ne tiennent pas compte d'une grande partie du contexte régional, national et local qui importe pour les niveaux de vie au niveau communal ou personnel. En outre, ces mesures ne contiennent aucune information sur la manière dont les pauvres perçoivent leurs conditions de vie.

Qu'est-ce que cela signifie lorsqu'on dit qu'un pays est 'pauvre'? La *pauvreté d'un pays* équivaut à l'absence de croissance économique, à toutes fins utiles. La richesse d'un pays est mesurée en termes de PIB (produit intérieur brut), c'est-à-dire la valeur totale ajoutée à tous les biens et services produits dans une économie nationale par an. La taille de l'économie d'un pays étant liée au nombre de ses habitants, le PIB est généralement divisé par la population totale pour obtenir le *PIB par habitant*. Cette mesure nous permet de comparer les niveaux de revenus entre les pays et de calculer la croissance des revenus dans le temps à l'aide des données disponibles. La Banque mondiale classe les économies en quatre catégories de revenus: les

revenus inférieurs (jusqu'à 1 005 dollars), les revenus moyens inférieurs (de 1 006 à 3 955 dollars), les revenus moyens supérieurs (de 3 956 à 12 235 dollars) et les revenus supérieurs (12 236 dollars et plus) (*il s'agit des normes officielles pour le revenu national brut ou RNB en 2018*). Toutefois, comme l'indiquent les données de l'OCDE, le revenu réel des ménages a augmenté dans la plupart des pays au premier trimestre 2024. Cela implique que les pays peuvent avoir progressé ou changé de catégorie de revenu.[1]

La *croissance du PIB* est mesurée comme l'augmentation de la valeur ajoutée totale d'une année sur l'autre. La croissance *du PIB par habitant* est mesurée comme la croissance du PIB divisée par la croissance de la population. Ainsi, pour qu'un pays s'enrichisse, la croissance du PIB doit être supérieure à celle de la population. Cependant, la croissance du PIB par habitant ne signifie pas nécessairement une réduction de la pauvreté, définie comme la proportion de personnes vivant au niveau ou en dessous du seuil de pauvreté, car cela dépend essentiellement de la manière dont le revenu national et la croissance du PIB sont répartis au sein de la population. Il est donc possible d'avoir une croissance *inclusive* ou *favorable aux pauvres* qui profite à la société, y compris aux pauvres. Mais il existe aussi des exemples de croissance *exclusive*, qui ne fait qu'enrichir les riches.

En général, les pays dont le PIB par habitant est élevé ont du mal à croître rapidement. Leurs niveaux de revenus augmentent généralement en raison d'une croissance régulière du PIB par habitant au fil du temps, sans trop d'années de croissance négative. Au contraire, les pays pauvres enregistrent souvent des taux de croissance du PIB plus élevés, appelés croissance de *rattrapage*, mais sont également plus susceptibles de souffrir d'une croissance négative prolongée ou substantielle. Le fait qu'elles comblent le fossé qui les sépare des nations plus riches dépend essentiellement de la stabilité et de la viabilité à long terme de leur trajectoire de croissance qui, dans une large mesure, dépend de l'agriculture et de l'industrie extractive. En Afrique subsaharienne notamment, de nombreux pays ont enregistré des taux de croissance du PIB élevés au cours des 20 dernières années, mais aussi des années marquées par des revers considérables. Par exemple, le Botswana dans les années 1970 et le Rwanda dans les années 2000 ont connu des taux de croissance annuels spectaculaires de 11 et 8 pour cent respectivement. Cependant, pour consolider ces gains et réduire la pauvreté à un niveau structurel, de tels épisodes de croissance doivent se poursuivre pendant plusieurs décennies.

Pour comparer le PIB par habitant d'un pays à l'autre, il faut exprimer les niveaux de revenu dans une seule monnaie commune, généralement le dollar américain (ci-après $). Il y a deux façons de procéder. La première consiste à utiliser les taux de change entre la monnaie locale et le dollar américain. Cette méthode présente l'inconvénient que les fortes fluctuations des taux de change affectent la comparaison internationale des revenus au-delà des changements 'réels' dans les performances économiques comparées. Par conséquent, la seconde approche est considérée comme plus précise puisqu'elle se concentre sur les variations des niveaux de prix intérieurs plutôt que sur la valeur de la monnaie nationale. Pour convertir le PIB en dollars américains, les économistes utilisent ce que l'on appelle les parités de pouvoir d'achat (PPA). Une PPA est construite en composant un panier de biens et de services et en comparant les niveaux de prix de ce panier d'un pays à l'autre. Les PPA ainsi obtenues peuvent être presque

égales au taux de change officiel. Cependant, il existe également de nombreux cas où les PPA (niveau des prix intérieurs relatifs) sont considérablement inférieures au taux de change officiel. Dans ce cas, l'utilisation du taux de change ferait apparaître le pays plus pauvre et le pouvoir d'achat de sa population plus faible qu'il ne l'est. Une autre façon de comprendre la différence est que les PPA permettent d'estimer ce que le taux de change entre deux monnaies devrait être pour refléter parfaitement les niveaux de prix relatifs dans les différents pays.

Les niveaux de pauvreté individuelle sont clairement influencés par les niveaux de PIB par habitant, mais dépendent de la manière dont le revenu est réparti entre les populations nationales. En 2008, la Banque mondiale a établi une nouvelle norme en définissant *l'extrême* pauvreté comme les personnes qui vivent en moyenne avec moins de 1,25 $ par jour. Là encore, les PPA sont utilisées pour rendre ce seuil de pauvreté comparable d'un pays à l'autre. Ce seuil évolue dans le temps au fur et à mesure que les prix augmentent, ce qui tend à se produire à long terme. Ainsi, en 2017, la Banque mondiale a mis à jour son calcul du coût d'un panier de consommation de subsistance et a augmenté le seuil de pauvreté mondial à 2,15 dollars. Ce seuil de pauvreté est couramment utilisé pour estimer le nombre de personnes vivant dans *l'extrême pauvreté*. Bien entendu, cela ne signifie pas que les personnes qui peuvent dépenser un peu plus de 2,15 dollars par jour ont échappé à la pauvreté. En fait, des milliards de personnes vivent aujourd'hui juste au-dessus de ce seuil de pauvreté, alors que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté diminue. Cette tendance est également visible en Afrique.

Mais même pour ceux qui vivent avec 2,15 dollars, le contexte de la pauvreté est très important. La pauvreté n'est pas un état statique. Tout comme les individus peuvent sortir de la pauvreté, ils peuvent y retomber. Aujourd'hui, de nombreuses personnes qui ne sont plus considérées comme vivant dans la pauvreté n'ont réussi à améliorer leurs revenus qu'à la marge, et elles sont très vulnérables à toute modification de leurs revenus. Les revenus varient en effet considérablement dans certains pays africains. Pour remédier à ces lacunes, les Nations unies ont introduit un indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) qui, depuis 2010, mesure non seulement le revenu, mais aussi la santé, l'éducation et d'autres composantes du niveau de vie. Une autre dimension importante de la pauvreté est la manière dont les gens perçoivent la pauvreté dans les communautés et les sociétés dans lesquelles ils vivent. La pauvreté *relative* fait référence au niveau de vie des personnes par rapport au niveau de vie moyen d'une société donnée. Vivre dans la pauvreté dans un pays riche fait une grande différence par rapport à un pays pauvre. Être pauvre dans un pays riche peut donner aux pauvres un sentiment d'injustice omniprésent et peut être mentalement plus difficile à supporter. D'un autre côté, être pauvre dans un pays pauvre peut avoir l'avantage d'offrir de plus grandes possibilités d'échapper à la pauvreté parce que la mobilité sociale est plus grande.

3. Tendances de la pauvreté en Afrique

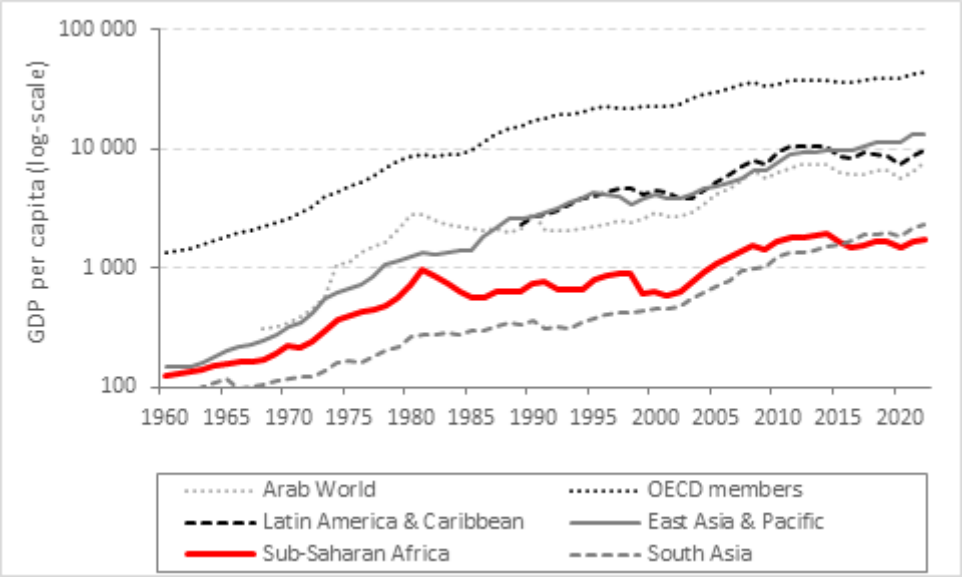
Dans cette section, nous cartographions et comparons les tendances de la pauvreté en Afrique en utilisant (1) le PIB par habitant, (2) les niveaux et les parts des populations vivant dans la pauvreté, et (3) la pauvreté rurale par rapport à la pauvreté urbaine. Elle propose une

comparaison entre l'Afrique subsaharienne et d'autres régions du monde et présente plusieurs cas de pays montrant la diversité au sein de la région.

3.1 Les revenus nationaux dans une perspective mondiale

La figure 1 présente les tendances du PIB par habitant par région du monde. Les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), les pays les plus riches situés en Europe et en Amérique du Nord, ont été placés sur l'axe de droite - OCDE (ligne pointillée noire; axe 0-40 000 $) et les régions en développement sur l'axe de gauche (0-12 000 $). Le graphique montre qu'au cours des cinquante dernières années, le PIB par habitant a fortement divergé entre l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud et d'autres régions telles que l'Amérique latine, l'Asie de l'Est et les pays de l'OCDE. Jusqu'en 1980, le PIB par habitant dans toutes les régions, à l'exception des pays de l'OCDE, était inférieur à 2 000 dollars. Toutefois, depuis les années 1980, toutes les régions du monde, à l'exception de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud, ont dépassé le seuil des 2 000 dollars. L'Amérique latine, l'Asie de l'Est et le Pacifique ont dépassé les 10 000 dollars dans les années 2010.

Figure 1: PIB par habitant en dollars américains (échelle logarithmique) - tendances régionales, 1960-2022

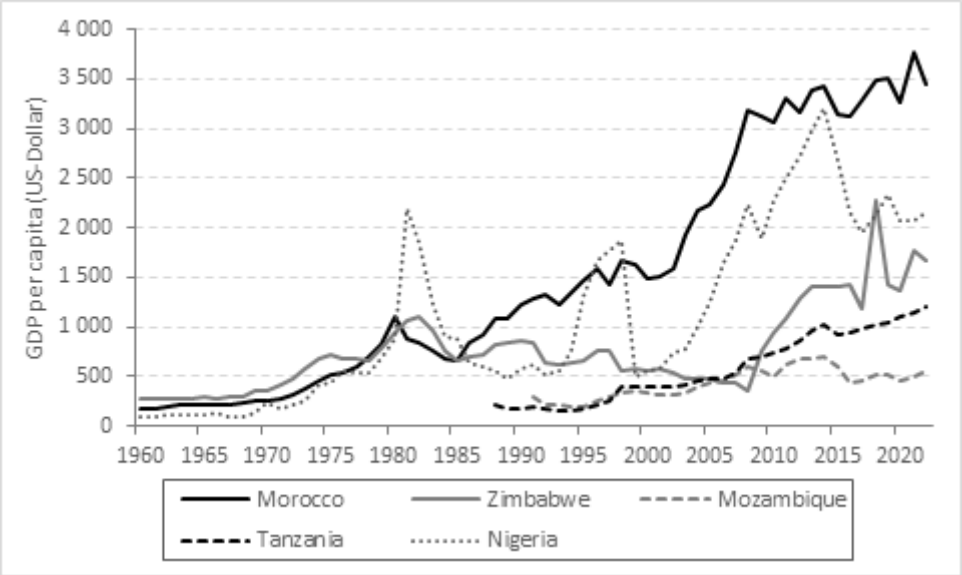


Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.
Remarque: Traduction anglais/francais: Arab world/monde arabe; OECD members/membres de l'OCDE; Latin America & Caribbean/Amérique latine et Caraïbes; East Asia & Pacific/Asie de l'Est & Pacifique; sub-Saharan Africa/Afrique subsaharienne; South Asia/Asie du Sud.

La comparaison *entre les* régions montre comment l'Afrique subsaharienne s'est développée dans une perspective globale. Dans la figure 2, nous explorons les variations au sein de l'Afrique subsaharienne. Nous avons sélectionné cinq pays - le Maroc, le Mozambique, le Nigeria, la Tanzanie et le Zimbabwe - qui donnent une bonne idée de la diversité des trajectoires de croissance. L'économie marocaine a décollé au milieu des années 1980 et s'est depuis lors

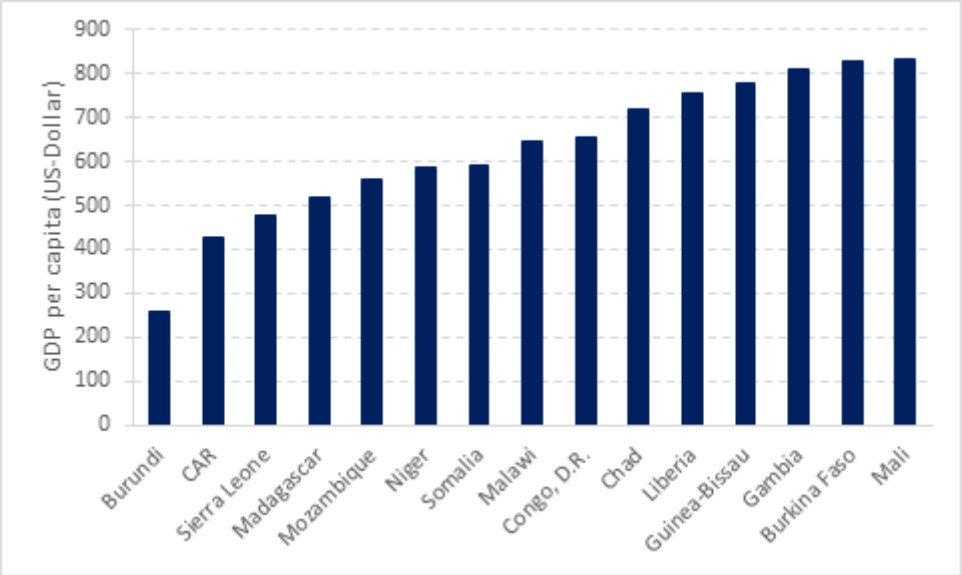
relativement bien développée. Le Nigeria suit - après le boom des matières premières et l'augmentation des prix du pétrole brut au début des années 2000, l'économie dépendante du pétrole a connu une croissance considérable. Toutefois, le risque est grand que cette poussée de croissance se transforme en débâcle si les prix du marché mondial du pétrole continuent de baisser ou se stabilisent aux faibles niveaux qu'ils ont atteints entre 2015 et 2022. L'économie du Zimbabwe s'est développée dans les années 1970 et 1980, mais a connu un déclin et une stagnation en raison des troubles politiques et économiques des années 1990 et 2000. Le Zimbabwe s'est redressé après 2008, lorsque le gouvernement d'unité nationale (GNU) a été mis en place, mais on ne sait pas exactement dans quelle mesure le régime a manipulé les taux de croissance. Il est bien connu que de nombreuses statistiques africaines sur le revenu présentent des problèmes de fiabilité. Le Mozambique a été plongé dans une longue guerre civile jusque dans les années 1990 et s'est légèrement redressé au cours des années de paix depuis 2000, mais la croissance du PIB a été en partie effacée par la croissance rapide de la population. En Tanzanie, la croissance démographique est également restée élevée. Néanmoins, la croissance du PIB a été plus impressionnante qu'au Mozambique, ce qui explique la divergence notable de la croissance par habitant dans ces pays voisins au cours des deux dernières décennies.

Figure 2: Évolution du PIB par habitant (en dollars américains) dans 5 pays africains, 1960-2022



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.

Figure 3: Les 15 pays africains les plus pauvres en termes de PIB par habitant, 2022



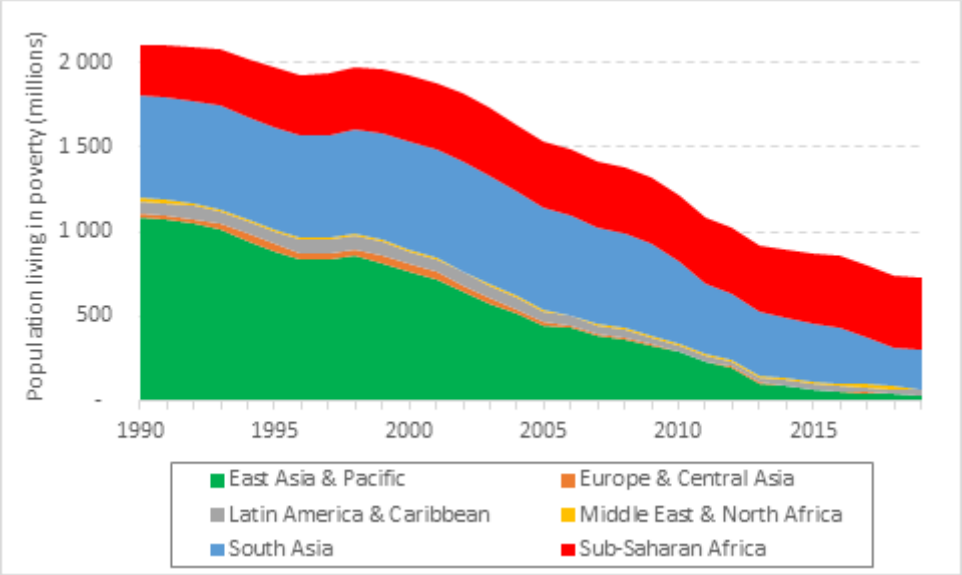
Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.

Si le boom des matières premières depuis le milieu des années 1990 a entraîné une croissance économique considérable dans de nombreux pays africains, il n'a pas encore suffi à réduire de manière significative le nombre de pays pauvres. La figure 3 montre les 15 économies africaines les plus pauvres en 2022. Au bas de l'échelle, on trouve le Burundi, la République centrafricaine, la Sierra Leone, Madagascar, le Mozambique, le Niger et la Somalie, dont le PIB par habitant est inférieur à 600 dollars.

3.2 La pauvreté individuelle dans une perspective mondiale

La figure 4 présente le nombre total de personnes vivant dans *l'extrême pauvreté* par région du monde (2,15 dollars par jour). Il révèle que les niveaux de pauvreté dans le monde ont baissé à un rythme impressionnant depuis le début des années 1990. Entre 1990 et 2019, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a plus que diminué de moitié, passant de 2,1 milliards à 735 millions de personnes. En 2019, les années les plus récentes pour lesquelles des données fiables existent, 9 pour cent de la population mondiale vivait dans la pauvreté, contre 38 pour cent en 1990. Au cours du dernier quart de siècle, la pauvreté a reculé, en particulier en Asie et en Amérique latine. L'Asie de l'Est et le Pacifique (en vert) et l'Asie du Sud (en bleu) ont largement contribué à ce déclin spectaculaire. À elle seule, la Chine est responsable des deux tiers de la baisse globale de la pauvreté entre 1990 et 2019. L'Inde, l'Indonésie et le Viêt Nam voient également la pauvreté disparaître progressivement. Pourtant, le nombre absolu d'Africains subsahariens vivant dans la pauvreté (en rouge) est passé de 293 millions en 1990 à 436 millions en 2019 et devrait continuer à augmenter compte tenu des tendances démographiques et des scénarios de croissance plausibles. On estime qu'environ trois personnes sur cinq vivant dans la pauvreté dans le monde sont aujourd'hui africaines. La figure 4 montre ainsi que l'extrême pauvreté mondiale se concentre de plus en plus en Afrique.

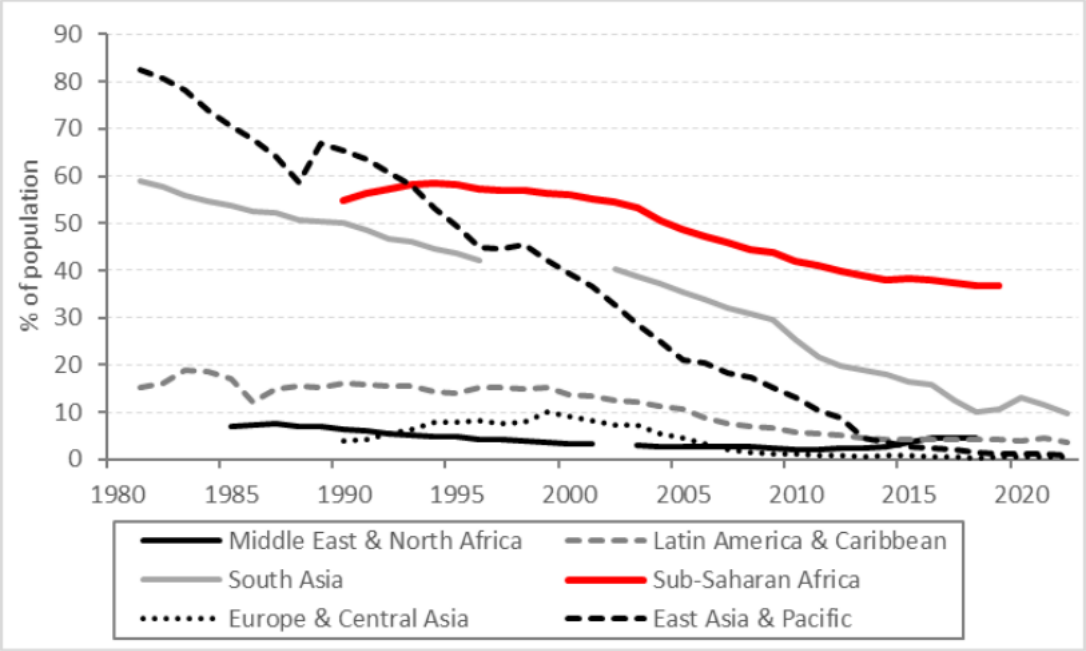
Figure 4: Population vivant dans la pauvreté (2,15 USD par jour) par région du monde, 1990-2019



Source: Banque mondiale (2024), Poverty and Inequality Platform.
Remarque: Traduction anglais/francais: East Asia & Pacific/Asie de l'Est & Pacifique; Europe & Central Asia/Europe & Asie centrale; Latin America & Caribbean/Amérique latine et Caraïbes; Middle East & North Africa/Moyen-Orient & Afrique du Nord; South Asia/Asie du Sud; sub-Saharan Africa/Afrique subsaharienne.

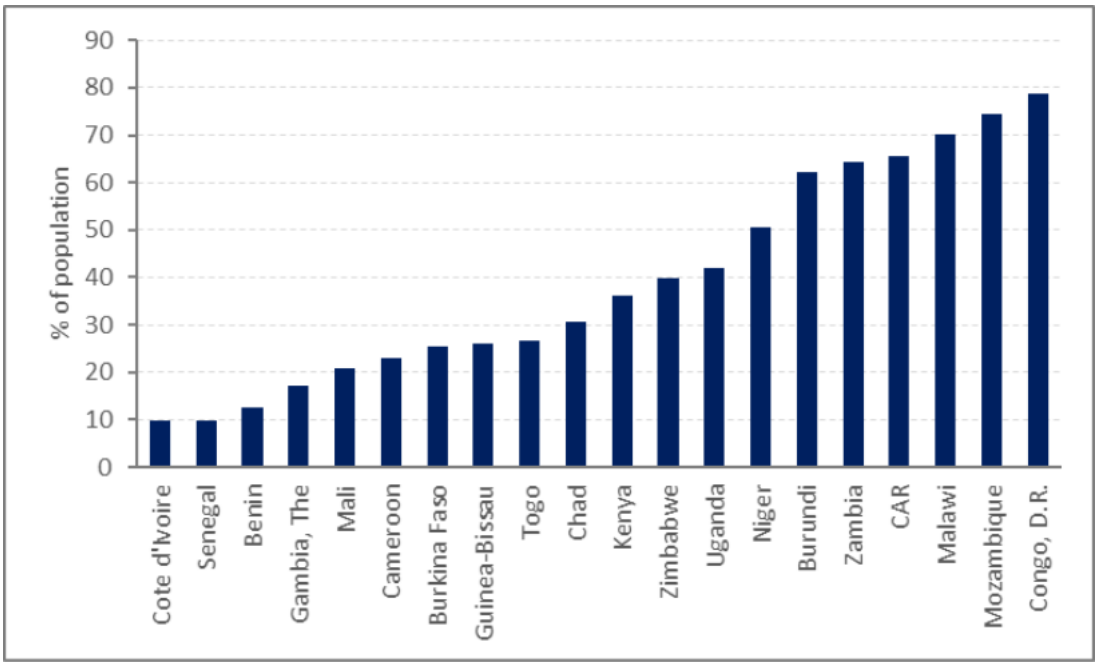
Alors que la figure 4 présentait les *niveaux de* pauvreté absolue par région du monde, la figure 5 compare le *pourcentage de* la population africaine vivant avec ou moins de 2,15 dollars (ligne rouge épaisse), c'est-à-dire le taux de pauvreté, avec d'autres régions du monde. Elle montre qu'au niveau mondial, la part des populations appauvries a diminué depuis les années 1980. C'est en Asie de l'Est et du Pacifique et en Asie du Sud que le recul a été le plus impressionnant, mais l'Amérique latine a également réduit de plus de moitié son taux de pauvreté. La figure 5 montre également que le taux de pauvreté en Afrique est passé de 51 pour cent en 1981 à 37 pour cent en 2019. Ainsi, alors que la pauvreté *absolue* en Afrique subsaharienne continue d'augmenter, les niveaux de pauvreté *relative* ont diminué. Cette situation paradoxale peut s'expliquer par le fait que les taux de pauvreté relative ne diminuent pas assez rapidement pour compenser la croissance démographique rapide de l'Afrique (environ 2,5 % par an, contre 1 pour cent pour l'Asie). Par conséquent, le nombre d'Africains vivant dans la pauvreté est aujourd'hui plus élevé que dans les années 1990. Il ne fait aucun doute que si la réduction de la pauvreté relative peut être considérée comme une tendance positive conforme à la reprise de la croissance de nombreuses économies africaines après 1995, la pauvreté reste un défi majeur pour le développement de la région pour les décennies à venir.

Figure 5: Taux de pauvreté régional à 2,15 $ par jour (PPA 2017) (% de la population), 1980-2022



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.

Figure 6: Taux de pauvreté à 2,15 dollars par jour (PPA 2017), % de la population, c. 2021



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.

La figure 6 présente les taux de pauvreté dans plusieurs pays africains en 2021. Nous pouvons constater qu'il existe des cas singuliers, comme l'île Maurice, où la pauvreté a été plus ou moins éradiquée. Dans cet État insulaire, l'un des miracles de la croissance africaine, seulement 0,1 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Dans l'autre miracle de la croissance, le Botswana, la proportion de personnes vivant dans la pauvreté est encore de 18 pour cent. Les taux de pauvreté les plus élevés sont enregistrés en République démocratique du Congo (79

pour cent), au Mozambique (75 pour cent), au Malawi (70 pour cent), en République centrafricaine (66 pour cent), en Zambie (64 pour cent) et au Burundi (62 pour cent).

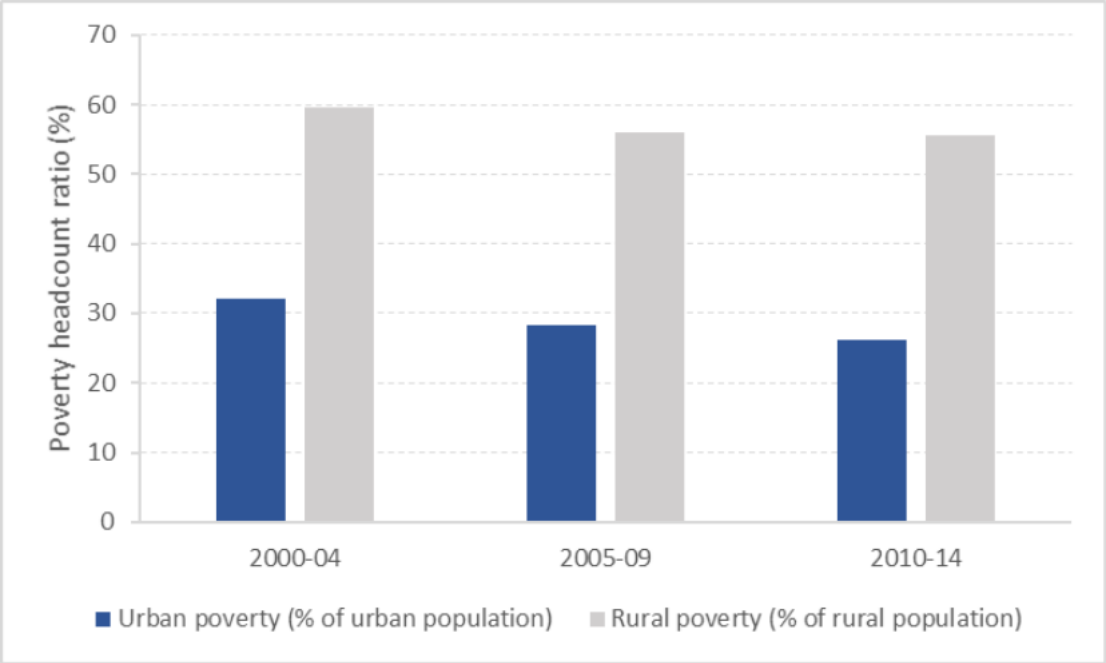
Pourquoi tant d'Africains sont-ils encore coincés dans la pauvreté aujourd'hui? Les raisons qui expliquent la persistance de taux élevés de pauvreté en Afrique et le fait que le continent ne semble pas sortir de la pauvreté sont diverses et complexes et vont de causes historiques profondes (ultimes) à des causes plus immédiates. Mais soulignons trois facteurs essentiels. Premièrement, la pauvreté est liée à la forte croissance démographique de la région (2,6 % par an). Alors que les économies africaines génèrent davantage de revenus, ceux-ci doivent être partagés entre un nombre toujours croissant de personnes. Le deuxième facteur est lié à l'ampleur de la pauvreté en Afrique par rapport à d'autres régions. Même si les revenus du continent augmentent, ils sont souvent insuffisants pour faire passer les gens au-dessus du seuil de 2,15 dollars. Troisièmement, il est lié à des niveaux inhabituellement élevés d'inégalité des revenus ou à une répartition inégale des revenus au sein d'une population, ce qui entraîne un écart de richesse entre les personnes vivant dans l'abondance et celles vivant dans la pauvreté. Dans les pays où l'inégalité initiale est élevée, la croissance économique permet généralement de réduire moins la pauvreté, car les bénéfices vont principalement aux personnes déjà bien loties.

3.3 La pauvreté en Afrique rurale et urbaine

Jusqu'à présent, nous avons discuté des moyennes nationales, mais *à l'intérieur des* pays, il existe différents groupes de personnes vivant dans la pauvreté, et les défis qu'elles doivent relever pour en sortir varient. Le clivage le plus important se situe entre les pauvres urbains et les pauvres ruraux. Ces deux groupes dépendent l'un de l'autre et entretiennent de nombreuses relations, mais la pauvreté urbaine (dont les pièges en Afrique subsaharienne ne semblent laisser personne de côté) se manifeste sous des formes très différentes de la pauvreté rurale.

La figure 7 présente le pourcentage moyen des populations rurales et urbaines qui vivent dans l'extrême pauvreté. Il montre que, bien que la pauvreté rurale et urbaine en Afrique ait diminué au cours du 21e siècle, la pauvreté rurale reste deux fois plus élevée que la pauvreté urbaine.

Figure 7: Taux de pauvreté rurale et urbaine (pourcentage), Afrique subsaharienne



Source: Banque mondial, *World Bank Data Bank* à l'adresse suivante https://databank.worldbank.org/Sub-Saharan-Africa-Countries-/id/3cf46253
Remarque: Les données ne sont pas disponibles pour chaque pays d'Afrique sub-saharienne. Le tableau inclut l'année la plus proche dans les fourchettes d'années.

Cependant, la pauvreté n'est plus un phénomène essentiellement rural. Les recherches montrent que les zones urbaines pourraient bientôt devenir le nouveau lieu de résidence de la plupart des personnes appauvries. L'urbanisation (associée à l'urbanisation de la pauvreté dans certains pays en voie d'urbanisation) est l'une des tendances les plus significatives de l'Afrique subsaharienne du 21e siècle. Les populations rurales, en particulier les jeunes hommes et femmes, migrent à un rythme sans précédent vers les zones urbaines à la recherche d'un emploi et de meilleurs revenus. L'Afrique est le continent qui s'urbanise le plus rapidement au monde. En 2016, environ 38 pour cent des Africains résidaient dans des villes, contre 15 pour cent en 1960. La migration rurale-urbaine n'est pas seulement un mécanisme d'adaptation pour échapper à la pauvreté; elle représente une opportunité perçue, en particulier pour les jeunes, d'améliorer leur statut, d'acquérir de nouvelles compétences et d'envoyer de l'argent à leurs familles rurales (transferts de fonds). Cependant, la réalité des migrants ruraux dans les villes est souvent différente. Les zones urbaines deviennent extrêmement surpeuplées et surchargées, exerçant une pression sur les infrastructures insuffisantes, les écoles, les établissements de santé, les systèmes d'assainissement et d'approvisionnement en eau, et l'alimentation en énergie (électricité). Cette urbanisation galopante a créé un nouveau contexte de pauvreté dans lequel les centres urbains ne sont pas préparés à absorber le chômage croissant des jeunes. Selon une étude réalisée en 2007, l'Afrique semble être la seule région du Sud où l'urbanisation n'est pas corrélée à la réduction de la pauvreté.

Les conséquences d'une croissance rapide des centres urbains sans croissance économique suffisante sont, entre autres, la prolifération des bidonvilles (également appelés townships ou

squatter settlements), l'expansion des activités informelles, la pression sur les infrastructures et les problèmes sociaux qui accompagnent le chômage en milieu urbain (par exemple, une mauvaise éducation, une mauvaise santé publique, le délabrement urbain et la criminalité). Les vastes bidonvilles des mégapoles africaines sont peut-être le meilleur indicateur du fait que l'urbanisation n'a pas amélioré le niveau de vie de tous les citadins. En 2010, les Nations unies ont constaté que 62 pour cent de la population urbaine africaine vivait dans des bidonvilles, ce qui représente le taux le plus élevé au monde. La croissance rapide des bidonvilles a de graves répercussions sur la sécurité de ces zones, car la pauvreté, la criminalité, la violence, la toxicomanie, la prostitution et les taux d'infection par le VIH semblent être plus fréquents dans les bidonvilles urbains. Si l'on ne se prépare pas à ces problèmes ou si l'on n'y répond pas de manière adéquate, l'Afrique pourrait tomber dans le piège qui consiste à remplacer la misère rurale par la misère urbaine.

4. Réponses à la pauvreté en Afrique

Les peuples africains et la communauté internationale ont apporté diverses réponses et stratégies visant à éradiquer la pauvreté en Afrique.

4.1 Les réponses africaines à la pauvreté

La plupart des personnes vivant dans la pauvreté cherchent à s'aider elles-mêmes et à s'entraider. Les pauvres africains ne sont pas seulement des victimes de la pauvreté, ils font preuve d'une grande capacité à anticiper et à trouver des solutions à leurs problèmes quotidiens (agences ou portefeuilles de personnes en situation de pauvreté). La gestion de l'argent est un élément fondamental et bien compris de la vie quotidienne des pauvres. Il s'agit d'un facteur essentiel pour déterminer le niveau de réussite des ménages pauvres dans l'amélioration de leur vie. La plupart des ménages pauvres ne vivent pas au jour le jour, mais utilisent divers outils financiers informels. Par exemple, les gens s'organisent en associations informelles d'entraide telles que les systèmes d'épargne rotative (connus dans certaines régions d'Afrique comme l'Afrique du Sud et le Zimbabwe sous le nom de 'Round' ou 'Stokvel' et les clubs d'argent) ainsi que les clubs d'épargne informels, l'épargne auprès d'un gardien d'argent et les sociétés d'assurance contre l'enterrement. Les entrepreneurs pauvres surmontent également leur manque d'accès aux services bancaires formels en devenant clients d'institutions de microfinance. En outre, l'Afrique est à la pointe de l'argent mobile et des innovations technologiques qui ont permis d'étendre les services financiers à des millions de pauvres à un coût relativement faible. Par exemple, M-Pesa ('pesa' signifie 'argent' en swahili) de Safaricom a été le pionnier des services bancaires par téléphone mobile au Kenya en 2007 et a eu un impact considérable depuis lors. Sept adultes kenyans sur dix utilisent M-Pesa, effectuant 9 millions de transactions par jour en 2016, ce qui permet à 130 000 agents de gagner leur vie. Dans toute l'Afrique, des systèmes similaires offrent divers services, notamment des transferts, de l'épargne, des prêts et des prestations de santé qui stimulent l'inclusion financière et créent une meilleure stabilité financière pour les familles africaines. Par ailleurs, les agriculteurs africains

cherchent de plus en plus à adhérer à des coopératives agricoles afin d'avoir accès au capital pour investir et aux marchés des produits de base pour vendre leur production à des prix raisonnables. Ils sont également conscients des risques liés au changement climatique, avec des précipitations de plus en plus imprévisibles et des sécheresses de plus en plus fréquentes, et y font face en cultivant des variétés de cultures de courte saison (par exemple, des céréales plus petites) à partir de semences améliorées qui résistent à la sécheresse, afin de minimiser et d'atténuer le risque de famine.

Ces exemples montrent que les ménages africains pauvres mènent une vie financière riche et complexe. Ils ont souvent recours à diverses stratégies pour trouver des solutions innovantes à leurs problèmes financiers quotidiens (par exemple, payer les frais de scolarité, s'offrir des soins de santé, contribuer aux cérémonies sociales).

4.2. Réponses globales à la pauvreté africaine

La réduction de l'extrême pauvreté et de la faim a été le premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD) fixé par 189 États membres des Nations unies en 2000. Il s'agissait expressément de réduire de moitié le taux de pauvreté d'ici à 2015, objectif qui a été atteint en 201. Aujourd'hui, dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) de 2015, les Nations unies ont fixé un nouvel objectif ambitieux: mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030. Les ODD comprennent une évaluation de la fourniture de services, des synergies et des compromis, par exemple en ce qui concerne l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous (ODD 6) et les communautés urbaines et/ou les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables (ODD 11). Les experts en développement s'accordent à dire que la persistance de la pauvreté et des inégalités compromet la prospérité, la paix et la sécurité en Afrique, à moins que les gouvernements ne s'engagent dans des modèles de développement innovants, centrés sur l'être humain ou orientés vers l'être humain. Si cela n'est pas fait, il est de plus en plus improbable que les États africains atteignent un grand nombre des cibles des objectifs de développement durable d'ici à l'échéance de 2030. Les chocs mondiaux ayant anéanti plus de deux décennies (des années 1990 au début des années 2000) de progrès réalisés par le continent africain en matière de réduction de la pauvreté, l'Afrique a donc besoin d'interventions et de solutions durables pour éradiquer la pauvreté. Actuellement, de nombreuses ONG internationales et africaines ainsi que des organisations caritatives de développement contribuent aux efforts de réduction de la pauvreté dans le monde, mais la part du lion revient à l'aide publique au développement (APD).

L'APD est une aide financière que les gouvernements et d'autres agences accordent pour soutenir le développement économique, environnemental, social et politique des pays en développement. Elle se distingue de l'aide humanitaire par le fait qu'elle se concentre sur la réduction de la pauvreté à long terme plutôt que sur l'aide à court terme après des catastrophes naturelles, des guerres et des famines. Cette aide peut être bilatérale, c'est-à-dire fournie directement par un pays à un autre, ou multilatérale, c'est-à-dire fournie par le pays donateur à

une organisation internationale telle que la Banque mondiale ou les agences des Nations unies (par exemple, le PNUD, l'UNICEF, l'ONUSIDA). La proportion est actuellement d'environ 50 pour cent pour l'aide bilatérale et 50 pour cent pour l'aide multilatérale. Les pays africains ont reçu 22,5 % de l'APD totale, soit la plus grande part régionale. Le tableau 1 présente les principaux pays africains bénéficiaires et leurs donateurs internationaux en 2022. Ensemble, les dix premiers sont responsables de 52 pour cent de l'APD en Afrique subsaharienne. Au cours des deux dernières décennies, la Chine est également devenue un donateur important. Toutefois, la plupart des dépenses chinoises ne sont pas considérées comme de l'APD, car elles sont principalement destinées à des projets commerciaux et d'infrastructure. La Fondation Bill & Melinda Gates, une organisation à but non lucratif qui lutte contre la pauvreté, les maladies et les inégalités dans le monde entier, figure également parmi les principaux donateurs, mais n'est pas incluse dans l'APD officielle. En tant que donateur privé, elle donne 1,3 milliard, soit l'équivalent de l'APD canadienne, à l'Afrique subsaharienne.

Tableau 1: Bénéficiaires de l'APD des donateurs officiels en Afrique subsaharienne (milliards USD), 2022

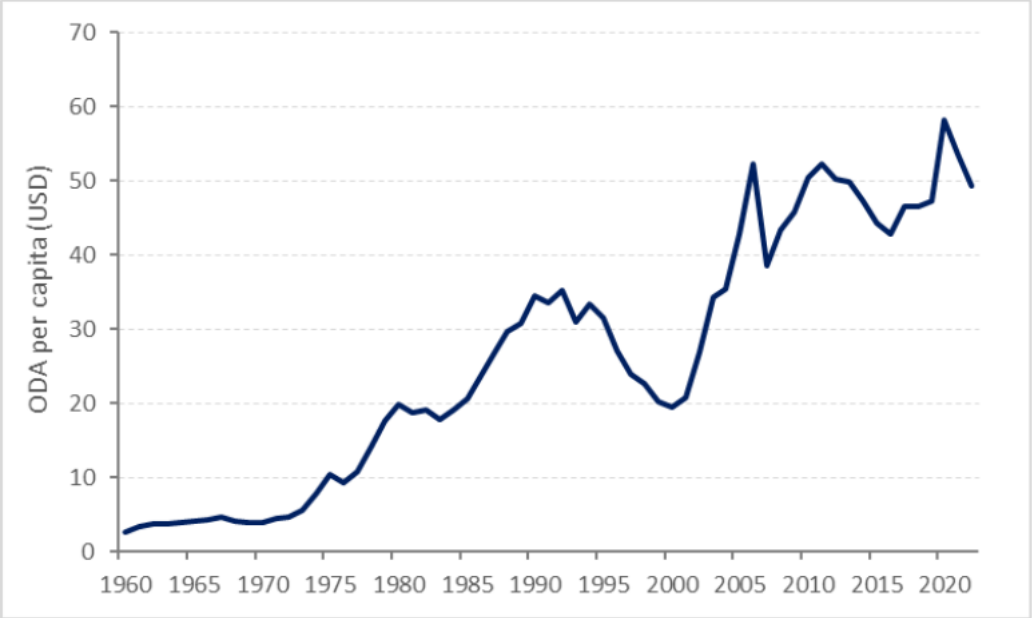
Top 10 bénéficiaires	**milliards ($)**	**Top 10 donateurs**	**milliards ($)**
Éthiopie	4.9	World Bank	14.8
Nigeria	4.4	États-Unis	12.4
Congo, R. D.	3.3	Union européenne	4.0
Tanzanie.	2.6	Fonds mondial	3.8
Mozambique	2.6	Allemagne	3.5
Ouganda	2.2	France	3.4
Soudan du Sud	2.1	Nations Unies	2.6
Niger	2.0	Japon	1.4
Somalie	1.9	Canada	1.3
Zambie	1.8	Royaume-Uni	1.2
Autres bénéficiaires Afr.	29.9	Autres donateurs	9.4
Total	**57.8**	**Total**	**57.8**

Source: OECD (2024), *Data Explorer.*

La figure 8 divise l'APD totale reçue par l'Afrique subsaharienne par sa population au cours de la période 1960-2022. Une tendance claire et régulière à la hausse depuis les années 1960 est visible sur les six décennies, ce qui indique que malgré la croissance de la population africaine, la croissance de l'APD a été supérieure à celle-ci. Ce n'est qu'au cours des deux dernières décennies que l'APD par habitant a stagné à environ 50 dollars par Africain subsaharien. En 2022, le Sud-Soudan (196 dollars), la Somalie (140 dollars), le Liberia (115 dollars), la République centrafricaine (120 dollars) et l'Eswatini, puis le Swaziland (105 dollars), sont les pays qui ont reçu le plus d'APD par habitant, soit au moins le double du bénéficiaire moyen de l'Afrique subsaharienne. Une grande partie de l'APD du Sud-Soudan et de la Somalie était de l'aide humanitaire visant à sauver des vies et à atténuer les souffrances pendant et après des

situations d'urgence telles que les sécheresses, les inondations et les pandémies de santé publique.

Figure 8: APD nette reçue (USD courants) par habitant, 1960-2022



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale (2024).

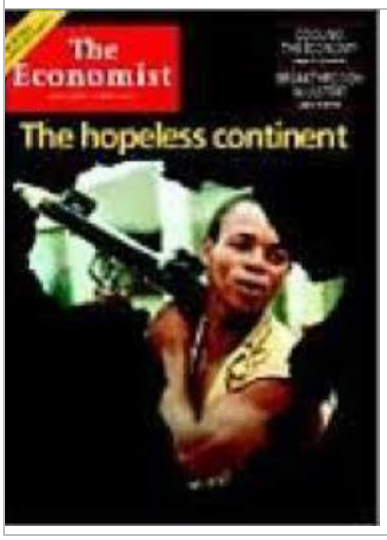
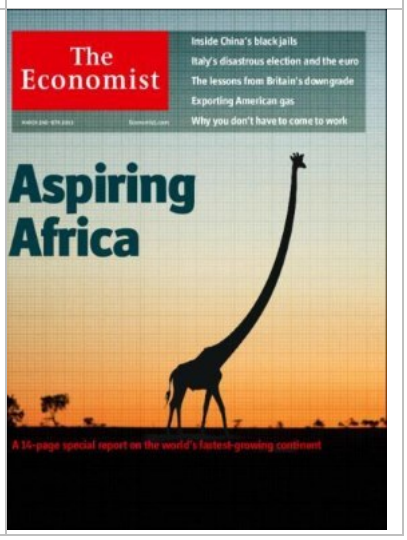
5. Perspectives: L'Afrique peut-elle sortir de la pauvreté?

Le débat sur la question de savoir si l'Afrique sortira ou non de la pauvreté implique une discussion sur les possibilités de réduction de la pauvreté qui s'offrent au continent, d'une part, et sur les défis qu'il doit relever pour y parvenir, d'autre part. L'essor économique de l'Afrique subsaharienne au début des années 2000 a fait naître l'espoir de sortir la région de la pauvreté d'ici 2030. De même, la réduction de la pauvreté en Afrique au cours des deux dernières décennies nourrit l'espoir d'un nouveau recul dans un avenir proche. La croissance économique substantielle de l'Afrique au cours des deux dernières décennies a révélé le potentiel économique de la région. En conséquence, la perception d'une Afrique toujours pauvre est en train de changer, car certaines parties du continent ont connu des changements positifs dans les systèmes politiques démocratiques, moins de conflits armés, une stabilité macroéconomique accrue et une croissance constante dans l'agriculture et l'industrie. Cette évolution a également été reconnue par l'un des principaux journaux internationaux, *The Economist*, qui a qualifié l'Afrique de 'continent sans espoir' en 2000, avant de se corriger récemment, en 2011 et 2013, en décrivant le potentiel de croissance de l'Afrique comme étant respectivement 'en hausse' et 'en devenir' (figure 9).

La demande mondiale croissante de divers produits agroalimentaires, miniers et forestiers stimule les marchés traditionnels et non traditionnels pour les exportations africaines, ce qui entraîne une augmentation des taux de croissance économique dans certains cas. Dans la majorité des États africains, les transitions pacifiques du pouvoir et les niveaux accrus de

stabilité et de bonne gouvernance semblent être les garants de la réussite économique et de la réduction de la pauvreté à l'avenir.

Figure 9: Couverture du journal *The Economist* en 2000, 2011 et 2013

2000	2011	2013
		

Source: The Economist, diverses questions.

Cependant, alors que de nombreux indices et tendances positives plaident en faveur de l'Afrique en tant que continent d'opportunités, l'image dominante reste celle d'un continent prisonnier d'un cycle de pauvreté nationale et individuelle, d'une corruption généralisée et d'un faible contrôle des abus de pouvoir de la part des gouvernements africains. Cette image est aggravée par plusieurs développements qui pourraient compromettre la réduction de la pauvreté dans les décennies à venir. Mentionnons trois de ces préoccupations. Premièrement, les effets du changement climatique sur la production agricole dans une grande partie de la région restent très incertains. Certaines régions pourraient devenir plus humides, d'autres plus sèches et plus chaudes. En tout état de cause, cela signifie que de nombreux agriculteurs vivant sous le seuil de pauvreté devront s'adapter à des conditions climatiques changeantes, alors qu'ils n'ont peut-être pas les moyens (financiers) de le faire.

Deuxièmement, il existe un lien étroit entre l'abondance des ressources naturelles, la croissance économique et l'inégalité (croissante) des revenus et des biens. Dans quelle mesure les bénéfices de l'exploitation continue des ressources seront-ils répartis plus équitablement à l'avenir? Les secteurs de l'exploitation minière, des plantations et de la sylviculture créeront-ils suffisamment d'emplois pour assurer un revenu décent aux nouvelles générations de demandeurs d'emploi en expansion? On ne sait toujours pas dans quelle mesure les économies africaines peuvent se diversifier dans une gamme plus large d'industries manufacturières et de services compétitifs au niveau international (au-delà des secteurs extractifs) afin de réduire leur dépendance à l'égard des matières premières et des revenus tirés des ressources naturelles.

Troisièmement, et cela nous ramène à de nombreuses questions liées à la pauvreté, quel sera l'effet à long terme de la croissance démographique et de l'urbanisation? Le rythme et l'ampleur exceptionnels de la croissance démographique accéléreront-ils la dégradation écologique, augmenteront-ils le chômage des jeunes, intensifieront-ils les conflits liés aux ressources et provoqueront-ils une émigration massive et la fuite des cerveaux des personnes les plus qualifiées et les plus précieuses de l'Afrique? Ou bien les concentrations croissantes de consommateurs urbains et les arrière-pays ruraux mieux connectés ouvriront-ils de nouvelles possibilités de développement du marché, d'investissement dans les infrastructures, de nouvelles institutions de développement et de nouvelles divisions du travail? Dans ce dernier scénario, le boom démographique de l'Afrique pourrait favoriser le développement d'industries manufacturières et de services compétitifs à l'échelle internationale, en remplacement de la longue dépendance de la région à l'égard des exportations de matières premières. Comme nous l'avons vu plus haut, la croissance démographique fait actuellement augmenter le nombre de pauvres en Afrique. Mais peut-être crée-t-elle simultanément les conditions d'une réduction durable de la pauvreté?

Questions pour l'étude

1. Définir la pauvreté et expliquer les principales méthodes pour la mesurer.
2. Comment l'Afrique se situe-t-elle dans une comparaison internationale de la pauvreté au niveau national, c'est-à-dire du PIB par habitant?
3. Quelles tendances peut-on observer en comparant l'évolution des niveaux de PIB par habitant des pays africains?
4. Qu'est-ce qui a permis de réduire le nombre total et la proportion de personnes vivant dans la pauvreté en Afrique au cours des deux dernières décennies?
5. Quelles stratégies les Africains, les organisations et les gouvernements ont-ils mises en œuvre pour réduire les niveaux de pauvreté?
6. L'Afrique connaîtra-t-elle la fin totale de la pauvreté dans un avenir proche ou lointain?

Lectures suggérées

Ahimah-Agyakwah, Solomon, Nketiah-Amponsah, Edward & Agyire-Tettey, Frank (2022) 'Urbanization and Poverty in Sub-Saharan Africa: Evidence from Dynamic Panel Data Analysis of Selected Urbanizing Countries', *Cogent Economics & Finance* 10(1): 2109282.

Collier, Paul (2007) 'Poverty Reduction in Africa', Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America 104(43): 16763-16768.

Collins, Daryl, Jonathan Morduch, Stuart Rutherford and Orlanda Ruthven (2010) *Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on $2 a Day*, Princeton: Princeton University Press.

ECA (2023) 'Rising Poverty, Inequalities Threaten Sustainable Development Goals (SDGs), Addis Ababa: Economic Commission for Africa (ECA).

Frankema, Ewout and Marlous van Waijenburg (2018) 'Africa Rising? A Historical Perspective', African Affairs 117(469): 543–568.

Hagenaars, Aldi and Klaas de Vos (1988) 'The Definition and Measurement of Poverty', The Journal of Human Resources 23(2): 211-221.

Iliffe, John (1987) The African Poor: A History, Cambridge: Cambridge University Press.

Iyenda, Guillaume (2007) 'Researching Urban Poverty in Sub-Saharan Africa', Development in Practice 17(1): 27-38.

Janz, Teresa, Augsburg, Britta, Gassmann, Franziska & Nimeh, Zina (2023) 'Leaving No One Behind: Urban Poverty Traps in Sub-Saharan Africa', World Development 172: 106388.

Jones, Sue and Nici Nelson (1999) Urban Poverty in Africa: From Understanding to Alleviation, UK: Practical Action.

K'Akumu, Owiti A (2018) 'Urbanization of Poverty: The African City's Challenge of the Century', in *Handbook of Emerging 21-st Century Cities*, UK: Edward Elgar Publishing, 187-204.

Manjengwa, Jeanette, Matema, Collen & Tirivanhu, Doreen (2016) 'Understanding Urban Poverty in Two High-Density Suburbs of Harare, Zimbabwe', *Development Southern Africa* 33(1): 23-38.

OECD (2024). Gross National Income Data Indicators. 2024.

World Bank (2024). *World Development Indicators*. Washington D.C.: World Bank.

OECD (2024). *Data Explorer*. Paris.

Potts, Deborah (1995) 'Shall We Go Home? Increasing Urban Poverty in African Cities and Migration Processes', *The Geographical Journal* 161(3): 245-264.

World Bank (2019). World Bank data source IDR 2018-2019. Washington D.C.: World Bank.

A propos des auteurs

Mark Nyandoro est professeur d'histoire économique et maître de conférences au département d'histoire, de patrimoine et de systèmes de connaissance de l'université du Zimbabwe et professeur extraordinaire de recherche à l'école des sciences sociales, à la faculté des sciences humaines de l'université du Nord-Ouest (NWU), campus Vaal Triangle, en Afrique du Sud. Ses recherches portent sur l'eau, l'agriculture irriguée, la terre, l'environnement, le développement économique, les institutions, les droits de propriété, les relations de travail, l'exploitation minière artisanale, le changement climatique, la pauvreté, la sécheresse, les moyens de subsistance, la migration et le genre.

Tinotenda Dube était candidat à la maîtrise en économie au département d'économie, aujourd'hui faculté des sciences sociales et comportementales, de l'université du Zimbabwe.

Commerce intrarégional et intégration économique africaine

Natina Yaduma
Ministère de l'énergie et des ressources du gouvernement de la Saskatchewan, Canada

Wasiq N. Khan
Université américaine du Nigeria

1. Introduction

Le commerce intrarégional désigne l'échange de biens et de services entre des pays situés dans la même région géographique. À mesure que les échanges s'intensifient, les régions s'intègrent davantage sur le plan économique. Dans le monde entier, nous pouvons trouver des exemples de pays qui se sont rassemblés pour promouvoir le commerce intrarégional et parfois collaborer autour de politiques économiques, par exemple l'Union européenne (UE) ou l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA). L'Afrique est un continent qui compte plus d'un milliard de consommateurs, mais qui est composé de nombreux pays peu peuplés, souvent enclavés, avec de petits marchés intérieurs et des 'frontières dures' qui isolent les pays voisins, leur population et leurs marchés les uns des autres. En raison de cette fragmentation économique, l'Afrique constitue un cas particulièrement convaincant d'intégration économique par le biais du commerce intrarégional. Au fil des ans, plusieurs tentatives ont été faites pour améliorer cette intégration en vue de créer des "États-Unis d'Afrique", ce qui implique une force militaire africaine unique, une monnaie unique et un passeport unique permettant aux Africains de se déplacer librement sur le continent. Dans ce chapitre, nous étudions l'évolution de ces efforts en nous concentrant sur la période qui s'est écoulée depuis 1995.

L'Afrique pourrait tirer d'importants bénéfices économiques en poursuivant les efforts qu'elle déploie depuis longtemps pour s'intégrer économiquement. Nous voyons quatre voies principales par lesquelles ces gains pourraient se matérialiser. Premièrement, l'intégration augmente la taille des marchés en combinant le petit marché national de chaque nation en un marché régional intégré plus grand avec plus de consommateurs, de producteurs et donc de niveaux de concurrence plus élevés. Deuxièmement, ces marchés concurrentiels obligent les producteurs à baisser leurs prix et à améliorer la qualité, ce qui profite en fin de compte aux consommateurs. En achetant des biens à moindre coût, les consommateurs pourront augmenter leur revenu disponible. Troisièmement, l'augmentation du revenu disponible peut être consacrée à l'achat de nouveaux biens et services. La demande croissante peut alors encourager l'esprit d'entreprise et créer de nouveaux débouchés pour les entreprises ainsi que des possibilités d'emploi accrues. Quatrièmement, des marchés plus vastes stimulent l'innovation et permettent des gains d'efficacité, réalisant ainsi des économies d'échelle, les entreprises

réduisant leurs coûts tout en garantissant la qualité. Par exemple, elles peuvent utiliser des technologies plus avancées et produire en lots plus importants afin de réduire les coûts de production par unité.

Le chapitre est structuré comme suit. La section suivante présente un bref historique du commerce intra-africain à l'époque précoloniale et coloniale. Nous décrivons ensuite les nombreux accords d'intégration intrarégionale conclus par l'Afrique après l'indépendance. Nous explorons ensuite les types d'accords commerciaux et leurs avantages, ainsi que les différentes formes institutionnelles. Enfin, nous estimons le volume des flux commerciaux intrarégionaux dans les principaux blocs commerciaux d'Afrique. Enfin, nous soulignons certains des défis qui subsistent alors que les nations africaines cherchent à intégrer davantage leurs économies, et nous concluons.

2. Le commerce intrarégional dans une perspective historique

L'ère précoloniale

Le commerce intrarégional en Afrique remonte à la préhistoire, car il existe des preuves que les premières communautés africaines échangeaient des objets tels que des métaux, des outils en pierre et des coquillages. Le commerce s'est accéléré avec l'émergence des colonies agricoles, la création de villes et le développement de systèmes politiques complexes tels que les chefferies, les royaumes et les empires. Les schémas commerciaux de la période précoloniale ont été façonnés par les variations des ressources locales ainsi que par les différences de climat, de géographie, de technologie et de densité de population. Par exemple, le commerce du sel, des tissus, des perles et des objets métalliques d'Afrique du Nord, échangés contre des produits d'Afrique de l'Ouest tels que l'or, l'ivoire et les esclaves, est antérieur d'au moins un millénaire à la domination coloniale. De même, les tissus de coton - fabriqués et teints dans l'industrie textile florissante de Kano, dans l'actuel nord du Nigeria - étaient présents dans de nombreuses régions d'Afrique de l'Ouest depuis le XVIIIe siècle. De même, les négociants en laine des montagnes de l'Atlas au Maroc, en ivoire des forêts et des prairies au sud du Sahara, ainsi que les marchands d'esclaves se sont engagés dans le commerce à longue distance de l'Afrique de l'Ouest. Un autre signe révélateur de l'intégration économique était l'utilisation généralisée de monnaies de marchandises similaires, telles que le fer, le sel, la poussière d'or et les cauris, dans des régions éloignées. Malgré son importance et sa durée, le commerce intrarégional en Afrique a toujours été entravé par les coûts élevés du transport terrestre des marchandises et de la négociation et de l'application des accords commerciaux sur un continent qui n'est pas seulement vaste, mais extrêmement fragmenté sur le plan social, linguistique et politique.

Les coûts de transport sont plus élevés en Afrique que dans de nombreuses autres régions du monde (voir le chapitre 5 *Commodity Trade and Development* d'Alexander Moradi). L'une des raisons est que, par rapport à sa grande superficie, le continent dispose de peu de voies navigables. Les rivières et les lacs ont longtemps été des catalyseurs du commerce intérieur, car il faut moins d'énergie pour transporter des marchandises, en particulier des marchandises volumineuses, d'un point à un autre par voie d'eau que par voie terrestre. En outre, le transport

intérieur par chevaux, chameaux et bœufs en Afrique tropicale était entravé par la prévalence de la mouche tsé-tsé qui transmet la maladie du sommeil (trypanosomiase) aux animaux de trait. C'est pourquoi le portage humain est devenu le mode de transport par défaut sous les tropiques. Cependant, le coût du portage était élevé par rapport à la valeur de la cargaison transportée par les porteurs. Les porteurs étaient également limités dans la distance qu'ils pouvaient parcourir et dans le poids qu'ils pouvaient transporter. Pendant ce temps, dans les régions sèches du Sahel et du Sahara, la maladie du sommeil n'existait pas. Les grands centres commerciaux concentrés dans le bassin du fleuve Niger, tels que Tombouctou, Gao et Djenné, reliaient les régions subsahariennes aux régions situées au nord du désert du Sahara, y compris les riches régions commerciales de la côte méditerranéenne de l'Afrique du Nord.

Le grand nombre de chefferies indépendantes constituait un autre obstacle au commerce régional. Chaque chef taxait les commerçants qui traversaient son territoire sans tenir compte des taxes déjà prélevées par les souverains voisins. Lorsque les marchandises étaient transportées sur de longues distances, le montant total des taxes payées pouvait atteindre un niveau tel que le commerce n'était plus rentable. La possibilité d'alléger la charge fiscale en réduisant le nombre d'autorités chargées de prélever l'impôt peut expliquer la pérennité des grands et puissants empires qui ont prospéré à l'époque précoloniale, par exemple le Ghana, le Mali, le Songhaï et le Borno-Kanem.

En outre, le commerce a tendance à prospérer lorsque les partenaires commerciaux se font confiance parce qu'ils partagent une langue, un système de croyances et un cadre juridique communs auxquels ils peuvent se référer lors des négociations ou de la résolution des différends. L'Afrique précoloniale était cependant très diversifiée sur le plan social, ce qui rendait le commerce plus coûteux. C'est pourquoi certains groupes ethniques dont les membres étaient dispersés sur de vastes territoires organisaient et pratiquaient souvent le commerce intérieur. Les Mandé (en Afrique de l'Ouest), les Touareg (au Sahara) ou les Fulani (en Afrique centrale et occidentale) sont des exemples qui illustrent la manière dont le partage de la langue, de la religion et de la parenté a favorisé la confiance et la familiarité, ce qui a permis de réduire les coûts des échanges de marchandises par-delà les divisions culturelles, géographiques et politiques. L'une des principales raisons pour lesquelles le commerce régional a prospéré le long de la route transsaharienne est que les commerçants musulmans ont répandu l'islam dans toute l'Afrique de l'Ouest et ont ainsi introduit un code juridique commun. Les commerçants musulmans ont apporté des innovations commerciales telles que le droit des contrats, qui a permis de réduire les coûts de résolution des litiges, et leur utilisation d'une langue commune – l'arabe - a élargi les réseaux d'information et facilité l'accès au crédit.

L'ère coloniale

À la fin du 19e siècle, la majeure partie de l'Afrique subsaharienne était colonisée par les puissances européennes. La division du continent en zones concurrentes administrées par les Européens et la promotion des industries extractives telles que l'exploitation minière (or, diamant, cuivre) et les cultures de rapport (coton, huile de palme, arachides) pour l'exportation vers l'Europe ont entraîné un déclin relatif de l'importance du commerce intra-africain. Les dirigeants coloniaux ont construit des ports maritimes et des chemins de fer pour faciliter

l'extraction et l'exportation des précieux minerais africains et des produits agricoles vers les marchés étrangers. Bien que les chemins de fer aient généralement été construits pour intégrer les colonies à leur 'mère patrie' européenne, dans un nombre limité de cas, l'infrastructure ferroviaire a facilité l'intégration de régions africaines contiguës gouvernées par différentes puissances européennes. Par exemple, la ligne Katanga-Benguela reliait les mines de cuivre de la région du Katanga au Congo belge (aujourd'hui la RD Congo) aux ports maritimes de la Tanzanie britannique et de l'Angola portugais. Le plus souvent, cependant, les liaisons ferroviaires intrarégionales étaient bloquées parce que les puissances coloniales concurrentes refusaient de laisser les voies ferrées des puissances rivales traverser leur territoire.

Avec l'avènement du colonialisme, les structures commerciales précoloniales se sont de plus en plus détournées de la satisfaction des besoins des consommateurs africains en exploitant les avantages comparatifs des régions, pour intégrer les colonies africaines au marché mondial des exportations. Les puissances européennes se sont efforcées d'intégrer leurs colonies africaines à leurs propres économies nationales, parfois en reliant plus étroitement leurs territoires africains à l'aide de nouvelles institutions telles que les unions douanières et les caisses d'émission. Les unions douanières ont introduit un tarif extérieur commun pour toutes les marchandises importées dans la colonie, tout en permettant la circulation sans taxe de la plupart des marchandises à l'intérieur de la zone de l'union douanière. Les caisses d'émission sont quelques-unes des institutions qui ont joué un rôle important dans l'intégration économique des régions coloniales.

Aujourd'hui, nous pouvons encore trouver des exemples de commerce intrarégional dont les racines remontent à la période coloniale. Les Britanniques ont formé les premières unions douanières d'Afrique dans leurs colonies d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est à la fin du 19e siècle, principalement pour faciliter la libre circulation des marchandises entre les colonies. Aujourd'hui encore, les blocs d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est, connus sous le nom de *Communauté de développement de l'Afrique australe* (SADC) et de Communauté de *l'Afrique de l'Est* (CAE), affichent les niveaux les plus élevés d'échanges intrarégionaux en Afrique. L'origine du niveau relativement élevé d'intégration économique de l'Afrique australe remonte à 1889 et a culminé avec la création de *l'Union douanière de l'Afrique australe* (SACU) en 1910. L'UDAA intégrait les économies de la colonie britannique du Cap (la moitié sud de l'actuelle Afrique du Sud) et de l'État libre d'Orange (l'actuel État libre d'Afrique du Sud). L'UDAA s'est progressivement élargie jusqu'en 1915, date à laquelle elle comprenait l'Afrique du Sud, la Namibie, le Swaziland, le Botswana et le Lesotho actuels. En Afrique de l'Est, la première union douanière coloniale a été fondée en 1900 sous le nom de East Africa Customs Union Collection Centre. Cet antécédent colonial de l'actuelle CAE a été établi dans le port kenyan de Mombasa pour collecter les droits de douane sur les importations vers l'Ouganda.

Un autre exemple de l'héritage colonial sur l'intégration économique africaine contemporaine est l'utilisation continue des monnaies. Les francs CFA d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, introduits pour la première fois en 1945, sont toujours utilisés dans toutes les régions d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale (à l'exception de la Mauritanie) qui étaient des colonies françaises. La monnaie régionale commune a facilité le commerce intrarégional en

éliminant la nécessité de convertir les fonds en devises étrangères avant d'acheter des biens étrangers.

3. Intégration économique régionale post-coloniale

À la fin des années 1960, la plupart des pays africains avaient accédé à l'indépendance et commencé à expérimenter l'intégration régionale. Cette section présente quelques exemples d'intégration régionale après l'indépendance. L'intégration post-coloniale s'est heurtée à des obstacles potentiels, mais elle a aussi offert des opportunités à exploiter. Les frontières coloniales arbitraires et les diverses structures coloniales mises en place pour servir les intérêts des maîtres coloniaux constituaient des obstacles potentiels. Par exemple, l'Afrique de l'Ouest française était davantage liée aux systèmes économiques et politiques de la France que l'Afrique de l'Ouest britannique voisine. Ce clivage s'est maintenu même après l'indépendance. À tout le moins, cela a semé les germes de barrières linguistiques entre les voisins anglophones et francophones. Les économies coloniales africaines étaient orientées vers l'exportation et profondément enchevêtrées dans l'économie capitaliste mondiale en tant que producteurs de matières premières pour leurs maîtres coloniaux. Toutefois, la période coloniale a été marquée par une certaine avance en matière d'intégration, sous la forme de divers efforts de coopération et de commerce intra-étatique. La CAE, créée par la Grande-Bretagne coloniale pour faciliter le libre-échange entre ses colonies de la région de l'Afrique de l'Est, est un bon exemple des réseaux coloniaux d'intégration commerciale. Elle a impliqué l'établissement d'une union douanière en 1917 entre le Tanganyika britannique (l'actuelle Tanzanie), l'Ouganda et le Kenya, et plus tard, en 1948, la création d'un marché commun et de services communs tels que les ports et les chemins de fer, ainsi que des investissements transfrontaliers dans les infrastructures postales et de télécommunication.

Dans l'euphorie de l'indépendance, des discussions sur l'intégration sont apparues à la fin des années 1950 et au début des années 1960. Deux visions dominantes de l'intégration régionale de l'Afrique s'affrontaient. La première était une vision panafricaine d'une union politique incluant toutes les nations africaines - les "États-Unis d'Afrique" - et la seconde une approche plus gradualiste. Les deux approches soulignaient la nécessité de progresser vers une union politique de l'Afrique afin de réaliser la décolonisation et d'éviter, voire d'inverser, la *balkanisation*, un processus de division d'une région en pays plus petits, opérant généralement avec une coopération minimale les uns avec les autres.

L'Union africaine, fondée en 2002, se compose de 55 États membres et a son siège à Addis-Abeba, en Éthiopie. Les organes officiels comprennent le Conseil de paix et de sécurité et le Parlement panafricain.

L'approche gradualiste considère les blocs régionaux de l'Afrique comme les éléments constitutifs de liens politiques et économiques de plus en plus évolutifs, ouvrant la voie à l'intégration de l'ensemble du continent. Léopold Sedar Senghor, du Sénégal, et d'autres dirigeants africains ont ainsi fondé *l'Organisation de l'unité africaine* (OUA) en 1963. En 2002, elle a été dissoute et remplacée par *l'Union* africaine (UA, voir l'image ci-dessus), qui compte 55 États membres représentant tous les pays du continent. L'UA vise à réaliser une plus grande unité et une plus grande paix entre les pays africains, à défendre la souveraineté des États membres, à accélérer l'intégration du continent et à coordonner et harmoniser les politiques entre les blocs économiques régionaux existants et futurs en vue de la réalisation progressive des objectifs de l'Union. On ne saurait donc trop insister sur l'importance des blocs économiques régionaux pour l'UA, et ces objectifs ont conduit à la création de nombreuses unions politiques et économiques dans différentes régions du continent. Nous présentons ci-dessous quelques-unes des principales unions, avant de procéder à une analyse détaillée de l'évolution du commerce des blocs au fil du temps dans la section 6.

Suivant la voie gradualiste, la Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya se sont réunis et ont créé la *Communauté de l'Afrique de l'Est* en 1967. L'accord visait à maintenir un tarif extérieur commun sur les importations en provenance des non-membres et le libre-échange au sein du bloc. Cet accord a pris fin en 1977 en raison d'une lutte de pouvoir pour le contrôle des ressources du bloc et des différences d'idéologies économiques et politiques poursuivies par les membres, entre autres raisons. Ce n'est qu'en 1999 que la CAE a été réactivée par la signature d'un traité de rétablissement à Arusha (Tanzanie). Le Burundi et le Rwanda ont ensuite rejoint les membres fondateurs du bloc en 2007, et le Sud-Soudan en 2016.

Créée en 1975, la CEDEAO se compose de deux institutions chargées de mettre en œuvre les politiques: La Commission de la CEDEAO à Abuja (Nigéria) et la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO à Lomé (Togo).

En Afrique de l'Ouest, la période postcoloniale a vu l'émergence de la *Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest* (CEDEAO, voir image ci-dessus). Créée en 1975 par le traité de Lagos (Nigeria), la CEDEAO regroupe 15 pays francophones et anglophones: le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Son objectif est de créer un grand marché ouest-africain par le biais du libre-échange et d'une union monétaire. Sur la base de ces objectifs, *l'Union économique et monétaire ouest-africaine* (UEMOA), un bloc sous-régional de la CEDEAO, a été créée en 1994 par le traité de Dakar (Sénégal). Il s'agit d'un bloc composé de huit pays d'Afrique de l'Ouest qui partagent une monnaie commune, le franc CFA, et le français comme langue officielle; il s'agit du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Sénégal, du Togo et de la Guinée-Bissau. L'UEMOA a pour objectif de promouvoir l'intégration économique régionale et un marché commun.

Par ailleurs, la *Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe* (SADCC) a été fondée en 1980 par neuf États membres, dont l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. En 1992, elle a été remplacée par la *Communauté de développement de l'Afrique australe* à Windhoek (Namibie), avec l'adoption des 9 membres pionniers de la SADCC et de la Namibie nouvellement indépendante. L'Afrique du Sud a adhéré plus tard, après l'apartheid, en 1994, et d'autres membres, à savoir l'île Maurice, les Comores, la République démocratique du Congo, Madagascar et les Seychelles, ont rejoint la SADCC par la suite. À l'origine, la SADCC a été créée pour réduire la dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud et pour mobiliser des ressources afin de mettre en œuvre des politiques intra et interétatiques. Par la suite, les objectifs de la SADC ont été reformulés pour inclure la croissance économique et le

développement, la paix et la sécurité, la réduction de la pauvreté et l'amélioration du niveau et de la qualité de vie des populations d'Afrique australe.

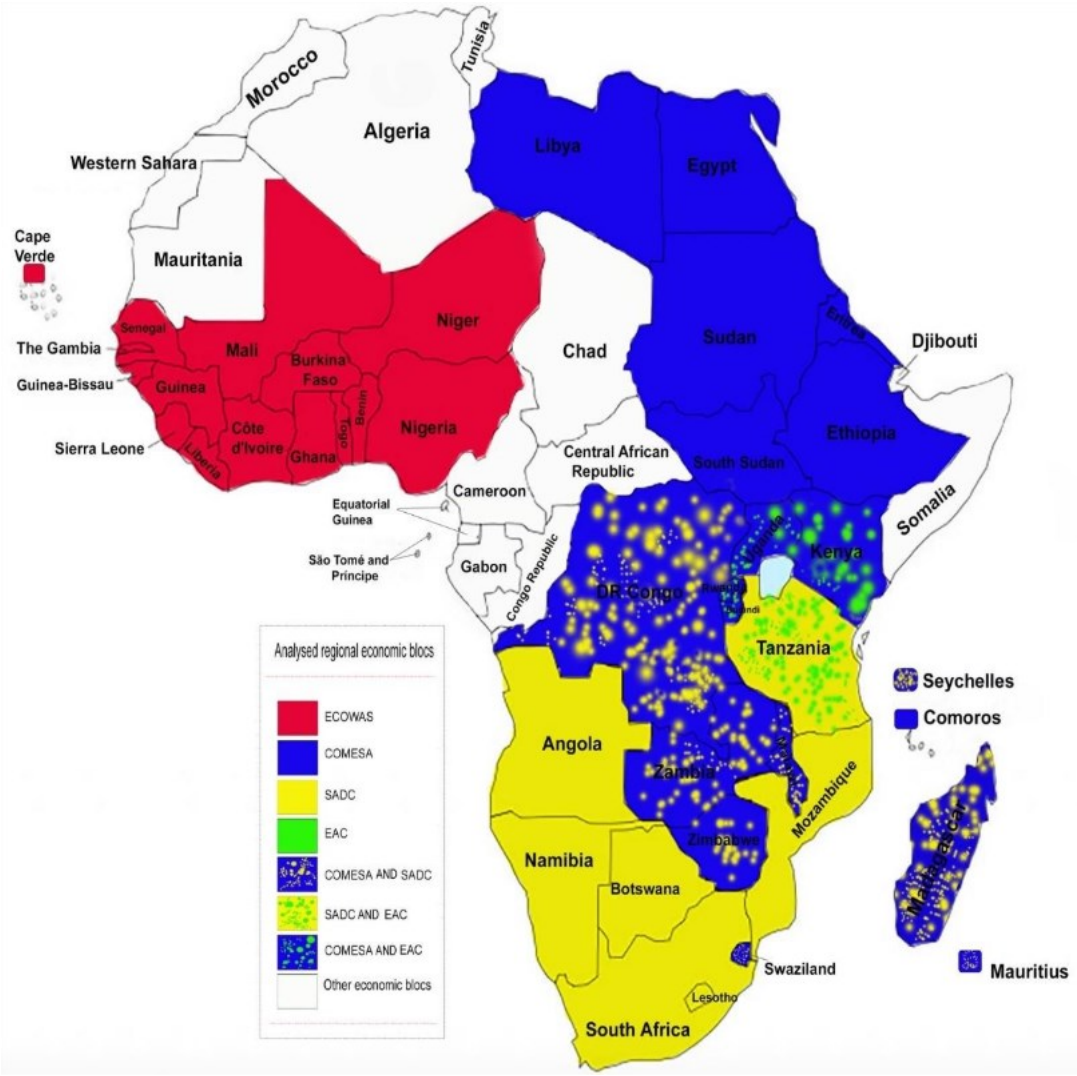
Enfin, le *Marché commun de l'Afrique orientale et australe* (COMESA) a été créé en 1994 par le traité de Lilongwe (Malawi). Cet accord a remplacé la Zone d'échanges préférentiels de l'Afrique australe et orientale qui existait depuis 1981. Le COMESA est une union de 19 pays, principalement d'Afrique orientale et australe, à savoir le Burundi, les Comores, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Libye, Madagascar, le Malawi, l'île Maurice, le Rwanda, les Seychelles, le Soudan, le Swaziland, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. Le bloc a été créé pour abolir les obstacles au libre-échange entre les membres et pour coopérer au développement de ses ressources naturelles et humaines.

Bien que les blocs commerciaux africains aient été créés principalement pour favoriser une croissance économique et un développement durable entre les pays membres, ils ont également dû s'impliquer dans la résolution de conflits et d'autres questions liées à la paix et à la sécurité, ces dernières étant des conditions préalables à la stabilité et au développement économique. Par exemple, la CEDEAO est intervenue dans les conflits civils au Liberia et en Sierra Leone, et la SADC en République démocratique du Congo. L'UA elle-même a soutenu des déploiements militaires au Burundi, au Sud-Soudan et en République centrafricaine, et a mandaté la force opérationnelle conjointe multinationale contre Boko Haram dans le bassin du lac Tchad. Les blocs économiques régionaux constituent désormais la pierre angulaire de l'architecture de paix et de sécurité de l'UA sur le continent.

La figure 1 montre l'appartenance des pays aux principaux blocs économiques régionaux d'Afrique mentionnés ci-dessus. Les pays colorés en rose, bleu, jaune et vert représentent respectivement les blocs économiques régionaux de la CEDEAO, du COMESA, de la SADC et de la CAE. Certains pays de la carte apparaissent dans une combinaison de couleurs en pointillés, ce qui indique que ces pays sont membres de plusieurs blocs économiques, d'où le chevauchement de leurs couleurs. Par exemple, la RD Congo, la Zambie, le Zimbabwe, les Seychelles, Madagascar, le Swaziland, Maurice et le Malawi appartiennent à la fois au COMESA et à la SADC. De même, le Burundi, l'Ouganda et le Kenya sont membres à la fois du COMESA et de la CAE.

Les zones blanches cartographiées dans la figure 1 appartiennent à des accords économiques régionaux qui ne sont pas couverts par les quatre blocs régionaux présentés plus haut. Par exemple, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Mauritanie et la Libye sont membres de *l'Union du Maghreb arabe*. Les quatre blocs économiques régionaux étudiés dans ce chapitre couvrent la majorité des pays de toutes les régions africaines.

Figure 1: Une sélection des principaux blocs économiques de l'Afrique



4. Accords commerciaux en Afrique

L'établissement d'accords commerciaux est un aspect impératif de l'intégration économique régionale. Le degré de coopération économique varie selon les types d'accords commerciaux. Le tableau 1 présente les différents types de collaboration, l'étendue de la coopération économique et fournit quelques exemples. Il montre un niveau de coopération économique de plus en plus fort entre les pays, indiqué par les principaux objectifs commerciaux grisés à chaque étape de l'intégration économique.

Tableau 1: Étapes de l'intégration économique

Stage of economic integration	Diminishing trade barriers between countries	Common external tariffs	Freedom of movement of factors of production	Common currency & economic policy	Integration in non-economic areas	Example
1. Preferential trade area						Preferential Trade Area for Eastern and Southern Africa
2. Free trade area						South African Development Community
3. Customs union						East African Community
4. Common market						European Union

Remarques: Traduction anglais/français: Première ligne : Diminishing…/Baisser les barrières au commerce entre les pays; Common…/Tarifs extérieurs communs; Freedom…/Liberté de mouvement des facteurs de production; Common currency…/Monnaie et politique économique communes; Integration…/Intégration dans les domaines non-économiques. Première colonne: Stage of economic integration: Etape d'intégration économique; Preferential…/Zone de commerce préférentiel; Free trade area/Zone de libre-échange; Customs Union/Union douanière; Common market/Marché commun. Dernière colonne: Example/Exemple Preferential Trade…/Zone de commerce préférentiel pour l'Afrique de l'Est et Australe; South African Development Community/Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC); East African Community/Communauté Est Africaine (EAC); European Union/Union Européenne.

La *zone commerciale préférentielle* est un type d'accord qui n'exige que des engagements limités en matière d'intégration économique. Il s'agit d'un accord dans lequel les États membres appliquent des droits de douane moins élevés sur les produits importés des pays participants, tout en imposant des droits de douane plus élevés sur les importations en provenance d'États non membres. Les accords commerciaux préférentiels peuvent être bilatéraux (entre deux pays) ou multilatéraux (entre plus de deux pays). Un exemple de ce type d'accord est la *Zone d'échanges préférentiels de l'Afrique orientale et australe* (PTAES) entre la Zambie, le Burundi, l'Éthiopie et le Lesotho, entre autres.

La *zone de libre-échange* est un bloc commercial régional dont les pays membres ont signé un accord qui supprime tous les droits de douane et les quotas sur les importations en provenance des pays membres. Par exemple, comme indiqué dans la section précédente, les ZEP se sont transformées en COMESA, une zone de libre-échange. La SADC est un autre exemple. Sur le plan international, elle est comparable à l'USMCA, conclu entre les États-Unis, le Mexique et le Canada.

L'union douanière est un stade plus avancé de la zone de libre-échange. Il s'agit essentiellement d'une zone de libre-échange à laquelle s'ajoute le fait que les pays membres appliquent des tarifs douaniers communs aux importations en provenance de pays non membres. L'union douanière peut donc être qualifiée de zone de libre-échange avec des tarifs extérieurs communs. La CAE est un exemple de cet accord commercial.

Enfin, le *marché commun* est une version plus intégrée d'une union douanière. Il s'agit essentiellement d'une union douanière à laquelle s'ajoute la libre circulation des facteurs de production, tels que la main-d'œuvre et les capitaux, entre les États membres. L'Union européenne est le seul exemple existant d'une intégration économique régionale aussi poussée.

5. Avantages des blocs économiques régionaux

L'abolition des barrières au libre-échange et la formation de blocs économiques régionaux présentent de nombreux avantages. Ces avantages potentiels sont au nombre de cinq: (i) bien-être des consommateurs, (ii) gains de productivité, (iii) capacité accrue à entreprendre des projets de développement d'infrastructures régionales, (iv) plus grande diversification économique, et (v) renforcement des liens politiques et du pouvoir de négociation sur les marchés mondiaux. Certains de ces avantages sont liés.

i. Amélioration du bien-être des consommateurs

La suppression des barrières commerciales accroît la circulation des biens et des services au sein d'un bloc commercial. En effet, la réduction des coûts associés au transport des marchandises d'un pays par la réduction ou l'élimination des droits de douane et des tarifs douaniers augmente le volume des biens et des services échangés. Une augmentation du nombre de biens sur le marché se traduit généralement par une baisse des prix pour les consommateurs. En outre, l'augmentation des échanges entre les membres d'un bloc commercial peut également accroître la variété et la qualité des biens de consommation. L'abaissement des barrières commerciales entraîne une baisse des prix et une amélioration du bien-être des consommateurs. La population en général peut économiser de l'argent en achetant à des prix plus bas.

ii. Augmentation de la croissance économique et de la productivité

Lorsque les pays se spécialisent dans l'exportation de produits de base qu'ils produisent à des coûts inférieurs à ceux de leurs partenaires commerciaux, les producteurs nationaux gagnent des clients étrangers qui achètent à des prix plus élevés que les consommateurs nationaux. L'économie devient plus efficace lorsque les producteurs obtiennent des revenus plus élevés en vendant leurs marchandises sur les marchés étrangers à des prix plus élevés, tandis que les consommateurs nationaux économisent en achetant des marchandises importées qui sont moins chères que les alternatives produites dans le pays. Les entreprises peuvent également devenir plus efficaces et produire des biens à moindre coût parce que les coûts de production et de distribution de biens en vrac pour les marchés nationaux et étrangers peuvent être inférieurs, ce que l'on appelle les *économies d'échelle dans la production*. Les gains combinés pour les consommateurs et les producteurs, sous la forme d'une baisse des prix, d'une augmentation de la production et de l'efficacité croissante des entreprises qui exportent des biens, peuvent contribuer à la croissance économique.

iii. Renforcement de la capacité et de l'aptitude à entreprendre des projets de développement d'infrastructures régionales

À mesure que la productivité des pays augmente, les infrastructures qui soutiennent et accélèrent la croissance doivent être renforcées. Ainsi, il pourrait y avoir une coopération dans le développement des infrastructures de transport telles que les routes et les chemins de fer à travers les frontières internationales afin de réduire les coûts élevés du commerce intrarégional. La route Arusha-Namanga-Athi River qui relie la Tanzanie et le Kenya, achevée par la CAE en 2012, en est un exemple.

iv. Diversification économique

L'une des vertus du commerce intra-africain est que les biens actuellement échangés entre les pays africains sont plus diversifiés que ceux traditionnellement exportés vers d'autres continents. Les pays africains qui commercent beaucoup avec d'autres pays africains sont aussi ceux qui dépendent le moins des revenus du pétrole, du gaz et des métaux précieux. Il existe un contraste frappant entre les types de biens que les pays africains échangent à l'intérieur du continent et ceux qui sont exportés vers les marchés étrangers. En 2018, 60 pour cent de la valeur du commerce intra-régional de l'Afrique était constituée de produits agricoles et de produits manufacturés, alors que seulement 28 pour cent des exportations africaines en dehors du continent étaient des produits agricoles ou manufacturés, les 72 pour cent restants étant principalement constitués de pétrole brut, de gaz naturel et de minerais. L'agriculture et l'industrie manufacturière ont tendance à nécessiter beaucoup de main-d'œuvre, contrairement à l'exploitation minière et au forage, où la production dépend davantage de technologies et de capitaux avancés. On peut donc s'attendre à ce que la croissance du commerce intrarégional améliore les possibilités d'emploi sur le continent africain. Une autre préoccupation de longue date est que les économies africaines sont principalement monoculturelles et que les exportations telles que les minerais et les produits agricoles de base (cacao, café, coton et huile de palme) sont caractérisées par des fluctuations de prix importantes et soudaines. Une chute brutale des prix du principal produit d'exportation d'un pays peut entraîner une crise des recettes et réduire la croissance globale du pays. Un ensemble plus diversifié de produits d'exportation protégerait les économies africaines de l'instabilité en fournissant des sources alternatives de revenus d'exportation.

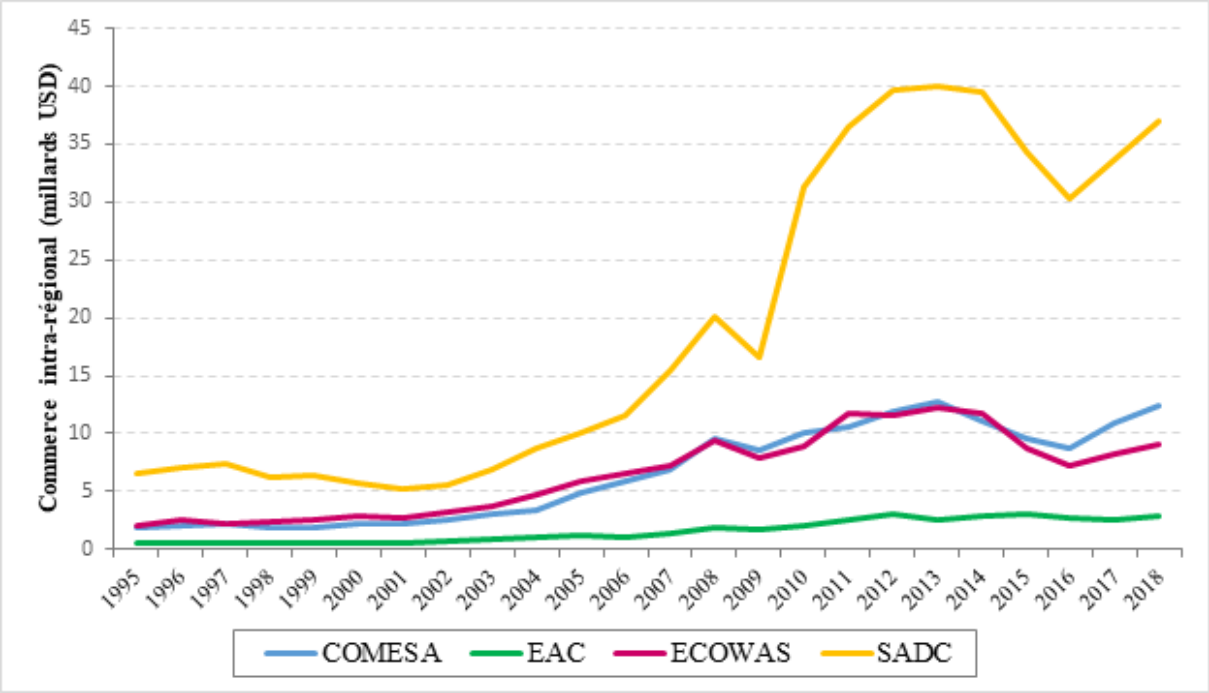
v. Renforcement des liens politiques et du pouvoir de négociation sur les marchés mondiaux

L'augmentation de l'interaction économique entre les États membres d'un bloc commercial peut également renforcer les liens politiques. Cela peut aider à résoudre les conflits internationaux, politiques et civils. Par exemple, le groupe de surveillance de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOMOG), une force militaire multinationale, a été créé par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'ECOMOG a contribué à atténuer certains conflits politiques et civils au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée-Bissau entre 1990 et 2003. Un dernier exemple concerne les négociations des pays africains avec des organisations internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation des Nations unies (ONU). Si ces négociations étaient entreprises en tant que bloc de nations, plutôt qu'en tant que pays individuels parlant en leur propre nom, les États africains auraient plus de poids politique et économique.

6. Analyse comparative des flux commerciaux dans les blocs économiques régionaux d'Afrique

Il est utile d'analyser tout d'abord l'évolution de l'ampleur du commerce intra-régional africain dans chacun des principaux blocs commerciaux de l'Afrique, avant d'analyser l'évolution de la part du commerce des blocs dans le temps. Pour ce faire, les données pour la période 1995-2018 ont été extraites d'une base de données en ligne ouverte gérée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Les données consistent en des séries chronologiques annuelles des flux commerciaux intrarégionaux de chaque bloc, des flux commerciaux avec d'autres régions à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique (tous mesurés en millions d'USD), ainsi que de la population de chaque bloc commercial.

Figure 2: Flux commerciaux intrarégionaux dans les principaux blocs économiques régionaux d'Afrique, 1995-2018

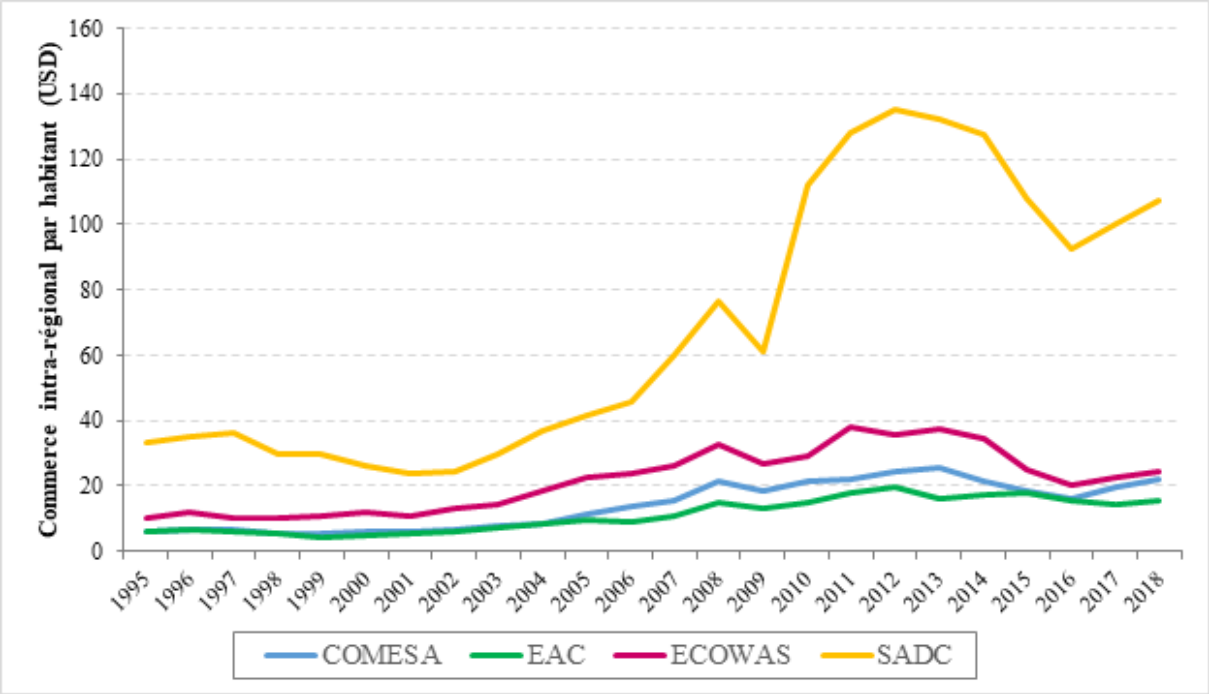


La figure 2 présente les tendances des flux commerciaux intrarégionaux dans les blocs économiques régionaux d'Afrique, montrant un volume croissant d'échanges intrarégionaux au cours des 15 dernières années. La figure 3 illustre des tendances similaires en montrant les volumes de commerce intrarégional par habitant (en USD), définis comme le ratio du volume total du commerce intrarégional divisé par la population d'un bloc.

Bien que les tendances décrites dans les figures 2 et 3 soient similaires, il convient de noter la croissance et la divergence de la courbe de la SADC à partir de 2008, par rapport aux tendances décrites par les courbes des autres blocs. La SADC a établi une zone de libre-échange en 2008, abolissant les droits de douane sur 85 pour cent des biens échangés entre les États membres. Cet accord a rendu la CDAA plus ouverte au commerce intra-régional, bien que ce commerce

soit largement tiré par l'Afrique du Sud, le pays le plus industrialisé de la région. Par exemple, les exportations de l'Afrique du Sud vers la SADC sont passées d'environ 9 milliards de dollars en 2008 à 23,6 milliards de dollars en 2013, soit un taux de croissance des exportations vers les pays de la SADC de plus de 160 pour cent. Dans le même temps, ses importations en provenance des autres pays de la SADC ont également augmenté, passant d'environ 5 milliards de dollars en 2008 à 7 milliards de dollars en 2013, soit un taux de croissance de 40 pour cent.

Figure 3: Flux commerciaux intrarégionaux par habitant dans les principaux blocs économiques régionaux d'Afrique, 1995-2018

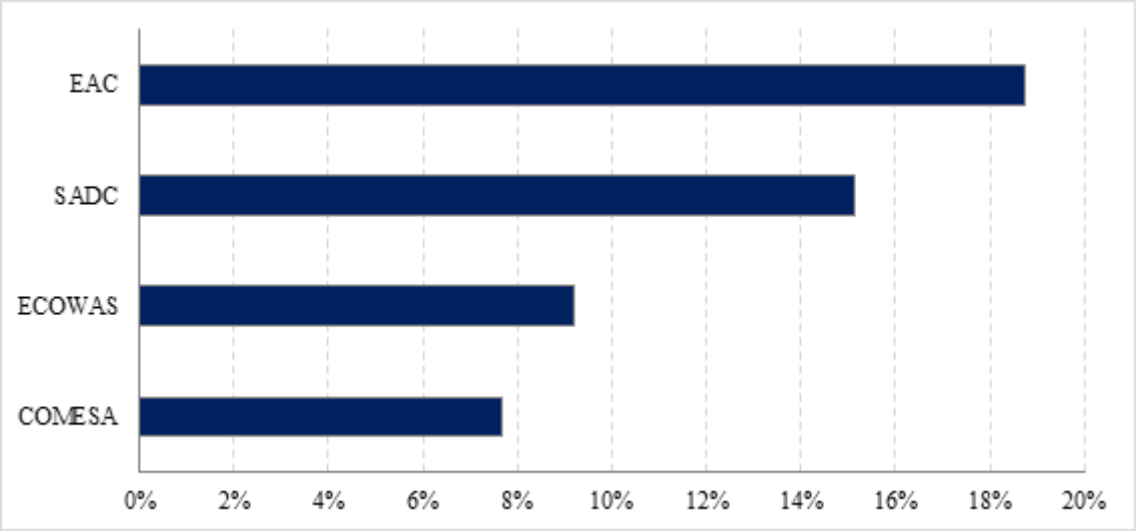


Pour l'analyse de l'évolution de la part du commerce des blocs dans le temps, nous mesurons le niveau d'intégration économique par la part du commerce intrarégional. Celle-ci est définie comme le rapport entre le commerce à l'intérieur d'un bloc et le commerce total réalisé par les membres du bloc. Par exemple, si l'on considère un bloc économique régional tel que le COMESA, notre mesure de l'intégration compare le volume des flux commerciaux entre les membres du COMESA aux flux commerciaux totaux du COMESA.

La figure 4 présente la part moyenne du commerce intrarégional de chaque bloc commercial au cours de la période 1995-2018. La CAE est le bloc le plus intégré en Afrique avec une part de 19 pour cent du commerce intrarégional, suivie par la SADC (15 pour cent), la CEDEAO (9 pour cent) et le COMESA (8 pour cent). Qu'est-ce qui explique la performance de pointe de la CAE sur la base de cette mesure de l'intégration? Tout d'abord, les membres fondateurs de la CAE ont eu l'avantage d'avoir la même administration coloniale. Après l'indépendance, l'infrastructure et les institutions coloniales (chemins de fer, ports et offices de commerce) créées à des fins coloniales ont constitué une bonne base pour la CAE par rapport à d'autres blocs régionaux. Deuxièmement, le fait que la CAE soit une union douanière semble la placer à un stade plus avancé de l'intégration économique. Pendant ce temps, les autres blocs restent au stade d'une zone commerciale préférentielle ou d'une zone de libre-échange. La CAE

enregistre également la part la plus élevée d'échanges avec d'autres régions d'Afrique (voir figure 5). La CAE réalise 16 pour cent de ses échanges avec le reste de l'Afrique, tandis que les autres blocs enregistrent des volumes nettement inférieurs: SADC 3 pour cent, CEDEAO 5 pour cent et COMESA 5 pour cent. Au sein du bloc de la CAE, le Kenya est le pays le plus industrialisé et la principale source d'exportations en général, tandis que l'Ouganda est le plus grand importateur, s'approvisionnant principalement au Kenya.

Figure 4: Part moyenne (%) du commerce intrarégional dans les flux commerciaux totaux, 1995-2018

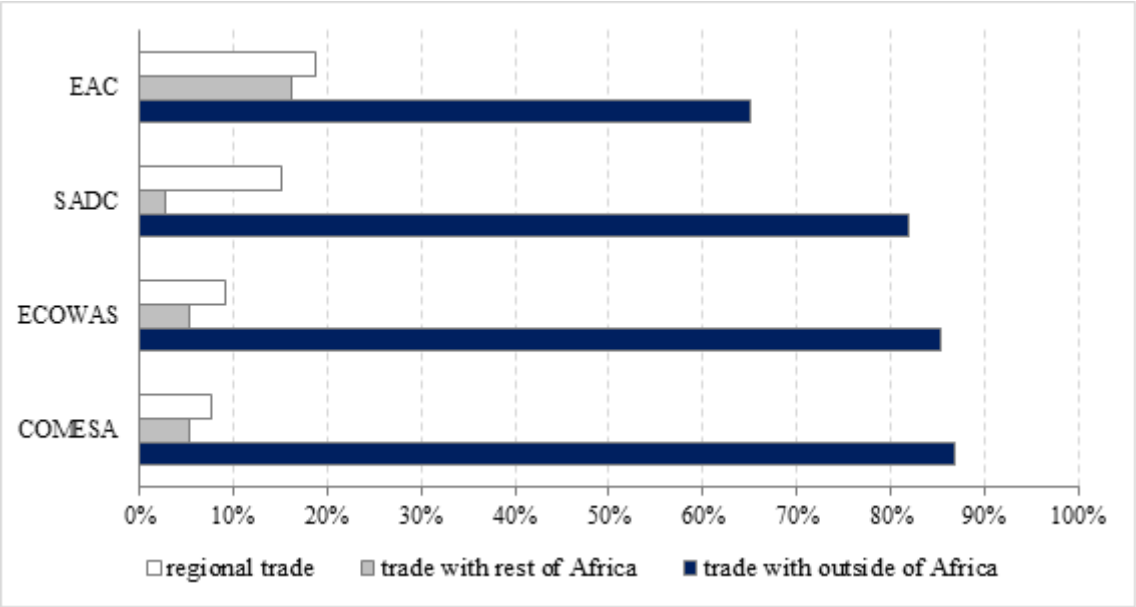


La figure 5 montre que la CAE est également le bloc commercial le plus performant en ce qui concerne l'ampleur des échanges avec d'autres régions du continent. Alors que le Kenya exporte principalement des produits manufacturés et importe des produits alimentaires, en particulier des céréales, les importations et les exportations entre la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et le Sud-Soudan sont en grande partie composées de produits alimentaires et agricoles. Dans l'ensemble, la région a réussi à utiliser les différences internes en matière d'avantages comparatifs dans la production de divers produits de base dont les membres ont besoin pour stimuler le commerce au sein du bloc. Par exemple, le Rwanda et le Burundi importent des produits laitiers: Le Rwanda et le Burundi importent des produits laitiers d'Ouganda; la Tanzanie et l'Ouganda exportent du blé et du maïs vers le Kenya; et le Burundi exporte du sucre vers le Rwanda. En outre, une langue officielle commune, le swahili, est partagée par trois grands acteurs du bloc, à savoir le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. Cela favorise l'idée de partager un passé historique et des liens sociaux similaires, rendant ainsi les pays membres plus réceptifs à l'intégration.

La figure 5 montre également qu'au cours de la période 1995-2018, environ 80 pour cent des échanges commerciaux de l'Afrique ont été réalisés avec des régions extérieures au continent. Cela indique que par rapport à l'engagement du continent sur les marchés mondiaux d'importation et d'exportation, l'intégration économique de l'Afrique est relativement limitée. Néanmoins, cette tendance a récemment commencé à changer. Entre 2011 et 2018, la part

moyenne du commerce intra-africain de nos blocs dans la figure 5 était d'environ un quart, tandis que les trois quarts des échanges se faisaient avec le reste du monde.

Figure 5: Commerce intra-régional, intra-africain et extérieur en Afrique subsaharienne, 1995-2018



Remarque: Traduction anglais/français: regional trade/commerce régional, trade with the rest of Africa/commerce avec le reste de l'Afrique, trade with outside Africa/commerce avec l'extérieur de l'Afrique.

7. Défis et opportunités pour l'avenir du commerce intra-africain

Le commerce intrarégional, en pourcentage du commerce africain total (la valeur des exportations et des importations totales), reste le plus faible du monde. Le commerce intrarégional ne représente que 10 pour cent du commerce total en Afrique, alors qu'il constitue 70 pour cent de l'ensemble du commerce en Europe, 48 pour cent de l'ensemble du commerce en Asie et 20 pour cent de l'ensemble du commerce en Amérique latine. Alors, pourquoi le commerce intrarégional de l'Afrique est-il comparativement faible? Et pourquoi sa croissance est-elle si lente? La réponse n'est pas que les pays africains n'ont pas réussi à signer un nombre suffisant d'accords libéralisant le commerce au sein du continent. Ce sont plutôt d'autres coûts et obstacles commerciaux qui semblent empêcher la réalisation d'une plus grande intégration économique et du commerce intra-africain.

Tout d'abord, les blocs commerciaux africains se sont longtemps concentrés sur la réduction des droits de douane, mais ont ignoré les barrières non tarifaires telles que les règles d'approvisionnement, les exigences en matière d'étiquetage et d'autres normes spécifiques aux pays, qui peuvent constituer des obstacles encore plus importants à la promotion du commerce régional. En cas de chevauchement des adhésions, les pays apportent de multiples contributions financières aux blocs économiques, tandis que le chevauchement des adhésions aux blocs peut compliquer les réformes tarifaires lorsque les changements apportés par un bloc entrent en

conflit avec les règles établies par un autre. Par exemple, pour bénéficier d'un accès préférentiel aux marchés des pays de la SADC, les textiles doivent être fabriqués et provenir entièrement de la région de la SADC, mais très peu de textiles de la SADC remplissent les conditions requises. En conséquence, le commerce de vêtements est étouffé et la région de la SADC importe la plupart des textiles de pays non membres de la SADC.

Deuxièmement, les efforts de libéralisation du commerce régional peuvent échouer pour des raisons politiques. Le soutien national au libre-échange est souvent faible et la concurrence accrue des produits importés incite souvent des groupes tels que les syndicats à s'opposer à la poursuite de la libéralisation. Les blocs commerciaux africains n'ont aucun moyen de dédommager les producteurs nationaux lésés par la concurrence des importations, ce qui affaiblit l'argumentaire politique que les dirigeants doivent souvent présenter à leurs électeurs sur les avantages du libre-échange. Les États africains eux-mêmes sont souvent réticents à réduire les droits de douane à l'importation, car ceux-ci constituent une source importante de recettes publiques, d'autant plus cruciale que les gouvernements peinent souvent à collecter des fonds par le biais de l'impôt sur le revenu.

Troisièmement, pour que l'intégration progresse, les blocs commerciaux régionaux d'Afrique devront élargir leur champ d'action des droits de douane et du commerce des marchandises à la libéralisation du commerce des services. Pour que les banquiers, les entrepreneurs en bâtiment, les comptables, les avocats et les autres prestataires de services puissent plus facilement faire des affaires dans une région multinationale, les décideurs politiques devront harmoniser les règles relatives aux licences professionnelles afin de supprimer les restrictions qui empêchent les prestataires de services titulaires d'une licence obtenue dans un pays de servir des clients dans d'autres pays où les exigences en matière de licence peuvent être différentes. Les blocs commerciaux d'Afrique auront également beaucoup à faire pour harmoniser les règles relatives à la concurrence, à l'investissement et à la propriété intellectuelle. L'absence de prise en compte de ces domaines sera à l'origine de conflits futurs, car les membres du bloc qui entendent protéger les producteurs nationaux de la concurrence étrangère peuvent prétendre que les gouvernements étrangers accordent à leurs propres entreprises des avantages déloyaux en fixant des règles en matière de concurrence, d'investissement ou de propriété intellectuelle qui paralysent la concurrence étrangère.

Quatrièmement, les coûts associés au transport, à la manutention et à l'inspection des marchandises dépassent souvent les coûts des droits de douane. Selon un rapport de la Banque mondiale intitulé *Doing Business* 2008, le coût des retards aux frontières africaines était quatre fois plus élevé que le coût du paiement des droits de douane étrangers. Alors que le Canada et l'Estonie n'exigent que trois documents pour exporter légalement des marchandises, le Burkina Faso en exige 11 et l'Angola 12. Le délai moyen de dédouanement des marchandises à la frontière danoise était de 5 jours en 2007, alors qu'il était de 69 à 71 jours au Rwanda, au Burundi et en Érythrée. Les coûts de transport sont également élevés dans les pays africains par rapport à l'Asie, l'Amérique latine et l'Europe, en partie parce que l'Afrique a moins de routes goudronnées que les autres régions du monde. En 2009, la Banque mondiale a constaté que 19 pour cent des routes africaines étaient pavées, contre 53 pour cent en Chine, 80 pour cent en

Russie et près de 100 pour cent en Allemagne. En général, les coûts de transport à l'intérieur de l'Afrique sont souvent au moins deux fois plus élevés que dans la plupart des régions du monde.

8. Conclusion

Ce chapitre a examiné la trajectoire historique de l'intégration économique régionale de l'Afrique, en soulignant ses avantages, les diverses initiatives que les gouvernements africains ont prises pour élargir et intégrer leurs marchés régionaux, la nature du processus d'intégration et ses défis actuels. Le chapitre présente également le niveau actuel d'intégration économique en Afrique en comparant le volume des flux commerciaux intrarégionaux de chaque grand bloc commercial. Malgré les nombreux défis que pose l'intégration des économies africaines, des progrès sont réalisés. En juillet 2019, les dirigeants de 54 nations africaines ont signé un accord historique pour créer la *Zone de libre-échange continentale africaine* (*ZLECA*) avec un plan visant à éliminer les droits de douane sur 90 pour cent de tous les produits dans un délai de 5 à 10 ans, à créer une zone de libre-échange à l'échelle du continent dans le domaine des services et à mettre fin aux restrictions sur la circulation des capitaux et des hommes d'affaires. En termes de nombre de pays signataires, la CFTA est déjà le plus grand accord de libre-échange au monde.

Questions à étudier

1. Le régime colonial a-t-il à la fois accéléré et entravé l'intégration économique interrégionale de l'Afrique?
2. Quelles sont les différences les plus significatives entre les types de marchandises que les pays africains exportent vers d'autres régions du monde et les types de marchandises échangées avec d'autres nations africaines?
3. Discutez, à l'aide d'exemples, des étapes de l'intégration économique, en commençant par les formes les plus anciennes jusqu'aux formes les plus avancées de coopération économique et politique entre les pays.
4. Discutez de la raison d'être de l'intégration économique des pays africains. Dans quelle mesure les blocs régionaux africains ont-ils réussi à atteindre leurs objectifs d'intégration économique?
5. Comparez les expériences africaines en matière d'intégration régionale après l'indépendance.
6. Discuter de trois facteurs qui entravent l'intégration économique régionale entre les économies africaines et proposer des solutions à ces obstacles.

Lectures suggérées

Aly Ahmad, A. H. M. (1994). *Economic Co-operation in Africa: In Search of Direction.* London: Lynne Rienner Publishers.

Ancharaz, Vinaye, Kennedy Mbekeani, and Zuzana Brixiova (2011). Impediments to Regional Trade Integration in Africa. *Africa Economic Brief* 2(11).

Asante, S. K. B. (1997). *Regionalism and Africa's Development: Expectations, Reality and Challenges*. London: Macmillan Press, 1997; New York: St. Martin's Press, ICL.

Chidzero, B. T. G. (1965). "The Meaning of Economic Integration in Africa." *East African Journal* 2(8): 23-28.

Danso Kwaku (1995). "The African Economic Community: Problems and Prospects." *Africa Today* 42(4): 31-55.

Eberhard Ruiz, Andreas and Alexander Moradi (2019). Regional market integration in East Africa: Local but no regional effects?. *Journal of Development Economics* 140: 255-268.

Frankel, J. and Romer, D. (1999). Does Trade Cause Growth? *American Economic Review* 89(3): 379-399.

Jedwab, Remi, Edward Kerby and Alexander Moradi (2017). History, Path Dependence and Development: Evidence from Colonial Railroads, Settlers and Cities in Kenya. *Economic Journal* 127(603): 1467-1494.

Hartzenberg, Trudi (2011). Regional Integration in Africa. *WTO Working Paper* No. 14.

Puente, A. and Calvo, C. (2009). How Changes in International Trade Affect African Growth. *Economic Analysis Working Paper* 8(1).

Green, Reginald Herbold and K. G. V. Krishma (1967). *Economic Co-operation in Africa: Retrospect and Prospect*. London: Oxford University Press.

Nyong'o, Anyang (1990). *Regional Integration in Africa: Unfinished Agenda*. Nairobi: Academy Science Publishers.

UNCTAD (2013). *Economic Development in Africa Report, Intra-African Trade: Unlocking Private Sector Dynamism.* Geneva: UNCTAD.

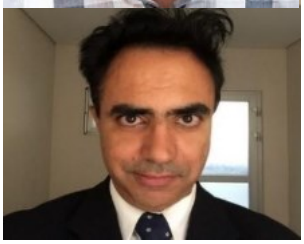
UNCTAD (2015). Building the African Continental Free Trade Area: Some Suggestions on the Way Forward. New York and Geneva: the United Nations Conference on Trade and Development.

Bases de données utilisées

UNCTAD (2020). UNCTADSTAT Data Center. Disponible en ligne à l'adresse suivante: https://unctadstat.unctad.org/EN/

A propos des auteurs

Natina Yaduma est analyste principal au ministère de l'énergie et des ressources du gouvernement de la Saskatchewan, au Canada. Il a publié des recherches universitaires et politiques sur la gestion durable des ressources naturelles, la gestion de l'environnement et le développement économique dans les économies à faible revenu.



Wasiq N. Khan enseigne l'économie à l'Université américaine du Nigeria. Il a publié des recherches sur la traite transatlantique des esclaves et la divergence économique entre Haïti et la République dominicaine. Il a obtenu son doctorat en économie à l'American University de Washington, DC, en 2003.

https://www.aun.edu.ng/index.php/academics/faculty/sas/wasiq-n-khan

Les décennies perdues de l'Afrique, 1974-1994

Rebecca Simson
Université d'Oxford

1. Introduction

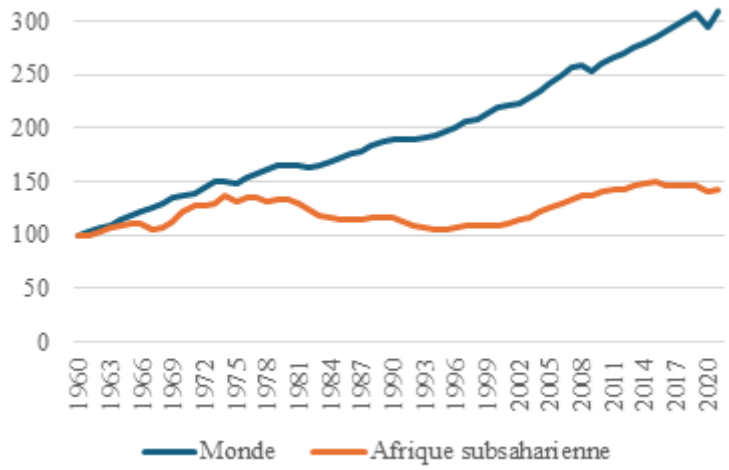
Dans les années 1980, la plupart des économies africaines se sont retrouvées en eaux troubles: les prix des denrées alimentaires et de l'essence sont devenus incontrôlables, les gouvernements ont eu du mal à payer leurs employés, les pénuries d'électricité ont poussé les usines à fonctionner en dessous de leur capacité et les infrastructures se sont effondrées. Cette période a eu un effet profond et à long terme sur le niveau de vie. De nombreux Africains plus âgés, appartenant à la classe moyenne, se souviennent d'un 'avant' et d'un 'après'. L'avant des années 1960 et 1970, lorsqu'un enseignant du secondaire ou un bureaucrate de rang moyen à Accra ou à Dakar pouvait confortablement faire vivre une famille en ville et peut-être acheter une voiture ou un appartement avec l'aide d'un programme de prêts hypothécaires subventionnés. Et un 'après' les années de crise des années 1980 et 1990, où la seule façon de joindre les deux bouts était d'avoir un ensemble de sources de revenus - un salaire imprévisible, peut-être une petite entreprise ou une ferme, et l'envoi occasionnel d'un frère ou d'une sœur à l'étranger.

Les statistiques confirment l'idée reçue selon laquelle les années 1980 et le début des années 1990 ont été une période sombre pour l'Afrique subsaharienne (ci-après 'l'Afrique'). Les économistes utilisent principalement le produit intérieur brut (PIB) pour mesurer la santé économique - une mesure qui saisit la valeur totale de tous les biens et services produits dans un pays ou une région au cours d'une année, des produits agricoles comme le riz et le maïs aux produits manufacturés comme les chaussures et les couvertures, en passant par la construction de maisons et les repas servis dans les restaurants. Lorsque le PIB par habitant d'un pays augmente, les revenus moyens et le niveau de vie augmentent généralement; inversement, lorsque la production diminue, les revenus moyens baissent généralement.

La figure 1 montre le PIB global par habitant du monde et de l'Afrique subsaharienne indexé sur l'année 1960. Alors que de nombreux pays africains ont bénéficié d'une croissance modeste par habitant au cours des premières années d'indépendance, au milieu des années 70 et au début des années 80, la plupart d'entre eux ont commencé à s'essouffler. En 1995, deux tiers des pays africains avaient un PIB par habitant inférieur à celui de 1975. Dans l'ensemble de l'Afrique, le PIB par habitant a diminué de 23 pour cent entre 1975 et 1994. Le tableau 1 indique que le

taux de croissance annuel moyen par habitant est passé de 2,1 entre 1960 et 1973 à -0,5 entre 1974 et 1994, avant de remonter à 3,0 à la fin des années 1990 et au début des années 2000.

Figure 1: PIB par habitant, indice (1960 = 100)



Source: World Development Indicators, 2025.

Bien que la croissance mondiale ait ralenti au cours des années 1970, la plupart des autres régions se sont redressées en l'espace de quelques années, alors que l'Afrique a enduré près de deux décennies entières de croissance négative ou négligeable des revenus. C'est pourquoi certains appellent cette période 'les décennies perdues', car il s'agit d'années au cours desquelles les pays ont perdu en termes de développement.

Tous les pays africains n'ont pas connu ce déclin de la même manière. Le tableau 1 montre comment les taux de croissance annuels moyens ont varié d'un pays à l'autre et d'une période à l'autre. Les pays sont regroupés en fonction de la gravité de la crise entre 1974 et 1994. Dans quelques petits pays, comme le Botswana et l'île Maurice, les revenus ont continué à augmenter tout au long des années 1980, ce qui constitue le groupe « sans crise ». À l'autre extrême, dans certains pays, le PIB par habitant a diminué de plus de moitié entre 1974 et 1994. Ces cas d'effondrement économique grave concernaient principalement des pays perturbés par des guerres civiles, comme l'Angola, le Mozambique et le Liberia, où les chocs économiques ont été aggravés par l'insécurité et les déplacements de population, qui ont empêché les gens de cultiver, les mines de fonctionner ou les usines d'être exploitées. Les conflits ont clairement exacerbé le déclin économique global de l'Afrique: le nombre de conflits civils et interétatiques a augmenté à la fin des années 1970, ainsi que dans les années 1980 et 1990, près d'un quart des pays d'Afrique ont été en guerre au cours d'une année donnée. Dans certains pays, comme le Liberia, la Sierra Leone et le Rwanda, l'effondrement économique a contribué au déclenchement des guerres civiles, tandis que d'autres guerres ont précédé ces chocs économiques.

Tableau 1: Croissance du PIB par habitant par pays (classée selon la gravité de la crise entre 1974 et 1994)

	1960-73	1974-94	1995-2018
Pas de crise ou crise légère			
Botswana	8.3	6.6	4.0
Cap Vert	2.0	2.2	4.6
Comores	3.1	0.6	1.9
Congo, République	3.0	1.2	0.9
Guinée Équatoriale	5.5	1.1	9.5
Lesotho	4.1	1.6	1.4
Ile Maurice	2.0	3.7	2.3
Seychelles	2.5	4.2	5.1
Eswatini	7.1	3.2	2.8
Crise modérée			
Bénin	1.0	0.0	0.8
Burkina Faso	1.5	0.2	1.3
Burundi	1.8	0.8	-1.1
Cameroun	1.5	-0.1	2.4
Chad	-2.0	-0.7	3.5
Côte d'Ivoire	3.1	-2.0	2.4
Éthiopie	2.8	-1.5	4.2
Gabon	4.4	0.1	2.2
Gambie	1.5	-0.4	1.6
Ghana	0.1	-1.2	3.4
Guinée	1.6	0.2	2.6
Guinée-Bissau	4.5	-0.6	0.6
Kenya	2.3	0.5	2.4
Malawi	2.8	-0.8	1.1
Mali	0.7	1.2	1.8
Mauritanie	3.7	0.5	3.3
Namibie	1.9	-0.7	2.0
Nigeria	3.4	-0.9	4.6
Rwanda	0.4	-2.9	2.6
Sao Tomé et Principe	4.2	-0.4	2.3
Sénégal	-0.7	-0.7	1.3
Sierra Leone	2.2	-0.3	0.8
Afrique du Sud	2.5	-0.5	2.7
Soudan (ancien)	-2.1	0.2	3.0
Togo	3.2	-1.7	1.0
Tanzanie	2.0	-0.2	4.9
Ouganda	1.2	-1.3	2.9
Zambie	0.8	-2.2	4.9
Zimbabwe	3.3	-0.4	-0.4
Crise extreme			
Angola	2.8	-4.3	7.6
République Centrafricaine	-0.8	-1.7	-2.0
Congo, République Démocratique	0.7	-4.5	1.8
Djibouti	1.2	-3.5	1.7
Libéria	1.7	-11.3	3.6
Madagascar	0.1	-2.3	1.0
Mozambique	2.7	-3.5	-0.2
Niger	-1.2	-1.7	1.3

Moyenne (simple)	**2.1**	**-0.5**	**2.4**
Moyenne (pondérée par la population)	**1.9**	**-1.2**	**3.0**

Note: Les regroupements de pays sont basés sur le jugement de l'auteur. Source: Maddison Project Database, 2020.

Entre ces deux extrêmes, nous trouvons un groupe de pays relativement stables qui n'ont néanmoins pas connu de croissance entre 1974 et 1994, comme la Tanzanie, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Malawi, le Togo, le Sénégal et la Zambie. Dans ce groupe de 'crise modérée', le PIB par habitant a en moyenne stagné ou baissé de 2 pour cent par an. Ce chapitre se concentrera davantage sur ces pays, où nous pourrons identifier les conditions économiques et les politiques qui semblent responsables de cette période de perte de croissance. La question qui se pose est de savoir pourquoi même les pays dont les gouvernements sont relativement stables ont connu des difficultés économiques pendant une période aussi longue. Nous examinerons comment les économistes ont expliqué ce ralentissement et nous nous demanderons si les pays africains sont plus vulnérables que d'autres aux périodes d'expansion et de récession, et ce que cela implique pour l'avenir. Ces questions descriptives sont sous-tendues par une question politique urgente: des actions différentes de la part des gouvernements ou de la communauté internationale auraient-elles pu raccourcir la crise ou en atténuer la gravité? Nous ne pouvons pas donner de réponse définitive à cette question, mais le chapitre montre quelques-unes des façons dont les chercheurs en ont débattu.

Pour ne pas perdre de vue l'essentiel, notre discussion met l'accent sur les dynamiques macroéconomiques et les politiques publiques communes plutôt que sur les particularités propres à chaque pays. Bien que les sécheresses et les épidémies - y compris le VIH/SIDA - aient également eu un impact sur les revenus dans certaines parties du continent, notre analyse met de côté les chocs climatiques et sanitaires pour se concentrer sur les moteurs macroéconomiques.

L'année 1974 marque le début des décennies perdues. Dans certains pays, comme le Sénégal, l'Ouganda et le Ghana, le déclin économique a commencé dans les années 1960, tandis que d'autres ont connu une croissance soutenue jusque dans les années 1980. Mais en 1973, un événement mondial a déclenché des troubles dans le monde entier et mis en difficulté de nombreux gouvernements: l'embargo pétrolier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), en réponse à une guerre en Israël, a fait grimper en flèche les prix du pétrole dans le monde entier. En 1974, la flambée des prix du pétrole a commencé à affecter profondément les économies. Les pays dépendant des importations de pétrole ont vu leurs factures d'importation grimper en flèche par rapport à leurs exportations, ce qui a eu pour effet de resserrer les finances publiques. En 1979, un deuxième choc pétrolier (dû cette fois à la révolution iranienne) a aggravé les problèmes des importateurs de pétrole. Après 1980, les prix du pétrole ont recommencé à baisser, mais l'inflation galopante a conduit les banques centrales

à augmenter les taux d'intérêt, ce qui a ralenti la croissance mondiale et déclenché une vague de crises de la dette en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique.

2. Chocs mondiaux et endettement africain

Les économistes ont longtemps débattu de la question de savoir si la crise africaine était due à des forces extérieures - des événements échappant au contrôle des gouvernements, tels que les prix mondiaux des matières premières ou les sécheresses - ou à des choix politiques internes, tels que la manière de fixer le taux de change ou d'allouer le budget de l'État.

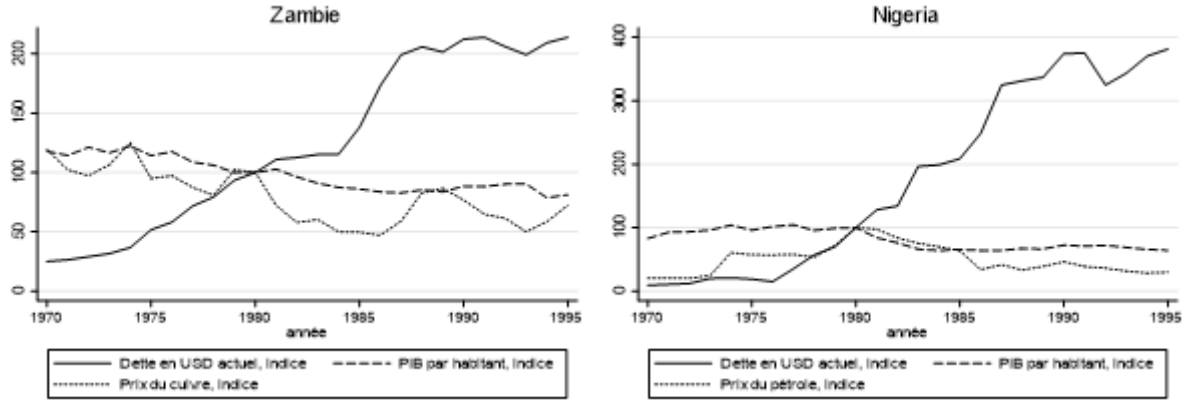
L'élément déclencheur le plus controversé de la crise est ce que les économistes appellent la 'détérioration des termes de l'échange', ce qui signifie que le prix des types de biens qu'un pays importe (par exemple le pétrole) augmente plus rapidement ou diminue plus lentement que le prix des biens qu'il exporte (par exemple le coton ou le café). Par exemple, pour chaque tonne de café ou de cacao qu'un pays vend à l'étranger, il peut acheter moins d'essence pour alimenter les voitures et les générateurs avec le produit de la vente, et dans ce cas, le prix du transport et de l'électricité est susceptible d'augmenter par rapport au revenu moyen et les gens seront moins bien lotis.

Lorsque la valeur des exportations diminue par rapport à celle des importations, le revenu réel des ménages produisant des biens destinés à l'exportation, tels que le coton et le café, baisse, et les recettes du gouvernement diminuent, ce qui affecte sa capacité à payer les fonctionnaires. Cette situation fait baisser la 'demande intérieure': les ménages dépensent moins en services et en biens, qu'il s'agisse de repas au restaurant ou de courses en taxi, créant un effet d'entraînement qui réduit les revenus du restaurateur et du chauffeur de taxi. En outre, lorsque les ménages et les gouvernements sont confrontés à des contraintes financières, ils reportent ou réduisent souvent les investissements, par exemple dans les engrais et l'entretien des infrastructures, ce qui réduit encore les revenus dans les années à venir, en diminuant les rendements agricoles ou en augmentant le coût du transport des récoltes sur des routes cahoteuses.

En théorie, une baisse des termes de l'échange ne doit pas déclencher immédiatement une crise, car les gouvernements peuvent compenser l'impact en empruntant ou en retardant des investissements à plus long terme. Le Fonds monétaire international (FMI) a été créé en partie pour fournir une telle aide financière temporaire. Lorsque les chocs sont de courte durée, l'emprunt peut contribuer à maintenir les niveaux de production et de consommation et à alléger les remboursements futurs de la dette. C'est d'ailleurs ainsi que de nombreux gouvernements ont réagi. À la fin des années 1970, plusieurs pays africains ont commencé à emprunter massivement, en grande partie auprès du FMI ou de créanciers bilatéraux, pour répondre à leurs besoins d'importation de base. La Zambie, pays producteur de cuivre, en est un exemple frappant (voir figure 2). Après que les prix du cuivre ont atteint un sommet en 1974, puis ont entamé un déclin prolongé, la dette du pays a commencé à s'alourdir. En 1978, la Zambie a

obtenu du FMI un accord de confirmation de deux ans (un type de prêt) pour répondre à ses besoins d'importation. Entre 1970 et 1980, l'encours de la dette extérieure a presque quadruplé.

Figure 2: PIB par habitant, dette et prix à l'exportation en Zambie et au Nigeria, 1970-1995



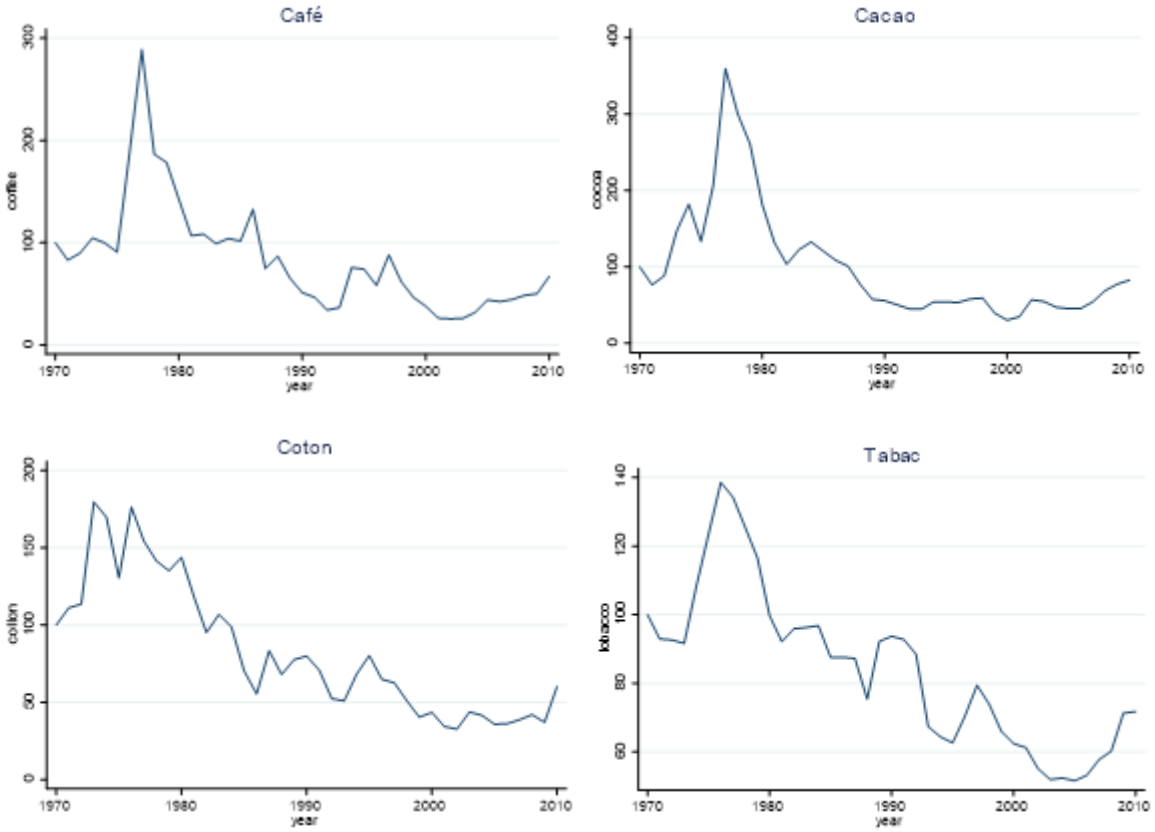
Source: PIB par habitant: Maddison; dette: WDI; prix des matières premières: Jacks (2019).

Mais les emprunts des pays en détresse n'expliquent pas tout. Jusqu'en 1980, les termes de l'échange africains étaient mitigés, et bien que les prix des importations aient augmenté, certains produits de base clés pour l'exportation africaine ont également connu une forte hausse de prix, comme le montre la figure 3 qui suit les prix des produits de base au fil du temps, par rapport à leur prix en 1970 (ainsi, une valeur de 200, par exemple, signifie que le produit de base se vend deux fois plus cher qu'en 1970). Par exemple, les pays producteurs de café tels que le Rwanda, le Kenya et la Tanzanie ont vu leurs recettes d'exportation augmenter fortement en 1976-1977 lorsque les prix du café sont montés en flèche, tandis que les producteurs de cacao tels que le Ghana et la Côte d'Ivoire ont bénéficié des hausses de prix en 1974 et 1977. Les pays producteurs de pétrole comme le Nigeria et le Cameroun ont profité des chocs pétroliers de 1973 et 1979. Ces recettes d'exportation ont renforcé la solvabilité des gouvernements et encouragé les emprunts pour les grands projets d'infrastructure ou les entreprises publiques. Les gouvernements africains ont pu emprunter davantage en partie parce que les chocs pétroliers avaient enrichi certains États producteurs de pétrole, fournissant des fonds pour les investissements internationaux qui ont maintenu les taux d'intérêt mondiaux à un niveau bas. Si la plupart des emprunts ont été contractés auprès d'autres gouvernements et d'institutions multilatérales, des pays plus riches, comme le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Nigeria, ont également obtenu des prêts auprès de banques privées.

Au Nigeria, par exemple (figure 2), l'expansion rapide de l'encours de la dette entre 1976 et 1981 a coïncidé avec l'augmentation des recettes publiques provenant des prix élevés du pétrole. Une partie de cette dette a financé des dépenses récurrentes, en particulier lorsque les prix du pétrole ont chuté en 1978, bien que le gouvernement ait également augmenté ses investissements dans de grandes infrastructures telles que les ports maritimes, les aéroports et l'énergie. Depuis lors, nombreux sont ceux qui se demandent si ces investissements ont été bien

choisis et bien exécutés. La Côte d'Ivoire s'est considérablement endettée entre 1976 et 1979, lorsque le secteur du cacao était en plein essor, pour financer des projets industriels de production de sucre et de transformation des palmiers à huile, des infrastructures de transport et des projets hydroélectriques, ainsi qu'une série d'autres projets.

Figure 3: Indice des prix des produits d'exportation africains (1970=100)



Source: Dérivé de Jacks (2019).
Note: Les prix sont ajustés en fonction de l'inflation.

Dans les années 1980, cependant, les prix des principaux produits d'exportation de l'Afrique - y compris le pétrole - ont commencé à baisser régulièrement. Même les économies les plus prospères des années 1970 ont rapidement été confrontées à un endettement croissant. Entre 1970 et 1980, la dette extérieure de l'Afrique est montée en flèche, passant de 6 à 42 milliards de dollars US selon les indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale; en 1990, elle atteignait 150 milliards de dollars US. Avec la montée de l'inflation en Europe et en Amérique du Nord, la hausse des taux d'intérêt a réduit la disponibilité d'argent bon marché, ce qui a encore réduit la capacité des pays africains à rembourser leurs emprunts. Pour aggraver le problème, la plupart d'entre eux avaient contracté des prêts libellés en devises étrangères (généralement en dollars américains). En l'absence d'une reprise des prix à l'exportation, il est devenu plus difficile de gagner les devises étrangères nécessaires au remboursement des dettes libellées en dollars.

De nombreux pays sont entrés dans une crise de la dette. L'augmentation des remboursements de la dette a contraint les gouvernements à réaffecter des ressources limitées au détriment d'investissements susceptibles de stimuler la reprise. Ils ont également commencé à renégocier et à reporter les paiements de la dette aux prêteurs (principalement bilatéraux) et à emprunter davantage au FMI et à la Banque mondiale pour les aider à faire face aux paiements de la dette à d'autres créanciers. Dans certains cas, les pays ont même fait défaut unilatéralement, en suspendant les remboursements plutôt qu'un négociant avec les créanciers, ce qui empêche généralement les pays d'accéder à d'autres financements jusqu'à ce qu'ils reviennent à la table des négociations avec les créanciers. Il s'agissait généralement d'une solution de dernier recours, généralement adoptée par des pays en conflit ou soumis à des dictatures militaires, comme le Liberia en 1986 et le Soudan en 1991. Au Liberia, le régime militaire brutal de Samuel Doe a accumulé une dette considérable au début des années 1980, qu'il a ensuite eu du mal à rembourser. En 1986, il est devenu le premier pays africain à être déclaré inéligible au financement du FMI; en 1989, une guerre civile a éclaté, qui a mis en suspens le règlement de la dette jusqu'aux années 2000.

3. Échecs politiques et ajustement structurel

Dans quelle mesure les mauvais choix politiques et la corruption ont-ils aggravé la crise? Alors que les gouvernements africains se tournaient de plus en plus vers le FMI et la Banque mondiale pour obtenir des prêts, ces institutions ont acquis une influence considérable sur les politiques économiques nationales. Dans les années 1980, la conditionnalité des politiques est devenue plus formelle et prescriptive. Les rapports de ces institutions ont souvent affirmé que la crise était, au moins en partie, auto-infligée. Avec des changements politiques appropriés, la reprise économique était possible.

Faisons une brève incursion dans l'économie politique du FMI et de la Banque mondiale. Si les économistes du FMI avaient conclu que les gouvernements de la Côte d'Ivoire ou de la Tanzanie ne pouvaient rien faire pour augmenter de manière significative les taux de croissance et les recettes d'exportation, cela revenait à admettre qu'ils ne pouvaient pas, en toute bonne foi, continuer à prêter car il n'y aurait aucune perspective de remboursement. Par conséquent, les créanciers devraient plutôt annuler la dette. Mais dans les années 1980, les renflouements n'étaient pas politiquement ou économiquement acceptables pour les donateurs occidentaux, d'autant plus que nombre d'entre eux poursuivaient également l'austérité au niveau national, de sorte que l'allègement de la dette a été abordé avec prudence. En outre, pour les pays africains à revenu moyen, accepter un allégement de la dette risquait de ternir leur réputation et de compromettre leurs futurs emprunts auprès de créanciers privés.

Gestion financière

Examinons maintenant quelques-uns des principaux débats politiques de l'époque. La gestion des taux de change a été l'une des questions les plus contestées. Au cours des années 1970, les pays ont maintenu des taux de change fixes, ce qui signifie que les gouvernements décidaient du nombre de cédis ou de shillings pour acheter un dollar américain. Une monnaie forte, avec peu de shillings pour un dollar, rendait les importations moins chères et facilitait les voyages à l'étranger.

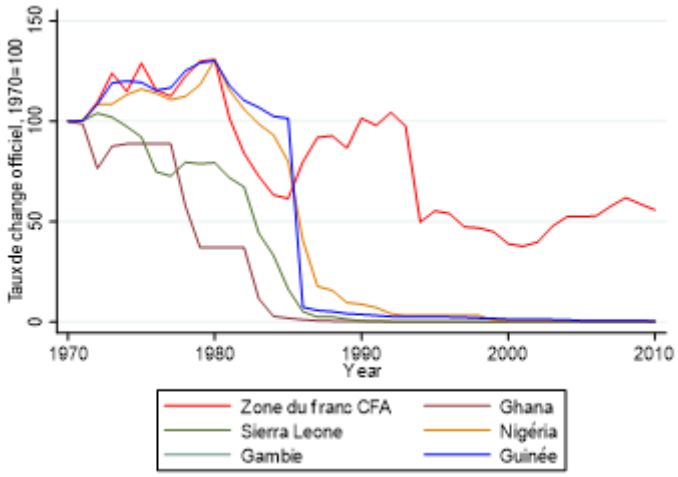
Mais pour ceux qui produisaient des biens destinés à l'exportation, une monnaie forte était un inconvénient. Au Ghana, par exemple, un cedi fort signifiait que les producteurs de cacao recevaient moins de cédis pour chaque kilo de cacao qu'ils ne l'auraient fait avec une monnaie plus faible. Au début des années 1970, le taux de change ghanéen était tellement surévalué qu'il n'incitait plus les agriculteurs à produire du cacao, tandis que dans la région frontalière, il encourageait la contrebande de cacao vers la Côte d'Ivoire et le Togo, où les prix étaient considérablement plus élevés. En outre, une monnaie surévaluée rend les produits importés moins chers, ce qui peut nuire à la production nationale. Si un pays dont la monnaie est surévaluée peut importer du riz à un prix inférieur à celui auquel les producteurs nationaux peuvent l'écouler sur le marché, cela dissuadera les agriculteurs de produire du riz.

Le FMI et la Banque mondiale ont recommandé aux gouvernements de dévaluer les monnaies surévaluées, une mesure qui provoque généralement une poussée inflationniste à court terme en augmentant le coût des importations. À moyen terme, cependant, la dévaluation était censée rétablir les incitations à produire des biens destinés à la fois à l'exportation et au marché intérieur. De nombreux pays ont dévalué leur monnaie à plusieurs reprises entre la fin des années 1970 et les années 1990. Par exemple, le Ghana a dévalué en 1971-2, 1978 et 1982, et le Nigeria en 1986, comme le montrent les fortes baisses de l'indice officiel des taux de change illustrées dans la figure 4.

L'économie politique de la politique de change dans les pays appartenant aux deux zones franc CFA est plus compliquée. Ces anciennes colonies françaises ont conservé une monnaie commune après l'indépendance, rattachée au franc français. Cela signifie qu'un gouvernement individuel ne pouvait pas faire ce qu'il voulait avec sa monnaie et qu'il devait prendre des décisions en collaboration avec les autres membres. Par conséquent, le franc CFA n'était pas aussi surévalué dans les années 1980 que dans de nombreux pays anglophones, mais dans les années 1990, la monnaie était probablement trop forte. Comme ils devaient agir en tant que groupe, la dévaluation était plus difficile à orchestrer et l'ampleur optimale de la dévaluation différait d'un pays à l'autre. Ces pays ont donc dévalué plus tard que la plupart des pays anglophones, avec une dévaluation de 50 pour cent par rapport au franc en 1994, imposée par la France (figure 4). La question de savoir si cette dévaluation était de la bonne ampleur reste

débattue et constitue une source de mécontentement et de colère dans de nombreux pays CFA encore aujourd'hui.

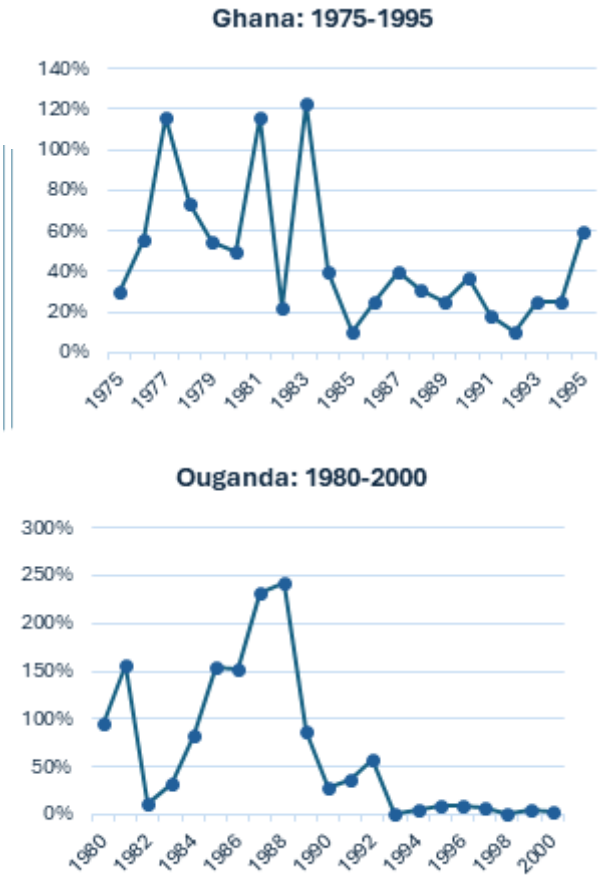
Figure 4: Taux de change officiels dans la zone du franc CFA et dans certains pays d'Afrique de l'Ouest (LCU en USD)



Source: World Development Indicators, 2025.

L'expansion monétaire est une autre question politique controversée. Dans les pays dotés d'une politique monétaire indépendante (ceux qui ne font pas partie de la zone CFA), les gouvernements ont parfois eu recours à la planche à billets pour faire face aux dépenses intérieures. Lorsque l'économie est forte et dispose d'une grande capacité à absorber et à produire davantage de biens et de services, l'expansion monétaire est parfois un outil politique utile qui peut contribuer à stimuler la production. Cependant, dans de nombreuses économies africaines au cours des années 1980, l'augmentation de la masse monétaire n'a pas stimulé la production, mais a plutôt conduit à une inflation galopante. La figure 5 illustre les taux d'inflation au Ghana et en Ouganda. Les programmes de réforme menés par le FMI imposent généralement de mettre fin à ces pratiques et, dans des cas comme le Ghana en 1984-1985 et l'Ouganda en 1992 (ces années de réforme sont marquées par des lignes verticales dans la figure 5), où les responsables politiques se sont engagés à changer, l'arrêt de l'expansion monétaire a permis de faire baisser rapidement l'inflation.

Figure 5: Taux d'inflation annuels au Ghana et en Ouganda



Source: Ghana: WDI 2025; Ouganda: Simson, 2019.

Cependant, la budgétisation gouvernementale dans des conditions d'inflation élevée présente certains avantages politiques. Lorsque les gouvernements laissent l'inflation réduire la valeur réelle des dépenses, ils peuvent efficacement réduire leurs budgets sans avoir à faire des choix difficiles quant aux lignes budgétaires à supprimer. Lorsque l'inflation diminue, les déficits budgétaires obligent les gouvernements à décider des dépenses à réduire et rendent ces coupes budgétaires plus visibles pour le public.

Gestion des dépenses et des prix

Plus tard, dans le cadre des programmes d'ajustement structurel (PAS) (voir section 3.3), le FMI et la Banque mondiale ont souvent fixé des conditions pour réorienter le budget. La réduction des subventions accordées aux entreprises publiques a été l'un des domaines privilégiés. Au cours des années 1960 et 1970, de nombreux pays nouvellement indépendants ont mis l'accent sur le développement industriel en subventionnant les industries naissantes afin d'encourager la production nationale. Ils ont reconnu à juste titre que la production de minerais bruts ou de matières premières agricoles rendait leur économie vulnérable. Cependant, l'industrie manufacturière naissante de l'Afrique, qui produisait souvent des biens de

consommation simples tels que des vêtements et des chaussures ou des aliments transformés, était très vulnérable au prix des importations. À mesure que les coûts des intrants et de l'énergie augmentaient, ces industries devenaient de moins en moins compétitives. De nombreux gouvernements ont d'abord tenté de soutenir leurs industries naissantes, ce qui a encore réduit les budgets et les recettes d'exportation. Mais à plus long terme, de nombreuses industries manufacturières ont échoué. Certaines industries ont alors complètement disparu, entraînant dans leur sillage des emplois industriels très convoités.

Enfin, en partie pour compléter le contrôle des taux de change, de nombreux pays ont mis en place des systèmes complexes de contrôle des prix. Cela signifie que le prix de certains produits, importés ou nationaux - par exemple un kilo de riz ou un gallon d'essence - est dicté par le gouvernement. À la marge, le contrôle des prix peut contribuer à réduire les profits et à redistribuer les revenus. Ils fonctionnent souvent de concert avec les licences d'importation. Un importateur a accès aux devises étrangères au taux officiel, mais doit vendre le bien en question, par exemple l'essence, à un prix donné, ce qui, dans la pratique, est une façon de subventionner l'essence. Le contrôle des prix des biens produits dans le pays, pour l'exportation ou le marché intérieur, agit en pratique comme une taxe supplémentaire sur le producteur.

Mais dans un contexte de forte inflation et de pénurie de devises, il devient très difficile de gérer les biens et les prix de manière à ce que l'offre et la demande soient en adéquation. En outre, pour envoyer un signal aux citoyens des zones urbaines, qui dépendent fortement des denrées alimentaires achetées sur le marché, les gouvernements ont souvent voulu maintenir les prix officiels à un niveau bas pour des raisons politiques plutôt qu'économiques.

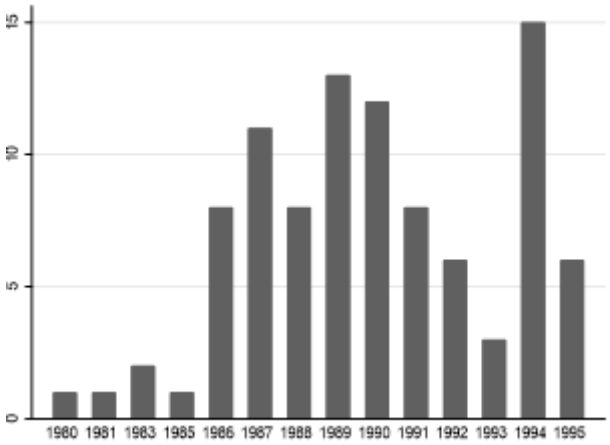
Pour les biens produits dans le pays (riz, haricots, maïs), si les prix sont fixés à un niveau si bas que les agriculteurs ne sont pas disposés à fournir des biens, cela entraîne souvent des pénuries et éventuellement une baisse de la production globale (pourquoi un agriculteur vendrait-il du maïs ou du riz sur le marché, s'il ne peut réaliser aucun bénéfice?) D'autre part, cela stimule un marché noir où les prix sont plus élevés que ceux stipulés par le gouvernement, ce qui signifie que les contrôles de prix sont inefficaces et poussent les gens vers le commerce illégal qui est plus difficile à taxer et à réglementer.

En pratique, dans de nombreux pays africains, la population a réagi à ces perturbations du marché en se repliant sur les exploitations agricoles familiales et les marchés informels. Même dans les zones urbaines, de nombreux salariés possédaient encore une parcelle agricole ou un membre de leur famille proche ayant accès à la terre. Les citadins en sont venus à compter davantage sur ces réseaux familiaux pour s'approvisionner en nourriture, se retirant ainsi du marché et des zones d'échange que le gouvernement pouvait superviser.

L'insaisissable reprise

À la fin des années 70, dans les années 80 et au début des années 90, la plupart des pays d'Afrique ont entrepris des programmes d'ajustement structurel répétés. La figure 6 indique le nombre de prêts d'ajustement structurel accordés par la Banque mondiale aux pays africains. La Banque mondiale a approuvé une centaine de prêts ou de subventions d'ajustement structurel en faveur de 27 pays d'Afrique subsaharienne entre 1980 et 1995. Le FMI a approuvé 79 prêts d'ajustement structurel à 30 pays africains entre 1986 et 1995~~2~~, et 73 accords de confirmation entre 1984 et 1995.

Figure 6: Nombre de prêts ou de subventions à l'ajustement structurel accordés par la Banque mondiale à des pays africains, par année



Note et source: Construit à partir d'une recherche dans la base de données des projets et des opérations de la Banque mondiale, et en extrayant les projets intitulés SAL, SAC, ADJ ou dont le titre comporte une dimension structurelle.

En substance, les PAS ont cherché à gérer une réduction des dépenses et à redistribuer un gâteau de revenus réduit, de manière à améliorer les incitations à la production et à l'investissement. De par leur conception, ces politiques ont eu des effets distributifs et, à court terme, elles ont aggravé la situation de certains groupes. Pour les habitants des villes en particulier, la suppression du contrôle des prix a souvent entraîné une hausse des prix des produits de base, et la fermeture d'usines a entraîné la perte d'emplois.

Les réformes d'ajustement structurel sont fortement associées à l'augmentation des difficultés, de la pauvreté et des inégalités, car le niveau de vie dans la plupart des pays africains a baissé pendant cette période d'emprunts répétés auprès du FMI et de la Banque mondiale. Mais il est difficile de déterminer si les réformes ont provoqué une augmentation de la pauvreté ou si les niveaux de pauvreté auraient augmenté de toute façon (peut-être même davantage) qu'en l'absence de réformes. En particulier, l'accusation selon laquelle les PAS ont accru les inégalités mérite d'être examinée un peu plus en détail. Nombreux sont ceux qui pensent que les inégalités se sont accrues au cours de cette période, la classe moyenne regardant avec colère

une petite classe politique enrichie par la corruption. Mais si l'on utilise une mesure telle que l'indice de Gini, il est peu probable que les statistiques confirment cette hypothèse. Selon les mesures conventionnelles, l'inégalité a probablement diminué, car ce sont les personnes les plus aisées qui avaient le plus à perdre. Les petits agriculteurs les plus pauvres, qui produisent une grande partie de leur nourriture, ont été moins touchés par l'inflation ou la chute des prix des cultures de rapport. Dans l'ensemble, les taux de mortalité infantile ont continué à baisser dans la plupart des pays tout au long de la période, ce qui suggère que les niveaux de consommation des plus pauvres n'ont pas pu diminuer autant (sinon les nourrissons et les enfants auraient malheureusement été plus nombreux à mourir).

La baisse de revenus la plus importante a probablement été ressentie par les personnes appartenant à ce que nous pourrions considérer comme des professionnels de la classe moyenne, telles que les enseignants, les médecins, les infirmières et même les ouvriers d'usine, qui percevaient des salaires élevés dans les années 1960 par rapport aux agriculteurs. Ces groupes ont vu leurs revenus s'effondrer à mesure que l'inflation augmentait le coût des denrées alimentaires et d'autres biens, tandis que leurs employeurs (souvent le gouvernement) n'augmentaient pas les salaires au même rythme que l'inflation. Au Kenya, le salaire moyen du secteur public a chuté de 70 pour cent entre 1973 et 1994, corrigé de l'inflation, et l'écart entre les revenus des employés qualifiés et non qualifiés s'est creusé. Les agriculteurs produisant essentiellement pour le marché international ont également été durement touchés, mais il s'agissait généralement de ménages agricoles plus riches. Il convient de reconnaître que la mémoire collective de cette période est fortement marquée par cette couche de la société, car elle était la plus alphabétisée, la plus mobile (beaucoup ont émigré) et la plus bruyante.

Les réformes d'ajustement structurel visaient également à réduire la corruption en obligeant les gouvernements à faire face publiquement à des choix budgétaires difficiles. En théorie, c'est une bonne chose, mais en pratique, cela peut s'avérer déstabilisant. La corruption n'était certainement pas une nouveauté dans les pays africains dans les années 1970 ou 1980, mais il y a de bonnes raisons de penser que les crises exacerbent la corruption. Le déclin économique donne une mauvaise image du gouvernement en place. Lorsque les gens connaissent des difficultés économiques croissantes, ils accusent l'État et, dans les cas les plus extrêmes, ils ont si peu à perdre qu'ils sont facilement recrutés par des bandes de prédateurs, des milices ou des armées rebelles. Les putschistes potentiels ou les factions rebelles ont ainsi plus de chances de réussir. Dans une telle situation, les dirigeants ont souvent recours à des tactiques non démocratiques pour rester au pouvoir, en achetant la loyauté d'hommes forts individuels ou de groupes qui peuvent apporter un soutien politique ou éviter des coups d'État ou des troubles sociaux. Les diverses sources de rentes offertes par les entreprises publiques ou les licences d'importation peuvent être considérées comme des siphons utilisés pour rémunérer les détenteurs du pouvoir dans la société, ce qui a empêché le gouvernement de s'effondrer. Mais

en fermant le robinet de la corruption, les gouvernements ont perdu cette capacité à acheter leurs opposants ou ont dû trouver des moyens de détourner d'autres ressources à cette fin.

Les gouvernements avaient raison de s'inquiéter. Les PAS ont souvent conduit à des troubles sociaux, et parfois à des coups d'État (il ne faut pas oublier que peu de pays africains étaient démocratiques à ce stade, et qu'il était donc rarement possible d'élire un président sortant). Les coups d'État au Ghana en 1981, au Nigeria en 1983, au Soudan en 1985 et au Mali en 1991, par exemple, étaient, du moins en partie, une réaction au mécontentement croissant de la population et aux protestations contre les PAS.

Mais l'autre aspect de l'histoire, sans doute encore plus inquiétant, est que les PAS n'ont pas semblé apporter la reprise économique promise. De nombreux pays ont été soumis en permanence à des PAS sous diverses formes pendant près de deux décennies. La Côte d'Ivoire, par exemple, a reçu 26 prêts d'ajustement structurel dans les années 1980 et 1990.

Certaines études ont conclu que de nombreux gouvernements africains ont détourné les programmes et n'ont pas mené à bien les réformes nécessaires, en particulier les pays entretenant des relations politiques étroites avec les États-Unis ou d'autres pays occidentaux, comme la Côte d'Ivoire et le Liberia. Ces pays occidentaux (qui disposent des droits de vote les plus importants au sein du conseil d'administration du FMI) ont assoupli les conditions requises pour l'obtention de nouveaux prêts du FMI (ils voulaient également maintenir les gouvernements africains à flot, afin qu'ils ne soient pas en défaut de paiement sur les prêts accordés à leurs propres gouvernements). L'une des conclusions auxquelles la Banque mondiale est parvenue à plusieurs reprises est que les réformes d'ajustement structurel fonctionnent lorsque les gouvernements prennent l'initiative et décident de leur propre chef que ces réformes sont nécessaires, ce qui implique que la conditionnalité des créanciers n'a de toute façon qu'une valeur marginale.

Un autre point de vue consiste à dire que les gouvernements africains ont mené des réformes sérieuses, mais que le remède ne fonctionnait tout simplement pas. Certains y voient la preuve que les conseils étaient erronés ou follement optimistes. En ne soulignant pas la nécessité d'un allègement de la dette et d'une reprise des investissements, les programmes de réforme du FMI ont simplement laissé les pays piétiner des taux de croissance bien inférieurs à leur potentiel. Les paiements de la dette sont restés élevés, les prix des exportations sont restés bas et les budgets gouvernementaux étaient donc trop faibles pour réparer les routes et les chemins de fer ou pour rétablir les salaires des bureaucrates à un niveau décent. Mais selon cette lecture de la situation, les avantages de l'ajustement structurel n'étaient tout simplement pas suffisants pour renverser la vapeur.

4. Les causes profondes de la volatilité économique en Afrique

À partir des années 1990, les économistes ont commencé à considérer que les malheurs économiques de l'Afrique étaient dus à des faiblesses institutionnelles plus profondes ou à des contraintes environnementales plutôt qu'à des termes de l'échange défavorables et à des problèmes d'endettement. Les institutionnalistes ont pointé du doigt la faiblesse de la gouvernance en particulier, c'est-à-dire le fait que le jeu politique ne produisait pas les bons résultats pour la croissance. En raison de l'absence de contrôles et d'équilibres, le système politique était axé sur les rentes et la projection du pouvoir politique plutôt que sur des investissements à grande échelle. Les efforts de réforme ont été détournés au profit de gains politiques à court terme et les ressources disponibles pour les investissements sociaux ont rarement été bien investies. À la fin des années 1980, par exemple, le président Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire a construit la plus grande église du monde dans sa ville natale de Yamoussoukro, à un coût considérable pour les finances publiques. Au Libéria et en Sierra Leone, la construction d'hôtels et d'infrastructures urbaines a explosé avant les réunions de l'Organisation de l'unité africaine à Monrovia en 1979 et à Freetown en 1980, ce qui n'a probablement pas contribué à améliorer la compétitivité économique à long terme. Le système politique formel étant instable et peu fiable, les gouvernements craignaient les coups d'État et les soulèvements sociaux et ont donc consacré une part croissante de leurs dépenses à l'armée après l'indépendance, ce qui a également évincé des formes de dépenses qui auraient pu être plus bénéfiques pour l'économie et le bien-être.

D'autres se sont penchés sur la place de l'Afrique dans l'économie mondiale pour expliquer ses problèmes politiques et économiques. En particulier, il semble que la région ait été piégée dans la production de matières premières destinées à l'exportation, et ces produits connaissent une plus grande volatilité des prix que les produits manufacturés, ce qui la rend vulnérable aux booms et aux récessions répétés. On pense que les régimes coloniaux ont contribué à ces problèmes, en encourageant les économies coloniales fondées sur des produits de base non diversifiés destinés à l'exportation, tout en ne faisant pas grand-chose pour promouvoir les industries naissantes. Selon cette lecture des événements, les années 1980 n'ont été que la dernière oscillation d'un modèle cyclique de croissance et de déclin économiques. De plus, ces oscillations semblent être amplifiées par la dette. Lorsque les prix des matières premières sont élevés, les créanciers perdent de vue le risque de chute des prix et prêtent trop généreusement, alimentant ainsi le boom des matières premières. Lorsque les prix sont bas, les créanciers se retirent rapidement et le surendettement devient une prophétie qui se réalise d'elle-même. En raison de la faiblesse des institutions, il s'est également avéré difficile pour les gouvernements de s'engager de manière crédible à utiliser la politique pour agir de manière anticyclique, en épargnant les gains exceptionnels ou en réduisant les emprunts pendant les périodes de croissance. La tentation de dépenser plutôt que d'épargner s'est avérée difficile à résister pour les hommes politiques.

De nombreux dirigeants africains ayant accédé à l'indépendance n'avaient pas ignoré ces risques, et les années 1960 et 1970 ont été marquées par de nombreuses tentatives (rétrospectivement) de courte durée pour promouvoir la diversification économique et en particulier l'industrialisation, par exemple au Ghana, en Zambie, en Côte d'Ivoire, au Cameroun et en Tanzanie. Mais de nombreuses analyses ultérieures ont considéré que ces efforts d'industrialisation étaient pratiquement voués à l'échec, car ils mettaient les économies africaines en concurrence avec les économies asiatiques, qui disposaient d'une main-d'œuvre plus importante, moins chère et plus disciplinée, à une époque où les pays africains étaient encore sous-peuplés, avec des économies de petits exploitants et des infrastructures médiocres.

Comment, alors, certains pays africains ont-ils pu sortir indemnes de cette période? Une façon de vérifier cette idée est d'examiner les cas aberrants. Le Botswana est peut-être le cas le plus exceptionnel. Au début des années 1960, peu de gens auraient prédit que le Botswana serait l'économie la plus performante du continent, car il s'agissait d'un petit pays pauvre, rural et enclavé, avec un voisin hostile (l'Afrique du Sud). Pourtant, le Botswana s'est avéré être l'un des rares pays à rester démocratique pendant cette période, il a également réussi à bien investir et à sortir la majorité de sa population de la pauvreté. Nombreux sont ceux qui ont affirmé que la bonne gouvernance (due en partie à l'homogénéité ethnique) était la clé du succès du Botswana, mais ce n'était probablement pas une condition suffisante pour réussir. L'économie du Botswana était intimement liée à son principal produit d'exportation: les diamants. Dans les années 1980, les prix des diamants étaient moins volatils que ceux de la plupart des autres matières premières, en partie parce que le principal producteur (DeBeers) contrôlait une grande partie de l'offre mondiale et pouvait donc orienter les prix. En outre, les diamants du Botswana étaient extraits par une grande entreprise, Debswana, détenue à 50 pour cent par le gouvernement, plutôt que par de petits mineurs, de sorte que les recettes étaient plus faciles à collecter. Ainsi, les recettes du Botswana n'ont cessé d'augmenter au cours des années 1980 et le gouvernement n'a jamais été confronté à la même volatilité économique que la plupart de ses voisins.

Enfin, un autre éléphant dans la pièce est l'effet de la croissance démographique sur la production par habitant. Toute la discussion sur le PIB s'est concentrée jusqu'à présent sur le PIB par habitant, mais la population a également augmenté à une vitesse record au cours de cette période. Dans la plupart des pays, le PIB global (non divisé par la population) restait positif, même si les revenus par habitant diminuaient.

La relation entre la croissance démographique et la croissance du PIB par habitant n'est toutefois pas évidente. Au début de la période, de nombreux pays africains disposaient encore de terres en abondance, ce qui signifie qu'il y avait encore des terres productives inutilisées qui pouvaient être mises en culture. L'augmentation de la population avait donc tendance à accroître la

superficie des terres cultivées. Mais comme les terres les plus productives ont été revendiquées et que davantage de terres marginales ont été mises en culture, la productivité des terres n'a probablement pas pu suivre le rythme de la croissance démographique. Étant donné que d'autres secteurs de l'économie, tels que l'industrie, se contractaient, la pression démographique a probablement contribué à la baisse du niveau de vie.

La croissance démographique a également influencé la structure des dépenses publiques: avec des populations très jeunes et un grand désir d'améliorer le niveau d'instruction, les dépenses consacrées à l'éducation ont généralement augmenté. Au Kenya et en Ouganda, les dépenses d'éducation représentaient environ un cinquième des dépenses du gouvernement central au début des années 1960, mais à la fin des années 1990, ce chiffre était passé à un tiers. Cela a eu pour effet d'évincer d'autres types d'investissements sociaux, tels que les infrastructures. En outre, les fortes augmentations de la scolarisation ont souvent été accompagnées d'une baisse de la qualité de l'enseignement et d'une réduction des dépenses par élève.

Néanmoins, certains ont fait valoir que nous devrions voir les performances économiques de cette période sous un jour plus favorable, compte tenu de la croissance démographique qu'elle a soutenue. Et si le continent était sous-peuplé dans les années 1950, et si les faibles densités de population étaient en fait un obstacle à l'industrialisation et à d'autres formes de diversification économique, la pression démographique accrue, l'augmentation du niveau d'éducation et l'urbanisation signifient que les conditions de la croissance étaient très différentes après la crise. En outre, la croissance démographique n'explique pas tout, car les économies africaines ont fini par se redresser dans les années 2000 sans qu'il y ait eu de forte baisse du taux de natalité.

5. La véritable reprise

La plupart des pays d'Afrique ont atteint leur PIB par habitant le plus bas dans les années 1990 et ont commencé à se redresser par la suite. Les perspectives économiques se sont considérablement améliorées dans les années 2000, lorsque plusieurs pays africains, tels que l'Éthiopie, le Mozambique, la Tanzanie et l'Ouganda, ont connu l'une des croissances les plus rapides au monde.

La reprise a été stimulée par un renversement des conditions qui avaient déclenché la crise et, une fois encore, les facteurs externes ont joué un rôle important. La hausse des prix des exportations africaines, en particulier des minerais et du pétrole, mais aussi de certaines cultures de rapport comme le cacao, a contribué à l'augmentation des revenus. Avec la demande croissante de ressources en provenance d'Asie en particulier, les prix des principaux produits d'exportation africains, comme le pétrole, le cuivre, le minerai de fer et la bauxite, ont fortement

augmenté au début des années 2000. L'allègement de la dette a également fait la différence. En 1996, les membres du FMI et de la Banque mondiale ont finalement accepté d'accorder un allègement significatif de la dette aux pays à faible revenu, dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). L'Ouganda est devenu le premier pays à répondre aux critères de cet allégement de la dette en 1998, et 31 autres pays africains ont suivi dans les années 2000. Cela a permis aux pays de recommencer à emprunter, et une augmentation des investissements tend à stimuler la croissance, en créant de nouvelles opportunités d'emploi et d'affaires. À peu près à la même époque, les prêts et les investissements chinois en Afrique ont commencé à augmenter, ce qui a également contribué à créer des emplois, à alimenter la demande de biens produits dans le pays et à améliorer les infrastructures de transport.

Les analystes ont également mis en évidence des changements plus profonds et plus fondamentaux dans les sociétés et les économies africaines qui ont commencé à porter leurs fruits dans les années 2000. De nombreux pays se sont démocratisés dans les années 1990 ou 2000 et, dans l'ensemble, les gouvernements sont devenus plus responsables devant leurs citoyens. L'urbanisation rapide et l'augmentation du niveau d'éducation y ont probablement contribué; avec des populations urbaines importantes, jeunes et alphabétisées, il y a beaucoup plus de gens qui s'engagent activement dans le processus politique. Une population plus instruite rend également les pays africains moins dépendants de la main-d'œuvre qualifiée étrangère et plus compétitifs dans les secteurs qui emploient des travailleurs qualifiés. Les taux de natalité sont restés élevés mais semblent avoir atteint leur maximum dans les années 1980, ce qui a permis d'alléger la pression sur les budgets des gouvernements et des ménages. En outre, alors que les revenus augmentent en Asie, quelques régions d'Afrique où la densité de population est élevée et les salaires bas, comme l'Éthiopie, font de petites percées sur le marché mondial des produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre. Depuis le début des années 2000, le gouvernement éthiopien promeut un programme d'initialisation axé sur les exportations par l'intermédiaire de parcs industriels, qui ont attiré une foule d'entreprises manufacturières et quelque 90 000 emplois d'ici 2020, principalement dans le secteur du textile et de l'habillement. Les pays d'Afrique de l'Est, le Kenya en tête, se sont également diversifiés dans la production horticole destinée à l'exportation, qui nécessite davantage de capital et de main-d'œuvre que la production traditionnelle de cultures de rapport.

6. Regarder vers l'avenir

Après presque deux décennies de croissance relativement forte (c.1998-2016), les taux de croissance du continent ont de nouveau ralenti à la fin des années 2010 (Figure 1). Aujourd'hui, de nombreuses organisations internationales et de nombreux commentateurs se tournent vers le passé pour comprendre l'avenir. Certains craignent que nous n'assistions à un nouveau cycle d'expansion et de récession, la récession étant une fois de plus déclenchée par des turbulences

mondiales, notamment la pandémie de grippe aviaire, les guerres en Europe et au Moyen-Orient, et la volatilité des prix des produits de base. Une fois de plus, les ondulations mondiales semblent se transformer en houle lorsqu'elles atteignent les économies vulnérables productrices de matières premières en Afrique. Les niveaux élevés d'emprunt depuis 2008, au cours d'une période où les taux d'intérêt mondiaux étaient exceptionnellement bas, ont entraîné le surendettement de près de la moitié des pays africains et ont poussé des pays comme la Zambie, le Ghana et le Mozambique à se retrouver en situation de défaut de paiement.

Néanmoins, il est également important de reconnaître que beaucoup de choses ont changé depuis 1974. Pour utiliser l'histoire comme outil de compréhension du présent, nous voulons examiner à la fois les similitudes et les différences.

Comme dans les années 1970, la plupart des économies africaines restent dépendantes d'une gamme étroite de produits primaires d'exportation – aujourd'hui plus axés sur les minerais que sur les cultures de rapport. Cette dépendance persistante signifie qu'elles restent vulnérables aux fluctuations de la demande et des prix mondiaux. Comme par le passé, de nombreux pays ont aujourd'hui une dette considérable en devises étrangères, ce qui limite également leur capacité à poursuivre des plans d'investissement ambitieux. En outre, le système mondial de gestion et de renégociation de la dette est tout aussi fracturé, sinon plus, que dans les années 1980, en raison du rôle plus important de la Chine en tant que créancier, ce qui signifie qu'il y a moins de confiance et de coordination entre les nations créancières.

Les régimes politiques des pays endettés d'aujourd'hui sont toutefois différents de ceux des années 1970, car les réformes de l'époque se sont progressivement enracinées. Par rapport aux années 1970 et 1980, les monnaies africaines ne sont pas gravement surévaluées, l'inflation est globalement maîtrisée, de nombreuses anciennes entreprises d'État ont été privatisées et les gouvernements exercent un contrôle moins direct sur les importations, les exportations et les prix. Mais selon certaines lectures de l'histoire de la période, ces 'distorsions' politiques n'étaient de toute façon pas la principale source du problème.

Ce qui est peut-être plus important, c'est que certaines des contraintes structurelles dont on pensait qu'elles avaient entravé le développement de l'Afrique sont en train de s'atténuer. L'Afrique est la seule région du monde qui continue à connaître une croissance démographique significative, alors que d'autres régions sont confrontées au vieillissement de leur population. L'écart croissant entre les revenus de l'Afrique et ceux de l'Asie peut encore créer de nouvelles opportunités pour l'industrialisation. Les populations urbaines nombreuses et denses créent de nouvelles possibilités économiques et de nouvelles lignes de fracture politiques, qui pourraient conditionner et contraindre les gouvernements de manière nouvelle. L'histoire nous offre des expériences de pensée, mais elle ne peut pas prédire l'avenir.

Questions à étudier

1. Pourquoi les années entre 1974 et 1994 sont-elles souvent appelées les 'décennies perdues' de l'Afrique? Quelles sont les principales tendances économiques qui caractérisent cette période?
2. Qu'entend-on par 'détérioration des termes de l'échange' et quel en a été l'impact sur les économies africaines au cours des années 1980?
3. Quels étaient les avantages et les inconvénients de la dévaluation du taux de change?
4. Les crises économiques de cette période ont-elles affecté différemment les différents segments de la société? Quels groupes ont été les plus durement touchés et pourquoi?
5. Pourquoi de nombreux programmes d'ajustement structurel (PAS) n'ont-ils pas atteint les objectifs qu'ils s'étaient fixés?
6. Y a-t-il des leçons à tirer de ces décennies perdues qui pourraient aider les pays africains à éviter des crises économiques similaires à l'avenir?

Lectures suggérées

Archibong, B., B. Coulibaly and N. Okonjo-Iweala (2021). Washington consensus reforms and lessons for economic performance in Sub-Saharan Africa. *Journal of Economic Perspectives* 35(3): 133-156.

Austin, G. (2023). Ghana and Kenya Facing the 1970s Commodity Price Shocks: the National and the Global, In Shigeru Akita (ed.), *Oil Crises of the 1970s and the Transformation of International Order: Economy, Development and Aid in Asia and Africa* (London: Bloomsbury, November 2023), pp. 223-56.

Bates, R. H., J. H. Coatsworth, and J.G. Williamson (2007). Lost decades: postindependence performance in Latin America and Africa. *Journal of Economic History* 67(4): 917-943.

Collier, P. and J. W. Gunning (1999). Why has Africa grown slowly? *Journal of Economic Perspectives*, *13*(3), 3–22.

Cooper, F. (2002). *Africa since 1940: the past of the present*. Cambridge: Cambridge University Press. Chapter 5: Development and Disappointment.

Deaton, A. (1999). Commodity prices and growth in Africa. *Journal of Economic Perspectives*, 13(3): 23-40.

Easterly, W. (2005). What did structural adjustment adjust? The association of policies and growth with repeated IMF and World Bank adjustment loans. *Journal of Development Economics* 76(1): 1-22.

Elbadawi, A. and B. J. Ndulu (1996). Long-run development and sustainable growth in sub-Saharan Africa. In M. Lundhal and B. J. Ndulu (eds.), *New directions in development economics: growth, environmental concerns and governments in the 1990s*. Routledge.

Fourie, J. (2023) A reinterpretation of Africa's twentieth century: Population growth may hide the remarkable economic performance of the continent, Our Long Walk, https://www.ourlongwalk.com/p/a-reinterpretation-of-africas-twentieth

Mkandawire, T. and C. C. Soludo (2000). *Our Continent, Our Future: African Perspectives on Structural Adjustment*. CODESRIA, Africa World Press.

Nyerere, J. K. (1985). Africa and the Debt Crisis. *African Affairs* 84(337): 489-497.

Smith, G. (2021). *Where Credit is Due: How Africa's Debt can be a Benefit, Nota Burden*. Hurst & Co.

Sources de données utilisées pour créer les figures et les tableaux

Maddison Project Database, version 2020. Bolt, Jutta and Jan Luiten van Zanden (2020), Maddison style estimates of the evolution of the world economy. A new 2020 update.
IMF Financial Data Query Tool, https://www.imf.org/external/np/fin/tad/query.aspx?utm_source=chatgpt.com

Jacks, D.S. (2019). From Boom to Bust: A Typology of Real Commodity Prices in the Long Run. *Cliometrica* 13(2): 202-220.

World Bank, World Development Indicators, 2025, https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators/

World Bank, Projects and Operations Database, https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/projects-home

A propos de l'auteur

Rebecca Simson est maître de conférences en histoire économique et sociale à l'Université d'Oxford. Ses recherches portent sur l'histoire et le développement économique de l'Afrique postcoloniale. Elle a écrit sur l'histoire de l'emploi dans le secteur public au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, sur les inégalités ethniques et régionales en matière d'éducation et d'emploi et sur la dynamique des inégalités dans les régions en développement.

AEHN
AFRICAN ECONOMIC
HISTORY NETWORK

www.aehnetwork.org